



Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Compte rendu officiel

D'Chamberblietchen

Actualité parlementaire p. 03-10

Nouvelles lois p. 11-12

Séances publiques
n^{os} 18, 19 et 20 p. 12-66

Questions au
Gouvernement p. 66-99

2023-2028

n°9



Sommaire

Actualité parlementaire	p. 03-10
Nouvelles lois	p. 11-12
Séances publiques	p. 12-66
18 ^e séance du mardi 23 avril 2024	p. 12-18
19 ^e séance du mercredi 24 avril 2024	p. 18-34
20 ^e séance du mercredi 24 avril 2024	p. 35-66
Questions au Gouvernement	p. 66-99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Contenu rédactionnel :
Chambre des Députés
23, rue du Marché-aux-Herbes
L-1728 Luxembourg
Tél. 466 966-1

Impression :
Imprimerie Heintz
sur papier 100 % recyclé, BalancePure

Date d'impression :
21/05/2024

Concept et layout :
brain&more
agence en communication,
Luxembourg



Visite de travail au Parlement français



La délégation luxembourgeoise a été reçue par la Présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yaël Braun-Pivet (au milieu), à l'Hôtel de Lassay à Paris.

Une délégation de la Chambre des Députés s'est rendue à Paris le 30 avril 2024 pour y rencontrer la Présidente de l'Assemblée nationale, Mme Yaël Braun-Pivet, à l'Hôtel de Lassay à l'occasion d'une visite de travail.

« Nous commençons une nouvelle législature et nous voulons apprendre de vos expériences. » C'est ce qu'a affirmé le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, au début de l'échange de vues que les députés ont mené avec Mme Braun-Pivet, alors qu'il expliquait les objectifs de la visite de la délégation luxembourgeoise.

Un échange généraliste donc, mais M. Wiseler a cependant précisé certaines de ses ambitions pour ce qui s'inscrit dans un « tour des Parlements » qu'il entend effectuer. Il s'agirait ainsi de s'inspirer des pratiques des institutions étrangères, avec la volonté de « rendre la Chambre plus intéressante » pour les citoyens et de moderniser l'institution dans le contexte d'une réforme du Parlement luxembourgeois et de son règlement.

M. Wiseler a également souligné que la Chambre des Députés avait la volonté de continuer à nouer des relations avec des parlements nationaux, dans un contexte qui voit les gouvernements collaborer de manière régulière, ce qui serait selon lui moins le cas pour les assemblées parlementaires.

La délégation menée par M. Wiseler se composait des Vice-Présidents de la Chambre, MM. Fernand Etgen et Michel Wolter, de M. Gusty Graas, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, ainsi que des députés et membres du Bureau de la Chambre des Députés, MM. Marc Spautz et Fred Keup et Mmes Sam Tanson et Diane Aedem.

Des similitudes et des différences dans le fonctionnement des Parlements luxembourgeois et français

Mme Braun-Pivet, entourée d'une délégation de parlementaires français, a répondu aux interrogations des députés luxembourgeois, échange principalement axé

autour des missions des parlements en ce qui concerne, notamment, les outils de contrôle du gouvernement et du fonctionnement des débats lors des séances publiques.

Parmi les différences notables qui sont ressorties de l'échange : la manière dont les députés interagissent avec les représentants du gouvernement. Alors qu'au Luxembourg, le membre du gouvernement directement concerné par une question est généralement celui qui répond à la question d'un député, la pratique française voit parfois d'autres membres du gouvernement être délégués pour des sujets qui ne sont pas de leur ressort.

Parmi les autres points abordés : l'organisation du calendrier parlementaire, ou encore l'outil parlementaire des commissions d'enquête, qui est encore un point de différence : chaque formation politique à l'Assemblée nationale a automatiquement droit à une commission d'enquête par an, que les députés utilisent de diverses manières. La Présidente de l'Assemblée nationale a affirmé, au sujet du système des commissions d'enquête français, qu'il s'agissait « d'un outil très intéressant avec des rapports très solides ».

L'échange a continué sur de nombreuses thématiques, dont l'interaction entre les parlements nationaux et les députés européens et la manière dont l'Assemblée nationale noue des partenariats avec des artistes afin de promouvoir la culture en exposant leurs œuvres à l'Assemblée. Mme Braun-Pivet a encore interrogé les députés luxembourgeois sur la manière dont ils voient le principe de l'unanimité pour les décisions en matière de gouvernance européenne.

À l'issue de la réunion, le Président de la Chambre des Députés a été invité à apposer sa signature dans le livre d'or de l'Assemblée nationale dans un salon de l'Hôtel de Lassay.

Les sujets internationaux abordés au Palais Bourbon avec M. Jean-Louis Bourlanges

Dans le cadre de leur visite au Parlement de la République française, les députés luxembourgeois

ont été reçus par M. Jean-Louis Bourlanges, Président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Ce fut l'occasion pour eux, et notamment pour M. Gusty Graas face à son homologue, d'aborder les sujets internationaux importants, dont la situation au Proche-Orient et le conflit en Ukraine.

M. Bourlanges avait également été Vice-Président de la Commission des Affaires européennes à l'Assemblée nationale, une commission dont les compétences sont proches de la nouvelle Sous-commission des Affaires européennes, instituée à la Chambre des Députés à la demande de M. Wiseler à la suite de sa nomination en tant que Président de la Chambre des Députés et dont la présidence est assurée par M. Graas. Ce dernier a déclaré dans ce contexte souhaiter « profiter de l'expérience » de M. Bourlanges.

La discussion a permis aux parlementaires de mener un échange au sujet des compétences, du champ d'action et du niveau d'influence qu'une telle commission peut avoir dans plusieurs domaines : contrôle du gouvernement, organisation et régularité des rencontres avec les représentants de l'exécutif et organisation de débats parlementaires.

La discussion a également porté sur la manière dont le travail devait être organisé dans une telle commission entre représentants de la majorité et de l'opposition, notamment en ce qui concerne la production de rapports.

La francophonie et l'amitié France-Luxembourg au programme de la visite de travail

Lors de leur déplacement à Paris, les députés ont également rencontré M. Bruno Fuchs, Délégué général de l'Assemblée parlementaire de la francophonie, et M. Damien Cesselin, Secrétaire général de l'APF.

Ils ont par ailleurs été reçus à l'occasion d'un déjeuner de travail par M. Lionel Vuibert, Président du groupe d'amitié France-Luxembourg.

Journée de l'Europe 2024

La fête de l'Europe, une occasion d'appeler à « défendre la démocratie »



Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a rappelé l'importance de défendre les valeurs démocratiques.

« Il faut se battre tous les jours pour défendre la démocratie ! » Tel fut le message central que le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a adressé aux citoyens lors de la fête de l'Europe le 9 mai 2024, à un mois des élections européennes. Le Parlement luxembourgeois a accueilli des centaines de citoyens à son stand à la fête populaire organisée au Kirchberg. Rappelons que la Journée de l'Europe a été déclarée jour férié au Luxembourg le 27 mars 2019 par la Chambre des Députés, ce qui fait du Luxembourg une exception parmi ses pairs.

Lors de la cérémonie officielle, M. Wiseler a rappelé l'importance de l'Union européenne dans un discours prononcé en quatre langues : « De Robert Schuman huet viru 74 Joer gesot : "D'europäesch Eenheet ass d'Géigemëttel géint d'Divisioun an de Konflikt." Dat ass haut méi wéi jee wichteg. »

À un mois, jour pour jour, des élections européennes, le Président de la Chambre a souligné le rôle du Parlement européen : « D'Europäescht Parlament ass d'Symbol fir d'Demokratie. » Toutefois, il a déclaré que la démocratie était en danger : « La démocratie, pour moi, était toujours une évidence. Mais aujourd'hui, elle est menacée si l'on considère ce qui se passe à la fois dans le monde – la guerre en Ukraine et autres conflits – comme à l'intérieur de nos pays où d'aucuns veulent saper la démocratie pour lentement la détruire. Nous sommes conscients qu'il s'agit d'une guerre qui dépasse le monde militaire : une guerre de la désinformation et de la manipulation, qui essaie de déstabiliser nos pays. Ne soyons pas naïfs, il faut se battre tous les jours pour défendre la démocratie ! »

Dans ce contexte, le Président de la Chambre des Députés est revenu sur l'importance de l'élargissement de l'Union européenne, dont on célèbre le 20^e anniversaire cette année : « Just imagine, if 20 years ago this enlargement had not taken place, what might have happened to all these countries, having in

mind what is happening nowadays to Ukraine. Europe and NATO give us stability, give us security and give us peace. We must be grateful for that ! » Les représentants au Luxembourg des dix pays ayant rejoint l'UE en 2004 étaient à l'honneur lors de la fête populaire.

Des stands pour s'informer sur la vie politique au Luxembourg

Des milliers de citoyens ont profité du jour férié pour assister à la fête qui s'est tenue devant le nouveau bâtiment du Parlement européen au Kirchberg. La Chambre des Députés figurait parmi les quelque 50 exposants : plusieurs députés et le Président de la Chambre ont accueilli les citoyens au stand du Parlement luxembourgeois.

C'était l'occasion pour les passants d'échanger avec les hommes et femmes politiques luxembourgeois et européens et de s'informer sur le travail du Parlement national.

Retrouvez les photos de l'événement en scannant le code QR suivant :



Visite du Président du Comité militaire de l'OTAN

L'OTAN, « la meilleure garantie contre les menaces autocratiques »

Les députés ont eu un échange de vues avec le Président du Comité militaire de l'OTAN, l'Amiral Rob Bauer, qui avait fait le déplacement à la Chambre des Députés le 22 avril 2024. « La meilleure garantie contre les menaces autocratiques est notre Alliance. » C'est avec ces mots que le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région et Vice-Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, M. Gusty Graas, a reçu le plus haut responsable militaire de l'OTAN. M. Graas a notamment souligné le fait qu'environ 10 % des forces armées luxembourgeoises sont placées sous le commandement de l'Alliance. En effet, à l'heure actuelle, l'armée luxembourgeoise participe aux « Battlegroups » multinationaux, les « Forward Land Forces » de l'OTAN, avec 25 militaires stationnés en Roumanie et 6 en Lituanie.

Au cours de l'échange de vues, les députés luxembourgeois ont mis en évidence que le Grand-Duché s'est engagé à porter l'effort de défense à hauteur de 2 % de son revenu national brut (RNB). Un plan pour atteindre cet objectif sera présenté en amont du Sommet de Washington en juillet 2024, à l'occasion duquel l'Alliance célébrera son 75^e anniversaire. L'Amiral Rob Bauer a rappelé l'importance de la collectivité de l'OTAN et qu'« en termes de défense

collective, il est essentiel de consacrer au moins 2 % du produit intérieur brut à la défense ».

Soutien envers l'Ukraine

« Le Luxembourg est déterminé à soutenir l'Ukraine aussi longtemps qu'il le faudra pour qu'elle s'impose en tant que nation souveraine et indépendante et qu'elle préserve son intégrité territoriale », a confirmé M. Graas à l'Amiral Rob Bauer. Dans ce contexte, ce dernier a estimé que « la situation en Ukraine n'est pas perdue ». Il a réitéré l'importance de la persévérance dans l'effort de soutien militaire de l'Ukraine dans les domaines de l'artillerie et de la défense aérienne.

L'Amiral a encore mis en avant l'importance du rôle des parlementaires pour mobiliser le soutien de la société envers ces initiatives de défense. Dans la même veine, il a insisté sur le fait qu'il est crucial de couper court aux discours selon lesquels investir dans l'industrie de la défense ne serait pas éthiquement correct. Il encourage plutôt les pays de l'Union européenne à revoir leurs stratégies de défense et à envisager des mesures telles que des listes de réserves militaires ou une mobilisation. Selon lui, ces investissements « sont vitaux, car la sécurité est la base sur laquelle reposent nos activités économiques ».

Les élections présidentielles américaines et la perspective d'une réélection de M. Donald Trump, qui re-proche régulièrement aux États membres de l'Organisation de l'Atlantique Nord de manquer à leur devoir de financement, ont figuré parmi les sujets abordés au cours de l'échange de vues.



L'Amiral Rob Bauer (2^e à gauche) a été reçu par le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen (2^e à droite), le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes et Vice-Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'AP-OTAN, M. Gusty Graas (1^{er} à gauche), et le Président de la Commission de la Défense, M. Guy Arendt (1^{er} à droite).

Sommet des Présidents des Parlements de l'UE 2024



Le Sommet des Présidents des Parlements des 27 États membres de l'UE s'est tenu cette année à Palma de Majorque dans le contexte de la présidence espagnole du Conseil de l'UE.

M. Claude Wiseler, Président de la Chambre des Députés, a participé au Sommet des Présidents des Parlements des 27 États membres de l'Union européenne, qui s'est tenu les 22 et 23 avril 2024 à Palma de Majorque. Face aux différents conflits qui entourent l'Union européenne, tels que l'invasion de l'Ukraine par la Russie ou encore le conflit au Moyen-Orient, les Présidents des Parlements des 27 États membres de l'UE ont discuté de l'autonomie stratégique de l'UE et de sa politique étrangère et de défense.

Dans ce contexte, le Président de la Chambre a souligné que « le combat que nous devons mener est le combat contre la désinformation, la manipulation, le mensonge et le discours de haine qui sont utilisés comme des armes contre l'Europe ». Il a également mis en garde contre « une lutte d'influence ayant lieu sur d'autres continents », comme en Afrique ou en Amérique du Sud. Dans ce contexte, il a cité l'exemple de la Russie qui gagne en influence et se substitue à d'anciennes alliances avec des pays démocratiques.

« Les Parlements, les garants de l'esprit de la démocratie »

Sa Majesté le Roi Felipe VI a inauguré la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union euro-

péenne et a déclaré, lors de son discours, que « les parlements restent les garants de l'esprit de la démocratie ». Il a encore précisé que, dans le contexte actuel, « il convient de rappeler, une fois de plus, que l'essence de l'Europe est la démocratie. Près de neuf décennies après les dictatures meurtrières en Europe, nous rendons hommage à ceux qui ont débattu et partagé leurs réflexions sur les démocraties et le rôle des parlements modernes, contribuant ainsi à jeter les bases de notre coexistence ».

Les conclusions du Sommet

Les Présidents ont adopté une déclaration commune dans laquelle ils réitérent leur condamnation de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, s'engagent à maintenir les sanctions contre la Russie et soulignent leur détermination à continuer à fournir leur aide à l'Ukraine. Ils appellent, par ailleurs, à un cessez-le-feu durable à Gaza, déplorant avec vigueur la crise humanitaire et les effets dévastateurs de la guerre sur les civils, en particulier les femmes et les enfants.

Dans leurs conclusions, les Présidents des Parlements de l'UE mettent en garde contre la désinformation générée par les réseaux sociaux et le risque que

présentent les nouvelles technologies et l'intelligence artificielle au détriment des droits de l'homme si elles favorisent la restriction des libertés fondamentales.

Finalement, ils saluent et soutiennent l'initiative d'élaborer une « Charte sur le rôle des parlements dans une démocratie libérale efficace », qui définit les principes fondamentaux et les éléments clés du parlementarisme moderne inhérents à une démocratie libérale.

Des réunions bilatérales avec trois homologues

En marge de la conférence, le Président de la Chambre des Députés a également rencontré ses homologues allemand, portugais et slovène. L'importance de la diplomatie parlementaire, des échanges entre les parlements, ainsi que la nécessité de s'unir pour la défense et le maintien des valeurs démocratiques et humaines ont été des sujets lors de ces réunions.

Qu'est-ce que la Conférence des Présidents des Parlements de l'UE ?

La Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne (CPUE) est un forum annuel auquel participent les Présidents des Parlements de l'UE, le Président du Parlement européen ainsi que les Présidents de parlement des pays candidats. Conformément au système de rotation, le Parlement de l'État membre exerçant la présidence du Conseil de l'UE au second semestre de l'année préside également la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne l'année suivante. C'était ainsi au tour de l'Espagne de recevoir les Présidents des Parlements de l'UE.

Session plénière de l'Assemblée interparlementaire Benelux

L'avenir de l'agriculture à l'ordre du jour du Parlement Benelux

Les membres du Parlement Benelux, réunis à Zwolle aux Pays-Bas les 15 et 16 mars 2024 pour leur première session plénière de l'année 2024, ont débattu de l'avenir de l'agriculture en présence de Mme Christianne van der Wal, Ministre néerlandaise de la Nature et de l'Azote. La nécessité d'actions concrètes en la matière a été un des leitmotifs de la discussion.

Il a notamment été mis en évidence qu'il est essentiel d'offrir aux agriculteurs des perspectives claires et concrètes, sans lesquelles une grande partie du secteur ne pourra pas survivre. Les experts et scientifiques qui ont pris la parole ont rappelé qu'il est nécessaire de construire une nouvelle agriculture, à savoir une agriculture résolument tournée vers la durabilité.

Face aux défis de la réduction des espaces agricoles, de l'accès limité aux terres et des changements climatiques, la transition vers des pratiques agricoles durables est cruciale pour la sécurité alimentaire et la protection de notre planète. Cependant, cette

transition ne doit pas reposer uniquement sur les épaules des agriculteurs – un soutien gouvernemental est indispensable, ont-ils conclu.

La Politique agricole commune (PAC) a été critiquée pour sa rigidité et son manque de flexibilité. Mme van der Wal a appelé à plus de flexibilité dans les réglementations européennes pour permettre aux États membres de trouver des solutions adaptées à leurs besoins spécifiques.

Mme Martine Hansen, Ministre luxembourgeoise de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, a également relevé, via un message vidéo, la nécessité d'une politique de l'UE cohérente avec des objectifs réalisables. Mme van der Wal a souligné que l'agriculture durable et la protection du climat ne s'excluaient pas mutuellement. Au contraire, « une agriculture durable respectueuse de l'environnement est possible, mais encore faut-il mettre en place un plan spécifique pour organiser la phase de transition », a-t-elle ajouté.



La Chambre des Députés était représentée par Mme Barbara Agostino, M. Ben Polidori et Mme Francine Closener, membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux, ainsi que M. Emile Eicher, Président de la délégation ; l'Ambassadeur du Luxembourg à la Haye, M. Mike Hentges, était également présent (de gauche à droite).

Visite du Président du Conseil national de la République d'Autriche

« Il ne faut pas livrer les pays des Balkans à eux-mêmes »



Le Président du Conseil national de la République d'Autriche, M. Wolfgang Sobotka (7^e à gauche), a été reçu à la Chambre des Députés.

M. Wolfgang Sobotka, Président du Conseil national de la République d'Autriche, a été reçu le 7 mai 2024 à la Chambre des Députés pour un échange autour de plusieurs thèmes de l'actualité politique.

Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a commencé par évoquer les bonnes relations bilatérales qu'entretiennent le Luxembourg et l'Autriche, que ce soit au niveau culturel, dans le domaine de l'économie, en matière de politique étrangère ou dans le domaine universitaire, avec les quelque 1.000 étudiants luxembourgeois qui poursuivent des études supérieures en Autriche. M. Sobotka a acquiescé, en soulignant pour sa part l'importance qu'il accorde à ces relations bilatérales et saluant le fait qu'elles se soient « très bien développées » ces dernières années.

Soutenir ensemble les pays des Balkans dans une perspective européenne

Lors de l'échange, M. Sobotka a demandé à ses interlocuteurs luxembourgeois s'ils étaient prêts à s'engager avec l'Autriche dans des initiatives concrètes pour

aider le « développement du parlementarisme » dans les pays des Balkans occidentaux qui se trouvent sur une trajectoire européenne afin de les « ancrer en Europe » pour des raisons économiques, de défense et culturelles. Le Luxembourg serait bien placé en la matière de par son système unicaméral, que l'on retrouve dans certains de ces pays.

M. Wiseler a affirmé que la Chambre des Députés était prête à apporter son assistance et que « livrer ces pays à eux-mêmes serait une erreur ». Le Président de la Chambre a souligné dans ce contexte que la Chambre entretient d'excellentes relations avec le Monténégro.

L'Autriche restera-t-elle neutre ?

Le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région, M. Gusti Graas, a interrogé M. Sobotka sur le statut neutre que l'Autriche partage avec certains autres pays tels que l'Irlande, Malte, la Suisse et Chypre, et a voulu savoir si cette position était vouée à être remise en

question, notamment dans le contexte de la guerre en Ukraine et dans un environnement international qui voit certains dirigeants souhaiter la création d'une armée européenne.

M. Sobotka a affirmé que la neutralité faisait partie de l'identité autrichienne pour des raisons historiques et a souligné l'engagement de l'Autriche en Ukraine en ce qui concerne les structures civiles et les forces de secours. Il a cependant affirmé que si une armée européenne se formait, la question de la neutralité se reposerait. M. Sobotka s'est dit défavorable à l'envoi de troupes européennes au sol en Ukraine, affirmant qu'il s'agirait « d'une escalade qui ne serait bénéfique pour personne ».

La montée de l'antisémitisme dans le contexte du conflit au Proche-Orient

Dernier sujet important abordé pendant l'échange : les conséquences en Europe du conflit entre Israël et le Hamas au Proche-Orient. M. Sobotka a insisté dans ce contexte sur son incompréhension envers les représentants politiques qui ne condamnaient pas assez fermement le Hamas pour les attaques du 7 octobre 2023 et a regretté le manque d'union au niveau européen en la matière, y voyant « une faiblesse ». Une des conséquences en serait une montée de l'antisémitisme. M. Wiseler a, quant à lui, affirmé que le Luxembourg avait fait preuve d'union en adoptant une motion à l'unanimité en séance publique, permettant au Luxembourg de parler d'une seule voix.

La discussion a porté sur un ensemble d'autres sujets d'actualité qui touchent au travail des parlements : l'éducation à la citoyenneté, la gestion des défis et des possibilités qu'offre l'émergence des intelligences artificielles, les moyens d'impliquer les citoyens dans le processus démocratique ou encore la gestion de la pénurie en matière de logements.

M. Wolfgang Sobotka a officiellement invité les parlementaires luxembourgeois à effectuer une visite en Autriche.

Un projet de reconnaissance vocale pour le luxembourgeois

La reconnaissance automatique de la parole en luxembourgeois : un projet de l'Université du Luxembourg soutenu par la Chambre des Députés. Le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a découvert le prototype créé par le linguiste Prof. Dr Peter Gilles et son équipe.

L'Université du Luxembourg et la Chambre des Députés travaillent ensemble sur le développement d'un système de reconnaissance vocale spécifique à la langue luxembourgeoise. Une première version avait été présentée auparavant et le système a été constamment amélioré depuis. L'objectif principal de la Chambre des Députés est d'utiliser ce modèle pour diverses tâches telles que la transcription des réunions, le sous-titrage des vidéos, la traduction des débats en langue française, l'identification des locuteurs ou encore le marquage automatique des vidéos.

L'importance de sous-titrer les vidéos des débats en séance publique et de les traduire en différentes langues a été soulignée par le Président de la Chambre des Députés lors de sa discussion avec le Prof. Dr Peter Gilles et son équipe.

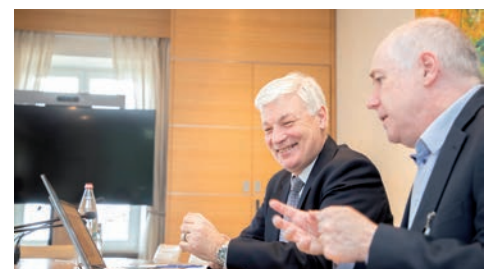
Le projet

Un prototype de modèle linguistique basé sur le modèle « Whisper » a été développé entre autres à partir de données de l'Université et de la Chambre des Députés. M. Gilles et son équipe ont eu accès à un large ensemble de fichiers audio ainsi qu'à des transcriptions de débats tenus lors des séances publiques de la Chambre des Députés.

Les prochaines étapes

Une deuxième convention sera signée sous peu entre la Chambre des Députés et l'Université du Luxembourg. Dans le cadre de cette future collaboration, M.

Gilles a expliqué au Président que le modèle linguistique lui-même sera amélioré. Le but est de perfectionner la reconnaissance des dialectes et des différents locuteurs. Les équipes autour de M. Gilles travailleront également sur des traductions automatiques.



Le Prof. Dr Peter Gilles (à droite) a présenté le prototype de reconnaissance automatique de la parole en luxembourgeois au Président de la Chambre.

Visite d'une délégation polonaise à la Chambre

« Si l'Ukraine perd, la menace pour la Pologne et les pays baltes sera réelle »

« Il faut un front diplomatique uni contre ceux qui violent les droits de l'homme et nous devons montrer notre support total pour l'Ukraine. » C'est ce qu'a déclaré le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, devant des représentants de la Diète de Pologne le 6 mai 2024. La Chambre des Députés était représentée au cours de cette visite de travail par des membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région.

La situation en Ukraine est restée au centre des discussions de cette rencontre qui s'inscrivait dans le cadre de la diplomatie parlementaire.

L'élargissement de l'Union européenne et la candidature de l'Ukraine

Les députés luxembourgeois ont voulu savoir quelle était la position actuelle de la Pologne sur l'élargissement de l'Union européenne et sous quelles conditions leurs interlocuteurs pouvaient envisager l'adhésion de l'Ukraine.

M. Radosław Fogiel, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères du Sejm, a expliqué dans ce contexte que les Polonais étaient majoritairement très en faveur de l'élargissement, notamment à la suite de leur propre adhésion à l'UE, après avoir été « piégés du mauvais côté du rideau de fer pendant 50 ans ». C'est pour cela, a-t-il continué, que « nous étions parmi les premiers à vouloir attribuer le statut de candidat à l'Ukraine, car nous voyons tout ce processus comme un facteur important, même au niveau du moral du pays ».

Il a cependant insisté sur le fait que, même dans le cas de l'Ukraine, on ne pouvait pas transiger sur les critères d'adhésion et que des défis demeuraient dans ce domaine.

Le changement de majorité politique en Pologne n'aurait quant à lui rien changé à la volonté globale de la Pologne de venir en aide à l'Ukraine, une position qui serait transpartisane.

La Pologne se pare contre toute éventualité

Les députés ont interrogé leurs interlocuteurs polonais sur leur appréciation du risque d'une attaque de la Russie contre leur pays. M. Krzysztof Truskolaski, Vice-Président de la Commission des Affaires de l'Union européenne du Sejm, a affirmé dans ce contexte que « si l'Ukraine perd, la menace pour la Pologne et les pays baltes sera réelle ». Et M. Truskolaski de souligner que peu avaient cru que la Russie allait attaquer l'Ukraine avant la survenue du conflit. Il a encore affirmé que les représentants polonais étaient assez certains que, si l'Ukraine venait à tomber, Vladimir Poutine testerait l'OTAN par plusieurs moyens, par exemple en se servant du prétexte des minorités ethniques russes présentes sur d'autres territoires.

Un autre point soulevé par le représentant polonais était celui de la Biélorussie, dont il ne fallait pas oublier le rôle dans la situation actuelle et qui méritait selon lui de se voir infliger les mêmes sanctions que la Russie. Point encourageant, M. Truskolaski s'est réjoui du déblocage récent par le Congrès des États-Unis de l'aide américaine à l'Ukraine, qui manquerait selon lui surtout de munitions.

Faut-il utiliser les avoirs gelés russes pour aider l'Ukraine ?

La question de l'utilisation des avoirs gelés russes, notamment en faveur de l'Ukraine, fait l'objet de nombreuses discussions depuis le début de la mise en place de sanctions contre la Russie. Les représentants polonais ont questionné les députés luxembourgeois afin d'obtenir leur avis à ce sujet. Le

Président de la Chambre a souligné la complexité juridique de cette discussion et expliqué que le Luxembourg comptait s'aligner sur les décisions prises au niveau européen.

Au sujet de la création d'une armée européenne, les représentants polonais se sont montrés réticents aux idées qui verraient l'OTAN remplacée par une autre structure. Ils ont cependant affirmé qu'une force de réponse commune serait utile, notamment dans un contexte international dans lequel les alliés de l'Europe attendent davantage de sa part en matière de défense.

M. Marcin Gwóźdź, membre de la Commission des Affaires de l'Union européenne du Sejm, a affirmé qu'il voyait un autre problème en Europe dû au fait que « nous n'avons pas assez d'usines d'armement – il en faut pour assurer notre sécurité ».



La délégation de la Diète de Pologne a été reçue à l'hôtel de la Chambre.

Le suffrage universel a 105 ans



Le 8 mai 1919, la Chambre des Députés adopte le droit de vote actif (à partir de 21 ans) et passif (à partir de 25 ans) pour les femmes et les hommes. Ainsi, il y a 105 ans, le Luxembourg a fait un pas historique vers l'égalité entre les femmes et les hommes.

Mme Marguerite Thomas-Clement a été la première femme à être élue à la Chambre des Députés lors des élections qui ont suivi l'adoption du principe du droit de vote universel en 1919.

Avant cette date historique, le Luxembourg appliquait encore le suffrage censitaire. Les hommes de plus de 25 ans devaient s'acquitter d'un impôt pour pouvoir voter et être élus. Si le cens a été réduit au fil du temps, le droit de vote restait tout de même réservé à une minorité d'hommes aisés.

À l'occasion des 100 ans de suffrage universel en 2019, la Chambre des Députés et le Musée national d'histoire et d'art (MNHA) avaient coorganisé l'exposition #wielewatmirsinn – 100 ans de suffrage universel.

Les dates clés

1919 – Introduction du suffrage universel et élection de la première députée

L'année 1919 est marquée par le droit de vote accordé aux femmes. Ainsi, les femmes obtiennent les mêmes droits politiques que les hommes. La même année, une femme est élue députée pour la

première fois dans l'histoire du Luxembourg. Mme Marguerite Thomas-Clement remplira ce mandat, avec interruption, jusqu'en 1931. La deuxième femme représentant la population luxembourgeoise au Parlement luxembourgeois sera Mme Astrid Lulling (1965-1989).

1989 – Une première Présidente du Parlement

En 1989, Mme Erna Hennicot-Schoepges devient Présidente du Parlement après avoir siégé à la Chambre de 1979 à 1989 en tant que députée. Elle occupera cette fonction jusqu'en 1995.

148^e Assemblée de l'Union interparlementaire

Diplomatie parlementaire : tisser des liens pour promouvoir la paix et la compréhension



De gauche à droite : M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, M. Georges Engel, membre de la délégation luxembourgeoise auprès de l'UIP, et M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre

L'Union interparlementaire (UIP) a tenu sa 148^e Assemblée à Genève du 23 au 27 mars 2024. La session semestrielle a offert aux 719 parlementaires de 141 différents pays une plateforme pour débattre et échanger des points de vue sur le thème général « Diplomatie parlementaire : tisser des liens pour promouvoir la paix et la compréhension ». L'importance de cette plateforme a été soulignée par les négociations de paix qui ont eu lieu en marge de l'Assemblée, pour la première fois, entre les Présidents des Parlements d'Arménie et d'Azerbaïdjan.

La Chambre des Députés y était représentée par M. Georges Engel, membre de la délégation. M. Mars Di Bartolomeo, Vice-Président de la Chambre des Députés, a représenté l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF). M. Di Bartolomeo a conduit des échanges, entre autres, avec le caucus francophone et d'éventuels pays candidats à l'adhésion à l'APF. M. Laurent Scheeck, Secrétaire général de la Chambre des Députés, a participé aux réunions de l'Association des secrétaires généraux des parlements ayant eu lieu en marge de l'Assemblée.

L'ensemble des organes statutaires de l'UIP, notamment le Conseil directeur, les commissions permanentes, le Comité des droits de l'homme des parlementaires, le Comité sur les questions relatives au Moyen-Orient, le Forum des femmes parlementaires ainsi que le Forum des jeunes parlementaires se sont réunis à cette occasion.

M. Engel a participé aux travaux de la Commission permanente de la paix et de la sécurité internationale finalisant le projet de résolution intitulée : « L'impact

social et humanitaire des systèmes d'armes autonomes et de l'intelligence artificielle ». Cette résolution vise à examiner les profondes implications du développement d'armes autonomes pouvant fonctionner sans intervention humaine, en approfondissant notamment les risques et conséquences d'un point de vue social et humanitaire. Le texte reprend la définition fournie par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à propos des systèmes d'armes létaux autonomes (SALA), à savoir des systèmes capables de sélectionner et d'attaquer des cibles sans aucune intervention humaine, et insiste sur la nécessité de préserver un contrôle humain sur les décisions lourdes de conséquences prises lors de conflits armés. La résolution soulève donc la question inquiétante de la militarisation de l'IA et attire l'attention sur les défis qui se posent en matière d'éthique ainsi que pour la paix et la sécurité internationale.

Dans l'ensemble, la résolution a pour but de mettre les parlements en mesure de contribuer activement à l'élaboration des cadres éthique et juridique applicables aux armes autonomes. Elle souligne le rôle crucial joué par les parlements dans la résolution des problèmes posés par les SALA et appelle à une mobilisation urgente et active des parlementaires, en leur demandant instamment d'élaborer une législation nationale qui tienne compte des conséquences éthiques, juridiques, humanitaires et sécuritaires et qui interdise notamment l'utilisation des SALA sur des cibles humaines et des sites où des êtres humains sont présents.

M. Engel a également assisté à la réunion de la Commission permanente du développement durable qui a finalisé le texte de la résolution intitulée « Partenariats pour l'action climatique : promouvoir l'accès à une énergie verte abordable et encourager l'innovation, la responsabilité et l'équité ». L'Accord de Paris renforce la riposte mondiale aux changements climatiques. Les résultats des conférences sur les changements climatiques soulignent qu'il importe au plus haut point que les parties réduisent immédiatement, nettement, rapidement et durablement les émissions mondiales de gaz à effet de serre dans tous les secteurs concernés, notamment grâce à l'augmentation de la part des énergies renouvelables et à faibles émissions, aux partenariats pour une transition énergétique juste et à d'autres initiatives de coopération. Les parlements sont vivement encouragés à coopérer avec d'autres parlements régionaux et internationaux afin de partager des connaissances, des

bonnes pratiques et des politiques relatives au développement durable et au transfert de technologies propres. La résolution insiste sur la nécessité de sensibiliser les parlementaires à leur rôle et aux outils dont ils disposent pour contribuer efficacement à l'action climatique. Elle reconnaît le rôle et la responsabilité des parlementaires pour la protection des générations futures et pour combler le fossé entre toutes les parties prenantes impliquées dans la lutte contre les changements climatiques.

Ces deux résolutions des Commissions permanentes ont été adoptées par l'Assemblée, qui s'est conclue par l'adoption d'une déclaration finale sur le thème du débat général, réaffirmant l'engagement des parlementaires en faveur de la diplomatie parlementaire pour relever les défis croissants qui se posent pour la paix et la sécurité internationale.

Association des secrétaires généraux des parlements (ASGP)

Les débats de l'Association des secrétaires généraux des parlements, auxquels M. Laurent Scheeck a assisté, ont porté sur les thèmes suivants :

- Les relations entre le monde académique et les parlements
- La parentalité des parlementaires : Comment les parlements accompagnent-ils les parlementaires qui deviennent parents ? Quelles sont les règles applicables en termes de congé de maternité ou de paternité ?
- Qui contrôle le temps au Parlement ?
- Les comptes rendus des débats parlementaires, quels outils aujourd'hui et demain ?

L'ASGP est un organisme consultatif de l'Union interparlementaire et a pour mission d'étudier la procédure, la pratique et les méthodes de travail des divers parlements et de suggérer les mesures propres à améliorer ces méthodes et à assurer la coopération entre les services de ces parlements. Elle apporte également à l'Union interparlementaire, quand celle-ci le lui demande, sa collaboration sur les questions de sa compétence.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE)

Le Kosovo invité à devenir membre du Conseil de l'Europe

Les membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) ont été appelés à se prononcer sur deux avis statutaires d'une importance cruciale au cours de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue du 15 au 19 avril 2024 à Strasbourg. Le premier concerne la demande du Kosovo de devenir membre à part entière de l'organisation, tandis que le second porte sur la Convention-cadre sur l'intelligence artificielle, les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit. Cette séance a également été marquée par un débat

d'urgence conjoint mettant en lumière des problématiques sensibles telles que la mort tragique de M. Alexeï Navalny, la détention arbitraire de M. Vladimir Kara-Mourza, ainsi que la persécution systématique des manifestants antiguerre en Fédération de Russie et au Bélarus.

L'adhésion du Kosovo

Les parlementaires ont voté en faveur de l'adhésion du Kosovo au Conseil de l'Europe. Il s'agirait d'un « renforcement des normes en matière de droits

humains en garantissant l'accès à la Cour européenne des droits de l'homme à toutes les personnes qui relèvent de la juridiction du Kosovo ». L'exécution de l'arrêt de la Cour constitutionnelle quant au monastère de Visoki Dečani a été déterminante dans cet avis. Dans leur évaluation, les parlementaires ont tenu au strict respect des exigences fondamentales, tout en soulignant la nécessité de suivre de près les nombreux engagements et obligations du pays à la suite de son adhésion. Face à la réalité selon laquelle plusieurs États membres du Conseil de l'Europe ne

reconnaissent pas le Kosovo, les parlementaires ont plaidé en faveur d'une approche basée sur « la diplomatie, le dialogue et le compromis ». La décision finale appartient désormais au Comité des ministres, l'organe exécutif de l'organisation. En effet, pour être invité à rejoindre le Conseil de l'Europe, le Kosovo doit obtenir un vote favorable à la majorité des deux tiers des Ministres des Affaires étrangères.

Le soutien à la reconstruction de l'Ukraine

L'APCE a fait sienne une résolution déclarant l'obligation de la Fédération de Russie, conformément aux principes du droit international, d'indemniser pleinement les personnes physiques et morales en Ukraine pour les dommages et pertes causés par ses actes d'agression. En présence de M. Ruslan Stefanchuk, Président de la Verkhovna Rada de l'Ukraine, les parlementaires ont unanimement fait appel pour une utilisation des quelque 300 milliards de dollars américains d'avoirs gelés russes pour la reconstruction de l'Ukraine. La création, lors du sommet de Reykjavik, du registre des dommages pour enregistrer les dommages et pertes subis a constitué la première étape. Le texte de la résolution appelle à créer, sous les auspices du Conseil de l'Europe, un mécanisme international d'indemnisation qui serait, selon M. Stefanchuk, « une question de justice ». Ce mécanisme impliquerait la mise en place d'un fonds fiduciaire international où seront déposés tous les avoirs détenus par des États membres ou non du Conseil de l'Europe, ainsi que la création d'une commission internationale impartiale chargée de sa gestion.

La mort d'Alexei Navalny

Lors d'un débat d'urgence conjoint, les parlementaires ont exprimé un hommage solennel à M. Alexei Navalny, en attribuant la responsabilité exclusive de sa mort à l'État russe. Réaffirmant la position sur l'illégitimité de M. Vladimir Poutine, l'Assemblée a appelé la communauté internationale à rompre tout contact avec lui, à moins que ce ne soit dans un cadre

humanitaire ou en vue de trouver une solution pacifique. Par le biais d'une résolution sans équivoque, la Russie a été catégorisée comme une dictature de facto. En soulignant l'efficacité des lois dites « Magnitski » qui permettent l'imposition de sanctions individuelles contre les auteurs de violations des droits humains bénéficiant de l'impunité dans leur pays, l'Assemblée a rappelé que l'Union européenne dispose de législations similaires. Ces lois sont un instrument puissant pour cibler les individus responsables de mauvais traitements, tels qu'envers M. Vladimir Kara-Mourza, même s'ils détiennent des postes officiels. La résolution comprend une liste des membres du personnel pénitentiaire, des forces de l'ordre, des procureurs et des juges.

Faute de temps, la liste des orateurs a été close avant l'intervention prévue par M. Graas, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE. Dans le compte rendu de la session a néanmoins été publiée la déclaration du député luxembourgeois, qui estime que Vladimir Poutine fait « partie de ces chefs

d'État autocrates qui minent la démocratie et parviennent à la réduire aux seules apparences ». M. Graas a également fait appel à ce que les parlementaires se joignent aux efforts du Comité des Ministres « pour faire toute la lumière sur les circonstances du décès de M. Navalny ». À cet égard, sa déclaration fait écho à la résolution adoptée par le Parlement luxembourgeois le 27 février 2024 réclamant instamment la création d'une commission d'enquête internationale.

L'élection d'un nouveau secrétaire général

La délégation luxembourgeoise a eu l'honneur de recevoir les trois éminents candidats au poste de secrétaire général du Conseil de l'Europe. Le successeur de Mme Marija Pejčinović Burić sera choisi par l'Assemblée lors de la prochaine session d'été, prévue au mois de juin. Parmi les candidats en lice figurent l'actuel Commissaire européen à la justice, M. Didier Reynders, l'ancien Président de la Confédération suisse, M. Alain Berset, ainsi que l'ancien Ministre de la Culture de l'Estonie, M. Indrek Saar.



La délégation luxembourgeoise était composée de MM. Paul Galles et Gusty Graas, de Mme Octavie Modert et de M. Yves Cruchten (de gauche à droite).

Le Conseil de l'Europe célèbre son 75^e anniversaire



Le Traité de Londres signé par le Ministre des Affaires étrangères Joseph Bech

Le 5 mai 1949, la Belgique, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et le Luxembourg ont signé le Traité de Londres instituant le Conseil de l'Europe. Le Ministre des Affaires étrangères de l'époque, M. Joseph Bech, y a apposé sa signature pour le Grand-Duché. Cette organisation emblématique s'est donné comme but la défense des valeurs démocratiques et des droits de l'homme.

Le projet de loi n° 272 portant approbation du Statut du Conseil de l'Europe et de l'Arrangement relatif à la

création de la Commission préparatoire du Conseil de l'Europe a été voté par la Chambre des Députés le 12 juillet 1949 par 45 voix contre 5.

Entrée en vigueur du traité : le 3 août 1949

La notification de ratification par le Gouvernement du Royaume-Uni le 3 août 1949 a marqué l'entrée en vigueur du texte pour les dix membres signataires. Les statuts fondateurs ont entraîné la création d'une assemblée consultative au sein du Conseil de l'Europe. Le Ministre des Affaires étrangères, M. Bech, signataire pour le Grand-Duché, confiait à cette assemblée la noble mission « de créer et d'entretenir cet état d'esprit européen », plaçant ainsi le fondement d'une conscience collective et d'une solidarité continentale.

L'assemblée s'est réunie pour la première fois à l'Université de Strasbourg le 10 août 1949. Composée de parlementaires, elle se hisse au rang de pionnière en tant que première assemblée parlementaire pluraliste internationale de l'histoire, incarnant les idéaux de liberté, de justice et de coopération qui sont au cœur du projet européen.

Une délégation active au sein de l'APCE

Aujourd'hui encore, les députés luxembourgeois participent activement aux travaux de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE). La délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE se compose

actuellement de M. Gusty Graas, Président, Mme Octavie Modert, Vice-Présidente, M. Yves Cruchten, membre effectif, ainsi que de MM. Paul Galles et Fernand Kartheiser et de Mme Stéphanie Weydert, membres suppléants.

Présidence luxembourgeoise

Le Grand-Duché de Luxembourg assurera la présidence du Comité des Ministres du Conseil de l'Europe de novembre 2024 à mai 2025.

Au niveau parlementaire, les 46 États membres seront invités les 28 et 29 novembre 2024 à l'Abbaye de Neumünster pour la tenue de la réunion du Bureau et de la Commission permanente de l'APCE.

Le saviez-vous ?

Avant de devenir l'hymne de l'Union européenne en 1985, l'« Ode à la joie » était l'hymne du Conseil de l'Europe depuis 1972. Il en va de même pour le drapeau européen : en 1955, le Conseil de l'Europe se dote du drapeau bleu avec douze étoiles ; le Parlement européen s'en empare en 1985.

Visite du Président de l'Assemblée parlementaire de la francophonie

« L'importance de la francophonie au Luxembourg ne doit pas être sous-estimée »



Le Président de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), M. Francis Drouin (au milieu), a été reçu à la Chambre des Députés.

Le Président de l'Assemblée parlementaire de la francophonie (APF), M. Francis Drouin, a été reçu le 26 avril 2024 à la Chambre des Députés. Sa visite de travail s'inscrit dans le cadre des réunions des groupes de travail sur la révision des statuts de l'APF, d'une part, et de la Commission politique, d'autre part.

Lors de l'échange avec M. Drouin, le Président de la Chambre des Députés, M. Claude Wiseler, a affirmé que « l'importance de la francophonie au Luxembourg ne doit pas être sous-estimée », en faisant référence à l'importance de la langue française au niveau culturel, administratif et notamment législatif au Luxembourg.

Les parlementaires ont exprimé leur accord sur la nécessité de soutenir les efforts démocratiques des parlements en transition au sein de l'espace francophone, en particulier de ceux confrontés à des situations de conflits et de crises, comme certains pays africains.

Les parlementaires ont également discuté de la manière dont l'utilisation de la langue française évolue. Ils ont constaté que le français perd de son importance, en particulier auprès des jeunes qui préfèrent de plus en plus l'anglais.

En réponse à cela, les députés luxembourgeois et le Président de l'APF ont exprimé leur volonté de renforcer la promotion et le soutien de la langue française au sein des organisations internationales.

Les députés luxembourgeois se sont encore intéressés aux corpus législatifs thématiques que l'APF entend mettre à disposition de ses membres afin de les soutenir dans leur travail. Les corpus législatifs pourraient inclure des analyses de lois en vigueur dans d'autres pays francophones. Le premier corpus législatif porte sur les mesures de lutte contre les changements climatiques.

Une délégation luxembourgeoise engagée au sein de la francophonie

Au cours de l'échange de vues, M. Drouin a remercié la section luxembourgeoise de l'APF de son implication active dans les activités de l'Assemblée. Rappelons dans ce contexte que le Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, assume notamment le rôle de trésorier au sein de l'Assemblée.

Visite à la station de radio publique « 100,7 »

Le 30 avril 2024, une délégation de la Commission des Médias et des Communications, composée de Mme Mandy Minella et de MM. François Bausch, Ben Polidori et Tom Weidig, a visité les locaux du Média de service public 100,7 au Kirchberg afin d'avoir un aperçu des activités et du fonctionnement de l'établissement public, à la suite des adaptations récentes au niveau de son cadre légal et financier.

Animée par le Directeur, M. Jean-Lou Siweck, et la Présidente du conseil d'administration du Média de service public 100,7, Mme Véronique Faber, la visite a permis aux députés de retracer l'évolution historique de l'établissement public tout en leur

offrant également un regard sur le futur proche. Ainsi, la chaîne 100,7 entend miser davantage sur des contenus « on demand » accessibles à travers son site Internet, comme les épisodes de la « Kannerkëscht » – émissions audio destinées aux enfants âgés de 3 à 12 ans – ou encore des reportages mis à disposition sous forme de podcasts.

Le budget des dépenses courantes 2024 de l'État prévoit une dotation à hauteur de 10,6 millions d'euros pour le Média de service public 100,7. Le montant de cette dotation fait l'objet d'une convention entre l'État et l'établissement public qui encadre les relations entre les deux signataires pour les exercices 2024 à 2030.



Budget de l'État pour l'exercice 2024 et programmation financière pluriannuelle 2023-2027

8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

2° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;

3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

4° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

Le budget de l'État pour l'exercice 2024 est arrêté aux montants suivants :

– Recettes courantes	23.803.214.983 euros
– Recettes en capital	187.246.600 euros
– Recettes des opérations financières	2.500.385.700 euros
– Dépenses courantes	22.953.887.011 euros
– Dépenses en capital	3.201.495.575 euros
– Dépenses des opérations financières	564.439.100 euros

L'article 3 du projet de loi porte modification de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accises et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques. Le plafond pour le droit d'accise spécifique autonome de la catégorie des tabacs à fumer fine coupe destinés à rouler les cigarettes et les autres tabacs à fumer est augmenté de 10 euros pour passer de 25 euro par kilo à 35 euros par kilo (à partir du 1^{er} mai 2024).

L'émergence de nouveaux produits destinés à être fumés ou vapotés et assimilés à des tabacs manufacturés dans le contexte de l'évolution des habitudes de consommation du tabac et des produits apparentés nécessite l'adaptation du cadre fiscal pour inclure ces produits. L'article 3 (4) introduit des taux de droits d'accises maximums sur ces produits. La nouvelle taxation s'applique à partir du 1^{er} mai pour le « heat not burn » et à partir du 1^{er} octobre 2024 pour les e-liquides et les sachets de nicotine.

L'article 30 prévoit pour l'exercice 2024 une dérogation par rapport aux délais prévus aux dispositions de l'article 38 de la loi budgétaire pour l'exercice 2023.

Afin d'être en mesure de répondre aux demandes des parties prenantes (Gouvernement, Chambre des Députés, etc.) sur l'exécution budgétaire dans des délais plus rapprochés, la période dite « complémentaire », qui courait jusqu'à présent jusqu'au 30 avril de chaque année, est raccourcie à partir de l'exercice budgétaire 2024. Ainsi, pour ce qui est des opérations relatives à l'ordonnement des dépenses, celles-ci peuvent se prolonger jusqu'au 31 janvier 2025 (au lieu du 31 mars). En ce qui concerne les opérations relatives au paiement des dépenses, celles-ci peuvent se prolonger jusqu'au 28 février 2025 (au lieu du 30 avril).

L'article 32 confère au ministre ayant le Trésor dans ses attributions l'autorisation d'émettre des emprunts pour un montant maximum de 5.000 millions d'euros. Ce montant s'oriente au niveau anticipé des liquidités disponibles, au déficit prévisible de l'Administration centrale ainsi qu'au besoin de refinancement de la dette à moyen et long terme venant à échéance au cours des années 2024 et 2025, tout en prévoyant une marge pour parer des situations imprévues. Il ne présente aucune indication quant au besoin de financement effectif ou prévisible au cours des exercices en question. Tel que recommandé par le Conseil d'État et dans un souci de transparence, l'autorisation est limitée dans le temps. Le budget de l'État pour l'année 2025 pourra venir annuler, le cas échéant, la partie non utilisée de cette autorisation.

Dans un même esprit, la partie non utilisée de l'autorisation d'emprunt inscrite au budget de l'État pour l'année 2023 est annulée.

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

En attendant que le cadre de gouvernance économique de l'Union européenne révisé entre en vigueur et que la loi modifiée du 12 juillet 2014 relative à la coordination et à la gouvernance des finances publiques soit revue, l'application de la législation nationale prévoit le respect continu de l'objectif budgétaire à moyen terme (OMT) ou, à défaut, la convergence envers celui-ci.

L'article 1^{er} du projet de loi a pour objet de fixer l'OMT sur toute la période, en le fixant à +0,0 % du PIB pour la période 2023-2027.

Les soldes nominaux et structurels de la trajectoire d'ajustement vers l'objectif budgétaire à moyen terme évoluent comme suit au titre de la période 2023-2027 :

En % du PIB	2023	2024	2025	2026	2027
– Administration centrale	-2,0 %	-2,3 %	-2,0 %	-1,5 %	-1,3 %

– Administrations locales	0,0 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %	0,1 %
– Administrations de sécurité sociale	1,3 %	1,0 %	0,7 %	0,5 %	0,3 %
– Administrations publiques :					
Solde nominal	-0,7 %	-1,2 %	-1,2 %	-0,9 %	-0,9 %
Solde structurel	-0,5 %	-0,0 %	-0,3 %	-0,3 %	-0,6 %

L'article 5 du projet de loi introduit une disposition nouvelle par rapport aux lois de programmation financière pluriannuelle précédentes afin de répondre aux demandes du Conseil d'État et du Conseil national des finances publiques.

L'article 5 présente ainsi l'évolution du montant maximal des dépenses de l'Administration centrale au titre de la période 2023-2027 comme suit :

	2023	2024	2025	2026	2027
En millions d'euros	27.275	29.361	30.686	31.791	33.027

Dépôt des projets de loi 8383 et 8384 par M. Gilles Roth, Ministre des Finances, le 06/03/2024

Rapporteuse : Mme Diane Aehm

Travaux de la Commission des Finances

(Présidente : Mme Diane Aehm) :

30/11/2023 Désignation d'un rapporteur

06/03/2024 Présentation par M. le Ministre des Finances du budget du département Finances

Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec M. le Ministre des Finances, le Directeur de l'IGF et des représentants du Trésor

08/03/2024 Échange de vues avec des représentants de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des contributions directes

Échange de vues avec des représentants de l'Administration des douanes et accises

12/03/2024 Échange de vues avec des représentants du Statac au sujet de la situation conjoncturelle et des dernières prévisions économiques

15/03/2024 Présentation par Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale du volet Sécurité sociale

Échange de vues avec Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale

20/03/2024 Suite de la présentation par Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale du volet Sécurité sociale

26/03/2024 Présentation de l'évaluation du Conseil national des finances publiques

27/03/2024 Échange de vues avec M. le Ministre de l'Intérieur

29/03/2024 Présentation de l'avis de la Cour des comptes

15/04/2024 Présentation de l'avis de la Banque centrale du Luxembourg

16/04/2024 Examen des avis du Conseil d'État et des chambres professionnelles

19/04/2024 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Institutions

(Président : M. Laurent Zeimet) :

25/03/2024 Présentation par M. le Premier ministre du volet Institutions

Travaux de la Commission du Logement et de l'Aménagement du territoire

(Président : M. Gilles Baum) :

28/03/2024 Présentation des volets Logement et Aménagement du territoire

Travaux de la Commission de la Justice

(Président : M. Laurent Mosar) :

28.03.2024 Examen du volet Justice

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
(Président : M. Max Hengel) :
15/03/2024 Présentation par Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale du volet Sécurité sociale
Échange de vues avec Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et le Directeur de l'Inspection générale de la sécurité sociale

20/03/2024 Suite de la présentation par Mme la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale du volet Sécurité sociale

Vote en séance publique : 25/04/2024
Loi du 26 avril 2024
Mémorial A : 2024, n° 165, page 1

18^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique	p. 12	produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
M. Fernand Etgen, Président de séance		
2. Ordre du jour	p. 12	2° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;
M. Fernand Etgen, Président de séance		
3. Changements de composition de commissions parlementaires	p. 12	3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
M. Fernand Etgen, Président de séance		
4. Institution d'une sous-commission parlementaire	p. 12	4° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement
M. Fernand Etgen, Président de séance		
5. Admission à la retraite d'un conseiller à la Cour des comptes	p. 12	8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluri-annuelle pour la période 2023-2027
M. Fernand Etgen, Président de séance		p. 14
6. Communications	p. 12	Rapport de la Commission des Finances : Mme Diane Adehm
M. Fernand Etgen, Président de séance		
7. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant :		
1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les		

Présidence : M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, Mme Yuriko Backes, M. Max Hahn, M. Gilles Roth, M. Léon Gloden, M. Georges Mischo et M. Eric Thill, Ministres

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Erlaabt mir virewech, eise President, den Här Claude Wiseler, ze entschëllegen, deen haut op der Konferenz vun den europäesche Parlamentspresidenten zu Mallorca ass.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Muer ass en erëm heil!

(Hilarité et interruption)

2. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, sou wéi d'Presidentskonferenz e virschléit, ass Iech zougestallt ginn.

Ass d'Chamber mat deem ofgeännerten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

3. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ugeet, si folgend Ännerunge matgedeelt ginn:

An der Commission des Finances ersetzt den Här Claude Haagen d'Madamm Paulette Lenert.

An der Commission des Médias et des Communications ersetzt d'Madamm Paulette Lenert d'Madamm Taina Bofferding.

Gëtt et dozou iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

(Négation)

Ech gesinn, datt dat net de Fall ass. Dann ass dat esou decidéiert.

4. Institution d'une sous-commission parlementaire

Ier mer op deen nächste Punkt vum Ordre du jour vun haut eriwerginn, géif ech Iech gäre matdeelen, datt d'Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, du Commerce extérieur et à la Grande Région an hirer Reunion vum 26. Februar 2024 decidéiert huet, d'Sous-Commission des Affaires européennes ze grënnen. Dës Souskommissioun ass aus dem Här Sven Clement, dem Här Franz Fayot, dem Här Gusty Graas, dem Här Christophe Hansen, dem

Här Fernand Kartheiser, dem Här Meris Sehic an dem Här David Wagner zesummegehallt.

5. Admission à la retraite d'un conseiller à la Cour des comptes

A sengem Bréif vum 20. Mäerz 2024 huet den Här Tom Heintz, Conseiller bei der Cour des comptes, matgedeelt, datt hie säi Recht op seng Pensioun fir den 1. Dezember 2024 wéilt geltend maachen.

Gemääss dem Artikel 8 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des comptes an dem Artikel 67 vum ofgeännerte Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'Staatsbeamtenpensioun steet där Autoritéit, déi d'Ernennung virgeholl huet, och d'Aufgab vun der Pensionéierung zou.

Deemno froen ech d'Chamber, ob si domat averstanen ass, d'Prozedur anzeleeden en vue vun der Pensionéierung vum Här Tom Heintz, Conseiller bei der Cour des comptes.

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

D'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sitzung deponéiert gi sinn, ass verdeelt ginn.

D'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Esou wéi et festgehalen ass am Artikel 7 Paragraf 5 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des comptes an an den Artikelen 128 bis 129 vum Chambersreglement, ass d'Chamber dozou opgeruff, eng Lëscht vun dräi Kandidaten fir e Poste vu Conseiller bei der Cour des comptes als Ersatz fir e Membre démissionnaire opzestellen.

Am Fall vun engem Ersatz gëtt de Kandidat fir de Rescht vun der Amtszeit vum Conseiller ernannt, deen hien ersetzt, an dat wier an deem heite Fall vum 1. Dezember 2024 bis den 31. Dezember 2029.

Interessente kënnen hir Kandidatur per Bréif un de Chamberspräsident riichten, an dat bis spéitstens de 4. Juni 2024. Den Datum vum Poststempel ass maassgebend.

Mat der Kandidatur ass e Liewenslaf mat deenen néidege Pabeieren anzerechen, déi beleeden, datt d'Konditiounen aus dem Gesetz erfëllt sinn, dat heescht: éischstens: d'Lëtzebuerger Nationalitéit hunn; zweetens: am Besëtz vun den zivillen a politesche Rechter sinn; drëtens: déi néideg moralesch Garantië virweise kënnen; véiertens: déi néideg kierperlech Viraussetzungen hunn; a fënneftens: am Besëtz vun engem universitären Diplom sinn, dee beweist, datt de Kandidat e komplette véierjäregen Zyklus gepackt huet an engem vun deene follgende Fächer: Economie, Réviseur d'entreprise, Droit oder Politick.

Ech erënneren Iech drun, datt all Deputéierten d'Recht huet, innerhalb vun der festgesater Frist een oder e puer Kandidaten ze proposéieren. An deem Fall ass eng Pièce bälzeleeden, déi d'Averständnis vun deem Kandidat beweist.

Dës Kommunikatioun gëtt als Avis officiel an der Press verëffentlecht.

Communications du Président – séance publique du 23 avril 2024

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets suivants ont été déposés auprès de l'Administration parlementaire :

8365 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 15 décembre 2020 relative au climat*

Dépôt : M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, le 26/03/2024

8366 – *Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Republic of Indonesia on air services », fait à Jakarta, le 25 mai 2023*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28/03/2024

8367 – *Projet de loi portant approbation de l'« Agreement between the Government of the Grand Duchy of Luxembourg and the Government of the Kingdom of Saudi Arabia on air services », fait à Paris, le 20 juin 2023*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 28/03/2024

8368 – *Projet de loi modifiant : 1° le Code pénal ; 2° la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; aux fins de transposition de certaines dispositions de la directive (UE) 2017/541 du Parlement européen et du Conseil du*

15 mars 2017 relative à la lutte contre le terrorisme et remplaçant la décision-cadre 2002/475/JAI du Conseil et modifiant la décision 2005/671/JAI du Conseil

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 29/03/2024

8369 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain*

Dépôt : M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures, le 29/03/2024

8370 – *Projet de loi portant :*

1) *transposition de la directive (UE) 2022/2464 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 modifiant le règlement (UE) n° 537/2014 et les directives 2004/109/CE, 2006/43/CE et 2013/34/UE en ce qui concerne la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises ;*

2) *transposition de la directive déléguée (UE) 2023/2775 de la Commission du 17 octobre 2023 modifiant la directive n° 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'ajustement des critères de taille pour les micro-, petites, moyennes et grandes entreprises ou pour les groupes ;*

3) *modification de :*

a) *la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises ;*

b) *la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales ;*

c) *la loi modifiée du 17 juin 1992 relative : – aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois ;*

– aux obligations en matière de publicité des documents comptables des succursales d'établissements de crédit et d'établissements financiers de droit étranger ;

d) *la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;*

e) *la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative :*

– aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois ;

– aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger ;

f) *la loi modifiée du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs ;*

g) *la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;*

h) *la loi modifiée du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit*

Dépôt : Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice, le 29/03/2024

8371 – *Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 28 octobre 2016 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles*

Dépôt : Mme Stéphanie Obertin, Ministre de la Recherche et de l'Enseignement supérieur, le 09/04/2024

8372 – *Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la création d'un espace aérien commun entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, fait à Bruxelles, le 15 novembre 2021*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/04/2024

8373 – *Projet de loi portant approbation de l'Accord-cadre portant création de l'Alliance solaire internationale (ASI), fait à New Delhi, le 4 février 2021*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/04/2024

8374 – *Projet de loi portant approbation de l'Accord global dans le domaine de transport aérien entre les États membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, et l'Union européenne et ses États membres, fait à Bali, Indonésie, le 17 octobre 2022*

Dépôt : M. Xavier Bettel, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09/04/2024

8375 – *Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement secondaire classique*

Dépôt : M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, le 16/04/2024

8376 – *Projet de loi portant*

1° modification de la loi modifiée du 4 juillet 2014 portant réorganisation de l'ILNAS ;

2° mise en œuvre du règlement (UE) 2023/988 du Parlement européen et du Conseil du 10 mai 2023 relatif à la sécurité générale des produits, modifiant le règlement (UE) n° 1025/2012 du Parlement européen et du Conseil et la directive (UE) 2020/1828 du Parlement européen et du Conseil, et abrogeant la directive 2001/95/CE du Parlement européen et du Conseil et la directive 87/357/CEE du Conseil ;

3° abrogation de la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits

Dépôt : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, le 22/04/2024

3) *Les demandes de pétition suivantes ont été déposées :*

3112 – *Demande de pétition publique : Pour le remboursement totale des médicaments, sirops, suppositoires pour enfant mineur*

Dépôt : M. Steve Schmitz, le 18/03/2024

3113 – *Demande de pétition publique : Doubler le nombre de jours de congés disponibles pour raisons familiales pour les familles monoparentales*

Dépôt : Mme Petra Katharina Vogel, le 19/03/2024

3114 – *Demande de pétition ordinaire : Modifier l'article 454 du Code pénal luxembourgeois en y ajoutant la discrimination fondée sur le statut social*

Dépôt : M. Sergei Kusheev, le 18/03/2024

3115 – *Demande de pétition publique : „Kampfhënn“*

Dépôt : Mme Julie Filing, le 20/03/2024

3116 – *Demande de pétition ordinaire : Pétition pour limiter la durée de l'« Ordre de Justification » dans les dossiers des fonctionnaires ou employés*

Dépôt : Mme Lynn Kremer, le 19/03/2024

3117 – *Demande de pétition publique : Getrennte Keesen op den Tankstellen / Séparation des caisses dans les stations d'essences*

Dépôt : M. Paul Lioni, le 20/03/2024

3118 – *Demande de pétition publique : Abschaffung der Begrenzung des Anspruchs auf Krankengeld Referenzzeitraum von 78 Wochen bei schweren Erkrankungen (Arbeitsverlust)*

Dépôt : Mme Martine Mainz, le 20/03/2024

3119 – *Demande de pétition publique : Referendum géint d'Finanzierung an d'Ennerstëtz vum Ukrain-Krich*

Dépôt : M. Michel Schmitt, le 22/03/2024

3120 – *Demande de pétition publique : Oschafe vum CAE-Kontrakt (Contrat d'appui-emploi) / Fair Konditioun fir de CAE-Kontrakt*

Dépôt : M. Arlind Veliqi, le 22/03/2024

3121 – *Demande de pétition ordinaire : Ajustement de la protection spéciale accordée aux délégués du personnel*

Dépôt : M. Gilles Jouniaux, le 23/03/2024

3122 – Demande de pétition publique : Interdiction de l'utilisation de TikTok sur le territoire luxembourgeois

Dépôt : M. Victor Asmar, le 24/03/2024

3123 – Demande de pétition publique : Introduire une loi sur les États promoteurs du terrorisme et les États qui utilisent des moyens terroristes, et désigner la Russie comme un tel État

Dépôt : M. Anzhel Bozhinov, le 24/03/2024

3124 – Demande de pétition publique : Élargir les critères d'éligibilité pour la nationalité luxembourgeoise, reconnaissance des compétences linguistiques dans les trois langues officielles du pays

Dépôt : M. Hicham Benmabkhout, le 24/03/2024

3125 – Demande de pétition publique : Résiliation des assurances Luxembourg – protection du consommateur

Dépôt : M. Mikaël Hamon, le 25/03/2024

3126 – Demande de pétition publique : Nei Steierklass fir Superräicher / Nouvelle classe d'imposition pour les super-riches

Dépôt : M. Jeff Cigrand, le 26/03/2024

3127 – Demande de pétition publique : Cannabis Social Club

Dépôt : M. Xavier Christophe Thill, le 26/03/2024

3128 – Demande de pétition publique : Zuchtrafick vun der 1. Klass fräimaache bei enger Verspéidung vu mindestens 5 Minutten

Dépôt : M. Sven Lutgen, le 27/03/2024

3129 – Demande de pétition publique : Jour férié : Vendredi saint

Dépôt : M. Florian Grazina, le 27/03/2024

3130 – Demande de pétition publique : Permettre aux personnes mariées de choisir leur nom d'usage

Dépôt : M. Florentin Ladurelle, le 27/03/2024

3131 – Demande de pétition publique : Abolition de l'examen de promotion pour les fonctionnaires et employés dans la carrière inférieure de la fonction publique

Dépôt : M. Yves Lill, le 29/03/2024

3132 – Demande de pétition publique : Un corps de C.R.S. luxembourgeois dans les villes dominantes de crimes et d'agression, Luxembourg-Ville, Esch/Alzette, Esch/Beival, Pétange, Differdange

Dépôt : M. Sven Schomer, le 30/03/2024

3133 – Demande de pétition publique : Geneemegung fir d'Police, fir d'Propretéit vun onse Stroossen ze assuréieren

Dépôt : M. Zacharie Thimmesch Oudar, le 05/04/2024

3134 – Demande de pétition publique : Facilitez l'obtention de la nationalité luxembourgeoise pour les conjoints de citoyens luxembourgeois

Dépôt : M. Hicham Benmabkhout, le 08/04/2024

3135 – Demande de pétition publique : Améliorer les conditions de retour au travail des femmes après le congé maternité/congé parental

Dépôt : Mme Morgane Him, le 09/04/2024

3136 – Demande de pétition publique : Boergeld als Bezuekungsmëttel an der Verfassung schützen / Bargeld als Zahlungsmittel in der Verfassung schützen / Protéger les espèces comme moyen de paiement dans la Constitution / Protect cash as a means of payment in the Constitution

Dépôt : M. Luc Martiny, le 10/04/2024

3137 – Demande de pétition publique : Reconnaissance envers les parents endeuillés par la perte d'un nouveau-né

Dépôt : M. Domenico Loconte, le 11/04/2024

3138 – Demande de pétition publique : Die Errichtung öffentlicher Fitnessparks in jeder Gemeinde Luxemburgs

Dépôt : M. Mykyta Thill, le 11/04/2024

3139 – Demande de pétition publique : Pfand auf allen Arten von PET-Flaschen und Dosen

Dépôt : M. Paulo Dos Santos, le 13/04/2024

3140 – Demande de pétition publique : Pour une souveraineté citoyenne authentique, réelle et inaliénable : inscription du droit à la désobéissance civile dans la Constitution luxembourgeoise

Dépôt : M. Christophe Edouard Pascal Dupin, le 15/04/2024

3141 – Demande de pétition publique : Pour déplacer le centre Abrigado de Bonnevoie

Dépôt : Mme Elisabeth Lauwerier, le 16/04/2024

3142 – Demande de pétition ordinaire : 48 Dingoe fir d'Ukrain

Dépôt : M. Romain Reiter, le 16/04/2024

3143 – Demande de pétition ordinaire : Botschaft an der Ukrain

Dépôt : M. Romain Reiter, le 16/04/2024

3144 – Demande de pétition ordinaire : Militärdéngscht fir all Persoun, déi en CDD beim Staat kritt

Dépôt : M. Romain Reiter, le 16/04/2024

3145 – Demande de pétition ordinaire : Ënnerstëtzung vun der Europäescher Solar/PV-Industrie

Dépôt : M. Romain Reiter, le 18/04/2024

3146 – Demande de pétition ordinaire : Devenir le premier Luxembourgeois à se rendre seul dans tous les pays reconnus par l'ONU dans le monde, le faisant de manière documentée

Dépôt : M. Tiago Peixoto, le 19/04/2024

3147 – Demande de pétition ordinaire : Pétition ordinaire pour lutter contre le mobbing et le cybermobbing dans les écoles

Dépôt : Mme Sara Cardoso Jorge, le 19/04/2024

N.B. Les intitulés des pétitions sont susceptibles d'être modifiés tant que la Conférence des Présidents n'a pas statué sur leur recevabilité. Dans le cadre du présent compte rendu, l'Administration parlementaire se réserve le droit d'apporter certaines corrections d'ordre grammatical et orthographique aux intitulés des pétitions.

4) AVIS OFFICIEL

Communication du Président de la Chambre des Députés (23.04.2024)

Conformément à l'article 7, paragraphe 5, de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des comptes et aux dispositions des articles 128 à 129 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des comptes (m/f/d) en remplacement d'un membre démissionnaire. Le remplaçant est nommé pour le reste de la période du mandat du conseiller de la Cour des comptes qu'il remplace. Ce mandat sera vacant à partir du 01.12.2024 et viendra à terme le 31.12.2029.

Les personnes intéressées peuvent adresser une candidature par simple lettre au Président de la Chambre des Députés, 23, rue du Marché-aux-Herbes, L-1728 Luxembourg, jusqu'au 04.06.2024, l'estampille de la poste faisant foi.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles

indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2, de la loi précitée sont remplies, à savoir :

1) être de nationalité luxembourgeoise (copie de la carte d'identité) ;

2) jouir des droits civils et politiques (extrait du casier judiciaire et certificat d'inscription aux listes électorales) ;

3) offrir les garanties de moralité requises ;

4) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction (certificat médical) ;

5) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes : sciences économiques, études de réviseur d'entreprises, droit ou sciences politiques (copie des diplômes, certificats et/ou homologations).

Pour toute information complémentaire relative à ce poste, veuillez vous adresser à Mme Maria Mathieu : 466 966-221 / mmathieu@chd.lu

(Tous les documents peuvent être consultés auprès de l'Administration parlementaire.)

7. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 et modifiant :

1° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;

2° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;

3° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;

4° la loi modifiée du 25 mars 2020 portant création du Fonds spécial de soutien au développement du logement

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

Mir kommen haut de Mëtten zum Rapport vun der Finanzkommission iwwert de Projet de loi 8383 vum Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert de Projet de loi 8384 iwwert déi finanziell Programmation fir d'Joren 2023 bis 2027. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dëse Projets de loi, déi honorabel Madamm Diane Aدهم. Madamm Aدهم, et ass un Iech.

Rapport de la Commission des Finances

Mme Diane Aدهم (CSV), rapportrice | Här President, Här Premierminister mat Ärer ganzer Regierungsekip, dorënner och de Finanzminister, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, de Rapport vun wichtigstem Gesetz fir d'Lëtzebuurger Land a seng Awunner dierfen ze maachen, ass fir all Politiker eng grouss Éier. Et ass eng nobel Aufgab. Et ass eng faszinante Aufgab. Et ass eng Aufgab, déi engem Politiker normalerweis nëmmen eemol a senger politescher Karriär zoufält. Ech hunn déi Aufgab mat Respekt, awer och mat grousser Freed uegoholl. Dofir soen ech de Kollege vun der Finanzkommission e grouse Merci, déi mech op Proposition vum Marc Spautz als Budgets-rapporter bestëmmt hunn a mir domadder dës Aufgab zougedroen hunn.

De Budgetsprojert gouf dëst Joer de 6. März vum Finanzminister presetéiert an an der Chamber

hannerluecht. Duerno haten all d'Acteuren, déi an der Budgetsprozedur involvéiert sinn, nëmme knapps siwe Wochen Zäit, fir hir respektiv Avisen a Rapporten auszuschaffen. Dësen enken Timing war eng Eerausfuorderung fir eis all. Och fir mech als Rapportier war et e reegelrechte Marathon, fir d'Entrevuë mat de sougenannte „Forces vives de la nation“ an dëser kuerzer Zäit ze féieren. Ech hu vun hinne vill wäertvoll Informatiounen an Iddie mat op de Wee kritt, vun deenen ech der och vill versicht hunn, a mengem schréfftlechen a mëndleche Rapport ze verschaffen.

An der Traditioun vun de meeschte Budgetsrapportere viru mir hunn ech mir erlaabt, a mengem Budgetsrapport op verschidde Punkte méi am Detail anzugeen, Punkten, déi den normale Kader vun engem Budgetsrapport iwwerschreiden. Ech soen de Membere vun der Finanzkommissioun Merci, dass si mir déi Fräiheet zugestanden hunn. Konkreet hunn ech mech virun allem mat der Consolidatioun vun der Finanzplaz auserneegeesat genee wéi och mat der Diversifizierung vun Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. Si sinn de Garant fir de Wuelstand an dësem Land, deen et géllt, fir déi zukünftige Generatiounen ofzesécheren. Ech hu mech awer och mat der Problematik vun der Iwwerverschuldung beschäftegt a wéi een dës ugoe kann.

Här President, de Budget, deen ech haut de Mëtteg presentéieren, ass deen éischte Budget vun dëser Legislatur. Fir prezis ze sinn, dréit et sech ëm zwee Gesetzer: engersäits dat klassescht Budgetgesetz an anerersäits d'Gesetz iwwert de laangfristige Finanzplang bis 2027. E Budget, dee matzen an eng schwéier wirtschaftlech Zäit fält, deen awer d'Zukunftsgestaltung vun eisem Land an d'Erhalen an d'Verbesserung vun Wuelstand vun de Mënschen zu Lëtzebuerg fest am Bléck huet.

Dat lescht Joer war kee gutt Joer, och net fir d'Lëtzebuerg Wirtschaft. De Krich an der Ukrain, Tensiounen op anere Plazen an der Welt, héich Energiepräisser, Liwwerketteproblemer, de Réckgang vun der weltwäiter Demande, veronséichert Consommateuren, Rekordinflatoun a sou weider – bref, de Mix vun all dësen Elementer huet mat sech bruecht, dass Lëtzebuerg zënter Laangem erëm an eng Rezesioun war. De Statec rechent fir 2023 mat engem Réckgang vun wirtschaftleche Wuesstem ëm 1 %.

Sou wéi déi europäesch Reegelen dat virgesinn, baséiert de Budget ëmmer op de leschte Previsiounen, déi de Statec an aller Onofhängegkeet opgestallt huet. Fir dëse Budget ass et d'Note de conjoncture vum Dezember 2023. Wat d'Inflatounsberechnungen ugeet, esou baséieren déi op engem Update vum Februar 2024.

Nom éischter schlechte Joer 2023 gesäit de Statec fir 2024 eng Reprise virus mat 2 % Wirtschaftswuesstum. Dës Reprise soll sech an de Joren 2025 bis 2027 ëm 2,8 % apendelen, an dat läit ënnert der laangjäregger Moyenne vun 3,2 %.

D'Dynamik um Aarbechtsmaart fir 2024 par kontergeet erof, mat engem Wuesstum vu just nach 1,3 % géint 2,1 % d'lescht Joer. Gläichzäiteg soll de Chômage eropgoen.

E positiven Trend gesäit een och um Niveau vun der Inflatoun. Duerch d'Mesure vun de verschiddeenen Tripartite soll d'Inflatoun 2024 just nach bei 2,2 % leien no 3,7 % am Joer 2023. Generell solle mir positiv no vir kucken, well weltwäit de wirtschaftlechen Trend erëm lues, awer sécher no uewe weist.

Dir Dammen an Dir Hären, ier ech de Budget 2024 analyséieren, wéilt ech eng Kéier kuerz op de Kont vun 2022 agoen. Den honorabelen Deputéierte Franz Fayot wäert eis en Donneschdeg den Detail erklären.

Dem Budget 2022 seng Exekutioun war markéiert duerch d'Nowéie vum Covid-19 an dem Ufank vun Ukrain-Krich. Déi zwee Elementer hu sech an der wirtschaftlecher Entwécklung vun eisem Land niddergeschloen, mat manner Croissance a méi héijer Inflatoun duerch d'Energiekris.

No der Lëtzebuerg Method hu mir d'Konten vun 2022 mat engem Defizit vun 1,2 Milliarden ofgeschloss. Zum Zäitpunkt vum Budgetsvott gouf nach mat engem Defizit vu knapp 1,49 Milliarde gerechent. Den Defizit ass elo 291 Milliounen méi niddereg wéi virgesinn.

Och beim Compte prévisionnel fir de Budgetexercice 2023 gesinn d'Zuele besser aus wéi geduecht. A mengem Rapport bezéien ech mech op d'Zuelen, déi mir den 23. Januar an der Finanzkommissioun presentéiert kritt hunn. Laut dësen Zuele gesäit de Solde provisoire vum Kont 2023 op den 31. Dezember, ouni extraordinär Operatiounen, e virleefegen Defizit vun enger Milliard vir. Dat wier eng Verbesserung vun 1,6 Milliarde par rapport zum gestëmmte Budget, dee vun engem Defizit vu knapp 2,6 Milliarden ausgaang war.

Här President, komme mir elo zum Budget fir 2024. Dëse Budget ass anescht wéi en normale Budget. No den Douzièmes provisoires zielt dëse Budget nämlech nëmme fir aacht Méint. Duerfir ass et och en Iwwergangsbudget. An awer si schonn éischt Akzenter vun der neier Regierung dran. Esou fannen esouwuel d'Upassung vun der Steiertabell un d'Inflatoun wéi och de Paquet Logement schonn hiren Nidderschlag an dësem Budget.

Bei der Analys vum Staatsbudget muss een ënnerscheeden tëschent éischters dem traditionelle Staatsbudget, esou wéi en no de Reegele vum Kontabilitéitsgesetz vun 1999 vum Staat opgestallt ass, zweetens dem Budget vum Zentralstaat no den europäeschen Normen an drëtens dem Budget, deen de Gesamtstaat betrëfft, dat heescht den Zentralstaat, d'Gemengen an d'Sécurité sociale. An deem Fall schwätze mer vum Budget vun der ëffentlecher Verwaltung.

Fir vum traditionelle Staatsbudget op de Budget vum Zentralstaat ze kommen, rechent een d'Ausgaben an déi eege Recettë vun den ëffentlechen Etablissementen, de Fondatiounen, de Staatssewicer mat Gestion séparée an de Spezialfongen derbäi.

Esou gesi schléisst den traditionelle Staatsbudget mat engem Defizit vun 2,16 Milliarden of, de Budget vum Zentralstaat mat engem Defizit vun 1,9 Milliarden an de Budget vun der Administration publique mat engem Minus vun 987 Milliounen.

Den Defizit vum Zentralstaat ass besonnesch op déi méi héich Progressioun vun den Depensé par rapport zu de Recetten zréckzuféieren. Hei ass awer ervirzehiewen, dass d'Schéier tëschent dem Wuesse vun den Einnamen, plus 7,1 %, an dem Wuesse vun den Ausgaben, plus 7,6 %, méi no zesummekënnert.

Um Niveau vun den Depensé falen och nach ëmmer d'Moosnamen aus dem Solidaritéitspak respektiv dem Energiedesch an d'Gewiicht.

Eng aner Erklärung ass op déi héich Investitiounen zréckzuféieren, déi d'Regierung fir dat nächst Joer virgesinn huet, an dat am Sënn, fir eiser Wirtschaft an ongewëssenen Zäite weider ze hëllefen. Net manner wéi 4,4 % vun eisem PIB ginn d'nächst Joer investéiert. Dat entsprécht 1,25 % vun de Gesamtausgabe vum Staat a sinn 3,7 Milliarden Euro.

D'Staatschuld soll Enn 2024 bei 26,5 % vum PIB leien a sech op 22,2 Milliarden Euro belafen.

Här President, esouwuel de Staatsrot wéi och d'Beruffskummeren hu ganz interessant Avisen esouwuel zum klassesche Gesetzesprojet vum Budget 2024 geschriwwen wéi och zum laangfristige Finanzplang bis 2027. Ech verweise fir den Detail op mäi schréfftleche Rapport.

Wéi ugangs vu menger Ried gesot, kommen ech elo op eis Finanzplaz ze schwätzen, där ech a mengem schréfftleche Rapport e gréissert Kapitel gewidmet hunn. Iwwer eis Finanzplaz gëtt an der Reegel net vill geschwat. Dobäi ass eis Finanzplaz mat hire Sewicer eng vun den Haaptschlagodere vun der Lëtzebuerg Wirtschaft – ee vun den Haaptpillieren, wéi ëmmer gesot gëtt. Mir hunn net nëmme eng grouss, mee och eng ganz performant Finanzplaz. Villes, wat mir eis hei am Land leeschte kënnen, hänkt och vun der Gesondheet an der Leeschtungsfaegkeet vun der Finanzplaz of. Duerfir ass d'Finanzplaz wichteg fir Lëtzebuerg. Si erwirtschaft zënter Jore ronn e Véierel vun eisem nationale Räichtum. An anere Wieder: All véierten Euro gëtt an der Finanzwirtschaft erwirtschaft.

Virun allem am Beräich vun eise Steieren ass d'Finanzplaz e grousser Contributeur. Am Joer 2023 huet d'Finanzplaz 4,7 Milliarden Euro u Steieren hei zu Lëtzebuerg bezuelt. 71 % vun der Kollektivitéitssteuer – dat si ronn 1,9 Milliarden Euro – ginn an de Betriber vun der Lëtzebuerg Finanzwelt erschafft. Bei der Verméigenssteuer sinn et souguer 84 %, wat ronn 922 Milliounen ausmécht. Net ze vergiessen héich dräistellig Milliounebetrag um Niveau vum Impôt commercial an um Niveau vum Impôt retenu sur les revenus de capitaux. De gréissten Deel um Niveau vun der Taxe d'abonnement staamt och vun der Finanzplaz. Am Joer 2023 fléissen esou 1,2 Milliarden Euro an de Staatsbeidel. Och gëtt e groussen Deel vun der Akommessteuer op der Finanzplaz generéiert. Fir 2023 sinn dat 1,3 Milliarden Euro.

D'Cour des comptes huet sech an hirem Avis zum Staatsbudget och mat de Recetten aus dem Finanzsecteur beschäftegt a si huet eis e ganz interessanten Tablo presentéiert, deen den Undeel aus dem Finanzsecteur u verschidde Steieren iwwert déi lescht néng Joer retracéiert. Heirauser geet ervir, dass den Undeel vum Finanzsecteur ëmmer wäit iwwer 40 % louch.

D'Finanzplaz ass och e wichtege Acteur um Lëtzebuerg Aarbechtsmaart. Dat spigelt sech an den Zuelen erëm. Wann een niewent dem traditionelle Bankesecteur d'Fongegeschäft, d'Assurancen, déi divers Prestataires de services, wéi Affekoten, Experts-comptables, Reviseurs an anerer, matarechent, da schaffe méi wéi 64.000 Leit hei zu Lëtzebuerg direkt oder indirekt op eiser Finanzplaz. Dat si 14 % vun der aktiver Populatioun.

Laut der Fondatioun IDEA generéiert eng Aarbechtsplaz op der Finanzplaz eng weider Aarbechtsplaz an engem anere Secteur vun eiser Wirtschaft. Deemno hänke ronn 135.000 Aarbechtsplazen direkt respektiv indirekt vun der Finanzplaz of. Da si mer bal bei engem Drëttel vun der nationaler Beschäftegung.

Ech rappeléieren Iech dës Zuelen, well een heiansdo am ëffentlechen Discours mengt, et géif hei zu Lëtzebuerg och ouni eis Finanzplaz goen. Mee mir wäerten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, aleng duerch déi grouss Dependancen, notament um Niveau vun de Steierrechten, och an deenen nächste Joren op eis Finanzplaz ugewise sinn. Grond genuch also, fir sech e bësse mat hir ze befaassen, fir ze kucken, wéi ee se konsolidéieren a weiderentwéckele kann.

Dat bedeit awer net, datt een net soll weider op d'Diversifikatioun vun eiser Wirtschaft setzen, fir och

d'Onofhängegkeet vun dëser Finanzplaz ze reduzéieren. Dofir hunn ech mech och mat dësem Theema beschäftegt a weisen duerno a menger Ried op e puer Creneauen an der Wirtschaftspolitik hin, wou ech fir eist Land nei Opportunitéite gesinn, déi ee kéint an Zukunft ugoen.

D'Finanzplaz ass haut méi breet opgestallt wéi nach virun zwanzeg Joer. Esou ass d'Lëtzebuurger Finanzplaz am Moment de weltwäite Leader an den nohaltege Finanzen. Op der Bourse sinn 1.900 Actifs durables opgeléicht a si huet de gréisste Maartundeel a Saache gréng Obligatiounen.

D'Expertis an dësem Beräich huet derzou gefouert, dass souwuel den FMI wéi och d'Weltbank decidéiert hunn, hir gréng Obligatiounen zu Lëtzebuerg ze cotéieren. Dat ass eng Unerkennung fir déi geleeschten Aarbecht an deem Beräich a gutt fir den Image vun eiser Bankeplaz.

Duerch déi nei digital Technologien hu sech nei Zorte vun alternative Fongen entwéckelt, wéi zum Beispill d'Actifs numériques oder d'Actifs numériques. Mir mussen kucken, dës Fongen hei zu Lëtzebuerg en adequate rechtliche Kader unzebidden, fir eis esou an eng Position vum First Mover ze setzen, esou wéi et eis an den 90er-Jore gelongen ass mam Opbau vun der Fongenindustrie.

Fir déi nei Fongen, awer och d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz am Allgemengen, spillt d'Steierlaasch eng gewësse Roll. Duerfir ass ze begrëssen, dass d'Regierung amgaangen ass, Méiglechkeeten ze analyséieren, fir d'Taxe d'abonnement op aktiv geréierten ETF-Fongen, déi an nohaltege wirtschaftlech Aktivitéiten investéieren, erfzesetzen. Och nei Finanzementsforme wéi Blended Finance – dat si gemëschten öffentlech-privat Investissementer, déi eng wichtige Roll an der nohaltege energieetescher Transitionen spillen – sollen encadréiert a geféiert ginn.

En zweete Creneau, deen op der Finanzplaz soll weiterentwéckelt ginn, ass de Beräich vun de FinTech respektiv déi kënschtlech Intelligenz. Lëtzebuerg ass an dësem Beräich haut schonns mam Luxembourg House of Financial Technology gutt opgestallt a regruppéiert all d'Acteuren, déi am FinTech-Beräich ënnerwee sinn. Dës Plattform këmmert sech och aktiv am Ausland ëm dës Entrepreneuren, fir dass si sech op Lëtzebuerg installéieren kommen, fir vun hei aus um europäesche Marché aktiv ze ginn. Esou proposéieren haut schonns vill Societäten, virun allem Start-uppen, nei innovant Finanzproduiten a -servicer, déi op den neien digitalen Technologie berouen, wéi der Blockchain. Dës Servicer a Produkter wäerten no an no déi traditionell Bankoperatiounen an d'Aart a Weis ze schaffen ofléisen.

Duerch déi kënschtlech Intelligenz doe sech an dësem Beräich ganz nei Opportunitéite fir d'Acteuren aus dem Finanzsecteur op, sou zum Beispill um Niveau vun de Finanzanalysen, der Berechnung vu Finanzmodeller, dem Erstelle vu cibléierte Produkte fir Clienten an esou weider, deemno nei Méiglechkeeten, déi wäit iwwer einfach Produktivitéitszougewënner oder administrativ Käschterreduktiounen erausginn.

An deem Sënn mussen mir fir den Développement vun de FinTehen nei Geschäftsmodeller entwéckelen. D'Aart a Weis, wéi een un de Client erukënn, muss ugepasst ginn, genee wéi de Marketing an d'Gestioun vun Personal. Dorënner fällt och d'Diskussioun iwwer d'Aarbechtszäitorganisatioun. Dofir ass ze begrëssen, dass d'Regierung dës Ëmwälzungen an der Finanzwelt wëll begleeden an ënnerstëtzen.

En anere Punkt, deen a mengem Gespréicher iwwer Start-uppen an Entrepreneuren aus dem FinTech-Beräich ëmmer erëm op d'Apéit komm ass, ass dee vum

Venture Capital, also dem Capital-risque. Mir si gutt opgestallt, wann d'Betriber sech wëlle bei eis implementéieren. Wa se awer bis ufänken, wëlle richteg grouss ze ginn, dann hu se Problemer, op eise Marché dat néidegt Risikokapital ze fannen. Op deem Punkt si mir net konkurrenzfäeg par rapport zu anere Länner. An do mussen mir eis Gedanke maachen, wéi mir eis Finanzplaz fir dës Zort vun Investisseuren méi attraktiv gestalten kënnen.

Här President, fir dass eis déi nei digital Revolution zu Lëtzebuerg geléngt, mussen mir kënnen op spezialiséiert Fachpersonal zréckgräifen. Gradewéi an anere Beräicher vun eiser Wirtschaft gëtt et dës Leit net zur Genüge hei am Land. Dofir muss d'Personal, dat haut op der Finanzplaz schafft, esouwuel fir déi nei technologesch Viraussetzung souwéi och fir déi zukünfteg Reglementatiounen a Gesetze fit gemaach, reorientéiert a forméiert ginn.

Duerfir ass och ze begrëssen, dass op der Uni Lëtzebuerg d'Offer u spezialiséierten Héichschouldiplomer am Beräich vun de Finanzberuffer ausgebaut gëtt. Et ass awer gewosst, dass esou eng Politik eréischt an e puer Joer hir Friichten dréit. Duerfir ass et onëmgänglech, dass mir eis an der Tëschenzäit mussen beméien, fir Start-uppen mat de gesichte Profiller an Talenter op Lëtzebuerg ze lackelen. Ouni si wäert et eis net geléngen, mëttel- a laangfristeg en Ökosystem vun de FinTehen zu Lëtzebuerg ze implementéieren.

Qualifizéiert Personal ze fannen ass awer net nëmmen e Problem fir de FinTech-Sector. Laut der ABBL gouf et am Joer 2022 eng ronn 5.000 Plazen, déi zu Lëtzebuerg net konnte besat ginn. Mee dës Talenter komme mat Sécherheet net op Lëtzebuerg wéinst eise schéine Wieder, wat mer souwisou hei iwwerhaapt net hunn.

Mir begrëssen, dass d'Regierung decidéiert huet, aktiv dës Talenter ze bewerben. Sou soll ënnert dem Lead vun Wirtschaftsminister en Haut comité à l'attraction, la rétention et le développement de talents agesat ginn, dee sech dësem Challenge unhëlt a wou all d'Acteuren aus dem Secteur matagebonne sinn. „Talent attraction“ ass hei d'Stéchwuert!

Mee d'Promotioun am Ausland aleng geet net duer. Mir mussen och iwwer eise steierleche Kader nodenken: Et gëllt, dee méi attraktiv ze gestalten. Dozou gehéiert sécherlech eng Baisse vun der Kollektivitéitssteuer, awer och d'Opsetze vun engem Expat-Regimm oder spezifesche Regimier vu Prime-participativen.

En anere Punkt, deen net onweesentlech ass, ass d'Steierklass 1. Et ass bekannt, dass vill Talenter, déi bei eis op Lëtzebuerg kommen, Celibataire sinn. Laut der OECD ass den Taux moyen um Impôt sur le revenu zu Lëtzebuerg wäit iwwer der OECD-Moyenne a mir leien och méi héich wéi de Gros vun europäesche Länner respektiv eisen Nopeschlänner, mat Ausnam vun der Belsch. Op deem Punkt si mer net attraktiv par rapport zu eisen direkte Konkurrenten.

Nieft dës steierleche Moosname mussen awer och aner Ramebedingunge passen, fir dass mir nei Start-uppen, Talenter an och Decideuren zu Lëtzebuerg kënnen begrëssen a fideliséieren. Dozou gehéiert virun allem d'Schafe vun abordablem Wunnraum souwéi d'Offer an de Bau vu schouleschen Infrastrukture fir dës Leit hir Kanner.

Dozou gehéieren och adequat Offeren um kulturellen a sportleche Plang. An d'Sécherheet ass och e wichtige Facteur, deen net ze ënnerschatzen ass. Dofir ass et wichtig a richteg, dass d'Regierung d'Investitiounen an all dës Beräicher an doriwwer eraus weiderhin héichhält. Déi ganz digital Transformatioun op der Finanzplaz gëtt et nun emol net zum Nulltariff. Et

bedeit fir d'Entrepreneuren héich Investitiounen an d'Formatioun, an d'Personal an an d'Infrastrukturen.

Här President, e groussen Defi wäert och de Problem vun der Cyberkriminalitéit ginn. Date sinn d'Gold vun der Zukunft, an déi mussen mir wéi jee geséichert ginn. Dës Feststellung gëllt net nëmme fir de Finanzsecteur, mee allgemeng fir déi ganz Wirtschaft an och fir de Staat. Déi rezent Attacken op staatlech Servere waren en Avant-goût vun deem, wat eis an Zukunft kéint erwaarden, mee et gëllt awer virun allem fir de Finanzsecteur, wou et ganz vill a ganz vill sensibel Date gëtt.

D'Entrepreneuren am Finanzberäich mussen sech géint d'Menacé vu Cyberattacke wieren kënnen. Dofir sinn Investissementer an d'Cybersécherheet onerlässlech an de Staat soll si an hire Beméiungen ënnerstëtzen. An dëser Optik gëtt ënner anerem de Rôle an de Fonctionnement vun Haut comité de la place financière gestärkt, deen eng nei Strategie fir d'Finanzplaz soll ausschaffen.

Här President, fir dass déi digital Revolution mat Succès op der Lëtzebuurger Finanzplaz kann duerchgefouert ginn, mussen elo déi richteg Weiche gestallt an Entscheedunge getraff ginn. Ech hunn an de leschte Minutten e puer Beräicher opgezeechent, wou muss gehandelt ginn. Et gëtt der nach méi an duerfir verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Duerch Gespréicher mat villen Organisatiounen aus dem Finanzsecteur, deenen hir Doleancen ech genee nogelauschert hunn, sinn ech der Iwwerzeugung, dass follgend Punkte prioritär sinn, fir d'Consolidatioun an d'Diversifizéierung vun der Finanzplaz ze assuréieren an esou weiderhin kompetitiv ze bleiwen:

Éischtens: D'Opstelle vun enger attraktiver Reglementatioun a Gesetzgebung, fir innovativ FinTech-Aktivitéiten an déi kënschtlech Intelligenz zu Lëtzebuerg ze implementéieren.

Zweetens: Lëtzebuerg als „the place to be“ vun den nohaltege Finanzen promovéieren.

Drëttens: Auslännesch Talenter an Decideuren op Lëtzebuerg unzéien a fideliséieren duerch geziilt steierlech Ureizer an d'Sécherstellung vun attraktive Ramebedingungen a Liewenskonditiounen.

Viertens: Lëtzebuerg attraktiv fir Venture Capital maachen, fir dass Start-uppen an Entrepreneuren am FinTech-Beräich richteg duerchstarte kënnen.

Fënneftens: D'Investissementer an d'Cybersécherheet eropsetzen.

A sechstens: D'Zusammenaarbecht an der Recherche tëscht der Uni Lëtzebuerg an dem Finanzsecteur verbesseren an nei spezialiséiert Héichschouldiplomer am Beräich vun de Finanzen ubidden.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass also ganz kloer, dass de Finanzsecteur eent vun eise Standbeen ass. Et ass och kloer, dass de Finanzsecteur wichtig fir d'Lëtzebuurger Staatsfinanzen ass, mee Lëtzebuerg ass awer méi wéi just de Finanzsecteur.

Mir wëssen, dass dräi Véierel vun eiser Wirtschaftsleeschtung iergendwou anescht produziéiert gi wéi op der Finanzplaz, a genee dat därefer mer net vergiessen. Dofir ass et wichtig, eis Wirtschaft ze diversifizéieren an nei Beräicher ze sichen, an deene mir e Méiwäert an Aarbecht fir Land a Leit schafen. Vill Regierung hu sech mat dësem Challenge an de leschte Joerzénge beschäftegt.

A mengem Rapport hunn ech net den Usproch, eng Wonnerléisung ze presentéieren, villméi wëll ech verschidde Pisten opzezeichnen, vun deenen ech der Meeung sinn, dass se derwäert sinn, weider analyséiert

ze ginn. Aus dëse Piste ginn dann och eng Partie Recommandatiounen ervir, wéi een dës Ziler eventuell erreche kéint. Verschidden Iddien iwwerschnide sech mat deene fir de Finanzsektor wéi zum Beispill Iddien am Beräich vun der Digitalisatioun a vun den neien Technologien, der Künstlecher Intelligenz ... Aus Zäitgrënn verweisen ech och do op mäi schrëftleche Rapport.

Eng Gemeinsamkeet hunn awer dës Pisten allegueren. Si berouen op Technologie an op eiser Fäegkeet, genuch Talenter auszubilden an aus dem Ausland unzezielen. Si brauchen och all eng staark Finanzplaz, fir d'Investissementer, déi néideg sinn, ze stemmen an op Lëtzebuerg ze kanaliséieren.

Fir mech huet eist Land d'Potenzial, en Hub fir Künstlecher Intelligenz a Machine Learning ze ginn. Déi Künstlecher Intelligenz ass amgaangen, eis Welt an engem rasanten Tempo ze veränneren, eisen Alldag, eis Aarbecht, eis Schoul. An als Land géife mir gutt drun doen, dësen Zuch net ze verpassen.

Déi vieregte Regierung huet 2019 eng éischt Strategie fir KI op den Dësch geluecht. Déi nei Regierung huet an hirem Programm stoen, dës wëlle weiderzeféieren an ausbauen. A mengen Aen ass dat enorm wichteg an dëst misst carrement eng Prioritéit sinn.

Mat Satisfaktioun hunn ech zur Kenntnis geholl, dass eis Regierung eng Letter of Intent mat der kalifornescher Startup Pony.ai ënnerschriwwen huet, fir dës op Lëtzebuerg ze lotsen. Mir sollten eis Wirtschaftsbeziehungen no baussen notzen, fir weider Firmen aus deem Beräich unzezielen, fir dass eist Land e KI-Laboratoire ka ginn, an dëst an Zesummenaarbecht mat der öffentlecher Recherche an der Uni.

Mir hunn en Ekosystem, och mat der Industrie an hiren Technologien, déi e fruchtbare Närkeum fir KI duerstellen. Wa mir e Centre d'excellence fir KI an nei Technologie wëlle ginn, da brauche mir nieft helle Käpp och eng ganz performant Rechecapacitéit a Storage fir d'Donnéeën.

A punkto Datenzentere an High Performance Computing ass an eisem Land scho ganz vill geschitt. Mir hunn e gutt Netzwek vu gesécheren Datenzentere a mat MeluXina ee vun deene performantsten High Performance Computeren an Europa. Dësen ass en Deel vum europäeschen Netzwek EuroHPC, also High Performance Computing, dat säin administrative Sätz hei zu Lëtzebuerg huet. Och d'Uni huet en High Performance Computer.

Déi richteg Bausteng sinn also en place, fir aus eisem Land en Technologiehub ze maachen. Fir eis awer definitiv ze etabléieren, bräichte mir nach en Datenzenter vu Format, souzesoen en Datenzenter vu Google, fir eis Visibilitéit a Kredibilitéit am Ausland weider auszubauen. Déi lescht Noriichten iwwer Google ware jo positiv an ech hoffen, dës Regierung huet Erfolleg, wou déi vieregte versot huet.

(Exclamations et brouhaha)

Wa mir wëllen en Hub fir Daten, Superrechner a KI ginn, da komme mir net derlaanscht, och en Hub fir Cybersécherheet ze ginn. D'Cyberkriminalitéit ass eng Bedroung fir Privatpersounen, Firmaen a fir eist Land am Allgemengen. Als Land mussen mir eis dogéint verteidegen an déi rezent Cyberattack op d'Servere vun der Regierung huet bewisen, dass dës Gefor reell ass.

Feindlech Acteuren, déi oft am Opdrag vun anere Länner agéieren, sinn eng Realitéit an dowéinst mussen mir besser ginn an der Cybersécherheet. Och do gouf scho vill Viraarbecht geleescht mam House of Cybersecurity an dës Regierung wëll och do weider agéieren, och fir Kleng- a Mëttelbetriber besser ze sensibiliséieren an ze schützen.

Eis Finanzplaz an eis Datenzentere brauchen eng Weltklass-Cybersécherheet. Dës kann a soll och en Deel vun eisen Defenseausgabe ginn, mee dorop kommen ech spéider zrëck.

Héich Technologie a performant sécher Netzweker sinn de beschten Närkeum, fir e grouse Sprong an der intelligenter Mobilitéit ze maachen. Mir hunn en Netzwek vu Betriber, déi schon an der autonomer Mobilitéit tätég sinn an an der Groussregioun testen. Mat der Firma Lyten, déi sech engagiert huet, op Lëtzebuerg ze kommen, gëtt dëst Netzwek nach verstärkt.

Mat der richteger Kombinatioun tëscht Technologie an Nohaltegkeet kënne mir en Hub vun der intelligenter an nohalteger Mobilitéit vu muer ginn an eis Finanzplaz kann hëllefen, Investeuren a Firmen unzezielen. Ech denken, mir sollten dës Schrëtt goen.

Eng nei Nisch, déi et och dank der CSV scho méi laang an der Ekonomie gëtt, ass déi vum Espace. Och do sinn ech der Meenung, dass mir déi solle weider ausbauen, mat de Firmen, déi hei sinn, awer och mat neie Firme vu bausen.

(Brouhaha)

A mengem schrëftleche Rapport sinn ech drop agaangen, wat mir hei hunn, an deene meeschte Leit sinn d'SES oder d'Luxembourg Space Agency e Begrëff. A mengem mëndleche Rapport wëll ech drop agoen, wou d'Rees kéint higoen.

Eis Regierung huet sech derzou engagiert, de Weltraumsektor weider ze ënnerstëtzen duerch eng ambitiéis Investitiounspolitik. Och sollen déi Technologien anere Secteuren vun der Wirtschaft zeguttkommen, wéi zum Beispill der Finanzplaz.

Lëtzebuerg investéiert an d'Programmer vun der ESA a vun der EU. Do wëll ech de Programm IRIS² ervirhiewen, dee vun 2023 bis 2027 geet, mat enger Enveloppe vun 2,4 Milliarden Euro. Et geet drëm, en europäesche System fir gesécherter Kommunikatioun via Satellitt op d'Been ze stellen. Lëtzebuerg soll do eng Schlüsselroll spillen an op d'mannst en Deel vun den 170 Satellitten op nidderegem Orbit solle vun der SES bedriwwen ginn. Eist Land géif sech och gutt als Buedemstatioun maachen, mat den Datenzentere an de Capacitéiten, déi schon hei sinn.

Mat der Villzuel vu Satellitten, déi mëttlerweil am Weltall fléien, brauche mer och e bessert Reegewierk fir de Space Traffic Management, an och do wëll d'Regierung Pionéieraarbecht leeschten an e Gesetz fir d'Gestioun vum Trafick douewe schafen.

D'Capacitéiten, déi mir hei hunn, erlaben et och, an anere Beräicher, wéi zum Beispill den Dronen, aktiv ze ginn. Wa mir déi néideg Mëttel hei zu Lëtzebuerg hunn, fir se ze steieren, kéint ee sech jo iwwerleeën, ob ee se net och hei baue kéint. Dobäi wëll ech rappeléieren, dass Dronen eng Villzuel vun Applikatiounen hunn, esouwuel zivill wéi militäresch. Si si genesou en Hëllefsmëttel fir eis Landwirtschaft an eise Wäibau oder eise Kampf géint de Klimawandel ewéi fir eis Arméi.

De Krich an der Ukrain huet eis all virun Ae gefouert, wéi wichteg et ass, an eis Verdeedegung ze investéieren an eis Engagementer vis-à-vis vun eise Bündnispartner an der EU an an der NATO ze respektéieren.

D'Regierung huet sech engagiert, 1 % vum PIB bis 2028 an d'Defense ze investéieren a mëttelfristeg op 2 % vum RNB eropzegoen. Konkreet schwätze mir vun enger Milliard u Méiausgaben. Dat ass e groussen an e wichtege Sprong. Mir gesinn dëst als eng Opportunitéit, Defense an Diversifizéierung ze verbannen. Mir wëllen, dass dës Ausgaben eiser

Wirtschaft, eisem Land eppes bréngen. Mir wëllen iwwert dës Ausgabe Wuesstum an Aarbechtsplaze schaffen, andeem mir eis op eis Stärkte konzentréieren.

Dëst sinn eng Rei Pisten, wéi mir dat kéinte fäerdegbréngen:

Engersäits kënne mir eis Infrastruktur verbessern. D'Moderniséierung vum Häreberg ass gestëmmt, de Blesdall an de Waldhaff komme gläich no, an et ass richtig a gutt, dass dës Projete prioritär behandelt ginn.

Och de Findel soll permanent um Niveau gehale ginn, well dank senger laanger Landepist a senger NATO-Pipeline spillt en eng wichteg Roll an der Infrastruktur vun der NATO an Europa.

Une voix | Très bien!

Mme Diane Aدهm (CSV), rapportrice | Ech wëll och op dëser Plaz nach eng Kéier op d'Iddi vum Militärspidol zrëckkommen, déi schon zënter 2015 zirkuléiert. E Militärspidol wier net nëmmen e wichtege Bäitrag vun eisem Land fir d'NATO, mee och fir de Gesondheetssystem vun eisem Land, wa mir et fäerdegbréngen, e mat der Fuerschung am Gesondheetsberäich ze kombinéieren.

Op dëser Plaz ass et och wichteg, de Lien ze maachen zur Cybersécherheet, déi fir mech eng Schlüsselroll an der Verdeedegung vun eisem Land spillt. Kommt, mir bündelen déi Kräfte, Infrastrukturen an Acteuren, déi schon hei sinn an entwéckele performant Cyber-Ofwiersysteme a gesécherter Kommunikationtechnologien. Eis Expertis ass do e grouse Meerwärt fir d'NATO a gëtt eis eng international Visibilitéit a Kredibilitéit.

Zu deenen Technologie gehéiert och de Weltraum. Mat GovSat fir d'Telekommunikatioun a LUXEOSys fir Biller hu mir zwee Satellitten. Deen een ass zënter 2018 operationell an deen anere soll dëst Joer a Betrib geholl ginn. Des Weideren hu mir mat der SES en Acteur, dee ganz wäit ass an der Kommunikatioun iwwer Satellitt, an d'SES huet och eng Entitéit an den USA gegrennt, fir mam amerikanesche Verdeedegungssektor zesummeschaffen. Als Aktionär vun der SES soll de Lëtzeburger Staat dës Expertis unzaalen.

Investissementer an Technologie an Defense mobiliséieren immens vill Kapital. Mir schwätzen hei vu Milliardeneträg. Duerfir brauche mir ... Hei feelen e puer Säiten. Et deet mer leed.

(Mme Aدهm récupère les documents manquants.)

Entschëllegt, dat ass mer peinenlech. Voilà!

(Brouhaha)

Ech huelen de leschten Abschnitt nach eng Kéier, wou ech amgaange war: dass mer Milliardeneträg fir Investissementer an Technologie an Defense mobiliséieren. Eent vun de Stéchwierder, wat ech do bréngen wëll, ass de Future Fund, dee mir zesumme mam Europäeschen Investitionsfond op d'Bee gesat hunn. En anert Stéchwuert ass Blended Finance, eng Form vu Public-Private-Partnership, déi mir haut scho benotzen, fir an nohalteger Projete ze investéieren.

Mir denken, et wier gutt, déi divers Initiativen, déi et scho gëtt, an eng national Agence fir déi digital Transitioun zesummeschleissen an eis Kräfte domadder besser ze bündelen an ze koordinéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst sinn e puer Punkten, déi ech haut de Mëtteg mat Iech deele wollt. Am Resümee stellen ech fest, dass mir déi richteg Acteuren, déi richteg Infrastruktur, déi richteg Betriber, kuerz gesot, en Ekosystem en place hunn, fir eis Wirtschaft iwwert de Wee vun der

Technologie ze diversifizéieren. De Kär ass do, e muss just nach ausgebaut ginn. Mir brauchen nach méi Betriber an och méi Leit, fir eis weiderzeentwécklen. Doru schafft dës Regierung mat Nodrock, an dat ass och gutt esou!

Här President, ech wéilt mä méndleche Rapport net ofschléissen, ouni nach op e Sujet anzegoen, dee mir besonnesch um Häerz läit: Et geet em d'Iwwerverschëldung vun de Lëtzebuenger Stéit. Dëst ass e Sujet, dee leider an der öffentlecher Diskussioun tabu ass. Fir déi betrafte Leit ass et awer en Drama: Aarmut dréckt an d'Iwwerverschëldung an d'Iwwerverschëldung mécht d'Leit arem.

Wéi tabu dësen Thema ass, dat mierkt ee schonn, wann ee Statistike vun der Iwwerverschëldung sicht, well et fénnt ee se nämlech net esou einfach. Interessanterweis mécht eis Lëtzebuenger Zentralbank verschidden Etüden iwwert d'Veerschëldung vun de Stéit. Dës Etüde baséieren op Ëmfroen, déi si zesumme mam LISER mécht.

An de Resultater gesäit een, dass d'Veerschëldung par rapport zum Revenu disponible vu 75 % am Joer 1996 op 175 % am Joer 2020 geklomm ass. Den Deel vum Prêt hypothécaire an der Verschëldung vun de Stéit ass vu 57 % an den 90er-Joren op 81 % am Joer 2020 gewuess. D'Erklärung heivu sinn déi héich Immobiliepräisser. Des Weideren hu 35 % vun de Leit zu Lëtzebuerg e Prêt à la consommation, an dat ass meeschtens, fir en Auto ze kafen.

Laut dem rezente Rapport annuel 2023 vum Familljeministère gëtt et aktuell hei zu Lëtzebuerg 730 Dossiere wéinst Iwwerverschëldung. An engem ganz interessante Gespréich mat der Ligue médico-sociale si mir méi gewuer ginn iwwert d'Iwwerverschëldung vun de Stéit an och, wat eventuell kann dogéint gemaach ginn.

Eng vun den Haaptpisten ass d'Éducation financière, an dat schonn an der Grondschoul respektiv am Lycée. Laut der CSSF an der Fondatioun ABBL hu knapps

d'Hallschent vun de Lëtzebuenger Awunner zolidd Basiswëssen am Finanzberäich. Hei ass nach vill ze maachen an d'Éducation financière misst an eisen Aen eng obligatoresch Plaz an de Schoulprogrammer hunn.

Mir hunn eis awer och mat der Iddi vun enger Centrale des crédits nom belsche Modell auserneegesat. Hei mussen all d'Prête, déi e belsche Resident huet, bei dëser Kredittzentral gemellt an enregistréiert ginn. Fir Lëtzebuerg kéint dat eng Iddi sinn, natierlech mat den néidegen Upassungen un d'Lëtzebuenger Gesetzgebung. Ech denken do un den Dateschutz an un d'Lëtzebuenger Bankgeheimnis, déi net dierfen a Fro gestallt ginn.

Här President, ech wëll ofschléissend nach eng ganz Partie Mercie lassginn. Virop de Membere vun der Finanzkommissioun e grouse Merci fir hir Disponibilitét an hir aktiv Zesummenaarbecht an dëser Zäit. Merci soe wëll ech och dem Finanzminister a senger Ekip fir déi gutt Zesummenaarbecht. Och e grouse Merci deene verschiddenen Direktiounen vun der Steierverwaltung, dem Enregistrement, der Douane, dem Conseil national des finances publiques, dem Statec, der Cour des comptes, der Direktioun vun der Zentralbank an natierlech all eise Beruffschamberen, ouni deenen hir fundéiert Avisen och dëse Rapport net an dëser Form hätt kënnen ofgeschloss ginn.

Si hunn op en Neits gewisen, dass een och an engem begrenzten Zäitraum eng exzellent Aarbecht ka maachen. Ech verweisen an dësem Kontext op déi héich Qualitéit vun hiren Avisen, wou ganz vill Facettë vun eise Politicke beliicht an analyséiert goufen a vun deene vill Elementer a mäi Rapport gefloss sinn.

De Budgetsrapport ass och eng Aarbecht, déi de Budgetsrapporter net aleng mécht. Duerfir brauch een d'Ënnerstëtzung vu ville Leit. Ech wëll dann och hei vun der Geleeënheet profitéieren an hinnen alleguerten e groussen an opriichtege Merci ausdrécken.

Ugefaange bei menger Famill doheem fir hiert Versteedsdemech, dass ech déi lescht Wochen net ëmmer esou disponibel war wéi gewinnt.

Och e grouse Merci un d'Sekretärin vun der Kommissioun, d'Madamm Caroline Guezennec, déi scho méi wéi 20 Joer laang all Budgetsrapporter ënnerstëtz, awer och Merci un d'Madamm Cristel Sousa an den Här Dan Schmit.

Da wéilt ech och nach de Mataarbechter aus der CSV-Fraktioun Merci soen, an do wéilt ech der zwee besonnesch ervirhiewen. Fir unzefänken de Marc Reiter, eise Secrétaire parlementaire adjoint, dee scho laang am parlamentaresche Geschäft derbäi ass a fir deen et am Géigesaz zu mir net säin éischte Budgetsrapport war, an den Henri Wagener, eise Mann fir d'Wirtschaft an d'Finanzplaz. Mat hirem Wëssen an hirer wäertvoller Mataarbecht hu si vill zum Gelänge vun dësem Rapport bäigedroen. E grouse Merci gëllt duerfir och hinnen zwee.

An ofschléissend soen ech Iech alleguerte Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vun der Budgetsrapporteurice, der Madamm Diane Adehm. Merci villmools, Madamm Adehm.

Muer de Moien héiere mir den Exposé vum Finanzminister Gilles Roth, souwuel iwwert dës zwee Projete wéi och iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, de PSC.

Duerno wäert den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus, Lex Delles, eis d'Presentatioun vum nationale Reformprogramm, dem PNR, maachen.

Domat si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. D'Chamber kënt muer de Moien um 9.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 15.25 heures.)

19^e séance

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président de séance

2. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluri-annuelle pour la période 2023-2027 (suite)

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR)

Exposé des projets de loi 8383 et 8384 et présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC) : M. Gilles Roth, Ministre des Finances (intervention de M. Gilles Baum)

Présentation du programme national de réforme (PNR) : M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

p. 19

p. 19

3. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluri-annuelle pour la période 2023-2027

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

Discussion générale : M. Marc Spautz (interventions de M. Sven Clement, M. Marc Baum, M. François Bausch, M. Georges Engel et Mme Sam Tanson) | M. Gilles Baum

Présidence : M. Fernand Etgen, Vice-Président

Au banc du Gouvernement : M. Lex Delles et M. Gilles Roth, Ministres

p. 24

(La séance publique est ouverte à 09.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech maa-chen d'Sitzung op.

De Fliger huet de President gëschter Owend am Stach gelooss.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Mee ech denken awer, datt en de Mëtten erëm hei ass.

2. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027 (suite)

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR)

Wéi scho gëschter ugekënnegt, héiere mir de Moien den Exposé vum Här Finanzminister Gilles Roth esou- wuel iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle wéi och iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, de PSC. Här Finanzminister, Dir hutt d'Wuert.

Exposé des projets de loi 8383 et 8384 et présentation du programme de stabilité et de croissance (PSC)

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop merci der Madamm Rapportrice, déi elo aleeft, dem Diane Adehm, der Presidentin vun der Budgets- a Finanzkommissioun, fir hire mëndlechen an och schrëftleche Rapport. E Rapport mat interessanten Denkestéiss fir d'Zukunft vun eiser Finanzplaz a fir d'Diversifikatioun vun eiser Economie. E Rapport mat enger staarker perséinlecher Handschrëft fir eis Finanzplaz, jo, e Bekenntnis der- zou, dass eng kompetitiv Economie och eng attraktiv Finanzplaz brauch, dëst, fir e staarke Sozialstaat am Endeffekt ze finanzéieren, e Bekenntnis eigentlech zu de Käroorientatiounen vun der Budgets- a Finanzpolitik vun dëser Regierung. Merci duerfir der Rapportrice fir wäertvoll Iwwerleeungen an och fir hiren Zäitopwand.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Aus eegener Erfahrung weess ech, wéi och aner Kollegeen heiban- nen, wiwill Reunionen, Gespräicher an Aarbecht han- nert esou engem Rapport stiechen. Är Ouschtervakanz, Madamm Adehm, war dëst Joer Schaffen a Schreiwen. Är Aarbecht huet sech awer gelount an d'Éier vun dësem Budgetsrapport ass Är. Merci duerfir.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | Merci awer och allen Institutionen a Beruffskummere fir hir Iwwerleeungen. Dës wäerten net nom Vott vum Budget vergiess ginn. Si wäerten eis och nach weider an der Zukunft beschäftegen. All dës Rapporten an Avisa be- liichten de Budget ënner verschidde Perspektiven. Si droen zu engem méi breeden demokrateschen De- bat bäi.

Nach emol virewech: Dës Regierung steet fir eng responsabel Budgetpolitik. E Budget, deen engem schwierigen Ëmfeld Rechnung dréit. E Budget, deen dem Bierger Vertraue gëtt. Intelligent an zukunfts- orientéiert Investéieren. Ausgaben, déi an hirer Pro- gressioun gebremst ginn. Keen Ofwierge vun dem

duussen Opschwonk, dee mer aktuell gesinn, mee breet Ënnerstützung, do, wou et Sënn mécht, an do, wou et néideg ass.

Keng Aschnëtter mat der Briechstaang, mee eng Stra- tegie, wéi och zum Beispill vum Staatsrot gefrot, déi eis Staatsfinanze mëttelfristeg och ofsécher, eis deen Handlungsspillraum garantéiert, dee mir brauchen, fir d'Erausfuhrerunge vun der Zukunft unzegoen. Dat entspreichend och de Virgabe vun der Europäescher Unioun an hirer lännerspezifischer Recommenda- tioun, wou se gefuerdert huet, mir sollten eis eng Budgetsstrategie ginn, déi eis et erlaabt, mëttelfristeg „on track“ – dat heescht an der Linn – ze bleiwen, dat Ganz kombinéiert mat deenen néidegen Investitiou- nen an och Reforme fir en nohaltege Wuesstum.

Fouss bei Mol halen, net iwwerall d'Ham an der Mël- lech kachen, net iwwerall déi héchsten an deierste Standard bei öffentleche Bauten uwenden, awer och weider an d'Zukunft vun eise Land investéieren. Also Prioritéite bei dem Invest, also eis Betriber stäer- ken, also d'Bierger entlaaschten, Vertraue schafen, dat och besonnesch an dësen onsécheren Zäiten, an deene mir eis befannen.

Jo, mir beweegen eis an onsécheren Zäiten an net eréischt säit haut, mee zënter e puer Joer, an hoffent- lech net méi laang. E Krich un der Grenz vun Europa, eng Kris am Noen Osten, déi sech zouspëtz. Dësem Ëmfeld musse mir och budgetär Rechnung droen. Dëst Ëmfeld beaflosst ganz einfach eise Budget an dëst Ëmfeld huet och en Impakt, en Impakt op d'Kaf- kraaft vun eise Bierger, en Impakt op eis makroeko- nomesch Daten an och en Impakt op d'Aktivitéit vun eise Betriber, an domat eeben och grad op eis öffent- lech lëtzebuergesch Staatsfinanze, dat souwuel bei den Einnahme wéi och op der Ausgabesäit.

Gesond Staatsfinanze sinn de Garant fir d'Stabilitéit an eise Land, fir de sozialen Zesammenhalt, grad elo an dëse Krisenzäiten. Stabilitéit a Vertrauen, dat och mat enger mëttelfristeger budgetärer Zilsetzung, nämlech där och vun engem nationalen Objectif à moyen terme. Dëse wäert an Zukunft Bestanddeel vun eiser Budgetpolitik sinn, dëst, fir de budget- ären Erausfuhrerunge vun eise Land mëttel- a laangfristeg Rechnung ze droen. An ech wäert och dorobber nach weider herno zrëckkommen.

Här President, erlaabt mer als Éischt e Bléck op dat internationaalt Ëmfeld, an deem mir eis beweegen, duerno eng Rei Bemierkungen zum Budget selwer an zum Schluss e kuerze Rappel vun enger Rei vu Priori- téite vun dësem Budget.

Zum internationalen Ëmfeld: Wa mir vum Budget schwätzen, wa mir vun der Entwécklung an Europa schwätzen, komme mir net derlaanscht, e Bléck op d'Ukrain ze werfen. Dëse Krich huet och Auswier- kungen op eist Land, op eis Economie, op eis Gesell- schaft an och op eisen Alldag, esou zum Beispill op d'Präsentwécklung bei den Energieprodukter, esou zum Beispill um Niveau vum Accueil vun de Leit, déi hiert Land hu misse verloossen, esou zum Beispill op d'Ausgabe bei der Verdeedegung. Lëtzebuerg – ech soen et kloer! – ënnerstëtz d'Ukrain. Ech hunn dat och nach eemol bei menger Visite d'lescht Woch bei dem Internationale Wärfong zu Washington zum Ausdrock bruecht.

Zanter dem Ufank vum Konflikt hu mir mat ronn 700 Milliounen Euro d'Ukrain ënnerstëtz, nämlech 328 Milliounen Euro u finanzieller Ënnerstëtzung, direkt an indirekt Hëllef, Zousoen u Préten iwwert d'Europä- esch Unioun an och aner international Hëllefoprogram- mer. 190 Milliounen Euro u militärescher Hëllef, 120 Milliounen Euro – jo, 120 Milliounen Euro! – fir den Accueil vun de Leit, déi hiert Land hu misse verloossen,

29 Milliounen Euro fir d'Scolarisatioun vun ukrai- nesche Kanner, 29 Milliounen Euro och un humanitä- rer Hëllef fir den Neesopbau.

De 4. Abrëll huet d'NATO 75 Joer gefeiert. Haut si mir eis der Bedeutung vun dësem Bündnis vläicht nach e bësse méi a besser bewosst wéi gëschter, besonnesch fir e klengt Land. D'NATO bleift de Garant fir déi mili- täresch Sécherheet. Lëtzebuerg ass Grënnungsmem- ber vun der NATO. Mir wellen a mir wäerten och weider e staarke Partner an der NATO sinn a bleiwen. Dëst spigelt sech och bei de Militärausgaben erëm.

Jo, d'Integritéit vun eise Territoire, d'Integritéit vun de Grenze vun der Europäescher Unioun, d'Verdeede- gung vun deene Wäerter, fir déi eis Virfare laang ge- kämpft hunn, alles dat huet säi Präis, alles dat kascht. Duerfir och den Effort de défense, dee vun 0,77 % vun eise Bruttoinlandsprodukt, déi ursprüngelech virgesi waren, op 0,83 % eropgaangen ass – direkt, also 48 Milliounen Euro méi wéi ursprüngelech virge- sinn. An ech schlëssen haut, ech soen dat kloer an därelech, net aus, datt eis Trajectoire beim Effort de défense kuerzfristeg virgezunn an no uewen uge- passt gëtt, jo, muss ginn.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | International Rendez-vous stinn un. Lëtzebuerg iwwerhëlt do seng Verantwortung. Am Total am Budget vun dësem Joer: 696 Milliounen Euro, dovunner 144 Milliounen Euro, e Plus vun 13 %, fir d'Armée, 291 Milliounen Euro fir de Fonds d'équipement militaire, 193 Milliounen Euro fir d'Direction de la défense, e Plus vun 12 %.

Och de Budget fir d'Cyberdefence, dee geet erop. Bei eiser Defense a bei eiser Armée aleng fir d'Joer 2024 e Budget vu méi wéi 15 Milliounen Euro, eng Verdräi- fachung am Verglach zum Joer 2023.

Beim HCPN, dem Haut-Commissariat à la protection nationale si ronn 5 Milliounen Euro méi agedroen, e Plus vun 12 %.

Da geet d'Bedeedegung vum Staat un de Fonctionne- mentskäscht vum Luxembourg House of Cyber- security och an d'Luucht vun 3,4 Milliounen Euro – de Wirtschaftsminister sëtzt hei – am Joer 2023 op ronn 3,8 Milliounen Euro fir den Exercice 2024, och do eng Hausse vun 11 %.

An dann hunn d'DDoS-Attacke vun deene leschte Wochen op de Staatsreseau eis gewisen, ewéi wichteg et ass, den nationale Scrubbing Center weider aus- zebauen, ewéi wichteg et ass, den Internetreseau vu kriteschen Infrastrukturen op Anomalien an Attacken ze iwwerwaachen. Preventioun ass hei d'Stéchwuert, awer och Detektioun fir eng séier Reaktioun.

Zum budgetären a makroekonomeschen Ëmfeld: Déi geopolitesch Ongewësseheet, vun där ech elo geschwat hunn, huet Auswierkungen op eist makroekonomescht Ëmfeld. D'Zuele verbessere sech a verschidde Be- räicher lues – net schnell, mee hoffentlech konstant an nohaltege. 2023 hu mir e Réckgang vum Bruttoinlands- produkt vun 1 % kennt. De Statec huet en esouguer am Mäerz 2024 op minus 1,1 % fir d'Joer 2023 geschat. 2024 kréie mer, nach ëmmer laut de Previsiounen vun dem Statec, dës Kéier e Wirtschaftswuesstum vun 2 %, manner wéi nach am Stabilitéitspakt 2023 – a mir kréien haut nach d'Geleeënheet, fir doriwwe ze schwätzen – vum leschte Joer virusgesot. Deemools hat de Statec nämlech e Plus am Wirtschaftswues- tum vun 3,8 % fir d'Joer 2024 virusgesot. Wéi gesot, dat sinn d'Zuele vun Statec. Dat sinn och déi Zuelen, op déi, wéi an der Vergaangenheet iwwert déi lescht Joerzëngten, ëmmer de Budget opgestallt gëtt.

Manner optimistesches, soen ech och, weise sech – tradi- tionell, kéint ee bal soen – international Institutionen.

Den FMI, also den Internationale Währungsfond, rechnet mat engem Wuesstum vu plus 1,3 % am lafende Joer. D'Europäesche Kommissioun geet an hire leschte Projektionen och vun engem Plus vun 1,3 % – mengen ech, dat ass virsichteg – fir dëst Joer aus.

Den Emploi, also d'Beschäftegung, geet mat 1,3 % dëst Joer nëmme lues weider. De Chômagetaux, dee läit – dat muss ee soen – iwwert der histoirescher Moyenne, mat 5,9 %. A wann Der rezent Statistike kuckt, leie mer och do méi héich wéi aner Länner.

Et gëtt awer och Lichtblécker. D'Inflatioun kréie mir an Europa, awer och zu Lëtzebuerg no an no an de Grëff. De Statec rechent fir 2024 mat engem Inflationstaux vun 2,2 % – en Taux, deen och eisen nationale Rechnungshaff, also d'Cour des comptes, deelt. D'EU-Kommissioun geet mat plus 2,6 % vun engem nach liicht méi héijen Inflationstaux fir Lëtzebuerg aus. A fir 2025, do rechent de Statec ouni – ech betounen dat: ouni – den Energiepräisdeckel mat engem Inflationstaux vu bis zu 3,3 %. Duerfir wäert dës Präisdeckel net vun haut op muer – an ech soen dat ënnert der Kontroll vun dem Wirtschaftsminister – ofgeschafft ginn. Bien au contraire, d'Regierung, a virop de Wirtschaftsminister, schafft, wéi en dat och gesot huet, un engem progressiven Auslaf am Laf vum Joer 2025 vun dëser Hëllef, dës gemäess och de Recommendationen vun der Europäescher Kommissioun an der Europäescher Zentralbank, wou ech muss soen, déi schonns verlaangen eigentlech, dass mer 2024 géife mat den Hëlfelefen ophalen. Mee ech mengen, mir mussen och responsabel am Interessi vun der sozialer Kohäsioun a wéinst der Belaaschtung vun de Leit do handelen. Dat ass wichteg. Dat schafft Previsibilitéit fir d'Betriber, awer och virun allem fir d'Leit, déi wëssen, wann d'Gas- an d'Elektreschrechnunge kommen, dass dat schonn eng substanzuell Belaaschtung ass fir hiren Haushaltsbudget.

E Liichtbléck, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass och d'Zenspolitik vun der Europäescher Zentralbank. Fir déi fënnfte Kéier hannertenee gouf et keng Hausse méi, zumindest dat net. Rezent Aussoe vun der Presidentin vun der Europäescher Zentralbank, awer och vum Gouverneur vun der Lëtzebuurger Zentralbank, dem Här Gaston Reinesch, deiten eng éischt Baisse vun de Leetzense ronderëm de Summer un. Dëst hätt wuel en Afloss op eise Wuesstum an domadder och op eise Budget. An ech kommen heirobber nach zréck.

D'Eckdate vum Budget hat ech scho virgestallt, duerfir am Telegrammstil: Jo, am Zentralstaat, also deem, wat den eigentleche Kärstaat ass, schreiw mir nach ëmmer rout Zuelen – net, well ech „Roth“ heeschen, mee well et einfach esou ass.

(Hilarité)

D'Defiziter fir d'Period 2023–2027 sinn am Zentralstaat awer manner héich, wéi nach an dem PSC, dem Plan de stabilité et de croissance, vum leschte Joer erwaart. Den Iwwerschoss vun der Sozialversicherung, der Sécurité sociale, geet, Stand haut – Stand haut! – awer progressiv erof duerch, wéi ech virdu gesot hunn, manner Emploi, awer och duerch vill Ofgäng an d'Pensioun. Doduerch gëtt et och eng manner gutt Entwécklung um Niveau vun de gesamtëffentleche Finanzen, well mer jo do mussen de Staat, d'Sécurité sociale an d'Gemengen zesammenzielen, wéi nach an dem PSC, dem Stabilitéitsplang, vun 2030 virgesinn.

Ee Wuert zum Defizit vun 1,9 Milliarde bei der Zentralverwaltung: eng Progressioun, jo, vun 260 Milliounen Euro par rapport zu 2023, awer manner Progressioun wéi téschent 2022 an 2023. Eng Hausse, déi sech duerch déi allgemeng Präisdeierecht erkläert, duerch

d'Moosnamen an dem Solidaritéitspakt 3.0, déi mer an enger grousser Majoritéit hei zesummen an der Chamber no den Tripartitt-Diskussiounen gestëmmt hunn, den Energiedësch an och d'Moosnamen an dem Wunnengsbau, awer och – an dat soen ech kloer – duerch d'Adaptatioun vun dem Steierbarème un d'Inflatioun. Gläichzäiteg eng Baisse – an dat soll een och ënnersträichen – vun 1,6 Milliarden Euro am Verglach zu den Zuelen, déi virlouche bei der Regierungsbildung zu Senneng – als Erklärung dozou. Eng gutt Entwécklung vun der Recettésäit Enn 2023, déi sech och dëst Joer bemierkbar gemaach huet. E Méindeg hunn ech dat mat konkreeten Zuelen an der Budgets- a Finanzkommissioun, och an der Budgets-kontrollkommissioun ënnert der Présidence vum Här Fayot, duergeluecht. D'Efforten awer och um Niveau vun der Ausgabesäit, dëst ouni alles ze sträichen – dat ass guer net d'Intentioun –, mee doduerch och, datt mat mir mat alle Ministeren, an ech ënnersträichen dat, duerch de Budget gaange sinn: e kollektiven an och en éierlechen Effort vun der ganzer Regierung!

Op der Recettésäit: Déi positiv Tendenz, déi mer Enn 2023 gesinn hunn, bestätegt sech fir déi éischt dräi Méint och dëst Joer, besonnesch eng Hausse vun 11,6 % bei den direkte Steieren an hei bei der Kierperschaftssteuer, déi d'Betriber bezuelen, bei der Gewerbesteier, déi d'Betriber bezuelen, an awer och bei der Lounsteuer trotz der Adaptatioun vun dem Steiertarif, awer och – an dat ass erfreeslech – e Plus vu 5,6 % bei der Enregistrements- a bei der TVA-Verwaltung. A mir si ganz zouversichtlech, d'Virgaben aus dem Budget um Enn vum Joer, sauf incident majeur, kënnen ze erreechen.

Jo, ech verweisen hei op de leschte Vertrauensindex vun de Verbraucher vun der Zentralbank: eng positiv Grondstëmmung beim Bierger, wat déi wirtschaftlech Lag vum Land, awer och hir eege finanziell Situatioun uegt.

Dann eis Finanzplaz: Si schléit sech gutt am internationale Verglach. Am Global Financial Centres Index leeë mir véier Punkte bäi. An d'Resultater vun de Banken – d'Madamm Adehm ass gëschter dodrobber agaang –, déi loosse sech och weisen: déi lescht Joren eng Hausse vu 45,1 % viru Provisionen a Steieren, eng Hausse vu 67,3 % bei den Nettoresultater vun de Banken op der Lëtzebuurger Finanzplaz, dat Ganz bei – gëschter ass et gesot ginn – 51.591 Aarbechtsplazen, Stand haut, am Finanzberäich. Eng Finanzplaz, déi weesentlech zum Wuelstand vum Land bäidréit. Eng Finanzplaz, där hir Kompetitivitéit mir fest am Bléck hunn. Mir wäerten hir dee Kader schafen, dee si fir hir Entwécklung brauch. Alles anert wier mam Feier gespillt.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | D'Wichtigkeet vun der Finanzplaz weist awer och – an d'Rapportrice, d'Madamm Adehm, huet dat zu Recht ënnerstrach – d'Noutwendegkeet, nei Standbee fir eis Economie ze schafen. An dat läit net nëmme u Google – fir et emol esou auszedrécken. D'Recettë lafen also weiderhi gutt. Dorop kann een och opbauen.

Op der Ausgabesäit: D'Ausgabe wuesse weider. Jo, ech soen et, d'Ausgabe wuesse weider, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze erhalen, fir eis Betriber ze stützen an ze ënnerstetzen, fir eis Investissementer héich ze halen. An d'Chambre des Métiers, also d'Handwierkerkummer, begréisst dëst ausdrécklech.

Mee eis Ausgaben, dat soen ech awer gradesou kloer, wuesse manner séier wéi déi d'lescht Joer. 2023 hate mir eng Progressioun vun den Ausgabe vun 11,5 %, 2024 viraussichtlech vu 7,6 %. Dat ass nach ëmmer e Plus. Ech hunn ni eppes aneres gesot. An trotzdeem gëtt op där enger oder anerer Plaz versicht, et dann aneschtters duerstellen.

Wat hunn ech de 6. März hei op der Chambertribün gesot? „Efforte sinn [...] um Niveau vun de lafenden Ausgaben, de Fonctionnementskäschte gemaach ginn. D'Progressioun ass hei am Verglach zu de Virjore manner staark.“ Dir gesitt also, dass hei Efforte gemaach goufen. Dat ware meng Wieder.

Et ass wichteg, dat Ganz an de richtege Kontext ze setzen. Dat waren net déi 2,4 Milliarden Euro Defizit beim Zentralstaat, déi am Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm 2023 ausgewise goufen. Neen, dat waren 3,6 Milliarden Defizit, déi an der Note au formateur stoungen, also dem Kassensturz, deen d'Regierung bei hirem Untrëtt virgeluecht krut. An déi Efforte vun der Regierung situéiere sech genee an deem Kontext.

An ech nennen Iech och konkreet e puer Beispiller: Am Finanzministère, fir deen ech dann am Numm vun der Regierung responsabel sinn, si ronn 320 Milliounen Euro manner ageschriwwen ginn, dat virun allem, well decidéiert gouf, nei Gebailechkeete fir Staatsverwaltunge prioritär ze lounen an net alles ze kafen. D'Präisser, Dir Dammen an Dir Hären, vu 15.000 Euro de Meeterkaree fir Bürosgebaier um Kierchberg musse leider och der Vergaangenheet ugehieren.

An der Fonction publique si ronn 74 Milliounen Euro manner ageschriwwen ginn, dat virun allem, well maner Astellung gemaach goufen, wéi an der Trajectoire an der Note au formateur virgesi war.

D'Artikelen am Ëmweltministère si mat ronn 121 Milliounen Euro manner dotéiert. Engersäits gëtt d'Bedeelegung vum Staat um Invest vun der SEBES an Héicht vu ronn 66 Milliounen Euro op eng méi laang Period gestreckt. Anerersäits goufe 55 Milliounen Euro manner a Spezialfongen agespeist, dat duerch eng méi realistesch Budgetsäschzung.

An dem Landwirtschaftsministère ass de Fonds d'orientation économique et sociale mat 10 Milliounen Euro manner agespeist ginn ewéi an de vi-regte Previsiounen virgesi gouf.

D'Käschte fir d'Planifikatioun an den Aménagement zu Gewerbezone sinn an dem Wirtschaftsministère ëm ronn 25 Milliounen Euro no ënne revidéiert ginn.

De Budget vum Sportsministère ass ronn 35 Milliounen Euro manner héich ausgefall, dat besonnesch well Infrastruktuurarbechte manner schnell virukommen.

De Projet vun enger Maison de santé et des sports zu Esch-Belval ass am Gesondheitsministère no hanne geréckelt ginn. D'Helpline Santé, e Projet, dee virun allem am Kontext vun dem Covid gebraucht gouf, ass aus dem Budget erausgeholl ginn.

D'Acquisitioun an den Transport vu Spezialgefiere fir eis Verdedegung am Mali, am Niger, am Burkina Faso konnten aus dem Budget erausgeholl ginn – 2,3 Milliounen Euro –, well se entweder net direkt gebraucht ginn oder just gelount ginn.

Fazit: D'Budgetssituatioun ass besser wéi nach virun e puer Méint beim Untrëtt vun dëser Regierung.

Mee domat ass et net gedoe fir eng responsabel Budgetpolitik. Mir wëllen eng Budgetpolitik mat engem positive Schéiereffekt ab dem Joer 2025, mat enger klorer Prioriséierung vun Investitiounen an Zukunftsberäicher, mat engem nationalen Objectif à moyen terme, dem OMT.

De positive Schéiereffekt, d'Tendenz, déi mir usteieren, ass kloer. Den negative Schéiereffekt, also e méi staarkt Uwuesse vun den Ausgaben am Verglach zu den Einnahmen, gëtt 2024 méi kleng ewéi 2023. Vun enger Differenz vun 1,9 Prozentpunkten 2023 gi mir dëst Joer op nach 0,5 Prozentpunkten erof.

2025 schaffe mir un engem positive Schéiereffekt. Eis Einnahme wuessen dann – hoffentlech – méi schnell wéi eis Ausgaben.

D'Einnamen hu sech déi éischt dräi Méint vum Joer, an dat krut Der e Méindeg virgeluecht, gutt entwéckelt. Och d'Ausgabe klamme weider, mee manner schnell wéi déi lescht Joren. Déi eng Beruffskammere verlaangen an hiren Avisen zu dem Budget 2024 méi eng virsiichteg Finanzpolitik mat manner héijen Ausgaben. Déi aner verlaangen an hiren Avise genau de Contraire mat méi héijen Ausgaben.

Déi duerchschnëttlech Progressioun vun den Ausgabe vu 4,9 % iwwert déi nächst Joren, och wann dës Progressioun vu Verschiddenen als virsiichteg agestuut gëtt, dréit deenen onsécheren Zäiten, an deene mir eis befannen, Rechnung. Wéi ginn déi grouss geopolitesch Spannunge weider an der Ukrain, am Noen Osten, op anere Plazen an der Welt? Ech hu keng Kristallkugel.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt et: e schwieregt Ëmfeld, fir Previsiounen ze maachen. Dorobber gëtt a bal all Avise vun de Beruffskammere hingewisen.

De PSC, de Stabilitéits- a Konjunkturpak analyséiert duerfir nieft dem zentralen Zenario, dee Stand haut als dee realisteschten ugesi gëtt, och nach aner Zenarien. An dat ass extrem interessant. Jo, jee nodeem, ob mir 0,5 % méi oder manner Croissance hunn ewéi déi 2 %, déi elo virgesi sinn an op déi de Budget och tabléiert, läit den Defizit bei dem Gesamtstaat Enn 2024 bei entweeder minus 1,4 %, wann et schlecht geet, oder, wann et besser geet, bei 1 % vun dem Bruttoinlandsprodukt an net méi bei den 1,2 % wéi haut virgesinn. En Ënnerscheid, deen ëmmerhin awer bis zu 313 Milliounen en chiffre absolu ausmécht.

A bei der Zëssituatioun ass et nach méi frappant. En aneren Zenario ass nämlech hei mat enger zousätzlecher Baisse vun den Zënse vun 100 Basispunkten, technesch ausgedréckt, praktesch ausgedréckt, vun 1 % op den Zënstaux am Laf vun dësem Joer. An deem Fall géif de Wuesstum dëst Joer net bei 2 % leien, mee bei 3,4 %, den Defizit vum Gesamtstaat wier Enn 2024 dann net bei 1,2 %, mee bei 0,6 % an dat géif ronn 480 Milliounen méi oder manner ausmaachen, jee nodeems, wéi d'Zëssituatioun ass. Ech gi perséinlech dervun aus, ouni an der Glaskugel ze sätzen, dass d'Zënse awer bis zum d'Enn vum Joer vläicht wäerten erofgoen.

Also en Ëmfeld, dat eng gewësse Virsicht verlaangt an och eng responsabel Budgetpolitik duerch déi richteg Prioritéitesetzung bei den Ausgaben. Op Dauer packe mir eng järelech Hausse vun 10 % vun de Funktiounenskäschten net. Mir wäerte weider Personal beim Staat stellen, mee weider esou schnell ze wuessen ewéi déi lescht Joren, wäert net méiglech sinn, och, awer net nëmmen, well mir ëmmer méi Schwieregkeeten hunn, iwwerhaupt déi gefrote Profiller beim Staat ze fannen. Mir setzen duerfir verstärkt op d'Digitalisatioun, intern beim Staat, awer och an der Relatioun mat de Bierger.

De Wee eraus aus der Kris bedeit och, de Leit an de Betriber Zukunftsperspektiven opzesechen. Mir wëllen d'Leit weider entlaaschte mat engem weidere Schrëtt bei der Adaptatioun vun dem Steuerbarème, awer och 2025, wéi et an dem Regierungsprogramm steet, mat éischten Akzenter an der Steuerklasse 1a, dat en vue vun enger méi déifgräifender Reform, och, esou wéi et an dem Regierungsprogramm steet, déi Joren duerno, esou wéi dat och an enger Rei vun Avisen gefrot gëtt, zum Beispill am Avis vun der Chambre des Salarisés awer och an deem vun der Chambre

des Fonctionnaires. De Betriber gi mir méi Planungssécherheet, kuerzfristeg mat enger Baisse vun der Betriebsbesteuerung.

E kuerze Rappel dann och nach vun enger Rei vu Prioritéiten aus dësem Budget. Zum Wunnengsbau: De Wunnengsbau ass eng grouss Erausforderung, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee mëttlerweil a ville Länner an der Europäescher Unioun. Präisser, déi erfoginn: Am véierten Trimester 2023 hu mer e Minus vu 7,6 % bei neien Appartementer am Verglach zum leschten Trimester vun 2022, e Minus vu 14,5 % souguer bei besteeënden Appartementer. Eng Demande, déi staark zrëckgaangen ass: Am véierten Trimester 2023 e Minus vun 72,8 % vun Transaktiounen bei neien Appartementer, dat am Verglach mam véierten Trimester vun 2022, e Minus vun 28,6 % bei besteeënden Appartementer. Duerfir och – an dat muss een och am A behalen, wann ee vu Wunnengsbau schwätzt – e konjunkturbedéngte Chômage partiel fir Deeler vum Bausecteur. Verschidden Entreprisë risquéieren, nach dës Woch schlecht Annoncë mussen ze maachen, a mir mussen alles drusetzen, fir Chômage a Failliten hei ze evitéieren.

M. Gilles Baum (DP) | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | An duerfir muss mer och, Här Baum, de Marché eebe stabiliséieren. Den FMI, den Internationale Währungsfond, huet dee rezente Moosnamepak – ech soen dat ganz kloer –, dee vun der Regierung, och gekuckt an déi Moosname sinn dem FMI no vill op d'Demande axéiert. Dat ass richtig. Mee déi kucken dat aus engem ekonomesche Standpunkt. Mir hunn awer als responsabel Politik hei och no der sozialer Stabilitéit an der sozialer Kohäsioun ze kucken a mir hu keen Interêt drun, dass vill Leit, déi vu wäit hierkommen, fir am Bau ze schaffen, eist Land verloossen an dass mer, wann et erëm ugekuerbelt ass, dann net méi déi néideg Force fannen, fir bei eis an dem Bausecteur ze schaffen. Well wéi soe mer ëmmer? Wann et dem Bau gutt geet, geet et dem Handwierk gutt, a wann et dem Handwierk gutt geet, geet et dem Land gutt.

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | D'Chambre des Métiers, Dir Dammen an Dir Hären, begréisst och dofir dese Moosnamepak, deen d'Regierung virgeluecht huet a bei deem ech hoffen, Här President, dass en nach am Laf vun der éischter Hallschent Mee kann hei an der Chamber verabschit ginn. Villes hänkt vun dem zousätzlechen Avis vun dem Staatsrot of. Och d'Chambre des Salarisés weist sech mat villen, wann och net allen Deeler – an dat verstinn ech – vun dësem Pak ze fridden.

Fir d'Regierung gëllt et elo, déi kuerzfristeg Moosnamen ze huelen, déi néideg sinn, fir eng Verschäerfung, wéi ech et gesot hunn, vun der Kris am Bausecteur ze verhënneren, fir d'Demande kuerzfristeg och nei unzekuerbelen. Den FMI réit eis, d'Prioritéit op d'Investitiounen an abordabele Wunnraum ze setzen. Dat deele mir. Dat deckt sech mat deem, wat de Staat kuerzfristeg entscheet huet: bal eng halfe Milliard, Dir Dammen an Dir Hären, an de Kaf vu VEFAen, also neie Bauten, virun allem neie Logementer, ze stiechen.

Do derbäi kënnt och eng substanzuell Hausse bei der sougenannter „Aide à la pierre“ vun dem Logementsminister iwwert de Spezialfond Wunnengsbau. Mee eise Pak, deen ass awer méi breet gefächert. Steuerlech Ureizer fir de Kaf vun engem Eegenheim an den Invest an de Locatif, Direkthëllef fir d'Leit an eng adequat Budgetsveloppe fir den Ausbau vu Sozialwunnengen: Dëst alles si Moosnamen, fir nees Schwong an de Wunnengsbau ze bréngen, an domat och fir d'Stärkung, wéi ech et virdru gesot hunn, vun

eisem sozialen Zesammenhalt, mam Zil awer, d'Offer iwwer eng Demande, déi eeben net méi do ass, kuerzfristeg nees unzekuerbelen, an dat zäitbegrenzt – soen ech gradesou kloer – mam Zil am Endeffekt, de Personalofbau am Bau ze verhënneren.

D'Aktivitéit huet bei dem besteeënde Bau zënter Januar nees zougeholl, dëst mat der Annonce vun der Regierung hire Moosnamen an dem Logementspak den 31. Januar. Dat ass sécherlech och op de Quart du taux global zrëckzeféieren, eng vun de Moosnamen, déi hëlleft, gradewéi an der Vergaangenheet nees Schwong an de Secteur ze bréngen. D'Cour des comptes freet mat Recht, dass en enke Suivi vun all dese Moosnamen gemaach gëtt. D'Regierung wäert der Chamber déi entspreichend Informatiounen liwweren.

Am éischten Trimester 2024 ass de Volumen un Immobilienakten, Actes avec mutation immobilière, ëm 9,1 % am Verglach mam leschten Trimester aus dem Joer 2023 eropgaangen. Duerfir wäert d'Regierung weider Moosnamen an Kader vum Logementsdësch huelen, deen de Premier och nach eng Kéier aberuffe wëll.

Och d'SNCI, eis national Kredit- an Investitiounsbank, huet hei eng Roll ze spillen. Esou huet d'SNCI direkt am Hierscht 2023 hir Instrumenter un d'Kris am Bausecteur adaptéiert. Dëst erlaabt der SNCI, Lëtzebuurger Betriber, Lëtzebuurger Betriber aus dem Secteur, déi e finanziellen Engpass hunn, ze entlaaschten. D'SNCI kann – dat ass net iwwerall bekannt – bis zu 80 % vum Kredit, deen e Betriber ophëlt, iwwerhuelen. D'Hausbank vun betraffene Betriber iwwerhëlt déi aner 20 %. De Betriber brauch also an enger éischter Phas manner Eegemittel: SNCI.

Zesumme mat grouse Banken, déi de Wunnengsbau finanzéieren, schafft d'SNCI och weider un zousätzlechen Instrumenter, dëst, fir nees nei Dynamik an de Bau ze bréngen. Fir mech als Finanzminister ass et wichtig, datt all bedeelegt Acteuren zesummeschaffen, hir Responsabilitéit huelen. Dozou zielen de Staat, d'Banken, awer och d'Baufirmen an d'Promoteuren an ech wäert an deem Sënn weider mat hinne am Gespréich bleiwen.

Zu Educatioun, Kanner a Jugend. Jo, et ass jo vill gesot ginn: „Mir héieren näischt Soziales.“ Fir e staarkt Lëtzebuerg och an der Zukunft muss mir weider an d'Bildung investéieren. Eist Land wisst. D'Zuele vun de Schüler pro Joer klammen ëm ee Lycée pro Joer an d'Erausforderunge si villfälteg. Duerfir brauche mir schnell – ech betounen et: schnell! – nei Schoulen a méi Schoulen. Duerfir brauche mir eng Kannerbetreuung, déi adaptéiert ass un d'Liewensgestaltung, déi modern Liewensgestaltung vun eise Familien, an dat – ech soen et kloer – ouni Tabu.

A genee duerfir huele mir dëst Joer an déi Joren duerno ronn véier Milliarden Euro an de Grapp – véier Milliarden Euro! –, fir déi schoulesch Offer fir eis Kanner ze garantéieren, wat eng Hausse och dëst Joer vu 14 % ass. Kanner a Jugendlecher brauchen eng modern Politik, well si sinn eis Zukunft. Duerfir och e staarken Invest an de Kader, an deem se wuessen an och an deem se léieren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Roth, Ministre des Finances | D'Gesetz iwwert de Schutz vun de Jugendlechen ass dobäi och e weesentleche Bestanddeel a soll och schnell ëmgesat ginn, och wann déi Reform schonns laang ënnerwee ass.

Dann zu sozialer Kohäsioun an Zesummeliewen: D'Sozialtransferte sinn eng grondleeënd

Viraussetzung fir d'sozial Kohäsion an eisem klengen Lëtzebuerg. D'Ausgaben a Familj: Inklusioun an Zesummeliewe sinn och net nëmmen dem Familjeminister Max Hahn, dee sech vill engagéiert, esou wichteg, mee, ech mengen, dem ganz groussen Deel vun den Deputéierten, ob se do oder do setzen hei am Haus. An duerfir ass och am Budget 2024 e Budget vu ronn 2,4 Milliarden Euro ageplangt. Dat ass eng Hausse vun 10 % par rapport zu 2023. Duerfir, dës Hausse gëtt begrënnert duerch den Nationale Solidaritéitsfong, deem dem Familjeminister ënnersteet, deem ëm 13 % op 428 Milliounen Euro opgestockt gëtt, dovunner 230 Milliounen, Dir Dammen an Dir Hären, eleng fir de REVIS – e Plus vun 19 %; d'Zukunftskeess – och de Familjeminister –, fir déi 1,48 Milliarde virgesi sinn, dovunner 71 % eleng fir d'Finanzéierung vun dem Kannergeld; de Budget fir d'Zesummeliewen, deem ëm 45 % gehéicht gëtt, 10,5 Milliounen, dat virun allem, fir d'Gesetz vum 1. Januar 2024 iwwert de Vivre ensemble mat Liewen ze erfüllen.

D'Mobilitéit an energeetesche Transition an engem moderne Land: Een zentraalt Element vum Zesummeliewen an eisem Land ass och d'Mobilitéit. Mir setzen dobäi op d'Multimodalitéit, dat heescht dorop, souwuel den Individualverkéier wéi och den öffentliche Transport ze verbesseren. Sou investéiere mir an den nächste véier Joer ronn 4,3 Milliarden Euro an d'Schinn an an d'Strooss. D'Mobilitéit douce gëtt och gestärkt mat dem Ausbau vun de Vélosweeër, wat der Madam Backes besonnesch um Häerz läit. D'Mobilitéit besser plangen, dat heescht, eisen öffentliche Transport esou effizient wéi méiglech ze organiséieren. Duerfir ginn dem Observatoire digital de la mobilité déi néideg finanziell Mëttele gestallt.

Autonom an nohalteg: Esou soll och eis Energie produzéiert ginn. Den Ausbau vun erneuerbaren Energien ass a bleift eis iewescht Prioritéit – iwweregens vun der ganzer Regierung. Dat ass weeder einfach nach bëlle. Mir rechne mat zousätzlechen 152 Milliounen Euro fir d'Präisdeckelung beim Elektreschen. Eng wichteg Enveloppe fir d'energeetesche Transition ass och den europäesche Fong vun dem Recovery and Resilience Facility. Komplizéiert, mee mir schwätze jo och iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsplang an duerfir muss ech hei kuerz dorobber agoen. An deem Kontext benotze mir eigentlech d'Suen aus eisem nationale Plang fir d'Reprise an d'Resilienz, fir d'Bierger an d'Betriber um Wee vun der grénger an digitaler Transition ze begleeden.

Hei och eng Kéier: Mir sinn net nëmme Bezueler an d'Europäesch Unioun – och dat soll ee soen –, mee dës Kéier kréie mer och eppes. Ënnert där fréierer Regierung – an dat soen ech – gouf dat richteg gutt ausgehandelt. D'Gesamtenveloppe, déi Lëtzebuerg iwwert de Plang fir d'Reprise an d'Resilienz kritt, beleef sech nämlech op 241 Milliounen.

D'CO₂-Steier féiert zu geschaten Einnahme vun 282 Milliounen Euro. Mee opgepasst: Dës Steier bréngt eis net méi Suen an d'Keess! Zanter dem Pic 2019 sinn d'effentlech Recetten op dem Verkauf vun Diesel a Bensinn réckleefeg gewiescht, mee dat ass eng decidéiert Politick. An dozou steet och déi nei Regierung. Dat ass an der Opposition vun enger Partei, déi elo an der Regierung ass, ënnerstëtzt ginn, an do hält se och Wuert als Regierungspartei.

Trotzdem investéiere mir weider an d'sozial Offiederung vun dëser Tax mat der Aféierung vun dem CO₂-Steierkredit, deem ënnert der fréierer Regierung richtegerweis och agefouert gouf, der Weiderféierung – „Weiderféierung“ soen ech – vun der Energieprim an der Speisung vun dem Klima- an Energiefong mat Recetten, déi eigentlech réckleefeg sinn.

Zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, nach ee Wuert zur Ausriichtung vun der Budgetspolitick. Fir eis gehéiert d'Afféierung vun engem nationalen Objectif à moyen terme, dem OMT, also enger mëttelfristeger budgetärer Zilsetzung, zu enger responsabeler Budgetspolitick. Dat am Interessi vun de méi jonke Generatiounen. Dat, fir Previsibilitéit ze schafen. Dat am Sënn vun enger éierlecher an transparenter Budgetspolitick. Dat awer och, fir dat internationaalt Vertrauen an eist Land, an eis Finanzplaz ze erhalen. Fir Lëtzebuerg als kleng an offen Ekonomie mat enger grousser Finanzplaz ass et wichteg, op Dauer gesond Staatsfinanzen ze hunn.

D'Finanzplaz, Dir Dammen an Dir Hären, déi leeft virun allem vun hirer Reputatioun. An dozou gehéiert och vum Staat eng gläwiedeg Budgetspolitick. Dorunner gi mir gemooss. D'Richtung muss also stëmmen, dat duerch en transparenten, novollzéibare Kader. Den europäesche Kader op deem Plang – an d'Europaparlament huet sech jo och geschéier doriwwer ausgeschwat – wäert 2025 elo definitiv änneren. Et wäert kee Stabilitéits- a Wuesstumsplak méi ginn. Mir wäerte kee mëttelfristeg budgetäert Zil, keen OMT méi am europäesche Kader fir Lëtzebuerg gesat hunn. Mir kruten dee jo ëmmer gesat, well mer gesot hunn: „Mir mussen e Plus erwirtschaften.“ Firwat? Mee fir der Veralterung vun der Populatioun Rechnung ze droen.

Mir wëllen eis also als Regierung nieft den europäeschen 3 %-Defizit- a 60 %-Schuldereegelen een nationalen Objectif à moyen terme weider ginn.

Ech soe „weider“, well den OMT ass jo eigentlech näischt Neies. Mir hunn dësen Indicateur virun zéng Joer op europäeschem Plang agefouert. An deem Sënn géife mir just dat weiderféieren, wat et schonns gëtt a wat och ënner viregte Regierungen ëmmer bäibehale gouf. An dëst entsprécht och de Recommendationen vun dem Internationale Wärfong, awer och vun eisem nationale Conseil national des finances publiques, an och vun eiser Zentralbank, iwwert déi si an hirem Avis dës Initiativ begréisst huet.

Dësen OMT soll also gesetzlech verankert ginn. An all konstruktiv Contributioun – Einzelner ware gemaach ginn de leschte Méindeg an der Budgetkontrollkommissioun – huele mir gären un.

Mir leeën eis domat – an ech wëll dat kloer soen – kee Korsett un. Den OMT bedeit, dass mir op qualitative Wuesstum setzen an d'Sue geziilt ausginn. D'Regelwierk wäerte mir esou gestalten, dat mir op Krisen oder aussergewéinlech Schocken natierlech flexibel reagéiere kënnen. Et ass wichteg, e Signal an d'Investisseuren ze ginn, dat mir weiderhin eng responsabel Budgetspolitick wäerte bedriewen, Kredibilitéit a Vertraue schafen. Dat wäert sécherlech och zum Bäibehale vun dem Triple-A derzougehéieren an deem zeguttkommen.

Jo, Dir Dammen an Hären, et ass nun eemol esou, dass Fitch, Scope, Moody's a Co dem Niveau vun eiser Staatsverschuldung an dem längerfristige Spillraum eng grouss Bedeutung zoumoossen. Mee si bestëmmen net eis national Budgetspolitick! Dat maache mir heiheim selwer. Awer am Interessi vum Land droe mir den Observatiounen vun der Ratingsagencé Rechnung. Dat eeben, fir der makroekonomescher Volatilitéit, där eis offen Ekonomie duerch hir Gréisst ausgesat ass, ze begéinen.

Zur Konklusioun: Här President, et ass dëst e Budget, deem der Chamber zur Diskussioun an zum Vott virgelleucht gëtt: mat Entlaaschtungen, souwäit et méiglech ass; mat weiderhin héije Sozialleeschungen; mat Investissementer a Land a Leit; mat enger Prioritéit a Beräicher mat Zukunftsperspektiven. A virun

allem geet et drëms, eis Staatsfinanzen op eng Trajectoire ze setzen, déi den néidege finanzielle Spillraum léisst, fir op d'Erausforderungen vun der Zukunft kënnen eng Äntwert ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Finanzminister Gilles Roth. Merci villmoos, Här Roth.

Mir héieren elo den Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus, den Här Lex Delles, fir d'Presentatioun vum nationale Reformprogramm, dem PNR. Här Delles, Dir hutt d'Wuert.

Présentation du programme national de réforme (PNR)

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Merci villmoos, Här Président. Dir Dammen an Dir Hären, de Finanzminister ass op déi verschidden Eckdaten, souwuel vum Budget wéi vum PSC, agaangen. Ech géif elo hei d'Eckdate vum PNR maachen.

Mir sinn am Moment an enger ganz spezieller Situatioun, well mer souwuel de Budget wéi och de PSC an de PNR hei matenee virstellen, op där anerer Säit déi ganz Gouvernance économique am Kader vun dem europäesche Plan budgétaire, structurel à moyen terme wäert ëmgebaut ginn, soudass et och fir d'leschte Kéier ass, dass de PNR ënnert dëser Form hei haut presentéiert gëtt.

Wat awer ganz wichteg ass: dass mer souguer bei dësem PSC-PNR-Exercice, wou mer wëssen, dass mer an enger Phase transitoire sinn, dëst awer zesummen am Dialogue social national maachen, dass mer zesumme mat de Gewerkschaften, zesumme mam Patronat och d'Presentatioun hei an der Chamber haten, an also och dës Kéier nach deem Exercice esou gemaach hunn, dass mer kënnen weisen, wou mer op déi verschiddene Recommendationen vun der Commissioun och Äntwerten hunn. Dat am Kader vun de Recommendationen, déi d'lescht Joer gemaach gi sinn.

A verschiddene Länner ass dësen Exercice net méi gemaach gi fir dëst Joer. Et war eis als Regierung awer ganz wichteg, dat och nach eng Kéier hei ganz transparent an der Chamber, mat de Sozialpartner och kënnen ze diskutéieren an och dofir hei an d'Commissioun kënnen ze kommen an och haut hei an der Plénière dat kënnen ze weisen. Well et ass en Exercice, wou mer am Fong op déi lescht zwielef Méint kucken, wat d'Recommendatiounen waren, wat ëmgesat ginn ass, an awer och wat d'Äntwerten am Kader vum Koalitiounsprogramm op déi verschidden Defie sinn.

De Contenu vum PNR: Do geet et gréisstendeels ëm déi Recommendationen, déi erkläert gi sinn. Et geet ëm d'Beräicher vun der Budgets- a Steierpolitick, de Sozialsystem, déi digital an ekologesche Transition, de Logement, den Transport bis hin zum Schoulsystem.

Dir gesitt also, et ass e ganz vaste Programm. An ech wäert och hei an deenen nächsten zwou Stonnen dann dorobber agoen, fir dat dann alles kënnen ze erklären. Maacht Iech keng Suergen!

(Hilarité)

Ech mengen, dass de Finanzminister scho ganz vill Punkten ugaangen ass an dass mer déi Saachen och kënnen mateneen deelen.

E ganz wichtige Volet ass awer déi makroekonomesche Situatioun, an där mer eis befannen. De Finanzminister ass drop agaangen. D'lescht Joer, 2023, hate mer eng Rezessioun vun 1 %. An de Statec gesäit och fir 2024 eng Croissance vun 2 % vun eisem PIB vir.

Et muss een dozou soen, dass grad do déi Croissance vun deenen 2 % zwar positiv ass par rapport zu där Decroissance vun 1 %, déi mer am leschte Joer haten, mee awer trotzdem nach ënnert der Moyenne vu Lëtzebuerg vun 3,2 % läit, wa mer d'Moyenne huele vun der Croissance tëschent 1995 an 2022. Dat heescht Croissance jo, mee nach ëmmer méi niddereg wéi an der Period 1995 bis 2022.

Wa mer vun der Rezessioun schwätzen, da gesäit en heiansdo an den Diskussiounen, dass Rezessioun oder eng Decroissance näischt esou Dramatesches wier. Ech perséinlech kenne kee Land, deem et gutt geet, well et an enger Rezessioun ass. Mir hunn och gesinn déi lescht Trimestere vun 2023, wat eng Rezessioun de facto och mat sech bréngt fir d'Wirtschaft an awer och, wéi elo grad nach erkläert ginn ass vum Finanzminister, fir eis budgetär Situatioun.

Mir brauchen also e gesonden an awer och en nohaltege Wuesstum. Dat ass net nëmmen, fir eis Sozialsystemer kënnen ze erhalen an ze stäerken, mee awer och, fir déi massiv Investitiounen a gréng Transitioun kënnen ze begleeden an och kënnen weiderzefueren eebe grad an deenen Ziler, déi mer eis am Kader vum PNEC zum Beispill gesat hunn.

Mir müssen un deene verschidde Parameetere schaffen, fir d'Produktivitéit eropzesetzen, dat am Wee vun der Digitaliséierung, Digitaliséierung och mam Asaz vun der Kënschtlecher Intelligenz.

Wann ech elo op déi spezifesch Recommendatiounen ze schwätze kommen – ech hunn der just dräi, véier erausgeholl –, dann ass zemools een Theema en Haapttheema, wou och d'Antworten am PNR mat drop sinn: dat ass d'Erausklammen aus de fossillen Energien.

D'Energietransitioun ass keen „nice to have“, mee et ass eng absolutt Noutwendegkeet, fir dass mer och nach an deenen nächste Joren am Kader vun deene geopoliteschen a globale Krisen, déi mer hunn, eise Wuelstand hei zu Lëtzebuerg, an Europa an an der ganzer Welt kënnen erhalen.

Déi rezent Mesürene, déi geholl gi sinn, déi mer eebe grad och hei am PNR erëmfannen, dat si Volete vun deene Constructiounen, déi eng Consommation d'énergie quasi nulle, also décarbonée hunn. Op där anerer Säit de Klimabonus, d'Aidëregimier, fir d'Leit um Wee vun der fräiwëlleger an der energieetescher Transitioun kënnen ze begleeden. Well et si grad d'Leit, déi mer musse mat op de Wee huelen, fir kënnen déi energieetescher Transitioun och ëmzesetzen.

Op där anerer Säit awer och d'Engagement, fir stabil an attraktiv Stroumpräisser kënnen ze behalen, och am Kader vun nohaltegen Energiepräisser, fir dass mer och d'Leit mat op de Wee vun de Wärmepumpelen, der Elektromobilitéit oder der Elektrifizéierung vun der Wirtschaft kënnen huelen. De Pacte Climat fir d'Entreprises, den Ausbau vun den erneierbaren Energien – sief et an der Wandkraaft oder an der Solarkraaft. De Staat muss Virreider sinn. De Staat muss och selwer Virreider sinn a kann net de Leit Obligatiounen dohinneretze mat PV-Anlagen oder mat aneren nohaltegen Energien, ouni et selwer och bei sech ze maachen. Dofir, an et ass schonn annoncëiert ginn, déi substanzuell Budgeten, fir eeben och grad doranner – de Staat selwer op senge Gebaier – kënnen ze investéieren.

Op där anerer Säit awer och déi Pilotprojeten, déi mer direkt lancéiert hunn, fir an de Zone-d'activitéen – also do, wou d'Energie haaptsächlech och genotzt gëtt – kënnen eng gemeinsam Nutzung vun den Energien ze maachen, well et op där enger Säit eis Reseau schount, op där anerer Säit awer och vill méi e rationelle Gebrauch vun den Energien ass.

Hydrogène: eng vun de Prioritéiten, wou a kuerzer Zäit och de juristesche Kader fir e Gesetz iwwert d'Utilisatioun a wéi mer den Hydrogène op Lëtzebuerg kënnen kréie wäert kommen, mat der Strategie, mat de Froe vun den Transportreseauen, wou mer d'lescht Woch op der Staatsvisitt och nach eng LOI (ndlr: Letter of Intent, lettre d'intention) ënnerschriwwen hunn tëschent Creos Lëtzebuerg a Fluxys, fir och kënnen ze kucken, den Hydrogène iwwer Pipelinen op Lëtzebuerg ze kréien.

Mir müssen awer parallel dozou och kucken, eis Capacitéit vun de Leitungen hei zu Lëtzebuerg ze verstärken, wa mer vun der CO₂-Neutralitéit schwätzen. Dofir ass ee wichtege Volet dovun den Network-Development-Plang vu Creos, deen iwwerschaaft ginn ass, fir och do kënnen den neie Realitéiten ze entsprechen.

Awer dozou gehéieren och Projeten, fir de Stroum heihinner ze kréien. Dir wësst, dass mer grouss Leitungen aus eisen Nopeschlänner hunn. Mir selwer zu Lëtzebuerg sinn net autark an der Energieproduktioun. Dofir d'Verstärkung vun der 380-Kilovolt-Leitung aus Däitschland eriwuer, déi eng vun de Prioritéiten ass, fir dass mer déi Energietransitioun och reellement kënnen maachen.

Wa mer vun der Energietransitioun schwätzen, schwätze mer awer och parallel vun der digitaler Transitioun. Digital Transitioun, déi mer brauchen, souwuel beim Staat, deen eis hëlleft, verschidde bürokratesch Hürden ofzebauen, op där anerer Säit awer och, de Staat selwer effikass ze digitaliséieren, fir dass de Staat selwer méi séier a méi effikass ka schaffen.

E puer Beispiller, wou mer un der Digitaliséierung schaffen: Dat ass éischtens d'Strategie iwwer eng global Numerisatioun vun alle Ministère. An eebe grad do stelle sech och d'Froe vum Zesummespill tëschent den digitalen Outilen, déi mer an deene verschidde Ministère hunn: d'Elaboratioun vum Prinzipp vum „once only“, e ganz wichtege Deel och am Kader vun der Simplification administrative.

D'Digitaliséierung bréngt och eng Simplification administrative mat sech, bréngt e Gewënn u Kompetitivitéit an u Produktivitéit an de Betriber, mee och fir d'Leit alleguerten, wa mer eebe grad eis Ministère digitaliséieren, méi séier, méi einfach kënnen zesummeschaffen, wat dann direkt d'Effikassitéit mat sech bréngt!

De Plan d'action national d'inclusion numérique: e ganz wichtege Volet. Et dierf keen op der Säit bleiwen, wa mer vun der Digitaliséierung schwätzen. D'Digitaliséierung soll e Gewënn fir jiddweree sinn. Duerfir musse mer och jiddweree kënnen mat abannen, dat eebe grad mat deem Plan national d'inclusion numérique.

Date sinn an enger digitaler Ära d'Gold vu fréier. Dofir ass eebe grad déi Fro vun den Daten, déi mer hunn an der Wirtschaft, déi mer recoltéieren, déi mer kënnen gebrauchen, déi mer musse gebrauchen. Do musse mer och e ganz kloer Kader setzen. Op deene verschidde Voleten ass dofir an deene leschte Méint dru geschaff ginn, wäert och an Zukunft dru geschaff ginn. Dat ass de Volet vun der „sovereign cloud“ zum Beispill, awer och elo amgaangen: d'Aarbechten, fir déi nei Strategie oder d'Mise à jour vun der Strategie iwwert d'Innovatioun, baséiert op den Donnéeën, kënnen weiderzebréngen, an awer och eng Strategie am Beräich vun der Quanteninformatik, déi d'Zukunft och wäert mat sech bréngen, déi och nach eng Kéier wäert ganz grouss Changementer am Kader vun der Digitaliséierung a vun dem Traitement vun den Date mat sech bréngen.

E weidere Volet am PNR ass natierlech de Logement. Ech wëll ganz kuerz drop agoen. D'Disponibilitéit vu bezuelbarem Wunraum ass entre-temps e

Standuertfacteur op där enger Säit, deen awer och zu der nohalteger Entwécklung vun eisem Land bäidréit. D'Schaffen a Wunne beienebrénger funktionéiert awer nëmmen, wann och genuch Wunraum do ass an déi urban Gebidder och gutt ugeschloss sinn. Dofir ass ganz séier de Logementsdësch mat wäitreichende bürokratesche Vereinfachungen decidéiert ginn.

De Chômage partiel fir d'Constructioun ass opgemach ginn. De Finanzminister huet et virdu scho kuerz ugeschwat: Et war eng vun deenen éischten Decisiounen, déi déi Regierung hei geholl huet, fir de Chômage partiel fir de Secteur vun der Constructioun opzemaachen.

Et war e ganz wichtege Deel, well déi Aarbechtsplazen, déi riskéiert hätten, duerch en Netopmaache vum Chômage partiel am Secteur vun der Constructioun mat sech bruecht hätten ... Et hätt mat sech bruecht, dass wann eng Reprise erëm do wier, mer net genuch Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg, net méi genuch Leit gehat hätten am Secteur, déi jo och kéinten d'Erausfuerdunge vun der Constructioun vum Logement begleeden.

Net genuch Leit heescht net genuch bauen. Net genuch bauen heescht net genuch Logement. All Wunneng, déi haut net gebaut gëtt, ass eng Wunneng, déi muer feelt. Dofir war et wichtege, de Chômage partiel ganz limitéiert ... A mir hu ganz gutt dorobber opgepasst, fir en ze limitéieren, souwuel an der Zäit wéi fir déi Leit a fir d'Sectoren, fir déi et ass. Mee et war e wichtege Schratt, fir dass mer och kënnen, wa mer aus där Kris hei vun der Constructioun erausginn, och nach d'Leit hunn, déi kënnen schaffen.

Une voix | Très bien!

M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | Am Januar ass e Moosnamepaquet virgestallt ginn, fir awer och d'Privatpersounen an de Bausecteur duerch Subsidien, steierlech Mesürene ze ënnerstëtzen, fir dass och nach gebaut gëtt hei zu Lëtzebuerg, dass mer och nach baue kënnen. A mir gesinn ... Déi neisten Zuele vun der Banque Centrale oder vun deenen aneren Acteure weisen eis, dass mer lues a lues spieren, dass eng Reprise an de Secteur kënnt. Et ass eng ganz kleng. Et ass e klenge Sprössling, deen do ass, mee mir gesinn awer, dass ee kënnt. Da kommt mir héijen deen a mir kucken, dass en erëm wiisst.

Mir sinn nach wäit ewech vun deem, wat mer virun der Kris haten. Mir gesinn awer, dass net méi all d'Tendenzen no ëne weisen, mee dass eng ganz kleng Reprise ass.

Ech wëll nach ganz kuerz just op verschidde Mesürene ze schwätze kommen, déi Deel si vun der Ëmsetzung vum europäesche Sockel vun de Sozialrechter. Verschidde Mesürene sinn adaptéiert gi beziehungsweise verlängert ginn, fir d'Kafkraaft vun de Leit ze stëtzen, an dat besonnesch fir déi Schwächsten an eiser Gesellschaft. D'Verlängerung fir 2024 vun der Allocation de vie chère an der Energieprimm fir Stéit mat nidderem Akommes, d'Weiderféiere vun der Indexatioun vun den Allocations familiales, d'Kompensatioun vun zousätzleche Käschten, déi duerch d'Energiepräishausen entstane sinn, d'Adaptatioun vum Revenu d'inclusion sociale, de REVIS, a vum Revenu fir schwéier behënnert Persounen, dem RPGH. D'nämmlecht awer och, op den 1. Januar: d'Upassung vum Steuerbarème. Fir d'Aarmut nach méi cibléiert ze bekämpfen, gëtt awer och e Plan d'action national pour la prévention et la lutte contre la pauvreté ausgeschafft. Och do sinn d'Aarbechte schonn amgaangen.

Ganz wichtege Voleten also, fir grad do den Aktiounspang och kënnen ëmzesetzen, deen tëschent verschidde Ministère, tëschent verschidde

Organisatioune muss fonctionéieren, fir dass mer do nach weider Schrëtt virukommen.

Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschlësse just nach eng Kéier als Rappel: Et war fir d'leschte Kéier, dass de PNR op déi heiten Aart a Weis esou presentéiert ginn ass. En ass elo 15 Joer esou presentéiert ginn. Ech gesinn, dass et hei verschidde Leit ganz leed deet, mee ech si mer sécher, dass eeben och mat där neier Gouvernance économique den Dialogue social national op där enger Säit an op där anerer Säit awer och déi Influencé mat deene Recommendationen och nach weiderhin hir Plaz esouwuel am Dialogue social wéi an der Kommissioun wéi awer och am Debat hei an der Chamber wäerte fannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech ginn dem Här Minister fir Wirtschaft, PME, Energie an Tourismus Akt an der Kommissioun. Merci villmools, Här Delles.

3. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

D'Chamber fänkt elo u mat den Debatte souwuel iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert d'Programmation financière pluriannuelle wéi och iwwert de PSC an de PNR. D'gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 5 festgeluecht. Dat heescht, der CSV stinn 155 Minutten zou, der DP 120, der LSAP 105, der ADR 75, deene Grénge 50, de Piraten 37,5, deene Lénke 25 an d'Regierung huet herno nach 50 Minutten zegutt. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Marc Spautz, den Här Gilles Baum, d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här Franz Fayot an den Här Fernand Kartheiser. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz (CSV) | Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, 155 Minutten, ...

Une voix | Dat gëtt knapp.

M. Marc Spautz (CSV) | ... dat gëtt dann 13.00 Auer ...

(Hilarité)

... sou ongeféier iwwert den Daum gepeilt, mee ech probéieren, dass mer da kuerz virun 12.00 awer wäerten ...

(Hilarité et brouhaha)

M. Sven Clement (Piraten) | Loosst Iech net stéieren.

M. Marc Spautz (CSV) | ... zum Schluss kommen.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Spautz, Dir kennt mäin Honger net.

(Hilarité)

M. Marc Spautz (CSV) | Dir wäert mer jo elo net an de Réck bäissen, well de Wollef ass zwar zu Bruechtebaach, awer net an der Chamber.

M. Sven Clement (Piraten) | Also no 12.00 Auer kéint Der vläicht eleng hei schwätzen.

Une voix | Schon eng hallef Minutt verluer.

M. Marc Spautz (CSV) | Här President, Léif Kolleginnen a Kollegeen, fir d'alleréischt wëll ech der Rapportrice, dem Diane Adehm, Merci soen, dat eis gëschter op eng impressionnant Aart a Weis hei de Rapport vum Budget fir 2024 virgeluecht huet. Et ass ëmmer Coutume, dass de Budgetsrapporter a sengem Rapport ka seng Prioritéiten eraushuelen. Dat war an der Vergaangenheet esou, dat war och elo esou an dofir wëll ech der Madamm Adehm nach eng Kéier am Numm vun eiser Fraktioun häerzlech felicitéiere fir dee Punkt, dee se gëschter gemaach huet, an dass si och nach eng Kéier drun erënnert huet, wou all déi Suen oder ee groussen Deel vun deene Suen hierkommen, déi mer ëmmer am Budget och verschaffen.

Ech wëll och dem Budgetsminister a Finanzminister Merci soe fir d'Presentatioun an och seng Presenz an deene jeeweilege Sitzungen. E war net ëmmer derbäi, wat awer normal ass. Wa mer iwwert d'Avise vun de Berufschambere respektiv vun den Instruktiounen schwätzen, ass dat och normal an üblech. Och dofir him ee grouse Merci.

Ech hunn et nach eng Kéier Revue passéiere gelooss. De leschte Rapport vum der CSV fir e Budget huet Gilles Roth geheescht. Ech weess net, ob den Här Roth sech däers selwer nach bewusst ass, mee dat war fir de Budget vum Joer 2012. An de Budgetsrapporter war den Här Roth an et ass ënner anerem och ëm Steieren, ëm Budgetsnorm gaangen. Dat waren déi Haaptpunkte vu sengem Rapport deemools. An duerno – jiddweree weess Bescheid – souze mer an der Opposition an dofir ass et och vläicht e gutt Zeechen, dass dann och des Kéier, nodeem mer d'Chance hunn, erëm an der Regierung derbäizesinn, et den Här Roth war, deen dese Budget am Numm vun der Regierung virgeluecht huet an och him nach eng Kéier villmools merci fir déi Aarbecht.

Merci awer och dem Här Roth an dem Här Delles fir d'Presentatioun de Moie vum dem PSC an dem PNR, dem Pluriannuellen, wat alles op eis zoukënn. Mir hate schon an der Finanz- respektiv an der Wirtschaftskommissioun dodriwwer rieds. Dat ass och ganz wichtig, dass een dat ni aus den Ae verléiert. Budgetpolitik gëtt jo net nëmwen an der Chamber gemaach. Budgetpolitik gëtt jo och op aner Plaze gemaach. Budgetpolitik gëtt an de Gemenge gemaach. D'Budgetpolitik gëtt kommentéiert, säit dem Depot vum Budget, och an der Lëtzebuurger Press. Et ginn Table-ronden organiséiert mat Majoritéit an ouni Opposition oder nëmme mat der Opposition an ouni Majoritéit.

Dofir hat ech och leschte Samschdeg voller Spannung eng Stonn an der Mëttesstonn verbruecht, fir och mol do ze lauschten, wéi d'Opposition de Budget gesäit an ech wäert mer och erlaben, am Laf vu mengen Ausféierungen op déi eng oder déi aner Punkten anzegoen. Ech hoffen, dass d'Kollegeen net rose sinn, dass ech da vläicht eppes ewechhuelen, wat se duerno wollte soen, mee si hunn et jo schon um Radio gesot, doduerch war et jo dann och scho public. An dofir erlaben ech mer dann, do och déi eng oder déi aner Saach awer och elo schon a menger Ried ze kommentéieren.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Fir ze kieren.

M. Marc Spautz (CSV) | Majo, Här Baum, ech gleeuwen Iech dat op d'Wuert.

Op déi grouse Zuele vum Budget ass d'Madamm Adehm nach eng Kéier gëschter an hirem Rapport

agaangen an et ass och de Finanzminister gewiescht, deen drop higewisen hat beim Depot an och nach eng Kéier haut de Moien, wéi d'Zuelen ausgesinn. Mir wëssen zanter e Méinden, dass se bëssen aneschtars si wéi déi, déi mer am Budgetsdokument stoen hatten, mee am Budgetsdokument ass iwwert dat gekuckt ginn, wat deemools de Statec gesot huet an dat, wat mer e Méinden an der Budgetskontrollkommissioun an an der Finanzkommissioun virgeluecht kritt hunn, dat waren d'Zuelen, déi nom éischte Quartal vun diesem Joer um Dësch lounge an déi dann och e bëssen aneschtars bei der Realitéit si wéi dat, wat virdrun am Budget gemaach ginn ass.

Ech wëll nach eng Kéier drun erënnere, dass et och wichtig ass, dass ee Schwong an déi ganz Diskussioun bréngt an dat huet de Finanzminister gesot. Mir brauchen deen néidege Schwong, erëm eng an d'Finanzpolitik eranzekréien, fir dass mer och domadder an eiser Wirtschaft en Opschwung kréien an dass mer och domadder erëm vläicht besser Zuele kënnen schreiwe wéi déi, déi de Moment do sinn.

Wa mer vu besseren Zuele schwätzen, dann ass dat net, dass déi hei esou extreem schlecht wieren, well wann een dat vergläicht mat verschidde Nopeschlänner oder mat anere Länner an der Europäescher Unioun, sinn d'Zuele vu Lëtzebuerg nach ëmmer gutt, mee si kéinten och, wéi een dat heiansdo an der Schoul ausgedréckt kritt huet, awer besser sinn. An dofir wäerte mer och, an dovu sinn ech iwwerzeugt, déi néideg Politik vun der Regierung a vun deser Majoritéit an deenen nächste Jore gesinn, fir dat och kënnen ze maachen.

Ech wëll och soen, et si jo Leit, déi mengen, den C stéing just fir de Prinzip Hoffnung. Den Auteur do-vun ass net hei haut de Moien. De C steet net fir de Prinzip Hoffnung bei der CSV, mee den C steet bei der CSV fir „chrëschtlech“, sou wéi den S fir „sozial“ steet an de V fir „Vollek“. Ech wollt just op dat agoen, well och dat eppes war, wat an där ...

(Interruption par M. Marc Baum)

Jo, mee Här Baum, och dat ass ..., och dat ass ...

M. François Bausch (déi gréng) | Dir schéngt eng ideologesch Partei ze sinn.

M. Marc Spautz (CSV) | O, Här Bausch, ech wollt och nach eng Kéier kucken ... Kuckt mol eng Kéier Är Ried vun 2011 no, well Dir waart deemools de Spriecher vun deene Gréngen.

M. François Bausch (déi gréng) | Déi war bestëmmt ganz gutt.

M. Marc Spautz (CSV) | Dat kann ech net beurteilen, mee kuckt se eng Kéier selwer.

(Interruption par M. François Bausch)

Nee, ech hunn alles nogekuckt vun 2011, Här Bausch. Dir wësst, ech ginn ëmmer an déi Saache kucken, well et heiansdo wichtig ass, dass ee verschidde Kollege kann u Saachen erënnere, déi se zu verschidde Punkte gesot hunn.

M. François Bausch (déi gréng) | Ech stinn ëmmer zu mengem Wuert.

Une voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | Et ass elo wichtig, dass mer kucken, dass mer mëttelfristeg – an dat huet de Finanzminister ënnerstrach – d'Schéier zwëschen den Ausgaben an den Einnahmen erëm e bësse méi no zesummebréngen. An dat ass e wichtige Punkt an dat hutt Der och héieren an den Aussoe vun de Pluriannuellen, wat de Finanzminister gesot huet, wat des Regierung wëll huet, fir dass mer den Objectif à moyen terme och errechen, fir dass mer et do

fäerdegbréngen, déi Schéier, ech wëll net grad soen „zouzekréien“, mee dass se op alle Fall vill méi no beieneekënnt, wéi dat déi lescht Zäiten de Fall war.

Ech wëll och soen, dass et dofir wichteg ass, dass een ëmmer rëm och un dat denkt, wat d'europäesch Krittäre sinn, wat an Europa gesot gëtt, och wann dat net méi ass, wéi dat soss all déi Jore war, well 2011 hu mer laang dodriwwer diskutéiert, wat dat europäesche Krittären op sech huet. Dat ass dëst Joer e bësselchen anescht, mee et ass awer och wichteg, wann ee weess, dass een déi Schéier muss méi no bréngen, wat fir eng Problemer mer hei am Land hunn.

Mir haten déi Problemer, déi ënnerstrach gi sinn, vun der Covidkrise. Mir hunn de Problem mat der Energie, dee mer op den Ukrain-Krich hin erliefet hunn. Mir hunn de Punkt, wat am Noen Oste lass ass. Mir hunn de Punkt vun der Migratioun a mir hunn och de Punkt vun de soziale Problemer, déi mer hei am Land hunn. An dofir ass et och wichteg, wa mer iwwert d'Budgetskrittäre schwätzen – a mir wësse jo allegueren, do gëtt et en Zentralstaat, et gëtt d'Gemengen an et gëtt och do d'Sécurité sociale –, dass een och do kuckt, wéi et mat der Evolutioun vun deene jeeeweilige Punkten ass. A mir wëssen, mir hunn net méi spéit wéi haut de Moien en interessanten Interview vum President vum Syvicol an der Zeitung gelies iwwer d'Schwieregkeete vun de Gemengen ...

M. Laurent Mosar (CSV) | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | ... dat stoung jo an hirem Avis, wou et schwierig ass, a verschiddene Gemengen och d'Schéier zwëschen den Ausgaben an den Einnahmen méi no ze bréngen, wou och do verschiddene Aufgaben, déi fréier de Staat iwwerholl huet, elo zum Deel vun de Gemenge musse wouergeholl ginn an dass et do och wichteg ass, dass een dat net aus dem A verléiert, well och d'Gemengen droe mat derzou bái, dass gesamt gesinn eis Finanzsituatioun an eis Finanzzuele gutt sinn, mee wann et do ufänkt op eemol biergof ze goen, wann hei an der Stad Lëtzebuerg op eemol d'Finanzen anerer wieren, wéi dat lo de Fal ass, dann hätt dat och Auswierkungen op eis Zuelen, déi am Staatsbudget stinn an och op dat, wat mer op Bréissel ëmmer bekannt ginn, well nämlech, jiddweree weess et, den Här Mosar méi Suen – net den Här Mosar, mee d'Stad Lëtzebuerg – um Koup leien huet wéi vill aner Gemengen zesummen.

M. François Bausch (déi gréng) | Wat fir eng huet dann déi meeschte Scholden?

M. Marc Spautz (CSV) | O, Här Bausch. Ech kann Iech dat ... Ech weess et net, Här Bausch. Ech weess et net, Här Bausch.

(Hilarité)

Dann ass et och wichteg, an dat ass haut de Moien och nach eng Kéier gesot ginn, souwuel vum Här Roth wéi och vum Här Delles, dass mer musse kucken, dass mer eis Wirtschaft a Schwong halen an dass mer et hikréien – an dat musse mer och maachen, an dat huet och gëschter d'Madamm Adehm an hirem Rapport gesot –, dass mer d'Wirtschaft och diversifiéieren. Mir hunn e Finanzsecteur, dee fantastesch leeft, mir mussen et och fäerdegbréngen, aner Secteuren ze implantéieren an och nach méi ausbauen, fir dass mer och do Méiglechkeeten hunn, Emploi ze schafen, fir dass mer och do Méiglechkeeten hunn, dass hei zu Lëtzebuerg nach eppes Industrielles hiergestallt gëtt. Do wäert ech nach e bësse méi spéit drop agoen, dass dat och wichteg ass fir eis Economie. An dat ass och wichteg, fir dass Lëtzebuerg kann op seng Obligatiounen agoen, déi an engem europäesche Kader geholl goufen.

Do wëll ech virun allem dann och op d'Ausgaben – wat schonn ënnerstrach ginn ass – vun der NATO hkommen a vun der Defense, wou bekannt ass, dass do reklaméiert gëtt vun deenen anere Partner, dass jiddweree misst déi 2 % erreche vu sengen Ausgaben, dass mer déi missten an d'Defense investéieren. Do ass et wichteg, an d'Madamm Adehm huet dat och gëschter nach eng Kéier gesot, dass mer fir déi Ausgaben, déi dofir gemaach ginn, awer och e gewëssene „return on invest“ kréien. Mir wëssen, dass, wa grouss Nopeschlänner vun eis grouss an d'Waffenindustrie investéieren, déi do e Return hunn. Mir hu keng esou eng Industrie an ech mengen och net, dass dat muss hei op Lëtzebuerg kommen. Mee mir sinn awer Zouliwwer a verschiddene Beräicher, fir dat kënnen hierzestellen, soudass mer den Apport, dee mer do bréngen, fir dass déi 2 % errecht ginn, awer och deelweis kënnen zréckkréien.

Et ass och wichteg an deem Volet, dass ee kuckt, fir Aarbechtsplazen ze schafen. Et ass dat vun der Dronenindustrie ënnerstrach ginn, et kann ee sech och nach aner Saache virstellen, wou mer och d'Méiglechkeet hätten, eisen internationalen Obligatiounen kënnen nozekommen an awer gläichzäitig och d'Méiglechkeet hätten, een Deel dovun och op Lëtzebuerg Betriber kënnen ze verdeelen.

Wann ee kuckt, wat déi eenzel Institutiounen gesot hunn, wëll ech hinnen alleguerter felicitéieren fir hir Rapporten, souwuel d'Berufschambere wéi awer och all déi Institutiounen, déi mer an der Chamber empfaangen hunn, fir mat hinnen iwwert déi Zuelen an hir Vue vum Staatsbudget ze schwätzen. Dat war och ganz interessant, souwuel fir eis an deenen Diskussiounen wéi och an deem Austausch, dee mer mat hinnen haten, wou mer hinnen och eis Iwwerleeungen an eis Iddie mat op de Wee ginn hunn.

Et muss ee soen, et si virun allem d'Cour des comptes an de Conseil national des finances publiques, déi nach eng Kéier op verschidde Punkten higewisen hunn, wou ee muss oppassen, wat am Pluriannuel geschitt a wéi et weidergeet mat den Ausgabe vum Zentralstaat. De Finanzminister ass schonn drop agaangen, genau sou gutt wéi och d'Rapportrice, dass dat wichteg ass a wat dat bedeit an der Entwécklung an deenen nächste véier Joren.

A wéi mer mat der Kommissioun vun der Fonction publique zesumme waren, ass do d'Entwécklung beschwat ginn, wat d'Aarbechtsplazen am Secteur public ubelaangt, an och iwwert d'Pensiounen am Secteur public ass diskutéiert ginn. Well mer wësse jo, an do kucken ech nach eng Kéier op de President vum Syvicol, dass mer bei enger anerer öffentlecher Aariichtung, notament bei der Pensiounskeess vun de Gemengebeamten, Schwierigkeeten hunn. Mir hu misse verschidden Adaptatiounen maachen, well do den deemolegen Inneminister vläicht net séier genuch reagiert huet, fir deem Problem entgéintzekommen, deen do bei der Gemengebeamtenpensiounskeess war. Do hätt éischter kënnen drop reagiert ginn, do huet déi zoustänneg Autoritéit ze laang gewaart, bis eppes geschitt ass. An do musse mer elo kucken, fir dat e bësselche méi no ze kréien.

Da kommen ech op eppes, wat ech och e Samschdeg héieren hunn: „Et ass näischt Soziales dran, et ass d'sozial Keelt!“ Wann ech dann déi Chiffere kucke vum Budget ... Et ass haut och eng ganz interessant Tabell, ech weess net méi, a wat fir enger vun den Dageszeitungen, wou ënnerstrach gëtt, dass 47 % vun den Ausgabe vun deem Budget do sinn, fir sozial Transferten ze maachen. Elo kann ee soen: „Et misste 50 % sinn!“ Mee ob dat elo 47 oder 50 % sinn ... Et ass op alle Fall scho komesch, dann awer ze behaupten, dat hei wier de Budget vun der sozialer Keelt, wa 47 %

vun deem, wat an deem Budget ass, dofir do sinn, fir sozial Transferten ze maachen.

Ech wëll do nach eng Kéier eppes ënnersträchen, well et ass hei gesot ginn, et géif näischt gemaach gi fir déi Aarm: Jo, et ass e Problem do, Lëtzebuerg ass méi aarm ginn! A wann dann d'Madamm Presidentin, oder d'Madamm Direktesch, vun der Stëmm vun der Strooss gesot huet, dass d'Ausgaben – op alle Fall do, wou si Tesse mussen erausginn – sech vun 2014 bis 2023 verviefert hunn, da muss ech soen: Dat ass geschitt am Zäitraum vun 2014 bis 2023!

Also, wann ech richteg informéiert sinn, war do op alle Fall kee vun eis vun der CSV derbäi an deenen zéng Jore. An dofir war ech dach awer e bëssen iwwerrascht, wéi ech héieren hu vun de Vertrieeder vun der sozialistescher Partei, dass dat en Hon wier, dass hei näischt géif am Soziale geschéien. Ech war der Meinung, si wieren déi lescht 10 Jore derbäi gewiescht. Dat ass nach keng 6 Méint hier! A si hätten och déi lescht 20 Jore d'Méiglechkeet gehat, derfir ze suergen, dass déi Schéier do net méi wäit auserneegeet.

Ech weess, dass Problemer do sinn. Mee elo ze mengen, dass a sechs Méint eng nei Regierung an deem dote Volet alles misst kënnen aneschtens maachen, wéi dat virdu gemaach ginn ass ... Dir Dammen an Hären, léif Frënn, also, a sechs Méint kanns de net op eemol eppes komplett aneschtens maachen. Ech wëll dat just ënnersträchen, ...

Plusieurs voix | Très bien!

M. Marc Spautz (CSV) | ... well dat och de leschte Samschdeg op RTL esou gesot ginn ass. Dofir wollt ech eng Kéier dorop agoen.

Ech mengen och, dass et weider wichteg ass, dass mer eppes maachen, fir deene sozial Schwaachen ze hëllefen. An et ass och virdu souwuel vum Finanzminister wéi och vum Minister vun der Economie a vum Mëtzelstand gesot ginn, dass e Plang amgaangen ass ausgeschafft ze ginn, speziell fir ze kucken, dass mer dat mat der Aarmut e bësse méi no beienee bréngen. Dat ass eng Realitéit!

Mee den Haaptproblem hei zu Lëtzebuerg fir d'Aarmut ass de Logement. Do kënnen mer esou vill diskutéieren, wéi mer wëllen, de Logement ass den Haaptproblem hei zu Lëtzebuerg, déi deier Logementspräisser respektiv dass mer kee Logement fannen! An dofir huet d'Regierung do och gehandelt a si huet direkt en éischte Logementsdësch aberuff gehat a si huet een éischte Pak vu Mesüren erausginn, fir dass mer kënnen beim Logement eppes maachen. Well wann s de zwëschen 25 % a 50 % muss ausgi fir ze wunnen, oder nach doriwwer eraus, da bleibt net méi vill, fir de Rescht vum Mount iwwert d'Ronnen ze kommen. An dofir ass et wichteg, dass do Akzenter gesat ginn an dass mer do eppes maachen. An d'Regierung ass jo amgaangen, dat ze maachen. An et ass och de Moien hei ugekënnegt ginn, dass nach eng zweet Ronn vun deem Logementsdësch wäert stattfannen.

Déi Investissementer, déi an de Logement gemaach ginn, si wichteg. Wichteg fir eis Economie, well et ass net nëmme d'Wunne selwer, mee och wichteg fir eis Wirtschaft. Déi Problemer, déi an deem Secteur sinn, sinn nach eng Kéier ënnerstrach gi vum Wirtschaftsminister. De Bau huet Problemer. Net jiddwereen! Et sinn och Baubetriber, deene geet et esou gutt wéi scho laang net méi, well déi sech da manner op den Héichbau, mee méi op den Déifbau spezialiséiert hunn. Mee am Héichbau si Problemer, a wann den Héichbau Problemer huet, dat wëssen nach déi méi stänneg Kolleegen heibannen, mir haten dat schonn eng Kéier, da kommen och déi aner Betriber hannendrun. Wann nämlech de Bau de Schnapp huet, dann hunn déi Betriber, déi hannendru kommen, schonn

d'Gripp, a Verschiddener kréien d'Longenentzündung.

An dat fanne mer dann erëm, wa mer d'Faillitte kucken, wou och nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass, dass d'Zuel vun de Faillitten an deem Beräich an d'Luucht gaangen ass. Wat awer och logesch ass! Wann nämlech net gebaut gëtt, gëtt keng Kiche verkaaft, gëtt keen Elektresch verluecht, well dann ass kee Besoin dofir do.

An dofir ass et wichtig, dass alles gemaach gëtt, fir de Bau unzekuerbelen, an et ass och wichtig, deene Betriber esou gutt wéi méiglech ze hëllefen, fir déi Duuschtstreck kënnen ze iwwerstoen. Et ass wichtig, dass mer dat an de Grëff kréien.

Een anere Punkt, an dat ass och nach eng Kéier ënnerstrach ginn, ass, dass mer, wat d'Mobilitéit ubelaangt a wat d'Nohaltegkeet ubelaangt, jo massiv amgaange sinn ze bauen. Do wäerten d'Madamm Backes an d'Madamm Cahen muer de Moie mat den Zuele kommen, wa mer iwwert d'Grands projets d'infrastructure kucken, wat do weiderhin alles wäert investéiert ginn. Deen Investissement wäert ganz héich bleiwen! Wat ee jo och erëmfënnt an all den Avise vun de Berufschamberen, déi ënnersträchen, wéi gutt et ass, dass den Invest hei zu Lëtzebuerg esou héichgehale gëtt, well dat ass wichtig, fir d'Ekonomie unzekuerbelen, an et ass och wichtig, dass mer de Mobilitéits- an och nach aner Problemer an de Grëff kréien.

Dat selwecht gëllt am Klima- an Energiefong, wou och investéiert gëtt a wou et och wichtig ass, dass dat weiderhin héichgehale gëtt, an – et ass virdrun nach vun deenen zwee Ministere gesot ginn – dass mer bei der Energietransitioun déi néideg Virkéierungen huelen, fir dat och méiglech ze maachen. An do ass et virun allem wichtig, dass mer déi nei Leitung aus Däitschland eriwuer och kënnen bauen, fir dass mer d'Méiglechkeet hunn, dat och ëmzesetzen.

Dat selwecht gëllt fir d'Digitaliséierung, wou et wichtig ass, dass Lëtzebuerg méi digital gëtt, mee wou een awer gläichzäiteg, wann ee vu méi digital schwätzt, déi aner Leit net därfer vergiessen. Well et sinn och Leit aus verschiddene Generatiounen, déi Schwierigkeeten hu mat deem Digitalen, an et sinn och Leit, an dat fënnt een eraus, wann ee mat deene Leit schwätzt, deenen et net grad esou gutt geet an déi och net onbedéngt ëmmer wëssen, wéi se mat deem Digitalen ëmginn.

A wa mir da soen, dass mir eng Simplification administrative am digitale Beräich maachen, ass domadder deene Leit net gehollef, well déi Leit wëssen net, wéi se dat digital kënnen ëmsetzen. Dat mierkt een, wann Der mat Leit schwätzt wéinst Bankgeschäfte, wou se net wëssen, wéi se dat solle maachen, well se net méi onbedéngt kënnen an de Schalter vun der Bank goen, wéi se dat fréier gewinnt waren, mee wou se da gesot kréien: „Dat kënt Der doheem maachen oder Der kënt Iech e Rendez-vous huelen, fir bei der Bank de Prêt kënnen ze maachen.“ Dass mer och déi Leit net vergiessen, déi do Schwierigkeeten hunn an dass mer et och do fäerdegbréngen, deene Leit déi Hëllef zoukommen ze loossen, déi se brauchen.

Dat selwecht hu mer ëmmer méi am medezinesche Beräich, wou et och eng gutt Saach ass, dass mer do och mat der Digitalisatioun virukommen, mee a ganz ville Praxisen, wann do haut e Patient urrifft, fir e Rendez-vous ze froen, da kritt e geäntwert, e soll dat wannechgelift maachen iwwert den digitale Beräich. Et gëtt awer och Generatiounen, an ech hunn nach een esou bei mir an der Famill, wou ech weess, dass deen da Schwierigkeeten huet, wann dat muss gemaach ginn. Da bass de frou, wann s de d'Kanner

hues, respektiv wann s de op aner Leit kanns zrëckgräifen, fir deem entgéintzegoen. A sou geet och an den Hëllesberäicher, wa mer schwätze vu sozialen Aiden. Och do ass et elo méiglech, alles elektronesch ze maachen, mee mir mussen awer och nach ëmmer dee gudden ale Guichet behalen, fir dass déi Leit d'Méiglechkeet hunn, fir och do nach kënnen déi Froen ze stellen.

Da gi mer och dozou iwwer, dass mer mussen investéieren, wa mer gären hätten, dass den Emploi weider an d'Luucht geet. Mir wëssen, dass eisen Emploi de Moment zwar héich ass, mee dass mer awer Schwierigkeeten hunn. Mir hunn esou vill Chômage wéi schonn eng gewëssen Zäit net méi. A wann Der wësst ..., wéi Der dat jo alleguerte konnt an der Zeitung liesen, huet och gëschter e gréissere Lëtzebuurger Traditionsbetrieb – zwar net mat deem Numm, deen en elo dréit, mee déi méi stänneg Kolleeg wëssen nach, dass deen an der Zäit zu Wolz war an do nach en aneren Numm hat –, dee Biedem hiergestallt huet, ugekënnegt, e géif iwwer 130 Plazen ofbauen, obwuel en nach viru Kuerzem an engem Plan de maintien dans l'emploi war. Elo wëlle se Licenciements secs maachen. Dat ass eppes, wat dee Betrieb gëschter ugekënnegt huet. Domadder wësse mer, dass mer do mussen oppassen, wat geschitt!

Dofir ass et och wichtig, dass mer am Fonds pour l'emploi – d'Ausgaben, si bleiwen héich – och nach genuch Suen hunn, fir dat kënnen ze maachen. A mir mussen och gläichzäiteg eppes maachen, fir d'Formatioun an d'Luucht ze kréien. Well mir stelle jo och fest bei deenen Zuelen, déi mer all Mount kréien, déi mer jo och als Chamber zougestallt kréien, dass och d'fräi Plazen awer erfoginn, och wann der nach ëmmer do sinn, mee d'fräi Plazen u sech ginn erof, a mer mussen et fäerdegbréngen, déi Leit, déi eng Schaff sichen, an déi Plazen, déi fräi sinn, opgrond vun der Formatioune kënnen beieneenzeféieren.

Dofir ass et wichtig, an den edukative Beräich ze investéieren. Et ass wichtig, an d'Schoulen ze investéieren. Mee et ass awer och wichtig, a Weiterbildung ze investéieren, fir dass déi Leit déi néideg Méiglechkeeten hunn, fir Weiterbildung a Formatiounsoffere kënnen ze maachen, fir do viruzekommen.

An do ass et nach eng Kéier – dat wëll ech ënnersträchen – och wichtig, dass de Sozialdialog klappt, dass zesummen zwëschent de Sozialpartner, heiansdo ouni d'Regierung, heiansdo mat der Hëllef vun der Regierung, déi néideg Moosname kënnen ënnerholl ginn, fir deene Leit, déi dovu betraff sinn, ob dat vu Chômage ass oder ob dat ass, well se keng ... Et si jo och vill Leit, déi eng Plaz sichen a kee Chômage kréien, mee och deene Leit muss gehollef ginn, fir dass mer do Méiglechkeete kréien, dass déi och kënnen aus där Situatioun erauskommen.

Ech mengen, et ass jo och nach eng Kéier ënnerstrach ginn: D'Salariatschamber, déi e bësse méi e kritesche Rapport gemaach huet, huet ënnerstrach, dass et alles aneres wier wéi e Spuerbudget, a si fënnt et och gutt, dass an de Logement vill Geld fléisst. Si hätt sech zwar och kënnen virstellen, dass déi Investissemter op eng aner Aart a Weis gemaach gi wäeren, mee op alle Fall ënnersträicht se, dass et gutt ass, dass dat och héich bleift.

E staarke Staat ass och e performante Staat. Ech mengen, dat ass ganz wichtig, fir dat kënnen ze soen. An dofir, wéi gesot – ech hat dat scho vum Digitale gesot –, ass et och wichtig, dass mer genuch Beamten hunn op deene jeeweilege Plazen, fir déi Aarbecht ze maachen, an et ass och gutt dofir, dass virun allem och d'Ausgabe bei der Police an d'Luucht ginn, fir dass do kann nach méi rekrutéiert ginn, soudass et sécher ass,

dass domadder d'Sécherheet an d'Sécherheetsgefill vun de Leit och wäerte gestärkt ginn.

An et ass och wichtig, dass mer en effikassen an e performanten Déngscht um Bierger kënnen maachen. An da wëll ech dat nach eng Kéier ënnersträchen: D'Digitaliséierung, jo, mee et därfer een och déi Leit, déi nach net mat deenen elektronische Saachen esou gutt kënnen ëmgoen, net vergiessen.

Et ass wichtig, dass mer ...

(Interruption)

D'Computeren, de WhatsApp, ech weess net, wéi se nach all heeschen!

... dass déi och domadder kënnen eens ginn an dass se déi Hëllef kréien.

Et ass och gutt, dass mer staark Gemengen hunn, an et ass och wichtig, dass d'Prioritéiten an de Gemengen an d'Luucht gesat ginn, dass et och do eng Simplification administrative gëtt, dass och an de Gemenge verschidde Saache vereinfacht ginn.

Do huet och de Syvicol nach eng Kéier higewisen op déi Problemer, déi et gëtt, dass et wichtig ass, dass och d'Subsidepolitick, do, wou d'Gemenge kënnen Subside kréien, muss op de Leescht geholl ginn, fir och ze kucken, wéi een déi Prozedure kann änneren, dass déi Plaffonge gegebefalls kënnen geännert ginn, fir dass och d'Gemengen op déi Aart a Weis anescht a vill méi intensiv kënnen gehollef kréien.

Den Inneminister Léon Gloden huet jo do am Dialog mam Syvicol ugekënnegt, dass se do amgaange sinn, verschidde Chantieren unzepaken, an dass et och drëm geet, fir de Gemengen ze hëllefen, fir do Geste kënnen ze maachen.

Well d'Gemengen hunn och eng primordial Roll, wa mer vum Wunnengsbau schwätzen. Mir schwätzen ëmmer vun deenen ëffentlechen Träger SNHBM a Fonds du logement, mee och d'Gemenge kënnen e groussen Träger sinn am Logement. Ech mengen, eng Uertschaft, wou mer de Moment eis alleguerten heibanne befannen, huet jo ugefaangen, Projeten opzekafen. Och de Lëtzebuurger Staat ass amgaang, dat ze maachen. Et sinn och verschidde Gemengen, déi gréisser Projete lancéiert hunn, net nëmme ronderëm d'Stad, mee och am Süden an op anere Plaze vum Land, fir dass do och d'Méiglechkeet geschafe gëtt, dass d'Gemenge sech do och nach méi kënnen an de Wunnengsbau mat abréngen, well wa mer d'Wunnengsbaukris wëlle léisen, ass dat ouni d'Gemengen net méiglech. Mir brauchen d'Gemengen do, an do ass et och wichtig, dass déi Bremsen, déi et do gëtt, opgehewe ginn, fir de Gemenge méi Méiglechkeeten ze ginn, fir do kënnen aktiv mat eranzegoen.

D'Finanzplaz am Déngscht vu Land a Leit, huet d'Budgetsrapportrice nach eng Kéier ënnerstrach. Si ass e Motor vun der Wirtschaft a si ass och e Motor beim Aarbechtsmaart.

Hir Zuelen 2023, och dat ass nach eng Kéier ënnerstrach ginn de Samschdag an enger Radiosemissioun, wieren esou gutt wéi nach ni. Dat ass och scho vun anere Plaze gesot ginn. Mee et ass och eng Kéier ënnerstrach ginn, an dat war am Mount Februar, wou ee vun de Verrieder vun der ABL gesot huet, dass véier vu fënnef Ufroe fir e Prêt mussen refuséiert ginn, well d'Leit d'Konditiounen net erfëllen. Véier vu fënnef! Dat war de Stand am Februar, dat ass deemools gesot ginn an engem Zéng-op-aacht, wou ee festgestallt huet, dass dat Schwierigkeete sinn, fir dass d'Leit och kënnen kafen.

Mir hunn den Direkter héiere vun enger gréisserer staatlecher Institutioun, déi Société nationale des habitations à bon marché heescht, déi zu Kielen Haizer

hunn, déi fäerdeg sinn, déi se awer net verkaf kréien, well déi Leit, déi d'Krittären erfëllen, fir kënnen op d'Lëscht ze komme vun den Haiser, d'Krittären awer net erfëllen, fir bei de Banke Sue geléint ze kréien.

A mir haten och eng Diskussioun an der Budgetskommissioun, an der Finanzkommissioun, wéi mer mat der Lëtzebuurger Zentralbank geschwat hunn, dass mer och feststellen, dass Leit, déi e Prêt ufroe bei Lëtzebuurger Banken, da gesot kréien: „Jo, Dir géift jo d'Konditioune schonn erfëllen, mee hutt Der dann och 100.000 oder 200.000 Euro selwer? Well wann Der déi net hutt, si mir net bereet, dese Moment Suen ze verléinen, fir eppes Neits ze kafen. Mee mir léinen Iech awer Suen, fir dat Besteeënd kënnen ëmzebauen.“

An do muss ech Iech soen, an do géif ech en Appell maachen – ech weess, dass de Finanzminister net d'Weisungsbefugnis huet vis-à-vis vun de Banken, mee jo och reegelméisseg Gespréicher huet mat de Lëtzebuurger Banken –, fir awer do ze kucken, ob dat de richtige Wee ass, dass wa Leit zwëschent 400.000 a 500.000 Euro wëlle léinen, se dann, obwuel se gutt Plazen hunn, obwuel dat ofgeséichert ass, obwuel e Bierg do ass, deen och dofir géif ríchtstoen, gläichzäiteg gesot kréien, wa se net 100.000 oder 200.000 Euro hätten, dass se dann net geléint kriteren.

Well nämlech déi Gefor, déi besteet – an et ass dat, wourop d'Madamm Adehm schonn higewisen huet –, ass, dass do Leit dann op eemol an en Nopeschland ginn an do Sue léinen, fir dee Seuil kënnen ze erfëllen, fir hei zu Lëtzebuerg e Prêt ze kréien. An déi e bësse méi stänneg heibannen, déi kënnen sech nach drun erënneren, dass mer dat schonn eng Kéier virun 20 respektiv 25 Joer haten, wou ganz vill Leit sech éischt Startpräten an d'Grenzregioun siche gaange sinn, fir da kënnen ze soen: „Ech hunn hei d'Ufankskapital, fir eppes kënnen drop ze bauen“, mat deem Ënnerscheid, dass déi Präten oft zënsméisseg vill méi héich ware wéi hei zu Lëtzebuerg an dass, wann et do op eemol net méi gaangen ass mam Zréckbezuelen, déi mat méi drastesche Methode virgaange si wéi dat bei den übleche Lëtzebuurger Schalterbanke gemaach gouf.

An dofir, Här Minister, wier et vläicht net schlecht, wann Der eng Kéier de Banken, wann Der déi Diskussiounen hutt, och do nach eng Kéier sot, dass et vläicht wichtig wier, och doriwier nozedenken.

An dat selwecht ass ..., mir wësse jo, an haut de Moie sinn d'Zuelen nach eng Kéier genannt ginn, wivill Leit e Prêt hunn, déi eng fir en Haus an déi aner fir nach eppes aneres, wat meeschtens en Auto ass. A mir wësse jo, dass an Zwëschenzäit déi meeschten Autospräten direkt an der Garage matgemaach ginn. Wann den Auto kaf gëtt, gëtt de Prêt gemaach. Mee och do wier et heiansdo wichtig, de Konsument drop hinzeweisen, wat fir eng Zënspolittick do gemaach gëtt an dass déi Kontrakter, déi een do ënnerschreift, net onbedéngt ëmmer vu Lëtzebuurger Banke sinn.

Do gesinn nämlech vill Leit, wa se duerno kucken, wat op hirem Vertrag steet, wa se an der Garage en Auto kaaft hunn, dass se dann an Grenzgebitt, an der Belsch oder am Frankräich, ukomm sinn, dass se do vun där Bank de Prêt gemaach kritt hu fir hiren Auto, deen hei zu Lëtzebuerg op der Strooss leeft. An ech mengen, do wier et wichtig, dass ee géif drop hiweisen, wat dat fir Konsequenze kann hunn, well dat ass meeschtens eng aner Zënspolittick wéi déi, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt.

An dofir ass déi Iddi fir ze soen, mir missten d'Leit, wat d'Finanzen ubelaangt, an der Schoul méi forméieren, wichtig. Mee et geet net duer bei deenen an der Schoul. Dat ass d'Generatioun vu muer. Mee

mir mussen och bei der Generatioun vun haut drop hiweisen, wat dat fir Problemer ka mat sech bréngen.

En anere wichtege Beräich, deen och muss gehollef kréien, ass de Landwirtschafts- an de Wäibauberäich. Ech mengen, de Wäibau huet virgëschter eng béis Iwwerraschung erlieft, nämlech wéi moies d'Temperaturen déi waren, déi se elo sinn. A wann ech elo vum Wäibau schwätzen, kann een och vum Uebst schwätzen, well och do huet dat, wat elo an der Bléi war, eng matkritt mat den Temperature vun deene leschten Deeg. Mee et ass wichtig, dass mer an der Landwirtschaft, am Wäibau an am Uebstbau de Betriber déi Hëlleflezen zoukomme loosse, déi se brauchen.

An et dierf een net vergiessen: Lëtzebuerg war dat eenzeg Land, wou déi Leit aus dem Landwirtschaftsberäich – mat Ausnam vun hirer Solidaritéitskundgebung zu Schengen – net op der Strooss waren, wéi dat an anere Länner geschitt ass. An dat ass en Zeechen, dass do e gudden Austausch zwëschent der Landwirtschaftsministesch, dem Staatsminister an dem landwirtschaftleche Milieu stattfonnt huet. An et ass wichtig, dass mer déi Moyenen, déi mer zur Verfügung hunn, och do kënnen asetzen, fir hinnen ze hëlleflezen.

En anere Beräich, dat war deen, wou mer ëmmer geklappt hunn. D'Madamm Lenert ka sech héchstwahrscheinlech am beschte vun eis alleguerten dorun erënneren. Dat war, wéi dat mam Covid ugaangen ass, wou mer da sonndes owes um Balcon stoungen engem Secteur ze klappen, an dat war de Gesondheitssecteur. An dat war och richtig, dass mer deene Leit deemools geklappt hunn an eis solidaresch mat deem Secteur erkläert hunn. Mee mir wëssen och, dass et net duergeet mam Klappen.

Déi Leit aus der Petitiounskommissioun an aus der Santéskommissioun haten och d'lescht Woch en Debat heibannen, wou ee vun deene Berufsständ – net alleguerten, mee ee vun deene Berufsständ – hei war a gesot huet: „Dir hutt eis zwar do geklappt an op d'Schëller geklappt, mee mir hunn och nach aner Problemer, éischstens wat de Besoin u Personal ubelaangt an zweetens och alles, wat d'Aarbechts- an d'Lounkonditiounen ubelaangt.“ A wann dat fir ee Berufsstand géillt, kann ech Iech garantéieren, da géillt dat genauou gutt fir all déi aner Berufsstande. Dat wësst Dir och. Jiddweree vun Iech kennt Leit, déi an deem Beräich schaffen.

Do muss mer onbedéngt eppes maachen. An d'Madamm Lenert huet et och e puermol, deemools vun donidden, ënnerstrach: Wa mer d'Ausländer am Secteur net gehat hätten, da wier dee ganze Secteur zesummegebrach an dann hätt Lëtzebuerg kënnen dee Moment, entschëllegt den Ausdrock, de Schlëssel ënnert d'Dier leeën, well dann hätt näischt méi geklappt. Dat heescht, mir ware ganz op d'Grenzgänger ugewisen. An et ass wichtig, dass mer do Aarbechtskonditiounen hierstellen, dass déi Leit sech méi wuelfillen. An et ass och wierklech wichtig, dass mer Propaganda derfir maachen, sech fir déi Beruffer ze engagéieren.

Dat géillt fir d'Gesondheitsberuffer allgemeng, mee dat géillt och fir d'Dokteren. Well mir kënnen fuerderen, mir missten hei e Service schafen an do e Service schafen, mee wa mer kee Personal hunn, fir dat ze maachen, a wa mer keng Dokteren hunn, fir dat ze maachen, da kënnen mir heibannen déi beschte Resolutiounen an déi beschte Motiounen huelen, mee da kënnen mer et net ëmsetzen, well e Manktem u Personal ass.

An et ass do och wichtig, dass mer an d'Ausbildung vun deene Leit investéieren, dass mer op d'Ausbildung hiweisen, awer gläichzäiteg net nëmme d'Ausbildung

kucken, mee duerno och Aarbechtskonditioune schafen, dass déi Leit sech an deem Secteur wuelfillen an an deem Secteur bleiwen. Well mer hu virun allem am Fleegeberäich eng grouss Ofwanderung vu Leit, déi no zéng, zwielef Joer op eemol d'Decisioun huelen, dee Secteur ze verlossen, well se net zefridde si mat den Aarbechtskonditiounen. Dat muss een och eng Kéier op de Leescht huelen an och do déi néideg Aktiounen maachen.

An der Petitiounskommissioun d'lescht Woch ass gesot ginn – fir d'Aide-soignantë war dat –, dass mer op alle Fall do déi néideg Diskussiounen géife féieren an de jeeweilige Kommissiounen, fir do och aner Moyene kënnen ze huelen.

Dann ass do nach en anere wichtege Secteur, an dat ass deen, wou mer och déi meescht Aarbechtsplazen déi lescht Joerzéngte geschafen hunn: dat ass den öffentliche Secteur. Dat ass d'Fonction publique u sech an dat sinn alleguerten déi sougenannte parastaatleche Betriber.

Wéi mer virun zéng Joer hei stoungen, den Här Bausch, den Här Roth an ech – ech mengen, mir sinn nach déi dräi eenzeg, déi deemools geschwat hunn, a dach, den Här Meisch ass och nach derbäi –, wéi mer deemools hei geschwat hunn, war dee gréisste Patron hei zu Lëtzebuerg net d'CFL, wëll ech Iech soen, an deen zweetgréisste Betrib, deen deemools do war, war och net de Cactus. Mee dat waren nach Industriebetriber, dat war nach d'Stolindustrie, dat waren nach verschidde Banken, déi deemools déi gréisste Betriber hei am Land waren.

An der Zwëschenzäit huet déi Schéier sech geännert. An et muss ee sech bewosst sinn, wann ee Leit am Staat oder am parastaatleche Secteur astellt, dass dat zwar direkt remuneréiert a Recettë bei der Lounsteier mat sech bréngt, mee dass dat net onbedéngt Recettë bréngt bei der Betriebsbesteuerung, well do vill Betriber derbäi sinn, déi keng Steieren un de Lëtzebuurger Budget offéieren. Och dat dierf een do net aus den Ae verléieren, wann een dat mécht.

Mee et ass awer wichtig, dass déi Leit déi richtig Loun- an Aarbechtsbedingungen hunn. Do ass en Accord salarial ausgehandelt ginn, scho virun annerhallwem Joer, an e groussen Deel dovun ass nach ëmmer net ëmgesat. A mir sinn iwwerzeegt – de Serge Wilmes huet eis dat och nach ënnerstrach, wéi mer mat dem Fonctioun-publiques-Minister zesumme waren –, dass déi Accorden elo solle schnellstméiglech ëmgesat ginn. Do ass en Deel jo schonn ëmgesat, an déi Projeten, déi nach net ëmgesat sinn, do sollen déi Gesetzesprojete schnellstméiglech kommen. An dann hoffe mer, dass et bei där Institutioun, déi net wäit vun eis hei ewech ass, och séier virugeet, dass mer dat nach kënnen maachen.

Ech wëll drun erënneren: Enn des Joers sollen erëm nei Lounverhandlungen an deem Secteur ugoen! An ech weess nach aus mengem fréiere Liewen – dat war zwar dann net beim Staat, mee dat war am Privatsecteur –, datt et ëmmer schwéier war, en neie Kollektivvertrag schonn auszuhandelen, wann s de dee vu virun nach net ofgeschloss has. An dofir wier et wichtig, dass mer dat och alles géifen hikréien, dass mer esou séier wéi méiglech déi Projeten op den Instanzewee kréien a se dono och deementspriedend hei an d'Chamber kënnen kréien.

Mir hunn och geschwat vu paperless a wat do alles op eis zoukënt. Ech hu geschwat vu Gemengen, ech hunn dervu geschwat, wat mer do alles an der Digitaliséierung kënnen maachen. Et ass och wichtig am Justizberäich, dass mer et fäerdegbréngen, méi paperless ze maachen. Do huet d'Regierung schonn ugefaangen, eppes ze maachen, an dat solle mer nach weider ausbauen.

Mee elo soen ech dat selwecht, wat ech virdu gesot hunn: Do gëtt et eng Zort Clienten, déi net wäerte mam Paperless eens ginn, déi et nach ëmmer brauchen, dass et méiglech ass, bei e Schalter eppes sichen ze goen.

An ech muss éierlech soen, ech kennen Der och, déi kréien zwar allkéiers gesot: „Du kanns och d'ä Casier judiciaire“, fir elo mol eppes ganz Banales ze soen, „elektronesch iwwer MyGuichet erfrozeien.“ Da soen déi Leit mer – an dat sinn der net nëmmen, déi an den 1930er- oder an den 1920er-Jore gebuer sinn, mee do sinn der och derbäi, déi e bësse méi spéit gebuer sinn –, dass déi nach ëmmer net domat eens ginn. Do ass et wichteg, dass d'Méiglechkeet nach ëmmer bestoe bleift, dass een dat ka selwer siche goen oder dass een dat ka bestellen, well dat soss zu anere Schwieregkeete féiert. A gläichzäiteg muss een och driwwer nodenken – an et si verschidde Gemengen, déi dat maachen –, dass een e Plang mécht, wéi een deene Leit ka weisen, wéi dat fonctionéiert, dass een d'Leit ka betreiwen an dass se eng Ulafstell hunn, fir dat gewisen ze kréien.

Mir hu geschwat, oder net mir, mee ech, an ech kommen nach eng Kéier op dat Wuert zréck, wat ech haut de Moien héieren hu vun der „sozialer Keelt“. Eng Madamm, déi elo gläich no mir schwätze wäert, huet esou Saache gesot wéi dass näischt am Soziale géif geschéien. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, wat am Familljeministère alles gemaach gëtt, dass mer do 1,5 Milliarden ausginn aleng fir d'Kanner, fir d'Kannergeldkeess. 1,5 Milliarde gëtt Lëtzebuerg derfir aus, fir eppes an der Kannerbetreiung ze maachen!

Mir setzen och Akzenter bei der Aarmutsbekämpfung. Nach eng Kéier, ech hat et schonn aféierend gesot: D'Regierung ass amgaangen, e Plang auszuschaffen – deen och an deenen nächste Wochen a Méint wäert op den Dësch kommen –, wat een nach ka bei der Aarmut vereinfachen, well et ass jo net nëmmen ee Ministère, deen do concernéiert ass. Do si méi Ministère concernéiert, fir do e Plan d'action ze maachen.

Mee och do wësse mer, dass viles iwwert de Wee vun der Digitaliséierung leeft, mee dass do dach awer och gläichzäiteg e gréissere Problem ass. An ech hat d'lescht Woch nach d'Chance, zesumme mam Yves Cruchten op enger Table ronde ze sinn, wou nach eng Kéier ënnerstrach ginn ass: „Jo, Dir maacht elo alles schéi propper digital, mee Dir musst drun denken, dass déi Leit, déi Problemer hu mat der Aarmut, net grad déi sinn, déi deen neiste Laptop doheem stoen hunn an deen neiste Programm, fir dat dann alles digital kënnen unzefroen.“

Et ass do wichteg, dass mer déi Ulafstellen hunn, wou d'Leit kënnen mat Leit schwätzen, wou d'Leit kënnen higoen, fir gehollef ze kréie beim Ausfüllen. Et geet alles méi séier, wann ee weess, wéi een et ausfüllt. Mee wann een net weess, wéi een et ausfüllt, da geet et meeschtens esou: Den Ziedel ass net komplett, du kriss alles zréckgeschéckt, an da weess de net, wou s de dru bass. Do muss mer déi néideg Upassunge maachen.

An da wëll ech awer e Beispill nennen, dat mech awer e bëssen erféiert huet. Wéi ech nogelies hunn, ass et awer esou. Do ass eng Famill, déi fret d'Allocation de vie chère un. An dunn huet se d'Allocation de vie chère refuséiert kritt, well se d'Konditiounen net erfëlle géif, hire Loun wier ze héich. An do huet se gesot: „Et ass awer komesch, elo sinn ech sechs Méint an der Pensiwon. Ech kréien 1.000 Euro manner. Da géif ech awer d'Konditiounen erfëllen. An ech hunn elo geäntwert kritt, datt si sech op eise Revenu de ménage vun zwielef Méint virdu beruffen.“

Do muss mer et fäerdegréngen, dass dat méi soft – wéi soll ech dat nennen? Net soft, mee méi séier – iwwert d'Bün geet, dass d'Leit wierklech wëssen, wéi d'real Finanzsituatioun ass. Well et hëlleft mer näischt, wann ech weess, dass ech virun zwee Joer 2.000 Euro weider verdéngt hunn, ier ech an der Pensiwon war. Wann ech an der Pensiwon sinn an ech falen dann drënner, da muss ech zwee Jore waarden, bis ech dann d'Konditiounen erfëllen, fir déi Allocatiounen kënnen ze kréien.

An ech gesinn um Nicke vu verschidde Leit, déi an den Office-sociale setzen an déi dofir zoustänneg sinn, dass déi de Problem och kennen. Och do muss mer eppes maachen, fir deene Leit ze hëllef, dass déi Leit méi séier déi Hëllef kënnen kréien, dass mer dann net elektronesch do blockéiert sinn. Wat heescht elektronesch? Duerch den Echange misst et a mengen Ae méiglech sinn, dass mer dat kënnen maachen.

Et ass dofir gutt, dass do verschidde Servicer opgestockt ginn, all déi, déi sech ëm de REVIS an ëm d'Office-sociale bekëmmern. Et ass zwar am Koalitiounsaccord net gesot ginn, mir géifen eng Reform maache vum REVIS, mee et ass gesot ginn, dass awer no deem Bilan, deen do gemaach ginn ass no der Aféierung vum REVIS, een do verschidde Adaptatiounen soll maachen. Déi mussen net onbedéngt iwwer e Gesetzeswee kommen, mee et ass wichteg, dass déi Servicer ausgebaut ginn an dass mer och eng Opstockung vum Personal kréien, fir dass mer déi Chantieren och kënnen ugoen, well et ass awer wichteg, fir deene Leit kënnen ze hëllef.

An da kommen ech op eppes zréck, wat d'Madamm Adehm och gëschter nach eng Kéier gesot huet: dat ass dat vun der Iwwerverschëldung. A bei der Iwwerverschëldung kucken ech et dann elo e bëssen aus engem anere Bléckwénkel, wéi d'Madamm Adehm et scho gesot huet.

Ech kenne Leit, déi sinn an deem Programm vun der Iwwerverschëldung mat dran an déi schaffen allen zwee bei engem effentleche Patron, wou se agestallt gi sinn. An deen ee sëtzt nach ëmmer op deem Loun, deen en deemools hat, well e gesot huet: „Ob ech eppes schaffen oder ob ech näischt schaffen, ech behale souwiesou ëmmer nëmmen dee Minimum iwwereg, dee geholl gëtt, well de Rescht kréien ech ewechgeholl, fir op d'Iwwerverschëldung zréckbezuelen.“ Mee du hues awer och Leit, déi motivéiert sinn, an déi hu gesot: „Ech wëll awer gläichzäiteg trotzdeem virukommen am Liewen.“ An déi hätten da laut Kollektivvertrag och eng Plaz, déi 2.000 Euro méi héich bezuelt ass, mee déi kréien ënnert dem Stréch awer hoergenee dat selwecht wéi deen, dee sech manner drugëtt, well nämlech bei der Iwwerverschëldung et einfach heescht: Dat do ass de Seuil minima, deen s de behäls, an alles, wat s de doriwwer verdéngs, gëtt zréckbezuelt dohinner!

Och dat muss een awer kucken. Ech weess, firwat dat deemools agefuert ginn ass 2013, well ech de Projet relativ gutt kannst hunn. Ech weess, firwat dat alles gemaach ginn ass, mee et soll een awer driwwer nodenken, dass déi Leit, déi Leeschtung bruecht hunn, déi an hirem Betrib weiderkomm sinn, awer vläicht méi e groussen Deel vun deem Revenu kënnen halen, wéi dat de Moment de Fall ass.

Déi méi stänneg Kolleegen heibanne kënnen sech erënneren: Dat war och fréier bei den Zousazpensiounen esou. Wann déi legal Pensiwon 100 Euro an d'Lucht gaang ass, dann ass d'Zousazpensioun 100 Euro erfogaang am ale System. Well do stoung ëmmer: „Mir garantéieren der esou vill Prozent vun dengem leschte Loun.“ An esou vill Prozent vun deem leschte Loun heescht: Wann déi legal Pensiwon an d'Lucht

gaangen ass, ass de Complement erfogesat ginn. Dat war eng Debatt, déi mer viru 15 respektiv 20 Joer hatten, de fréiere Sozialminister ka sech nach dorun erënneren, wéi dat gemaach ginn ass.

Dofir sollte mer och hei vläicht bei der Iwwerverschëldung driwwer nodenken, ob et net méiglech wier, dass wann déi Leit et awer fäerdegréngen, weiderzekommen am Betrib, weiderzekommen an der Karriär, se da vun deem, firwat se schaffen, och vläicht méi e groussen Deel kënnen halen an net als Bittsteller allkéiers mussen dohinner goen, wann iergendeng Reparatur doheem ze maachen ass a se déi dann net kënnen maachen, well dat anert kontrolléiert gëtt. Dat ass eppes, wou ech géif en Appell maachen, dass een dat mat géif kucken an op den Dësch huelen.

Dann ass geschwat gi vun der „wundersamen Brotvermehrung“, déi mer géifen hei als Regierung oder als nei Majoritéit probéieren, déi „wundersame Brotvermehrung“. Ech mengen, et ass de Moien hei nach eng Kéier vun der Regierung ënnerstrach ginn, dass mer d'Ekonomie wëllen ukuerbelen. A wa mer d'Ekonomie kënnen ukuerbelen, da wäerte mer och méi Recettë maachen. An déi „wundersame Brotvermehrung“, dat ass eng ganz gutt Saach, dat passt och ganz gutt an d'Oktavzäit eran. Ech wëll awer soen, dass ee sech och muss bewosst sinn, wat do geschitt. Et muss ee sech d'Fro stellen, firwat dann d'Reserven net méi do sinn, déi virdrun do waren. Déi Diskussioun kann een och féieren an do soll och vläicht e bësse méi éierlech matenee gefuer ginn.

Et ass dat selwecht, wéi dass elo an dese sechs Méint hei awer iwwerhaupt nach näischt geschitt wier an dass mer just d'Aarmut méi grouss gemaach hätten – do war ech dach awer e bëssen iwwerrascht –, wéi gesot, wéi wa mir elo an deene leschte sechs Méint hätten d'Aarmut aleng kënnen bekämpfen, d'Regierung, an all dat anert virdu wier net geschitt! Dat sief dohigestallt.

(Interruption par M. Georges Engel)

Nee, Här Engel.

M. Georges Engel (LSAP) | Net guer näischt.

M. Marc Spautz (CSV) | Här Engel, ech wëll Tech just ... Ech hunn net gesot, et wier guer näischt geschitt. Mee Dir kënnt ...

(Interruption par M. Georges Engel)

A, ech wëll just soen, ech hunn net gesot, hei wier guer näischt geschitt! Ech hu just gesot, dass et awer komesch ...

(Interruption)

Nee, ech schwätzen net vum Koalitiounspartner! Well deejéinegen, deen dat um Radio gesot huet, war net eise Koalitiounspartner, dat waren aner Leit.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Mee wien ass dann en charge vum Dossier?

M. Marc Spautz (CSV) | Gelift?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Wien ass dann en charge vum Dossier?

M. Marc Spautz (CSV) | Vu wat fir engem Dossier? Wie war virdrun à charge vum Dossier? War dat Är Fro?

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jo.

M. Marc Spautz (CSV) | Dann ass et dat selwecht ...

(Interruptions)

... dann ass et dat selwecht fir ze soen, et wier hei keen Opschwung komm a mir géife vun engem Iwwergangsbudget schwätzen. Jo, mir soen, dass et en Iwwergangsbudget ass, well et ass deen éischte

vun där neier Majoritéit, et ass deen éischten, dee gemaach ginn ass. Dat hei sinn elo aacht Méint. Mir hate vir drun de Budget provisoire. Dat war och vir fénnef, zéng Joer, wéll ech just soen, net anescht.

Et ass gesot ginn, et géif iwwerhaupt näischt geschéien a punkto Aarmutsbekämpfung – ech si vir drun nach eng Kéier drop agaangen –, dass mer elo géife Kaddoe maache virun de Wale vum 9. Juni an den 11. Juni géif de Premierminister bei der Déclaration sur l'état de la nation dann de Contraire ukënnegen. Och déi Diskussioun ass e Samschdeg gefouert ginn. Ech fannen och dat eng ganz komesch Saach.

Mir hunn haut de Moien nach eng Kéier ënnerstrach, souwuel de Finanzminister wéi och de Budgetsrapporteur, dass mer gesot hunn, dass eng Steuerreform kéim. Dat ass eppes, wat mer ofgemaach hunn am Koalitiounsaccord, dass eng Steuerreform kënnt, eng gréisser Steuerreform, fir 2026, mee dass mer och fir den 1. Januar nach géife virgesinn, Adaptatiounen ze maachen, dass d'Steiertabell, déi schonn ugepasst ginn ass, nach eng weider Kéier géif ugepasst ginn. An dofir fannen ech dat komesch, wann do ervirgestrach ginn ass, an deenen 100 Deeg wier nach iwwerhaupt näischt geschitt.

Ech kann Iech just soen: Dat vum Logement a vun der Steuerupassung op den 1. Januar 2024, dat ass geschitt!

Dat hei wier blann op Wuesstum gesat.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Den Här Bausch huet eng Fro.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo, den Här Bausch därer roueg froen. E ka sech awer och aschreiw an duerno kommen. Et ass, wéi hie wéll.

M. François Bausch (déi gréng) | Nee, nee. Ech wollt just eng ganz frëndlech Fro stellen, Här Spautz. Macht Iech keng Suergen.

M. Marc Spautz (CSV) | Jo.

M. François Bausch (déi gréng) | Ech wollt froen: Dir kritiséiert, datt vun der Oppositioun gesot gëtt, datt mer fäerten, datt nom 9. Juni géifen en vue vum Budget vun 2025 gréisser Spuermoosnamen ugekënnegt ginn. Gitt Dir eis hei d'Garantie, datt am Budget 2025 keng gréisser Spuermoosnamen dra sinn? Merci.

M. Marc Spautz (CSV) | Ech ginn Iech keng Garantie, wat am Budget 2025 ass, ech géif Iech awer soen, an dat ass haut de Moien hei ënnerstrach ginn, och vum Finanzminister, dass déi Upassung kënnt vun der Steiertabell. An da kann een net hei soen, déi Upassung vun der Steiertabell géif den 11. Juni iwwer Bord geheit ginn.

Ech wéll Iech just soen, et war net Äre Vertrieeder, deen et gesot huet ...

(Interruption par M. François Bausch)

Ech wéll dat awer just soen. Ech wéll dat awer just ënnersträchen.

An dass mer just eleng géifen nom Prinzip Hoffnung Politick maachen, dat wier eng komesch Aart a Weis, fir Politick ze maachen. Ech wéll Iech soen: Mir maachen net Politick nom Prinzip Hoffnung. Mee et ass fir eis awer wichteg, eng Politick ze maache mat Kapp a mat Fouss. A mir sinn dach awer verwonnert, dass mer da vu Leit, déi vir drun d'Méiglechkeet haten, fir alles besser ze maachen, gesot kréien, eng ambitionslos Politick géif hei gemaach ginn. Ech mengen, et ass awer och zu engem groussen Deel eng Fortféierung vun deene Saachen, déi vläicht vir dru gemaach gi si vun där Regierung vu vir drun. Da kann een awer op eemol iwwerrascht sinn, wann da grad

dee Saz kënnt, dat hei wier eng ambitionslos Politick, déi géif gemaach ginn an all deene Voleten, wou mer awer mat deem virufueren, well mer dat och am Koalitiounsaccord ofgemaach hunn. Da kann ech op alle Fall fir meng Fraktioun soen, dass mir do nëmme konnte staunen, wéi dann een dat op deene Plaze gesot huet.

Mir wëllen elo hei och net vun engem Klassekampf oder engem Kulturkampf schwätzen. Et ass net eis Absicht, e Klassekampf oder e Kulturkampf ze maachen.

(Interruption)

E Klassekampf, hat Der gesot.

(Interruption)

Klassekampf hat Der gesot, Klassekampf hat Der gesot.

(Interruption par M. David Wagner)

O, Här Wagner, mir schwätzen nach eng Kéier do driwwer.

(Coups de cloche de la présidence)

M. Marc Baum (déi Lénk) | Dir leider net.

M. Marc Spautz (CSV) | Leider net?

M. David Wagner (déi Lénk) | Är Partei, Här Spautz.

M. Marc Spautz (CSV) | An dofir wollt ech mer erlaben, déi Remarken ze maachen. Ech muss vläicht awer herno nach eng Kéier erëmkommen, wann Der alleguerten duerch sidd, mee dat musse mer nach kucken. Mee ech wollt mer dofir erlaben, déi Remarken direkt ze maachen. Ech hu jo nach e bëssen Zäit, fir dat kënnen ze soen.

Ech wéll op alle Fall soen: Fir eis ass et wichteg. An dat ass dat, wat och de Finanzminister gesot hat bei der Presentatioun vum Budget: Mir wëlle mat Schwong fir en neien Opschwung suergen. D'Majoritéit huet deen néidege Sputt fonnt am Budget, fir déi Politick kënnen ze maachen, déi fir eis wichteg ass.

Dat hei ass e Budget, wou mer wëssen, opgrond vun deene Krise vun der Vergaangenheet, datt een nach verschidde Saache muss adaptéieren, mee mir waarden net op de Wuesstum. Mir probéieren de Wuesstum ze féerden, andeem dass mer domadder och de Betriber wëllen eng proaktiv Zukunft weisen. Well wann et de Betriber gutt geet, geet och de Leit gutt, déi do schaffen. An dofir hätte mer och gären, ech hat et schonn eng Kéier gesot, en neit Kollektivvertragsgesetz. Och dat steet am Koalitiounsaccord, dass mer och do déi Adaptatiounen kënne maachen.

E Budget wéi deen hei, dee stäerkt Lëtzebuerg, e séchert de Wuelstand fir déi breet Mëtt an hëlleft deene Schwächsten an eiser Gesellschaft och, wa mer alleguerten déi Punkte kënnen ëmsetzen. An ech mengen, dass dat hei dee richtege Budget ass fir dëst Joer 2024 an dass mat enger nohalteger Croissance, wou ech dovun iwwerzeegt sinn, dass mat der Politick vun der Regierung, déi wäert kommen, et och méiglech wäert sinn, duerno nach aner Saachen an der BudgetsPolitick ze maachen.

An aus all deene Punkte ginn ech – an dat wäert Iech héchstwahrscheinlech net wonneren – d'Zoustëmmung vun der CSV ...

M. François Bausch (déi gréng) | Elo hate mer e bëssen Angscht.

M. Marc Spautz (CSV) | ... zu dësem Budget. An ech soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren. Ech hunn nach e puer Minutte gehalen, fir vläicht kënnen de Mëtten nach eng Kéier ze äntweren. Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Spautz. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gilles Baum.

Une voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

M. Gilles Baum (DP) | Merci fir d'Wuert, Här Président. Ech géif gären ufänke mat engem Merci un d'Madamm Rapporteur vun dësem Budget am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei fir hire komplette schréftleche wéi och méndleche Rapport, dee se geschter hei virgedroen huet.

Kolleginnen a Kollegen, d'Debatt iwwert de Budget, de Programme de stabilité et de croissance an de Programme national de réforme, dat ass ëmmer en Héichpunkt vum politesche Programm hei an der Chamber. Et ass e Moment vu Reflexioun, wou mer nodenken iwwert dat, wat alles gemaach ginn ass.

Et ass e Moment vun Analys, wou mer kucken, a wat fir enger Situatioun dass mer eis befannen, an et ass och dee Moment, wou mer eis Ziler a Prioritéite fir d'Zukunft definéieren an och soen, wat mer wëllen ëmsetzen.

De Regierungswiessel huet zu engem Moment stattfonnt, wou mer schonn erausforderend Zäiten hantert eis haten.

An éier ech op déi verschidde Volete vun dësem Budget aginn an op d'Prioritéite vun der Demokratescher Partei, wéll ech Iech soen, dass mäi Kollege André Bauler och als zweete Riedner wäert eropkommen a sech ëm d'Theemen Digitalisatioun, Economie, Energie, Finanzplaz a Staatsfinanze wäert këmmern.

Elo ass et wichteg, dass mer als Éischt eis mam Kontext auserneeetzen, an deem mer eis befannen, an analyséieren, wat déi grouss Defie sinn, déi et ze meeschtere gëllt.

Wéi mer alleguer wëssen, liewe mer geopolitesch a ganz onprevisibelen Zäiten. Dat beaflosst direkt déi europäesch an déi national Economie. Eist klengt an oppent Land reagiert op verschidde Schocke vill méi sensibel wéi aner Länner dat maachen.

Den éischten Inflationsschock aus de leschte Joren, deen huet eis an den Zäite vun der Pandemie getraff. Kuerz duerno ass de Krich an der Ukrain ausgebrach, deen d'Energiekris ausgeléist huet an eng weider Inflationsswell mat sech bruecht huet.

Dank de Mesüeren aus de verschiddene Solidaritéitspäck, déi ënnert der viregter Regierung an d'Liewe geruff goufen an zum ganz groussen Deel mat der Ënnerstëtzung vum ganze Parlament ëmgesat gi sinn – an ech zielen do op: d'Energiehëllef fir d'Betriber, d'Eropsetze vum soziale Mindestloun a vum Steuerkredit fir Monoparentallen, de Gas- an de Strompräisdeckel, d'Upassung vun der Steiertabell –, all déi Mesüeren hunn derzou bäigedroen, dass mer d'Inflation hei zu Lëtzebuerg relativ gutt am Grëff gehalen hunn an dass d'Inflation hei zu Lëtzebuerg zu deenen niddregsten an der Europäescher Unioun ziele kann.

De Statec hat am November d'lescht Joer fir dëst Joer eng Präisdeierecht vun 2,6 % virausgesot, mee déi gëtt elo bedéngt duerch d'Baisse vun de Pétrolspräiser op 2,2 % geschat.

Viru Kuerzem ass Lëtzebuerg op der achter Plaz vum World Happiness Index gelant. Ee vun den Indicateuren, déi zu dësem gudden Placement bäidroen, ass déi héich Kafkraaft, déi hei am Land bäigehale konnt ginn.

An deene Krisejoren, déi hannert eis leien, ass d'Kafkraaft vun alle Quintilen, déi e Revenu hei zu

Lëtzebuerg huet, net erofgaangen. Dat war alles anescht ewéi verständlech, wann ee sech d'Situatioun soss an Europa an an der Welt während där Zäit ukuckt.

Dëst beweist, dass déi enorm budgetär Efforte vun der viregter Regierung am Zesummespill hei mam Parlament – och wann et net ganz einfach war – hir Friichte gedroen hunn an d'Leit an d'Betribler ganz kloer an dese schwierigen Zäiten ënnerstëtzt hunn.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Déi verschidde Mesüeren aus de leschte Jore waren néideg, mee si hunn eis och eppes kascht. Mee evidenteweis ass och do e staarken Impakt op d'Staatsfinanze gewiescht an nach ëmmer. Mee wat hätt et kascht, wa mer déi Efforten hei net gemaach hätten? Wat hätt et kascht, wa mer d'Familien an d'Betribler net ënnerstëtzt hätten? Wéi vill hätt et kascht, wa mer d'Leit massiv am Chômage erëmfonnt hätten?

Déi rasonabel Finanzpolitik an de Jore virun der Kris huet eis et erlaabt, an deene schwierigen Zäiten déi néideg Marge de manoeuvre ze behalen, jo, dee sougenannte Sputt, vun deem ëmmer geschwat gëtt.

Nieft der Präisdeierecht hunn och déi héich Zënse vill Leit a Betribler a Schwierigkeete bruecht. Virum allem um Logementsmarché hu sech d'Auswierkung vum der Zënshausse duerch d'Zentralbank ganz gutt bemierkbar gemaach. D'Wirtschaft ass am Groussen a Ganzen doduerch och ofgebremst ginn, mam Resultat, dass d'lescht Joer déi ekonomesch Aktivitéit zeréckgaangen ass.

Déi gutt Noriicht ass awer déi, dass de Stateg fir 2024 vun enger Croissance vun 2 % fir Lëtzebuerg ausgeet. Fir Lëtzebuerg ass dat e moderate Wuesstum, mee domat leie mer awer nach ëmmer däitlech iwwert de Schätzung vum der Eurozon, wou e Wuesstum vun 0,6 % virausgesot gëtt.

Och wann aner Leit heibannen dat vläicht anescht gesinn, wëll ech soen, am Numm vu menger Partei, dass de Wuesstum wichteg ass. De Wuesstum ass de Garant fir e staarke Sozialstaat.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | D'Beschäftegung soll 2024 just ëm 1,3 % wuessen, am Verglach dozou louch den Taux 2022 bei 3,4 %. An de Chômagetaux, do gëtt virgesinn, dass en dëst Joer vu 5,2 op 5,9 % klamme wäert.

Et gesäit esou aus, wéi wann déi schwierig konjunkturell Situatioun, och wann eng Besserung a Siicht ass, eis awer nach eng Zäitche wäert begleeden. Do-wéinst ass et wichteg, dass mer och weiderhin Efforte maachen, an et ass wichteg, dass mer eng antizyklesch Politik bedriewen.

Jo, mir musse weider um Opschwung vun der ekonomescher Aktivitéit schaffen. Wuesstum ass wichteg, mee Wuesstum ass kee Selbstzweck an dese muss qualitativ héichwäerteg sinn. Dofir ass eng vun eisen Haaptmissiounen, déi mer an deem Budget erëmfannen, d'Liewensqualitéit zu Lëtzebuerg héich ze halen an d'Defien, wéi d'duebel Transitioun, déi digital an déi ekologesch, ze begleeden, an zwar verstärkt ze begleeden.

Dës Devise gëtt och am PNR ervirgehuewen. Lëtzebuerg kennt de Recommandatioun vum der EU-Kommissioun no a mécht Efforte fir d'Entwécklung vun den erneierbaren Energien. Hei setze mer virum allem op d'Solarenergie, d'Fotovoltaik, d'Wandenergie, awer och den Ausbau vum effentlechen Transport.

Eng weider Recommandatioun krute mer gemaach, fir weider géint d'Steierhannerzëiung an de

Blanchiment ze kämpfen. An deem Sënn passe mer scho säit Jore reegelméisseg eis Legislatioun un.

Och am Beräich vun der Schafung vum abordabele Wunraum hu mer verschidde Mesüeren en place gesat, op déi ech spéider wäert ze schwätze kommen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no deem Iwwerbléck loosst eis elo zum Plat de résistance kommen, nämlech zum Budget u sech.

Jo, de Budget ass en Dokument voller Zuelen, mee et muss ee sech awer virun Aen halen, dass hannert desen Zuele Mënsche stinn. Wann d'Sozialausgabe mussen an d'Luucht goen, da muss ee sech virun Ae féieren, dass een domadder de Mënschen hei am Land hëllef. D'DP mécht eng Politik, déi no bei de Leit ass. Dofir ass et ëmsou méi wichteg, an eisen Aen, dass de soziale Volet vun deem Budget, genau wéi an deene leschte Joren, esou staark ass an absoluten Zuelen und eropgeet. Et ass scho gesot ginn: 47 % vun de Staatsausgabe stelle Sozialausgaben a sozial Transferten duer. Et si Mesüeren, déi virun allem och deene méi vulnerabele Persounen ënnert d'Äerm gräifen an en Zeeche vu Solidaritéit sinn. Dës huele mir méi spéit nach méi genau ënnert d'Lupp.

Ech wëll hei nach eng Kéier ganz däitlech ënnersträichen, dass dese Budget an eisen Ae beweist, dass et e Budget fir d'Mënschen hei zu Lëtzebuerg ass an dass et och e Budget ass fir d'Zukunft hei zu Lëtzebuerg. Et gi keng Sozialleeschtunge gekierzt oder gestrach, an et gëtt och keng Politik vum kalen Häerz gemaach!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dëst gëtt eis vun den Oppositionsparteien un de Kapp gehäit. D'Mesüeren an d'Zuele schwätzen awer eng ganz aner Sprooch.

Als DP sti mer fir eng Politik mat de Leit a fir d'Leit. Eng Politik, déi net ee géint deen aneren ausspillt, mee déi Brécke baut, eng Politik, an där de sozial-liberale Fueдем weidergesponne gëtt a sozial Ongerechtegkeete bekämpft ginn. Mir gesinn eng staark a gesond Wirtschaft net als Selbstzweck, mee et ass fir eis de Garant fir e staarke Sozialstaat, fir gutt ausgebaut Infrastrukturen a fir eng héich Liewensqualitéit vun alle Biergerinnen a Bierger hei am Land.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, zu de Staatsfinanzen.

Zu enger staarker a gesonder Wirtschaft, a mir hunn et gëschter héieren, gehéiert och eng staark Finanzplaz. A wie „kompetitiv Finanzplaz“ seet, dee schwätzt och séier vu Kreditwierdegkeet. An hei si mer, mengen ech, säit ganz laange Joren zu Lëtzebuerg ganz gutt opgestallt, well mer säit ganz laange Joren den Triple-A hei zu Lëtzebuerg hunn, behalen a verteidegen. Mee gesond Staatsfinanze sinn eng Viraussetzung heifir.

Da loosst eis emol e Bléck op déi aktuell Situatioun vun de Staatsfinanze werfen. Wéi Der alleguer wësst, huet déi viregt Regierung immens vill gelescht, fir déi verschidde Krisen, mat deene mer konfrontéiert waren, ze meeschteren, hinnen entgéintzewirken an de Menagen an de Betribler ze hëllef.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Dëst reflektéiert sech natierlech och elo an de Staatsfinanzen.

Déi Efforten, déi gemaach gi sinn, déi waren net punktuell, mee déi hu sech iwwer eng Rei Budgetsjore gezunn. A si zéie sech och nach duerch d'Joer 2024. De Staatsdefizit louch 2023 den aktuellen Zuele vum Stateg no bei ongeféier 2,3 %. An den Defizit am Zentralstaat soll och bei 2,3 % bleiwen.

Zu der Staatsschuld: Dës louch 2023 bei 25,2 %, a soll dëst Joer op 26,5 % eropgoen.

D'DP-Fraktioun steet, wéi mer et ëmmer gesot hunn an och ëmmer gemaach hunn, weider zu enger responsabler Finanzpolitik. Wéi et am Koalitionsaccord virgesinn ass, begrëisse mer och, dass sech an deem Kader fir d'Mise en place vun enger soutenabler Trajectoire fir d'Staatsschuld agesat gëtt.

Wat d'Projection pluriannuelle vun der Staatsschuld ugeet, ass virgesinn, dass dës am Joer 2026 op 27,3 % soll klammen, a sech fir dat Joer drop och op deem Niveau soll apendelen. Mir bleiwen also de Projektionen no kloer ënnert den 30 %.

Mir wäerten eis och an Zukunft derfir asetzen, dass mer déi nohalteg Trajectoire bäibehalen an dobäi déi néideg Ressourcen zur Verfügung stellen, fir d'Land op d'Zukunft ze preparéieren, andeems mer eis Infrastrukture weider ausbauen an erneieren an deem groussen Defi vun der duebeler Transitioun nokommen. Dat sinn d'Ziler, déi fir d'DP net kënnen a Fro gestallt ginn.

Et gëtt verschidde Plazen, wou net ka gespuert ginn. Et gëtt verschidde Plazen, wou net därfer gespuert ginn. Zemoos wann et drëm geet, genau déi ze ënnerstëtzen, déi eis Hëllef am meeschte brauchen an déi och am meeschten ënnert der Kris vun de leschte Jore gelidden hunn. De Kolleeg André Bauler wäert muer a senger Interventioun nach emol in extenso op d'Situatioun an de Staatsfinanzen agoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Budget fir 2024 steet fir eng antizyklesch Politik. Dat heescht, mir däerfen d'Investissementer oder déi grouss Infrastrukturprojeten net op Äis leeën. Mee genau de Contraire ass dat, wat mer brauchen a wat mer maachen, nämlech: héich Investissementer fir eis Infrastrukturen, fir de Leit ënnert d'Äerm ze gräifen, fir d'Aarmut ze bekämpfen, fir d'Land weider ze moderniséieren, fir d'Liewensqualitéit weider auszebauen, awer och fir eis Betribler um Lafen ze halen an hir Aktivitéit nees unzekuerbelen.

D'Zukunft preparéieren heescht och, haut schonn d'Infrastrukture vu muer ze plangen. Dat mécht d'Regierung duerch en ambitiösen Investitionsprogramm. 2024 sollen d'Investissementer ëm 9,7 % eropgoen. An da leie se konkret bei 4,4 % vum PIB. Dëst sinn Investissementer an d'Betribler, an d'Leit, an d'Education vun eise Kanner, d'Digitalisatioun, den Ëmweltschutz, de Logement – kuerz gesot: an eis Zukunft.

Loosst eis mol am Detail kucken, wat an deene verschiddene Ressorten an Zukunft investéiert gëtt.

Wéi jiddwereen heibanne weess, ass de Klimawandel eppes, wat eis alleguer betrëfft. Zemoos am Fréijoer fält et mir immens op, well ech ganz gär mat mengem Hond en Tour an de Bësch oder bei d'Bëscher maache ginn. An d'Leit, déi do e Bësse méi genau kucken, déi mierken, dass eis Bëscher vu Joer zu Joer méi krank ginn. Just nach 20 % vun de Bëscher zu Lëtzebuerg si ganz gesond. Dat läit, ënner anerem an deene ganz dréchene Summeren, laange Summeren, wou et dréche war a wou och de Borkenkäfer sech konnt breetmaachen.

Eis Bëscher musse méi resistent gi fir de Klimawandel. An ech sinn der Meenung, dass mer musse ganz grouss Efforte maachen, fir nei Beem unzeplanzen. Beem, déi klimaresistent sinn. Well mir wëssen, dass verschidde Beem et einfach net méi an eise Géigende packen. Da musse mer eebe Beem planzen, wou mer wëssen, dass se och mam Klimawandel kënnen eens ginn. An eisen Ae sinn Investissementer an deem Beräich onëmgängelech, fir d'Natur weider ze schützen a

fir och eise Kanner a Kandskanner eng liewenswäert Natur, eng liewenswäert Welt ze hannerloossen.

Et gëllt, d'Jalonen, déi an de leschte Jore mam PNEC gestallt gi sinn, mam Abezéie vun de Bierger am Klima-Biergerrot, mat den Hëllef bei de Sanéierung vum Gebaier, awer och mam Ausbau vun den erneierbaren Energien, ëmzesetzen. Och den öffentliche Transport muss weider ausgebaut ginn. D'Dekarboniséierung vum Transportsecteur, dee ronn zwee Drëttel vun den Emissionen ausmécht, ass fir eis en essenziell Uleies. An deem Sënn mécht d'Demokratesch Partei se staark fir e gutt funktionéierenden öffentliche Transport.

D'Mobilitéitsnetz stäerken: Och dat ass am Budget 2024 virgesinn. Do gëtt op nei Infrastrukture gesat, wou massiv investéiert gëtt, awer och a Multimobilitéit. Pardon, dat ass iergendwéi e Wuert, dat ech ni erauskréien: „Multimodalitéit“! Bon, et ass och „Multimobilitéit“.

Iwwert déi nächst véier Joer solle ronn 1,8 Milliarden an de Fonds des routes investéiert ginn an 2,5 Milliarden an de Fonds du rail, fir eist Schinnennetz auszubauen. Den Tramsreseau, deen an eisen Aen e ganz grouse Succès huet, soll och weider am Plan national de mobilité virgesi ginn a vergrëssert ginn. Dëst Joer nach, Enn dëses Joers, wäert den Tram bis op de Stadion rullen an ufanks d'nächst Joer, am Fréijoer, bis op de Findel.

A mir haten elo viru Kuerzem weider Finanzéierungsgesetzter hei an der Chamber, déi mer ugeholl hunn. Do geet et ëm d'Extenssioun vum Tram bis op Holle-rech an iwwert de Boulevard Konrad Adenauer. Dëst wäert et nach eng Kéier de Leit erlaben, an der Stad méi séier vun A op B ze kommen an do och Zäit ze spueren.

An elo kënt d'Wuert nach eng Kéier ...

(Hilarité)

Multimodal heescht: d'Velösweeër ausbauen, den öffentliche Transport ausbauen. Mee eis Stroosse mussen awer och ausgebaut ginn, well mer awer wëssen, dass mer net derlaanscht kommen an dass vill Leit op den Auto ugewise sinn. Den Auto huet heiansdo keng Alternativ, virun allem fir Leit, déi am Osten an am Norde vum Land wunnen.

Verschiede Projete wëlle mir dann natierlech an deem Sënn weiderfinanzéieren, wéi de Contournement vun der Dippecher Gare oder de Contournement vun Housen, wou ech e Samschen zoufälligerweis do uewe war. An do muss ech soen: Et ass impressionnant, wat do scho geleescht ginn ass! Et ass awer och d'Securisation vun der N7 téschent dem Fridhaff a Wäiswampech. Et ass d'Ettelbrécker Gare. Et ass awer och den Ausbau op zweemol dräi Spuere vun der A3 an och vun der A6.

An der Energiepolitik muss awer déi nächst Joren en éischer Stell den Ausbau vun den erneierbaren Energie stoen. Wéi dat och am PNR steet, sinn an eisen Aen hei massiv Investissementer onëmgänglech, fir Lëtzebuerg schnellstméiglech klimaneutral ze maachen an esou eis Ofhängegkeet vun Energieimporter ze reduzéieren.

Mir müssen an den nächste Jore richtig Gas ginn – entschëllegt deen Ausdrock – beim Ausbau vun den erneierbaren Energien, an dat geet nëmme, wa mer anstänneg Suen an de Grapp huelen. Investitiounen a Wand a Sonn sinn donieft net nëmme gutt fir d'Klima, mee och fir de Portmonni.

Duerch attraktiv Subside sollen d'Leit weider ënnerstëtzt ginn, fir hiren eegene Stroum ze produzéieren. A fir ze verhënneren, dass héich Investitiounen d'Leit dervun ofschrecken, dëse Schrëtt ze maachen, si mer

ganz frou, dass eis Iddi vun der Virfinanzéierung et an de Regierungsaccord gepackt huet.

Jo, mir müssen d'Leit alleguer mat op de Wee vun der Transitioun huelen. Mee net all Mënsch kann 20.000 oder 30.000 Euro fir déi energieatesch Sanéierung vu sengem Haus op den Dësch leeën! An dofir ass et wichtig, dass mer dee Projet, fir de Leit déi Sue virzestrecken, séier un d'Lafe kréien!

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Bei den neie Gebaier, do soll d'Fotovoltaik Standard ginn. Och dat ass eng vun de wichtigsten Erausforderungen, déi mer als Regierung wëllen ëmsetzen.

Dat Wichtigst ass awer, mengen ech, dass déi zwou Regierungsparteie sech an der Philosophie eens sinn: ambitiéis a pragmatisch! Nëmme esou kréie mer genuch Tempo, fir eis Zilsetzungen ëmzesetzen. Nëmme esou brénge mer et och fäerdeg, d'Leit alleguer mat op de Wee ze huelen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, héijen Tempo brauche mer och an der Logementspolitik, well zu enger gudder Liewensqualität gehéiert virun allem, dass ee sech en Dag iwwert dem Kapp ka leeschten. Eng Suerg, déi leider net nei ass.

De Logementsproblem ass eng Problematik, déi vill Leit betrëfft, souwuel déi Jonk wéi déi Al. Ech denken an déi Leit, déi net méi schaffe ginn a bei deenen d'Pensioun net duergeet, fir de Loyer nach ze bezuelen. Ech denken un déi jonk Leit, déi sech keng éischt Wunneng finanzéiere kënnen. Ech denken un déi schaffend Koppel mam Mindestloun, déi kaum iwwert d'Ronne kënt. An ech denken an déi alengerzéind Elteren, déi duerch den héije Loyer um Enn vum Mount och näischt méi Rescht hunn. De Logementsproblem zitt sech säit Joren a Joerzénngen, an en zitt sech mëttlerweil bis an d'Mëttelschicht eran. Dat ass leider déi batter Realitéit.

D'Liewensqualität kann net geséichert ginn, wa mer dëse Problem net léisen. Dofir begrëisse mer, dass d'Regierung a kuerzer Zäit schonn e Paquet Logement, e Gesetzesprojet, op de Wee bruecht huet mat engem ëmfaassende Pak vu Mesürene, fir de Marché vum Logement souwuel kuerz- wéi och mëttel- a laangfristeg mat enger Rei u Mesürene ze redynamiséieren.

Dës Mesürene hunn en dräifacht Zil. Éischtens d'Stärkung vum Bau- a vum Handwierskssecteur, fir Aarbechtsplazen ze erhalen, zweetens d'Erhéijung vun der Wunnengsoffer an drëttens d'Ënnerstëtzung fir Privatpersounen, déi eng Wunneng wëlle kafen oder lounen.

Dozou gehéiere steierlech Mesürene, déi zäitlech, awer och deelweis am Montant begrenzt sinn, wéi d'Erhéije vum Taux an der Dauer vum Amortissement accélérier, awer och d'Schafe vum bëllegen Akt fir Locatiounswunnengen.

Et sinn eng Rëtsch vu Sozialmesürene um Niveau vun den individuellen Hëllefem am Logement an am abordabele Wunnraum virgesinn, déi ech besonnesch erhär... ervirhiewe wëll, well se der DP um Häerz leien. Ech mengen, et gëtt awer Zäit, dass ech eng Schlupp huelen.

(Interruption)

Et ass jo och schonn 11.15 Auer.

(Hilarité)

(M. Gilles Baum se verse un verre d'eau.)

Ech kommen zeréck zu de Mesürene am Logement. De Plaffong vun den individuellen Hëllefem wäert ugepasst ginn, fir dass méi Leit heivunner kënnen profitéieren.

De Plaffong fir d'Menagé mat Kanner klëmmt, ofhängeg vun der Unzuel vun de Kanner, zum Beispill ëm 8 % bis 25 %.

De Plaffong vun der Subvention Loyer: Do kritt een am Moment fir ee Kand 40 Euro, an dat gëtt erpeggesat op 80 Euro pro Kand. Et gëtt also verduebelt.

Och de Plaffong vun der Prime d'accession à la propriété, d'Eigenheimzulage, gëtt ugepasst. Mat dëser Upassung gëtt d'Unzuel vun den eligibele Menagen ëm 59 % erhéicht a gläichzäiteg och d'potenziell Unzuel vun de Beneficiairë vun enger Prime d'épargne, well et sech hei ëm eng Zousazprimm vun der Prime d'accession à la propriété handelt.

Opgrond vun den héijen Zënssätz op den Immobiliekreditter gëtt de maximale Montant vun der Subvention d'intérêt, deen am Moment bei 2,45 % läit, op 3,5 % gehéicht. Dës Moosnam gëllt souwuel fir déi nei wéi och fir déi lafend Prëten. Den Akommesplaffong fir dës Subventioun soll ugepasst ginn.

Mir wëllen de Kaf vun abordabelem Wunnraum a vu Wunnraum à coût modéré, dee vun engem öffentliche Träger geschaf gouf – sief dat d'Gemeng, sief dat d'SNHBM, sief dat de Fonds du logement – weider massiv ënnerstëtzen. Jo, mir müssen als öffentliche Acteuren un engem Strang zéien, fir weider abordabele Wunnraum ze schafen!

De Staat brauch méi Wunnraum och a sengem Parc immobilier. Dofir begrëisse mer als Demokratesch Partei den ambitiéis VEFA-Programm, dee verlängert an ausgebaut gëtt. Dës Moosnamen erlaben et net nëmme, de Parc immobilier vum Staat, wat den abordabele Wunnraum ugeet, schnell an effikass ze erhéijen, mee en erlaabt et och, de Bausecteur konkret ze ënnerstëtzen.

Aktuell huet de Staat sech verpflichtet, 170 Wunneenheete fir ronn 110 Milliounen unzeschaffen. Dozou kënt eng weider Enveloppe financière pluriannuelle, 2024–2028 (veuillez lire: 2024–2027), vu 480 Milliounen, wat ongeféier 800 weidere Wunneenheeten entsprécht.

D'Demokratesch Partei huet an deene leschte Joren eng ganz Rei vu konkreten Iddien am Logement proposéiert. Dozou gehéieren den nationale Biergerfong, fir d'Awunner aktiv an de Finanzement vu Wunnengen mat anzebezéien, eng steierfräi Mietprämie, d'prioritär Mobiliséierung vun öffentliche Terrainen, d'Beschleunegung vun de Prozeduren duerch den Accord tacite. Dat sinn nëmme e puer Iddien aus enger laanger Lëscht. Verschiedener goufen ëmgesat, anerer wäerte mer konkret upaken.

Här President, wéi scho gesot wäert de Kolleeg André Bauler a sengem Bäitrag op d'Ekonomie agoen. Erlaabt mer awer just op dëser Plaz e kuerzt Wuert zum Budgetrapport, wou mer als DP-Fraktioun eng aner Vue hu wéi déi, déi am Rapport steet. An et geet ëm d'SNCI, d'Société nationale de crédit et d'investissement.

D'SNCI spillt e ganz wichtige Rôle bei der Ënnerstëtzung vu politeschen an ekonomesche Prioritéiten. Fir d'Betriber a hiren Efforten ze begleeden, fir déi duebel Transitioun unzegoen, dat heescht d'Dekarboniséierung an d'Digitalisatioun, ass d'SNCI den zentralen Acteur.

Ouni Investissementer an dës Beräicher an enger Welt vu muer, ouni Dekarboniséierung, ouni Digitaliséierung, ouni Kënschtlech Intelligenz wäert e Betriber an Zukunft net kënnen iwwerliewen. Dofir ass et wichtig a richtig, dass d'SNCI weider Moyenen doranner stécht, fir besonnesch d'PMEen ze begleeden a Produiten ze developpéieren, déi den Invest an dës Technologien encouragéiert. Hei hunn de Staat an d'SNCI eng Mammutaarbecht viru sech. An ech si frou ze gesinn, dass scho massiv an déi do Richtung geschafft gëtt.

Och am Logement huet d'SNCI a Krisenzäiten e Rôle. An dat ass dee fir ze hëllefen, de Wunnengsbau weider um Lafen ze halen. Well all Wunneng, déi haut net gebaut gëtt, déi wäert an Zukunft duebel och dräifach feelen. Dofir ass et richtig, en Instrumenter mat anere Banken zesummenzeschaffen, fir de Bau ze encouragéieren.

Ob elo awer d'SNCI soll Aufgaben am Beräich vun de Particulieren iwwerhuelen, dat woen ech ze bezweifelen. Mir géifen nämlech do riskéieren, en Double emploi ze maachen. An ech bezweifelen och, dass dat géif zu enger Simplification administrative bäidroen. Mir hu schonn Instrumenter wéi d'Klimabank, mir hunn d'Logementsaiden, déi en place sinn, fir de Leit beim Kaf a bei der Renovéierung ze hëllefen.

Den Economie- an den Ëmweltminister schaffen en engem Modell fir d'Virfinanzéierung – ech hunn et scho gesot – vun de Klimaaiden, fir eebe genau sécherzestellen, dass d'Privatleit net méintelaang oder jorelaang mussen op hire Subsid waarden, zum Beispill fir eng Fotovoltaikanlag. Ech mengen, dass dat dee richtegen Usaz ass, an dee solle mer och konsequent weiderfuere, well dat ass wichteg. Et ass e wichtegt Pëselstéck vun der Energietransitioun, fir déi méi sozial gerecht ze gestalten.

Une voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Kolleginnen a Kollegen, mäi Virriedner huet et gesot an et ass vun de Kollegee vun der Opposition och leschte Samschdeg gesot ginn, et wär näischt am Budget, wat sozial wär, et wär näischt, wat fir d'Aarmutsbekämpfung am Budget wär. Ech wäert elo konkret besonnesch op d'Mesüren, déi am Max Hahn sengem Familljeministère sinn, agoen an Iech dat da widerleeën. Ech freeë mech awer dann de Mëtten op den Debat vun de Kollegee vun den Oppositionsparteien.

D'DP stoung ëmmer a wäert och an Zukunft fir de sozialen Zesammenhalt stoen. De Budget 2024, wou-vun, wéi scho gesot, bal d'Hallschent, 47 %, an de soziale Volet fléissen, steet fir eng Politick vun der Solidaritéit, eng Politick, déi de Vulnerabelsten am Land hëlleft, se net am Stach léisst an déi d'Zesummeliewen hei am Land stärke wäert.

Dëst hu mer direkt ufangs des Joers bewisen: Fir d'Kafkraaft vun de Leit weider ze stäerken, gouf d'Steuertabell direkt ëm véier Indexranchen ugepasst. An deem Sënn ginn d'Mesüren, déi duerch de Sozialdialog vun de leschte Jore festgehale goufen, weidergefouert. Et goufen och nei Mesüren an d'Weeër geleet, wéi déi um Bausecteur, déi ech Iech elo grad opgezielt hunn.

Well d'Energiekris virun allem déi méi vulnerabel Persoune betrëfft, ginn d'Aiden, déi och iwwert de Sozialdialog festgehale goufen, och 2024 an de Wunnstrukture fir eeler Leit weidergefouert. Heizou gehéiert d'Prime d'énergie, den Équivalent crédit d'impôt, awer och d'Finanzéierung vum Surcoût énergétique.

Elong d'Käschte vun de Mesüren aus dem Solidaritéitspak 3.0 fir d'Joer 2024 ginn op 12 Milliounen, pardon, 12 Milliarden, nee, pardon, 1,2 Milliarden geschat. Mäi Printer hat hei en Aussetzer.

Mir si ganz houfreg, dass de Familljeministère d'Enveloppe fir d'Beräicher vun der Famille, vun der Inklusioun, vum Zesummeliewen a vum Accueil am Verglach zu 2023 ëm 10 % erhéicht huet. De Montant vun dëser Enveloppe, der Enveloppe vum Familljeministère, läit elo bei 2,4 Milliarden Euro fir déi Beräicher, déi ech Iech elo genannt hunn. An ech menge wierklech net, dass do ka vun enger Politick vum kalen Häerz rieds goen. An ech wäert Iech dat och elo méi am Detail auserneeleeën.

Dëst ass e Budget fir méi sozial Mesüren, e Budget, fir d'Aarmut méi staark ze bekämpfen, e Budget fir méi

Inklusioun, e Budget fir méi interkulturell Zesummeliewe fir jiddwereen, fir dass jiddereen an eiser Gesellschaft seng Plaz fënt a fir dass keen ausgeschloss gëtt.

Am Kader vun der Aarmutsbekämpfung setze mer op Mesüren, déi géint d'Prekaritéit an déi sozial Exklusioun virginn. Zu der Aarmutsbekämpfung gehéiert natierlech och, an ech hunn et virdu gesot, dass een de Leit hëlleft, en Dag iwwert dem Kapp ze kréien. Am Juni 2021 huet Lëtzebuerg d'Deklaratioun vu Lissabon ënnerschriwwen, fir d'Zil vum Zéro sans-abrisme bis 2030 ze errechen. A fir dat ze errechen, sollen am Budget 2024 verschidden nei a scho bestoend Initiative weidergefouert ginn, wéi zum Beispill d'Offer fir d'Leit sans abri an d'Luucht ze setzen, awer och d'Strategien Housing Led an Housing First ze promouvieren.

Eis Fraktioun begréisst natierlech dës Offeren, déi och de Laangzäitobdachlose wäert ënnert d'Äerm gräifen. Fir d'Finanzéierung heivun ass eng Enveloppe vu ronn 45 Milliounen virgesinn, dat ass e Plus vu 7 Milliounen par rapport zum leschte Joer.

Et dierf een net vergiessen, dass zu de vulnerabele Persounen och oft déi eeler Leit gehéieren. Eng gutt Liewensqualitéit muss och am héijen Alter garantéiert sinn. An deem Sënn maache mir eis staark, fir d'Qualitéit vun de Servicer vun den eelere Leit weider ze verbessern. Dëst spigelt sech erëm a verschiddene Mesüren, déi am neie Qualitätsgesetz dra sinn, dat den 1. März a Kraaft getrueden ass. D'Zil heivun ass et, d'Qualitéit an och d'Transparenz bezüglech de Servicer an de Prestatiounen an de Wunnstrukture fir eeler Leit ze verbessern. Dëst soll duerch 14 Milliounen Euro finanzéiert ginn. Dat ass och e Plus vun 10 %.

Zu enger inklusiver a gerechter Gesellschaft gehéiert awer och d'Chancgläichheet. Dat ass essenziell, fir de soziale Fridden hei am Land ze garantéieren. Déi Leit, déi sech an enger benodeelegter Situatioun befannen, jo, déi e méi schwieregt Schicksal erdroe mussen, déi Leit muss mer och weider méi staark ënnerstëtzen. Kee soll an eiser Gesellschaft ausgegrenzt ginn a kee soll net kënnen matbestëmmen. Dofir setze mir eis fir eng Gesellschaft ouni Barriären an. D'Accessibilitéit, d'Verbesserung vun der Accessibilitéit fir d'Leit mat engem Handicap gehéiert do zu den Haaptprioritéiten.

Als DP-Fraktioun begrësse mer, dass weider méi Efforte gemaach ginn, fir d'Implementatioun vun der Behënnertrechtskonventioun weider ze féerden. An deem Sënn si ronn 66 Milliounen Euro fir de Revenu vu Leit mat engem schwéieren Handicap virgesinn.

Eng wichteg Roll spillt heibäi d'Accessibilitéitsgesetz, dat den 1. Juli a Kraaft getrueden ass. Et huet als Zil, dass sech jiddweree bis spéitstens 2032 iwwerall am ëffentleche Raum autonom ka beweegen. An deem Kader stinn och an dësem Budget bal 12 Milliounen Euro fir staatlech Subventionen.

Ausserdeem soll dat autonomt Wunne vu Persoune mat Handicap duerch Projete wéi de Logement autonome sécuriséis gefërdert ginn.

Den FNS, de Fonds national de solidarité, läit dëst Joer bei 428 Milliounen Euro. Dat ass eng Hausse vun 13 %. Dat si 428 Milliounen Euro, fir déi ze ënnerstëtzen, déi et an dëse schwéieren Zäite besonnesch schwéier hunn an déi op Hëllef ugewise sinn. Vun dëser Enveloppe sinn ënner anerem 62 Milliounen virgesi fir d'Allocation de vie chère an 230 Milliounen fir de REVIS. Dat ass beim REVIS eng Hausse vu 36 Milliounen Euro, plus 19 % par rapport zum leschte Joer.

All dëst si fir Mesüren, déi geduecht sinn, fir déi benodeelegt Stéit ze ënnerstëtzen. Mee finanziell

Mëttelen eleng ginn net duer. Mir brauchen och déi passend Infrastrukturen.

An dësem Beräich spigelt sech also déi allgemeng ambitiéis Investitiounspolitik vun dësem Budget erëm. D'Enveloppe fir den Ausbau vun den Infrastructures socio-familiales ass op 50 Milliounen chiffriert ginn. Dat ass eng Hausse vun 43 % par rapport zum leschte Budget.

Mee mir brauchen och Leit. Mir brauchen och Leit, déi eng Hand mat upaken, wann et drëm geet, Familljen am soziale Wunnengsberäich ze begleeden, awer och, fir Moolzechten u Leit sans abri ze verdeelen. Dofir stellt de Familljeministère am Joer 2024 deene verschiddenen Acteuren, mat deene si eng Konventioun ënnerschriwwen hunn, finanziell Mëttelen zur Verfügung, fir 70 nei Posten am Domaine socio-familial ze schafen.

Eng inklusiv Gesellschaft ass eng Gesellschaft, an där d'Leit och onofhängeg vun hirem kulturellen a sozioekonomeschen Hannergrond gutt zesummeliewen. Zanter dem 1. Januar 2024 ass d'Gesetz iwwert d'interkulturell Zesummeliewen a Kraaft. E puer Instrumenter, déi dozou dëngen, e bessert Zesummeliewen ze schafen, sinn de Pacte citoyen, de Pacte communal, de Programme du vivre-ensemble interculturel wéi och en neien Aktiounsplang. An dësem Kader ass de Budget fir d'Zesummeliewen ëm 45 % geklommen an e läit elo bei 10,5 Milliounen.

Wa mir vu guddem Zesummeliewe schwätzen, dann heescht dat an der Gesellschaft, awer och an der Famill. D'Familljepolitik ass eppes, wat der DP ganz besonnesch um Häerz läit. Et ass dee Ressort, deen eis erlaabt, en direkte positiven Impakt op d'Leit ze hunn, op d'Suerge vun de Bierger a Biergerinnen anzegoen an hire Besoinen entgéintzekommen.

An d'Zukunftskeess fléissen dëst Joer 1,48 Milliarden Euro, dat ass e Plus vu 7 % – Dir hutt opgepasst, mäi Printer huet hei net gestreikt. Dës Sue finanzéieren ënner anerem de Congé parental, d'Prime de naissance an d'Allocation familiale.

De gréissten Deel fléisst awer direkt un eis Kanner. 71 % vun dëser Zomm representéieren d'Kannergeld a laut dem Familljeministère geet d'Unzuel vun de Beneficiairen all Joer ëm ongeféier 1 % an d'Luucht. An et ass mer wichteg, hei ze betounen, dass déi Sozialleeschungen, vun deenen ech elo geschwat hunn, indexéiert sinn an an Zukunft och indexéiert bleiwen!

Plusieurs voix | Très bien!

M. Gilles Baum (DP) | Zum Schluss muss ech nach betounen, dass Sozialhëllefe just hiren Zweck erfëllen, wa se och an Usproch geholl ginn. Wann dëst net de Fall ass, da kënnen souguer déi bescht Sozialhëllef an déi bescht Sozialstrukturen de Leit net zeguttkommen. An et ass awer alarmant, dass eng rezent LISER-Etüd festgestallt huet, dass just 40 % vun de Leit, déi et kéinten, och effektiv op d'Allocation de vie chère zrëckgräifen. An et ass nach méi alarmant, dass d'Subvention loyer vu just 20 % vun de Leit, déi an de Genoss kéinte kommen, an Usproch geholl gëtt.

Géint den héijen Taux de non-recours muss konsequent gehandelt ginn. D'Ursaachen heifir si multipel. D'Leit sinn entweder net genuch informéiert, se hunn Angscht virun der Stigmatiséierung oder d'Demarché sinn hinnen ze komplizéiert.

Wéi et am Koalitiounsaccord virgesinn ass, wäerte mir d'Méiglechkeet vun engem Guichet social oder engem Dossier social partagé aféieren. D'DP begrësst schonn emol d'Intention vum Familljeministère, unhand vun Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagnen d'Leit iwwert déi aktuell an déi zukünftige Mesüren ze informéieren, déi hinnen zur Verfügung stinn.

Voilà, ech hunn elo probéiert hei duerzeleeën, dass dës Regierung absolutt keng Politick vum kalen Häerz mécht, dass eppes gemaach gëtt géint d'Aarmut. Wéi gesot, ech freeë mech op den Debat vun de Mëtteg.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci vilmools, Här Baum. A leschte Riedner fir haut de Moien ass déi honorabel Madamm ...

M. Gilles Baum (DP) | Ech hunn net gesot, ech wär zum Schluss komm!

M. Fernand Etgen, Président de séance | O, pardon! (*Hilarité et brouhaha*)

M. Gilles Baum (DP) | Ech weess, dass Der Iech dat elo wënscht!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Ech lauschteren Iech nach gären no, Här Baum.

(*Interruptions*)

M. Gilles Baum (DP) | Ech weess, dass Der Iech dat wënscht, mee ech kann Iech jo awer net virun der normaler Zäit an d'Mëttespous entloossen. Esou geet dat awer net!

Sou, Här President ...

(*Interruption et brouhaha*)

Jo, nee, nee, nee. Dat huele mer dann no.

Wann et ëm den Zesammenhalt vun der Gesellschaft geet, da spillt och d'Kultur e wichtege Rôle. Zu engem Moment, wou an anere Länner bei der Kultur de roude Bic ugesat gëtt, ass et wichteg ze erkennen, dass dës Regierung de Wäert vun der Kultur als essenzielle Bestanddeel vun eiser Gesellschaft an als wichtege Pilier vum perséinleche Wuelbefanne respektéiert.

D'Kultur verbënnt, beräichert an inspiréiert, si ass Dreiwier vu Kreativitéit an Innovatioun an eisem Land. A mir begréissen dofir, dass d'Dotatioun vun der Kultur am éischte Budget vun dëser Regierung konsequent klëmmt. An et geet ee mat grousser Schrëtt op déi symbolesch 1 % vum Staatsbudget duer.

Dat ass e staarkt Zeechen an ënnersträicht den héjge Stellenwäert, den d'Regierung, an ech mengen, mir alleguer heibannen, der Kultur zoukomme loossen. Duerch dës Erhéijung erméigleche mir eise Muséeën, Theateren, Bibliothéiken, awer och der Scène libre, sech besser kënnen opstellen, eis Kulturschafend bei hirer Konscht ze ënnerstëtzen an dat kulturellt Ierwen ze fleegen.

D'Accessibilitéit zu der kultureller Vielfalt läit der DP besonnesch um Häerz an ech mengen, dass mer mam Eric Thill dee richtige Mann hunn, fir dat doten och an den nächste Joren unzuegoen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zu engem Thema, zu deem ech am léifsten net géif schwätzen, an ech mengen, kee vun eis heibannen! Et ass en Thema, dat an de leschte Budgete vläicht marginal behandelt ginn ass. Et ass e schwieereg Thema, mee et ass en Thema, mat deem mer eis müssen, mengen ech, an den nächste Jore méi auserneesetzen.

Mir liewen an onsécheren Zäite mat engem sech stänneg verännerende geopolitische Kontext, wéi mir en hautdesdaags hunn, an et ass immens schwéier virauszeseen, wat fir Defien an den nächste Jore wäerten op eis duerkommen.

De rezente Krich an Noen Osten, de Krich an der Ukrain hunn eis nach eng kéier virun Ae gefouert, dass mer um internationalen Niveau och müssen eise Bättrag leeschten, fir eist Land ze schützen.

Fridden a Sécherheet – ech mengen, do wäert Der mat mer averstane sinn –, dat ass d'Fundament vun eisem Wuelstand. A mir müssen alles derfir maachen, fir de Fridden an d'Stabilitéit an der Europäescher Unioun ze garantéieren.

Leider ass et esou, dass mer dobaussen an der Welt net nëmme politesch Leaderen hunn, déi dat esou gesi wéi mir. An dofir mussen mer drop virbereet sinn.

Ech woen hei eng perséinlech Nott. Ech gesinn d'NATO als staarkt militärescht Bündnis, dat awer och, a mengen Aen, eng ofschreckend Wierkung huet. An ech erlabe mer hei – wéi gesot, et ass ganz perséinlech: Wa mer net esou reagéiert hätten als Westen, wéi mer et gemaach hunn an der Ukrain, ech mengen, da géif haut vun Taiwan kee méi schwätzen.

Mir müssen also eisen Effort vun der Europäescher Unioun ... Mir müssen eisen Effort ausbauen, an d'Defense investéieren, fir dass mer am Noutfall zesammen eis verdeedege kënnen.

Eis Memberschaf an der NATO ass e Garant fir eis Sécherheet. Och hei zielt zu eisen Haaptprioritéiten, eis Contributioun an eisen Effort weider héich ze halen. Bei der Defense därefer mer net spueren – woubäi ech weess, an dat ass och hiert gutt Recht, dass Verschiedener heibannen dat anescht gesinn.

De Budget vun der Defense läit dëst Joer bei 696 Milliounen. Dat entsprécht 0,83 % vum PIB oder 1,3 % vum RNB. Eist Zil ass et, op déi 2 % vum RNB ze kommen.

Fir eis national Defense ze stäerken, ass de Budget fir eis Lëtzebuurger Arméi ëm 13 % gewuess, fir op 144 Milliounen ze kommen. An de Fonds d'équipement militaire, do fléissen d'nächst Joer 291 Milliounen dran. A mir weisen och weiderhin – et ass de Moie scho gesot gi vum Här Finanzminister – Solidaritéit mat der Ukrain.

Duerch Instrumenter a Projeten am Beräich vum Espace, vum Loftraum, vun der Cybersecurity, awer och am medezinnesche Beräich, ënnerstëtze mir souwuel eis Arméi wéi och eis Partner an der EU an an der NATO a mir bauen esou eis Verdeedegungs capacitéit aus.

Ech weess, dass Verschiedener heibanne meng lescht Aussoe méi skeptesch gesinn, mee d'Kolleegen, déi d'Geleeënheet haten, e Méinden derbäi ze sinn, wéi den Admiral Rob Bauer vun der NATO hei war, oder vläicht déi géichter Owend de Fernsee gekuckt hunn, déi mierken, dass mer wierklech hei müssen Effort maachen!

Kolleeginnen a Kolleegen, en Thema, dat, mengen ech, a kenger Budgetsried därefer feelen, dat ass d'Santé. Jiddwereen hei zu Lëtzebuerg huet d'Recht op eng gutt Gesondheetsversuergung. Den Accès zu enger exzellenter Gesondheetsversuergung muss och dowéinst an Zukunft fir jiddweree garantéiert sinn.

De Lëtzebuurger Gesondheetssystem fonctionéiert à la base zimlech gutt. Et muss ee soen, et ass e System, den op der Solidaritéit opgebaut ass, a mir sinn nach gutt opgestallt, fir eise Biergerinnen a Bierger déi néideg Hëllef an Traitement unzuebidden. Mee, et ass schon oft heibanne gesot ginn: Och hei besteet Verbesserungspotenzial. Virun allem um Niveau vun der Penurie vu Gesondheetspersonal an Dokteren.

Laut der ADEM gehéieren zu de Métiers très en pénurie och ganz kloer d'Beruffer vun den Aide-soignant-ën an den Infirmiären. Mee och vill spezialiséiert Doktere feelen hei am Land, wéi zum Beispill Kannerdokteren oder Psychiateren. Dëst ass och d'Haaptursaach vun de laange Waardezäiten, mat deenen d'Patienten oft konfrontéiert sinn.

Ech wëll op dësem Punkt eng kéier zrëckkommen op eng Etüd, déi eis presentéiert ginn ass viru fënnef Joer. Et ass d'Etüd Lair. Déi meescht heibannen, mengen ech, dierfte se kennen. Déi Etüd huet festgehalen, dass a 15 Joer d'Hallschecht vum Gesondheetspersonal wäert an der Pensioun sinn, also net méi aktiv sinn. Déi Etüd ass viru fënnef Joer presentéiert ginn. Also an zéng Joer mussen mer eis domat auserneesetzen, dass mer am Gesondheetspersonal an am Fleegepersonal ganz grouss Lacunen wäerten hunn, wa mer et net fäerdegrünge fir géigesteieren.

Natierlech ass dat net e Problem, dee mer vun haut op muer léise kënnen. Mee mir müssen de Problem ugoen. A mir mussen generell d'Beruffer an der Gesondheet an an der Fleg, an déi Formatiounen, déi ugebuede ginn, erëm méi attraktiv gestalten an un de Besoin vun haut upassen.

Bei de Studien an dësem Beräich ass et immens wichtig, dass ee genuch Erfahrung um Terrain sammelt. An dowéinst ass et onëmänglech, an dësem Sënn, d'Kollaboratioun tëschent de Studenten, de Spideeler an de Cabinets médicaux weider auszubauen. An och hei – déi Leit, déi derbäi waren: Mir hate méi wéi eng Entrevue mat Studenten an der Medezinn, déi eis gesot hunn, dass et einfach net interessant ass ... Et ass einfach net interessant, fir op Lëtzebuerg e Stage, e Praktikum maachen ze kommen. Net, well mer net kënnen eppes bidden, mee einfach well och d'Stagé méi schlecht bezuelt si wéi am Ausland. An, Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen, dat kann et elo wierklech net sinn!

Méi Gesondheetspersonal, méi Dokteren, heescht och manner laang Waardezäiten a méi Zäit fir d'Personal, fir sech ëm hir Patienten ze këmmen. Fir deene laangen Displacementer vun de Patienten en Enn ze setzen, si mer frou, dass och den Ausbau vun de Maisons médicales haaptsächlech am Osten an am Norde vun eisem Land an d'A gefaasst gëtt.

Eng gutt Gesondheet kascht vill Geld. D'CNS ass e wichtege Pilier vun der Gesondheetsversuergung, well all Patient vun de selwechte Remboursementer profitéiere kann. 50 % vum Budget vun der CNS si fir d'Spideeler virgesinn, mee leider ass net ëmmer genau gewosst, wéi dës Budget an de Spideeler agesat gëtt. An dofir begréisse mer d'Intentioun vun der Regierung, de Budget vun de Spideeler méi genau ënnert d'Lupp ze huelen a fir eng méi grouss Effizienz ze suergen.

À propos Geld fir d'Gesondheet: Leider ka sech net all Mënsch hei am Land den Dokter oder d'Medikamentler leeschten. An dowéinst huet dës Regierung sech derfir ausgeschwat, a mir stinn do voll hannendrun, d'Couverture universelle des soins de santé, wéi se elo just als Pilotprojet gelaf ass, no enger Evaluatioun auszubauen. Mir kënnen dat nëmme ënnerstëtzen!

Fir d'DP ass et ganz kloer: Mir sti fir eng qualitativ héichwäerteg Gesondheetsversuergung, déi fir d'Dokteren an d'Gesondheetspersonal an d'Fleegepersonal attraktiv ass, déi awer och d'Prise en charge vun de Patienten optimiséiert. A mir müssen derfir suergen, dass mer nach méi Leit an déi do Beruffer kréien. A mir müssen derfir suergen, dass mer méi Dokteren, déi d'Formatioun am Ausland maachen, herno op Lëtzebuerg zrëckkréien.

Här President, ee Wuert nach vun der Schoul, well soss huet de Schoulmeeschter hei uewe seng Aufgabe net gemaach. Wann ech soen, dass dës Budget eng Politick representéiert, déi no bei de Leit ass, da weist dat sech och an der Bildungspolitik. Si bitt eng qualitativ héichwäerteg Bildung fir eis Kanner. Eng Bildung, déi d'Kanner férdere soll an hinnen dat mat

op de Wee gëtt, wat se an Zukunft an enger schnell-lieweger Zäit brauchen.

Jo, och eng staark Schoul ass e wichtege Pilier vun enger staarker Sozialpolitik. Eng gutt Schoul, dat ass fir all Kand. Dowéinst sinn 2024 net méi wéi 15 % vun den Depensen – dat sinn awer bal 4 Milliarden Euro – fir de Beräich vun der Bildung virgesinn. Dëst entsprécht enger Progressioun vu 14 % par rapport zum leschte Joer. 455 Milliounen ginn hei méi an de Grapp geholl.

Am Beräich vun der Bildung kënnen mer kloer vun enger Politik vun der Kontinuität schwätzen, déi déi Projete opgräift, déi déi lescht Regierunge schonn an d'Weeër geleet hunn. Eis Fraktioun mécht sech staark derfir, dass all Kand hei zu Lëtzebuerg, onofhängeg vu sengen Originne, onofhängeg vu sengem sozio-ekonomesche Background, déi beschtméiglech Chancë kritt. Dat nom Credo: Ënnerschiddlech Schoule fir ënnerschiddlech Kanner.

D'Strukture fir Kanner mat spezielle Besoine solle staark ausgebaut sinn. Hei si ronn 135 Milliounen virgesi fir Kanner mat spezielle Besoinen. Dat ass eng Hausse vu bal 24 Milliounen.

Zanter der Pandemie hu mer och gemierkt, dass d'Nofro no psychologescher Ënnerstützung bei de Schüler immens gewuess ass. An deem Kader soll och déi néideg Offer gestärkt ginn. D'Defien am Beräich vun der Educatioun si grouss an d'Digitalisatioun spillt och eng wichteg Roll. Verschidden Digitalisatiounsprojete solle weider finanziert ginn.

Dir wësst et: D'Unzuel vun de Kanner hei am Land an d'Unzuel vun de Schüler, déi wiisst all Joer. Mir brauchen also méi Schoulen, mir brauche méi Personal, mir brauche méi Plaze fir d'Kanner. Mee einfach méi bauen, dat geet net duer. Mir mussen geziilt doriwuer nodenken, wéi a wat mer bauen. An do ass d'Zesummenaarbecht mat de Gemenge vu ganz grousser Wichtigkeet, fir dass mir staark Synergien, staark Infrastrukturen zesumme schafe kënnen.

Dowéinst wäert och weiderhi staark doran investéiert ginn, dass déi passend Strukturen entwéckelt ginn, fir dass all d'Kanner all Kompetenzen, déi si am 21. Joerhonnert brauchen, entwéckele kënnen. An deem Sënn gesi mer vir, fir massiv an d'Infrastrukturen ze investéieren. Et lafe scho Projete wéi den Ausbau vum Lycée zu Déifferdeng, awer Enn Mäerz hu mer hei och Projete ugeholl wéi den Ausbau vun der International School zu Jonglënster, awer och d'Schoulinfrastruktur zu Bouneweg, déi ausgebaut gëtt. Déi Projete si gestëmmt.

Léif alleguer, Kolleginnen a Kolleegen, mir begrëssen, dass de sozialliberale Fueдем kloer och an dem Budget konsequent weidergesponne gëtt, dass konsequent géint sozial Ongerechtegkeete virgaange gëtt an dass mer weider eis fir Chancëgläichheet asetzen.

D'Bildungssubventiounen fir Stéit mat nidderegem Akommes ginn dëst Joer och ëm ronn 10 Milliounen erop (veuillez lire: op ronn 10 Milliounen chiffréiert). Och sinn d'Depensen am Kader vum Jugendschutzgesetz-Projet, dee mer virun zwee Joer an d'Weeër geleet hunn, a fir den Ausbau vum Office national de l'enfance virgesinn.

Des Weidere profitéieren Kanner och weiderhi vun enger ganzer Rei Mesürene, déi mir agefouert hunn. Fir d'Familljen ze entlaaschten, fir d'Kanner ze ënnerstëtzen, bleift d'Gratuitéit vun de Musekskursen bestoen, bleift d'Gratuitéit an der Maison relais während

de Schoulwoche bestoen. Och den ëffentlechen Transport bleift gratis, d'Schoulbicher bleiwe gratis. Dat si konkret Hëllef. Och d'Schoukantinen bleift gratis am Fondamental.

Do hu mer ronn 91 Milliounen déi lescht Joer an de Grapp geholl. Dat wäert natierlech substanzuell eropgoen. Mee et ass mer wichteg hei ze soen, dass all déi Mesürene, déi mer agefouert hunn, déi gratis waren, gratis bleiwen. Dat ass konkret Hëllef. Dat ass konkret Hëllef fir d'Familljen.

Da kommen ech nach op den Ausbau vun der Kannerbetreuung, wat och ganz kloer eng vun eise Prioritéiten ass, well dat am Koalitionsaccord mat bloer Tënt geschriwwen ginn ass a well mer dofir suerge wëllen, dass mer bis 2030 fir all Kand eng héichwäerteg Betreuungsoffer hunn, andeems mer d'Capacitéit vun de Crèche an an de Maison-relais däitlech an d'Luucht setzen – ech ënnersträichen –, wann d'Elteren dat wëllen!

Fir 2024 läit d'Finanzéierung vun de privaten an ëffentlechen Betreuungsstrukturen, also fir d'Maison-relais an d'Crèche, bei ronn 555 Milliounen. Dat ass also eng Hausse vun 22 Milliounen Euro fir privat Strukturen an eng Hausse vu 50 Milliounen Euro am konventionéierte Secteur.

Wa mer vun eise Kanner schwätzen, dann däreft een déi méi grouss natierlech net vergiessen. An deem Sënn ginn d'Studenteboursser och gehéicht op eng Enveloppe vun 184 Milliounen Euro. Och dat ass eng Hausse vu 24 Milliounen par rapport zum leschte Budget.

Nach e Wuert zum Travail, zu der Aarbechtswelt. Och dat ass en zentraalt Uleies vun der Demokratescher Partei an, ech mengen, vun eis alleguerten heibanen.

Eng Verbesserung vun der Work-Life-Balance fir déi schaffend Leit läit eis, mengen ech, alleguerten uewen. Mat der Aféierung vun engem méi moderne flexibele Congé parental, deen den Elteren et erlaabt, méi Zäit mat hire Kanner ze verbréngen a sech de Congé parental anescht anzedeelen, hu mer e grouse Schrëtt gemaach. An ech mengen, dass dat wierklech e ganz grouse Succès, besonnesch bei de Pappen, bleift.

Et soll awer net heibäi bleiwen. Mee och hei wëlle mer nach eng Kéier nobesseren, wëlle mer nach eng Kéier noschéissen. Och an der flexibeler Andeelung vun der Aarbechtswelt fir d'Salarié wëlle mer eppes maachen. Dat fir d'Famill, d'Frënn, d'Hobbyen ënnert een Hutt ze bréngen. Dat kann awer och ganz kloer zum Virdeel vum Betrib sinn.

Als DP-Fraktioun sti mer dowéinst weider zur Flexibiliséierung. Vill vun eisen Iddie sinn an de Koalitionsaccord agefloss, notamment d'Joresaarbechtswelt, d'Erweiterung vun den Aarbechtspuerkonten op de Privatsecteur. Dës zwee Modeller erlaben et op onkomplizéiert Manéier, eng flexibel Aarbechtsweltorganisatioun, déi souwuel de Betriber wéi och de Salarieen zegutt kënnt, an d'Weeër ze leeden. Esou kënnen Stonnen, déi während méi intensiven Aarbechtsperiode gesammelt ginn, zu engem aneren Zäitpunkt, wou et vläicht méi roueg ass, fräi genotzt ginn.

Am Sozialdialog an ouni Zwang sinn dat wichteg Instrumenter, fir eisen Aarbechtsmaart méi attraktiv ze gestalten. Dat selwecht géllt fir den Ausbau vum Congé parental op weider dräi Méint. Zesumme mat der Flexibiliséierung vum Congé de maternité sinn dat zwou weider Mesürene, déi de Wee an de Koalitionsaccord fonnt hunn an un deene mer konkret wëlle schaffen.

Nieft enger Flexibiliséierung vun der Aarbechtswelt gesäit de Regierungsprogramm natierlech och den Teletravail vir. An de leschte Joren hunn d'DP-Finanzministere wichteg bilateral Accorde mat eisen Nopeschlänner ausgehandelt, déi eng héich Unzuel un Teletravaildeeg am Joer zouloossen, ouni steierlech Nodeeler fir d'Frontalieren.

Mir begrësse ganz staark, dass weider Bestriewunge wäerten ënnerholl ginn, fir dës bilateral Accorden am Interêt vun de Frontalieren ze verbesseren. Mir begrëssen am selwechte Kontext, dass dës Regierung sech engagiert op europäeschem Niveau, eng Adaptatioun vun der Sozialversécherung op de Wee ze bréngen, déi de Frontaliere méi Teletravail erlaabt, ouni dass si an en anere Sozialversécherungssystem falen.

Andeems mir den Teletravail fërderen, hëllef mir och, mengen ech, eis Betriber méi attraktiv a méi kompetitiv ze gestalten. An dem Kontext begrësse mer och den Ausbau vun de Coworkingspaces an der Grenzregioun.

Här President, Kolleginnen a Kolleegen, zum Schluss ... Zum zweete Schluss.

(Hilarité)

Här President, Kolleginnen a Kolleegen, pünktlech fir d'Mëttesstonn wollt ech Iech matdeelen, dass dësen Debat d'Weihe stellt, fir eist Land weiderzuentwéckelen, fir d'Erausforderunge vun der Zukunft unzuegoen a fir eise Wuelfstand ofzesécheren.

D'DP-Fraktioun an d'Demokratesch Partei steet fir eng Politik, déi mat der Entwécklung vun der Zäit Schratt hält, déi d'Suergen an d'Ängsichte vun de Leit weider eescht hëlt an d'Leit weider wëll ënnerstëtzen.

Mir wëllen dat mat der néideger Rou maachen. Mir wëllen dobäi e kille Kapp behalen a mir wëllen d'Leit zesummebréngen. Mir wëllen de sozialliberale Fueдем weiderspannen a weider konsequent géint sozial Ongerechtegkeete virgoen, fir eng besser Zukunft fir jiddwereen hei am Land.

Dozou gehéiert och, dass mer d'Kafkraaft stäerken a besonnesch Famillje mat Kanner ënnerstëtzen. Awer och de Kampf géint de Klimawandel, dee wëlle mer resolutt weiderféieren, fir eise Bäitrag ze leeschten, fir eise Planéit liewenswäert ze halen, a mir wëllen der Wirtschaft nei Weeër opweisen, an deene mer hinne bei der duebeler Transitioun hëllef.

D'DP an eis Fraktioun hu Léisungen am Beräich vum Logement op de Wee bruecht. Mir wäerten och weider fir méi Offer a Wunnengen anrieden an de Jonken hiren Dram vum Eegenheim erfëllen. Mir wäerten d'Investitiounen héich halen an d'Liewensqualität vun all eise Biergerinnen a Bierger verbesseren.

Jo, als DP hu mer och schonn an de leschten zéng Joer viles ugefaangen, viles op de Wee bruecht, an do wëlle mer weiderfueren. Am Interêt vun eise Land an am Interêt vun de Bierger alleguerten.

Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Här Baum.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung fir de Moien ukomm. De Mëtteg fuere mer um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert de Budget weider an den éischte Riedner ass dann déi honorabel Madamm Taina Bofferding.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 11.54 heures.)

Sommaire

<p>1. Ouverture de la séance publique M. Claude Wiseler, Président</p> <p>2. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz Exposé : M. Marc Spautz</p> <p>3. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...] 8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluri-annuelle pour la période 2023-2027 Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite) Discussion générale (suite) : Mme Taina Bofferding (dépôt des motions 1 et 2) (interventions de M. Sven Clement, M. Marc Goergen et M. Dan Biancalana) M. Fred Keup (interventions de Mme Corinne Cahen et M. François Bausch) (dépôt de la motion 3) Mme Corinne Cahen (parole pour fait personnel) Mme Sam Tanson (interventions de Mme Lydie Polfer) M. Sven Clement (dépôt des motions 4 à 7) M. David Wagner (dépôt de la résolution 1) M. Franz Fayot (dépôt de la motion 8) M. Fernand Kartheiser (dépôt des motions 9 et 10) (interventions de M. Gusty Graas et M. Marc Goergen)</p> <p>4. Ordre du jour M. Claude Wiseler, Président</p>	<p>p. 35</p> <p>p. 35</p> <p>p. 35</p> <p>p. 61</p>	<p>5. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...] 8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluri-annuelle pour la période 2023-2027 Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite) Discussion générale (suite) : M. André Bauler Mme Corinne Cahen (intervention de M. Fernand Kartheiser) M. Fernand Kartheiser Mme Corinne Cahen M. Marc Goergen</p> <p>6. Motion de M. Marc Spautz relative au soutien de la participation de Taïwan à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Assemblée mondiale de la santé au niveau technique en tant qu'observateur Discussion générale : M. Gusty Graas Vote sur la motion (adoptée)</p> <p>Présidence : M. Claude Wiseler, Président ; M. Fernand Etgen, Vice-Président</p> <p>Au banc du Gouvernement : M. Luc Frieden, Premier ministre ; Mme Martine Hansen, M. Lex Delles, M. Max Hahn et M. Gilles Roth, Ministres</p>	<p>p. 61</p> <p>p. 65</p>
---	---	---	---------------------------

(La séance publique est ouverte à 14.00 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

M. Claude Wiseler, Président | Ech maachen d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen? (Négation)

2. Dépôt d'une motion par M. Marc Spautz

Här Spautz, Dir wollt eng Motioun deposéieren.

(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)

Exposé

M. Marc Spautz (CSV), auteur | Nee, Här Di Bartolomeo.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, schon an der leschter Legislaturperiod, am Kader vun den Debatte ronderëm d'OMS a ronderëm all déi Problemer, déi mer och festgestallt hu beim Covid, hat de Kolleg Yves Cruchten eng Motioun erabruucht, wou mer gesot hunn, dass et wichteg wier, dass Taiwan géif de Statut vum Beobachter kréie bei der OMS.

An Zwëschenzäit hate mer e Waltermin an d'Chamber huet sech aneschtens zesumme gesat. An dofir wollt ech awer nach eng Kéier, am Numm vun alle Kolleeginnen a Kolleegen – well si ass vun alle Sensibilitäten a Fraktiounen ënnerschriwwen –, nach eng Kéier eng Motioun eraginn, wou mer och do nach eng Kéier soen, dass mer der Meenung sinn, dass Taiwan soll als Observateur um Niveau technique bei der OMS derbäi sinn.

Villmools merci.

Motion

La Chambre des Députés,

– constatant que, depuis 2017, Taïwan se trouve exclu de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ;

– rappelant que de 2009 à 2016, Taïwan s'était vu accorder un statut d'observateur au sein de l'Assemblée mondiale de la santé, organe décisionnel de l'OMS ;

– considérant l'importance de la présence de Taïwan au sein de l'OMS en raison de son expertise médicale, aussi en vue d'une éventuelle prochaine pandémie ;

– soulignant l'intérêt fondamental de la paix et de la stabilité dans la région indopacifique pour l'Union européenne et le Luxembourg ;

– considérant les nombreuses motions de la Chambre relatives au statut de Taïwan auprès de l'OMS,

invite le Gouvernement

– à soutenir la participation de Taïwan à l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et à l'Assemblée mondiale de la santé (AMS) au niveau technique en tant qu'observateur ;

– à soutenir la participation de Taïwan aux organisations internationales fonctionnelles en tant qu'observateur ;

– à soutenir la stratégie d'approfondissement de la coopération économique et commerciale entre l'Union européenne et Taïwan ;

– à s'engager en faveur du statu quo dans le détroit de Taïwan ;

– à continuer de renforcer les relations économiques, scientifiques, culturelles, éducatives et de santé publique entre le Luxembourg et Taïwan.

(s.) Marc Spautz, Marc Baum, Sven Clement, Yves Cruchten, Gusty Graas, Christophe Hansen, Fred Keup, Sam Tanson.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Spautz.

3. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

D'Chamber fiert de Mëtteg mat den Debatten iwwert de Staatsbudget fir d'Joer 2024 an iwwert de

PSC a PNR weider. Déi gemeinsam Riedezäit ass nom Modell 5 festgeluecht, an dat ass schonns, mengen ech, zweemol elo virgelies ginn, wat dat heescht. Dat heescht, dat wësst Der alleguer. An et hu sech fir de Mëtteg schonns ageschriwwen: d'Madamm Taina Bofferding, den Här Fred Keup, d'Madamm Sam Tanson, den Här Sven Clement, den Här David Wagner, den Här Franz Fayot an den Här Fernand Kartheiser. A wann ech richteg verstanen hunn, wäert deen een oder anere sech nach zousätzlech dozou aschreiwenn.

An dann huet elo d'Madamm Taina Bofferding d'Wuert. Madamm Bofferding.

Discussion générale (suite)

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Merci, Här President. Léif allegueren, de Finanzminister huet bei der Presentatioun vum Budget gesot, dass dat heiten en Iwwergangsbudget ass mat éischte konkrete politeschen Akzenter. Effektiv, no eiser Analys stelle mer dëst fest a mir stellen och fest, dass vill Mesüeren, déi nach vun der vieregter Regierung geholl goufen, och hei erëmzefanne sinn, an ech mengen, et wäert Tech elo net iwwerraschen, dass eis dat natierlech freet.

Den éischte Budget, deen no sechs Méint nom Untrëtt vun der neier Regierung muss stoen, kann eigentlech och näischt aneres si wéi en Iwwergangsbudget. Trotzdeem ass et fir all déi, déi un dëser Ausaarbechtung bedeelegt waren, vill Aarbecht, zemools an esou kuerzer Zäit. An dofir wëll ech gären der Rapportrice, déi dann hoffentlech nolauschtert, op alle Fall stellverriedend fir allegueren déi Leit, déi dru geschafft hunn, e grouse Merci soe fir déi Aarbecht.

Niewent dem Fakt, wéi gesot, dass dëst en Iwwergangsbudget ass, huet d'Regierung Folgendes ugekënnegt: Si huet ugekënnegt, dass d'Investitiounen sollen héich bleiwen. Jo, dat gesi mir och esou. D'Staatschuld solle mer am Grëff behalen. Jo, absolut. Den Defizit soll niddereg bleiwen. Jo. D'Steiere sollen erof. Bon, dat hântkëmmer dovunner of, bei wem se da sollen erofgoen. Eenzel gekuckt kléngt dat alles ganz gutt, mee – an do stellt sech natierlech elo déi grouss Fro – wéi geléngt dës Quadratur vum Krees?

Bon, si kann nëmme geléngen, andeems eeben alles op de quantitative Wuesstum gesat gétt, mat allen

negative Konsequenzen, déi mer kennen: Stau, héich Logementspräisser, Pollution, fir just déi ze nennen. Bon, fairerweis muss een och soen, dass dat heite jorelaang de Lëtzebuurger Modell war, deen ëmmer esou propagéiert ginn ass. Fairerweis muss een awer och soen, dass mer an deene leschten zéng Joer versicht hunn, deem entgéintzesteieren an eeben op en neie Modell hinzuschaffen, deen eist Land méi resilient mécht.

An dat ass eigentlech och de Kär vun eiser Kritik: Mir fannen, datt déi Aarbechten hei verluer gaange sinn. Amplaz sech elo erëm komplett op de quantitative Wuesstum ze baséieren, wär et wichteg gewiescht, eeben ze kucken, wéi mer méi Resilienz an eis Staatsfinanzen erakréien. Dat wär fir eis deen neie Schwong gewiescht, amplaz elo e komplett Festhalten um ale Wirtschaftsmodell.

Well wann een un deen Narrativ e bësse krazé geet, da kënn een zur Konklusioun, dass déi Rechnung wuel net opgoe wäert. An dat ass net elo just esou e politescht Gefill vun der Oppositoun. Mir baséieren eis reng op d'Fakten, op dräi Punkten, fir ganz genau ze sinn.

Éischtens, wéi ech scho grad gesot hunn, gétt alles op de Wuesstum gesat an op déi doduerch klammend Steuerrechten. Dat ass, fir et ganz virsiichteg auszudrücken, extrem optimistescht. D'Regierung ass esouguer esou optimistescht, dass si sech 7,7 % Wuesstum bei der Akommessteuer erhofft, obwuel grad emol 1,3 % Aarbechtsplaz bälkome sollen – iwwregens net déi eenzeg Steuerrechte, déi an deem Budget iwwerschat gétt.

Den zweete Punkt ass, datt hiren Aussoen no d'Investier sollen héich bliwen. Dat ass a Wierklechkeet awer, wéi mer nach wäerte gesinn, e bëssen eng Mogleckung.

D'Ambitioun vu 4 % vum PIB, déi de Minister verspricht, sinn awer 0,5 % manner, wéi de Kurs, deen déi viregt Regierung ageschloen hat. Dat sinn alljoers 400 Millioune manner, datt sinn alljoers sechs Schoulen, déi manner gebaut kënnen ginn. Mir riskéiere virun allem, hei nees en Investitiounsstau ze kréien, wou mer awer elo esou gutt ënnerwee waren, deen déi lescht Joren ofzebauen.

Drëtte Punkt: D'Previsiounen passe guer net bei déi Politik, déi versprach gétt, also deckt sech net mat deem, wat eigentlech d'Politik, d'Regierung hei ustriift. Fir Iech hei e Beispill ze ginn: D'Regierung hält um Zil fest: bis 2030 49 % elektresch Autoen. Wonnerbar, mee wa mer awer d'Previsiounen kucken, do schéngt dann awer net grad esou en Optimismus ze sinn, respektiv wann een dann de Verkaf vum Diesel kuckt, da schéngt deen net wierklech erfroze. Hei froe mer eis och, wéi et eigentlech mat der Kohärenz zum PNEC steet.

Mir sinn och déi eenzeg, déi hei Zweifel eriwuerbréngen, dass dës Rechnung net opgeet. A ganz villen Avisen, déi mer elo konnt noliessen, gétt drop higedeit, dass déi Wett op de Wuesstum extrem riskant ass.

Der Madamm Rapportrice hir eenzeg Äntwert op d'Fro, wat se da maachen, wann dat net méi alles opgeet, war d'Géigefro: „Firwat soll et net opgoen?“

Ech ginn Iech just e Beispill: Covid. Mir wëssen et allze gutt, Covid war och net am Budget virgesinn, Covid hat och keen um Radar. An et ka ganz schnell net opgoen. A ganz schnell kënnen eeben esou Krisen, esou en Afloss, vu baussen op eis awierken an en Impakt op de Budget hunn. Och schonn aleng, wa mir eeben déi geopolitesch Weltlag kucken, wësse mer, dass eebe Krisen a Kricher net ze ignoréieren sinn.

Verstitt mech net falsch! Ech wënschen net, dass mer nach weider an esou Situatiounen kommen. Ech wëll just drop hiweisen, dass mer mëttlerweil geléiert hunn, wéi batter d'Realitéit awer ka sinn.

E Méindeg sot nach de Finanzminister, an en huet et nach eng Kéier de Moie gesot, en hätt keng Glaskugel, e wësst net, wat an der Welt nach geschitt. Bon, keen huet eng Glaskugel, mee eng responsabel Finanzpolitik muss sech awer selwer Moyene loosse, fir eebe grad op extern Schocken, op extern Krisen kënnen ze reagieren. Dat ass nämlech d'Kärstéck vun der Resilienz, vun där ech geduecht hat, dass mer se eeben awer alleguerten duerch déi Erfahrung, déi mer gemaach hunn, mëttlerweil verënnerecht hätten. Mee mat esou Aussoe beweist Der, dass deem leider net esou ass.

Léif alleguerten, mir hunn zwar eis Riedezäiten u sech gekierzt, an ech si perséinlech jo och kee Fan vu laange Rieden, mee trotzedem: Deen heiten ass mat dee wichtegste Projet, dee mer hei am Haus ze stëmmen hunn. Dofir géif ech mer elo awer gären e bësse méi Zäit huelen an, wéi gesot, e Faktencheck maachen op deenen dräi Punkten, déi ech elo scho grad ugeschwat hunn.

Wéi gesot, als Éischt stelle mer fest, dass dese Budget alles op de Wuesstum setzt. Allerdéngs ass dat mam Wuesstum esou eng Saach: Grad an esou enger klenger Economie wéi Lëtzebuerg léisst dee sech net esou einfach steieren.

D'Multiplikatioun vun deenen ënnerschiddleche Krisen bleift och net ouni Spueren, net ouni Spueren un eis Einzelnen, net ouni Spueren fir eist Land an och net fir eis wirtschaftlech Entwécklung.

Lëtzebuerg ass d'lescht Joer ëm een Hoer an d'Rezessioun gefall. Datt d'Lëtzebuurger Economie méi lues dréint, läit an éischter Linn un dem Finanzsecteur an ass och warscheinlech de Grond, firwat d'Rapportrice an hirem Budgetsrapport fir d'Relance économique primär op eis Finanzplaz setzt.

Ech muss awer hei drop hiweisen, dass mer iwwerhaapt net mat deem averstane sinn, wat si nach kierzlech an engem Interview gesot huet. Si sot, d'Dräierkoalitioun hätt der Finanzplaz – ech zitieren – „ze vill zougemutt, andeems do iwwerreglementéiert gouf.“

Ech erlabe mer op dëser Plaz, d'DP an hir Finanzministeren awer ze verteidegen. Éischtens hu mer keng Iwwerreglementéierung. Mir hunn näischt Exzessives aus den Direktive geholl. Mir hunn dat gemaach, wat virgesi war, an och ëmmer am Interêt vun der Finanzplaz.

An zweetens, muss een och fairerweis soen, ware mer mat enger Finanzplaz konfrontéiert, déi international ganz staark kritiséiert ginn ass, zu Recht. Mir hu Luxleaks missen opschaffen. A souwäit ech mech erënneren, war et virun der Dräierkoalitioun ëmmer d'CSV, déi de Finanzminister gestallt huet, just esou als klenger Reminder. Mir ware bewusst Virreider bei der Transparenz a Steierfroen an dat huet eis och gutt gedoen, wat mer dee Moment gemaach hunn, well haut profitéiert virun allem d'Finanzplaz downner, dass se awer international propper dosteet.

(Interruption)

Zeréck awer elo zur wirtschaftlecher Situatioun: No de successiven Erhéijunge vun den Zënse a kuerzer Zäit, ass d'Nofro no Kreditter agebrach. Dëst géllt fir d'Betriben gradesou wéi fir d'Stéit. Héich Zënse drécken op d'Konjunktur.

Dës Kris schéngt dës Regierung awer vergiess ze hu mat esou engem extrem optimistesche Budget grad

an esou enger onprevisibeler Zäit am internationale Kontext. An dat soen net nëmmen ech hei, mee dat seet virun allem och d'Chambre de Commerce, déi Der jo och allze gutt kennt.

Wien Zënspolitik seet, deen denkt och un d'Präideierecht. Fir dës Joer geet de Statec vun enger Inflation vun 2,2 % aus. Mir hunn eis hei zu Lëtzebuerg méi séier op den normale Wäert zoubeweegt, wéi mer dat am Ufank geduecht haten. Dës virun allem duerch déi Plaffongen, déi mer an der viregter Regierung um Gas- respektiv um Stroumpräis festgesat haten an duerch déi mer ganz vill Menagé konnten nohalteg entlaaschten. Well d'Energiepräisser net méi geklomme sinn, klammen och d'Liewensmëttelpräisser just nach hallef esou séier wéi nach virun engem Joer. Mir mierken also, dass d'Situatioun amgaangen ass, sech ze normaliséieren.

Déi nei Regierung ass gefuerdert, mat deem néidege Fangerspëtzegefill derfir ze suergen, dass d'Stéit net vun haut op muer béis Iwwerraschung bei hire Stroum- a Gaspräisser kréien. An esou, wéi ech de Moien de Finanzminister héieren hunn, ass se sech däärs jo och bewusst a wëll och hei Initiativen huelen.

D'Erausfueringe vun de leschte Jore ware grouss, mee och an Zukunft gi se net méi kleng. D'Joer 2023 huet mat engem Réckgang vun enger Wirtschaftskraft ëm minus 1,1 % ofgeschloss. Dat ass méi wéi nach am Covidjoer 2020. Trotzedem ass fir 2023 en Defizit verzecheent ginn. Am Zentralstaat ass dese wäit manner grouss wéi den Defizit, deen déi nei Regierung zu deem Moment fir 2024 virgesäit.

Mir hunn der neier Regierung also trotz schwierigen Zäiten d'Staatsfinanzen an engem zolitten Zoustand iwwerginn. Trotzedem schéngt d'Regierung et awer elo fäerdegzebréngen, mat engem Wuesstum vun 2 % nawell dee gréissten Defizit ze schreiwe vun deene leschte 24 Joer, d'Covidjoren natierlech ausgeschloss.

Souwuel den Internationale Wärfungsfong wéi och d'Europäesch Kommissioun rechnen awer nach mat engem manner héije Wuesstem wéi de Statec, wat dann zur Konsequenz wäert hunn, respektiv wou mer riskéieren, dass den Defizit am Endeffekt nach méi grouss wäert ginn.

An dofir komme mer net dolaanscht, an ech widderhuele mech, dass et einfach wichteg ass, dass mer eis Staatsfinanzen resilient opbauen. An enger kuerzliweger Zäit, wou alles vun haut op muer a Fro gestallt ka ginn, wou déi geopolitesch Lag méi wéi prekär ass, mussen eis Staatsfinanzen en externe Schock zu all Moment kënnen verdauen. Dës ass dat, wéi gesot, wat d'Resilienz ausmécht.

Mee – an domadder kommen ech elo zum sprangende Punkt –: Wéi resilient mécht dann elo dës Regierung eis Staatsfinanzen? Vum Prinzipp vun der Virsicht beim Erstelle vun engem Staatsbudget ass mat dëser Regierung net méi vill iwwreg.

Ech kommen op mäi Beispill vu virrunner zrëck: d'Akommessteuer. Eëmmerhin eng Recette vun enger Gesamtgréisstenerhöhung vu 6 Milliarden Euro. D'Akommessteuer soll fir dës Joer ëm 7,7 % klamme par rapport zu deem, wat d'lescht Joer erakomm ass. Dobäi gi mer awer dës Joer bei engem Emploi vun engem Wuesstum vun 1,3 % aus. Gläichzäiteg hu mer vum Statec gesot kritt, dass déi nächst Indexbranche, also 2,5 %, eréischt am leschten Trimester vun deem Joer komme wäert. An et ass jo nach eng Adaptatioun vum Steuerbarème ëm zwou weider Indexbranchen komm, déi d'lescht Joer nach net beim Steierkredit berücksichtegt gi waren.

Elo kann ee sech also nach eng Kéier froen: Wéi soll déi Rechnung opgoen? A virun allem: Wou

sollen alleguerten déi Leit hierkommen – vun haut op muer –, déi dann dës 300 bis 350 Milliounen Akommessteier méi solle bezuelen?

Dee selwechte Constat maache mer bei der Kierperschaftssteuer. Och hei solle fir dës Joer d'Recetten ëm 7,5 % wuessen. Hei weisen ech dorop hin, dass d'lescht Joer onerwaart héich Recetten aus jore vir drun erakomm sinn, ronn 400 Milliounen méi wéi erwaart. Wann ee se dann awer bis eng Kéier erageholl huet, da komme se net nach eng zweete Kéier eran. Dofir froe mer eis och hei: Wéi kann d'Regierung mat esou héije Recettë rechnen?

Här President, mat esou – wéi soll ech soen? – iwerstrapazéierende Projektionen zelebréiert dës Regierung en zwanghafte Glawen un de Wuesstum. Heizou e ganz schéint Zitat: „Aus där vermeintlech positiver Réckkopplung vun där PIB-Croissance kann awer séier en Däiwelskrees ginn, an dat iwwregens net just finanztechnesch, mee och gesamtwirtschaftlech, fiskalesch, ëmwelttechnesch, a wann een dat vun de Leit aus kuckt, och a Saache Logement, Mobilitéit, Gesondheetswiesen“. Dës Zitat kéint net besser zum Budget 2024 passen.

An Här Spautz, Dir sidd net deen Eenzege, deen an d'Vergaangenheet kucke gaangen ass, wat da mol esou e Politiker gesot huet. Dat hei staamt nämlech aus der Ried vun der Madamm Hansen, déi Iech jo beschtens dierft bekannt sinn, an ech gi mol dovun aus, dass se, wou se dat deemools gesot huet zum Budget 2019, dat och mam haitege Finanzminister ofgeschwat huet. Mee wat gëschter war a wat haut ass, ass zweeërlee. D'CSV schéngt hei hir eege Rotschléi aus de leschte Joren iwwer Bord geheit ze hunn.

De Stabilitéitsprogramm weist et jo ganz kloer schwaarz op wäiss: Wa mer all Joer och nëmmen en hallwe Prozentpunkt manner Wuesstum hunn, da verduebelt den Defizit sech bis 2027 am Gesamtstaat.

Op d'Fro, wat geschitt, wann d'Regierung d'Wirtschaft net esou ugekuerbelt kritt an d'Recetten net esou sprudelen, wéi se dat gären hätt, bon, do huet net nëmmen d'Rapportrice keng Äntwert drop, mee och de Finanzminister huet am Dezember just gesot: „Dës Regierung ass ugetruede mat engem Plang A, mat engem Konzept, an deen zéie mer och duerch.“

Léif Regierung, Léif Majoritéit: nee. Ganz éierlech: Et ass awer gutt an der Politick, dass een nient engem Plang A och e Plang B huet, ganz besonnesch wann et ëm d'Finanze geet, ganz besonnesch wann et drëms geet, d'Zukunft vum Land ze gestalten. Well, an dat huet och den DP-Fraktionschef de Moie ganz richtig gesot, d'Erstelle vum Budget ass kee Selbstzweck.

Mir hunn ëmmer gekuckt an der Regierung, dass mer beim Budget d'Recettë realistesch aschätzen, fir dass mer eeben net spéider eng kal Dusch erwëschen. Dobäi weess ee bei dëser Business-first-Regierung ni esou wierklech, ob et just blannen Optimismus ass oder ob awer eng gewësse Strategie hannendrunner stécht, fir mat Hëllef vu schlechte Staatsfinanze kënnen den Terrain ze preparéieren, fir da spéider kënnen Spuermoossnamen, ganz besonnesch am Sozialstaat, virzehuelen.

A wéi wann dat net schonn alles wackeleg genuch wär, huet de Finanzminister och nach Steiererlichtenungen an Aussicht gestallt, wuel wëssend, dass dës nach wärte weider de Staatsbudget belaauchten, wuel wëssend, dass et och net kloer ass, ob déi iwwerhaupt nach wärten dee Moment esou kommen.

Léif alleguerten, ech kommen a mengem Faktencheck dann elo zum zweete Punkt, an zwar stelle mer

fest, dass d'Ambitioun fir ze investéieren erofgeet. Dës Regierung wëll den OMT, den Objectif à moyen terme, fir Lëtzebuerg bäibehalen.

De Finanzminister ass de Moie kuerz op de Kontext vun der Reform agaangen. Wichteg ass ze wëssen, dass d'Efforte vun de Memberstaate sollen an Zukunft op engem méi laangen Zäithorizont vu mindestens véier Joer gekuckt ginn. D'EU-Kommissioun gëtt de concernéierte Memberstaaten eng Trajectoire de référence, déi individualiséiert ass an esou dem spezifesche Kontext vum jeeweilige Land Rechnung droe wäert. Dat ass fir eis de richtige Schrëtt an déi richtige Richtung. Mir hunn ëmmer gesot, dass Politick Handlungsspillraum brauch, fir eebe kënnen esou an d'Zukunft ze investéieren.

An do kann een eigentlech nëmmen de Kapp rëselen, wa mer elo hei zu Lëtzebuerg ganz nostalgesch un dësem OMT festhalen. Jo, mir sollen a mir musse responsabel mat eise Staatsfinanze ëmgoen, awer nee, mir sollen net ausgerechent eis nach selwer d'Handschellen undoen.

Grad wann ee sech déi schwaach Konjunktur an der EU virun Ae féiert, da misst et evident sinn, dass mer an Zukunft investéiere mussen, fir laangfristeg eis Perspektive fir de qualitative Wuesstum ze verbesseren.

Dem Finanzminister seng Handschelle sinn ze enk fir säin Handgelenk, well mir wärten dem Budget no no dësem Joer och den OMT warscheinlech net kënnen anhalen.

De Moien ass nach gesot ginn, dass den OMT e wichtegt Instrument wär fir déi nächst Generatiounen. Bon, dozou wëll ech just soen, dass éischtens, mengen ech, all responsabel Regierung ugehalen ass, am Interêt vun de kommende Generatiounen ze handelen. An zweetens wëll ech och nach hei op de Fonds souverain intergénérationnel hiweisen, dee jo ënnert der Dräierkoalitioun geschafe ginn ass.

Wichteg ass, dass mer souwuel hei zu Lëtzebuerg wéi och an Europa eng ambitiéis Investitiounspolitic féieren, eebe grad am Interessi vun de kommende Generatiounen. Ech denken hei un déi duebel Transitioun: d'Digitaliséierung an och d'Dekarboniséierung. Déi sinn e Rendez-vous mat der Zukunft, déi mer op kee Fall duerfe verpassen!

Bei der Presentatioun vum Budget huet de Finanzminister gesot, hie géif sech virstellen, dass sech d'effentlech Investitiounen an den nächste Joren op engem héijen Niveau vu ronn 4 % vum PIB beweege wärten. Dat kléngt a priori net schlecht. Ech mengen, wien ass scho géint effentlech Investitiounen?

De leschte Budget vun der viregter Regierung hat am Zentralstaat fir 2024 net manner wéi 3.850 Milliounen virgesinn an Investor, dat entsprécht engem Effort vu 4,5 % vun eisem PIB. 4 % kann een elo gutt fannen, kann ee flott fannen, mee am Endeffekt sinn et awer 0,5 % manner wéi dat, wat mir ursprüngelech alles virgesinn haten. Dat sinn am Endeffekt, wéi ech scho vir drunner gesot hunn, iwwer 400 Milliounen manner. An anere Wieder: Dat wäert sech sechs Schoulen, déi d'Joer net gebaut kéinte ginn, oder véier Tram-Extensiounen, déi net kéinte realiséiert ginn.

Et läit op der Hand, dass een net ëmmer all Invest an all Projet, an deen een investéiere wëll, ka realiséieren. Dat kenne mer alleguerten, sief dat, well d'Material feelt, sief et duerch technesch Contrainten. Whatever. Déi Erfahrung mécht all Regierung, déi hu mir gemaach an déi wäert Dir och maachen. Mee wann een awer vu vireran déi Ambitioun fir ze investéieren erofschräuft, dann ass dat schonn äusserst speziell. Well och 2026, 2027 an dorivver eraus

sinn effentlech Investitiounen noutwendeg, fir eist Land virunzebréngen. A virun allem dierfe mer hei an deem Rhythmus, dee mer an der Vergaangenheet ugaange sinn, net noloossen.

Mir haten zu Lëtzebuerg iwwert déi lescht zéng Joer eng Moyenne vu plus/minus 4 % vun der Wirtschaftskraaft bei den Investor. Dat ass och am internationale Verglach dee Moment e ganz gudden Wäert gewiescht. Mir hunn och ëmmer gesot kritt, an dat notament vun der Chambre de Commerce – ech mengen, d'Chambre de Commerce ass jo net derfir bekannt, dass se géif d'Staatsfinanzen an de Ruin dreiwen –, dass den Effort vu 4 % net géif duergo fir all déi Erausforderungen, déi sech fir eist Land stellen.

Do hu mer ugefaangen, nach eng Schëpp dropzeleeën, an dat ass och net vu Muttwëll, well effektiv mat all deem, wat – an do kommen ech op dat zréck, wat ech scho puermol gesot hunn –: Wa mer eist Land wëlle méi resilient opbauen, dann ass et wichteg, dass mer och déi Moyene virgesinn an dass mer eebe grad bei den effentlechen Investissementer nach eng Schëpp dropzeleeën.

Ech kommen dann elo, léif alleguerten, zu mengem drëtte Punkt, wou mer feststellen, dass et eng Inkohärenz an der Steierpolitick gëtt. Näischtmaache gëtt am deiersten. Dës Erkenntnis hat och schonn déi viregt Regierung an huet aus guddem Grund den Energie- a Klimaplang, de PNEC, erstallt, deen eis d'Richtung virgëtt.

Bis 2030 sollen eis Zäregasemissiounen ëm 55 % erofgoe par rapport zu 2005. An um Horizont 2050 wëlle mer Klimaneutralitéit erreechen. De PNEC leet net nëmme Reduktiounsziler fest, mee och Moossnamen, déi ze huele sinn an deene sechs verschiddene Beräicher. An ee vun deene ganz grouse Beräicher dovunner ass den Transport, well do am meeschten Aarbecht virun eis steet, well och do déi meeschten Emissiounen hierkommen. De PNEC gesäit et vir, dass bis 2030, wéi ech scho vir drunner gesot hunn, 49 % vum Automobillpark zu Lëtzebuerg elektronesch soll sinn.

Déi nei Regierung huet de PNEC bis elo net a Fro gestallt – dat muss ee ganz fairerweis soen –, och wann d'Aussoe vum Ëmweltminister net siele ganz anescht klänge wéi déi vum Premier. An dobäi ass et wichteg, dass mer grad bei esou engem wichtige Dossier, bei esou engem fundamentale Sujet hei op Kontinuitéit setzen an déi Efforten, déi mer eis festgeschriwwen hunn, och wierklech realiséieren.

Ëmsou méi verwonnert mech, wéi mer d'Projektiounen vun de Recetten op den Accisen duergeluecht kruten, notament, wat d'Evolutioun vum Diesel betrëfft. Elo kéint een e bëssen esou op d'Iddi kommen, wéi wann et guer kee PNEC géif ginn, wann een déi esou kuckt, well d'Regierung geet nämlech dovunner aus, dass all Joer de Verkaf vum Diesel just ëm 3,2 % erofgeet, woubäi de Réckgang tëschent 2021 an 2023 an der Moyenne bei 10 % vun engem Joer op dat anert louch.

De Verkaf vum Diesel gëtt also fir 2027 net substanzuell méi niddreg ageschat wéi haut. An och hei, wéi ech scho vir drunner gesot hunn, eeben d'Fro: Wou ass hei d'Kohärenz mam PNEC?

Offenbaart, Här Premierminister, offenbaart Der eis vläicht no Ärer Nostalgie fir d'Atomkraaft elo nach Är Virléift fir de Verbrennungsmotor? Op alle Fall si mer hei gespaant.

(Interruption)

Als Nächst wëll ech dann awer nach op d'Fro vum Spueren agoen. Woubäi nee, „Spueren“ ass jo elo dat falscht Wuert. Wéi hu mer richtig héieren – ech muss nach eng Kéier kucken, wéi d'Madamm Rapportrice

gesot huet –: Si géife manner Sue méi ausginn. Bon, dorobber muss een emol kommen. Well wann ee manner Sue méi ausgëtt, jo, da spuert ee jo eigentlech, nee? A wann ee manner Sue méi op der falscher Plaz ausgëtt, bon, dann huet dat fatal an negativ Konsequenz fir eis Gesellschaft.

Generell stellt sech bei den Ausgaben eschthhaft d'Fro, wéi een iwwerhaupt iwwert déi nächst Joren déi Projektionen aus dem Pluriannuel wëll anhalen. D'Ausgaben am Zentralstaat iwwert d'Period 2025 bis 2027 sollen dem Pluriannuel no am Duerchschnitt ëm just nach 4 % klammen. Dëst gëtt extrem ënnerschat, well dat sinn 2,5 % manner ewéi déi laangfristeg historesch Moyenne. Dat heescht ënnert dem Stréch, wéi gesot, näischt anescht, wéi dass Der eigentlech am Endeffekt wëlles hutt, hei de Routstëft erauszehuelen, dass Der wëlles hutt, hei ze spueren.

Dir, Här Roth, Dir hutt nach beim Depot vun Ärem Budget gesot, dass – an, wéi gesot, dat sinn Är Wieder – beim Staat soll gespuert ginn, wëssend, dass awer kee vun Äre Ministären en Astellungsstopp ugekënnegt huet. Och an der Kommissioun konnt keen eis drop äntweren, wou dann elo déi Aspuerung solle gemaach ginn, a wuel wëssend – an dat ass fir eis och ganz wichteg –, dass och no 2025 nach weiderhi Leit rekrutéiert ginn, notamment bei der Police, beim Léier- a Fleegepersonal, am Dëngscht vun all de Leit hei am Land, déi massiv gebraucht ginn.

An dat ëmsou méi, wéi Der jo och selwer sot, dass eist Land nach weider soll wuessen. Do froe mer eis erneut: Wéi soll déi ganz Rechnung do opgoen? An eebe grad wa mer solle weider wuessen, ass et jo wichteg, dass mer e ganz staarken öffentliche Dëngscht brauchen.

Wann d'Konjunktur an der EU och nëmmen eng Kéier hemst, wann iergendeppes dotëschent kënn, da bleift kee Sputt, fir d'Ekonomie a fir d'Stéit ze ënnersetzen. A wéi gesot, dat ass ganz genee just de Géigendeel vun der Resilienz, bei där awer esou wichteg ass, dass mer déi erëm an eis Staatsfinanze kréien.

Mee net nëmme mir, och d'Cour des comptes huet sech d'Fro gestallt, wou genee da bei den Ausgabe soll gekierzt ginn. Wichteg ass, an dat wëll ech nach eng Kéier an aller Kloeerheet soen: De Budget ass keng Iwwerraschungstut. De Budget muss transparent sinn, de Budget muss novollzéibar sinn an e muss d'Finanzpolitik vun der Lëtzebuerger Regierung oppeleën.

Här President, ee Punkt, op deen ech onbedéngt och nach wëll agoen, dat ass dee vun der Staatsschuld. Mir sinn nämlech als LSAP virun net allze laanger Zäit massiv ëmmer derfir kritiséiert ginn, dass mer eeben un där dogmatescher Approche zu deenen 30 % Staatsschuld net festgehal hunn, au contraire, dass mer se carrement wollte refuséieren.

Laang Zäit ass och esou gemaach ginn, wann een déi Richtlinn net géif anhalen, wéi wann dann hei d'Land géif auserneendriften, wéi wa mer kéinten hei d'Trottoiren eropklappen.

Ekonomesch begrënne konnt eigentlech keen dat vun de Kritiker esou richteg. Och hei verweisen ech op en Zitat vun engem gewëssene Luc Frieden am Oktober 2022, deen an engem Interview gesot huet: „Ech mengen, dass an enger klenger Ekonomie alles iwwer 20 % Staatsschuld ganz schwierig ass.“ Haut, an dat ass awer elo de sprangende Punkt, haut diskutéiere mer iwwer e Staatsbudget, dee bis 2027 eng Staatsschuld vu 27,3 % virgesäit.

Dorausser zéie mer d'Konklusioun, dass mer vläicht awer net esou Onrecht haten, dass Der Iech zum Deel wéinstens un eis inspiréiert hutt, dass een awer net

muss un där dogmatescher Zuel do festhalen. Dat freet eis, dass awer Bereetschaft bei der Regierung do ass, eeben och an eng aner Richtung ze goen. A falls Der sollt och an Zukunft nach an al Reflexer zrëckverfale: Mir sinn do, fir Iech erëm op de Kurs ze bréngen.

Une voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Mir stelle weider fest: D'Recettë ginn iwwerschat, d'Ausgaben ënnerschat. Et wëllt ee sech d'Welt e bëssen esou zurechtbéien, wéi et engem grad passt. D'Finanze fir déi kommend Jore ginn op Sand gebaut. A wa schon alles op Sand gebaut gëtt, da misste wéinstens politesch Akzenter erkennbar sinn, déi eis all an der Gesellschaft virubringen, virun allem, déi am Sënn vun der Allgemengheet sinn. Well e Budget ass net nëmmen Zuelematerial, mee e Budget ass virun allem och e Steierungsinstrument vun der Politick, eebe grad fir politesch Akzenter ze setzen, eebe grad fir déi Mesüeren ze huelen, déi am Interêt vun eis alleguerte sinn.

Mir aktéiere mat dësem Budget d'Adaptation vun Steuerbarème ëm véier Indexranchen an déi punktuell Mesüeren am Beräich vum Logement. Déi eng Mesüre kommen iwwerproportional deenen zegutt, déi schon e relativ déckt Akommes hunn, deenen – wéi soll ech se beschreiwen? – méi finanzkräftege Stéit. An déi aner Mesüre kommen iwwerproportional den Investisseuren an de Promoteuren zegutt. Oder fir et an engem Wuert ze resüméieren: Dat, wat hei eigentlech ugestrief gëtt, ass rene Clientelismus.

muss

Wat d'Logementskris betrëfft, fir bei deem Punkt ze bleiwen, bon, do hate mer jo rezent nach d'Logementsdebatt hei am Haus, an do hunn ech schon drop higewisen, dass fir d'LSAP de Problem un der Wuerzel muss ugepaakt ginn. Mir verstinn, dass d'Regierung ganz schnell wëll Mesüeren huelen, fir der Baukris entgéintzewierken. Mee domadder ass nach laang net de Logementsproblem geléist an och do hu mer ganz kloer gesot, dass een déi zwou Krisen net mateneen duerf vermëschen.

Déi gréisst Erausforderung fir eist Land ass et, de Leit hiert Recht op eng dezent Wunneng ze garantéieren an d'Inegalitéiten, déi duerch déi héich Wunnengspräisser entstinn, ze reduzéieren.

Déi eigentlech Demande ass nach ëmmer do. Si ass nach ëmmer bei Wäitem méi héich wéi d'Offer, just mam Ënnerschied, dass ganz vill Leit mat deenen iwwerdrivene Präishaussen aus deene vergaangene Joer net méi kënne Schrëtt halen.

Et ass sécherlech gutt gemengt, wa beispillsweis d'Regierung elo d'Krittäre vun der Eligibilitéit bei den abordabele Wunneng wëll manner streng maachen. Dat ass gutt, mee dat geet awer net duer, fir de Problem ze léisen. Mir brauchen – an dat ass eise Punkt – contraignant Instrumenter, fir bezuelbare Wunnraum ze schafen a virun allem, fir derfir ze suergen, dass en och op Dauer bezuelbar bleift. Dat muss d'Richtung sinn.

An deem Kontext fanne mir et och immens schued, dass am Regierungsdiskurs de Kampf géint d'Spekulation absolutt mat kengem Wuert méi erwänt gëtt. Eng Wunneng, an dat wëll ech nach eng Kéier ganz kloer soen, ass fir eis en Doheim. Dat ass eppes, wat d'Leit brauchen. Eng Wunneng ass kee Finanzierungsinstrument a virun allem ass et och kee Spekulationsobjekt.

Schonns beim Logementsdësch hu mer leider misse feststellen, dass dës Regierung e gudden Deel vun der Populatioun lénks leie léisst, ganz einfach, andeem se net invitéiert gëtt. Domadder menge

mer virun allem d'Locataire, a wéi nach selwer de Logementsminister an der Debatt gesot huet, dat schwächste Glidd an der ganzer Ketten.

A wann ech scho bei de Locataire sinn, da ginn ech nach séier eriwuer bei d'Bail-à-loyers-Gesetz, well Der jo och e kierzlech an der Regierung do Amendementer ugeholl hutt, notamment fir d'Reform vum Loyersdeckel nees zeréckzezéien, soudass mer erëm bei deene 5 % vum Deckel bleiwen an net wéi geplangt bei 3 % respektiv bei 3,5 %.

Et heescht am Communiqué, et géing elo mol analyséiert ginn, et géing elo mol gekuckt ginn. Bon, mir hoffen, dass dat Analyséieren net heescht, dass mer beim Status quo bleiwen, well do gëtt et jo souwisou déi Jurisprudenz, wou ee muss drop reagéieren, a virun allem ass am Endeffekt de Leit bei deem Ganzen net gehollef.

Mee gutt, dofir gëtt et jo d'Opposition, an dofir wäert ech elo hei am Numm vun der Regierung eng Motioun deposéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

– *considérant que le nombre de logements abordables publics destinés à la location est largement insuffisant au vu de la demande ;*

– *considérant qu'un nombre important de ménages à revenu modeste est contraint de louer un logement au prix du marché ;*

– *considérant que l'Observatoire de l'habitat a relevé une nouvelle augmentation des loyers annoncés des appartements au 4^e trimestre 2023 : +3,9 % sur le trimestre, et également +3,9 % entre le 4^e trimestre 2022 et le 4^e trimestre 2023. La hausse des loyers annoncés sur douze mois est ainsi supérieure à celle des prix à la consommation mesurée par l'IPC (+3,2 %) sur la même période. Selon l'Observatoire, les loyers annoncés des maisons sont également en hausse sur le trimestre, même si la hausse reste plus modérée ;*

– *notant que le Gouvernement a décidé de supprimer les dispositions qui visaient une réforme du plafonnement des loyers dans le cadre des amendements gouvernementaux au projet de loi n° 7642 portant modification de la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil du 19 avril 2024 ;*

– *considérant la décision du Gouvernement de réviser complètement les dispositions prévoyant la réforme du plafond des loyers ;*

– *notant qu'en attente de cette révision, le Gouvernement a supprimé par le même train d'amendements l'obligation pour le bailleur de stipuler dans le contrat de bail le montant précis du capital investi, réévalué et décoté, dans le logement, ce qui aurait renforcé la transparence au regard du prix du loyer pour le locataire,*

invite le Gouvernement

– *à élaborer pour septembre 2024 une nouvelle méthode de détermination du plafond des loyers qui permettra de lutter contre les excès de loyers ;*

– *à augmenter la transparence du marché locatif pour permettre au locataire de contrôler si le montant du loyer demandé par le bailleur ne dépasse pas la limite légale maximale.*

(s.) Taina Bofferding.

M. Sven Clement (Piraten) | O, vun der Regierung, Madamm Bofferding?

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... am Numm vun der LSAP deposéieren.

Plusieurs voix | A!

M. Claude Wiseler, Président | Mir haten dat sou verstanen.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Et war just, fir ze kucken, ob Der mer nolauschtert.

(Hilarité)

Et ännert awer näischt un der Tatsaach, dass ech am Numm vun der LSAP elo hei déi Motioun deposéiert hunn, wou mer d'Regierung opfuerderen, wéi gesot, dass se bei deem Analyséieren och am Endeffekt accouchéieren, dat heescht, dass och hei derfir gesuert gëtt, dass eng nei Method fir d'Festleeë vum Loyersdeckel erauskënnt, dass mer hei, wéi gesot, eng Sortie offréiert kréien. A wichteg ass – an dofir hu mer dat och hei an der Motioun festgeschriwwen –, dass dat soll bis September sinn, well awer d'Zäit hei drängt, well d'Leit awer hei a prekäre Situatioun sinn. An dofir ass et wichteg, dass och hei endlech Neel mat Käpp gemaach ginn.

An dann, an deem nämmlechten Zoch fuerdere mer och nach, dass méi Transparenz soll kommen, dat, andeems de Montant vum Capital investi och an de Kontrakt soll kommen, sou wéi dat urspringlech och ugeduecht war. Dat hutt Der anscheinend mat Ären Amendementen elo erëm zeréckgezunn. De Problem ass just, fir dass e Locataire herno kann eebe säi Recht iwwerhaapt kloen, muss e kënnen kontrolléieren. Mee wann en net d'Méiglechkeet huet, fir iwwerhaapt ze kontrolléieren, well en d'Montanten net kritt, dann huet dat Ganz guer kee Wäert. An dofir sinn dat hei déi zwee Punkten, déi mer an dëser Motioun, déi mer am Numm vun der LSAP deposéieren, fuerderen.

En anere Ressort, wou een déi ganz Gesellschaft am Bléck muss hunn, ass d'Familljepolitik. Alles an allem, wann een de Budget vum Familljeministère kuckt, zeechent dee sech duerch Kontinuitéit aus. D'Sozialhëllef, de REVIS, d'Allocation de vie chère, de Revenu pour personnes gravement handicapées, déi gi weidergefouert. D'Gesetz, déi ännert der vieregter Regierung votéiert goufen, ginn ëmgesat, an dat ass och ganz gutt. Ech denken do un d'Gesetz iwwert d'Qualitéit vun de Strukturen – virun net allze laanger Zäit war jo nach d'Diskussioun –, d'Gesetz och iwwert d'Accessibilitéit oder d'Gesetz iwwert de Vivre ensemble interculturel, dee jo nach de Moie genannt ginn ass. Ech wëll och soen: Mir begrëssen dat ausdrécklech a mir begrëssen och, dass am Moment hei net gekierzt gëtt an dass och net virgesinn ass, dass hei elo sollen déi Ausgaben erfógen.

Allerdéngs ass dëst – an do wëll ech gären op déi Aussoe vum Här Spautz a vum Här Baum reagéieren –, bis op eenzel Ausnamen, awer op reng mechanesch Ursachen zeréckzeféieren. D'Ausgabe wuessen nämlech a Relatioun mat der Augmentatioun vun der Populatioun respektiv well och de Krees vun de potenzielle Beneficiairéi méi grouss gëtt. Doduerch geet och de Montant erop. Mee fir déi eenzel Leit ass et am Endeffekt keng Verbesserung respektiv bleift et fir si beim Status quo.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | A grad am Beräich vun der Aarmutsbekämpfung, vum Kampf géint déi sozial Ausgrenzung, wou mer jo ëmmer erëm an deenen neitsten Zuele matkréien, dass méi Leit dovunner betraff sinn, geet eebe grad „Weider sou!“ net duer.

D'Regierung huet jo ugekënnegt, hei elo e Plang fir d'Aarmutsbekämpfung opzustellen an och Mesüeren

ze huelen. An et berouegt mech, dass de Moien den CSV-Fraktionspresident och e puermol dat Wuert „sozial“ benotzt huet, well gëschter an der mëndlecher Presentatioun vun der Rapportrice – hu mer gezielt – ass dat Wuert eigentlech net eng Kéier virkomm, ausser, mengen ech, „Sécurité sociale“ ass gesot ginn, mee par contre dat Wuert „Finanzplaz“ awer méi wéi 35-mol.

(Interruption)

Fir eis ass et wichteg, dass weider Efforte gemaach ginn, a mir sinn och gäre bereet, d'Regierung doranner ze ënnerstëtzen. An dofir fänke mer direkt domadder un an ech deposéieren hei eng weider Motioun, dat am Numm vun der LSAP.

Motion 2

La Chambre des Députés,

– *considérant que le Gouvernement a déclaré, aux termes de l'accord de coalition, la lutte contre la pauvreté comme « priorité absolue » ;*

– *étant donné que le Gouvernement perçoit la pauvreté comme phénomène multidimensionnel nécessitant une stratégie transversale et un plan d'action national pour la prévention et la lutte ;*

– *tenant compte de l'évolution du taux de risque de pauvreté, qui touche particulièrement les ménages monoparentaux, ainsi que du taux de la pauvreté laborieuse ;*

– *vu le rapport final sur l'évaluation du dispositif du Revenu d'inclusion sociale (REVIS) réalisé par le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER) et l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS),*

invite le Gouvernement

– *à procéder à une augmentation du salaire social minimum de 100 euros nets ;*

– *à prévoir une exonération fiscale du salaire social minimum ;*

– *à prévoir une augmentation du crédit d'impôt monoparental ;*

– *à élaborer une réforme du dispositif du REVIS en tenant compte des défis identifiés lors de l'évaluation précitée notamment en relevant le niveau des aides allouées, en renforçant l'encadrement et l'accompagnement social des bénéficiaires et en allégeant les procédures et démarches.*

(s.) Taina Bofferding.

Plusieurs voix | A!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Dat wäert ech lo mä Liewe laang ze héiere kréien, ech weess.

Trotzdem, zur Motioun, wou mer d'Regierung invitéieren, éischt Mesüeren ze huelen: Och wa se nach un hirem Plang zur Aarmutsbekämpfung schafft, kënnen déi heite Mesüeren duerchaus schonn ëmgesat ginn. Mir fuerderen ënner anerem, dass de Mindestloun soll erhéicht ginn, dass e soll steierfräi sinn. Mir fuerderen och eng Erhéijung vum Crédit d'impôt monoparental.

(Brouhaha et interruption par M. Sven Clement)

Ech mierken, dass hei eng grouss Begeeschterung ass. Dat freet mech, da stëmmt herno mat.

M. Marc Goergen (Piraten) | O, mir sinn iwwerrascht, bis elo hutt Der géint déi Motioun gestëmmt, all déi Joren.

M. Sven Clement (Piraten) | Mir sinn awer begeeschtert, datt Der dat lo gutt fannt.

M. Marc Goergen (Piraten) | Jo. Also mir sinn derfir.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Ma tiptopp.

M. Marc Goergen (Piraten) | Mir hätten eis dat gewünscht, wéi Der an der Verantwortung waart.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Bofferding, et ass un Iech. Loosst Iech net beaflossen!

M. Dan Biancalana (LSAP) | Mir haten dat an eisem Walprogramm stoen, Här Goergen.

Mme Taina Bofferding (LSAP) | Also un eis soll et ni geleeën hunn.

(Exclamations et hilarité)

Dann d'Reform vum REVIS: Dat ass e weidere Punkt an eiser Motioun, ...

(Coups de cloche de la présidence)

... wou jo d'lescht Joer d'Evaluatioun gemaach respektiv de Bilan gezu ginn ass. Et ass gesot ginn, dass lo keng gréisser Reform do virgesinn ass, also eng Reform, fir mussen hei elo legislativ virzegoen, woubäi ech net richtig verstinn, firwat et net soll méiglech sinn. Ech mengen, alles, wat de System verbessert oder wou mer de Leit méi kënnen hëllef, solle mer maachen. Mee wichteg ass eebe grad dee Bilan, dee wierklech extrem interessant ass, dass mer dorauer déi richtig Konklusiounen zéien a sou, wéi si et och soen, dass ee muss d'Montanten upassen an och den Encadrement an déi sozial Begleedung solle verstärkt ginn an natierlech och d'Prozeduren an déi administrativ Hürde solle vereinfacht respektiv ofgebaut ginn.

Eng Etüd vum LISER a vum Stateg am Optrag vun der CSL huet erginn, dass nëmme 60 % vun de Leit, déi d'Recht op eng Allocation de vie chère hunn, déi am Endeffekt och ufroen. Bei der Subvention loyer sinn et grad emol 20 %. Ech mengen, den Här Baum hat dat de Moien och a senger Ried gesot. D'Regierung plangt den éischte Schrëtt. Am Budget ass rieds eebe vun enger méi grousser Visibilitéit vun den Aiden, dass eebe méi bekannt ass, dass d'Leit en Urecht op déi eenzel Hëllef hunn. Et ass och dréngend néideg, dass een hei nobessert, dass d'Leit wëssen, dass se dat zegutt hunn an dass se och wëssen, wou se déi Hëllef kënnen ufroen.

Mir wënschen eis awer, wéi gesot, dass d'Regierung nach eng Schëpp weider droplet an eeben, wéi ech grad scho gesot hunn, déi Konklusiounen, déi an där Etüd do gezu ginn, genaousou wéi aus der REVIS-Etüd, wéi mer et an eiser Motioun fuerderen, dass och déi Mesüeren dee Moment geholl ginn, fir de Leit hei kënnen ënner d'Äerm ze gräifen.

Wichteg ass, wa mer scho sou Etüden hunn, wa sou vill Aarbecht gemaach gëtt, dass mer dat och eescht huelen. An „eescht huelen“ heescht an dësem Fall och, dass mer do, wou mer nach net ukomm sinn, do, wou mer awer gäre wëllen och politesch hikommen, wou mer gäre wëllen d'Hëllef verstärken, d'Budgeten eropsetzen. Mat anere Wieder: Dës Etüde musse fir Verbesserung suergen. Si mussen zu méi Verbesserung féieren. An de Budget ass eebe justement de Wee, fir zu méi Verbesserung ze kommen, fir dat doten eebe kënnen ze ënnerstëtzen, well soss hunn déi Etüden an déi Evaluatiounen absolutt kee Wäert, wa mer se herno an der Politik iwwerhaapt net consideréieren.

Opgrond vu mengen Ausféierungen, Här President, zéien ech am Numm vun der LSAP d'Konklusioun, dass mer generell u sech manner Problemer domadder hunn, wat am Budget virgesinn ass, bis op déi puer Punkten, déi ech opgezielt hunn, mee virun allem hu mer Problemer domadder, wat eebe feelt a woufir dës Budget steet.

D'Annoncè vun der Regierung decke sech net mat deem Faktencheck, mat deenen dräi Punkten, déi ech grad hei erkläert hunn. Wéi gesot, d'Recettë ginn iwwerschat, d'Ambitioun fir ze investéieren geet erof an et feelt un der Kohärenz tëschent den annoncïéierte Politicken an de Prognosen, wéi se am Budget sinn.

Och den Titel „Neie Schwong“ geet leider net duer, wann een herno am Budget selwer keng weider politesch Akzenter setzt, fir dann eeben och déi Politick, déi ee sech ugeduecht huet, kënnen ëmzesetzen. Fir eis feelt ganz kloer déi sozial an och déi gerecht Approche, déi sech eiser Meenung no misst eebe wéi e roude Fuedem duerch de ganze Budget zéien. An dofir wäerte mer – an ech denken, dat wäert Iech och elo net iwwerraschen – dese Budget an där Form net matstëmmen.

Sozial Gerechtegkeet, an dat wëll ech och soen, ass eppes, wat eis alleguerten zegutt kënn. Et ass net einfach esou e Moudewuert bei de Sozialisten. Well egal wou mir stinn, egal wou mir stinn – well mir kënnen alleguerte muer an enger anerer Situatioun sinn –, ass et wichteg, dass mer eis eebe kënnen op d'sozial Gerechtegkeet an der Gesellschaft verlossen. Eng gerecht Gesellschaft ass d'Vesprieche vu Sécherheet an Ofsécherung. Eng gerecht Gesellschaft heescht, dass mer een op deen aneren oppassen an dass mer net bestrofen. Eng gerecht Gesellschaft heescht, dass de Mënsch gestärkt gëtt, an eng gerecht Gesellschaft heescht Respekt an Empathie. Eng gerecht Gesellschaft heescht, dass Leit mat ënnerschiddleche soziokulturellen Hannergrënn sech begéinen.

A grad dofir wëllt ech nach gären der Cour des comptes ausdrécklech Merci soe fir den interessanten Input, dee se an hirem Avis ginn. Si hunn nämlech op d'Aarbechte vun der OECD opmierksam gemaach, déi de budgetären Impact vun der Immigratioun versicht hunn ze berechnen.

Fir Lëtzebuerg – an dat wëll ech nach gären ernimmen, well et wierklech extrem interessant ass – ass erauskomm, dass immigréiert Persounen am Duerchschnitt 18 % méi u Steieren an u Cotisatiounen eraspisen, wéi se u soziale Leeschtungen an ëffentleche Servicere zeréckkréien.

Lëtzebuerg ass och dat Land, wat an där Etüd um ekonomesche Plang am meeschte vun der Immigratioun profitéiert. An dofir ass et wichteg, wéi ech virdrun och scho gesot hunn, dass, wa mer Etüden hunn, mer se eescht huelen. An et ass och wichteg, dass mer grad esou Erkenntnisser, wéi mer se hei vun der OECD hunn, och méi Visibilitéit ginn, well et erméiglecht, eng ëffentlech Debatt ze féieren, déi op Fakte baséiert, an esou manner vu Ressentimenter vergëft ze ginn.

Sécherheet heescht och, dass ech séier ka gehollef kréien, wann et eescht ass. Et gëtt gesondheetlech Situatiounen, wou et op all Minutt ukënn. Fir Iech hei e Beispill ze ginn: Mir hunn an der leschter Legislativperiod de PNOS, den nationale Plang fir d'Organisatioun vun de Secourse, lancéiert. Dese Plang ass de Kompass, deen d'Richtung ugëtt, an déi sech de CGDIS soll entwëckelen, wou ganz genau eng Risikoanalyse gemaach ginn ass an eeben och gekuckt ginn ass, wou déi gréisste Besoinen um ganzen Terrain vum Land sinn.

Am Plang ass festgehale ginn, genausou wéi am Gesetz vum CGDIS, dass mer mussen assuréieren, dass iwwerall am Land a manner wéi 15 Minutte muss Hëllef op der Plaz sinn. Mat deem Plang, an dat ass de sprangende Punkt, wësse mer ganz genau, wou mer an Zukunft mussen investéieren, souwuel an Infrastrukturen, a Material a virun allem och a Persounen. Domadder wëll ech soen: Et ass ganz kloer gewosst, wéi vill Leit alljoers am CGDIS mussen agestallt ginn.

Bon, firwat maachen ech déi Remark? Ganz einfach, well den Inneminister an der zoustänneger Intereurskommissioun gesot huet, dass hie gären hätt, dass de Budget vum CGDIS manner séier soll wuesen. Mee wann ee gären dat Zil vun deene 15 Minutte wëll errechen, da muss een investéieren. An da kann een net soen, dass de Budget manner séier wüsst, mee da muss een déi finanziell Moyenen an de Grapp huelen an da muss een dat do realiséieren. An dofir soen ech et: Well et fir eis kruzial ass, dass Leit, déi an Nout sinn, séier gehollef kréien, an et virun allem fir eis déi falsch Plaz ass, fir de Rimm méi enk ze schnallen.

Ofschléissend wëll ech drop hiweisen, dass et fir eis als LAP, als LSAP, ...

(Interruption)

... – egal – also LSAP drop ukënn, eng ganzheetlech Approche unzegoen. Eis ekonomesch Performance als Land ass eng wichteg Grundvoraussetzung fir viles, mee se ass net d'Grundvoraussetzung fir alles.

Mir plädéiere scho méi laang derfir, d'Wuelbefanne vill méi staark als roude Fuedem am Budgetsdokument ze integréieren. Dëst géif eis et erlaben, vun deem reng quantitativen Denke fortzekommen hin zu enger Budgetspolitick, déi evidenzbaséiert schafft a sech esou u Resultater orientéiert. Amplaz just e Budgetartikel ze hunn, setzt een thematesch Indicateure mat an, fir esou iwwert d'Joren ze kucken, wéi déi Indicateure sech entwëckelt hu par rapport zu de budgetäre Mëttelen, déi een dofir bereetgestallt huet.

Neiseeland huet 2019 säi Budget an deem Sënn iwwerschaaft, an och Schottland ass kuerz drop op dee Wee gaangen an huet sech dorunner inspiréiert. Mir mengen, dass och Lëtzebuerg hei soll ëmdenken an och an déi dote Richtung soll goen, dass een eeben net nëmme Suen an engem Budgetartikel asetzt, mee dass een eeben och analyséiert, ob mer wierklech dat erreecht hunn, wat mer eigentlech mat deene finanzielle Moyene wollten errechen. Och dat gehéiert zu enger responsabler Politick. Och dat gehéiert dozou, d'Staatsfinanzen eebe méi resilient opzestellen.

Dës Method, wéi gesot, géif eis Budgetspolitick un déi haiteg Zäiten upassen a virun allem géif se och fir méi Transparenz a fir méi Nohaltegkeet am ëffentlechen Debat suergen. Den Här Fayot, dee wäert haut respektiv muer nach eng Kéier méi ausféierlech op dee Punkt agoen, well et fir eis eeben, wéi gesot, als LSAP wichteg ass, dass mer och déi Diskussioun vum PIBien-être erakréien an eis Diskussiounen. An hie wäert nach eng Kéier ganz kloer erklären, wéi mir eis virstellen, wéi eeben de Staatsbudget deementsprechend soll opgebaut ginn.

Voilà, dëst gesot, wéi ech scho virdrunner ugedeit hunn, wäerte mer dese Budget net matstëmmen, wat Iech elo net wäert, ...

Plusieurs voix | O!

Mme Taina Bofferding (LSAP) | ... wat eis elo net wäert iwwerraschen. Ech mengen, ech hu ganz kloer erkläert, opgrond vun deem Faktencheck, firwat et fir eis net méiglech ass, hei der Regierung entgéintzekommen.

Wéi gesot, wann Dir verschidde Punkten an der Zukunft wëllt realiséieren, wéi déi grouss Steuerreform, eng eenzeg Steierklass, do si mer gären derbäi, Iech ze ënnerstëtzen. Mir hu scho laang näischt méi dovunner héieren. Ech hoffen, dass deemnächst eppes wäert kommen. Mee op alle Fall, bei deemem Punkt wäerte mer hei net kënnen matstëmmen.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Bofferding. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Fred Keup. Här Keup, Dir hutt d'Wuert.

M. Fred Keup (ADR) | Merci. Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll natierlech am Ufank och der Madamm Adehm e grouse Merci soe fir hire Rapport. Si huet de Budget net geschriwwen, dat ass net hire Budget, mee dat ass hire Rapport. An de Rapport, dee se hei presentéiert huet, dee war ganz interessant. Ech mengen, et war och emol eng Kéier eppes aneres, fir iwwer esou Sujeten ze schwätzen a ganz besonnesch de Fokus op d'Finanzplaz ze leeën. Et war gutt, mengen ech.

Mee dat ass net onbedéngt spriechend fir dee ganze Budget. A viles, wat och haut gesot ginn ass, wat och gëschter gesot ginn ass, ass nach Zukunftsmusek. Et si Saachen ugekënnegt ginn. Mir wëssen awer net, wéini dat kënn. An ech mengen, dat gëtt allkéiers eng gutt Geleeënheet, fir doriwwer ze schwätzen, wann et da souwäit ass.

Stand elo a wa mir eis dee Budget elo ukucken, wéi en haut ass, da wonnert et Iech net, dass mer dee Budget net wäerte matstëmmen. An ech soen Iech déi dräi Haaptgrënn ganz einfach, ganz direkt:

Deen éischten, dat ass: Esou en Defizit fir elo an och fir déi nächste Joren ass an den Ae vun der ADR net seriö. Et sinn ze vill Ausgaben do, déi féieren zu ze vill Scholden, Scholden a Scholden.

Zweetens: Et ass kee richteg Zil ze erkennen, wou et soll higoe mat eisem Land.

An drëtzens: Et ass e Manktum u Courage. Eigentlech ass de Budget dat selwecht wéi dat, wat mer virdrun haten. An d'ADR freet sech, wou dann de versprochene Wiessel ass. Jiddefalls géif et eis net wonneren, wann hei zum Beispill déi gréng oder d'Sozialisten de Budget géife matstëmmen, vu dass et jo quasi deen nammlechten ass wéi dat Joer virdrun. An d'Madamm Bofferding huet dat jo och schonn deelweis selwer hei souguer gesot.

(Interruption)

Här President, wann een e Budget opstellt, da mécht een dat och, fir gewëssen Ziler ze errechen, Ziler fir eist Land. Ech muss allerdéngs soen, dass et net kloer gëtt, wat genee déi Ziler sinn, wat hei d'Ambitiounen si vun der Regierung, méttelfristeg, laangfristeg, wann ech dee Budget an dat Ganz kucken.

Wéi e Lëtzebuerg wëlle mir an Zukunft? Wéi e Lëtzebuerg wëlle mir 2050? Eng Regierung gëtt dann och net nëmme un den Zuele gemooss, mee och un deem, wat se tatsächlech duerno vollbruecht huet, un deem, wat duerno erakënn, spëtstens a véier bis fënnf Joer, virun deenen nächste Walen. An déi Bewäertung mécht d'ADR. An da moosse mir, ob des Regierung gutt geschafft huet oder schlecht geschafft huet. A mir wäerten des Bewäertung unhand vu klore Krittere maachen, déi sech och objektiv moosse loos-sen.

An da geet et am éischte Punkt ëm d'Liewensqualitéit, ob déi weider erofgeet oder ob se eropgeet.

Et geet ëm d'Kriminalitéit, wou et kloer Zuele gëtt, ob déi weider eropgeet oder ob se endlech erëm erofgeet.

Et geet ëm d'Verkéierssituatioun, ob déi sech verbessert oder net. Sti mer a fënnf Joer nach ëmmer esou laang am Stau oder och esouguer nach méi laang, dann ass et en Echec.

Mir bewäerten d'Kafkraaft, déi d'Leit dee Moment hunn. Mir bewäerten d'Energiepräisser, déi dann dee Moment hei am Land wäerten do sinn, ob déi weider eropginn oder ob se endlech erëm erofginn.

Mir wäerten d'Situatioun an de Klinicke bewäerten, an den Urgencen.

Mir wäerte gesinn, wéi eis Scholde sech entwéckelt hunn, eis Einnamen, eis Ausgaben.

Mir wäerte gesinn, ob nach weider d'Natur hei am Land zerstéiert gëtt, verbaut gëtt.

Mir wäerten och aner Aspekter kucken, wéi zum Beispill, wéi et dann eiser Sprooch geet, ob déi weider dobaussen ofhëlt oder ob et erëm besser geet.

Mir wäerte ganz kloer kucken, wéi et mat der Aarmut hei am Land steet – wat ee mat kloeren Zuelen och kann erausfannen –: Geet den Aarmutrisiko weider erop? Oder geet en endlech erof?

Mir wäerte weider kucken, ob Lëtzebuurger oder Leit, Kanner, Jonker, déi hei opgewuess sinn am Land, weider mussen an d'Ausland plënnere, fir eng Wunneng ze fannen, oder ob et endlech erëm emgedréint ass, dass se kënnen zréckkommen.

A mir wäerten och ganz genee kucken op den Niveau vun eise Schoulen, deen ëmmer ganz héich war an dee weider erofgeet, besonnesch wat d'Sproochkenntnisser ugeet.

Op deene Parametere wäerte mir Iech a fënnef Joer bewäerten, an ech hoffen, dass d'Situatioun sech da verbessert huet.

E Budget soll am Fong do sinn, fir esou Ziler ze errechen. An dat feelt e bëssen hei: déi Ambitiounen, déi Visiounen, dee Courage vun enger Regierung, fir dohinnerzekommen, a kloer ze soen och, wat se anescht maache wéi déi Regierung virdrun, an alle Beräicher.

An ech soen Iech hei als Beispill fënnef Ziler – dat sinn der elo fënnef, ech kéint der méi nennen, mee ech wëll Iech der fënnef nennen –, déi mir als ADR kloer géifen upeilen:

Éischtens, mir setzen eis an, fir erëm e méi sécher Land ze kréien.

Zweetens, mir setzen eis a fir e Land, wou mer eng Verkéierssituatioun hunn, déi erëm däitlech besser ass.

Drëttens, mir setzen eis derfir an, dass d'Lëtzebuurger erëm an hirem Land wunne kënnen bleiwen.

Véiertens, mir setzen eis derfir an, dass d'Energiepräisser niddreg sinn an d'Kafkraaft erëm héich ass.

A fënneftens ... Wou ware mer lo?

(Interruption)

Fënneftens, mir setzen eis an, fir eis Finanzplaz ze schützen. An dat ass effektiv e Punkt, deen ech och hei bei der Regierung gesinn hunn. An dat freet eis natierlech.

Et kann natierlech och sinn, dass d'Regierung e bëssen, soe mer emol, virsichteg ass, well schliisslech hu mer geschwé Walen, a mir wëssen, dass virun de Walen ëmmer manner grouss Ukënnegunge gemaach gi wéi no de Walen. Da si mer eventuell gespaant, wat dann am Debat iwwert d'Lag vun der Natioun wäert stattfannen. Deen ass zwee Deeg no den Europawalen.

Mir begréissen also, dass d'Finanzplaz hei och ënerstëtzt gëtt, well mir si ganz kloer der Meenung, dass et haut esou ass wéi fréier bei der ARBED. An et kann een haut soen: „Wann d'Finanzplaz houscht, da muss d'ganz Land schnäizen.“ An d'Finanzplaz ass fir eis Lëtzebuurger haut Raison d'État. Ech hoffen, Dir wësst, wat dat heescht. A si ass doriwier eraus produktiv, schafft vill Meerwäert a steet fir e qualitative Wuesstum amplaz vum quantitative Wuesstum. An

dee quantitative Wuesstum, also de Bevëlkerungswuesstem, ass jo de Problem, dee mir am Land hunn.

An ech ginn e bëssen zréck an der Zäit: Et gouf emol eng Zäit, do konnt ee sech – an ech schwätze vu virun 30, 40 Joer –, och wann een Aarbechter war, an enger Uertschaft 15 Kilometer vun der Stad Lëtzebuerg an Haus leeschten. Souguer, wat een nennt e „Bungalow“, op 8 Ar Terrain. An d'Fra konnt schaffe goen, si huet awer emol net misse schaffe goen. Dee Moment konnt se sech dann och ëm d'Kanner këmmere.

Et huet een dann am Dag 10 bis 15 Minutte gebraucht fir an d'Stad duerch den Trafick. Moies liicht e bësse méi. Et war alles méi angeneem.

(Interruption)

Et war däitlech méi sécher, et war manner Kriminalitéit do. A wann een an d'Kannerklinick gaangen ass, dann ass net nëmme Lëtzebuergesch do geschwat ginn, mee et ass och nach schnell gaangen, an et huet een net misse Stonnen a Stonne waarden. Dat war eng Zäit virun 30, 40 Joer. Da wësst Der, wou mer ukomm sinn.

An där Zäit ass et och eppes ginn, dat huet sech den „Hei Elei Kuck Elei“ genannt, deen Der sécherlech, op d'mannst emol déi meescht heibannen, kennen. A vläicht mécht jo nach deen een oder deen anere sech hei de Spaass, all Woch deen ze kucke vu virun 30 Joer. Ech maachen dat, an do gesäit ee ganz interessant Saachen. Fir Iech just eng kleng Anekdot ze erzielen: 1987 gesäit een zum Beispill den Här Gilles Roth op engem Microtrottoir, deemools als nach jonke Spunt, an e schwätzt – 1987 – och iwwer Geld, dat war nämlech deemools, wéi d'50-Frang-Mënz agefouert ginn ass, an de Problem war vun de Leit, dass déi ze vill den 1-Frang-Mënze geglach huet. Also dat just esou niewebäi.

Wat awer méi interessant ass beim Hei Elei Kuck Elei, dat ass dat, wat geschitt ass de 17. Abrëll 1994. Also dat war virun 30 Joer bal ganz genee. An do geet et ëm e Kongress vun enger grousser Partei virun de Walen, an do gouf e ganz interessanten Ausschnitt gewise vun enger Ried vun engem Deputéierte vun där Partei. An deesen Deputéierten, deen huet gesot, dass et besonnesch néideg wier, eng grondleeënd Analys vun der Altersversuergung ze maachen.

An ech zitieren elo d'Ried: „Mat deenen ongedeckte Schecke jiddefalls op déi künftige Generatiounen muss endgültig Schluss sinn. Sécher, eis Rente si bis an d'Joer 2000 ofgeséichert, mee duerno si se dat net méi. A wéi wëlle mer dann d'Finanzéierung sécherstellen? Wëlle mir ëmmer weider auslännesch Aarbechtskräften an d'Land huelen, fir eisen demografeschen Defizit op sozialem Plang ofzedeken? Sollen eng Kéier 500.000, 600.000 oder nach méi Leit hei zu Lëtzebuerg wunnen? Ass dat, wann et iwwerhaapt machbar wär, wierklech wëschenswäert? Wat géif dat fir eis Liewensqualitéit a wat géif et fir eis national Identitéit bedeiten?“

(Interruption)

An deemools huet d'Madamm Polfer natierlech an der éischer Rei geklappt an den Här Goerens an alleguer déi vun der DP. Et war nämlech hei am Cercle um Walkongress vun der DP, wou déi Ried gehale gouf. An et war en Extrait vum Robert Gitzinger.

An d'DP huet d'Suerger deemools ganz kloer betount: viru Pensiounen, déi net méi bezuelt kënnen ginn, virun nach méi auslänneschen Aarbechtskräften, virun 500.000-Awunner-Staat, virum domat verbundene Verloscht vu Liewensqualitéit a – stellt Iech dat emol vir! – virum Verloscht vun eiser nationaler Identitéit.

(Brouhaha)

Dat war d'DP deemools!

Mme Corinne Cahen (DP) | Mir hunn eis national Identitéit net verluer!

M. Fred Keup (ADR) | An do waren der jo Verschiedener vun Iech warscheinlech dobäi. Mee d'Warnunge ware richteg! An den Här Gitzinger huet sech Gedanke gemaach iwwert d'Zukunft vun eisem Land, a seng Befierchtunge si wouer ginn! Mir hunn haut de 660.000-Awunner-Staat, also nach wäit iwwert deem, wat hie sech deemools konnt erwaarden.

Mme Corinne Cahen (DP) | Dat ass falsch!

M. Fred Keup (ADR) | Eis Liewensqualitéit ass massiv erofgaangen zënterhier.

Une voix | O!

M. Fred Keup (ADR) | D'DP hat Recht.

A vun eiser nationaler Identitéit, do dierf een net méi dervu schwätzen! Schonn eleng dat Wuert „Integratioun“ ass haut vun der DP verpöönt, wéi d'Madamm Cahen dat och hei an der Chamber scho gesot huet.

Mme Corinne Cahen (DP) | Dat ass total falsch, wat Dir do sot. Et deet mir leed, mee dat do, dat stëmmt net, an ech refuséieren, dass esou Saache gesot ginn, well dat ass falsch! „Verpöönt“ ass falsch!

M. Fred Keup (ADR) | Ech mengen net, dass Dir d'Wuert hutt, mee Dir sidd hei an d'Chamber komm an Dir hutt e puermol gesot, dass Integratioun haut net méi un der Dagesuerdung wier, et wier elo amplaz vun Integratioun ...

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, ech hunn ...

M. Fred Keup (ADR) | ... de Vivre ensemble, dat hutt Dir hei gesot, ...

Mme Corinne Cahen (DP) | Dir nennt dat, wéi Dir wëllt, an ech nennen et, wéi ech wëll.

M. Fred Keup (ADR) | ... , dat kënnen mer alles nosen an da weisen.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Cahen, Dir kënnt duerno e Fait personnel froen, fir eng Richtegstellung ze maachen, wann Dir dat da wëllt. Elo ass et um Här Keup.

M. François Bausch (déi gréng) | Här President, ech hunn eng allgemeng Fro. Wat ass eigentlech um Ordre du jour de Mëtteg?

M. Fred Keup (ADR) | Sou.

M. François Bausch (déi gréng) | Ech sinn nämlech duerjerneen. Ech weess net méi, wat um Ordre du jour ass.

M. Claude Wiseler, Président | Dir wësst ganz genau, wat um Ordre du jour ass. An den Här Keup schwätzt elo iwwert de Budget.

(Hilarité)

M. Fred Keup (ADR) | Kucke mer emol, wat Dir duerno alles esou ze zielen hutt! Dat gëtt jo vläicht interessant.

Une voix | Ganz bestëmmt!

(Hilarité)

M. Claude Wiseler, Président | Sou! Här Keup!

M. Fred Keup (ADR) | Voilà.

(Coups de cloche de la présidence)

E Fakt ass awer, dass dat, wat den Här Gitzinger deemools gesot huet, haut nach ëmmer aktuell ass. An duerfir soen ech haut, 2024: Mat deenen ongedeckte

Schecken op déi künfteg Generatioun muss jiddefalls endgültig Schluss sinn. Sécher, eis Rente si bis an d'Joer 2040 ofgeséichert, mee duerno si se et net méi! A wéi wëlle mer dann d'Finanzéierung sécherstellen? Wëlle mer ëmmer weider auslännesch Aarbechtskräften an d'Land huelen, fir eisen demografeschen Defizit op sozialem Plang ofzedecken? Sollen eng Kéier 1 Millioun, 1,2 Millioun oder nach méi Leit hei zu Lëtzebuerg wunnen? Ass dat, wann et iwwerhaupt machbar wär, wierklech wünschenswäert? Wat géif dat fir eis Liewensqualitéit a wat géif dat fir eis national Identitéit bedeuten?

Här President, d'Fro vum Wuesstum vum Lëtzebuerg, wat mir an 20 Joer gär hätten, ass zentral. Et ass déi wichtigst Fro fir Lëtzebuerg. Lëtzebuerg wiest a wiest a wiest. An ech hu grad och héieren, dass esouguer d'LSAP de quantitative Wuesstum och a Fro stellt.

Pro Joer krute mir duerchschnëttlech 12.000 Awunner bäi. Et ass e Wuesstem vun zwëschen 2 % an 2,5 % – absolute Rekord an Europa! Ech mengen, op zweeter Plaz läit Schwede mat eppes ënner 1 %.

Eng einfach Héichrechnung ergëtt dann, wa mir esou weidermaachen, eng Steigerung vun haut 660.000 Awunner op am Joer 2050 daitlech iwwer eng Millioun Awunner. Etüde ginn dann och vun 1,1 oder 1,2 Milliounen Awunner oder änlech aus.

Et ass eigentlech net ze packen! An dee risege Problem mam onkontrolléierte Wuesstum, mat der Bevölkerungsexplosion, mat där grousser Immigration, déi een do huet, an all eis Problemer, déi mer am Fong hei hunn am Land, kommen dohier!

Zum Beispill déi extreem héich Wunnungspräisser. Well pro Joer sinn d'Präisser elo bis op déi lescht Méint, déi emol ewechgeholl, extreem geklomm an dat, obwuel immens vill hei am Land gebaut gëtt.

Meeschtens gëtt och méi kleng gebaut wéi fréier a manner schéi wéi fréier – mee bon! Mir kréie gesot, et wier keng Plaz méi do, mee et gëtt ganz vill gebaut, an et komme jo awer ganz vill Leit heihin.

Op där anerer Säit wunnen iwwer 50.000 Lëtzebuurger hautzedaags am noen Ausland, hannert der Grenz. Iwwer 3.000 Lëtzebuurger verloossen all Joer d'Land a wandere aus. Dat hu mer d'lescht Woch vum Statec gesot kritt.

Mat dem onkontrolléierte Wuesstum, wann dee sou weidergeet, wäerten d'Präisser, egal wéi, egal wat mir hei maachen, weider klammen. Et ass en normale Konkurrenzdruck: méi Nofro wéi Angebot. An dann ass et normal, dass deen, deen e bësse méi Geld huet, sech duersetzt, an deen, deen e bësse manner Geld huet, dee gëtt erausgedrängt. Dat ass d'Situatioun hei an dat ass net hinzehuelen.

Dann en zweete Punkt: de Verkéierskollaps, dee mer all Dag erliewen, an och vun eis hei der ganz vill, all Moien, an haut de Moien erëm. An dat ass natierlech och: Parallell zum Bevëlkerungswuesstum wiest jo d'Zuel vun eise motoriséierte Gefierer, déi mer brauchen! Vun 200.000 am Joer 1990 – dat war dann déi Zäit vum Här Gitzinger – op iwwer 500.000 haut. Pro Joer gëtt et hei am Land 10.000 Autoe méi. Dozou kommen awer och nach d'Autoe vun de Frontalieren. Déi Zuel, déi geet jo och immens an d'Luucht. Zu där Zäit vun der Ried, 1994, waren et 50.000 Frontalieren – haut sinn et der wäit iwwer 200.000.

An d'Verkéisersituatioun wäert sech esou weider dramatesch verschlechteren! Weeder den öffentliche Transport nach de Stroossebau kommen dem onkontrolléierte Wuesstum hannendrun! A wann ech d'Projeten hei héieren – vill Projeten, déi mir natierlech och ënnerstëtzen –, dann ass de Problem jo och, dass der ganz vill vun deenen enorm laang daueren.

Wa mer vun engem schnellen Tram op Esch schwätzen an dann iergendeppes kënn mat zweeausend an déi drësseg, fënnfandërseg, an duerno gëtt et jo nach méi spät, da kann ee sech awer froen, wat alles falschleeft, dass dat esou laang dauert. An ech ginn Iech e Beispill: Wéi 1859 hei zu Lëtzebuerg d'Eisebunn opgaangen ass – 1859! –, do hate se grad emol zwee Joer gebraucht, fir déi ze bauen. Si hate kee Kran, si hate kee Camion, si hate kee Bagger, se si mat Päerdskutsche gefuer. Zwee Joer hate se deemools gebraucht, a mir brauchen haut 15 Joer, fir eng Tramslinn op Esch ze bauen.

Den drëtten Problem, zesumme mat Wuesstum, ass d'Zoubetonéierung, d'Zerstéierung vun der Natur. Vun 1990 bis 2015 ass méi Terrain verbaut ginn, wéi an deene ganzen 100 Joer virun. Am Joer 1990 ware 4,3 % vun eisem Territoire verbaut. Am Joer 2015 waren et 10 %. Haut si mer scho bal op 15 % – 2024. A bei 1,2 Milliounen Awunner wiere mir jo da bäi bal 30 % verbauter Fläch vun Lëtzebuurger Land! Konsequenz: 80 % vun de Fiichtgebieder sinn zerstéiert, just nach 2 % vun eise Baachen hunn anstänneg Waasser, d'Landwirtschaft verléiert ëmmer méi Terrain, well se verbaut ginn oder wéinst Kompensatiounsmoosnamen.

Véiertens, de Manktum un Infrastrukturen: Schoulen, Kliniken. Et feelt un Infirmieren, u Polizisten, u Léierpersonal, iwwerhaupt u Personal. Et feelt u Kläranlagen, Sportinfrastrukturen, Maison-relaisen, Geriichtssäll a sou weider. Firwat feet et un all deem? Wéinst dem Wuesstum, wéinst der ëmmer méi staarker Awanderung.

An elo kommen der da mat der wansinniger Iddi: „Jo, da muss mer nach méi wuessen. Da muss mer nach méi Leit hunn, déi awanderen.“ An dat muss Der Iech virstellen! Dat sinn also Leit, déi wëllen de Problem mam Problem bekämpfen. De Problem, dee mer hunn duerch de Bevëlkerungswuesstum, soll also bekämpft gi mat nach méi Bevëlkerungswuesstum! Et deet mer Leed, mee et ass, wann een dat bis zum Schluss denkt, eigentlech verréckt.

A wann Dir gär als Regierung esou weiderfuert, oder déi aner Parteien, da muss Der an den nächste 25 Joer alles verduebelen. An da geet dat, wat elo op déi nächst fënnf Joer geplangt ass, guer net duer! Dir muss alles verduebelen a 25 Joer, fir de Retard opzehuelen, dee mer hunn, a fir matzehale mam Bevëlkerungswuesstem. Verduebelen: Wunnengen, Schoulen, Geschäfte, Kliniken, Waasserversuerung, Offall, Sportshalen, Fussballsterrainen, Stroossen, Schinnen, Kläranlagen, Léierpersonal, Polizisten. Alles verduebelen a 25 Joer! D'Autobunnsspuere verduebelen, Tram, Zuch an esou weider.

Wéi wëllt Der dat maachen?! Ech kommen dorop zeréck: Wéi laang hu mer elo gebraucht fir eng Ëmgeungsstrooss vun Dippech oder vu Käerjeng? Wéi ass et mat där vun Hesper? Do héiert een näischt méi dervun. Wann déi eng Kéier vläicht elo decidéiert gëtt, dann dauert dat vläicht zéng Joren, bis déi fäerdeg ass.

Ech mengen, mat deem Rhythmus do ass et einfach net méiglech, matzehale mat deem Bevëlkerungswuesstum, dee mir aktuell hunn. An dee ganze Wuesstem geet doriwwer eraus op Käschte vun eisem Zesummeliewen. En Zesummeliewen, wat mol an der Zäit hei besser ginn ass wéi haut, wat verschwonnen ass. A wuer ass dann dat Lëtzebuerg hin, wat mer fréier vläicht kann hunn, an och dat, wouvun d'DP 1994 vläicht geschwat huet?

An de Combel ass: Trotz dem Wuesstum hu mer immens vill Leit hei an der Aarmut liewen! Ënnert der Aarmutsgrenz oder just driwwer. Dat heescht, dass

déi, déi behaupten, de Wuesstum wier wichtig, well dee géif eis räich maachen, déi léien! Vill Leit sinn trotz Wuesstum aarm. De Wuesstum mécht net räich; op d'mannst emol e gudden Deel net.

An de Statec huet dat schon 2018 gesot an enger Etüd. Den Titel war „Croissance : pro pauvres ou pro riches ?“. An d'Zitat, d'Konklusioun vum Statec war: „La croissance économique : [...] ?“, bon, déi geet jo zesumme mat der Croissance démographique, „Sur les treize années passées en revue dans cette étude, les fruits que la croissance économique a déversés sur les ménages, a globalement favorisés les plus aisés. La croissance était donc pro-riche !“

Et ass am Fong ganz schlëmm, dass mir hei ganz villes opferen, fir dee Wuesstem matzemaachen, a ganz vill Leit kënnen net dovunnen profitéieren.

Léisungsvirschléi: „Elo baue mer Wunnengen.“ Jo, wéi vill baue mer der dann? A wouhin? A fir wien? A mat wat? Ech hoffen, dass mer dat maachen, awer net nëmmen, fir Wuesstum ze generéieren, mee och fir déi Leit, déi schon hei sinn!

D'Schoule packen et net méi mat der Immigratioun. Den Niveau gëtt erofgesat, d'Schoul gëtt zersplittert – ech kommen drop zeréck.

Elo sollen d'Leit anescht wunnen: Héichhaiser, Appartementer, ouni Parking, Kollektivparken, wéineg Privatsphäre, keng eege Garage méi; eppes ganz schlëmmes anscheinend. Mir widerhuele Feeler, déi an anere Länner scho gemaach gi si virun 30, 40 Joer. Et ass en immense Verloscht vun der Liewensqualitéit, déi hei zu Lëtzebuerg stattfënn, wann Der vergläicht mat de Generatiounen virun eis an de Generatiounen, déi elo kommen.

An da komme mer nach zu där Manie, fir ganz vill CO₂ wëllen anzespueren hei zu Lëtzebuerg. An och am Budget ginn erëm Milliounen a Milliounen dofir ausginn, fir CO₂ anzespueren. Mee wann Der wëllt CO₂ aspueeren, wann Der wëllt d'Natur schützen, da ginn ech Iech de gudder Rot: Fänt hei am Land un a brems de Wuesstum! Méi Bevëlkerungswuesstum – méi CO₂. Dat ass jo awer logesch. A wou ass dann d'Logik, fir wëllen de Leit allméiglech Zwäng opzeerleeën an e groussen Deel vun hire Suen ewechzehuele fir CO₂-Moosnamen, an dann op där anerer Säit de Wuesstum stoen ze loossen, deen ëmmer méi CO₂ produzéiert?

Nach e Beispill aus der Zeitung, hei aus dem „Lëtzebuurger Wort“ d'lescht Woch. Et geet iwwer d'Stad Lëtzebuerg, d'Gemeng Lëtzebuerg. „Mobilitéit: Nur drastische Maßnahmen helfen“. „Drastische Maßnahmen“ muss mer huelen. Firwat? „In etwas mehr als zehn Jahren könnten 180.000 Menschen in der Stadt Luxemburg leben.“ Méiglech. „Der Autoverkehr muss reduziert werden.“ Jo, et ass elo scho Kollaps, an do brauch ee keng hellseeëresch Fäegkeeten. Da missten drastesch Moosnamen ergraff ginn. An de Journalist schléit vir, dann eng Vignette fir Autoen ze maachen.

Mee de Punkt ass ganz einfach deen, dass och an der Gemeng Lëtzebuerg ... Och an der Stad Lëtzebuerg gesitt Der ganz gutt: Wat Der méi Leit hutt, wat Der méi Autoen hutt, wat Der méi Problemer hutt. An duerno muss jiddwereen drënner leiden. Da maache mer eng Vignette an da kommen déi, déi et net méi kënnen bezuelen, och net méi an d'Stad.

Fir mam Thema Bevëlkerungswuesstum ofzeschlëssen, wëll ech awer hei kloer soen – net dass dat elo falsch verstane gëtt –: D'ADR ass net derfir, de Bevëlkerungswuesstum ze stoppen. Nee, mir brauchen natierlech fir eis Wirtschaft, fir eis Finanzplaz héichqualifizéiert Aarbechtskräften. Mir wëllen de Bevëlkerungswuesstum bremsen, fir aus dem onkontrolléierte

Bevölkerungswuesstum e kontrolléierte Bevëlkerungswuesstum ze maachen, deen eist Land stemme kann an dee verantwortungsbewosst un d'Zukunft vun eise Kanner denkt.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Ech kommen op d'Zuele vum Budget hei zeréck. An do geet et ëm den Defizit. Mir hu gesinn: eng Milliard Euro Defizit trotz Wuesstum, a fir déi nächst fënnf Joer ass och alljoers erëm eng Milliard Defizit virgesinn. An et war jo ugekënnegt ginn, et géif gespuert ginn. Dat ass gesot ginn, mee dat stëmmt awer net. Dat heescht, et ass eppes gesot ginn, wat net agehale ginn ass. Et ass also eppes gesot ginn, wat sech iergendwéi net duerno realiséiere konnt.

Op jidde Fall huet och de Rechnungshaff, also d'Cour des comptes – fir eng neutral Institution ze nennen –, jo festgestallt, dass keng Erspuernisse hei ze gesi sinn. Et ass eeben och vläicht nach ze fréi. Mir si virun de Walen, an do mécht een net gäre, Erspuernisse an engem Budget.

Keng Spuermoosnamen. De Gambia-Budget vun de leschte Jore gëtt am Fong einfach weidergefouert. Bon, et kann ee soen: „Et ass en Iwwergangsbudget.“ Jo, mengetweegen. Mee et ass awer trotzdeem och e Manktum u Courage.

An elo héieren ech dann och – an dat ass jo och schon oft gesot ginn –, dass eng Steierreform virgesinn ass. A mir haten hei eng Motioun den 1. Februar dëst Joer. Do ass eng Motioun erabruucht gi vun DP-CSV, an déi ass och vun hinne gestëmmt ginn. An an där Motioun geet et ëm d'Steierreform. An där Steierreform soll follgendes passéieren, laut där Motioun, do solle follgend Kategorië vu Leit dovunner profitéieren, also méi kréie wéi bis elo: „les ménages à revenus modestes“, also déi méi Aarm, „les familles monoparentales“ an „les classes moyennes“, also d'Mittelschicht.

Summa summarum mécht dat do ongeféier 90 % vun de Leit hei am Land aus, géif ech emol schätzen. Déi 90 % sollen also an enger Steierreform, laut dëser Motioun, déi hei gestëmmt ginn ass, besser ewechkomme wéi bis elo.

Elo musst Der awer emol erklären, wéi et méiglech ass, wann Der fënnf Joer hannerteneen alljoers 1 Milliard Defizit maacht, datt Der wëllt eng Steierreform maachen, wou 90 % vun de Leit hei am Land eppes gewannen. Dat ass d'Quadratur vum Krees. Ech loosse mech gär iwwerraschen. Wann Der dat fäerdegbréngt, ouni grouss Scholden ze maachen, da maachen ech och hei ganz gären Applaus derfir – mee ech gleewen net wierklech drun.

Da kommen ech zu der Scholdegrenz. Och de Moien huet den Här Minister doriwwer geschwat an ech wollt do nach eng Kéier eebe froen, ob d'Regierung bereet ass, iwwert déi 30 % ze goen, déi jo och elo virdrun hi diskutéiert gi sinn. Wat fir e Risiko dat fir e klengt Land fir Lëtzebuerg géif bedeiten. Well et gëtt nun emol keng Sozialpolitik, keng Steierreform, keen Index, keng anstänneg Gesondheetspolitik, wann d'Keesen eidel sinn.

D'ADR wëll dowéinst géintiwuer all deenen anere Parteien e kloert Zeeche setzen. Mir si prinzipiell fir eng Scholdebremms an der Verfassung. Dat geet anscheinend net, mee eng gesetzlech Scholdebremms, déi bei maximal 30 % vum Bruttoinlandsprodukt läit, géife mer ganz gären hei am Land gesinn.

Fir verschidde Leit ass den Triple-A keng Mussesaach méi an des Leit spillen an eisen Aen och dowéinst mam Feier. Si huelen aner Länner als Beispiller a behaupten, datt een och do mat ville Scholden nach

kéint eng gutt Notatioun kréie vun de Ratingagenturen. Mee fir Lëtzebuerg sinn esou Theorien oft liichtsënneeg, onverantwortlech, well am Verglach mat anere Länner si mir ganz kleng a mir si wäit méi verletzlech wéi déi aner. A mir dierfen den Triple-A net verléieren, well dat hätt immens Konsequenzen op eis Wirtschaft a besonnesch op eis Finanzplaz.

En anere Punkt ass d'Aarmut hei am Land, a ganz besonnesch och déi Aarmut bei Kanner a Familljen. A mir mussen eis d'Fro als Gesellschaft, als Politick stellen: Wéi wichteg sinn eis Kanner, wéi wichteg sinn eis Familljen? A wa mir da vu Kannerarmut schwätzen, dann ass dat jo eigentlech d'Aarmut vun de Familljen, och vun den Elteren.

A wann een déi Zuele kuckt, déi allgemeng Entwécklung, da kënnst een zur Konklusioun, dass d'Kanner an d'Famill eigentlech missten am Zentrum vun eisen Entscheedunge stoen – si stinn do awer iergendwéi net esou richteg. A mir hunn hei zu Lëtzebuerg, mee och an anere Länner am Moment eng Kris vun der Famill, an der ganzer westlecher Welt, an hire Stellwäert huet an de leschte Jorzéngte massiv ofgeho. En ass net méi dat, wat en eng Kéier war. An et geet esou wäit, dass och dat traditionellt Familljebild souguer negativ konnotéiert gëtt, an am Endeffekt sinn d'Kanner jo déi Leidtragend. Wann iwwerhaupt nach Kanner do sinn!

Zu Lëtzebuerg läit d'Zuel vu Kanner pro Fra méttlerweil bei 1,25. Dat ass den niddregsten Taux vun allen Zäiten. 1,25 Kanner pro Fra! Dat ass ... Normalerweis brauch een iwwer zwee, fir dass d'Bevëlkerung stabil bleift.

(Interruption)

A vill Jonker zécken, fir Familljen ze grënnen, oder si hu keng Méiglechkeet, well hinnen déi finanziell Mëtzel dozou feelen. An déi, déi der kréien, falen oft an eng Aarmut. Do kommen ech och op ganz beonrouegend Zuelen zeréck a mir soe ganz kloer: Mir mussen d'Famillje méi ënnerstëtzen. An et kann net sinn, dass de Fakt, dass een zu Lëtzebuerg eng Famill grënnt a Kanner kritt, en Aarmutsrisiko bedeit!

(Interruption)

Et kann net sinn, dass déi Jonk, déi hei mat eis am Land opwuessen, keng Méiglechkeet gesinn, eng Famill mat Kanner an hirem Land ze grënnen. Do mussen eis dergéint wieren.

Fir zwee Elteren am Stot läit den Aarmutsrisiko fir Persounen ouni Kanner bei 12 % a bei Famillje mat dräi Kanner läit e bei 42 %. An dat ass emol net dëser Regierung hir Schold, mee et ass och deene vu virdrun hir Schold, an och deenen hir, déi sech elo hei déck opreegen iwwert d'Aarmut, an dass net genuch anscheinend dergéint gemaach gëtt.

Mee et ass op jidde Fall fir Lëtzebuerg eng Blamage! An dat trotz dem Megawuesstum, deen eis jo anscheinend soll Räichtum bréngen. An, ech mengen, do mussen mer usetzen. Mir hunn dat schonn hei gefuerdert. Mir mussen méi maachen. Mir mussen d'Suen do asetzen, méi héicht Kannergeld, d'Staffellung vum Kannergeld, en Elteregeld aféieren, fir déi Elteren, déi doheem kënnen bleiwen, fir Kanner selwer ze versuergen. Domadder kréien d'Elteren eng reell Méiglechkeet, fir doheem bei hire Kanner ze bleiwen. Si kréien de Choix; dat ass gutt fir d'Familljen.

Wat d'Steierreform ugeet, si mer géint eng Individualisierung, déi zu Laaschte vun de Famillje géif falen. Dat geet guer net. A mir si ganz sécherlech fir punktuell Erliichterungen och fir Persounen, déi a steierlech schwierige Situatiounen sinn, wéi Wittleit oder Persounen, déi eleng Kanner erzéien. Dozou kënnst jo dann nach vläicht eppes an den nächste Méint.

Als ADR wëlle mer op jidde Fall eng Politick, déi d'Wuel vun de Kanner an den Zentrum vun eisen Entscheedunge stellt.

Mir hu vill iwwert d'Aarmut elo geschwat, déi engem Land wéi Lëtzebuerg sécherlech onwierdeg ass. Et ass allerdéngs och esou, dass en Deel dovunner net onbedéngt direkt aus eisem Land selwer kënnst, mee et ass e Problem, dass och d'Aarmut aus dem Land, aus dem Ausland, pardon, op Lëtzebuerg am Fong immigréiert. An dat gesäit een an allen europäesche Länner, wéi zum Beispill hei déi Zeitung „Die Zeit“, wat jo elo éischter eng Zeitung ass, déi, mengen ech, méi lénsch steet, déi awer schreift: „Die Kinderarmut in Deutschland ist angestiegen, und zwar zuletzt überwiegend durch starke Zuwanderung besonders minderjähriger Flüchtlinge.“

Also d'Immigratioun, pardon ... D'Aarmut an d'Kannerarmut sinn och zu engem groussen Deel am Fong importéiert. An an deem Kontext wier et vläicht emol gutt, wann een – zemools an engem Land wéi Lëtzebuerg, wou mer esou vill Migratiounen haten an hunn, a sécher wäerten hunn – méi iwwert dat Thema Migratioun géif schwätzen, wann ee méi Etüden hätt iwwert alleguer déi Konsequenze vun deene verschidde Migratiounen, déi mir hei am Land hunn. An doriwwer géife mer gären hei e puer Wieder soen.

Ufank des Jores kounn eng Etüd eraus iwwert déi finanziell Repercussiounen op de Staat vun der Migratioun, an zwar an Holland. An déi huet et e bëssen a sech, well se opdraumt mat enger Partie Mythen, déi leider nach ëmmer hei an Europa, besonnesch zu Lëtzebuerg, leider verbreet sinn. Do ware ganz renomméiert Migratiounsfuerscher aus Holland, dorënner de Gerrit Kreffer, déi hunn eng Etüd gemaach: Follge vun der Immigratioun fir déi öffentlech Finanzen. An d'Resultater vun dëser Studie goufen och europawäit vu ville Migratiounsfuerscher, besonnesch op däitschen Unien, bestätegt. Et ass also net aus der Loft gegruff. Dat, wat ech elo hei soen, ass tatsächlech esou.

Allgemeng kann een d'Resultat follgendermoosse resüméieren: Stand haut, an ouni Ännerung vun der aktueller Politick, ass d'Immigratioun fir Holland an och fir vergläichbar Länner a Westeuropa ganz deier. Et ass en Negativgeschäft.

Eng europäesch Gesellschaft, déi sech auszeechent duerch weineg Gebuerde vu Kanner, gëtt bei enger gréisstendeels onkontrolléierter Immigratioun éischter belaauscht wéi gestärkt. Op änlech Konklusiounen, kënnst Der nokucken ... Fir Däitschland ass zum Beispill scho virdrun och eng Etüd vun der Uni Freiburg komm.

De Punkt ass: D'Repercussiounen op de Budget vum Staat hänke ganz staark vum Hierkonftsland vun der Persoun of an och vun der Aart vu Migratioun. Ass et Asylmigratioun oder ass et Aarbechsmigratioun?

An d'Etüd huet iwwerens ... Dat ass och ganz interessant, déi ass ganz wäit gaangen. Déi huet net nëmme déi éischt Generatioun mat abezunn, mee och déi zweet Generatioun mat abegraff, fir ze kucken, wéi och laangfristeg den Impakt ass vun der Migratioun.

An ech wëll och hei ausdrécklech soen, dass dat heiten objektiv ass. Et geet hei net ëm eng subjektiv Warneemung. Ech mengen, déi eng Leit hunn eebe gäre vill Immigratioun, aner Leit hunn eebe vläicht gäre manner Immigratioun aus perséinlechen, subjektive Grënn. Dorëms geet et net. Hei geet et einfach objektiv drëms, wat fir Konsequenzen d'Immigratioun op de Staatsbudget huet.

An déi konkreet Resultater sinn net verwonnerlech: Wann Awanderer kommen aus Nordamerika, Westeuropa, Japan, Australien, also Aarbechtmigranten, da bréngt dat e Plus fir d'Staatskeess. Op där anerer Säit, en Asylmigrant aus Afrika kascht den hollännesche Staat am Duerchschnitt – an do ass alles matgerechent, och déi zweet Generatioun – 625.000 Euro ënnert dem Stréch.

Do gëtt et grouss Ënnerscheeder zwëscht de Länner. Déi hollännesch Etüd huet dat genee no Land opgeschlüsselt. Mee Fakt ass, deemno vu wou den Immigrant kënt a wat seng Motivatioun ass, bedeit et fir de Staatsbudget: fir déi eng e Plus vu 600.000 Euro a fir déi aner e Minus vu 625.000 Euro. Pauschal ze soen also, dass d'Migratioun hei finanziell eisem Staat guttdeet, ass net richtig. Et gëtt déi eng an et gëtt déi aner an et muss een et differenzéieren!

An dat Argument, dass jonk Asylmigranten eis Sozialsystemer an eiser Gesellschaft, déi ëmmer méi al gëtt, géife stabiliséieren, dat gëtt an der Etüd och als Mythos duergestallt, deen absolut net géif stëmmen, an dat bezitt sech natierlech haaptsächlech op déi Periode no 2015. Virdu war et eng aner Situatioun.

An ech soen dat hei, well Der dann och verstitt, firwat déi meescht Länner op der Welt eng selektiv Immigratioun bedreiwen, bal alleguer d'Länner, wou se soen: „Mir huelen Talenter, mee mir huelen net déi, déi méi kaschten.“ Dat mécht bal all Land op der Welt!

An als ADR soe mer och ganz kloer: Wéini kann een immigréieren? Ma wann een eng eegen Existenz kann ofsécheren, well mir wëlle ganz kloer keng Awandderung an eis Sozialsystemer.

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | An dofir ass et fir eis kloer: Mir maache gär Schluss mat der Immigratiouns- an Asylpolitik vun der Regierung vu virrun, an elo hei, esou wéi et ausgesäit, gëtt déi jo weidergefouert. Et soll nëmme nach dee Schutz kréien, dee wierklech Schutz brauch, an nëmme nach esou laang en och Schutz brauch!

Une voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | Mat eis gëtt et keng europäesch Verdeelungsmechanismen a keng illegal Immigratioun aus ekonomesche Grënn.

Déi drastesch Ännerungen, déi mir an der Asyl- an Immigratiounspolitik géife virhuelen, géife schonn a relativ kuerzer Zäit vill Foyere fräimaachen, déi an deene leschte Joren opgebaut goufen. Déi kéint een da fir eppes anescht benotzen. Eng Rei Foyere géife mer natierlech weider och fir Demandeurs de protection internationale benotzen, well mer wëllen deene Leit, déi wierklech Schutz brauchen, jo och Asyl ginn. Och d'ADR steet zum Asyl. Awer mat eiser Politik géifen och vill Plaze méi séier fräiginn.

Nach ee Punkt vum Budget, wat dat doten ugeet, da géife mer och 66 Milliounen spueren: De Lëtzebuerger Staat, de Familjeministère, gëtt pro Joer 66 Milliounen aus fir Sécherheetsdëngschter an Asylheemer. 66 Milliounen fir Sécherheetsdëngschter! Ech hu mech einfach gefrot: Wie schützt eigentlech do wie viru wiem?

Déi massiv Immigratioun ass natierlech och de Grond fir déi héich Wunnengspräisser, dat hunn ech scho gesot. Wann een déi historesch Entwécklung vergläicht vun Immigratioun a Wunnengspräisser, gesäit een eng kloer Korrelatioun, eng Kausalitéit. An d'Situatioun, déi mer am Moment hunn, ass déi, an do kommen ech op d'Wunnengsproblem: Déi besteet haaptsächlech doranner, dass vill Lëtzebuerger

a Jonker, déi hei am Land opgewuess sinn, d'Land mussen verloossen! Si ginn zu Emigranten. E Lëtzebuerger, wat elo Joren, joerzëngtelaang, Leit ugezunn huet, wou Leit heihinner komm sinn, huet op eemol Leit, déi fort mussen goen, déi zur Emigratioun gezwonge ginn.

Mir hunn also op där enger Säit eng Immigratiounskris, déi mer net maîtriséieren, an eng Emigratiounskris, déi mer net kënnen veräntweren. Wa mer also mëttelfristeg wëllen déi Krise léisen, da mussen mer d'Politick vum Wuesstum änneren.

Elo kuerzfristeg geet et drëm, déi aktuell Zënsekris ze meeschteren, mat hannendrun der Baukris, déi sech elo ugedeit huet an déi och Realitéit ginn ass, zum Deel. An do si mer, an dat soen ech kloer, als ADR och op der Säit vun der Regierung. Vläch net honnertprozenteg bei allem, mee déi Moosnamen, déi do elo virgesi sinn, kënnen mer zu engem ganz groussen Deel ënnerstëtzen.

Et kann ee weider nach iwwert de Logement schwätzen, do mengen ech, gëtt et nach aner Geleechtheeten derzou. Vläch nach zwee, dräi Punkten, déi och ganz interessant sinn. Deen éischten ass: Mir mussen eis bewosst sinn, dass d'Bauen hei am Land ëmmer méi deier ginn ass, och wéinst deenen ëmmer méi staarke Reguléierungen, Stéchwuert „Ëmweltoplagen“. An dat mécht et och ëmmer méi schwierig.

A mer mussen och soen, a wann ech duerch d'Land fueren, ass dat einfach elo eng Beobachtung: Ech stelle fest, dass ganz vill Haiser och ofgerappt ginn! Ech froe mech ëmmer, wéi et méiglech ass, dass an engem Land, wou anscheinend esou eng grouss Wunnengskris ass an all Wunneng feelt, iwwerhaapt eng Wunneng ofgerappt gëtt. Dat emol als Klammer esou gesot.

Schoulen. Et ass gesot ginn: Mir hunn ëmmer méi Schüler. Ëmmer méi Bevëlkerung, ëmmer méi Schüler, d'Zuele wuessen. Am Lycée hu mer all Joer 1.500 Schüler méi, an der Primärschoul all Joer 800 Schüler méi. Dat ass enorm! Dorobber muss ee reagéieren. An dat ass ganz schwierig. Et feelt u Personal, et feelt u ville Plazen u Gebailechkeeten, et feelt och u Méiglechkeeten, fir deem gerecht ze ginn an der Schoul selwer.

Dräi Punkte wollt ech hei aus dem PNR eng Kéier kuerz analyséieren. De PNR, dee schreift do dräi Ziler, déi sollen erreecht ginn elo an eiser Schoul, mat der aktueller Politik. An dat huet mech dach awer gewonnert, well déi Ziler, déi stinn zwar am PNR, mee eigentlech erreche mer am Moment de Contraire.

Dat Éischt, dat ass, do steet, et wier eng „égalité dans le système éducatif“ ugestriift. Égalité! Do stellen ech fest: Et ass absolut de Contraire! Mir bauen ëmmer méi Europaschoulen, déi ëffentlech sinn, an an den ëffentlechen Europaschoule maacht Der Är Première mat 18 Joer, Dir hutt ee Joer manner Lycée, Dir hutt ee Joer manner Schoul wéi an der normaler, traditioneller, ëffentlecher Schoul, wou Der Är Première mat 19 Joer maacht. Ech fannen et extreem bedenklech, wann ee seet, et wëllt ee fir d'Égalité dans le système éducatif sinn, an dann huet een déi eng Schüler, déi brauchen ee Joer manner ze maache wéi déi aner, a kréien dann en Diplom, dee genau dat nämmlech wäert ass. An da wonnert et och keen, dass op eemol, wéi elo gëschter erauskomm ass, zu Jonglënster deen traditionelle Modus emol guer net méi ugebuede gëtt. Do gëtt et keng Septième classique méi, keng Septième générale méi. Do gëtt et mëttlerweil quasi just nach d'Euroschoul. Jo, dat ass dann d'Loi du moindre effort. Et geet een natierlech dohinner, wou et méi einfach ass, an et geet een och dohinner, wou et méi schnell geet.

An dann een anere Punkt, deen drasteet: Mir hätte gären eng plurilingual Schoul. Dat steet dran. A wat

geschitt? Jo, just de Contraire! Mir haten eng immens plurilingual Schoul, wou all Kand op e relativ anstännege Niveau bruecht ginn ass, am Franséischen, am Däitschen, am Engleschen, am Lëtzebuergeschen. Méi méisproocheg geet et net méi! All Land op der Welt huet eis bewonnert fir eise Schoulsystem. An elo hu mer deen ëffentlech-europäesche Modell, wou d'Sproochen op eemol manner wichteg ginn. An Dir wäert gesinn, déi, déi do erauskommen, hunn an deene Sproochen net dee selwechten Niveau wéi déi, déi ëmmer aus dem Lëtzebuergeschen ëffentleche System erauskomm sinn. An do gesi mer also, dass hei eng Politik gemaach gëtt, déi am Fong géint d'Méisproochegkeet geet.

An da steet nach dran: inklusiv. Inklusiv heescht zesammen. Och do ass et de Contraire, dee geschitt, schon eleng bei deenen Europaschoulen, duerch déi Trennung, déi stattfënt. Mee elo ass et jo och ugeduecht, fir schonn an der Primärschoul d'Kanner ze trennen, eng Kéier, dass déi eng an eng däitschproocheg Klass ginn an eng Kéier déi aner an eng franséischproocheg Klass. Dat wäert dann am Endeffekt nom Migratiounshannergrond geschéie respektiv no der Nationalitéit. An dann hu mer alles anescht erreecht wéi Inklusivitéit. Dann hu mer Exklusivitéit erreecht, an ech mengen, dat ass genee de Géigendeel vun deem, wat hei am PNR drasteet.

A mir als ADR wëllen dat alles net. Mir hätte gären eng staark ëffentlech traditionell Schoul. Mir hätte gär sozial Kohäsion, Integratioun, d'Kanner zesammen, net getrennt an der Schoul. Dat ass eis wichteg fir eis Gesellschaft an Zukunft.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Fred Keup (ADR) | E puer Punkten nach. Een, deen nach net ugeschwat ginn ass, mee wou ech mer awer e ganz grouse Pleséier maachen, fir et ze maachen, ass den Horeca-Secteur. An do wollt ech op ee Punkt agoen.

2014, dat ass zéng Joren hier, ass d'TVA a Restauranten a Caféen op Wäin a Béier eropgesat ginn, an zwar vun 3 % deemools op 17 %, also eng enorm Steigerung. An dat muss ee sech emol virstellen an Zäiten, wou Caféen ausstierwen, wou Restauranten et ëmmer méi schwéier hunn, dass een esou eppes gemaach huet! Dat war deemools och nach ee Joer nom Fëmmverbuet an de Caféen, dat och seng negativ Repercussiounen hat.

An ech mengen, dat ass immens schued, well et ass wichteg, dass mer Wiertschaften hunn, wou d'Leit sech treffen, wou d'Zesummeliewe stattfënt. An et ass extreem traureg, dass mer haut hei am Land Gemengen hu vu 6.000, 7.000 Awunner, wou Der mol keng eenzeg Wiertschaft méi fannt. An ech mengen, dass et wichteg wier, op deem konkreete Punkt eppes ze maachen. An am meeschte géife mer et begréissen, wann déi TVA erëm op en akzeptabelen Taux kéint erofgesat ginn, beispillsweis op 6 %. Dat kéim de Caféen an de Restauranten zegutt, et kéim de Clienten zegutt, et kéim eise Wénzer a Brauereien zegutt an et kéim der ganzer Gesellschaft zegutt.

Dann, Här President, geet et ëm d'Spueren. Jo, et kann ee bei den Ausgabe viles maachen. Mir hätten do eng ganz Partie Virschléi, déi mer elo nach guer net hei héieren hunn. An d'Spueren ass natierlech e politesche Choix. Et gefält net jiddwerengem, mee et gëtt Plazen, do kann ee sécherlech spueren, an och vill spueren.

An d'Fro, déi ee sech ka stellen: Kënnen mir eis et erlaben, an Zäite vu Scholde wäit iwwert dat, wat an internationale Konventiounen steet, erauszegoen? Mir mat eise grouse Problemer hei? An ech schwätzen do iwwert déi Suen, déi mer alljoers ausgi fir

d'Entwécklungshëllef, d'Entwécklungszesummenaarbecht, déi aktuell bei 600 Milliounen Euro läit, an et kënt nach eng ganz Partie derbäi, wat mir net urrechne loosson.

A mir sinn der Meenung, dass mer do och bei 0,7 % vum Bruttonationalakkomes gutt bedéngt wären, esou wéi dat decidéiert gi war 1992 zu Rio, an dass mer alles géife matrechnen, wat een och vun der OECD an esou weider ka matrechnen. An da kéint een aner Weeër goen, Handelsrelatiounen opbaue mat den Entwécklungslänner, déi een da géif verbesseren. Et gétt wierklech méi intelligent Weeër wéi dat doten.

Par contre hu mer gesinn, dass d'Regierung gäre méi an d'Hëllef fir humanitär Katastrophen investéiert. Do si mer ganz sécher mat derbäi, well wann iergendwou eng grouss Katastroph geschitt, dann ass et sécherlech un eis, fir dann och esou gutt wéi méiglech ze hëllefen.

Spuere kann een och ganz vill Geld bei der Immigration- an Asylpolitick, doriwwer hunn ech scho geschwat.

Da kéint ee ganz vill spuere bei enger ganzer Partie ideologeschen Instrumenter, déi mir hei an de leschten zéng Joer geschaf hunn, déi vun der Gambia-Regierung deelweis geschaf goufen. Mir hunn immens vill – ech soen dat elo mol esou, wéi ech et och denken – sougenannt „Netregierungsorganisationen“, déi awer vun der Regierung finanziert ginn, fir Politick ze maachen. An ech mengen, vu dass et Netregierungsorganisatione sinn, kéinten déi och ganz gutt iwwerliewen ouni Gelder vun der Regierung, ergo vum Staat.

Da gesinn ech zum Beispill, dat hu mer zesummegerechent, Sensibiliséierungscampagnen, Publicitéitscampagné vum de Ministären: 33 Milliounen an engem Joer! Wansinneg vill.

Da misst een eis Kontributiounen bei internationalen Institutione genee kucken. Do misst een erëm méi Kontroll hunn. Et muss novollzéibar sinn, wou d'Suen higinn.

Da Subventiounen an international Klimafongen, wou kee Mënsch weess, wou d'Suen higinn. Ech mengen, mir hu jo alleguerten och scho mol Kontakt gehat mat Leit aus méi aarme Länner. A wat ech op jidde Fall feststellen – net nëmmen ech, et si vill Leit, déi mer dat scho gesot hunn –: Déi wësse jo mëtlerweil, wéi d'Masch fonctionéiert! Si kommen a si soen automatesch: „Mir hu riseg Problemer mam Klimawandel!“ An hir Konkusioun ass: Dir musst eis ganz vill Geld ginn! An dat ass dat, wou et e bëssen drop erausleefft. An ech mengen, do muss een oppassen, wou d'Gelder higinn, wann ee se dann dohinner gétt.

Op jidde Fall wier et fir eis absolutt wichteg, fir en equilibréierte Budget op den Dësch ze leeën. A fir en equilibréierte Budget op den Dësch ze leeën, brauche mer Einnamen. Mir hunn Einnamen, déi ganz wäertvoll sinn. Zum Beispill hu mer déi vum Tubak a vum Bensinn. Den Tubak bréngt eisem Land pro Joer 1 Milliard Euro, de Bensinn, Tanktourismus, bréngt eisem Land pro Joer 1 Milliard Euro. Dat ass fantastesch! Et geet gutt, et geet schnell, mir mussen net vill maachen derfir an d'Sue kommen eran. A wéi mer gesinn hunn, brauche mer déi Suen onbedéngt.

Mir hunn awer festgestallt, dass d'Einnamen do erfrogi respektiv an eisen Aen net esou héich sinn, wéi se misste sinn. An dat ganz einfach, well verschidden Nopeschlänner, notament d'Belsch, de professionellen Diesel agefuert hunn a si doduerch e bësse méi bëlleg si wéi mir. Wat e Problem ass, well dann tanken d'Camionen, an déi tanke jo vill, net méi bei eis, mee éischer an der Belsch!

A vu dass mer dat ännere wëllen an déi Suen och wëllen hei zu Lëtzebuerg halen, well mer se brauchen, hu mir an dësem Sënn eng Motioun, déi mer wëllen ofginn.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci.

M. Fred Keup (ADR) | Wannechgelift.

Motion 3

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest, datt

– den Transportsecteur duerch déi héich Kraaftstoffpräisser ënner staarkem finanziellem Drock steet,

ass sech bewosst, datt

– d'Betribler bei eise belschen a franséischen Nopere vum professionellen Diesel profitéieren;

– ëmmer méi Camionen am Ausland amplaz zu Lëtzebuerg tanken, wouduerch déi entsprecheend Steierreceten aus dem Tanktourismus verluer ginn;

– den nationale Sektour méttelfristeg gezwongen ass, dës Zousazkäschten un d'Clientë weiderzerechen, wat zu enger staarker Präishausse fir d'Konsumente géif féieren,

fuert d'Regierung op,

– zu Lëtzebuerg de betriblechen Diesel nom belschen a franséische Virbild anzeféieren an dobäi sécherstellen, datt de Präisniveau zu Lëtzebuerg doduerch méi niddreg gétt wéi an eisen Nopeschlänner.

(s.) Fred Keup.

Sécherheet. Sécherheet, e wichtege Punkt. An d'Madamm Adehm hat och d'Sécherheet ugeschwat. An zwar, an dat ass jo interessant, am Kontext vum Standortfaktor fir eis Wirtschaft. A wie Lëtzebuerg wëllt promouvéieren, wie wëllt Talenter heihinner op Lëtzebuerg kréien, dee muss onbedéngt un der Sécherheet schaffen. Also, et geet net nëmmen ëm déi Leit, déi hei wunnen – och déi hunn e Recht op Sécherheet –, mee och ëm déi, déi heihinner solle kommen. Well déi kucken dat ganz genee an dat ass fir déi ganz wichteg.

An de Moien hate mer nach den Här Rassel vun der Fedil um Radio, dee gesot huet, mir hätten eng Guerre des talents. Ma déi kucke sech dat Land ganz genee un, wou se higinn, an d'Sécherheet zielt fir déi ganz staark. An ech kann Iech eppes soen: Wa se hei zu Lëtzebuerg op der Gare ukommen, wann dat hinne sollt passéieren, da gi se ee Meter virun d'Gare an da mierke se eppes ganz schnell: An dësem Land gétt keng Sécherheetspolitick bis elo gemaach! Ech hoffen, dass dat nach kënt.

E klengt Wuert nach zur Energie. Absolutt wichteg ass fir eis, dass d'Energie sécher ass an dass se bëlleg ass. Zwou Saachen: D'Energie muss sécher sinn a si muss bëlleg sinn! Dat ass eist Zil.

Den Här Frieden hat d'Atomkraaft virgeschloen elo virun e puer Wochen. Jo, an duerno ass en awer op eemol halbhäerzeg zrëckgeruddert. D'DP huet e bësse Kaméidi gemaach an du war et op eemol net méi esou, oder net méi genee sou. Wéi et elo genee ass, wësse mer net. Dat gi mer lo vläicht eng Kéier hei gewuer. Op jidde Fall schéngt et der DP net ze gefalen. Awer och net der ganzer DP, well och si gouf erëm eng Kéier ugegraff op hirem Kongress vun der JDL, der Jugendorganisation vun der DP, déi awer fervent d'Atomkraaft do verdeedegt huet. Ech hunn dat nogelauschert. Et ass iergendwéi scho bizzare bei der DP. Iergendwéi hunn ech d'Gefill, dass d'DP vu fréier an déi vu muer besser ass wéi déi vun haut, wann ech mer dat alles unhéieren.

Do steet dann och am PNR, et géing ëm den Ausbau vu Wandkraaft. Onwarscheinlech Zuelen, déi do ugepeilt ginn! Et wier mol net schlecht, eng Kéier e richtegen Audit ze maachen, wat d'Wandkraaft hei am Land wierklech bréngt a wat se tatsächlech kascht mat allem ronderëm, mat den Netzkäschten. Op jiddwer Fall wësse mer alleguerten, dass mer déi alternativ Energien hei zu Lëtzebuerg souwisou mol net anäernd esou vill ubidde kënnen, wéi mer se brauchen. An et kann een net drop vertrauen, well wa keng Sonn ass, da gétt et keng Solarenergie, a wa kee Wand ass, da gétt et keng Wandenergie. An dat ass e grouse Problem!

Däitschland huet doranner investéiert. A wou si se elo? Majo, si hunn extreem héich Stroumpräisser. Hir Wirtschaft ass immens schlecht. Däitschland ass am Moment an Europa wierklech kee Virbild méi. An et riskéiert een eeben, wann een an Europa dat do weidermécht – an dat mengen ech elo, wéi ech et soen –, dass mer ëmmer méi an e wirtschaftlechen Niddergang kommen. Ech mengen, et muss ee realistesche ginn. Et ass katastrophal, wéi deelweis hei Wuulstand a Wirtschaft einfach geaffert ginn, ënner anerem och mat Saachen, déi am Bréisseler Green Deal stinn. An ech ka just soen, dass mir wënschen, dass dee gestoppt gétt.

An duerfir géif ech och alleguerten deene Leit, déi gären dreemen, Follgendes mat op de Wee ginn. Ech soen elo Saachen, déi ech esou héieren. Dat war zum Beispill d'Chambre des Salariés, déi wëllt d'Entwécklungshëllef verduebelen, op 2 %. Gréng Investitiounen, Green Deal, nach méi fir d'Klimapolitick, déi näischt bréngt am Endeffekt. Och nach méi Suen, fir Kricher ze finanzéieren. Awer op den Tanktourismus verzichten, op d'Einnamen aus dem Tubakverkauf verzichten, net ze vergiessen déi béis Bankeplaz, do muss och nach e bësse reguléiert ginn, fir dass déi och nach manner Sue bréngt!

Wéi wëllt Der Iech Lëtzebuerg virstellen, wann Der op där enger Säit op déi Einnamen do verzicht an op der anerer Säit gären nach méi Suen ausgitt? Dat funktionéiert net! An duerfir hätt ech gären, dass mer einfach mat enger Politick vun den Dreem ophalen an dass hei eng Politick erakënt, déi realistesch ass.

Mir géifen eist Land op jiddwer Fall als ADR méi liebenswäert maachen, méi mënschlech, méi fräi, mat kloer Repèren, enger onverwiesselbarer Lëtzebuerger Identitéit, enger gesonder a leeschtungs-fäeger Economie, enger grousser Solidaritéit an engem berechtigten a selbstverständleche Selbstbewusstsein, fir eis national Interessen ze verteidigen. Eppes, wat Verschiddener net méi kennen.

Un d'Regierungsparteie vun haut soen ech: Hutt Courage, Dir hutt d'Verantwortung fir d'Zukunft an Ären Hänn! Loosst net zou, dass hei esou Entwécklung stattfannen, wéi se aktuell an Däitschland och stattfannen!

Nom 9. Juni wäerte mir da vläicht méi gewuer gi vun der Regierung, wéi dann déi nächst véier Joer ausséien. An Dir musst Iech dann entscheiden, da geet et drëms: Entweder Dir féiert d'Gambia-Politick weider wéi bis elo. Da muss ech Iech drop opmierksam maachen, dann ass de Message vum 8. Oktober 2023 vläicht nach net vu jidwerengem richtig verstane ginn. Mee mir wäerten op jidde Fall do sinn, fir Iech dee weiderhin ze erklären.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Keup. Déi nächst ageschriwwen Riednerin ass ... Pardon, nach eng Wuertmeldung. Firwat? Fait personnel?

Mme Corinne Cahen (DP) | Fait personnel, jo.

M. Claude Wiseler, Président | Dir hutt d'Wuert. Dir wësst: Kuerz a Rektifikatioun vun deem, wat gesot ginn ass.

Mme Corinne Cahen (DP) | Fënnf Minutten, genau. Jo, villmools merci.

Den Här Keup huet mech zitëiert, an ech mengen, ech muss dat awer eng Kéier ganz kuerz erklären, well ech mengen, hien huet do net alles verstanen. E schwätzt selwer vun Zesummeliewen, en erlaabt mir awer apparement net, vun Zesummeliewen ze schwätzen. An ech bleiwen derbäi, dass d'Zesummeliewen hei am Land eng Chance ass an net e Problem.

An den Här Keup widderspricht sech déi ganzen Zäit, well op där enger Säit wëllt e keng Immigratioun, e wëllt net, dass Leit an d'Land wunne kommen, op där anerer Säit muss en awer och de Constat maachen, dass mer zum Beispill net genuch Fleegepersonal hunn an den Alters- a Fleegeheemer. An do, mengen ech, widderspricht hie sech permanent.

Och wat d'Sécherheet vun de Flüchtlingen ugeet: Och déi Leit hunn e Recht, a Sécherheet ze liewen. Dofir, dat ass just eng reng Angstmacherei. Ech kann domadder guer net d'accord sinn.

A wann den Här Keup seet, d'Leit géife wéinst der Sécherheet nees ëmdréien, wa se op der Gare ukommen, da mengen ech éischter, dass se ëmdréien, wa se esou en Discours héiere wéi dee vum Här Keup.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Madamm Cahen, Dir musst d'Fakte rektifizéieren, net nach eng nei Ried halen, soss kënnst Der Iech duerno nach eng Kéier aschreiwen. D'DP huet nach vill Zäit.

Mme Corinne Cahen (DP) | Ech hu jo awer fënnf Minutten.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, Dir musst just zum Fait personnel schwätzen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Fënnf Minutten huet ee jo, ne?

M. Claude Wiseler, Président | Et musst een da just zum Fait personnel schwätzen. Dat ass dann elo ofgeschloss.

Dann ass déi nächst ageschriwwe Riednerin d'Madamm Sam Tanson. Madamm Tanson, Dir hutt d'Wuert.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | „Deen heite Budget huet op jidde Fall déi gemaache Versprochen net agehalen!“ Mat deene Wieder, Här President, hutt Dir op den Dag genee virun zéng Joer Är Ried opgehale, wéi Der hei stoungt an den éischte Budget vun der deemools neier Regierung kommentéiert hutt.

Dir hutt do viles gesot, wat een och haut hei kéint soen: datt vun engem neie Wand rieds goug, dee sech net géif am Budget erëmispigelen, an datt déi annoncéiert Spuermoosname mat Pincetten ze huele wieren. Dir sidd zur Conclusioun komm, datt de Budget 2014 just en Iwwergangsbudget wier, eng Conclusioun, déi een och fir de Budget 2024 kann zéien. Mee well mir – bis elo – vill méi eng fein Oppositioun si wéi déi, déi Dir waart, probéieren ech dann och, ...

(Exclamations et hilarité)

... wat de Budget u sech ugeet, manner streng mam neie Finanzminister ze sinn, wéi Dir et deemools mam Pierre Gramegna waart – et kann een alles noliesen.

Wat awer d'Kommunikatioun ronderëm de Budget ugeet, do komme mer net derlaanscht feststellen,

datt d'Regierung an d'Majoritéit bei hire budgetären Annoncen héich gepokert hunn a wéi widderspréchelech an net ganz éierlech kommunizéiert gouf.

Mee éier ech richtig op de „Schein a Sein“ vun dem Budget aginn, ass et awer onerlässlech, en an den ekonomesche Kontext ze setzen. D'Rapportrice a verschiddener vu menge Virriedner hu sech schon am Detail dermat befaasst. D'ailleurs, Här President, entschëllegt, wann ech elo hei där neier Reegel derogéieren, mee vu déi ganz vill Aarbecht vun der Madamm Adehm wollt ech hir awer Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport, och wa mer net mat allem averstane sinn, wat do fir politesch Conclusiounen gezu gi sinn.

De Bléck op d'Volatilitéit vun der Wirtschaft gehéiert vläicht méi wéi soss zu dem Budget a Pluriannuel derzou. D'Pandemie an den Ukrain-Krich hunn ons iwwert déi lescht Jore vill beschäftegt an hu souwuel op nationalem wéi op internationalem Plang den Entrepreneuren an de Mënschen extreem zougesat.

Mir hu vill investéiert an de leschte fënnf Joer an d'Menagen an an d'Entrepreneuren hei am Land, soudatt mer besser wéi munch aner Länner duerch d'Krisen jore koumen. D'Inflatioun huet sech zu Lëtzebuerg a Grenze gehale, genee wéi d'Failliten. Och d'Staatsrecettë waren 2023 schlussendlech net esou schlecht wéi een Ament gefaart, quitte datt d'Joer mat engem Réckgang vun der Croissance vun 1,1 % ofgeschloss gëtt.

Ma d'Mesüeren, déi vun der viregter Regierung geholl goufen, wéi de massive Réckgrëff op den Teletravail, déi sëllege Budgetmesüeren, de breede Chômage partiel oder de Congé pour raisons familiales, hu gemaach, datt de Schued konnt a Grenze gehale ginn, esou ënner anerem och d'Analys vun der Zentralbank. Dës Antikrisepolitik erkläert dann och dat negatiiv Resultat vum Zentralstaat um Enn vun 2023.

Nawell bleift de Kontext e schwierigen. Mir bewegen eis an Europa an eng geféierlecher Kombinatioun vu Rezessioun, Inflatioun an héijen Zënsen. Zwar huet d'Präsideierrecht sech liicht berouegt a bei den Zënsen ass eventuell eng lichte Baisse an Auszucht, dës positiv Entwicklungen hunn iwwert déi lescht Méint awer net esou vill Faart opgeholl, wéi sech deelweis erhofft gouf, an och déi nächst Méint dominéiert virun allem wuel eppes: d'Onsécherheet.

Mir wëssen och haut net, wéi et mat de Konflikter an der Welt wäert viruue. Enn vum Krich, dee Russland géint d'Ukrain féiert, ass net en vue. De Konflikt am Mëttleren Oste riskéiert auszearten, mat dramatesche Konsequenzen net nëmme fir d'Leit, déi an der Region wunnen, mee och fir d'global Stabilitéit.

An dann natierlech och d'Klimakris. All Mount gëtt, och wann een dat den Ament hei net spiert, en neien Hëtzerrekord gebracht, mat allem, wat dat mat sech bréngt: Migratiounsfluxen, déi wäerte klimabedéngt sinn, extreem Saisonen, déi zum Deel schwéier erdrobar sinn an op d'Gesondheet schloen, déi landwirtschaftlech Produktioun, déi sech ëmstelle muss, wann et da geet. A mir wäerten dofir genee wéi aner westlech Länner an den nächste Jore weider massiv müssen an d'Klimatransitioun investéieren, fir d'Gesondheet vun de Mënschen, vun der Ëmwelt, vun der Biodiversitéit ze schützen.

An engem Etüd an der „Nature“-Revue vun der leschter Woch gëtt geschat, datt d'Weltwirtschaft ëm ee Fënneftel wéinst der Klimakris zréckgoe wäert bis 2050. D'Käschte vun der Klimakris ginn op 35,7 Billionnen Euro pro Joer geschat. Ouni zousätzlech Moosname riskéiert dës Montant, nach vill méi héich ze ginn. Vill méi héich also wéi dat, wat d'Moosname géint d'Klimakris kaschte géingen.

Fir et an d'Proportioun ze setzen, wat dat bedeit, déi 35,7 Billionnen Euro d'Joer: Dat ass sechsmol méi wéi dat, wat ausgi gëtt, fir d'Äerderwärmung op zwee Grad ze bremsen. Et ass derwäert, bei deem Constat kuerz stoen ze bleiwen: Déi haiteg global Beméiung géint d'Klimakris gi mol net duer, fir e Sechstel vun deem ze kompenséieren, wat déi Kris eis viraussichtlech wäert kaschten – an do schwätze mer just vun de materiellen Käschten!

Dat soen och net nëmme mir Gréng. Wéi sot den italieeneschen Expremier Enrico Letta an engem Entretien am „Monde“ virun e puer Deeg? „Mir, also d'EU-Staaten, müssen déi Transitioun finanzéieren, soss gëtt d'Reaktioun vun de Bierger déi selwecht wéi déi vun de Baueren. Si wäerte soen: 'Et ass net u mir, fir dës Transitioun ze bezuelen.' No de Bauere kommen d'Salarié vum der Automobillindustrie, kommen d'Eigentümer vun de Privathaiser.“

Et ass e ganz pertinente Rapport, deen den Här Letta an de leschte Méint iwwert den EU-Bannemaart geschriwwen huet an deen opweist, wou d'Erausforderunge fir d'EU leien, wéi mer den Decrochage mat China an den USA ofbremse kënnen. An et ass e Rapport, deem seng Haaptconclusioun, e méi staarkt europäesch Zesummeschaffen, vu Lëtzebuerg op verschiddene Punkte schéngt, ausgebremst ze ginn. Ech hoffe wierklech, datt mir net duerno zu deene gehéieren, déi aus sougenanntem „nationalen Interessi“ de generellen Interêt vun de Biergerinnen a Bierger an Europa iwwerginn.

Une voix | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Jiddefalls weist d'„Nature“-Etüd, gradewéi de Letta-Rapport och: Déi Stëmme, déi soen: „D'Gesondheet vun de Mënschen, ons Aartevefalt a gesond Natur sinn net esou wichteg a mir mussen fir d'éischt op gesond Betriber a Staatsfinanze kucken“, déi gräife fundamental ze kuerz. Souguer fir déi Fantasielooft ënner hinne misst et Argumenter ginn, fir géint d'Klimakris virzegoen – a sief et nëmme: D'Wirtschaft schrumpft ëm 20 %, wa mer et net maachen. Fir gesond ze sinn, brauche Betriber a Staatsfinanze also och gesond Natur a Klima.

All déi Krisen, déi mer haten an hunn, déi hu Mesüre verlaangt, déi néideg waren, an natierlech och e Lach an der Keess gelooss. An dat ass eppes, wat vill Avisen ënnersträchen, datt et elo, falls d'Situatioun sech dann effektiv berouegt, Zäit gëtt, de faméisen Apel fir den Dusch, deen Iech jo laang esou wichteg war an der Oppositioun, nees op d'Säit ze leeën.

D'Erfahrung weist ons, datt déi nächst Kris komme wäert. Well mer all gär hätten, datt den Invest weider héichgehal gëtt, bedeit dat och, datt een net kann op Recettësäit just Baissé virgesinn a keng Meereinnamen, wéi zum Beispill Meerwäertabgabe, Mobilisierungssteuer oder och emol eng global Analys vum Déchet fiscal, fir ze kucken, wou een nach kéint Schrauwen dréien.

Mir sinn dowéinst gespaant, wéi et no den Europawale weidergeet, wéi eng Annoncen do komme wäerten, fir den Apel fir den Dusch op d'Säit ze leeën, well mir gi jo net dervunner aus, datt Der eng aner Politik an der Majoritéit maache wäert wéi déi, fir déi Der hei jorelaang an der Oppositioun age-tuede sidd. À moins, datt ...

Wann ech dann e bësse stëppelen däerf, Här Minister – an ech weess, Dir hutt dat net esou gär –, da muss ech mech awer elo mat Ärer Kommunikatioun ronderëm de Budget beschäftegen. Do ware mer zum Deel wäit ewech vun haarde Fakten.

(M. Fernand Etgen prend la présidence.)

Ech weess net, wisou d'Politick vun der Regierung, zumools am Budgetsberäich, mech ëmmer nees un d'Pokerspillen erënnert. Esou wéi Dir de Budget – hei an der Plenièr, mee virun allem och an der Press – duergestallt hutt, dat hat dach eppes vum zolidd freche Bluff.

Dir hutt behaupt, Dir géngt elo hei fir méi budgetär Rigueur suergen. Dir hutt duerchblécke gelooss, datt déi verbessert Situatioun tëscht der Note au formateur am Hierscht an dem Mount Mäerz de Verdéngscht vun deem Effort wier, deen Dir bei den Depensé gemaach hätt. Déi 1,6 Milliarde Plus tëscht Oktober 2023 a Mäerz 2024, déi wieren, Zitat, „op e kollektiven Effort vun der ganzer Regierung zrëckzeféieren“. A fir déi, déi nogefrot hunn, wou Der dann elo gespuert hätt, wéi de Journalist bei RTL Radio, do sot Der grousspuereg: „Et sinn Honnerten, Dausende Budgetposte betraff“, mat engem fir Iech typesch zackege Sproch: „Kleinvieh macht auch Mist.“

Et ben, als Déierefrënn, déi mer sinn, hu mer ons op d'Sich gemaach no deem „Kleinvieh“. Meng gréng Kolleegen an ech hunn an de Kommissiounen, an där de Budget presentéiert gouf, d'Ministere gefrot, wou da géing gespuert ginn. Déi meescht hu vehement contestéiert, datt et bei hinne wier. Deen een oder anere Parteikolleg vun Iech huet mat Méi deen een oder anere Projet genannt, deen net géing realiséiert ginn, mee dat waren déi mannt an déi Grënn, déi ugefuert goufen, ware praktescher an net finanztechnescher Natur.

Dat ass, wéi wann Der an Ärem private Menage géingt soen: „Ech spueren elo, andeems ech all déi Vakanze weidermaachen, déi ech bis elo gemaach hunn, a mer och soss weider alles genau esou leeschte wéi ëmmer, mer souguer nach eng nei Kichen abauwe loossen, mee dee Kannapee, iwwert deen ech nogeduecht hunn, dee loossen ech sinn, well e passt guer net a mäi Salon eran.“

(Hilarité)

A wa mer dat alles géinge consideréieren, wat do vu Spuermoosname genannt gouf – et waren der weéng –, wéi – Dir hutt Der och e puer genannt de Moien – eng Maison médicale am Süden, eng Hotline, eng Ausstellung, da kéime mer net op 1,6 Milliarden, loin de là!

Verschiedener hunn ons och nach erkläert, se hätte manner Personal krut wéi gefrot – ausser de Police-minister. Deen huet ëffentlech erkläert, et géingen elo 200 nei Poliziste bäikommen, obwuel am Budget 90 drasteet. Wann ech do u verschidde Reaktiounen ronderëm d'Zuele vum Recrutement bei der Police ënnert der viregter Regierung denken, kann ech nëmme widderhuelen: Mir sinn nach eng ganz fein Opposition!

Zréck bei déi faméis Efforte vun der aktueller Regierung: Mir hunn also bei den zoustännege Ministere, also deenen, déi sech d'Méi gemaach hunn, an d'Kommissiounen ze kommen, fir de Budget selwer virzustellen – dat ware se leider net all –, Äert faméist „Kleinvieh“ net fonnt. Mir hunn ons du geduecht: „Vläicht wësse se et net oder se wëllen net soen, wou agespuert gouf“, bis dunn d'Cour des comptes an d'Finanzkommissioun koum an ons sot: „Am Budget 2024 gétt net gespuert um Niveau vun den Depensen.“ Et toc! A schon hat Äert „Kleinvieh“ sech a Loft opgeléist, an domat och Äert RTL-Fréijoersmärchen, wat Der de Moie widderholl hutt, Dir hätt tëscht Oktober 2023 a Mäerz 2024 1,6 Milliarden agespuert.

Dobäi gétt et zwou Saachen ze soen: Éischtens erkläert d'Differenz sech haaptsächlech duerch eng

Reevaluatioun vun de Recetten no uewen. D'Zentralbank schreift zur Verbesserung tëscht Oktober 2023 a Mäerz 2024, datt déi vun der Regierung bis elo ugekënnegt Mesürene all an d'Richtung vun enger Verschlechterung vun de Staatsfinanze weisen an de PIB awer en plus no ënnen ajustéiert gouf. D'Zentralbank – virsichteg, wéi se ass – nennt also déi Verbesserung vum Solde „surprenante“. Et kéint een do sécher och nach aner Wieder fannen.

Déi zweet Remark: Dir spuert net! D'Cour des comptes ënnersträicht dat, wéi gesot, an hirem Avis. Mee och dat, wat d'Rapportrice gesot huet, ass irreführend. D'Depensé gi weider an d'Luucht. Si gi weider och méi staark an d'Luucht wéi d'Recetten, an dat och nach dat nächst Joer laut dem Pluriannuel. An ech froe mech d'ailleurs, wéi d'Kollege vun der DP, déi jo awer zéng Joer de Finanzminister gestallt hunn, dat fannen, wann hei duergestallt gétt, wéi wann déi lescht Joren op Depensésait Mumpitz gedriwwen gi wier – wat jo net stëmmt. Dat weisen d'Zuelen.

Et ass kloer – dat geet aus quasi allen Avisen ervir –, datt de Ratio Depense/Recette nees muss an d'Riicht kommen. E war et jo och kuerzerhand 2021, mee d'Méibelaaschtung duerch d'Krisemesürene an déi héich Inflation erklären déi Depensé säitdeem – an net déi faméis Mëllech, déi geholl gi wier, fir d'Ham dran ze kachen.

De kommunikative Bluff huet ugangs gutt gewierkt, mee grad vun Iech, Här Minister, dee sech jo ëmmer staarkgemaach huet fir d'Veracitéit vum Budget, erhoffe mer ons an Zukunft dann e bësse méi där Veracitéit. Wann an Zukunft wierklech gespuert gétt, da wier et och sënnavoll, sou wéi ënner anere d'Cour des comptes et fuerdert a mir et och gefrot hunn, en detailléierte schréffleche Katalog vun deene Spuermoosnamen opzeféieren.

Et lount sech, fir dat nach eng Kéier hei ze resüméieren: Är Haaptmessagen, déi Dir do ëffentlech an d'Vitruin gestallt hutt, déi entsprechen net der Wourecht. Oder, fir et mat Äre Wieder aus der Debatt 2021 ze soen: „da gessinn ech awer, dass hannert den Zuele méi Schän ass wéi Substanz oder, aneschtens ausgedréckt, méi Usproch wéi Wierklechkeet“.

An et ass jo net déi éischte Kéier, datt Der probeiert, Iech mat Plommen ze dekoréieren, déi Är net sinn. Dir, an d'ailleurs och d'Rapportrice, widderhuet och nees d'Behauptung, Dir hätt d'Steiertabell u véier Index-tranchen ugepasst. Que nenni, wéi se a Frankräich soen. Dir hutt en Zousaz vun enger hallwer Tranche decidéiert, an dat, obwuel Der nach op dëser Tribün am Wanter 2022 mat aller Inbrunst vum Oppositionspolitiker gesot hutt: „D'CSV ass duerfir der Meenung, dass bis 2024“, dat ass dëst Joer, „all d'Indextranché vun 2017 u missten inflationsberengegt ginn, wann néideg [...] an zwou Etappen.“

Eng Etapp gouf, wéi gesot, vun der viregter Regierung decidéiert. Déi nei huet nach eng kleng Schëpp dropgeluecht. Dir stellt elo de Moie weiderer an Aussicht. Sachant, datt dëst Joer nach eng Tranche dierft derbäikommen, si mer gespaant op Är Zäitschinn, quitte datt mir als Gréng ëmmer derfir plädéiert hunn, e bësse méi geziilt un déi Steierupassungen ernzegoen a virun allem déi ze entlaaschten, déi manner hunn, an och déi méi ze belaachten, déi méi hunn. Eppes, wat Dir d'ailleurs 2022 och nach esou gesinn hutt, well do sot Der: „Et soll och am Sënn vun der sozialer Gerechtheet eng zousätzlech Steiertranche fir Spëtzeverdenger vu 45 % derbäikommen.“ Och vun där ass nääsch méi iwwreg. Hei hutt Der Iech vläicht guer net esou ongär vun der DP vum Géigendeel iwwerzeege gelooss – leider!

Et gétt an dësem Budget u sech just eng richteg annonciéiert Ännerung: d'Hausse vun den Accisen um

Tubak. Fir de Rescht: keng grouss nei Annoncen. Dogéint stinn e puer Ukënnegunge fir d'nächst Joer, alle virop, datt ab 2025 d'Betriben manner Steiere bezuele sollen. Dat gouf och genee chiffriert mat 1 %, och wann dee klengen Detail nach net an d'Berechnunge vum Pluriannuel erafléisst.

Datt och soll eppes fir d'Steierklass 1a gemaach ginn, dat war Iech zwar eng Annonce wäert – Dir hutt se de Moie widderholl –, mee wat dat genee ass, gouf leider net mat der selwechter Prezisioun gesot. Vläicht kënn Der ons bei den Äntwerte méi Detailler dozou ginn. Mir begrëisse jiddwerfalls, datt dat elo awer soll virun der grousser Steierreform kommen, well et grad bei den Elengerzéiden e verstärkten Aarmutsrisiko gétt.

Vu datt et soss keng richteg Neierunge gétt, ass dëse Budget rhetoresch gesi fir Iech alles a säi Géigendeel: Et gétt gespuert a gläichzäiteg de Fouss um Gas gelooss bei den Investitiounen. Et wier en Iwwergangsbudget a gläichzäiteg e Richtungswissel.

Beim Koalitionsaccord, vu de Flou vun deem Accord, sot ech Iech, Dir wéilt ons eng Kaz am Sak verkafen. Hei beim Budget, musse mir elo soen, erënnert se eis nawell un déi spréchwierlech Kaz vum berühmte Physiker Erwin Schrödinger, déi a sengem Gedankenexperiment och béides gläichzäiteg ass: lieweg an dout. Mee leider ass et beim Budget wéi mam Schrödinger senger Kaz: Iergendwann kënn de Moment, wou een d'Këscht muss opmaachen, fir ze kucken, wéi d'Experiment dann elo ausgaangen ass. An da kollabéiert d'Hypothees, an där d'Géigendeeler gläichzäiteg kënnen wouer sinn, an et stellt sech eraus, ob d'Kaz lieweg ass oder dout.

Natierlech kuckt all Budget an d'Zukunft, a keen huet eng Kristallkugel – ausser d'Martine Hansen hat, mengen ech, eng Kéier eng mat heihinnerbruecht. Mee beim Koalitionsaccord, wéi bei dësem Budget, fanne mir, dass gepokert gétt op Trickle-down-Economics a kuerzfristegen an ondifferenzierte Wirtschaftswuesstem an enger ekonomesch onsécherer Zäit. Fir an der Pokermetapher ze bleiwen: Dir gitt quasi „All-in“, ouni ze wëssen, wat fir eng Kaarten Der iwwerhaupt am Grapp hutt. A wa mir d'Annonce fir den nächste Budget kucken, mat Steierliichtungen ouni nei Géigefinanzierung, da maache mer eis schon e bësse Suerge bei dëse gewoten Experimenten.

Et ass fir mech déi éischte Kéier, datt ech de Budgetprozess esou aus der Perspektiv vun der Deputéierter matmaachen. Dowéinst gouf et eng Rëtsch Momenter, wou ech gestaunt hunn a vun den alen Huesen aus der Finanzkommissioun an och den Autoren vun den Avisa gesot krut: „Dat ass schon 30 Joer esou.“

Sou munches vun deem, wat staune gedoen huet, geet also net op Är Kap, Här Minister, mee als fréiere Beamten aus deem Ministère an een, dee jo ëmmer a senger Zäit als Spriecher vu senger Partei derfir plädéiert huet, datt een eng gewësse finanzpolitesch Eierlechtek un den Dag laet, sinn ech gespaant, wéi Der verschidener vun dëse Methode wäert ugoen, ob sech do Saache wäerten änneren déi nächst véier Joer oder ob alles beim Ale bleift mat Methoden, déi dach zum Deel e bëssen aus der Zäit gefall schéngen. An dat, wat ech elo soen, dat ass och net op Iech geméint, mee insgesamt op d'Aart a Weis, wéi mer hei am Land mat Projektionen emginn, déi dach awer wichteg sinn, souwuel fir Iech als Exekutiv wéi och fir ons als déi, déi Iech jo solle kontrolléieren.

Wéi sot ee vun de Redaktere vun den Avisen an der Kommissioun? „Dat ass normal, datt de Wuesstem iwwerbewäert gétt. Dat geschitt schon 30 Joer esou.“

Mee wat de projezéierte Wuesstem vun 2 % am Joer 2024 ugeet, do schreiw vill vun den Avisen – ech zitieren elo nëmmen d'Zentralbank –, datt se sech géinge wonneren, wou déi Zuel géing hierkommen. Et géing un Detailler iwwert dës Projektione feelen an et hätt ee sech no der Rezessioun vun 2023 kënnen erwaarden, datt e méi elaboréierten Exposé géing kommen, wéi een op déi 2 % kéim.

De Budget baséiert also op Prognosen, déi vun offizieller Säit kritesch gesi gi respektiv deene widder Sprach gëtt vun internationalen Institutionen. Ech hoffen, datt de Statec Recht huet, mee sécher kann een net sinn. Dat sot Dir selwer. A wann déi positiv Aschätzung net stëmmt, da riskéiert de Spillraum vun der Regierung, méi kleng ze si wéi erwaart, an da riskéiere mer, beim nächste Budget en aneren Toun ze héiere wéi nach virun engem déckem Mount beim Depot vun dësem Budget. De Budget am Oktober wäert souwiso deen éischte richtige Moment vun der Wourecht ginn.

Eppes aneres, wat mech interpelléiert huet bei de Sätzungen an der Finanzkommissioun, ass och enk verbonne mat der Previsibilitéit vun de Steierrecetten, déi jo awer wichteg schéngt an eiser klenger, oppener Economie. Mir kruten Enn 2023 gesot, datt – bal wéi duerch e Wonner – sëllege méi Recettë bei de Betriebssteieren erakomm wieren 2023 wéi geplangt, an dat ganz um Enn vum Joer. Majo, et hu sech heizou an der Kommissioun zwou Saachen erausgeschiet.

Éischtens: D'Previsibilitéit vun de Recettë scheitert fir d'éischt emol dorun, datt de Statec net all d'Informatiounen vun der Steierverwaltung kritt, so disant wéinst dem Steiergeheimnis. Et kann een elo laang driwwer diskutéieren, wéi anonymiséiert Donnéeën d'Steiergeheimnis a Gefor bréinge géingen, mee virun allem schéngt et extreem pertinent, datt de Statec esou komplett wéi nëmme méiglech Daten huet, fir seng Projektione ze maachen, well ëmmerhin dovun d'Politik ofhängt. Dir hutt mer an enger Äntwert op eng Question parlementaire, Här Minister, gesot, Dir géingt Iech där Saach unhuelen. Ech begréissen dat an hoffen dann, datt d'nächst Budgete mat nach méi pointéierten Date kënnen opgestallt ginn.

Deen anere Punkt awer zu de Recettë betrëfft d'Andreiw vun den Arriéeren, also d'Steierrecettë vun den anere Jore wéi dat, wat dem Budgetsjoer virausgeet. D'Verwaltung huet fënnf Joer Zäit, dës anzedreiw, mee elo hu mer ons soe gelooss, datt dat bei deenen héchste Contributeurs – ech iwwerdreiw elo vläicht e bëssen – a Fonctioun vun deem gemaach gëtt, wat gebraucht gëtt am Staatsbeidel. Laut den Explikatiounen, déi mer kruten, gi 95 % vun den Entreprises iwwert d'elektronesch Deklaratioun automatesch besteiert, 5 % – an dat wäeren dann déi déckst Contributeurs aus dem Finanzsecteur – awer net. An dëst erlaabt eng gewësse Flexibilitéit beim Andreiw. Esou wier et eng gängig an eeben- an albewäerte Praxis, d'Arriéeren dann anzefuerderen, wa vläicht nach Sue géinge feelen.

Onofhängeg dovun, datt dës Method dach e bëssen archaesch schéngt, wa se da sou ass, stellt sech do awer och d'Fro vun der Gerechtegkeet, grad an Zäite vun héijen Zënse. Déi eng ginn direkt besteiert, déi aner, a grad déi déck, eréischet dann, wann et de Staat arrangéiert. Dat wier schonn e Punkt, dee mer gär géinge mat Iech deemnächst eng Kéier verdéiw.

Laut Steierverwaltung stinn och nach 2,8 Milliarden Arriéeren op den 31. Dezember d'lescht Joer op, 81 % méi wéi 2022. D'Zentralbank geet dervun aus, datt dat natierlech kann e positiven Impakt op d'Recettë vun dësem Joer hunn. Si schreift och, datt d'Projektione am Pluriannuel eventuell manner virsichtig

si wéi déi Jore virdrun, an dat mécht hir Suergen, Zitat: „le ministère (ou l'ACD) a adapté ses projections de recettes fiscales bien plus qu'on pourrait ne le justifier sur la seule base du scénario macroéconomique“.

Wa mer bei der Previsibilitéit an de Projektione sinn, sou bleift eng weider gutt Nouvelle vun net budgetiséierte Recetten, nämlech déi vum Bankesecteur, deen en exceptionnelt Joer 2023 hat. Duerch d'Zënshausse, déi jo ville Bierger hei am Land extreem zougesat hunn, hunn d'Banken en immens gutt Resultat gemaach. Laut den Estimatiounen wieren hei Steieren iwwer 1,6 Milliarde geschélt duerch dat gutt Joer, eng Hausse vun 93 % zum Virjoer. Déi wäerten natierlech och net all dëst Joer bezuelt ginn, zemoos wann den elo grad beschriwwene Modell applizéiert gëtt, mee se wäerten op alle Fall d'Steierrecetten oppolieren.

Op Recettësäit gesäit een natierlech och, datt d'Situatioun um Niveau vun der Sécurité sociale net positiv ausgesäit mat enger zolitter Baisse, déi virausgesot gëtt. Ons Suerg bleift weiderhin, datt dës Situatioun net um Bockel vun de Pensiounen an den zukünftege Generatiounen ausgedroe gëtt, mee datt muss gekuckt ginn, datt mer iwwer nei Finanzéierungsmodeler nodenken, datt mer d'Leit esou mann wéi nëmme méiglech belaauchte mat enger zukünfteger Reform vum Pensiounssystem. Mir waarden hei op d'Propose vun der Ministesch.

Dat, wat ons natierlech op de Recettësäit bedenklech stëmmt, dat sinn déi, wéi d'Chambre de Commerce se nennt, „net perenne“ Recettë vun den Accisen op Tubak a Carburant. Si maachen am Budget 2024 en Undeel vu 7,39 % vun de Recettë vum Zentralstaat aus. Et geet hei ëm eng Tax, déi no an no wäert verschwannen duerch d'Elektrifizéierung vun der Flott, an ëm eng aner, déi op d'Käschte vun der Gesondheet vun de Leit geet, vum Risk vu Reputatiounsschied fir onst Land a vum Schwaarzmaart net ze schwätzen. Dat si keng nohalteg Recetten. Se riskéieren zwar, nach an d'Luucht ze goen a Fonctioun vum Differentiel zu den Nopeschlänner, déi hei méi ambitiéis Politicke maachen, mee iergendwa si se eriwwer.

Aner Länner hunn eng aner gesondheetspolitesch Approche vis-à-vis vum Tubak. Frankräich zum Beispill setzt kontinuéierlech seng Präisser erop. Ee Pak kascht hei méi wéi 12 Euro. Bei ons kascht de bëllegste Pak manner wéi 5 Euro. Et schéngt mer onrealistes, dervun auszegoen, datt ons Noperen do ëmmer wäerte just nokucken, wa mir eng Hannerdier fir hir Gesondheetspolitik ubidden. Mir begréissen dofir ausdrécklech an der Kohärenz vun deem, woufir mer eis ëmmer staarkemaach hunn, datt de Finanzminister d'Accisë wëll eropsetzen an och neier aféiert.

Mee mir sinn der Meinung, datt et nach net duergeet an datt den Differentiel zum Ausland nach vill ze héich ass. Mir hate schonn eemol de Schmarotzerimage an der EU. Mir hu laang dru geschafft, deen ewechzekerien. Et wier immens onglécklech, wa mer en iwwert dës Wee nees erëmkreie géingen. Och d'Chambre de Commerce schreift an hirem Avis, se géing d'Regierung invitéieren, déi wichteg Evoluitiounen a punkto Accisen ze anticipéieren. Mir hoffe jiddwerfalls, datt d'Ambitiounen a punkto Klima a Gesondheet net um Bockel vu séiere Recetten erfogeschrauft ginn.

Eppes aneres, wat mer vermessen an dësem Iwwergangsbudget – a mir sinn net déi Eenzeg –, sinn nei Akzenter beim Kampf géint d'Aarmut, déi sech verschlëmmt. Dir hat ons Mutt gemaach op dësem Punkt, andeems Der d'Acteurs vun der Zivilgesellschaft an d'Koalitionsverhandlungen agelueden hat. Mir sinn elo net dervunner ausgangen, datt Der fir dës Budget schonn alles géingt ëmsetzen, mee virun

allem wann ee bedenkt, datt den zoustännege Ministère, de Familjeministère, d'Hand net gewiesselt huet, dann hätte mer ons awer erwaart, datt spéitstens elo hei éischt nei zousätzlech Akzenter géinge gesat ginn.

D'Chambre des Salariés erënnert an hirem Avis drun, datt quasi ee vu fënnf Awunner hei am Land ënnert dem Aarmutsrisiko leeft. Si bedauert de Manko un Ambitioun, stellt fest, datt näischt Neies proposéiert gëtt, keng generell Approche virläit an de Kampf géint d'Aarmut misst eng Prioritéit vun der Regierung sinn. Si freet, datt d'Prestations familiales alleguer revaloriséiert ginn, datt d'elengerzéiend Famillje besser ënnerstëtz ginn, datt de REVIS an de Mindestloun no uewen ugepasst ginn, well de Budget de référence géing weisen, datt de Mindestloun net an all Familjesituatioun duergeet, fir iwwert der Aarmutsgrenz ze sinn. Dat selwecht gëllt fir d'Mindestpensioun, virun allem fir Locataire, gradewéi natierlech och de REVIS.

Mir deele vill vun dësen Aschätzungen. Et kann net sinn, datt een e Liewe laang schaffe geet an an der Pensioun am Aarmutsrisiko ass. Et kann net sinn, datt een an engem Land wéi Lëtzebuerg mam Mindestloun oder mat enger Ënnerstëtzung wéi dem REVIS net iwwert d'Ronne kënn. Hei mussen Efforte gemaach ginn, gradewéi bei engem méi automateschen Ausbezuere vun den Aiden, wa mer wëssen, wéi héich den Taux vu Leit ass, déi net op Hëllef zréckgräifen, op déi se e Recht hätten. Ass d'Bekämpfung vun der Aarmut lieweg oder dout? Wa mer haut den Deckel vun Schrödinger senger Këscht géingen opmaachen, wier d'Vue net ganz positiv.

En anere Volet, bei deem mer déi richtig Akzenter vermessen, ass de Logement. Dir hutt mat vill Publicitéit Äre Logementspak virgestallt, e Pak, an deem et virun allem drëms geet, de Promoteuren a Constructeurs ënnert d'Äerm ze gräifen. Mir fannen net alles schlecht an deem Pak a mir sinn natierlech och der Meinung, datt de Bausecteur muss ënnerstëtz ginn, fir datt mer d'Aarbeetsplazen an deem Berëich erhalen. Mir wäerte jo hei nach am Detail driwwer diskutéieren, mee vill vun de Mesüre sinn eesäiteg fokusséiert op Investisseuren a Multiproprietären. Mir gesinn dat kritesch, well mer fäerten, datt grad d'Demande hei nees ze vill ugekuerbelt gëtt, datt et e Risk gëtt vun der Surcharge, soubal d'Kris am Bausecteur sech berouegt huet. A mir sinn och net déi Eenzeg, déi dat esou gesinn.

Dowéinst ass et esou wichteg, datt déi meescht demandestimuléierend steierlech Mesuren op dëst Joer limitéiert bleiwen. Souguer eng Chambre de Commerce schreift: „Elle invite [...] le Gouvernement à veiller à ce que l'offre évolue dans la même dynamique que la demande, afin de ne pas relancer une spirale inflationniste.“

Änlech Warnunge vum Gouverneur vun der Zentralbank, deen ons déi viregt Woch sot, datt d'Baukris sécherlech séier hannert eis wier, mee mer géinge riskéieren, um Logementsmarché direkt nees an eng Präisspiral no uewen ze kommen. Och d'Chambre des Salariés warnt virdrun, datt duerch d'Mesuren d'Vermögensinegalitéit kënn méi grouss ginn. Si fäerten, datt d'Steieravantages wahrscheinlech net integral wäerte vun den Investisseuren op d'Clientë repercutéiert ginn. D'Regierung ass hei an enger Propriétaires- a Multipropriétaireslogik. Dat weist och de Fait, datt dem Henri Kox säi Bail-à-loyers-Text zwar glécklecherweis weidergefouert gëtt, allerdéings kee Mietdeckel méi virgesinn ass. Sou gétt a Kaf geholl, datt d'Präisser weider klammen, an et existéiert de facto kee Schutz fir de Locataire méi, well den Deckel aus dem aktuelle Gesetz vun de Gerichter als net applikabel ugesi gëtt.

Natierlech kann een net a sechs Méint all Politick ëmsetzen, mee sechs Méint, dat sinn ëmmerhin 10 % vun der Legislaturperiod. A grad a sou engem wichtege Dossier, wou mer wëssen, dass de Locationsmarché unzitt wéinst den héijen Zënsen, hätt ee sech erwaart, dass net just Ënnerstëtzung fir de Bau an d'Investisseure fonnt gëtt, mee och direkt eng Léisung fir de Loversdeckel gesicht gi wier – wann dann e Wëllen do gewiescht wier. An et ass un deem Wëllen, wou mer zweifelen.

Doriwwer eraus muss mer ons op d'Offer vun abordabele Wunnenge konzentréieren. Datt mer d'Gemenge mat an d'Boot huelen, verpflichtend Prozentsätz pro Gemeng virgesinn a se och do plangen, wou se Sënn maachen, dovun hätt och de Bausecteur eppes. Dee baut jo fir d'ëffentlech Hand. Et ass nëmme iwwert d'Offer vun abordablem Wunraum, wou mer de Problem an der Wuerzel geléist kréien, e Richtungswissel, deen an der leschte Fënnel Joer ageschloe gouf, vun deem mer hoffen, dass en net fale gelooss gëtt. Ass den abordabele Wunraum lieweg oder dout? Den Ament ass virun allem d'Ënnerstëtzung fir d'Multipropriétaire ganz lieweg, beim Rescht muss mer kucken, wéi et weidergeet.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | En anere Richtungswissel, dee sech op d'mannst rhetoresch schonn annoncéiert huet, ass dee beim Kampf géint de Klimawandel, dem Schutz vun der Natur an der Biodiversitéit. Et soll net méi genervt ginn. Den Ëmweltminister daerf als Statist mat op Veranstaltungtunge goen, den Duo Frieden-Hansen schéngt awer d'Heft fest an der Hand ze hunn, wann et ëm Dossiere geet, déi den Ëmweltressort betreffen, soudatt bei sengem éischten Optritt bei der Ëmweltgewerkschaft den Här Wilmes kee ganz gutt Bild ofginn huet, well se en net gebrieft haten. Beim Agrardësch ass onbegrenzt Bauen an der Gréngzon méi wichteg wéi d'Ëmstellen op eng naturfrëndlech Landwirtschaft, an d'Sortie vum Premier zur Atomenergie bréngen net nëmme den Ëmweltminister a Bedrängnis, mee suergen och nach fir den éischten ëffentlech ausgedroene Clash an der neier Koalitioun.

Quitte dass d'DP sech jo hei och parteiintern net ganz eens ass, hat dach de selwerenannte viregte Klimapremier sech do ëmmer ganz wäit aus enger anerer Fënnel geleent wéi säi Successeur, dee ganz onideologesch der Meenung ass, dass mat der Atomenergie, dass wier alles guer keng esou eng schlecht Iddi a jiddweree soll maachen, wat e wëll, es sei denn, et wier un der Lëtzebuurger Grenz. Woubäi jo allgemeng bekannt ass, dass d'Risiko vun enger Atomzentral strikt d'Landesgrenze respektéieren. Ech mengen, dass wësse mer alleguer säit Tschernobyl. Ech muss Iech soen, ech verstinn net ganz déi Logik, wou gesot gëtt, d'Atomenergie wier onproblematesch an der EU, mee problematesch an der Groussregioun. Do wëll ee wuel d'Atomlobbyisten zefriddestellen a gläichzäiteg net d'Populatioun virun de Kapp stoussen.

Et ass jiddwerfalls symptomatesch fir dat, dass d'Regierung probéiert, vun Ufank un ze maachen, nämlech ee vun de gréissten Defien, déi mer hunn, klengzerieden, de Leit ze soen, dass géing jo alles just nerven, bis dass duerno jo effektiv kee méi Loscht huet, en Effort ze maachen, en Effort, deen allerdéngs wäert noutwendeg sinn, net nëmme wéinst ons, onse Kanner, hire Kanner, mee och wéinst der Wirtschaft, wéi ugangs gesot. Vlächst stéisst dat jo net op daf Oueren.

Allgemeng gëtt a villen Avise bedauert, dass et net kloer ass, wou d'Ëmwelt- a Klimapolitick histeiere soll. D'Chambre des Salariés seet zum Beispill, et wier

inakzeptabel, dass laut dem Pluriannuel d'Ausgaben am Beräich Ëmwelt a Klima géingen erofgoen. Dat ass jo d'ailleurs, Här Minister, mat déi déckste sougenannte Spuermesur, déi Dir de Moien an d'Vitrinn gestallt hutt.

Mir wëssen och nach net, wéi et op ville Punkte konkreet weidergeet: Subside fir Elektromobilitéit, Subventiounen fir Wärmepumpen, Solarzellen, Leasingautoen an d'Evolutioun vun der CO₂-Steier. Dobäi bräichte mer grad hei och Planungssécherheet, fir dass d'Leit sech och haut aus finanzielle Grënn fir déi klimafrëndlechste Léisung kënnen entscheiden. Nervt et net awer och e bëssen, dass, wann ech haut eng energiegesch Renovatioun plangen, ech net weess, wéi vill ech an Zukunft nach wäert vum Staat erëmkréien? An nervt et net och d'Entreprise am Bau an an der Automobilindustrie, dass se net wëssen, wéi et weidergeet? Souvill zur Klimapolitick, déi d'Leit net nervt.

Mir hoffen, dass d'Transitioun fir d'Bierger och an Zukunft matfinanzéiert gëtt, well et riskéiert, fir ons all vill méi deier ze ginn, wa mer duerno mussen d'Konsequenze vum Nethandelen droen. Ob d'Kaz an der Klima- an Ëmweltpolitick lieweg oder dout ass, léisst sech den Ament nach net soen. Rhetoresch gesinn huet se jiddwerfalls déi éischt Méint scho schwéier gelidden. An dobäi ass et wuel de gréissten Defi, deen ons all erwaart.

M. Meris Sehovic (déi gréng) | Très bien!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Enk domat verbonnen ass d'Mobilitéit. Och hei gouf et rhetoresch, vlächst well et ëm d'Mobilitéit geet, scho sou munche Retropedalage a Gerudders. Gouf et duerch d'Atomenergie en éischten ëffentleche koalitiounsinterne Clash, esou schéngt a punkto Mobilitéit de parteiinterne Clash tëscht der Shadow-Vizepremierministesch an der eventuell zukünftiger Vizepremierministesch nach net ganz ausgedroen ze sinn. Mir haten dat am Kader vum Koalitiounsaccord virausgesot: De gréisste Kampf kritt d'Mobilitéitsministesch parteiintern ze féieren, zumools wann et ëm d'Mobilitéit an der Stad Lëtzebuerg geet, der Festung vun der Brems Lydie Polfer.

Une voix | O!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Net duerch d'Porte-Neuve! Et ass ze no beim Pescatore. Oder wéi solle soss d'Leit vum Lampertsbiere nach an d'Stad kommen? Mam Tram? Vlächst dann awer, sou eng Pressekonzferenz vun e Freiden, wou et dann op eemol net méi esou geklongen huet, wéi wann de kuerzen Tracé esou onméiglech wier, wéi den Ingenieur Goldschmidt eis dat nach wollt virun e puer Woche verlickeren.

(Interruption)

An och d'Streck Richtung CHL, déi absolutt wichteg ass, fir dem Weste vun der Stad an dem Land eng gutt Ubannung ze garantéieren, an déi jo nach virun engem Mount vum Stater Schäfferot aux calendes grecques verbannt gi war, soll dann elo awer an den nächste Méint deposéiert ginn.

(Interruption par Mme Lydie Polfer)

Oder awer net?

(Brouhaha)

Mme Lydie Polfer (DP) | Dat ass wierklech falsch!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech muss Iech soen, ech hu gläich den Iwwerbléck verluer tëscht ...

Mme Lydie Polfer (DP) | Dat ass wierklech falsch! Nee, nee!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Dir kënnt jo herno drop reagéieren, Madamm Polfer.

Mme Lydie Polfer (DP) | Et kann een net egal wat soen. Nee, nee, nee!

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Ech muss Iech soen, ech ...

(Coups de cloche de la présidence)

Mme Lydie Polfer (DP) | Esou kennen ech Iech net, Madamm Tanson. Madamm Tanson, esou kennen ech Iech net, egal wat ze zielen. Nee!

M. Fernand Etgen, Président de séance | D'Madamm Tanson huet d'Wuert a soss keen! Madamm Tanson, fuert roueg weider.

Mme Sam Tanson (déi gréng) | Madamm Polfer, reegt Iech net op.

Ech muss Iech soen, ech hu gläich den Iwwerbléck verluer ...

(Interruption)

... tëscht den Aussoe vu Polfer, Backes a Luxtram. Mir hoffe jo, dass sech d'Hoffnungsträgerin vun der DP géint d'Stater Patronne duerchgesat kritt a mir nees a Richtung Ëmsetzung vum François Bausch sengem Mobilitéitsplang ënnerwee sinn.

Wat ech och net verst bei der ganzer Diskussioun: Hei si jo eng ettlech Deputéiert, déi sech – zu Recht – ëmmer staarkmaache fir de ländleche Raum. Loosst Der wierklech de Stater Schäfferot decidéieren, wéi dacks een, wann ee vu Réide kënnt, an Zukunft muss ëmklammen, wann ee wëll an d'Stad kommen? Huet Der a Kaf, dass dat dann zum Beispill zweemol wäert de Fall sinn, nëmme well de Stater Schäfferot de Bierger vun zwee Quartieren aus der Stad net wëll e klengen Ëmwee mam Auto zoomudden? Hei erhélt sech dem Schrödinger seng Kaz grad an der Këscht vun deem ganzen Hin an Hier a mir waarden da mat Spannung op déi nächst Episoden am Match Polfer-Backes.

Gradesou wéi mer natierlech och gespaant sinn op den éischten Netiwergangsbudget vun dëser Regierung. Dat ëmsou méi, well am Pluriannuel eng ganz Rëtsch previsibel Depensen net drastinn. De Premier sot jo, e géing gär méi séier op déi 2 % vum RNB bei de Militärausgabe komme wéi geplangt. Dir, Här Roth, sot dat de Moien och. Dat wieren dann 1,5 Milliarden d'Joer. D'Betriebssteier soll elo mol ëm 1 % erofgoen. Do ass jo nach méi an Ausiicht gestallt. Den Energiedeckel, hutt Der eis de Moie gesot, gëtt 2025 iergendwéi verlängert. D'Steierklass 1a soll erliichtert ginn. An a punkto Recettë si keng zousätzlech Mesure virgesinn. Do dobäi wëllt Der Iech nach en zousätzleche Corset undoen, andeems Der d'Reegele aus dem OMT, déi zwar auslafen, an en nationaalt Gesetz wëllt eraschreiwene, eng Zort „Schuldenbremse light“, wou mer elo nach net ganz de Sënn an Zweck dovunner gesinn. Mir waarden dann do och mat Spannung drop, wéi Der dat a Musek ëmsetze wëllt.

Mir hoffen also, dass d'Prognose vun der Regierung stëmmen, voire dass déi Recetten erakomme wéi geplangt, well soss kënnen mer just mam Schrödinger senger Kaz hoffen, dass, wann den Deckel opgeet, d'Kaz nach leeft. Mee wou dës Regierung genee hi wëll, dass wësse mer no sechs Méint nach ëmmer net. Mir gesinn am Diskurs eng ganz konservativ Schinn, wou et och keng Differenz gëtt tëscht CSV an DP, déi scho quasi verschmolt sinn no sechs Méint zesumme regéieren an enger konservativer, ...

(Interruptions)

... wirtschaftsliberaler Eenheetspartei ouni sozialen an ëmweltpoliteschen Ustréch. Eng Kommunikatioun, an där bis elo ...

(Interruption par M. Gilles Baum)

Ech si gläich fäerdeg, Här Baum.

Eng Kommunikatioun, an där bis elo déi Äermst, d'Migranten, d'Locataire an d'Ëmwelt schlecht ewechkoumen, zum Deel ëmgesat an Akten: Honnerte Poliziste ginn ofgezunn, fir géint Heescherte virzegoen, fir schlussendlech e puer Protokoller ausstellen. De Loyerstext gëtt weidergefuert, ouni e Schutz fir d'Locataire um Präis virzeginn. D'Entreprise kréie gesot, si misste manner Steiere bezuelen, a si kréien dat och genee beziffert – anescht wéi elengerzéind Elteren an der Steierklass 1a, do feelt et un Detailer. Op EU-Niveau gerode mer nees an e bësse méi en däischteren Eck, wou mer Partikularinteressien iwwert déi vun der Allgemengheet schéngen ze stellen, och wa mer Europa an eis selwer domat laangfristeg schueden. De Schutz géint de Klimawandel ass zu enger nerviger Ideologiefro degradéiert an Atomkraaft keen Tabu méi. Ëmweltpolitick gëtt just nach um Landwirtschaftsdësch gemaach, awer ouni d'Biobauern. D'Personen op der Flucht sollen et esou schwéier wéi méiglech gemaach kréien, heihinner ze kommen.

Deen hei Budget spigelt an der Ëmsetzung glécklecherweis nach net vill erëm vun där Rhetorik. Ëmsou méi froe mer ons, wéi et no den EU-Wale beim État de la nation a beim nächste Budget weidergeet. Optimistesche stëmmt dëse Budget eis op alle Fall net, an dofir – Dir wäert Iech wonneren – stëmme mer en och net mat.

Merci.

Plusieurs voix | O!

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci villmools, Madam Tanson. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. Sven Clement (Piraten) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dëst ass den éischte Budget vun enger neier Regierung a se huet bei ville Geleeënheete probéiert, eis dach ze erklären, wéi si sech d'Zukunft vun eisem Land virstellt.

Dëse Budget gëtt zäitweis als eppes Neies verkaf. Villes, wat mir Piraten awer an dësem Budget liesen, ass fir eis d'Weiderféierung vum Status quo. D'Ausgabe vum Staat sinn dëst Joer eng hallef Milliard méi héich wéi d'lescht Joer. Vu Spuere kann also an dësem Budget keng Ried sinn. Op dëse Punkt wäert ech nach eng kéier agoen.

Ier mer awer dozou kommen, wéilt ech fir d'éischt drop agoen, wéi d'Zukunft vum Land laut de Projektion wäert ausgesinn. Et fänkt domat un, dass mer e Populationswuesstem bis 2027 vu 40.000 weidere Leit hunn. Dat entsprécht plus/minus Péiteng an Dideleng zesummen, déi nach eng kéier derbäikommen. Och d'Zuel vun den Aarbechter wäert eropgoen, wann awer och méi lues, wéi Lëtzebuerg dat bis elo gewinnt war.

(Interruption)

All dës Tatsaache muss beduecht gi vun enger neier Regierung, virun allem wa se sech op de Fändel schreift, se géif eng nei Politick maachen. An a Wirklechkeet gesi mer awer, dass do näischt, jo wann net souguer manner wéi virdrun, gemaach gëtt.

Wat de Wuesstum vum Land ugeet, léie mer eis einfach e weidert Joer an d'Täsch an hoffen, dass et ëmmer esou weidergeet. D'lescht Joer huet déi viiregt Regierung gemengt, mir krite 2024, also dëst Joer, 3,8 % Wuesstem, eng Previsioun, wou ech virun engem Joer scho sot, dass ech se fir onrealistesche géif halen, virun allem och well déi international

Organisatiounen eis alleguerten attestéiert hunn, dass mer dat net géifen errechen.

Elo schwätze mer da vun 2 % fir dëst Joer, an och dat hale mer fir falsch, well zwëschenzäitlech, zwëschent dem Depot an dem Vott – da muer warscheinlech – vun dësem Budget, déi Zuele vun internationalen Organisatiounen nach eng kéier erofvidéiert goufen. Den Internationale Wärfong schwätzt vun 1,2 % a mir denken, dass dat warscheinlech och méi no un der Realitéit wäert si wéi déi 2 %.

Firwat ass also eng richteg Aschätzung vum PIB esou wichteg? Ma well mat engem héije Wuesstem vum PIB och méi Recetten erakommen. D'Regierung geet also duerch hir héich Schätzungen dervunner aus, dass se méi Geld wäert hunn. A wat se méi Geld huet, wat se méi Geld kann ausginn, op alle Fall méi Geld kann ausginn, wéi mir mengen, dass se a Wirklechkeet wäert hunn, wat bedeit, dass, wa mer Recht sollten hunn, de Minus am Budget nach méi grous wäert gi wéi dat, wat d'Regierung hei tabléiert. Anescht ausgedréckt: D'Regierung rechent hei virun den Europawalen d'Situatioun schéin, fir eis am État de la nation zwee Deeg no den Europawalen déi wirklech Rechnung dann ze presentéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Finanzminister huet virun dësem Budget grous ugekënnegt, dass déi nei Regierung manner Geld wéilt ausginn. Mee stëmmt dat wirklech? Verschidde Kolleeginnen a Kolleegen hu sech schon um Faktencheck probéiert. Ma loosst mech dat och nach op verschidde Aussoe maachen.

Fakt ass: D'Staatsschuld wäert bis 2027 weider klammen. D'DP/CSV-Regierung huet ugekënnegt, wellen Depensé bei den Astellungen an de Gebaier vum Staat anzespueren. Dovu gesäit een awer am Budget weinég bis näischt. Dat soen net nëmme mir, d'Piraten, mee och d'Cour des comptes, de Rechnungshaff. Trotz der Tatsaach, dass et véier Ministère manner si wéi nach an der leschter Regierung.

Mee da stellt sech awer d'Fro: Wéi erkläert sech dann, dass deen heite Budget ënnert dem Stréch net nach méi héich Depensé virgesäit? Zwou Saachen. Déi éischt: D'lescht Joer hu mer ausnamswies 200 Milliounen Euro un d'EU iwwerwisen. Déi muss mer dëst Joer net bezuelen. Dat war e Recalcul. A mir bezuelen dëst Joer just d'Zënsen, mee net eis Scholden zrëck.

Wéi ze vill Stéit hei am Land schéngt also och de Lëtzebuerg Staat op deem Punkt ukomm ze sinn, wou ee sech déi ganz Mensualitéit net méi leeschte kann oder wéll an d'Bank engem dann alt emol ubitt, fir just d'Zënsen ze bezuele fir eng kuerz Zäit. Well iergendwann gëtt d'Schold awer fällig, sou wéi zum Beispill bei deene 26 % vun de Stéit, wou d'Kanner laut dem Statec a Stéit wunnen, déi finanziell Schwieregkeeten haten d'lescht Joer.

Mee fir op de Budget zrëckzekommen: Mat anere Wieder ass dat heite keen éischte Spuerbudget. Nee, et ass och keng nei Politick, mee et ass d'Scholden op déi no eis, op eis Kanner, ofgewälzt. Dat ass d'Politick vun där soi-disant „neier“ Regierung. Et gëtt eppes kuerzfristeges, e Schein vun enger Mesür haut gemaach, a wéi mer dat Ganz muer finanzéieren oder wou mer dat Geld hierhuelen, dass schéngt net esou wichteg ze sinn. Dobäi gëtt et vill Dossieren, bei deenen et eng Visioun, jo, eng wirklech nei Politick gebraucht hätt.

Schwätze mer also als Alleréischte emol vum Logement. Wéi déi lescht Etüd vun ILReS et nach eng kéier gewisen huet, ass d'Thema Logement eppes, wat ganz ville Leit am Land um Häerz läit a wou vill Leit sech Gedanke maachen. Wann een héiert, dass véier vu fënnf Demandes de prêt hypothécaire refuséiert

ginn, dann ass dat verständlech, dass d'Leit sech Gedanke maachen, net nëmme em sech selwer, mee och em hir Kanner.

Déi Mesüeren, déi d'Regierung bis elo hei proposéiert huet, dovu kënne mer en Deel begrëssen, well mer si frou, dass eppes proposéiert gouf. Fortschrëtt ass besser wéi Stëllstand. Mee et sinn awer och verschidde Moosnamen derbäi, déi net wäit genuch ginn.

D'Wunnengspolitik insgesamt vun der Regierung ass net ausräichend, wann ee kuckt, wéi vill Geld mer investéieren a wéi vill herno wirklech bei de Leit ukënn. Well insgesamt muss ee sech froen, wéi vill och elo déi kuerzfristeg Propose wäerten ausmaachen.

A ville Budgetsposte vun de geplangten Hëllef steet fir vill Joren eng grous Null. A wann een och d'Geld kuckt, dass mer hei als Budget rechnen, dann ass dat Peanuts par rapport zu der Gesamtheit vum Staatsbudget oder och nach de Mesüre vun den dräi Tripartitten. Et schéngt, wéi wann d'Wunnengsproblematik bei de Membere vun der Regierung net esou ukomm wär.

An da muss een nach soen, dass verschidde vun deenen ugekënnegte Mesüeren net den Éischtkeef oder der Middelstännescher Famill zeguttkommen, mee de Multiproprietäre respektiv de grousse Investisseuren.

An zousätzlech sot de Finanzminister um Logementsdësch, dass 6.000 Wunnenge pro Joer gebraucht ginn. Dat bedeit konkret, dass iwwer 70 % méi gebaut muss gi wéi an der Moyenne déi lescht Joren. Dass am Moment einfach net dran. Dass muss ee sech éierlech agestoen. An dofir appelléiere mir Piraten an d'Regierung, fir opzehalen, de Leit hei Wonschgeschichten ze verkafen, mee kloer ze soen: Wat ass realistesch dran? Wat kënne mer an engem Joer bauen? Well sot eis – sot eis! –, wou Der mengt, déi zousätzlech Terrainen a virun allem déi zousätzlech Main-d'oeuvre hierzehuelen, déi déi Terrainen dann och nach bebaut – wa mer se dann hätten! Wellen éieren d'Regierungsmembere selwer mat Bëton mësche goen? Ma hei gëtt, wéi bei der Regierung virdrun, erëm eng magesch Zuel an de Raum geworf, wou net gesot gëtt, wéi se errecht soll ginn. 6.000 kléngt besser wéi 3.500, mee wéi mer dohinner kommen, do gëtt et just grous Fragezeichen.

Et muss ee feststellen, dass d'CSV/DP-Wunnengsbauoffensiv ... Jo, et ass eng Offensiv, mee et ass eng Offensiv virun allem fir Multiproprietäre a grous Promoteuren an Investisseuren, mee net fir d'Normalverdénger. D'Geburtsdagsparty vu verschidde Promoteure schéngt sech also bezuelt gemaach ze hunn. CSV/DP steet net fir eng Demokratiséierung vum Logement, mee fir e Bäibehale vun de Besëtzhältnisser. Här bleibt Här a Max bleibt Max. Déi eng iese Kuch an déi aner kréie just nach d'Grimmelen.

Mir Piraten si fir eng nei, eng aner Logementspolitik, eng, déi derfir suert, dass déi Leit, déi hei am Land sinn, och kënnen hei am Land wunne bleiwen. D'Piraten sti fir eng Logementspolitik, déi net nëmme deenen hëllef, déi eppes kafe wellen, mee och deenen, déi loune mussen. Fir eis Piraten muss dofir an der Locatioun gehollef ginn, fir dass d'Loyerer net weider konstant an d'Luucht ginn. Et muss bei den öffentleche Bauträger, der SNHBM an dem Fonds du logement, nogebessert ginn, fir dass Administratiiv vill méi einfach ze maachen. An éierlech, et ass en Aarmutsbekenntnis, dass déi öffentlech Bauträger fir hir soi-disant „abordabel“ Wunnenge keng Leit méi fannen, déi nach genuch Sue vun enger Bank geléint kréien, fir dass Abordabel ze bezuelen. Well wa keen et sech méi leeschte kann, dann ass et net abordabel, dann ass dat Etiketteschwindel, léif Kolleeginnen a Kolleegen!

An deem Kader, well eeben d'Leit sech et am Moment net leeschte kënne fir ze kafen, hu mer eng Motioun matbruecht, fir d'SNHBM ze rekapitaliséieren, sou datt se déi Wunnengen, déi se haut schon huet, ka séier an d'Locatioun ginn. Här President.

Motion 4

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– Den Direkter vun der SNHBM sot am RTL-Interview, d'Strategie wier, fir een Drëttel vun de Wunnengen an d'Locatioun ze ginn.

– An dësem RTL-Interview vum 17. Abrëll an am 100,7-Interview vum 4. Mäerz 2024 erklärt den Direkter och, datt d'SNHBM misst Wunnenge verkafen, fir hir Käschten ze decken an de Finanzemont vun der Gesellschaft ze assuréieren. Eppes, wat mat der Locatioun net méiglech wier.

– Am Interview um 100,7 sot den Direkter och, datt all d'VEFA-Projeten déi elo an der Bautekris vum Staat opkaaft ginn an der SNHBM ënnerstallt ginn, an d'Locatioun ginn. D'Zil ass, fir dëst Joer 300 Wunnengen ze bauen.

– Well et weineg Keefer fir d'Projete vun den öffentleche Bauräger gëtt, ass geplangt, fir d'Seuile vun de Revenuen, déi d'Leit dierfen hunn, fir bei der SNHBM ze kafen, sollen an d'Luucht gesat ginn. Dëst géif bedeiten, datt d'Leit mat méi héijem Akommes ewéi bis elo abordabel Wunnenge kéinte kafen. Wunnengen, déi dann net méi u Leit kënne goen, déi manner verdéngen an déi loune mussen.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– d'Kapital vun der SNHBM SA eropzesetzen, datt si méi vun hire Wunnengen an d'Locatioun ka ginn.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Do musse mir bei de Banken zousätzlech nach intervenéieren, datt d'Leit dann och hir Prête kréien, duerch zum Beispill Staatsgarantien. Mee gläichzäiteg muss och gesot ginn: Mir musse méi bëlleff öffentlech Projete bauen. Well et kann net sinn, datt ee muss iwwert d'Mëttelschicht eraus nach Keefer fir abordabel Wunnenge siche goen. Eis Prioritéit ass dann och, datt de Mietkauf bei den öffentleche Wunnengen eng fest Optioun gëtt.

Och um Privatmarché kéint een dëse stimuléieren, dëst zum Beispill duerch steierlech Incentives, Moosnamen. Mir Piraten wëllen, datt de Staat öffentlech Wunnenge baut oder keeft an da verlount a mat Réckkafsrecht verkeeft, an dat ouni vill Bürokratie. De Staat muss virun allem derfir suergen, datt d'Leit um Privatmarché kënne kafen. Da brauch de Staat och net méi ze bauen a profitéiert vun der Schnelligkeet vun engem Marché.

Dofir, Staatsgarantie an d'Luucht, Nottärskäschte bei der Éischtwunneng ganz ewech a méi Zënse vun de Steiere kënne ofsetze wäer fir eis kloer Pisten, déi een hei kéint aschloen. Dat ass de Wee vun enger neier Politick an et ass net dee vun der CSV/DP.

Vun der neier Regierung hiren ale Léisunge fir d'Logementskris dann zu engem anere Sujet, dee virun de Walen och héich emotional debattéiert gouf: d'Santé, wou nach net kloer ass, wou d'Rees da soll higoen. Ech zitieren elo net berüümt physikalesch Experimenter mat entweder liewegen oder doudegen – oder béides gläichzäiteg – Kazen, dat, well ...

(Interruption)

Jo, ech denken do och un déi aarm Kaz u sech. Déi nei Santéministesch schéngt wëllen en neie Wee a punkto Gesondheetspolitick ze goen, mee bis elo

huet se ausser Projeten zréckzezéien awer nach net wierklech nei Iddie proposéiert. Och Projeten, déi scho jorelaang an der Maach sinn, wéi de Paiement immédiat direct, sinn nach ëmmer net richtig ëmgesat, an nëmmen eng 45 Generaliste sinn am System, vun de Spezialiste guer net ze schwätzen.

Am Walkampf gouf vill iwwert de Mangel un Doktere geschwat a wat do misst gemaach ginn, mee och hei schéngt d'Regierung net interesséiert ze sinn, séier eppes ze änneren, well wa mer zum Beispill de Projet fir d'Gruppecabinete vun Doktere kucken, musse mer dervun ausgoen, datt dëst Joer näischt Neies méi wäert kommen. Well an dësem Budget si ganzer 100 – net 100.000, ganzer 100! – Euro virgesi fir d'Gruppecabineten, wou et der 2022 nach 600.000 waren. Eng Failliteserklärung!

Da gouf bei der Presentatioun vum Koalitiounsaccord fir de Beräich vun der Santé betount, datt vill Wäert op d'Preventioun géif geluecht ginn. Jo, dat ass u sech eng gutt Approche. Leider fënnt sech dat awer erëm éischter manner am Budget erëm. Bei der Participatioun un de Fraise beim Programm vun der Mammografie – e Projet, dee parteiwwergräifend ënnerstëtzt gëtt – geet de Budget erof. Beim Plan national cancer ass och daitlech manner virgesinn, sou wéi wann et géif manner Kriibserkrankungen zu Lëtzebuerg ginn. Wann een d'Statistike kuckt, ass de Contraire de Fall. Dat kann een och net vun engem anere Budgetposten, deen eropgeet, dann opfänken. An esou gesäit fir eis dann eng Prioritéit net aus.

Guer net kohärent ass et dann och fir eis, wann et ëm d'Maisons médicales geet. Hei goufen nei Sitte versprach an et gouf gesot, datt et wichteg ass, datt d'Leit op dëse Service zeréckgräifen an net onnéidegerweis an d'Urgencé ginn. Fir 2024 sinn da bei de Frais de fonctionnement hei awer dräi Milliounen manner virgesinn. Esou gesäit Prioritéitesetzung aus: Mir spuere bei der Versuergung, bei der dezentraler Versuergung, a bei der Entlaaschtung vun den Urgencen.

Mir Piraten wëllen eng Gesondheetspolitick, déi vun der Digitalisatioun richteg profitéiere kann, dat mat engem Paiement immédiat direct, dee méi wéi eng Firma hei am Land kann installéieren, an engem digitalen Patientendossier, deen den Dateschutz respektéiert a mat deem d'Leit och wierklech eppes ufänke kënnen. Eng Gesondheetspolitick, déi den Dokteren hëllef, fir d'Käschte vum Cabinet ze deelen, an dat net eréischt an engem oder a fënnf Joer, mee esou séier wéi méiglech. An eng Gesondheetspolitick, déi den Investisseure bei den Dokteshcabineten en Enn setzt. Well hei verléiert jiddereen: d'Patienten, d'Dokteren an d'CNS. Et gewénnt just een: den Investisseur.

Här President, vun enger Politick vum Status quo dann awer bei eng Politick, wou mer an déi entgéintgesate Richtung ginn. Bei der Regierungsbildung zu Senneng am Schlass si Verriederinnen a Verrieder aus dem soziale Milieu invitéiert ginn an et ass gesot ginn, de Kampf géint d'Aarmut wier eng richteg Prioritéit fir dës Regierung.

D'Realitéit, wa mer de Faktencheck maachen, ass de Géigendeel. E puer Deeg am Amt huet den Inneminister decidéiert, net de Kampf géint d'Aarmut, mee de Kampf géint déi Aarm wier seng Prioritéit. Eppes, wougéint mir Piraten eis weiderhin asetzen, well duerch d'Heescheverbuet hu mer déi Leit just nach weider an d'Prekaritéit gedrückt.

Generell muss ee soen, datt d'Aarbechts- a Sozialpolitick keng nei Weeër aschlëft. Et gi weider Hëllefren op de Wee bruecht, déi nëmmen enger Minoritéit vu Leit hëllefren, dëst, well d'Leit net wëssen, datt et d'Hëllefren iwwerhaupt gëtt, oder duerch de Pabeierkrich dervunner ofgehale ginn, se ze kréien. Ech erënneren

do un eng ganz Rëtsch Motiounen aus deene leschte Joren, fir d'automatescht Ausbezuere vu verschiddenen Hëllefren ze maache respektiv iwwer Guichet-uniquen ze fueren. Vun all deem gesäit ee keng Pisten an dësem Budget.

Jo, et sinn awer och e puer gutt Pisten an der Aarbechts- a Sozialpolitick derbäi, dorënner d'Harmonisatioun vun de Congéen, déi schon 2020 vun eis hei an der Chamber mat enger Motioun gefrot gouf, oder Mesüre fir d'Laangzäitçhèmeuren. Bei deene free mer eis dann awer: Firwat gëtt sech e Plaffong gesat? Wier all Persoun, déi Deel vun dësem neie Projet géif ginn, net e Schrëtt an déi richteg Richtung?

Mir Piraten setzen eis op alle Fall a fir eng nei Politick, déi de Leit an Nout d'Hand reecht a se net nach mam Fouss rennt, wa se souwisou schon um Buedem leien. Fir eng nei sozial Politick, déi accessibel ass fir déi Leit, déi se brauchen, wou jiddereen seng Rechter kennt an d'Aidë kennt an déi och ufroe kann. A fir eng nei Aarbechtspolitick, déi eng wierklech Life-Work-Balance schafft an net de Status quo vu Blo-Rout-Gréng zementéiert.

A wa mer da vun deenen innovativen Iddien, déi d'Majoritéit hei dann heiansdo proposéiert, awer wëlle schwätzen, da ginn ech op eng Propos vun der Budgetsrapportrice an, déi se gëschter proposéiert huet, an dat ass eng Centrale de crédit no belschem Virbild. Mir Piraten warnen ausdrécklech virun esou enger Datekrak, déi de Leit net hëllef, mee riskéiert, weider Ongerechtegkeeten ze schafen.

De System vum Credit Scoring gëtt et schon a verschiddenen anere Länner, dorënner d'USA an Däitschland. A béide Länner ass dëse System staark kritiséiert. An den USA si vill Leit aus Minoritéite sougenannt „credit invisible“. Si hu kategoresch méi schlecht Scoren, well si historesch gesinn zum Beispill méi schwéier Accès zu enger eegener Wunneng haten. Och kout et schon zu massiven Dateleaks an Amerika duerch esou Firmen, zum Beispill 2017, wéi bei Equifax d'Date vun 150 Milliounen Amerikanerinnen an Amerikaner an d'Hänn vu Kriminelle gefall sinn. Wien Date sammelt op enger zentraler Plaz, riskéiert an enger ëmmer méi digitaler Welt och, datt déi Date kënne fuitéieren.

An och an Däitschland ass d'sougenannte „Schufa“ staark ëmstridden, well d'Biergerinnen an d'Bierger musse bezuelen, fir un hir eegen Informatiounen iwwer hir Donnéeën an hire Score ze kommen, während d'Schufa Profitter mécht an et ëmmer erëm zu Feeler am System kënn, déi d'Leit zu Onrecht méi schlecht klasséieren. Dat alles am Numm vun engem méi séiere Business op der Finanzplaz.

Dat alles wëlle mir Piraten hei zu Lëtzebuerg net. An dofir, Här President, hunn ech eng weider Motioun matbruecht. Wannechglift.

Motion 5

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– An hirem Budgetsrapport huet d'Madamm Rapportrice erklärt, datt si sech e Centre de crédit nom belsche Modell mat Upassungen un d'Lëtzebuergeser Gesetzgebung wënscht.

– De System vum „Credit Scoring“ gëtt et schon a verschiddenen anere Länner, dorënner d'USA an Däitschland. An den USA ass dëse System staark ëmstridden. „A Long History of Discrimination Affects the Data That Credit Scoring Models Use Today“ titelt zum Beispill d'„Forbes“-Magazinn, well vill Leit aus Minoritéite „credit invisible“ sinn. Si hu kategoresch méi schlecht Scoren, well se historesch gesinn zum Beispill méi schwéier Accès zu enger eegener Wunneng haten (<https://www.forbes.com/advisor/credit-cards/from-inherent-racial-bias-to-incorrect-data-the-problems-with-current-credit-scoring-models/>).

Och koun et schonn zu massiven Data Leaks an Amerika duerch esou Firmen (https://en.wikipedia.org/wiki/2017_Equifax_data_breach).

– Och an Däitschland ass d'Schufa staark ëmstridden, well d'Bierger:inne mussen gefrot gi fir ze bezuelen, fir Informatiounen iwwert hir Donnéeën an hire Score ze kréien, d'Schufa Profitt mécht (ronn 250 Milliounen 2021) an et ëmmer erëm zu Feeler am System kënnt, déi d'Leit zu Onrecht méi schlecht klasséieren (<https://www.spiegel.de/wirtschaft/service/schufa-wie-ich-zum-deutlich-erhohten-risiko-wurde-a-1193506.html>).

– Lëtzebuurger Residentë sinn duerch d'Bankgeheimnis geschützt an och d'Budgetsrapportrice sot, datt d'Bankgeheimnis an den Dateschutz an deem Fall misste respektéiert ginn.

– D'Beispiller am Ausland weisen, datt den Dateschutz bei esou risegem Datebanken, déi duerch eng Centrale de crédit entstinn, net ginn ass.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– kee Credit Scoring a keng Centrale de crédit zu Lëtzebuerg anzeféieren;

– keng nei Datebank mat de Bankdonnéeën vun de Residenten opzebauen, fir hir Kreditter transversal ze erfassen;

– sech nach eng Kéier kloer zum Bankgeheimnis fir Residenten ze bekennen.

(s.) Sven Clement.

M. Fernand Etgen, Président de séance | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Wa mir Piraten derwunner schwätzen, datt déi nei Regierung näischt aneschters mécht wéi déi al Regierung, da muss een natierlech och vun der Steierpolitik schwätzen. Am Walkampf nach grouss versprach ginn, ass déi nei Steierpolitik zwar nach net begrüewen, mee vertaagt. Et solle kleng Mesüre kommen dëst Joer, d'nächst Joer. Bon, a wéi se genau ausgesinn, dat weess och keen. Anscheinend ass eppes derbäi fir alengerzéind Elteren, krute mer haut de Moien nach eng Kéier gesot. Mee wat genau? Kee weess et oder zumindest kee seet et.

D'Kafkraaft vun de Leit stärke war e selbsterntent Zil vun dëser Regierung. Wéi ass et awer komm? D'TVA ass zum 1. Januar erëm geklommen. D'Deckelung vun den Energiepräisser leeft d'nächst Joer aus, wat derfir suerge wäert, datt d'Inflatioun klëmmt. Dat ass mechanesch. A wéi schützt d'Regierung d'Leit da virun de Präisser, déi eis bevirstinn? Och do: Mir wëssen et net. Vlächent kënnt eppes, vlächent net. Warscheinlech gi mer d'Rechnung kuerz no den Europawale gewuer, wann d'Regierung dann en État de la nation wëllt maachen, deen derfir suergt, datt mer déi richteg Rechnung presentéiert kréien.

Fir eis Piraten ass eng fair a modern Steierreform ee vun den Haaptpillieren, deen hätt solle vun enger neier Regierung esou séier wéi méiglech ugaange ginn, an net just dat Gepiddels mat der eventueller Upassung just vum 1a.

A wann ech dann héieren, datt mer virun allem Leit an der Steierklass 1 wëllen hëllefen, esou wéi d'Madamm Budgetsrapportrice dat gëschter hei duergestallt huet, da stellen ech mer awer d'Fro, ob d'Prioritéiten net vlächent op där falscher Plaz sinn, ob mer net als Éischt deene Leit mussen hëllefen, déi haut schonn an de Laberente sinn, anstatt hypothetesch eppes ze maache fir Leit, déi eventuell eng Kéier kéinten op Lëtzebuerg kommen, vun deene mer awer guer net wëssen, ob se kommen.

Mir kënnen net acceptéieren, datt dat hei op déi laang Bänk geschleeft gëtt an datt d'Leit nach ëmmer ënnerschiddlech behandelt ginn, jee nodeem, ob se gepacst, bestuet, gescheet oder verwittwert sinn.

D'Finanzpolitik vun dëser Regierung baséiert am Géigendeel op kuerzfristige Mesüeren, déi solle kuerzfristeg Geld abréngen. Et gëtt nach ëmmer op den Tanktourismus gesat, obwuel ëmmer méi Elektroautoen dobausse fueren. D'Accisen op den Zigarette ginn an d'Luucht, obwuel mer op där anerer Säit probéieren, esou vill wéi méiglech Leit dervun ze iwwerzeegen, opzehale mat fëmmen oder am beschten iwwerhaupt net domat unzefänken. Eng nei an eng modern Steierpolitik mat neien Usätz gesi mir Piraten dofir net hei am Budget.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zu Verännerunge wäert et an deenen nächste Joren awer an engem aneren Dossier kommen: an der Defense. Et ass ee vun deene gréisste Budgetposten. Duerch eis Ënnerstëtzung vun der Ukrain, zu där mir Piraten weiderhi stinn, gëtt och méi Ënnerstëtzung vun der NATO gefuerdert. Dat dierf awer net bedeiten, datt Lëtzebuerg einfach Geld an eis Defense stécht, ouni Plang an ouni Kompass an ouni konkret Ziler.

Mir Piraten sinn dann och der Meenung, datt muss gekuckt ginn, wat déi aner Länner bei hiren Depensen urrechnen. An deem Sënn hu mer schonn d'Cellule scientifique vun der Chamber beoptraagt, fir eng Kéier ze kucken, wéi déi Calcullen an d'Komponenten an anere Länner sinn. Hei sollt et eng harmoniséiert Approche ginn, net datt aner Länner hir 2 % errechen, well se zum Beispill d'Pensioune vun dem Militär matrechen, a Lëtzebuerg mécht dat net an errecht domadder säin Zil méi spët oder net.

Grouss Länner wéi Frankräich, mee och klenger wéi d'Belsch hunn en Interessi, fir méi Invest an d'Arméit ze stiechen, well si kréien duerch hir Rüstungsindustrie deementspreechend erëm Steierrecetten erëm. Dat huet Lëtzebuerg eeben net. Mee firwat? Kéinte mer net verschidden Investitiounen an esou maachen, datt se d'Besoine vun der NATO erfëllen a gläichzäiteg och enger Lëtzebuurger Economie kënnen zeguttkommen? Respektiv wa mer dat haut net kënnen, da misste mer déi Kapazitéit vlächent schaffen, well déi geopolitisch Situatioun, an där mer eis befannen, ass net an zwee, dräi Joer eriwuer.

An all Depense, déi mer haut maachen, sollt mat eisen europäeschen a mat eisen NATO-Partner ofgeschwat ginn, fir datt mer Systemer hunn, déi och interoperabel sinn, an net dat, wat ech d'lescht Joer a Litauen erkläert krut: datt, wann déi däitsch Arméi mat der lëtzebuergescher Arméi wëllt kommunizéieren, de beschte Wee dofir ass, zwee Funkgeräter, en däitscht an e lëtzebuergesch, ze huelen an déi niewenteneen ze halen, well déi zwee Systemer haut net kompatibel sinn. Nëmme esou ka Lëtzebuerg fir eis Piraten en zuverlässige Partner sinn, ouni gläichzäiteg Geld ze verbrennen.

Ech kommen da vun engem Budgetposten, wou mer vill ausginn, op e Budgetposten, wou Geld feelt. Dëst zum Beispill bei der Ëmwelt. A punkto Ëmwelt muss ee leider soen, datt dës Regierung kee Schrëtt no vir, mee carrement een no hanne mécht, eppes, wat souguer – souguer! – vun der Chambre de Commerce kritiséiert gëtt. D'Ausgabe par rapport zum PIB sollen an den nächste véier Joer kaum klammen. An do muss een awer soen: D'nächst Joer wäert entscheedend sinn, fir de Paräisser Klimaaccord a fir de PNEC anzehalen. An do kann et net sinn, datt déi Investitioune stagnéieren oder souguer erfoginn. Dat ass nämlech laut dem PSC esou virgesinn. Déi mussen weider eropgoen, soss erreche mer eis Ziler net!

Et muss ee soen, datt och an dësem Budget, wéi am PSC an am PNR, keng nei Projete stinn a punkto Klimapolitick. Déi nei Regierung léisst déi Projeten nach kuerzfristeg weiderlafen, also déi Projeten, déi vun der aler Regierung ugefaange goufen, Stéchwuert Primme fir den Elektroauto a fir d'Elektroborn, mee wéi et duerno weidergeet, do stachere mer am Niwwel. A wat fir Projete se wëllen ustoussen, jo, déi sti guer net am Text.

(M. Claude Wiseler reprend la présidence.)

De Klimabonus Wunnen, esou wéi en elo ass, soll awer am Juni auslafen. Vu de Succès vun dëser Messür fuerdere mir Piraten d'Regierung op, fir dës Aiden esou, wéi se elo sinn, bis Enn des Joers mindestens weiderlafen ze loossen. Dëst, well d'Evaluatioun, déi d'Regierung wollt maachen, eis nach net virläit. Här President.

Motion 6

D'Chamber vun den Deputéierten stellt fest, dass

– de Subsid „Klimabonus Wunnen“ 2022 iwwer 3.200-mol an 2023 iwwer 6.500-mol ugefrot ginn ass;

– de Subsid also ëmmer méi u Beliftheet respektiv u Bekanntheit bei der Bevëlkerung gewënnt;

– den „Top-up“ (20 % respektiv 25 % méi) vun de Subside mat dem Projet de loi 8350 soll bis den 30. Juni 2024 verlängert ginn;

– d'Regierung un enger Evaluatioun schafft a bis elo sech net kloer fir eng Verlängerung vun den „Top-ups“ ausgeschwat huet.

Aus dese Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– de Subsid „Klimabonus Wunnen“ a senger jëtzege Form bis Enn 2024 weiderzeféieren. Dëst, fir sech méi Zäit bei der Evaluatioun ze ginn an am Kader vun der nächster Budgetsdebatt dann d'Pläng fir d'Zukunft virzeleeën.

(s.) Sven Clement.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Dobäi seet d'Regierung selwer am PNR, datt 100 bis 120 Megawatt u Solarnergie bäikomme mussen, fir eist Zil vun 2030 ze errechen. Dofir ass e „Weider esou“ keng Optioun fir Lëtzebuerg an och net fir Europa.

Den neie Premier sot, de Klimaschutz géif d'Leit nerven. Den ale Premier Xavier Bettel hat sech mat senger Jugurtsmaschinn selwer zum Klimapremier ausgeruff. Mee hei schéngt sech d'CSV duerchgesat ze hunn, an dem Xavier Bettel seng Jugurtsmaschinn ass ewechgeholl ginn, well mir maachen nach e Schrëtt méi zrëck. Dëst, obwuel d'Populatioun an dem leschte Politmonitor nach eng Kéier kloergemaach hunn, datt de Kampf géint de Klimawandel eng vun den dräi Haaptaufgaben ass, déi d'Regierung misst ugoen.

Mir Piraten sti fir eng Klimapolitick, déi d'Leit mathëlt an déi weider dru schafft, datt mer d'Ziler vum Paräisser Klimaaccord errechen. Dat bedeit, datt fir eis muss e Klimabonus kommen, deen d'Leit belount an net bestrooft, wa se manner CO₂ notzen. Dat heescht fir eis och, datt d'Primmen, wéi zum Beispill op Fotovoltaik oder op d'Elektrobornen, solle weiderlafen. Well d'Klimapolitick ass wichteg, fir eis Betriber op d'Zukunft virzebereeden, fir Aarbechtsplazen hei am Land ze schaffen an ze erhalen a fir sécherzestellen, datt d'Lëtzebuurger Land och a 50 Joer nach eng Plaz ass, wou et sech gutt lieue léisst.

Wat mer wierklech brauchen, ass weeder e Réckschrëtt nach e Stëllstand. Eis Natur, d'Klima, d'Wisener, d'Bëscher an d'Gewässer brauchen endlech e Fortschrëtt. Leider wäert et dee mat dësem Budget net ginn.

A wa mer vu Fortschrëtt schwätzen, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, da gëtt et keen anert Thema, wat de Fortschrëtt esou gutt symboliséiert wéi d'Digitalisation. En Thema, wat mer awer ferm um Häerz läit a wou ech dann am Budget u sech frou war, op den éischte Bléck, ze liesen, an ech zitieren: „L'État entend intégrer la digitalisation au sein de son fonctionnement tant interne que vis-à-vis des citoyens.“

Dat ass sécher net verkéiert, obwuel ..., obwuel ee mengé kéint, dat wär éischer en Zitat aus dem Budget vun 2001 wéi aus engem vun 2024. Wéi Däitschland 2013, Zitat, d'„Neuland“ Internet entdeckt huet, huet jiddereen iwwer se gelaacht. Mee do wousst mer jo nach net, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt Lëtzebuerg och méi wéi zéng Joer duerno nach mat der Digitaliséierung ze kämpfen hätt.

Mir brauche benutzerfrëndlech an datespuersam staatlech Plattformen, déi de Kontakt mat an tëscht de Biergerinnen an de Mëttelpunkt stellen.

Klunge Liichtbléck: D'IGP envisagéiert, an Zukunft op eng personaliséiert Open-Source-Léisung ze setzen. An dat ass e gudd Schrëtt, deen och aneren Administratioun kéint vu Virbild sinn. Well aktuell verschent de Staat einfach vill ze vill Potenzial am digitale Raum.

Et gëtt héich Zäit, datt all déi Suen, déi an d'Digitaliséierung gestach goufen an nach ginn, elo endlech emol Friichten droen. D'Digitaliséierung muss den Austausch an den Zougang zu Informatioun vereinfachen, Wëssensmonopoler opbriechen, d'Transparenz an d'Participatioun steigern an d'Mënsche besser matenee vernetzen. Mee dofir misste mer de Staat als digital Plattform denken a bräichten eng iwwergräifend Strategie amplaz vu villen eenzelne Projekte mat ville verschiddenen extra flotten Nimmen. Leider feelt dat nach am Moment.

Här President, léif alleguerten, och an der Educatioun feelt et u villem. Doderch, datt mer nach ëmmer dee selwechten Educatiounsminister hu wéi an der viregter Regierung, hätt et eis elo och gewonnen, wann et do grouss Verännerunge gi wieren. Och hei gëtt einfach weidergefouert, wat de Claude Meisch 1 dem Claude Meisch 2 an den Tirang geluecht huet a viru Joren ugefaangen huet. Et gëtt weider op Statistike gekuckt an net no deem, wat eis Kanner wierklech missten an der Schoul léieren – also wat se misste léieren, fir am Berufslewe Fouss ze faassen.

An hei kommen ech nach eng Kéier op d'Inegalitéiten zréck, well am Fondamental bleiwen eis déi weiderhin erhalen. An do ass de Budget dach awer kruzial. An do mierkt een, datt sech d'DP duerchgesat huet géint eng CSV, wou eminent Memberen op d'Gericht gaange sinn, fir méi Egalitéiten ze schafen. Nämlech, am Budget ass weiderhi keng Finanzéierung fir Ekipementer an de Grondschoulen a manner gutt situéierte Gemengen ze fannen, obwuel et angeblech Gespréicher gëtt. Mee am Budget, dee mer muer solle stëmmen, ass näischt dovunner ze fannen. Kanner, déi also a manner räiche Gemenge wunnen, bleiwe benodelegt vis-à-vis vu Kanner, déi a räiche Gemenge wunnen. Här ass Här a Max ass Max. Déi eng kréie Kuch an déi aner d'Grimmelen.

Här President, nach e leschte Punkt: Wa mer scho bei de Gemenge sinn, dann ass et natierlech och net egal, wou ee wunnt. An do kënn et op d'Mobilitéit un. A wann ee kuckt, wou d'Regierung hir Prioritéit leet, wat d'Mobilitéit ugeet an den nächste fënnel Joer, gesäit een, datt d'Schinn eng ënnergeuerdent Roll par rapport zur Strooss soll spillen. Wou d'Investissement an d'Schinn 2027 sollen erofgoen, klammen déi vun de Stroosse kontinuéierlech weider un.

Mir Piraten sinn och der Meenung, datt ee muss an d'Stroossen investéieren, do, wou et néideg ass, mee

den Ausbau vum öffentliche Transport ass essentiel, wa mer wëlle souwuel eis Mobilitéits- wéi eis Klimaziler errechen.

Mir Piraten kënnen nëmmen hoffen, datt d'CSV hei net wéi an der Vergaangenheet op d'Brems dréckt an den Auto an de Virdergrond stellt, mee weider um Ausbau vum öffentliche Transport schafft an d'Qualitéit vun dësem héichhält. Well beim öffentliche Transport feelt eis nieft dem Bekenntnis zu groussen Investitiounen dann awer och d'Wäitsicht: An eise leschte parlamentaresche Froen hu mer zweemol missen nofroen, fir datt d'Ministesch eis emol konnt soen, wéi vill Personal d'CFL da bis 2035 brauch, fir d'Ziler vum Mobilitéitsplang ze errechen.

Ech si vläicht e bëssen naiv, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mee ech hat geduecht, datt ee sech, wann ee sech e Plang gëtt, dann och eng Kéier iwwerleet, wéi een dee Plang wëllt errechen. Mee warscheinlech geet et an der Mobilitéit wéi beim Logement: Mir annonciéieren als Éischt emol eng schéin Zuel, well se gutt kléngt, a schlussendlech wësse mer awer guer net, ob mer déi Zuel jee eng Kéier kënnen errechen, well dat kënn jo déi Generatiounen no eis dann ausbueden.

D'Resultat war: D'CFL muss ëm 40 % wuessen. 5.000 et sinn der aktuell, mee dat wieren da geschat 2.000 Mataarbechterinnen a Mataarbechter méi, bis 2035 200 Leit d'Joer, déi méi missten agehallt ginn. Wéi soll d'CFL dat errechen? Wat mécht d'Regierung, fir datt déi Rechnung um Enn opgeet?

Och hei, wéi an aneren Dossieren, gesi mer keng Visioun, kee Plang, keng Fouille de route, keng nei Politick, mee éischer e Schrëtt a Richtung Politick vun den Ufanks-2000er.

Dobäi kënn mer duerch de Bevölkerungswuesstem nëmmen op eng Aart a Weis d'Liewensqualitéit erhalen: duerch eng Diversifizéierung vum Transport. Fir eis Piraten ass kloer, datt d'Netz u Borne muss weider ausgebaut ginn, datt den öffentliche Transport muss qualitativ héichwäerteg a gratis bleiwen an datt och Elektroautoe weider duerch Primmen un déi Leit, déi se brauchen, gefërdert musse ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Den Apel fir den Duuscht, vun deem esou gäre geschwat gouf: Entweder gouf e giess ... E gouf op alle Fall net op d'Säit geluecht. Eppes, wat mir Piraten an den neie Finanzminister a sengem fréiere Liewen als Deputéierten awer méi wéi eng Kéier kritiséiert hunn.

Och dës Regierung setzt op Budgeten ouni Visiounen a Léisunge fir d'Biergerinnen an d'Bierger, sei et beim Logement, der Educatioun, der Aarbecht, dem Sozialen, der Digitaliséierung – do maache mer ze mann. Bei der Santé weess een nach net, wou d'Rees higeet. An an der Mobilitéit an an der Ëmwelt, jo, do hu mer den Zuch de falsche Wee op d'Schinn gesat.

Wéi sot en eminente fréieren Deputéierte Gilles Roth? An ech zitieren aus senger Budgetried 2023: „[Et ass] eng Politick mat eidele Versprieche: De Lëtzebuurger Staat, Dir Dammen an Dir Hären, hat nach ni méi Schold wéi elo. Den Aarmutsrisiko, an domat d'Schéier tëscht Räich an Aarm, war nach ni esou grouss wéi elo. [...] D'Wunnungsbaupräscher an d'Wunnengsnout waren nach ni esou grouss wéi elo. D'Leit stoungen nach ni méi laang am Stau wéi elo.“ Zitat Enn.

Dat trëfft nach ëmmer zou, Här Roth. Dir loungt virun engem Joer net esou ganz falsch. D'DP/CSV-Regierung wäert mat dësem Budget awer och net dru schaffen, datt et besser gëtt. Si maache keng Politick fir d'Mëttelschicht, fir d'Aarmut ze verréngeren. Si

wäerten net derfir suergen, datt d'Wunnungspräscher falen. Si wäerten et mat dëse Mesüeren net packen, fir de Stau ze verréngeren. Si maache keng nei Politick, mee d'Politick, wéi Blo-Rout-Gréng se gemaach huet, weider, respektiv wéi d'CSV se do virdrun an den Ufanks-2000er gewinnt war.

Mir Piraten sti fir eng nei Politick. Eng nei Politick, déi mer an dësem Budget net erëmfannen.

Mee wann ech nach ee Saz zur neier Politick soe kann, da geet et och ëm eng nei Politick vun der Deontologie. An ech hu virdrun iwwert d'Depensé bei Regierungsmemberen a bei dem Staat insgesamt geschwat, datt déi eropginn, obwuel et manner Ministère gëtt. A mir erënneren eis alleguerten un d'Presseberichter vun leschte Joer iwwert d'Depensé vu verschiddene Regierungsmemberen. Wat festgestallt gouf, ass, datt d'Chamber Reegelen huet, wéi ee mat esou Depensen ëmgeet, datt et fir e Beamte scho laang Reegele gëtt, déi zwar da vum Filmfong zum Beispill net ëmmer agehale goufen, mee datt d'Regierung keng Reegelen huet.

An de Premier huet an der Vergaangenheet – also an der rezenter Vergaangenheet, de 25. Mäerz – hei an der Chamber gesot, datt ee „bon sens“ an eng „éthique du métier“ soll applizéieren. An am Zweifel kéint een déi Reegelen och preziséieren. Ma ech mengen, datt et der Chamber gutt géif zu Gesiicht stoen, wa mer de Premier géifen un déi Wieder erënneren an e géifen invitieren, dat dann och zu Pabeier ze bréngen. Dofir nach eng weider Motioun, Här President.

Motion 7

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

– *Am Budget fir 2024 sinn d'Depensé par rapport zu 2023 eropgaangen, wat d'Remuneratioun vun de Regierungsmemberen ugeet. Dëst, obwuel sech d'Zuel vun de Ministere mat der neier Regierung reduzéiert huet.*

– *De Staatsminister huet an der Chamberskommissioun de 25. Mäerz erkläert, datt de „bon sens“ an d'„éthique du métier“ all Regierungsmember géife verpflichten, fir sech virbildlech ze behuelen. De Staatsminister sot och, datt dës Reegele kéinte preziséiert gi wann néideg.*

– *An der Vergaangenheet sinn an der Press Berichter opkomm vu Fraisnofrechnunge vu Ministeren, déi bis zu de Recherchë vu Journaliste sech net bewusst waren, datt dës Fraisen net op Staatskäschten dierfte gemaach ginn.*

– *Fir Beamte ginn et schon esou Reegelen. Si hu Forfaito pro Nuecht zegutt. Zousätzlech leet d'Cirulaire vum Staatsministère vun 2016 fest:*

« par principe les déjeuners/dîners sont réservés à l'occasion de l'accueil de délégations étrangères ou d'entrevues avec des tiers par rapport à l'Administration, dans un contexte précis justifiant un tel geste. De simples réunions de travail entre fonctionnaires ne sauraient justifier l'organisation de déjeuners/dîners à charge du budget de l'État ».

– *D'Chamber kënn fir d'Deputéiert bei Déngschtreesen nëmme fir Deplacement an Unterkunft op. All aner Fraise müssen d'Deputéiert selwer bezuelen.*

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,

– *fir sech Reegelen ze ginn ünlech wéi d'Chamber, déi festleeën, wéi eng Fraisen an de Kader vum Mandat vun engem Minister falen a wéi ee Minister mat de verschiddenen Ausgaben, déi en tätegt, soll ëmgoen, fir hei ee Maximum un Transparenz sécherzestellen.*

(s.) *Sven Clement.*

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Clement.

M. Sven Clement (Piraten) | Domadder, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi ech sot: Eng

nei Politick fanne mer an dësem Budget net erëm an dofir kënnen mer en och net matdroen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Ganz gutt!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Clement Merci. An dann ass d'Wuert fir den nächsten ageschriwwene Riedner, den Här David Wagner. Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Merci, Här President. Ongeféier sechs Méint, nodeems dës Chamber fir d'éischte Kéier zesummekomm ass, diskutéiere mer fir d'zweete Kéier iwwer e Budget. Déi éischte Kéier war relativ kuerz a knapp, well et just ëm déi provisoresch Zwielftel gaangen ass, also d'Kontinuitéit vum Budget vum 2023. An haut geet et ëm e Rumpfbudget, dee vu Mee bis Dezember geet an deem och an de grousse Zich an der Kontinuitéit vum vieregte Joer läit.

Deementspriedend sinn och eng Partie Avisen ausgefall. Si hu sech natierlech mat dësem Budget befasst, mee si sinn net derlaanscht komm, fir och méiglech Intentione vun der neier Regierung ze kommentéieren. An dat gouf haut och méi wéi eng Kéier gemaach, souwuel vun der Opposition, mee awer och vun der Majoritéit.

„Polykrisen“, dat ass e Wuert, wat d'Regierung dacks benotzt – et ass net vill gëschter an haut gesot ginn, mee op jidde Fall an den Dokumenter –, fir déi aktuell Situatioun ze bezeichnen. Dat kann een dann och esou nennen. D'Land stécht a ville Krisen, déi deelweis hausgemaach sinn, deelweis sech an engem weltwäiten oder europäesche Kontext ofspillen. Déi Krise si bekannt. Et geet ëm Klima. Et geet ëm Aarmut, Aarmut, déi sech zu Lëtzebuerg ëmmer méi breetmécht – dat ass hausgemaach. Et geet ëm Logement – dat ass hausgemaach.

Wat net hausgemaach ass, dat ass de Krich: déi rusesch Aggressioun géint d'Ukrain, de Vëlkmord am Gazastraifen, awer och dee ganz, ganz bluddegen, wann net dee bluddegeste Konflikt iwwerhaupt an der Demokratescher Republik vum Kongo, iwwert dee ganz weínege an de westleche Meedien oder an der westlecher Politick diskutéiert gëtt, well et de Weste warscheinlech och net esou richteg interesséiert – well et an Afrika ass.

An deem Sënn geet et awer och ëm existenziell Ängschte vun de méi oder manner jonke Generationen. Ob hausgemaach oder net, déi Problemer kommen net vum Himmel gefall. Nom Enn vum Kale Krich krut een erzielt, et géing elo nëmme biergop goen. D'Ausdeenung vum sougenannte fräie Marché, déi weltwäit Duerchsetzung vu kapitalistesche Prinzipien, d'Zréckschrauwe vum soziale Fortschritt duerch déi neoliberal Konterrevoloutioun: De Präis vun all dese Verierungen, déi an den 90er-Joren och zu Lëtzebuerg definitiv Fouss gefaasst hunn, ass héich.

Et wäerte gewësse Leit soen: „Dat ass erëm déi al Leier vun de Lénken, dat et dem Kapitalismus seng Schold wier.“ Mee ech stelle just fest – ganz empiresch! – an ech wëll och nëmme drun erënneren, dat scho virun 20 Joer – ech ka mech drun erënneren – déi, déi virun der ekonomescher Deregulierung gewart hunn, also Lénk Politiker an Ekonomisten – an där gouf et der Honnerten an Honnerten –, meeschtens vun deenen ausgelaaht goufen, déi gemengt hunn, d'Welt géing sech duerch déi Deregulierung, duerch nach méi Liberalismus an der Wirtschaft nach méi verbessern. An elo am Joer 2024 steet d'Welt virun engem Scherbenhaufen, an et gëtt vu Polykrise geschwat. Dat ass e Fakt! An et ass an deem Kontext, wou dës Budget och soll ugeholl ginn.

Ech muss zouginn, dass ech am Verlaf vun Diskussiounen iwwert de Budget ëmmer méi un de franséische President Emmanuel Macron hu missen denken, net un d'Kaz vum Schrödinger. Dat wier méi agreabel gewiescht, wéi un den Emmanuel Macron ze denken, muss ech awer och soen.

(Hilarité)

Firwat den Emmanuel Macron? Mee wéinst sengem „en même temps“. D'Regierung bréngt d'Konschtstéck – an ech si frou, datt d'Madamm Tanson dat och gesot huet, da sinn ech och frou, net deen Eenzege gewiescht ze sinn, deen deen Androck hat – fäerdeg, bei dësem Budget souwuel vu grousse Defien ze schwätzen, déi et ze bewältege gëtt, an an engem schwätzt dës Regierung awer och vum Spueren. Wéi dat opgoe soll, weess ech net. An dat weess anscheinend keen.

Dat ëmsou méi, well och den Här Finanzminister virun engem Partie Méint scho vu kontrazyklescher Politick geschwat huet. An elo fänkt et un, e bësse komplizéiert ze ginn, fir dat alles auserneezenhalen. Wann ech mech richteg erënneren kann, huet den Här Finanzminister vu kontrazyklescher Politick geschwat am Kader vun de Steierlicherungen, notament wat d'Betriebsbesteuerung ugeet. An dat hat ech schon ugeschwat bei den Douzièmes provisoires. Mee eng classesch kontrazyklesch Politick ass jo, wann de Staat Suen investéiert, grad wann d'Wirtschaft méi lues trëppelt.

Dat bekanntst Beispill aus der Geschicht kenne mer all. Dat ass jo den New Deal vum amerikanesche President Roosevelt an den 30er-Joren, wou den amerikanesche Staat massiv an d'Infrastrukture vum Land investéiert huet. Doduerch, datt de Staat d'Wirtschaft aktivéiert huet, huet en och de Privatbetriber Opträg ginn, déi doduerch och méi Leit konnten astellen, déi dann net am Chômage waren. An déi Betriber hunn dann och Profitter gemaach, wat erëm gutt war fir de Staat, well deen och domadder konnt Steieren anzéien. An dofir gouf och eng Kierperschaftssteuer agefouert, déi och den Ënnerscheid gemaach hat ëmmerhin tëscht klengen a grouse Betriber. An net ze schwätze vum engem Spätzesteiersaz, deen op 79 % eropgeschrauft gouf. En gros: Grad an enger Krisenzäit wéi an den 30er-Jore koom et zu méi grousser staatlecher Interventioun an der Wirtschaft, awer och zu méi Besteuerung vu Kapital a Räichtum, an dat, wéi eebe gesot, grad wéi d'Wirtschaft méi lues getrëppelt ass. An dobäi war den Här Roosevelt bei Wäitem kee Sozialist.

Allerdéngs muss ee sech och froen, wat dat genau bedeit, wann d'Wirtschaft „méi lues trëppelt“, an zemoos, fir wie se méi lues trëppelt. Wann een elo d'Zuele vum Eurostat kuckt, wat de Betriebsiwwerschoss ugeet, da stellt ee fest, datt e wäit, ganz wäit iwwert deem vun den Nopeschlänner läit. Pro geschaffte Stonn läit de Lëtzebuurger Betriebsiwwerschoss bei ronn 40 Euro. An Däitschland läit e bei 26 Euro, an der Belsch bei 22 an a Frankräich bei 21. Et gëtt also nach vill Sputt no uewen, wat d'Gehälter ugeet.

Huele mer awer och elo de Bankesektor, deen u sech, wat d'Zuelen, wat d'Statistiken ugeet, derzou bäidréit, datt d'Croissance zu Lëtzebuerg manner gutt ausgesäit, an dofir gewësse Kreesser dozou verleet, d'Bild vun der Lëtzebuurger Wirtschaft méi schwach ze molen, wéi se a Wierklechkeet ass, fir doropshi kënnen dann och nom schlanke Staat ze rufen. Dat seet och d'Staatsbeamtekummer, déi sech wuel gutt auskennt, well hir Leit jo och mat deenen Zuelen am Alldag ze dinn hunn.

An do hu mer och déi Diskussioun vun der Berechnung vum PIB, op déi d'Salariatskummer an hirem

Avis en long et en large agaangen ass, an dat och scho bei den Douzièmes provisoires. Déi Fro hat ech och viru Kuerzem an enger Finanzkommissioun opgeworf, a mir kruten d'ailleurs och virgëschter eng schrëftlech Erklärung vum Finanzministère opgrond vun dëser Fro. An do wollt ech och vun der Geleeënheet profitéieren, bei all deene Kriticken, déi mer ausüben, fir dem Finanzminister a senger Mataarbechter Merci ze soen, well dat ass awer och eng korrekt Aart a Weis, fir op Froe vun Deputéierten anzegoen.

Ech ginn elo net op all Detailler an, mee et gëtt zwou gréisser Aart a Weisen, de PIB ze berechnen – do-rober wëllt d'Salariatskummer agoen –: de PIB am Volumen an deem am Wäert. A graff erkläert: De PIB am Wäert ass u sech méi héich wéi deem am Volumen, well bei deem am Volumen, do ginn d'Produktionskäschte mataberechent, also ass e méi kleng. Dat ka jo och jee no Secteur Sënn maachen. Et mécht natierlech manner Sënn an engem Secteur, wou d'Produktivitéitskäschten net esou staark schwanken, an dat ass notament de Fall fir de Bankesektor.

Am Avis vun der Salariatskummer gëtt een dann och gewuer, datt déi verschidde Methoden, fir d'Präisinflatioun unhand vun engem Indiz, deen un d'Produktionskäschte gebonnen ass, ze berechnen, also och fir d'Croissance ze berechnen, an dräi Gruppen opgedeelt sinn. Dat sinn déi Methoden, déi am beschte passen, déi, déi akzeptabel sinn, an déi, déi een op kee Fall soll uwennen.

A wat ganz interessant ass: Jee no Secteur ass dat ganz verschidden. An der Landwirtschaft oder am Bau zum Beispill spillen déi Methoden, wou d'Produktionskäschte matagebonne sinn, eng grous Roll. An déi sinn och meeschtens korrekt, wat jo novollzéibar ass. Mee bei den Activités financières sinn déi Methoden, wou d'Produktionskäschten eng grous Roll spillen, guer net korrekt, wat jo och novollzéibar ass. Dat erkläert dann och, firwat de Bankesektor, obwuel säi Wuesstem am Volumen net esou staark ass, eebe wéinst deenen héijen Zënse, well do manner Prëten ofgewéckelt goufen, trotzdem am Wäert vill méi Profitter gemaach huet, duerch eeben och déi méi héich Zënse.

Dat alles, fir et op ee Punkt erofzebriechen: Nee, der Wirtschaft am Allgemenge geet et guer net esou schlecht. Jo, Profitter gi gemaach, zemoos am Finanzsektor. An neen, dofir wier et falsch, elo op Spuerflam ze goen, ganz am Géigendeel, an et wier och falsch, d'Steieren op de Benefisser vun de Betriber mat der Géisskan erofzesetzen. Ech weess net, wéi dat soll goen, „mat der Géisskan erofzesetzen“, mee ech soen et emol esou.

An dofir ass et och net verständlech, Här President, wann dës Regierung seet, si wéilt weiderhin an deem sougenannten Objectif budgétaire à moyen terme vum der Europäescher Unioun festhalen, an engem Moment, wou souguer d'Europäesch Unioun deen Objectif budgétaire à moyen terme faleléisst.

Fir et an eng méi human Sprooch ze iwwersetzen: Den Objectif budgétaire à moyen terme setzt viraus, datt d'Budgete vun de Staaten e gewëssene Prozentsaz vun Iwwerschoss mussen ofsécheren oder wéinstens kee Defizit hunn. Dat kléngt gutt op den éischte Bléck, mee et ass haaptsächlech eng Brems bei den öffentlechen Ausgaben. Si ass jo och net fir näischt um europäeschen Niveau falegelooss ginn, well se net de Realitéiten entsprécht, zemoos net an Zäiten, wou Staate mat ville Krise befaasst sinn, mat Polykrise befaasst sinn. An déi sougenannte „gëlle Reegel“, déi guer net aus Gold ass, ass also eng Schwächung vun der öffentlecher Hand, also grad de Géigendeel vun deem, wat mir hautzedaags brauchen.

Här President, den Här Finanzminister hat gemengt, datt d'Regierung bei de Fonctionnementskäschter vum Staat spuere wéilt, ausser a gewëssene Beräicher, wéi der Educatioun, wéi der Police et cetera. Wann een elo awer de Budget kuckt, da gesäit een net vill vum Spueren. Ech sinn net deen Éischt, deen dat seet. Dat hu vill Riedner gesot, an dat ass jo och jidderengem opgefall – y compris der Cour des comptes natierlech och.

Bon, dat ass jo och gutt, wann net vill gespuert gëtt, well mir sinn net der Meenung, datt misst gespuert ginn. Ob dat mëttel- oder laangfristeg esou bleiwe wäert, wäerte mer nach gesinn. Den Här Finanzminister hat jo och virdrun, nach haut de Moien, dozou eppes gesot. Ech kommen nach dorobber zréck.

An deene verschiddene Kommissiounssätzungen – et gouf och gesot –, wou all Minister laanscht komm ass, fir zu sengem Budget Ried an Äntwert ze stoen, ass dann dacks d'Fro gestallt, wou dann elo géif gespuert ginn. A gewësse Regierungsmemberen hunn tatsächlech heiansdo ganz verduzt dragekuckt. Aus guddem Grond, well d'Spueren hate se guer net um Radar.

Här President ... A, Dir sidd et, ok. Nee, well Dir waart jo selwer Minister.

(Hilarité)

Ech mengen, all d'Vizepresidente ware souwisou Ministeren. Ech war et ni ...

(Interruption)

Glécklecherweis, soe Verschiddener.

(Hilarité)

... mee ech ka mir gutt virstellen, datt et jo ganz einfach ass, iert een an eng Regierung kënn, ze soen: „A, lo gëtt gespuert!“, a sou weider. Dat entsprécht jo e bëssen der liberaler Leier, datt de Staat egal wat mat de Steiergelder maache géif. Jo, de Staat ass net perfekt an et gëtt bestëmmt Ausgaben, déi net onbedéngt misste sinn. Ëmgedréint géllt dat awer och!

Mee wat witzeg ass, datt ass de Fakt, datt, wann d'Regierung bis steet, déi nei Ministere ganz séier mieren, datt de Staat guer net esou liichtfankeg mat de Suen ëmgeet an datt de Gros vum den Ausgabe scho Sënn erginn. Et muss ee sech bewusst sinn, wat fir eng Chance een huet, an engem Land ze liewen, wou de Staat Suen an d'effentlech Servicer oder Infrastrukture stécht.

Eng kleng Anekdot, mee dat gehéiert jo och zu enger Budgetried: Virun enger Partie Joren hat ech e Gespréich mat engem Mann aus Brasilien, dee scho 15 Joer laang zu Lëtzebuerg gelieft huet – et wäerten der elo 20 da sinn –, an deen huet nëmme Lobeshymnen op Lëtzebuerg gesungen. Nëmme Lobeshymnen! Et war mir souguer e bëssen ze vill. An do hunn ech awer och ... En huet ëmmer gesot, jo, e kéint sech guer net virstellen, zréck a Brasilien ze goen, Lëtzebuerg wier perfekt, an esou weider. An do hunn ech gefrot: „Jo, firwat? Erklär e bëssen!“ Dat wollt ech wëssen. An do huet e mech ugekuckt, wéi wann ech e Marsmännche wier, an e sot mir, textuell: „Ma well hei alles esou gutt klappt.“ An textuell sot en: „Äre Staat, dee klappt esou gutt.“

An dunn huet e mer e puer Beispiller esou erzielt: Wann een hei en Dokument vum Staat oder vum der Gemeng bräicht, da géif dat séier goen. Wann een eng Tax misst bezuelen, e Stempel misst bezuelen, da wär dat eng richteg an offiziell a keng inoffiziell Tax, déi een engem ënnerbezuelte Beamten an d'Täsch misst stiechen, well hei zu Lëtzebuerg d'Beamten och korrekt besolt ginn an hir Aarbecht prinzipiell ëmmer maachen. Mir sinn eis däers heiansdo net esou richteg bewusst.

An da si mer jo och bei de Fonctionnementskäschten. Dat sinn 8 % vum den Depensé vum Zentralstaat. 8 % ass wierklech net vill, fir e Staat zum Funktionéieren ze bréngen. Mee do gesäit d'Regierung awer eng Noutwendegkeet, fir ze handelen. An dat ass vläicht e bësse klenglech.

Am „Essentiel“ huet d'Rapportrice vum Budget och gesot, datt 80 % vum den Depensen, dorënner d'Salarien an d'Sozialleeschungen, net ze drosselle wieren. Et stellt sech awer d'Fro, aus wat déi 20 % Depensen, déi anscheinend ze drosselle wieren, bestinn. A wéi jidderree wéllt een ëmmer wëssen: Wou wéllt d'Regierung dann elo esou déck spueren?

Dat wollten d'ailleurs och zwee DP-Kolleege wëssen, d'Corinne Cahen an den André Bauler. Déi haten dem Här Finanzminister eng Question parlementaire dozou gestallt. An d'Äntwert war kuerz a knapps, iergendeppes mat „Digitaliséierung“. Dat ass dat magescht Wuert: „Et gëtt digitaliséiert.“ Ech mengen, ganz wéineg Leit wësse wierklech, wat artifizuell Intelligenz ass, mee et gëtt einfach emol dovunner geschwat. Et klängt ëmmer gutt. An duerno hätte mer och Schwierigkeeten, genuch Kandidaten ze fannen – wat en anere Problem ass, wou een awer vläicht och misst an d'Déift goen.

An doropshi wollt ech da vum Minister vum der Fonction publique an och vum Här Finanzminister wëssen, wéi a wat soll digitaliséiert ginn an inwiefern dat Poste beim Staat géif iwwerflësseg maachen. Ech hu laang op d'Äntwert gewaart. Ech krut se haut vum Här Finanzminister op jidde Fall. En hat sech jo schon haut de Moien dozou ausgedréckt. A bon, déi ganz grouss Ventilatioun gëtt et net. Et ginn eng Partie Posten tatsächlech gestrach. D'Madamm Tanson huet dovunner och virdrun geschwat, well dat ass méi accidentel wéi an der Volontéit. Mee d'Fro stellt sech, ob dat iwwerhaupt gutt ass. Well mir mengen net, datt dat gutt ass.

An ech menge ganz einfach, et ass d'Demagogie vum dëser Regierung, fir vläicht gewëssene Kreesser Freed ze maachen, fir ze soen: „Hei, mir spueren elo!“ An duerno, vu datt déi heite Regierung awer vläicht aus Leit besteet, déi awer mat de Féiss vum Buedem sinn, da mierkt een: Mee et geet guer net esou einfach fir ze spueren, ganz am Géigendeel souguer!

An da muss een awer och oppassen do mat der Digitaliséierung, ob dat automatesch derzou bäidroeg géif, datt Poste géife verschwannen. E Beispill: An der Commission jointe mat der Kommissioun vum der Gesondheet an der Sécurité sociale hat d'Madamm Deprez op d'Fro, wou da géif gespuert ginn, gesot, et géif een d'Hotline vum der Santé, déi während der Covidzäit entstanen ass a wou decidéiert gouf, se géif bäibehale ginn, ofschaffen, fir déi duerch en digitale Service ze ersetzen. Zurzäit schaffen do, wann ech mech richteg erënneren, sechs bis siwe Leit fir dës Hotline.

Ech verstinn net, firwat eng Verbesserung vum digitale Service onbedéngt bedeite soll, datt een en analoge Service net méi bräicht. Heiansdo, an zemoals an der Gesondheet, muss een och kënnen mat enger Persoun schwätzen, well dat fir vill Leit, an net nëmmen eeler Leit, méi einfach ass oder well d'Thematik vläicht méi komplex ass wéi geduecht a well et vläicht méi berouegend ass a well och déi artifizuell Intelligenz awer vläicht nach net onbedéngt esou gutt entweéckelt ass, fir op all Fro eng Äntwert ze fannen.

Mee allgemeng gesi wier et och en Denkfleer, d'Digitaliséierung oder den Asaz vu Kënschtlecher Intelligenz als Spuermesür beim Staat unzegesinn: éischens, well schon nëmmen d'Ausdeenung vum der Digitaliséierung selwer nei Aarbechtskräften

erfuerdere soll, an zweetens, well de Staat seng Servicer ausbaue soll opgrond vum der uuwessender Bevëlkerung. A Wierklechkeet misst vill méi agestallt ginn. Den Här Wilmes huet dat jo och schon ugekënnegt. Ech mengen, dat versteet jidderene – enfin, bal jidderene.

Ech hu vum Avis vum der Salariaatskummer geschwat. Elo kann ech och e bëssen op den Avis vum der Patronatskummer agoen, also der Chambre de Commerce, déi eise Premierminister esou gutt kennt. Am Finanzministère sinn d'ailleurs och scho Fakte geschafte gi mat der Nominatioun vum neien Direkter vum der Steierverwaltung, dee bis elo nach Direkter vum der Patronatsorganisatioun UEL ass.

Ech wéll natierlech net de Mann spillen, géint deen ech näischt hunn, mee et muss een unerkennen, datt mer et mat enger äusserst politescher Nominatioun ze dinn hunn, mat enger Persoun ze dinn hunn, déi och eng ganz kloer politesch Orientéierung huet, wougéint ech am Fong geholl och näischt hunn, well da weess ee weinstens, wou een drun ass – wou een drun ass mat der Regierung wuelgemierkt, well mat dëser Nominatioun gëtt d'Regierung e ganz staarkt Signal.

Am Resümee: Den eeemolege President vum der Handelskummer ass elo Premierminister an de geschwënn eeemolegen Direkter vum der Patronatsorganisatioun gëtt Direkter vum der Steierverwaltung. Dorausser léisst sech weinstens eng Saach schlëssen: De grouse Gewënner vun de Chamberswale war net d'CSV, mee d'Grousspatronat!

A wa mer et bei dësem Budget nach net richtig ze spiere kréien, da wäert et net ze vill laang daueren – mee net direkt, wéi gesot, well CSV an DP wëlle fir d'éischt nach gutt duerch d'Europawale kommen.

Dofir fannen ech och, Här President – an ech sinn net deen Eenzege, deen dat fënn –, datt d'Ried zur Lag vum der Natioun, déi jo fir den 11. Juni geplangt ass, also zwee Deeg no den Europawalen, misst u sech och virdrun stattfannen, well mer och der Meenung sinn, datt u sech all politesch Formatioun hei zu Lëtzebuerg, och an engem Kontext vum engem groussen demokrateschen Exercice, deen d'Europawalen och sinn, sech muss kënnen ausdrécken, fir datt och d'Bevëlkerung hei zu Lëtzebuerg en âme et conscience ka wëssen, wéi se soll ofstëmmen.

Dofir wollt ech och eng Resolutioun deposéieren, déi och vum der LSAP, vum de Gréngen a vum de Piraten ënnerstëtzt gëtt, fir an deem Sënn ze fuerderen, datt mer d'Debatt iwwert den État de la nation virun den Europawale sollen hei ofhalen. Wannechgelift.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

– *considérant que la déclaration sur l'état de la nation et les débats y relatifs sont prévus pour avoir lieu au premier semestre de l'année 2024 ;*

– *considérant que les élections européennes auront lieu le 9 juin 2024 ;*

– *considérant l'importance de l'état de la nation et des débats y relatifs pour le débat démocratique au Luxembourg et ceci particulièrement en amont d'une échéance électorale,*

– *décide que la déclaration sur l'état de la nation et les débats y relatifs auront lieu avant les élections européennes du 9 juin 2024 ;*

– *demande à la Conférence des Présidents de veiller à l'exécution de cette décision.*

(s.) David Wagner, Taina Bofferding, Sven Clement, Sam Tanson.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner.

M. David Wagner (déi Lénk) | Well duerno mussen mer gesinn, wéi dat duerno wäert goen. Bis elo huet d'Regierung jo eng Partie Steierkaddoe kënnen maachen, déi souwisou och schonn ugekënnegt ware vun der viregter Regierung – dat vum Steierbarème et cetera. Si huet zwee Kontinuitéitsbudgeten deposéiert. Duerno kommen eeben och nach Europawalen. An dann hu mer véier Joer laang keng Wale méi. A wann een esou e bëssen awer mathéiert, wat op d'Bevëlkerung duerkënn, da riskéiert de groussen Hummer erausgeholl ze ginn. Dat ass op jidde Fall eis grouss Suerg. Dat ass dat, wat eis Suerg bereet.

Engersäits gëtt et deen heite Budget, dee keng grouss Ännerunge virgesäit. Anerersäits gëtt et awer och en Diskurs, dee vun dëser Majoritéit an hiren Alliierten am Patronat gefouert gëtt. Et ass och keen Zoufall, datt déi nei Patronatssprooch hei Anzuch an d'Chambre fonnt huet. Et gëtt vun „Talenter“ geschwat, déi ee misst unzéien. Et gëtt vun „Decideure“ geschwat, déi ee misst unzéien an uschwätzen. Do mierkt een och, an dat ass gëschter beim Rapport vun der Madamm Adehm ganz däitlech ginn: D'Regierung deelt déi selwecht Obsessioun wéi d'Patronat: Aarbechtskräften ausserhalb vum Land siche goen an de Staat schwächen.

Ech huelen och als Beispill d'Zesummenaarbecht mat der Groussregioun. Dat Eenzegt, wat d'Chambre de Commerce ze interesséiere schéngt, ass, wéi een d'Aarbechtskraaft aus eisen Nopeschlänner eraussuckele kann. Dem Här Frieden seng Frënn vun der Chambre de Commerce hunn nëmmen eng Saach am Geescht: Wuesstem, Wuesstem, Wuesstem. Wann ech e politesche Responsabelen aus enger franséischer oder belscher oder däitscher Grenzregioun wier, da géife bei mir awer all d'Luuchten ugoen, fir esou onfrëndlech Téin vu Lëtzebuerg u sech ze héieren. Well, wat soe souwuel d'Handelskummer wéi och d'Regierung unisono? „Ma kommt, mir suckelen déi ganz Substanz vun Aarbechtskräften aus der Groussregioun eraus.“ Ganz solidaresch ass dat net! Ech weess net, ob et vun Interessi ass fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, sech bei den Noperen esou onbeléif ze maachen.

An d'Rechnung wäert och net fir eis opgoen. Dat huet ee richtig gëschter gemierkt bei der Ried vun der Madamm Adehm, wou een den Androck hat, datt de Budget, datt d'Steierpolitik, datt iwwerhaapt déi ganz Politik soll ausgeriicht ginn op déi, déi vläicht heihinnerkomme wäerten, déi sougenannten „Talenter“ an „Decideuren“, also éischter gutt betuchte Leit. A fir déi gutt betuchte Leit unnezéien, misste mir eis Steieren erofsetzen, woubäi mir déi Recettë brauche fir d'Entwécklung vum Land a fir de Besoin vum de Leit, déi hei liewen a schaffen, ob Lëtzebuerg oder Netlëtzebuerg, nozekommen. Mir hätte besser, derfir ze suergen, datt eis Nopeschgéigende sech besser entwéckelen, harmonesch entwéckelen, amplaz datt mir alles hei wëllen unzéien. Dat wier och gutt fir eng harmonesch Entwécklung op béide Säite vun de Grenzen – a villen Hisiichten.

D'Chambre de Commerce freet sech och doriwier, datt mat der Zäit d'Personalkäschte beim Staat erofgoe sollen. Dat ass jo mol ugekënnegt ginn. Wéi, wou a wat soll agespuert ginn, verréit eis d'Chambre de Commerce genausou wéineg wéi d'Regierung. Well d'Chambre de Commerce, wéi all déi Organisatiounen, déi vun der neoliberaler Ideologie befall sinn, versteet einfach net Sënn an Zweck vun engem Service public. Dobäi profitéieren och d'Betribler dovunner.

Eist Land wisst. Et kommen ëmmer méi Leit bäi. Geschwé si mer zu 700.000 Awunner. An da muss een

och wëssen, wat ee wëll! Ëmmer méi Leit, dat heescht och ëmmer méi öffentlech Dëngschtleeschungen – an net manner. Dat heescht méi Schoulen, méi Gesondheetsversuergung a sou weider a sou virun.

A wou soll een dann elo spueren? Well op de Staat ze klappen, deen anscheinend esou deier ass, op seng Beamten ze klappen, déi anscheinend esou deier sinn, dat ass jo ëmmer déi kleng Musek aus de Patronatskreesser. Dat ass eng einfach Saach, zemools am Bistro beim Patt. An dat mécht d'Chambre de Commerce – oder misst ech besser soen: de „Café du Commerce“? Well heiansdo hunn ech den Androck, datt déi zwou dat selwecht sinn.

Eng aner Obsessioun vun der Chambre de Commerce an der Regierung ass déi bekannte Schéier tëscht den Depensen an de Recetten. D'Gefor besteet, soen se, datt de Staat geschwé méi ausgi muss, wéi erakënn. Dat ass natierlech méiglech. Mee mussen mer wirklech dofir de Staat schwächen? Gëtt et keng aner Méiglechkeeten, fir derfir ze suergen, datt d'Recettë weiderhi Schrëtt mat den néidegen Depensé fir d'Servicer, déi d'Bierger brauchen, halen?

Ma dach, déi Méiglechkeete gëtt et! An déi bestinn net doranner, dass een d'Steierrecettë vun de Betriber, déi vill Profit maachen, erfrosselt. Mee dat geet natierlech schwéier, wann ee sech fräiwëlleg, sou wéi d'CSV an d'DP, an d'Geiselhaft vun der Chambre de Commerce begëtt, wann ee sech den Unkeriff vum Patronat higëtt, Talenter an Decideuren heihinner unzéie wëll, déi nëmme komme wäerten, wa mer hinnen d'Steieren erofsetzen.

Dat ass dann och awer eng Léier fir eis all an och fir d'Leit, déi eis nokucken: Mat dëser Regierung, mat der CEO-Regierung, hutt Der besser, schéi räich ze sinn, e bëssen ze blären, an da kritt Der d'Steieren erofgesat.

Här President, de Rapport vu gëschter war kloer a gutt strukturéiert, muss ech soen. Et war kee Rapport, wou een duerno erausgaangen ass, ouni esou richtig ze wëssen, wat een dozou ze soen hätt. De mëndleche Rapport huet sech vill mat der Finanzplaz auserneegesat, ganz vill. Et hat ee scho bal den Androck, Lëtzebuerg géing just aus der Finanzplaz bestoen an datt de Staat hir zu Dëngschte stoe misst. D'Madamm Adehm ass natierlech och op aner Problematiken agaangen, ënner anerem d'Iwwerschuldung vu Menagen, wat wirklech eng Tragedie ass fir déi betraffe Leit. An et si bei Wäitem net déi räichste Leit, déi dovunner betraff sinn.

An do si mer och beim Hauptproblem vu Lëtzebuerg hausgemaachter Politik ukomm: Mir hunn en Aarmutsproblem, an deen hält net of. Dat heite soll jo en Iwwergangsbudget sinn, a beim nächsten, do solle wäitgeeënd Weiche gestallt ginn. An do sinn ech awer gespaant ze gesinn, wéi den Aarmutsproblem soll ugepaakt ginn, well mir hunn hei en Aarmutsrisiko, deen nach ëmmer iwwert der Moyenne ass an nach ëmmer ganz héich ass. Ech sinn elo gläich fäerdeg.

Well esou komplizéiert ass dat jo guer net hinzerkéien. Mir hu jo gesinn, et gi jo Faveure gemaach fir d'Betribler, fir d'Promoteuren. Do geet et ganz séier. Do huet déi heite Regierung nëmmen e puer Woche gebraucht, fir do ze agéieren. An et geet genausou séier, mengen ech, fir de REVIS ze revaloriséieren, fir Steiermesüren ze huele fir elengerzéiend Leit, fir de Mindestloun endlech ze erhéien. Wéini gëtt iergendeng Kéier endlech eppes gemaach fir déi Leit, déi schaffen a wéineg verdéngen, amplaz fir déi Leit, déi besëtzen an ëmmer méi räich ginn? Well fir si, do ass et anscheinend ëmmer ganz séier, eng Mesür ze huelen!

Här President, aus all deenen Ursaache wäerte mer natierlech deen heite Budget net matstëmmen.

Et gëtt nach vill Saachen, déi ech wollt soen, ënner anerem och zu de Ratingsagenturen, déi guer net neutral sinn, déi ganz politesch sinn an déi d'Staaten ënner Drock setzen. D'Leit sollen ... Dir kënt doheem kucken an Iech informéieren, wat de Ratingsagenturen hir Krittäre sinn. Si setzen d'Staaten ënner Drock, soss kréien déi Staaten hir Nott erofgesat. A wann den Här Finanzminister seet: „D'Ratingsagenturen wäerten eis Politicken net diktéieren“ ... Dach, si diktéieren eis Politik! Mir schwätze permanent vun Triple-A. Si diktéieren eis Politik. Si wëllen zum Beispill, datt d'Betribsbesteuerungen erofginn an esou weider. Si hunn d'Politick vun de Griichen diktéiert. Mir wëssen, wouhin dat gefouert huet. Passt op mat deene Ratingsagenturen, dat si keng Gudder! Mir hunn dat vläicht dës Kéier bei dësem Budget net gesinn, vläicht wäerte mer dat beim nächste Budget gesinn.

Ech soen Iech Merci.

M. Marc Baum (déi Lénk) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Wagner. An dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Franz Fayot. Här Fayot, et ass un Iech. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Franz Fayot (LSAP) | Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Budgetsdebatte sinn ëmmer e wichtige Moment vun der parlamentarescher Demokratie. Et ass de Staatsbudget, wou all d'Fiedem zesummekommen. D'Debatte bréngen dofir un d'Dageslicht, wéi d'Regierung hir Prioritéite setzt an a wéi eng Richtung et soll goen, well Defizit, Schold, Recetten an Ausgabe si kee Selbstzweck.

De Budget weist och ëmmer eng Visioun fir d'Land a fir d'Gesellschaft. Eis Fraktiounspräsidentin Taina Bofferding ass an hirer Ried schonns dorop agaangen an ech maachen dat och lo natierlech net méi hei am Detail nach eng Kéier, mee d'Staatsfinanze missten en fait eng Strategie ze erkenne ginn, wéi d'Regierung eis Gesellschaft wëll méi gerecht, méi resilient a méi nohalteg gestalten.

Dëse Méindeg war Earth Day, deen eis nach eng Kéier drun erënnert huet, dass mer scho säit ville Jore géint-iwwer eisem Planéit op Kredit liewen. D'Prioritéit, de Fokus vun dëser Regierung läit eenzeg an eleng op dem wirtschaftleche Wuesstem, deen zwar néideg ass, wann e qualitativ ass, awer weeder eng Strategie nach eng Visioun ass. En ass och keng Politik. En heescht just, dass mer wëlle méi Sue verdéngen als Land, nach méi Suen. E seet awer net, wéi ee mat deene Sue soll émgoen.

Här President, et ass bis elo nach net ganz vill vun Europa geschwat ginn. D'Madamm Tanson huet de Rapport vum Enrico Letta ernimmt, „Much more than a market“, deen d'lescht Woch erauskomm ass, deen effektiv eng ganz Rei vu gudden an interessante Recommendationen huet. Mir sinn e puer Woche virun den Europawalen. An ech wollt awer e puer Wuert soen zu deem Rapport an och zu enger Partie Diskussiounen, déi fir de Moment lafen, well Europa – dat dierfe mer ni aus den Ae verléieren – ass essentiel fir eist Land. Et gëtt keen anert Land wéi Lëtzebuerg, wat esou ofhängeg ass vum Bannemaart an och deem säi Budget esou ofhängeg ass vun engem Europa, wat funktionéiert. Wéi de Jacques Delors sot: „L'Europe, c'est comme la bicyclette : si elle n'avance pas, elle tombe.“

A mir sinn an engem Moment ukomm, wou mer u sech gesinn, dass et e Sträit gëtt, jo, eng Diskussioun zwëschent éischter Konservativen a Liberalen, déi

den Accent op d'Kompetitivitéit leeën an déi fannen, dass de Green Deal, den AI Act, d'Liwwertkettesgesetz an aner europäesch Reglementatiounen de Wuesstum an d'Kompetitivitéit vun Europa a virun allem vu senger Memberstaate bremsen.

An dann, fir dat elo e bësse karikatural duerzestellen, awer trotzdem, mengen ech, trëfft et zou, gëtt et déi éischter progressiv, déi an enger Verdéiwung vum Bannemaart am Sënn vum Enrico Letta senger Recommendationen, och enger Finalisatioun vun der Capital Markets Union an enger Verdéiwung vum Bannemaart, am Green Deal, an engem ambitiöse soziale Pilier, an enger Digitaliséierung a Kënschtlicher Intelligenz, déi konform zu eise Valeure sinn, d'Zukunft vun Europa gesinn. An ech hoffe grad ewéi d'Madamm Tanson, dass eist Land, eis Regierung elo net zu där éischter Kategorie gehéiert a mengt, dass mir an eis Finanzplaz iergendepes dorun ze gewannen hätten, eng europäesch Integratioun ze bremsen, an dass mer do iergendwéi kéinten eis Kaarten aus deem Spill erauszéien. Nach eng Kéier: Kee Land ass méi wéi Lëtzebuerg ugewisen op e gutt funktionéierende Bannemaart an op eng Verdéiwung a Verbesserung vun Europa.

Här President, nei Akzenter, d'Taina Bofferding huet dat gesot, si rar an deem Budget, wat een natierlech zum Deel kann domadder erklären, dass d'Regierung eréischt säit fënnf Méint am Amt ass, oder säit véier Méint, awer net nëmmen. An déi Mesüeren, déi geholl goufen zum Beispill am Beräich vum Logement ... Nach eng Kéier: Eis Fraktiounspriecherin ass dorobber agaangen, mee de Finanzminister huet de Moien an de kriteschen Avis vum FMI genannt an och vun der Lëtzebuerg Zentralbank, déi een net ka suspectéieren, dass se immens sozialistesche sinn, mee déi awer trotzdem eis Analys rejoinéieren. Déi Mesüeren, déi Der do huet, dat si Mesüeren, déi haaptsächlech op der Demand-Säit sinn, steierlech Mesüeren, wou d'Angscht vun engem FMI ass, dass se effektiv d'Präisdeierecht erëm unheizen an engem Moment, wou effektiv déi Präiskorrektur lo säit 2022 amgaangen ass.

Dir hutt et selwer gesot, minus 7,6 % bei de VEFAen, eng minus 14 % bei deenen existente Wunnengen. Dat ass e Marché, deen amgaang war, sech ze korrigéieren, an dofir ass d'Crainte effektiv, wa mer elo hignig an de Multiproprietären, och de Promoteuren do Steierkaddo maachen, dass dat natierlech alles erëm agepräist gëtt an d'Präisser vun de Wunnengen, dass dat déi Korrektioun stoppt a mer domadder erëm eng Kéier näischt erreicht hunn.

(Interruption)

Ech mengen, soss effektiv ass zum Logementspark alles gesot, och effektiv de Kampf géint d'Aarmut, deen Der Iech grouss op de Fändel geschriwwen hutt, ass net deen, dee mer eis och an deem Budget erwaart hätten.

Här President, d'Maß aller Dinge bleibt de PIB-Wuesstum. Et soll een – an ech géif dat och gären direkt soen – de PIB net verdäiwelen. E Land brauch wirtschaftlech Aktivitéit, allerdéngs Aktivitéit, déi qualitativ ass, déi am Aklang ass mat Mënsch a Planéit. Wat problematesch ass, dat ass den Tunnelbléck op de PIB-Wuesstem. Dofir muss mer d'Lëns méi grouss opmaachen, och an der Aart a Weis, wéi mer eise Budget kucken. D'LSAP plädéiert scho méi laang derfir, de Bien-être vill méi staark als roude Fuedem an d'Budgetsdokument ze integréieren.

Ech hunn dofir och als Wirtschaftsminister ëmmer dem Statec seng exzellent Aarbecht an deem Beräich ënnerstëtzt an och seng Zesummenaarbecht mat internationale Fuerscher an Institutiounen wéi der

OECD. Trotz e puer Mentiounen an der Präambel vum PNR, dee jo elo ad acta geluecht gëtt, a vum Budget 2022 an och am Rapport vum Observatoire de la compétitivitéit huet de PIBien-être et awer ni an de Budget selwer gepackt.

An do sinn ech och bei vergaangene Finanzministerechen ëmmer op Granitt gestouss, wat awer, mengen ech, näischt mat hirer mauvaise Foi ze dinn hat oder dass se sech do virdu verschloss hätten, mee wat domat ze dinn huet, dass, wann een dat wëll maachen, dat effektiv e Paradigmewissel duerstellt.

Wéi 2007 de Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi erauskoum, war eist Land Virreider mat der Ëmsetzung vun enger Approche PIBien-être. De Conseil économique et social, zesumme mam Conseil national du développement durable, huet direkt ugefaangen domat, sech dee Sujet ze appropriéieren 2009, an 2013 ass dunn effektiv de PIBien-être mat 63 Indicateuren finaliséiert ginn am Kader vum Conseil économique et social an hat domat och d'Caution vun der institutionaliséierter Zivilgesellschaft.

Dat heescht, mir waren do zu deem Moment wierklech Virreider an där Approche, wat eng aner Approche war, fir op d'Politicken ze kucken, wéi se och an engem Budget kéinte gemaach ginn.

Net méi spéit wéi am Mäerz dëst Joer huet de Statec säi véierte Rapport iwwert d'Wuelbefannen zu Lëtzebuerg erausginn. D'Aarbecht vum Statec, déi objektiv a subjektiv Indicateuren huet, gëtt am „Luxembourg Index of Well-Being“ synthetiséiert. Et ass eng Méiglechkeet, et ass en Instrument, dem Wuelbefannen vun de Bierger/innen eng Visibilitéit am ëffentlechen Debat ze ginn.

Nach si mer net do, wou mer gäre wäeren. Et gëtt methodologesch Erausforderungen ze meeschten, well déi meeschten Indicateuren net esou séier opbereet kënnen ginn, wéi dat beim PIB de Fall ass. Idealerweise misst jo esou en Indicateur wéi de „Luxembourg Index of Well-Being“ all Trimester kënnen zesumme mam PIB publizéiert ginn. Dofir misst een dem Statec natierlech engersäits vill méi Moyene gi wéi dat, wat se fir de Moment hunn, an anerersäits brauch et awer och den Austausch vun Donnéeën tëschent Administratiounen, fir dat méiglech ze maachen.

D'Wuelbefannen an enger Gesellschaft huet vill Dimensionen: d'Inegalitéiten tëschent de Leit, den Zoustand vun eiser Ëmwelt, déi ëffentlech Gesondheet, d'Participatioun vun de Bierger oder nach d'Sécherheetsgefëll. De Revenu spillt evidemment och eng ganz wichteg Roll, gradesou wéi d'sozial Kontakter.

Dat Wuelbefanne statistesch ze moossen, bedeit also, dass mer net méi op deem A blann sinn an all déi Aspekter do ausblenden. Eng Ekonomie kann nämlech nëmmen esou staark sinn, wéi et d'Gesellschaft ass.

Eng gesond, laangfristeg ekonomesch Entwécklung vum Land bedéngt, dass mer eng performant Gesondheetsversuergung behalen, dass mir an engem intaktem Ökosystem kënnen liewen an dass eis sozial Kohäsion och zolidd ass. Dat ass och dat, wat sech erausschiet, wann een d'Evolution vum „Index of Well-Being“ vergläicht mat der Evolution vum PIB.

Op d'Zäitschinn 2010 bis 2022 gekuckt, stellt ee fest, dass d'Wuelbefanne bal op der Plaz trëppelt, während de PIB pro Kapp am nämlechten Zäitraum däitlech geklommen ass. Kuckt ee sech déi Saach méi genee un, da kennt een zur Konklusioun, dass de Logement, mee och déi sozial Kontakter an den Equiliber tëschent Beruff a Privatliwenelementer sinn, déi d'Wuelbefannen erofzéien.

Tëscht 2014 an 2021 hu sech déi zwee, PIB a Wuelbefannen, parallel no uewe beweegt, mee et gesäit

een awer och, dass an de Joren 2021 an 2022 – dat huet da wuel och mat der Pandemie ze dinn – deen Delta, déi Schéier zwëscht deenen zwee erëm méi staark ausenanergaangen ass.

Et ass op alle Fall d'Demonstratioun, dass méi Wuesstem net automatesch zu besserer Liewenskonitiounen bei de Leit féiert. D'Geld mécht net ëmmer méi glécklech. Dat Onbehege fënn et een zum Beispill och erëm an der ëffentlecher Biergerbefragung, déi d'„Luxembourg Stratégie“ am Dezember 2022 bei ongeféier 800 Participanten gemaach huet. Dobäi ass erauskoum, datt 80 % vun de Befroten eng Präferenz hate fir e Gesellschaftsmodell mat mander wirtschaftlechem Wuesstem, och mander Revenu, awer dofir enger verschouenter Ëmwelt a méi regionalen a kreeslafwirtschaftlechen Wäertschöpfungsketten an enger méi convivialer Gesellschaft. Déi selwecht Unzuel, 80 %, huet allerdéngs uginn, dass si der Meinung wier, dass deen Zenario dee wier, vun deem mer am wäitsten ewech wäeren.

D'Wuelbefanne reegelméisseg ze moossen, ass eng éischt wichteg Etapp. An enger zweeter Etapp sollt een d'Wuelbefannen och systematesch bei der Ausaarbechtung vum Budget berücksichtegen. Genee op deem Punkt brauch et awer ëmsou méi de politesche Wëllen. Et géng eis erlaben, vun deem reng quantitativen Denken an der Budgetpolitik fortzekommen, hin zu enger Budgetpolitik, déi evidenzbaséiert schafft an déi sech u Resultater orientéiert, déi musse mëttelfristeg erreicht ginn. Amplaz just ee Budgetartikel ze hunn, deen iergendee Montant vu Recetten an Dépense mat sech bréngt, géng een thematesch Indicateur mat setzen an iwwert d'Jore kucken, wéi déi Indicateuren sech entwéckelt hu par rapport zu de budgetäre Mëttel, déi een dofir bereitgestallt huet.

Mir wëssen alleguer aus Erfahrung, dass et net ëmmer duergeet, wann een nëmme just e bësse méi Suen an e Budgetartikel setzt, wann ee wierklech wëll virkommen. An op där anerer Säit kënnen mer eis et am Fong och net méi wierklech erlaben, fir Suen an e Budgetartikel anzusetzen, ouni ze analyséieren, ob mer wierklech dat erreicht hunn, wat mer eis virgeholl hunn. Mir müssen also vill méi systematesch wëssenschaftlech Evaluatioun ex post vun eise Politicke maachen an eis Budgetmëttelen deem upassen. Dës Method géng eis Budgetpolitik méi un eis haiteg Zäit upassen a fir méi Transparenz am ëffentlechen Debat suergen.

Léif Kolleegen, et gëtt Beispiller vun dëser Method. Mir hu schonn des Éfteren hei an der Chamber iwwert dat franséisch Beispill geschwat. A Frankräich ass 2001 mat der Loi organique relative aux lois de finances, besser bekannt ënnert dem Kierzel LOLF, de Versuch gemaach ginn, eng Budgetisatioun no Objektivier ze maachen. Dat ass natierlech net perfekt an dat ass och net perfekt ëmgesat ginn, mee trotzdem war et am Fong en interessant Experiment, fir och iwwert d'Rapports annuels de performances ze kucken, wéi déi Politicken, déi sollten am Budget ëmgesat ginn, dann och wierklech realiséiert gi sinn.

Allerdéngs muss ee soen, dass déi franséisch Cour des comptes och zur Konklusioun komm ass, dass déi Instrumenter, déi an der LOLF dra waren, wéi zum Beispill d'Rapports annuels de performances, net wierklech genotzt goufen, fir déi budgetär Enveloppen anescht ze verdeelen. Also nach eng Kéier: Dat weist, dass den néidege politesche Courage onverzichtbar hei ass, wann een dat wëll maachen. Soss muss een et am beschten direkt si looschen.

Wann een natierlech esou eng Approche hëlt an dat wëll maachen, dann ass et kloer, dass dann och méiglecherweis e puer onkonfortabel Wouerechten dobäi erauskommen.

Neiséiland huet jo och scho viru fënnef Joer international Opmierksamkeet kritt, wéi se hire „Wellbeing Budget“ presentéiert hunn. Am Dokument dozou schreiw se selwer, dass eng gutt wirtschaftlech Entwécklung net heescht, dass jiddwieren och dovunner profitéieren.

Wuesstem ass, wéi gesot, keng Politick a léisst och eng Partie Leit zréck. Et ass falsch, ze behapten, dass dës Leit manner geschafft hätten. D'Schold läit, wéi gesot, am Modell, deen oft leider systematesch inegalitär an och onfair ass. Dofir hu se an Neiséiland e soziaalt Netz duerch d'Regierungspolitick gestréckt. Dat heescht, d'Verwaltunge schaffen zesammen, fir Mesürene ze entwéckelen, déi d'Wuelbefanne mat abezéien. Et ass kloer, dass déi Mesürene och à long terme eng positiv Wierkung mussen hunn, fir esou och Generatiounegerechtkeet mat ze garantéieren.

Esou eng Aart vu Politick ass méi demokratesch a si féiert och dozou, dass d'Regierung gezwongen ass, Rechenschaft ofzeginn. D'Ministere mussen erklären, wéi a firwat hir Mesürene zum Wuelbefanne vun de Leit bäidroen an da gëtt de Bilan gemaacht.

Natierlech ass och den neiséilännesche Modell net perfekt. Och hire „Wellbeing Budget“ stoung an der Kritik. Mee et muss ee weider dru schaffen an aus Feeler léieren, well d'Approche ass richtig, fir d'Wuelbefanne vum Mënsch ze prioriséieren. Dorunner wäerten och d'Pionéier wéi Neiséiland festhalen.

E weidert Beispill ass Island. Island ass e Land änlech wéi Lëtzebuerg: e klengt Land, eng kleng Bevëlkerung, wat ganz staark gewuess ass mam Finanzsektor a wat du mat der Finanzkris 2008 ganz massiv d'Rechnung dofir krut. An trotzdeem ass et dem Land gelongen, sech a kierzester Zäit wirtschaftlech ze erhuelen. An och dat huet mat dem Paradigmewissel ze dinn. Et gouf gekuckt, wat d'Prioritéite vun de Leit sinn a wéi een dës sozial an egalitär Elementer an d'Wirtschaft implementéiere kann. Amplaz vun nëmme Wuessstem a materiellem Wuelstand soll d'Wuelbefanne vun de Leit an de Virdergrond geroden. D'„Indicators of well-being“ stinn dann och a Relatioun zu de Sustainable Development Goals vun de Vereenten Natiounen. Dat weist, dass dee PIB du bien-être net just eng Etikett ass, mee dass et en Deel vun enger sozialer Wirtschaftspolitick ka sinn, déi de Mënsch an de Mëttelpunkt stellt.

Wat dës Virreiderlänner matenee verbënnt, ass, dass d'Wirtschaftspolitick net an den Hänn vun engem Minister oder enger Regierung bleift, mee dass d'Biergerbeedelegung eng wichteg Roll spillt. Eise „Luxembourg Index of Well-Being“, ech hunn dat gesot, ass deemools tëschent Sozialpartner ausgeschafft ginn. Haut géif ee warscheinlech och nach e Biergerrot dozou aberuffen, wéi mer dat an de leschte Jore beim Klima gemaacht hunn, wéi mer et och beim Aménagement du territoire gemaacht hu mam Luxembourg in Transition an och bei „Luxembourg Stratégie“.

Als Éischt muss ee mat de Leit schwätzen, fir ze wëssen, wou de Schong dréckt a wat eeben d'Prioritéite sinn, déi eng Regierung beim Plange vum Budget ze berücksichtegen huet. Wales kuckt hei zum Beispill de Sustainable Development Principle. Dat heescht, d'Politick soll net just d'Besoiner vun haut kucken, mee et soll eng Politick mat Wäitbléck sinn, déi och op d'Besoiner vu muer ageet an déi de Liewensstandard vun zukünftige Generatioune verteidegt. E Wäitbléck, dee mer am Ablack net hunn, an ech mengen domadder net dës Regierung, ech mengen natierlech och deen, dee mer an deene viregte Regierungen net haten, well mer eis einfach déi Method do nach net ginn hunn.

Net méi spéit wéi d'lescht Joer huet déi japanesch Presidence vum G7 d'OECD mandatéiert, fir ze

kucken, a wéi enge Länner d'Wuelbefanne Bestanddeel vun enger Evaluatioun vun den effentleche Politicke wier. Nieft Frankräich, Schweden oder Australie sinn och Kanada, Irland, Island an Neiséiland op dee Wee gaangen. Et kéint een och nach Schottland nennen, déi dat och ganz staark gemaacht hunn. Mir wieren also och à ce stade scho laang kee Virreider méi, wa mer géingen d'Wuelbefannen als roud Fuedem vun eisen effentleche Politicke berécksiichtegen.

Allerdéngs, wa mer et net maachen, gerode mer ëmmer méi hannendran, wat schued wier, well et och international do ëmmer méi eng grouss Prise de conscience gëtt, dass de PIB net méi duerget als Kompass vun enger Politick, déi dem Mënsch an dem Planéit gerecht gëtt – wat en natierlech och am Fong ni hätt dierfe sinn, wann een och d'Auteure vum PIB liest, wat déi deemools dozou gesot hunn.

Nieft den Objectifs de développement durable vun der UNO gëtt et d'Initiativ „Beyond GDP“ vun der EU an de „Better Life Index“ vun der OECD. An ech weess, Här Finanzminister, dass Dir och deemnächst wäert bei der OECD sinn, fir justement iwwert dat doten ze schwätzen. Et huet allerdéngs nach keen internationalen Indicateur sech duerchgesat, fir de PIB, trotz all sengen Imperfektionen, ze remplacéieren. Dorunner musse mer onbedéngt weider schaffen. An do si mer als LSAP, Här Minister, Dir Häre Ministeren, och absolutt bereet, fir mat dëser Regierung, wa se dat da wëll – an ech weess, Dir hutt dat am Regierungsprogramm stoen, fir dat ze analyséieren –, konstruktiv matzehëlfen, well mer wierklech mengen, dass dat e Gamechanger och ka sinn an enger moderner Budgetspolitick. En attendant, dass et en internationalen Indicateur gëtt, sollte mer awer emol bei eis hei ufänken.

Här President, ech hunn dann och nach eng Motioun hei zu dësem Punkt, déi ech gäre wëll deposéieren, déi effektiv och op déi Viraarbechten hei zu Lëtzebuerg ageet, op de PIBien-être, op d'Aarbecht vum Statec, deen och constatéiert, dass et véier Beräicher gëtt an deem Rapport, dee lo verëffentlecht gouf, déi ganz speziell als problematesch fir de Bien-être ervirgehuewe ginn. Dat ass de Logement, dat sinn d'Aarmut an d'Inegalitéiten, dat sinn den Emploi an och d'Securitéit, wou mer der Meenung sinn, dass et kéint interessant sinn, wann d'Regierung sech déi véier Beräicher géif huelen, fir e Projet pilote ze maachen, fir an Zukunft dat méi genee ze moossen en vue vun enger méiglecher Integratioun an de Budget an der Zukunft. Ech mengen, et muss een iergendwann an d'Gang kommen. An déi beschten Aart a Weis, fir dat ze maachen, ass, wéi gesot, an eisen Aen, iwwer e Projet pilote.

Well mer schon an der Chamber an der Vergaangenheet och Motioune haten zum PIBien-être, zum Beispill 2020, déi, mengen ech, quasi zur Unanimitéit hei adoptéiert goufen, wou mer eis alleguerten eens waren, dass mer hei misste virukommen, hoffen ech och, dass déi Motioun hei op eng breet Zoustëmmung trëfft.

Motion 8

La Chambre des Députés,

– *consciente de la nécessité de compléter le produit intérieur brut (PIB) par un indicateur permettant d'aller au-delà de la mesure de richesse créée par les agents économiques sur le territoire national ;*

– *compte tenu du rapport de la commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, publié en septembre 2009, qui a dégagé des pistes en vue de mieux appréhender qualité de vie et progrès social dans une société ;*

– *vu le quatrième rapport « PIBien-être » publié en mars par l'Institut national de la statistique et des études*

économiques (Statec), qui dénote un tableau en demi-teinte en ce qui concerne l'évolution du bien-être au Luxembourg et un découplage entre l'évolution du PIB et du « Luxembourg Index of Well-Being » dans la période 2010-2022 ;

– *notant que le quatrième rapport « PIBien-être » constate que : « Quatre domaines (le logement, la pauvreté et les inégalités, l'emploi et la sécurité physique) font ressortir les défis en matière de bien-être qui persistent au Luxembourg pour que le pays atteigne un niveau de bien-être supérieur. » (p. 17 du rapport) ;*

– *étant donné l'accord de coalition, suivant lequel « le Gouvernement envisagera une méthodologie plus performante pour le calcul du PIBien-être »,*

invite le Gouvernement

– *à définir, en étroite collaboration avec les partenaires sociaux, une stratégie pour développer une méthodologie plus appropriée pour cerner l'évolution du bien-être de la population, notamment par le biais de la mise au point d'indicateurs disponibles plus rapidement ;*

– *à recourir systématiquement au « PIBien-être » en vue de l'évaluation ex-post des politiques menées ;*

– *à lancer un projet pilote pour intégrer progressivement le « PIBien-être » dans la procédure budgétaire, en commençant par les quatre domaines soulevés comme particulièrement problématiques par le dernier rapport du Statec, à savoir le logement, la pauvreté et les inégalités, l'emploi et la sécurité.*

(s.) Franz Fayot.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot.

M. Franz Fayot (LSAP) | An ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Fayot. An dann ass deen nächsten ageschriwwene Riedner den Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Keup huet am Numm vun der ADR schon eis wichtigst Positionen duergestallt. An ech wollt deenen Iwwerleeunge just nach e puer Elementer bäifügen, elo speziell iwwer Aussepolitick, speziell och e bëssen iwwer d'Arméi schwätzen, fir do vläicht och nach e puer Aspekter, déi am Kontext vum Budget awer ze diskutéieren sinn, ervirzestächen.

Dat Éischt, wat ech wëllt soen, ass vläicht: Wat de Budget vun den Affaires étrangères ugeet, misste mer vläicht och kucken, fir de Statut financier vun den diplomatesche Karriären ze reviséieren. An ech soen dat ganz bewusst hei, ech soen dat hei ganz bewusst aus engem ganz klere Grund, well elo d'Regierung successiv ëmmer soen, si wäere fir Chancëgläichheet, wat mer och ënnerstëtzen, an do ass de Problem vun de Conjointe vun den Diplomaten. Mir hunn ëmmer méi Problemer, Leit ze fannen, fir an d'Ausland ze goen, well de Conjoint vun deene betreffenden Diplomaten oder Diplomatinne finanziell nëmme Nodeeler huet, wann e matgeet, mat deem Resultat, dass mer manner Leit hunn, déi wëllen an d'Ausland goen. An ech mengen, et wär un der Zäit, dass d'Regierung dee Problem mol eng Kéier géing kucken, fir datt och dee Beruff attraktiv bleift. Dat si ganz kleng Zommen, déi hei um Spill stinn, mee déi et awer eisen diplomatesche Vertrieedunge géingen erméiglechen, besser ze fonctionéieren.

Wat de Réseau diplomatique ugeet, do wäert ech lo e bësse méi laang driwwer schwätzen, well mir misste vläicht eng Kéier de Bilan maachen, wat déi Presenz

am Ausland eigentlech fir Lëtzebuerg fir Resultater bréngt, fir mol eng Kéier do an eng Logik ze goe vun engem Audit, fir ze kucken: Wat hu mer ausginn a wat ass d'Resultat? Ech gi just e puer Beispiller hei, fir ze soen, wéi een dat kann ugoen.

Den Afghanistan: Mir hate während Joren Truppen am Afghanistan, also an der Lëtzebuurger Echelle hate mer Militär am Afghanistan. Mir hunn och do Projeten ënnerstëtzt a mir kennen d'Resultat: Mir hunn, datt d'Taliban zréck un d'Muecht koumen. A mir haten awer während deene Joren, wou mer do waren, ëmmer erëm Diskussiounen iwwer: „Wat leeft do iwwerhaapt? Wat bréngen déi Operatiounen? Wat huet dat fir e Wäert? A mir hunn awer ni de Courage gehat, wéi och aner Länner – et ass net Lëtzebuerg eleng – mol de kritesche Bilan ze maachen an ze soen: „Dat do huet kee Wäert. Mir zéien eis zréck.“ Mir hu gewaart mat anere bis zu deem Punkt, wou et iwwerhaapt net méi gaangen ass, obscho mer virdrun hätten an enger Analys scho kënne soen: „Mir zéien eis zréck.“

Mir haten eng Ambassade an Nicaragua, mir zéien eis zréck. Mir hunn a Westafrika an am Sahel Honnerte vu Milliounen iwwer Joren an eng Géigend gemaach, déi fir eis strateegesch wichteg ass. Mir hunn do Suen higinn. Déi ass ganz wichteg fir eis. Mir hunn eis elo zeréckgezunn, zesumme mat anere westleche Staaten, während ... Mir hunn also do eigentlech kee Resultat. Dat muss een och soen. Mir hunn eng Politik gemaach. Mir mussen analyséieren: Wéi ass et méiglech, datt et zu engem Punkt komm ass, wou all déi Honnerte vu Milliounen, déi mer do investéiert hunn – punktuell natierlech vläicht Guddes gemaach hunn, dat wëll ech guer net an Zweifel zéien –, awer politesch no enger Ganz Rei vu Joren, no enger ganz, ganz intensiver Zesummenaarbecht, Kooperatioun en Nullresultat bruecht hunn?

Mir hunn elo eng Tendenz, fir Ambassaden op neie Plazen opzemaachen, well mer net méi a Westafrika present sinn. Do gëtt de Benin genannt, den Togo dat si Plazen, wou och Menschenrechtsproblemer bestinn. Dat muss ee ganz kloer soen. A frappant ass dat am Ruanda. Am Ruanda solle mer anscheinend eng Ambassade opmaachen – dat ass fir eis e bëssen iwwerraschend –, fir och eng finanztechnesch Kooperatioun do ze erméiglechen, wou mer awer wëssen, datt de Ruanda e Staat ass, deen Truppen am Ausland stoen huet an do Guerillamouvementer ënnerstëtzt, den M23 an der Demokratescher Republik Kongo, datt mer hei an Europa – hei an Europa, fir de Vergläich ze maachen – géint e Land, wat an engem Nopeschland militäresch aktiv ass, Sanktiounen huelen an dorauer eng grouss politesch Prioritéit maachen. An Afrika awer, an engem Land, wat an engem Nopeschland militäresch present ass, aus Grënn, fir Gold ze sichen an anere Saachen, do maache mer eng Ambassade op, och mat deem Hannergedanken, fir kënnen da mat der Bourse do eng finanztechnesch Kooperatioun anzerichten. Et ass eng Saach, wou ee sech muss froen, ob dat wierklech politesch logesch ass.

Mir hu Massakeren am Kongo, wou déi Guerillabewegung, déi vum Ruanda ënnerstëtzt gëtt, den M23, net onschëlleg drun ass. D'UNO, d'USA an d'Belsch hunn nach de Februar dëst Joer gesot: „The United States condemns Rwanda's support for the M23 armed group“, dat ass am Kongo, a „calls on Rwanda to [...] withdraw all of its military personnel from the Democratic Republic of the Congo“. Dat ass do déi Situatioun. Dohinner gi mer eng Ambassade opmaachen.

A mir stellen eis einfach d'Fro: Wou ass d'Kohärenz an där baussepolitescher Approche? Mir hunn och zu deem Thema, Här President, do eng kleng Motioun virbereet.

Motion 9

D'Chamber vun den Deputéierten,

déif besuergt iwwer déi arméiert Konflikter an der Demokratescher Republik Kongo (DRK),

stellt fest, datt

– d'Miliz M23 an der DRK mat der Ënnerstëtzung vum Ruanda operéiert, inklusiv duerch déi ruandesch Arméi,

erënnert dorun, datt

– d'UNO an e puer Staaten, dorënner d'USA an d'Belsch, de Ruanda dozou opgeruff hunn, seng Truppen aus der DRK zeréckzézéien,

fuerdert d'Regierung op,

– de Ruanda dozou opzeruffen, déi territorial Souveränitéit vun der DRK ze respektéieren a seng Truppen aus dem Staat zeréckzézéien;

– de Ruanda dozou opzeruffen, d'Mënscherechter anzehalen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dann hu mer e puer Kommentaren iwwert d'Europäesch Unioun. Den Här Fayot hat och mat Recht schonn drop higewisen, datt dat wierklech e wichtege Sujet ass, iwwert dee mer haut nach net ganz vill geschwat hunn. Mir wëlle soen, datt mir als ADR do eng aner Positioun hu géint iwwer der Europäescher Unioun ewéi vläicht aner Kolleegen heibannen.

Mee ech stelle mol fir d'éischt fest, datt d'Europäesch Unioun an deene Reformen, déi se proposéiert ..., do geet et direkt un national Interesse vu Lëtzebuerg. Ech wëll just drun erënneren, datt am Europäesche Parlament eng Rei vu Reformpropositiounen virleien, déi d'Rechter vun de Memberstaaten drastesch reduzéieren – dat ass op jidde Fall déi Perceptioun, déi si hunn –, a gläichzäitig gëtt do probéiert, eng Rei vu Reformen duerchzesetzen, ouni eng Reform vum Traité ze maachen aus Angscht viru Referenda, aus Angscht viru nationale Parlamenten, déi da vläicht géingen eng aner Positioun vertrieben. Dat ass en demokrateschen Defizit, eng Attitud vun der Europäescher Unioun, vun deem aktuellen Europäesche Parlament, déi fir eis absolut inakzeptabel ass! Wien Demokratie wëll, därëf keng Angscht viru Referenden hunn, keng Angscht och viru parlamentaresche Prozeduren.

Eng Diskussioun, déi eis ganz besonnesch vill Suerge mécht, ass déi ëm d'Eestëmmegkeet a Steierfroen. Mir mierken, datt an der Europäescher Unioun eng ganz Rei vun Institutionen an Acteuren oprieden, déi verlaangen, datt d'Eestëmmegkeet net nëmmer an der baussenzeger Sécherheetspolitik, mee och an der Steierpolitik soll ofgeschafft ginn. A mir stelle mat gréisster Suerg fest, datt och deen een oder anere Lëtzebuurger Kandidat oder déi eng oder aner Lëtzebuurger Partei, déi an déi Europawale ginn, ufänken, d'Eestëmmegkeet a Steierfroen a Fro ze stellen.

Mir hunn haut awer festgestallt an enger Rei vun Diskussiounen an ëmmer erëm, wéi wichteg d'Finanzplaz fir Lëtzebuerg ass. D'ADR huet dat ausdrécklech betount. D'Regierungsparteie si sech däers bewusst, anerer vläicht manner, mee fir eis ass evident, datt d'Eestëmmegkeet an der Steierpolitik iwwerhaapt net därëf a Fro gestallt ginn a scho guer net vu Lëtzebuurger Instanzen! Ech mengen, wou d'Parteie maachen, ass hir Verantwortung. Et ass ganz schlëmm, datt eng DP zum Beispill do an déi Richtung ze goe schéngt. Mir fuerderen d'Lëtzebuurger Regierung op, d'Eestëmmegkeet op kee Fall a Fro ze stellen!

Motion 10

D'Chamber vun den Deputéierten,

déif besuergt iwwer d'Pressiounen, déi op Lëtzebuerg ausgeübt ginn, fir d'Eestëmmegkeet am Ministerrot a Steierfroen ofzeschaffen,

betount, datt

– d'Eestëmmegkeet a Steierfroen fir Lëtzebuerg vun zentraler Wichtigkeet ass,

fuerdert d'Regierung op,

– d'Eestëmmegkeet a Steierfroen am EU-Ministerrot op kee Fall a Fro ze stellen.

(s.) Fernand Kartheiser.

M. Fred Keup (ADR) | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Merci, Här President. Mir wëllen och ganz kloer soen, datt mir net d'accord sinn – net d'accord! –, datt all Kris, an där Europa ass, eigentlech vun europäeschen Institutiounen benotzt gëtt, fir herno méi Kompetenze fir d'Europäesch Unioun ze fuerderen. Mir hunn datt gesinn an der Covidkris, wou et soll eng Gesondheetsunioun ginn, wou een net weess, wat d'Plus-value dovunner kéint sinn. Mir hunn et elo an der Ukrain-Kris gesinn, wou eng Europäesch Verdedegungsunioun soll geschaf ginn, obscho mer schonn eng NATO hunn. Alles dat ass fir eis ganz kloer u sech e Mëssbrauch vu Krisen. Mir mussen Krisen huelen, fir eise Fonctionnement ze verbessern, fir Léieren ze zéien. Mir brauchen awer keng Kompetenzverschiebung vun de Memberstaaten op d'Europäesch Unioun.

Wat d'Arméi ugeet, Här President, do hunn den Här Roth an d'Regierung ugekënnegt, datt do en Effort de défense gemaach gëtt, wou mer och prinzipiell d'accord sinn. Och mir sinn der Iwwerzeugung, datt et wichteg ass, datt eis Staaten eng gutt Verdedegungscapacitët hunn. D'Sécherheet allgemeng, ob dat d'Police ass, Arméi, Geheimdéngscht: De Staat muss kapabel sinn, fir d'Sécherheet vu senge Bierger ze garantéieren a seng Interessen ze schützen. Do si mer eis eens.

Mee déi Fro, wéi mer déi Suen ausginn, dat ass awer eng substanzuell Diskussioun, déi mer musse féieren. Mir sinn zum Beispill der Meenung, datt mer musse kucken, datt déi Suen, déi an d'Arméi fléissen – an dat si ganz vill Suen, d'Regierung weess dat, den Här Minister huet et rappéléiert –, ausgi gi fir Saachen, déi mir hei am Land direkt kënnen och fir eise Benefiss benotzen. Dat ass emol eis Grondhaltung. Do ass d'Militärspidol eng Optioun, et ass d'Méiglechkeet vun der Kooperatioun mam CGDIS, den Objektschutz, d'Kooperatioun mat der Police, all déi Saachen, déi fir eis en direkten Avantage hunn, och Cybersecurity an och Satellitcapacités, well dat nun emol och fir Lëtzebuerg ekonomesch wichteg Domäne sinn.

Awer woumadder mir net d'accord sinn – an dat wëll ech och ganz kloer soen –, dat ass d'Kreatioun vun engem belsch-Lëtzebuurger Bataillon. Dat ass eigentlech de Paradeprojert vun der Regierung. Dee soll och kapabel sinn, a Kampfaktivitéiten engagéiert ze ginn. A wou mir och d'accord si mat ganz ville Leit an der Arméi, déi dat och net wëllen, well se einfach wëssen – vun der strateegescher Opportunitët emol ganz ofgesinn; dat ass och eng Diskussioun, déi mer musse féieren –, datt mer dat net packen. Mir sollen 375 Militäre bereitstelle fir dee Bataillon. An deem Rekrutierungsmodus, dee mir elo hunn, fanne mir déi Leit net fir den Zweck an et stelle sech ganz vill praktesch Problemer derbäi. An déi, déi mer fanne, do muss ee sech dach froen, ob mer an engem

Krisefall, dee sou schlëmm ass, datt mer e belsch-Lëtzeburger Bataillon géingen an e Kampfasaz iergendwou schécken – dat muss ee sech emol virstellen ... Mee mir brauchen déi Leit deen Abléck hei am Land, well mir hunn net vill Sécherheetskäften. An déi Leit, déi mer hunn, och an der Arméi, déi brauche mer eeben hei, fir wichtig Sécherheetsfunctiounen hei am Land ze garantéieren.

Dee ganze Projet ass komplett iwwerzunn, niewent all deenen anere praktesche Problemer, déi sech do stellen a wou et nach keng Léisunge gëtt. An dat wäerte mer am Detail diskutéieren. Eise Message ass: Jo zu enger staarker Verdedegung, awer Nee zu engem Bataillon, deen eng ganz Rei vu Problemer opwërf vu strateegescher Natur bis hin zu enger Schwächung vun eisen eegene Resilienzmeiglecheeten am Krisefall hei zu Lëtzebuerg, wat kee Sënn ergëtt.

Bei der Militärhëllef fir d'Ukrain, do wësst Der, datt mir enger anerer Meenung sinn. Mir hunn eis ëmmer ausgeschwat vum éischten Dag u fir eng Verhandlungsléisung. Dat ass nach ëmmer richtig. Mir bekennen eis dozou. Et hätt der Ukrain méi wéi gutt gedoen, wa mer vun Ufank un op dee Wee gaange wäeren. Ech brauch Iech net ze erzielen, wéi d'Situatioun am Abléck an deem Land ass. Et ass schued, wierklech schued, datt d'Politik net déi Approche vun der ADR vun Ufank un adoptéiert huet.

E Kolleg huet de Moien hei gesot, a sengem eegenen Numm: „Wa mir net sou reagéiert hätten, da géing et vläicht méi schlecht fir Taiwan ausgesinn.“ Et ass eng interessant Theorie. Mir deelen déi net, aus engem ganz einfache Grond: well mir hunn elo duerch déi Politik, déi geféiert ginn ass an deene leschten zwee Joer eng russesch-chineesch Allianz, déi an eisen Aen d'Sécherheetssituatioun vun Taiwan méi a Fro stellt, wéi dat gewiescht wär, wa mer eng Verhandlungsléisung fir d'Ukrain fonnt hätten. Dat, mengen ech, ass déi Entwécklung, déi mer gesinn. An dat ass eng, déi eis ganz leed deet.

Déi Suen, déi a Waffeliwwerunge ginn, dat si Suen, déi d'Situatioun an der Ukrain net kënnen retten. Dat muss mer einfach soen. Dat seet och all Expert. Den Admirol Bauer, deen hei war – dee mer och héieren hunn, d'Kollegen hu sech op hie beruff –, deen huet en interessanten Ausdrock gesot am Ufank vu senger Ried. En huet gesot: „The situation in Ukraine is dire, but not lost.“ „Dire“ ass op Lëtzebuergesch oder op Däitsch „unheilvoll“, mee si ass „lost“. Hie kann dat net soen, en ass Beamte vun der NATO. Mir brauchen eng aner Politik fir d'Ukrain.

Ech wëll just ... Et ass eppes, wat mech perséinlech ... Ech wëll net soen, dat ass elo d'ADR-Positioun, mee wéi den Här Baum de Moien a sengem perséinlechen Numm eppes gesot huet ... Ech wëll Iech soen: Et si Saachen – vun der politescher Analys ofgesinn – bei där Hëllef, déi mech einfach rose maachen. Ech hat eng Question parlementaire gestallt: „Wat hunn déi 6.000 Schoss Munitioun kascht, déi mer elo geliwwert hunn?“ 6.000 Artilleriegranaten, dat waren ongeféier 12 Milliounen. Mee ech erënnere mech un eng Diskussioun, déi mer haten an der leschter Legislaturperiod, wou eng Reform vum Adapto gemaach gouf. A bei dem Adapto war de Käschtepunkt, deen zur Diskussioun stoung, 13 oder 12 Milliounen. 13 Milliounen oder 12 Milliounen – et ass eigentlech déi Kategorie, iwwert déi mer schwätzen – fir 6.000 Schoss Munitioun, déi an engem Dag ofgefeiert ginn an der Ukrain, vun der ukrainescher Säit – een, zwee Deeg ass d'Consumatioun. Dat ass et.

Mir mussen einfach wëssen: Déi Suen, déi dohi ginn, retten d'Ukrain net, sécher net! Et sinn immens vill Suen. Mir sollten eis endlech op e Wee aloossen,

deen deene Leit eng reell Chance gëtt, dee Mënscheliwee rett, der Ukrain erméiglechen, hiren Territoire ze preservéieren sou wäit, wéi et nach méiglech ass, an eng Escalade ze verhënnere.

(Interruption)

Nach ee Wuert iwwert d'Justiz: D'Justiz ass och e Standortfaktor. A mir hunn hei de Problem ... an ech mengen – ech hoffen et op jidde Fall –, datt ëmmer méi Leit sech däers bewosst sinn, iwwert d'Delaian. D'Delaian, déi sinn einfach an der Justiz vill ze vill laang. An dat ass ganz wichteg och fir Entrepen, déi wëllen op Lëtzebuerg kommen, an den administrative Juridictiounen. An et ass ëmmer en Uleies vun der ADR gewiescht, fir e Steiergeriicht, en extrat Steiergeriicht, ze schafen. A mir hoffen – an dat wëlle mer der Regierung mat op de Wee ginn –, datt bei der Reform vun de Juridictiounen zu Lëtzebuerg och en extrat Steiergeriicht kann ageféiert ginn, fir datt eeben do d'Prozedure kënnen endlech méi séier oflafen.

Dat waren nach e puer Kommentare vu menger Säit. Ech soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Kartheiser. Ech hunn elo hei zwou Wuertmeldungen. Ass et, fir Froen ze stellen un den Här Kartheiser? Gutt. Dann, Här Kartheiser, huet Der déi Froen un?

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, sécher.

M. Claude Wiseler, Président | Da ginn ech dem Här Graas d'Wuert an duerno dem Här Goergen. Här Graas.

M. Gusty Graas (DP) | Merci, Här President. Jo, ech wollt dem Här Kartheiser eng Fro stellen. En huet hei sou fräi a frank behaupt, wéi wann d'DP déi Partei wär, déi sech u sech derzou bekannt hätt, fir datt d'Eestëmmegkeet a Steierfroen op europäeschem Niveau kéint opgehewe ginn. Ech wollt den Här Kartheiser froen: Kann e mer de Beweis liwweren, wou en dat hier huet, wou en dat gelies huet, wou en dat héieren huet?

Merci.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Majo, ganz gär. Ech hunn en Artikel. Et war en Zeitungsartikel iwwert dem Här Goerens seng Aussoen. Ech hunn dee lo net matbruecht. Ech kann Iech en awer gär nosichen, kee Problem. Mee Dir kritt d'Geleeënheet, dat elo hei ..., well mir hu jo eng Motioun ofginn. Dir kritt d'Geleeënheet als DP, doriwwer ofzestëmmen. An dann, wann hei ofgestëmmt gëtt, datt d'Eestëmmegkeet a Steierfroen mat Äre Stëmmen net dierf a Fro gestallt ginn – a mir wäerten den Här Goerens dann och domadder konfrontéieren –, dann huelen ech och un, datt all DP-Kandidat ganz kloer seet, datt dat fir hien net a Fro kënn, an dann ass déi Diskussioun do, mengen ech, an engem positive Sënn geléist.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Här Graas, ganz kuerz, an dann ass et um Här Goergen.

M. Gusty Graas (DP) | Ganz kuerz. An den Här Kartheiser huet mer zwar lo net direkt op meng Fro geäntwert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dach.

M. Gusty Graas (DP) | Ech wëll em just ze verstoe ginn, ouni lo schonn ze vill virzegräifen: D'DP wäert hire Walprogramm an deenen nächsten Deeg presentéieren, an do steet klipp a kloer esou eppes net dran. Dat Eenzege, wat drasteet, kann ech och elo scho soen, ass, datt mer, wat d'Aussepolitik ubelaangt, effektiv éischter der Meenung sinn, datt een do iwwert

den Eestëmmegkeetsprinzip muss an Zukunft diskutéieren.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, merci. Mir maachen elo keng Explikatioun vu Walprogrammer hei. Déi Froe wäere gestallt.

(Brouhaha)

Elo ass et um Här Goergen, fir seng Fro ze stellen, an da fuere mer weider. Här Goergen.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci, Här President. Also, et ass den ënneschten Tirang, wou ee kann auspakken. Mee ech sinn näischt aneres gewinnt vun Iech a leschter Zäit, wann Der hei probéiert, Russland gutt duerzestellen, fir ze soen, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Hunn ech dat gemaach?

M. Marc Goergen (Piraten) | ... dass déi Munitioun mat engem Adapto ze vergläichen ass. A wann Der dann den Admiral Rob Bauer zitëiert, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... dann hutt Der deem jo och bestëmmt ganz gutt nogelauschert, ...

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... dass d'Ukrain och fir eis Fräiheet kämpft an dass déi Munitioun och fir eis ass, an dass en och gesot huet, dass am Fall, wou d'Ukrain géing dee Krich net gewonnen – wat Dir jo déi ganz Zäit op der Tribün hei wëllt –, de Risiko do wär, dass och Lëtzebuerg géif vu Russland ugegraff ginn. Wann Der sou éierlech wäert ..., well d'Ukrain, déi kämpft fir eis Fräiheet mat, a wat Dir hei maacht, ass ënneschten Tirang.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Gutt. Also, ech weess net, wou d'Fro war, mee ech wëll Iech awer ganz gär äntweren.

M. Marc Goergen (Piraten) | ... wann Der nogelauschert hutt.

M. Claude Wiseler, Président | Dir braucht elo keng Äntwert ze ginn, well et keng Fro war. Mee wann Der eppes wëllt soen, ganz kuerz, wannechgelift.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Jo, mee ech mengen, dat doten, dat ass jo awer ... Dann huelen ech awer déi Méiglechkeet ze äntweren, well hei si jo eng Rei Ennerstellung gemaach ginn. Also, ech wëll Iech soen, Här Goergen: Wann ech déi Situatioun kucke vun där Politik, déi mer an de leschte Jore gesinn hunn, da stellen ech fest, datt aleng op ukrainescher Säit – bei der russescher Säit wësse mer et net – eng hallef Millioun Leit gestuerwen oder schwéier verwonnt sinn. Bei de Russe leien d'Schätzunge bei 300.000. Dat ass emol eng Saach.

Ech stellen zum Zweete fest, datt d'Meedien, déi sech intensiv domadder beschäftegen, eigentlech dervun ausginn, datt wëinstens den Ostdeel vun der Ukrain wäert geschwé komplett besat ginn. Dat ass en enormen territoriale Verloscht. Et ass net sécher, datt dat Land als souveräne Staat kann iwwerliewen. Wa mer dat gemaach hätten, wat mir gesot haten – éischstens: Mënscheliwee schounen, zweetens: d'territorial Integritéit vum Territoire sou wäit wéi méiglech preservéieren an eng Escalade verhënnere –, wär et ni sou wäit komm. Verhandlungsléisung amplaz dat, wat Dir maacht.

Dat Drëtt ass: ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Dat stëmmt dach einfach net!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et gëtt ... Ech weess, datt dat vill behaupt gëtt. Deen drëtte Punkt ...

M. Claude Wiseler, Président | Här Kartheiser, ech géif Iech awer elo bieden – mir sinn hei an enger Budgetdiskussioun –, et elo hei kuerz ze maachen.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Deen drëtte Punkt, Här President, ass och ganz wichteg, mengen ech. Et dierf een net d'Analys vun de Fakte mat Propaganda verwiesselen. Et gëtt ...

M. Marc Goergen (Piraten) | Well Dir Propaganda hei maacht.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Et gëtt am Abléck ... Nee, nee, ech maache keng Propaganda. Ech maachen Analys.

(Brouhaha)

M. Marc Goergen (Piraten) | Awer ganz kloer fir Russland maacht Dir Propaganda hei!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Ech maachen Analys, Här Goergen, ob Iech dat gefält oder net. Et gëtt an der russescher Doktrinn an an deenen Äusserunge vu russesche Politiker oder an iergendwellechen anere Sourcen, déi vun do kommen, menges Wëssens – also vun offizielle Sourcen – keng Indicatioun, datt iwwert d'Ukrain eraus iergendwellech territorial Ambitiounen géinge bestoen. Dat gëtt et net. Ech wëll net soen, datt net vläicht iergendeen Hannergedanken huet. Ech wëll och net d'NATO a Fro stellen am Fall, wou et sou sollt sinn.

Ech soen Iech just: Ech maache keng Propaganda. Meng Suerg ass d'Zukunft vun der Ukrain. Ech gesinn, datt dat Land amgaangen ass, auszubludden an ënnerzegoen. An ech soen Iech: Eis Politick hätt dat kënne verhënnere an Är Politick, Här Goergen, féiert zu engem schrecklechen Zustand vun der Ukrain, wou ech net weess, ob se et kann iwwerliewen.

Ech soen Iech Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Sou, domat ass déi do Diskussioun ofgeschloss.

4. Ordre du jour

Elo just, fir datt jiddweree weess, wou mer dru sinn: Ech hunn elo nach zwee Riedner, déi sech ageschriwwen hunn. Dat ass éischstens den Här André Bauler an zweetens d'Madamm Corinne Cahen. Ech wollt Iech elo proposéieren, datt mer déi zwee Riedner nach haut duerchuelen, datt mer duerno hannendrun déi Motioun, déi vum Här Spautz agereecht ginn ass, iwwer Taiwan nach maachen, well muer de Mëtten hu mer zéng Motiounen an eng Resolutioun. Dat ass schonn e gudden Deel Aarbecht plus nach eng ganz Rei aner Saachen um Programm. Dofir géing ech gar bis dohinner fueren. A muer de Mëtte fuere mer da weider mat der Regierung, déi Stellung hält, éier mer zum Vott vun dem Budget kommen.

Wann Der domat averstane sidd, da géinge mer elo weiderfueren, andeem mer dem Här André Bauler d'Wuert ginn, fir seng Ried ze halen. Ech wëll domat soen, datt d'DP nach theoreetesche 60 Minutten hätt.

(Exclamations et hilarité)

Mee ech géing bieden ... Ech hunn dat Wuert „theoreetesche“ net onschëlleg gebraucht.

5. 8383 – Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2024 [...]

8384 – Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2023-2027

Programme de stabilité et de croissance (PSC) et programme national de réforme (PNR) (suite)

Här Bauler, et ass un Iech.

Discussion générale (suite)

M. André Bauler (DP) | Merci, Här President. Léif alleguer, ech kann Iech direkt berouegen, ech brauch déi Zäit sécherlech net. D'Madamm Adehm huet an hirem Bericht de Schwéierpunkt op d'Finanzplaz geluecht. Dat ass e séier interessanten Exercice. Si ass domadder d'ailleurs e weidere Finanzplazexpert an der CSV, nieft dem eminenten Här Mosar. Voilà, ech géif hir dofir felicitéieren, zemol wann ee weess, wat fir e Gewicht d'Finanzplaz an der Lëtzebuurger Economie huet, wuel wëssend awer, datt mer ganz aner Branchen hunn, déi och dynamesch sinn: eist Handwerk, d'Industrie souwisou, d'Landwirtschaft an all aner schaffend Beräicher, déi zu eisem Rächtum bäidroen.

Déi Analys iwwert d'Finanzplaz, denken ech, kéint ee roueg weiderféieren. D'Madamm Adehm huet ver-sicht, se ze belichten op verschiddene Facetten, déi Plaz, mee et kéint ee se weiderféieren an deem Sënn, datt een och nach kéint kucken, inwiefern d'Vernetzung, d'Verbannung mat anere Branché spillt. Ech mengen, dat wier en interessanten Exercice, deen ee vläicht op eiser Universitét kéint weiderféieren, déi eis nach weider Erkenntnisser kéint liwweren. Jiddefalls ass den Impakt vun der Entwécklung vun der Finanzplaz op eise Staatsbudget grouss.

D'Demokratesch Partei steet fir stabill Staatsfinanzen. Dofir mussen mer eis Ressourcë gutt asetzen, fir och déi néideg Investissementer ze tätegen, déi eist Land op muer virbereeden, an ëmmer nees kapabel sinn, fir méiglech nei Recetten ze erméiglechen. Dat setzt virus, datt eis Wirtschaft attraktiv ass a bleift, datt mer weider innovéieren an datt mer eng gesond Trajectoire fir eis Staatsfinanzen hunn. Well mir brauchen e gewëssene budgetäre Spurt, fir op weider Krisen ze reagéieren. Dat ass och vun der Oppositionssäit betount ginn. Denke mer u Stéchwierder wéi „Klimakris“ oder weider nei geopolitesch Krisen. A mir mussen och e Bléck op d'Entwécklung vun den Zënse behalen, well déi Entwécklung huet jo a rezenter Vergaangenheet zu enger weiderer Belaaschtung vun de Finanze geféiert.

Och wann et op der Recettésäit fir déi kommend Méint besser ausgesäit, well do nach gewësse Solden u Steieren ausstinn, sou ass dat awer kee Grond, fir an d'Luucht ze sprangen. Virsicht ass deemno gebueden an et gëllt eeben, Fouss bei Mol ze behalen.

Léif alleguer, mir liewen an enger Zäit, wou sech eist Émfeld séier verännert, Stéchwuert „Digitaliséierung“. Villes ass a Bewegung an d'Welt vun haut ass voller Erausforderungen an Onsécherheeten.

Mir mussen eis wappnen, fir mat weltwäite Konkurrenz mathalen ze kënnen, déi riskéieren, sech vill méi séier op d'Veännerungen anzustellen, wat derzou féiere kéint, datt mir u Kompetitivitéit verléieren.

D'Regierung setzt ënner anerem dofir drop, fir d'Digitaliséierung weiderzedreiwen. Beim Staat selwer géif eis dat erméiglechen, dass déi staatlech Verwaltung méi effikass kéinte schaffen. Déi administrativ Hürden, mat deene sech d'Bierger an d'Betribler ploeg mussen, sollen och reduzéiert ginn, ënner anerem duerch de Once-Only-Prinzip. Et ass och eng Fro vu Käschte fir eis Betribler.

Well de verantwortlechen a wirksamen Émgang mat der Digitaliséierung geléiert muss ginn, gëtt dëst Thema dowéinst och méi geziilt an eise Schoule

behandelt an d'Schouloffter gëtt och dann deementsprechend reegelméisseg ugepasst.

Och wann d'Digitaliséierung immens vill Virdeeler an Opportunitéite mat sech bréngt, steet se ëmmer nees a Verbindung mat verschiddene Risiken, wéi d'Cyberattacken op d'Sitte vun der Regierung an der Chamber an de leschte Wochen et gewisen hunn. Do gehéiert et zu der ieweschter Prioritéit, derfir ze suergen, datt mir d'Sécherheet an deem Beräich verstärken a grad verschidde Risike fréi genuch erkennen, fir dergéint kënne virzegoen. D'Erfahrung léiert eis, datt mer eeben nach méi widderstandsfäeg mussen ginn an dofir an dese Beräich vun eiser Economie mussen investéieren.

Ech ginn awer och dem Här Wagner Recht – e wäert elo ganz verwonnert sinn –, datt d'Digitaliséierung sécherlech net all Problem op dëser Welt an an eiser Gesellschaft wäert kënne léisen. Dofir bleibt sécherlech de perséinleche Kontakt wichteg, och tëschent de Biergerinnen a Bierger an der Verwaltung op där anerer Säit. An ech ginn dem Här Spautz och Recht, datt et eng ganz Rétsch Leit gëtt, déi sech schwéier mat der Digitaliséierung dinn. Ech verweisen do op eng Question parlementaire, déi ech nach am Wanter gestallt hat, wou déi zoustänneg Ministesch agaan ass op eng ganz Rei Hëllefstellungen, déi och fir déi do Leit ugebuede ginn.

Här President, de Fridden an d'Sécherheet sinn déi éischt Viraussetzungen, fir e staarke Sozialstaat ze garantéieren. Direkt duerno, un zweeter Stell also, steet eeben eng gesond wirtschaftlech Entwécklung. D'Krise vun de leschte Joren hu sech op eis ekonomesch Aktivitéit negativ ausgewierkt, ob duerch Retarden an de Liwwerketten, wéi mer se während der Pandemie kann hunn, duerch héich Energiepräisser an eng héich Inflat-ioun oder och nach duerch héich Zënssätz.

2023 gouf en negative Wuesstum vun 1 % festgestallt an eng Inflat-ioun vun 3,7 %. Eis Biergerinnen a Bierger, ma och eis Betribler haten et guer net einfach, fir dës Situatioun ze bewältegen. Mee déi lescht Regierung, déi lescht Koalitioun, huet alles gemaach, wat méiglech war, fir Land a Leit, wéi den Här Roth ëmmer sou schéi seet, de Biergerinnen a Bierger, ënnert d'Äerm ze gräifen.

D'Attraktivitéit vun eiser Economie sécheren, de gesellschaftlechen Zesummenhalt stäerken an nohalteg wirtschaften, dat ass de Kader, an deem sech och dese Budget, de Budget vun 2024, beweegt oder beweege wëllt. Och dese Budget strieft also eng nohalteg Wirtschaftspolitik un a wëll de Leit finanziell ënnert d'Äerm gräifen.

D'Stärke vun der Kafkraaft bis déif an d'Mittelschicht eran, dat war a bleift och fir meng Fraktioun eng grouss Prioritéit. Als Demokratesch Partei setze mer eis dowéinst fir eng schrëttweis Upassung vum Steuerbarème un d'Präisdeierecht an.

Ech kréien e Fanger ... Ass eppes geschitt?

(Interruption par M. Gilles Roth)

A, gutt. Ech gesinn och den Här Wiseler net méi hei. Soss hunn ech hien alt hei gesinn.

(Hilarité)

Du konnt ech mech besser orientéieren u senger Mimik.

M. Claude Wiseler, Président | Här Bauler, fuert einfach weider, och wann Der mech net gesitt.

(Hilarité)

M. André Bauler (DP) | Ech spieren Iech. Ech spieren Iech, Här President.

(Hilarité)

Als DP setze mer eis jiddefalls dowéinst fir eng schrëttweis Upassung vum Steierbarème an – un d'Inflatioun wuelgemierkt, un d'Präisdeierecht. Wéi de Fonds monétaire international et viru Kuerzem bestätegt huet, huet den Indexmechanismus et erlaabt, fir am Joer 2023 de private Konsum trotz der Rezessioun héich ze halen.

Mir begréissen ausdrécklech d'Bäibehale vum Indexsystem an all déi vill Mesüeren, déi d'Mëttelschicht kuerzfristeg entlaaschte wäerten. Schon ugangs 2024 huet d'Upassung vum der Steiertabell un d'Präisdeierecht de Leit hir Kafkraaft gestärkt. Déi fréier Regierung hat eng Upassung vun 2,5 Indextranchen ab dem 1. Januar vun dësem Joer virgesinn an och decidéiert. Déi nei Koalitioun huet dann nach eemol annerhallef Tranche dropgeluecht.

De Leit hir Kafkraaft gouf gestärkt. Ma mir därefen net vergiessen, datt och a grad d'Betriben, an deenen d'Leit schaffen, mat de Suite vun der Pandemie a vun der Energiekris ze kämpfen haten. Mir setzen eis dofir virun allem als Prioritéit, fir déi Branchë vun eiser Ekonomie, vun eiser Wirtschaft, ze ënnerstëtzen, déi et am meeschte brauchen.

E pertinent Beispill an deem Beräich ass de Bausecteur. An dësem Secteur gëtt et eebe ganz vill kleng a mëttelstännesch Betriben, wou Dausende vun Aarbechtsplazen drunhänken, déi am Moment riskéieren, deelweis verluer ze goen, wa mer net reagéieren. Dës Aarbechtskräfte feelen awer spéider, wann et nees zu enger Reprise op dësem Feld kënn. An dofir musse mer alles drusetzen, fir dëse Secteur ze stabiliséieren. Fir der Kris am Bausecteur entgéintzewierken, awer och de Betriben an anere Secteuren ënnert d'Äerm ze gräifen, huet d'Regierung dofir verschidde Moossnamen en place gesat, wéi zum Beispill déi konjunkturbedéngte Kuerzaarbecht. Fir de Mount Mee kruten 111 Entrepreneuren d'Kuerzaarbecht geneemegt, wouvunner 44 dem Bausecteur eebe ugehéieren.

D'Logementskris huet natierlech och en Impakt op den Immobiliensecteur, wou d'Aktivitéit spierbar zréckgaangen ass. An deem Secteur ginn, wann een der Chambre immobilière gleewen dierf, eng ronn 400 Entloosungen erwaart. Dowéinst ass et wichteg, datt mer d'Bauwirtschaft sou séier wéi méiglech stimuléieren. Wéi sot e fréieren, en alen Ekonomiesproff, deen ech hat, ganz einfach formuléiert? „Bau gut, alles gut!“ An dësem Fall stëmmt dat schonn.

D'Ausmooss vun dëser Kris reflektéiert sech ënner anerem och doranner, dass souguer déi ëffentlech Bauräger – et ass och virunner gesot ginn – wéi d'SNHBM Schwieregkeeten hunn, fir hir Wunnengen ze verkafen, déi eigentlech als abordable Wunnenge gellen.

Léif alleguer, eis Betriben sinn awer net just der konjunktureller Entwécklung ënnerworfen, mee och eebe där energieetescher an där numerescher oder digitaler Transitioun. De Budget 2024 huet dofir als Zil, fir d'Betriben weider dobäi ze begleeden an eng dekarboniséiert Circulaire- an Digitalekonomie ze gestalten. Fir d'Betriben dobäi ze ënnerstëtzen, de Wee vun der Nohaltegkeet ze goen a méi einfach an déi duebel Transitioun ze investéieren, gëtt de Régime de bonification d'impôt bäibehalen.

Och a grad musse mer drop oppassen, datt eng gewësse Previsibilitéit fir d'Entrepreneuren an déi schaffend Leit ka garantéiert ginn an dass déi administrativ Contrainten net zu enger ze grousser Belaaschtung ginn. Dofir setze mer eis fir eebe den Ausbau vum Once-Only-Prinzip an oder fir gekierzte Reporting-Obligatiounen, wou et méiglech ass.

Mir sinn eis alleguer bewusst, datt eis Wirtschaft zu engem gudden Deel vun der Finanzplaz ofhänkt.

D'Madamm Rapporteur huet dat jo an hirem Bericht méi wéi ënnerstrach. Fir manner ofhängeg ze si vun dësem Secteur, ass et immens wichteg, datt mer d'Diversifizierung vun eiser Gesamtwirtschaft net vernoléisegen. An do huet déi fréier Regierung, déi zwou fréier Koalitiounen, scho ganz weesentlech Akzenter gesat, déi och elo kënnen weidergefouert ginn.

Verschidde Beräicher, déi et weiderzeentwéckele gëllt, leien eebe am Beräich vun der Dateverwaltung, der Kënschtlicher Intelligenz oder och nach dem Espace. Am Space zielt Lëtzebuerg mëttlerweil zu de weltwäite Precurseuren oder Virreider. Dëst ass drop zréckzuféieren, dass mir an dësem Beräich schonn zanter den 80er-Joren aktiv sinn, Stéchwuert „Société européenne des satellites“, an d'Aktivitéiten ëmmer erëm mat Erfolleg woussten auszubauen.

En attraktiven an innovativen Standuert brauch och qualifizéiert Aarbechtskräften. Et geet drëm, fir eebe spezialiséiert Aarbechtskräften op eise Marché ze bréngen, an dat an alle Branchen. Net nëmme an de Finanzen, mee mat Talent Attraction ass net just den héich qualifizierten Informatiker oder de Fongmanager gemengt, mee och Leit, déi héich Kompetenzen an handwierklech-technologeschen Aktivitéiten hunn. Dat gëtt ganz dacks am politeschen Diskurs iwwersinn.

Dëst ass eebe onëmgängelech, well mir a verschiddene Secteuren eng – et kann ee bal soen – chronesch Penurie vu Main-d'oeuvre hunn. Wéi scho gesot, mat Talent ..., verschiddener hunn dat Wuert net gär heibannen, mee mat Talent Attraction ass net just den héich qualifizierten Informatiker oder de Fongmanager gemengt, mee och Leit, déi héich Kompetenzen an handwierklech-technologeschen Aktivitéiten hunn. Dat gëtt ganz dacks am politeschen Diskurs iwwersinn.

Eng Méiglechkeet, fir eisen Aarbechtsmaart méi kompetitiv a méi attraktiv ze gestalten, läit doranner, fir eng gewësse Flexibilitéit anzeféieren, déi dem Salarié, awer och dem Betrib zeguttënn, sief dat beispillsweis – Dir wësst et – duerch den Telearbeit, duerch méi flexibel Aarbechtszäiten oder duerch den Ausbau vu Coworkingplazen – et muss ee soen –, do, wou et Sënn ergëtt, Sënn mécht.

Doriwwer eraus musse mer eis Zones d'activités économiques ausbauen an den Terrain, dee verfügbar ass, am Sënn och vu méi nohalteger Bauweis besser notzen. Dat ass och eng vun de Prioritéiten vun der neier Regierung.

Wa mer vun der duebeler Transitioun schwätzen, da si mer och séier bei der Energie. D'DP setzt sech, sou wéi et am Koalitionsaccord steet, fir en Ausbau vun den nohaltegen Energien an. Den Energiemix soll weider diversifizéiert ginn, well mer weeder vu fossille Quellen nach vun der Atomkraft laangfristeg total ofhängeg wëlle sinn. Allgemeng gëllt: D'Regierung solle, jo mussen d'Fuerschung an erneierbar an nohaltege Energiequellen ënnerstëtzen an deen dofir erfuerderte Kader setzen.

D'Investitiounen an d'Stroumnetz vu muer musse mer ganz héich halen. Mir mussen eis näischt virmaachen: Dëse Prozess ass keen einfachen, well Wand- a Solarkraft vun Wieder ofhängeg sinn. Eisen Engagement fir Offshore-Wandenergie hu mer schonn duerch eis Bedelegung um Projet fir déi éischt sougenannt „energieetesche Inseln“ – e Projet, deen an der leschter Regierung ugestouss gouf – an Dänemark ënnerstrach.

Egal wéi, mir musse wëssen, datt am Beräich vun den nohaltegen Energië weider massiv gefuerscht an investéiert muss ginn, fir Lëtzebuerg schnellstméiglech klimaneutral ze maachen a mir esou eis Ziler aus dem PNEC erfëllen. Dolaanscht komme mer net, dolaanscht féiert kee Wee. Ronn 68 % vun den Depensé vun der Enveloppe vum Plan pour la reprise et

la résilience si fir Klimamoossname bestëmmt. Domat leie mer wäit iwwert dem Seuil minimal vu 37 %, dee fir dës Moossname vun der EU fixéiert ginn ass.

Léif alleguer, am grouse Ganze kann een also soen, dass mir eis duerch eis Akzenter an dësem Budget derfir asetzen, fir dat Sozialt, d'Nohaltegkeet an d'Wirtschaft nach besser mateneen ze verbannen. Et misst een eigentlech soen: „dat Sozialt, dat Ekologescht an d'Wirtschaft nach besser mateneen ze verbannen“, well déi dräi bilde jo eng nohaltege Approche.

E groussen Deel vun eiser Wirtschaft stellt awer nach ëmmer d'Finanzplaz duer. Ech erënnere nach eng Kéier drun, dass mer während der Covidpandemie, wou et zum Stéllstand vun e sellegen ekonomeschen Aktivitéite koum, d'Gléck haten, dass de Finanzsektor dank der Digitalisierung weider fonctionéiere konnt. Doduerch war eis Ekonomie resilient, méi resilient wéi déi vun anere Länner a konnt dëse Schock besser offederen.

Den Defizit am Zentralstaat wier deemno méi grouss gewiescht – dat muss ee sech agestoen –, wa mer net iwwer esou eng staark Finanzplaz hätte kënnen verfügen, wa mer déi net gehat hätten. Dobäi muss een awer och soen, dat hänkt ëmmer vum Genre, vum Typ vu Schock of, deen eis kéint treffen. Bei engem anere Schock wier et vläicht anescht gewiescht. Hei hate mer – wann een dat soen dierf – Gléck am Ongléck.

Ronn 70.000 Persoune schaffen haut – wann een dat iwwert d'Banken, d'Assurancen a sou weider méi breet faasst – am Finanzsektor. Ech zielen och nach d'Investitionsfongen derbäi. Déi meescht Leit, déi an dësem Beräich schaffen, consommeieren och hei am Land, wat eis Betriben an hir Aktivitéit ënnerstëtzt. An dofir, Madamm Budgetsrapporteur, ass et sou, datt et sech géif lounen, dës Analys, déi Dir ugefaangen hutt, weiderzeféieren, andeems ee se nach géif verfeinere an och nach mat enger Rei Chercheuren ënnerstëtzen an deem Sënn, datt een déi Zesammenhäng, déi bestinn tëschent deene verschiddene Branchen, nach méi kloer gesäit an och déi Interdependance méi kloer erauskristalliséiert.

Jiddefalls ass et sou, datt et oui eng dynamesch a performant Finanzplaz net dee staarke Sozialstaat hei zu Lëtzebuerg géif ginn, dee mer alleguer kennen, op dee mer houfreg sinn.

Ronn een Drëttel vun de gesamte Staatsrecetten oder Steierrecettë kënn aus der Finanzindustrie, jee no Entwécklung vun der Bourse. Fir nëmme een Detail ze nennen, spullt eis d'Taxe d'abonnement tëschent 900 an 1.200 Milliounen an d'Staatskeess eran. Iwwerens dierf een net vergiessen: Mir sinn e Land, wat déi Taxe d'abonnement huet. Aner Finanzplaze kennen déi net.

Dës Ofhängegkeet vun der Finanzplaz bréngt eis derzou, datt mer alles mussen derfir maachen, fir attraktiv an och innovativ ze bleiwen. D'Finanzplaz muss mer eebe doduerjer méi resilient opstellen a weider diversifizéieren. Dobäi muss een awer an Erënnung ruffen, datt zanter der Banken- a Finanzkris an de leschten zwielef Joer, kann ee soen, déi Finanzplaz sech besser opgestallt huet, vill méi diversifizéiert ass wéi 2008 an 2009, an dass mer innerhalb vun der Spezialisatioun, déi d'Finanzplaz duerstellt, eng kloer Diversifikatioun hunn, déi eis doduerjer manner vulnerabel, manner fragill am Fall vun engem Schock mécht.

Ech bewonneren, den Här Roth kann zwee Leit gläichzäitig nolauscheren. Très bien!

(Interruption par M. Gilles Roth)

Jo, ech soe jo, Dir kënt gläichzäiteg zwee Leit no-lauchteren. Très bien!

(Interruption et hilarité)

Merci, Här Baum.

Glécklecherweis, wéi gesot, ass dat sou gaangen, an dofir, mengen ech, war et och eng gutt Iddi, fir de Voleit vun den nohaltege Finanzen weiderzuentwéckelen, Stéchwuert „duebel Transition“.

An deem Sënn hunn eeben d'DP-Finanzministeren – d'DP-Finanzministeren! – an deene leschten zéng Joer grouss Ustrengungen ënnerholl, fir eis Finanzplaz op deem Gebitt attraktiv ze gestalten. Kee Wonner, dat Lëtzebuerg haut mat senger grénger Bourse zu den internationale Virreider a Saache Sustainable Finance zielt.

Här President, all dës Moosnamen, déi de Leit an de Betriber zeguttommen, mussen och finanzéiert ginn. Do sinn d'Méiglechkeete bekanntlech net onbegrenzt. Och a Krisenzäite mussen mer alles drusetzen, fir gesond Staatsfinanzen ze garantéieren, well ouni gesond Staatsfinanzen kann ee kee staarke Sozialstaat finanzéieren.

Mir als DP hunn eis schonn ëmmer derfir agesat, dass mer eng responsabel Finanzpolitik fueren, an dofir ass et wichteg, dass mer eeben zu all Moment och kapabel sinn, fir engem neie Schock, ob e konjunkturell oder strukturell ass, finanziell entgéintzewierken.

Och wann déi makroekonomesch Aussichte fir dëst Joer mat enger Croissance vun 2 % an der Stabilisatioun vun der Inflation op 2,2 % éischer méi positiv sinn, wéi erwaart, ass d'Inflation trotzdem net ze ënnerschätzen. Et gétt erwaart, dass dës 2025 nees op 3,3 % klëmmt, well dann d'Mesure vum Energiepreisdeckel sollen auslafen.

Mee loosst eis virop kuerz nach de Stand vun eise Staatsfinanzen analyséieren. Do stiechen dräi Punkten ervir: 2023 hate mer en Defizit am Zentralstaat vun 2,3 % am Verglach zum PIB, wéi d'Zentralbank dat viru Kuerzem preziséiert huet. A fir 2024 gétt mat deem gläichen Defizit, och 2,3 %, gerechnet. Ech wëll just soen: Den Defizit vun 2023 ass no eiser Entrevue mat der Zentralbank nach eng kéier adaptéiert ginn. Den Defizit soll 2025 op 2 % erofgoen.

Dëst ass zréckzeféieren op de Finanzement vun deene verschiddenen – Dir wësst et – Solidaritéitspäck, dem Logementsdësch, der Upassung vun der Steiertabell un d'Inflation. Fir 2024 sollen d'Depensé vum Zentralstaat ëm 7,6 % an d'Recetten ëm 7,1 % klammen.

Den Objectif budgétaire à moyen terme vun 0 % soll 2024 och respektéiert ginn.

Mat der Reform vum Cadre de gouvernance européenne fällt dese Krittär – Dir wësst et – ewech.

An deem Sënn begrësse mer d'Iddi vun der Aféierung vun engem nationale Kader, deen eis dobäi ënnerstëtze soll, d'Entwécklung vun de Staatsfinanzen op laang Siicht ze suivéieren, d'Entwécklung vun der Sécurité sociale am Bléck ze behalen a fir eng gesond laangfristeg Budgetpolitik ze suergen. An engem klengen Land wéi Lëtzebuerg mat enger esou offener Economie, wéi mer se kennen, ass dat wierklech net vu Muttwëll. An zu där Diskussioun gehéiert och déi demografesch Entwécklung an hire finanziellen Impakt op d'Zukunft.

Gleeft een der Zentralbank, sou wäerten déi öffentlech Verwaltung bis 2027 all Joer mat engem Defizit ofschléissen, sou wéi dat och scho fir 2022 an 2023 de Fall war. De Solde vun der Sécurité sociale soll bis 2027 graduell erofgoen, also de positive Solde, wat derzou féiere wäert, dass dësen ëmmer manner den Defizit vum Zentralstaat kompenséiere wäert kënnen.

Wa mer eis elo mat der Staatsschuld befaassen, fällt eis op, dass dës och den Effet eebe vun de Krisen aus de leschte Jore reflektéiert. 2023 hate mer eng Staatsschuld vu 25,2 % am Verglach zum PIB an de Projektionen no soll se 2024 op 26,5 % klammen, fir dann 2025 bei bal 27 % ze leien.

D'Entwécklung vun der Inflation a vun den Zësen, dat sinn zum Beispill Ongewëssheeten, dat sinn Inconnuen, déi op d'Entwécklung, d'Evolution vun de Staatsfinanzen spille kënnen. All weider Kris, mat där een net rechnen konnt, huet direkt Konsequenze fir eise Staatsbudget. Ech mengen, do si mer eis esouwiel als Majoritéit wéi als Opposition eens. An do beweegen mer eis momentan an engem ëmmer nees labillen Ëmfeld, dat quasi all Dag Iwwerraschungen an Onsicherheit prett hält. Denke mer un e Blockage vu Schëffer am Roud Mier, an der Strooss vun Hormus oder un d'Äerdbeiwien op Taiwan, wat elo kierzlech war, oder un e militäresche Konflikt an der Strooss vu Formosa.

Zu enger responsabler Finanzpolitik gehéiert et, d'Recetté wéi och d'Depensé genee am Bléck ze behalen.

D'Experte vum Ieweschte Rot vun den öffentlechen Finanzen, dem CNFP, gesi kee Problem op der Säit vun de Recetten, mee eeben éischer op der Säit vun den Depensen.

Verschidden Depensé mussen ëmmer nees, dat muss erlaabt sinn, kritesch hannerfrot ginn. Dat ass wouer. A mir dierfen op der anerer Säit awer net an eng Austeritéitspolitik falen. Grad an dësen onrouegen Zäite brauche mer e staarke Staat. D'Leit an d'Betriber brauchen eis voll Ënnerstëtzung.

D'Investissementen mussen eeben dofir héich gehale ginn, fir déi ekonomesch Aktivitéit ze stäipen an d'Infrastrukture vum Land ze moderniséieren. An d'sozial Moosnamen dierfen op kee Fall gekierzt ginn, well déi sozial Kohäsion an Zäite vu wuessender Aarmut fir eis un éischer Plaz steet.

Och wann d'Evolution vun eise Recetten den Ament positiv agestuufft ka ginn an et do eng méi oder manner onfräiwëlleg Mouk gétt, ass et schwéier, virauszesoen, wéi sech dës Recetté konkret an den nächste Joren entwéckele wäerten, grad well mer an engem onstabilen internationalen Ëmfeld liewen.

Och d'Zentralbank recommandéiert, fir verschidden Depensen ëmmer nees kritesch ze hannerfroen.

Eis kleng Economie, déi oppen ass, gétt vun enger gewëssener Volatilitéit gepräägt. No engem externe Schock kënnen mer ganz séier a budgetär Laberente geroden.

Här President, d'Krisen aus den zwee leschte Joren, virun allem déi, hunn eisen Defizit zolidd klamme gedoen. Eis Staatsrecetten hänke staark vum allgemenge konjunkturellen Ëmfeld of, am Speziellen och vun der weltwäiter Boursenentwécklung. Denke mer nëmmen un d'Recetten aus der Taxe d'abonnement.

Dowéinst mussen mer virsiichteg virgoen: Fir de Staatsdefizit ze reduzéieren, mussen d'Depensé méi lues klamme wéi d'Recetten. Ech widderhuelen: D'Depensé mussen méi lues klamme wéi d'Recetten. Et geet net drëm, fir d'Depensen ze kierzen.

De Finanzminister sot a senger Budgetried, dass fir 2025 un engem positive Schéiereffekt tëschent den Ausgaben an den Einnamen geschafft gétt. D'Recetté solle méi séier wuesse wéi d'Depensen. Mir wëssen iwwregens och, dass nach eng Rei Solden – ech hunn et virunner gesot – aussti bei de Recetten an et dofir éischer zu enger positiver Entwécklung ka kommen.

Iwwert d'Period 2025 bis 2027 soll d'Croissance moyenne vun den Depensé vum Zentralstaat bei 4 % leien a bei de Recetté soll d'Croissance sech bei 5 % situéieren.

De Finanzminister huet an engem Interview gesot, dass manner Leit beim Staat agestellt solle ginn, och soll de Staat manner kafen a méi Gebaier lounen.

Et muss een awer betounen, dass een a verschiddene Beräicher net esou einfach op Personal verzichte kann, wéi beispillsweis bei der Police, an der Justiz oder am Enseignement respektiv an der Erziéung.

Misst et zu Reduzéierung vum den Depensé kommen, da soe mir als DP-Fraktioun, dass dëst an aller Transparenz géintwuer dem Parlament an de Biergerinnen a Bierger gemaach sollt ginn an a Form vun enger Opléschung, wéi dat och schonn an der Vergaangenheet vu fréiere Koalitioune gemaach gouf.

Do mussen mer och bedenken, dass d'nächst Joer potenziell nei Ausgaben op eis duerkommen, wéi beispillsweis d'Käschten duerch verschidde Steiermoosnamen fir d'Relance am Wunnengsbau, déi fir 2025 nach net am Finanzplang agerechent sinn.

D'Cour des comptes, de Rechnungshaff, mécht drop opmierksam, dass den aktuelle geopolitische Kontext, d'Klimakris an d'Volatilitéit vum makroekonomeschen Ëmfeld en Afloss op d'Staatsschuld kéinten hunn, wat och zu enger Deviation vun den aktuelle Prognose kéint féieren.

Et ass dofir wichteg, dass mer, wéi ech gesot hunn, dee Spillraum behalen, fir op weider Schocken ze reagieren.

Wéi de Conseil national des finances publiques betount, dierfe mer d'Defien, déi mëttel- a laangfristeg op eis duerkommen, wéi beispillsweis och déi demografesch Entwécklung – eis Bevëlkerung gétt ëmmer méi al –, net aus den Ae verléieren.

Dowéinst si mer dann och der Meenung, esou wéi d'Zentralbank et recommandéiert, dass zousätzlech Recetten, déi generéiert ginn, solle genotzt ginn, fir sech e budgetäre Puffer opzebauen.

D'Mise en place vun enger soutenabler Trajectoire fir d'Staatsschuld ass dofir onëmgänglech, fir eisen héije Rating bei der Kreditwürdigkeet och an Zukunft ze garantéieren an derfir ze suergen, dass déi méi jonk Generationen net mat enger strammer Staatsschuld konfrontéiert ginn.

Léif alleguer, dese Budget – et ass scho gesot ginn – ass en Iwwergangsbudget. Fir 2025 wäert déi nei Koalitioun sécherlech hir eegen Akzenter setzen. D'Staatsfinanzen kënnen nëmme gesond bleiwen, wann de Staat sech senger begleetender a leedender Roll bewosst ass a bleift. D'Regierung schaaft de Kader, fir dass et de Leit finanziell soll gutt goen a fir dass dat wirtschaftlech Ëmfeld attraktiv bleift.

Attraktiv bleift ee virun allem mat enger verantwortlecher Steier- a Budgetpolitik, mat modernen Infrastrukturen, mat engem zukunftsorientéierte Bildungssystem, mat performante Gesondheitsstrukturen a mat enger intelligenter Diversifizierungspolitik op wirtschaftlech Plang, déi eis och manner vulnerabel maache soll.

De Wirtschaftsminister Lex Delles setzt sech kloer derfir an, d'Entwécklung vu verschiddene Branchen ...

(Interruption par M. Gilles Roth)

... – déi eng soe Branchen, déi aner soe Secteuren, dat gétt net méi esou genee gekuckt –, wéi zum Beispill dem Space, den Daten an der Kënschtlecher Intelligenz oder de Beräich vun der Logistik virunzebréngen. Mee och den Ausbau vun der Kreeslafwirtschaft soll net ze kuerz kommen.

An dësem Kader ginn d'Ekonomie, d'Energie, d'Digitalisierung an d'Fuerschung Hand an Hand. Dofir ass et och wichteg, d'Innovatioun ze fërderen, a Start-uppen ze investéieren, mee och verschidde Projeten am Beräich vun der Recherche ze lancéieren. D'Uni spillt natierlech an deem Kontext eng entscheidend Roll an der Implementatioun och zum Beispill vun engem Medical Hub. Dës kéint och eis Industrie am medezinnesche Beräich virubringen an domadder en neie Creneau weiderentwéckelen.

Kuerz gesot, et muss een ëmmer nees innovéieren an och gewinnt Reflexer a Fro stellen. An där Erausfuerscherung géllt et, sech ze stellen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet an Är Gedold zu dëser spéider Stonn. Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech soen dem Här Bauler villmools Merci. An dann ass déi lescht geschriwwen Riednerin d'Madamm Corinne Cahen. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Villmools merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et gétt Saachen, déi kann een net einfach esou am Raum stoe loossen. Soll ee se ignoréieren? Dat ass jo dat, wat mer dacks maachen. Abee, ech mengen, et kann een net alles ignoréieren.

Et sinn Aussoen heibanne gemaach ginn, déi séier wéineg mam Budget ze dinn hunn, mee déi Aussoen, déi si just gemaach gi fir ze provozéieren. An ech kann déi einfach net esou hei stoe loossen.

Den Här Keup, dee leider elo net méi hei ass, huet sech a senger poleemescher Ried permanent selwer widdersprach. En hetzt, wéi ëmmer, géint d'Ausländer, géint d'Immigratioun, an e wëllt d'Gefill verspreeden, dass et ons besser géif goen, wa mer just ënner Lëtzebuurger wieren.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Dat ass komplett falsch!

Mme Corinne Cahen (DP) | Hie mécht esou, wéi wa just Mënsche mat Lëtzebuurger Wuerzelen a Lëtzebuurger Nationalitéit de Räichtum hei am Land geschafen hätten.

(Interruption)

Här President, kënnt Der wannechgelift mir d'Wuert ginn a kengem aneren! Merci.

M. Claude Wiseler, Président | D'Wuert huet d'Madamm Cahen, an ech géif effektiv d'Kolleege bieden, d'Madamm Cahen schwätzen ze loossen.

Mme Corinne Cahen (DP) | Ënnerschwelleg probéiert en, de Leit wäszemaachen, dass mer dee selwechten, wann net esouguer e bessere Liewensniveau hätten, wa mer gemittlech ënner ons wieren, ouni all déi Mënschen, déi aus Europa an der Welt bei ons wunne komm sinn a schaffe komm sinn. Abee, ech soen Iech: Hie läit op der ganzer Linn falsch!

Zouwanderung war fir ons hei am Land eng Chance an net, wéi hie mengt, e Problem!

Une voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP) | Wa mer eng staark Finanzplaz hunn, dann hu mer dat och deenen ze verdanken, déi bei ons schaffe komm sinn, déi mat hirem Knowhow a mat hirer Erfahrung heihinner liewe kouden.

Eng Kolleegin, d'Familljeministesche an Däitschland, hat mer virun e puer Joer gesot, dass d'Definitioun vun „Deutsche mit Migrationshintergrund“ déi wär, dass ee vun de véier Grousselteren net däitsch wär. Abee, wann ech heibanne géif froen, wien no dëser

Definitioun e Lëtzebuurger mat Migratiounshannergrond ass, dat heescht, deen entweder eng Bomi oder e Bopi huet, deen net Lëtzebuurger ass oder war, da wieren der bestëmmt vill derbäi! An dobäi sätzen hei nëmme richteg Lëtzebuurger. A wéi eng Nationalitéit oder Originn hunn d'Partner vun den Deputéierten? Ass dat wichteg? Nee! Et ass onwichtig.

Hie seet och, et misst een ophale mat enger Politick vun den Dreem. Abee, ech encouragéieren d'Regierung an de Familljeminister, mat der Politick vun der viregter Regierung weiderzefueren, der Politick vun der Offenheet, der Politick vum Accueil, der Politick vun der Solidaritéit, der Politick vum Zesummeliewen. All déi Nationalitéiten, déi hei am Land wunnen, sinn eng Chance. All dat Wëssen aus der ganzer Welt kënnt hei beieneen. Dat ass eng riseg Chance.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP) | All deenen, deenen et net esou gutt geet, egal wéi eng Nationalitéit se hunn, mussen mer hëllefen. An hëllef kënne mer just, wa mer d'Moyenen duerfir hunn. An d'Moyenen hu mer, wa mer genuch Leit hunn, déi Räichtum schafen, déi all Dag schaffen, déi all Joer Steiere bezuelen.

Da wëllt d'ADR ëmmer de Leit wäismaachen, dass ons Sprooch verluer geet. Ons Sprooch ass nach ni esou vill geschwat a geschriwwen ginn ewéi an de leschte Joren.

Plusieurs voix | Richteg!

M. Claude Wiseler, Président | D'Madamm Cahen huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Mir hunn immens vill investéiert an ons Sprooch.

(Interruption par M. Tom Weidig)

M. Claude Wiseler, Président | Här Weidig, d'Madamm Cahen huet d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | D'Lëtzebuergeschcoursé si méi ewéi ausgebucht a mir kënnen der net séier genuch nach bäisetzen. Mir hunn en Zenter fir d'Lëtzebuurger Sprooch geschaf. D'Kanner léiere richteg Lëtzebuergesch schreiwen. An ech kann Iech vläicht alleguer och en Trick ginn: Wann Der ëmmer alles spellcheckt, da schreift och Dir op eemol richteg Lëtzebuergesch.

Esou, wéi den Här Keup sech aus Etüden erausitt, wat e wëllt liesen, esou mécht en et dann och mat den Aussoe vu mir. Et ass scho befriedend, ze héieren, fir mech wier d'Integratioun verpöont. Ech engagéiere mech all Dag fir d'Integratioun an d'Zesummeliewen, well ech un d'Stäerkt gleewe vun der Multikulturalitéit, well mer all ee vun deem anere kënne léieren.

Dofir muss d'Politick och Instrumenter schafen a Plazen, wou d'Mënsche sech begéinen. An dat geschitt elo, nodeems d'Chamber dat neit Gesetz vum Zesummeliewe gestëmmt huet. An doranner kann ech d'Regierung just ënnerstetzen.

Ech hu vun him natierlech net héieren, dass mer e Problem hu mat Immigratioun oder Ausländer, wann et zum Beispill ëm d'Fleegepersonal geet. Spéitstens an der Pandemie hu mer gesinn, dass mer all Einzelnen am Beräich vun den Alters- a Fleegeheemer an och vun de Spideeler brauchen. An do kann ee keen Cherry Picking maachen. Hie schéngt d'Leit aus dem Ausland jo a verschidde Kategorien anzedeelen.

An e schwelgt an Nostalgie. E wëllt déi gutt al Zäit zrëck, déi et esou, wéi hie se beschreift, iwwerhaapt net gouf. Wéi wa fréier alles besser war! Et war anescht, d'Welt ännert, a glécklecherweis evoluéiert onst Land och mat.

Och a punkto Schoul: Mir sinn der Meenung, dass all Kand et verdéngt huet, kënne seng Schoul anstänneg ofzeschléissen an net nëmme eng Zort vu Kanner.

Une voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP) | Dofir hu mir verschidde Schoule fir verschidde Kanner geschaf. Ass et net egal, a wéi enger Sprooch ee Bio, Geo, Geschicht léiert? Et geet jo do ëm d'Matière.

Et ass do dernieft falsch, ëmmer nees ze soen, d'Kanner an den öffentlechen Europaschoule géife kee Lëtzebuergesch léieren. Genau de Contraire ass de Fall.

Der ADR hiren Discours iwwert d'Flüchtlingen ass in-supportabel. Ech wënschen Iech, ni an déi Situatioun ze kommen, dass Der viru Krich muss fortlafen. An ech erënneren drun, dass mer zu Lëtzebuerg Gesetzer hunn. Haalt also wannechgelift endlech op, ze soen, bei unerkannte Flüchtlinge géif et sech ëm Wirtschaftsflychtlingen handeln! Dat ass einfach faktesch falsch. Mir bidden deene Schutz, déi a Liewensgefor sinn. An dat mussen mer ons weiderhi leeschte kënnen.

Plusieurs voix | Très bien!

Mme Corinne Cahen (DP) | Dir maacht esou komesch Aussoen, wéi wann ons Liewensqualität erofgaange wier. Och dat stëmmt einfach faktesch net. Ausser Liewensqualität géif fir Iech bedeuten, nëmme Lëtzebuurger Noperen ze hunn.

Fir mech bedeit Liewensqualität Fräiheet. Fir mech bedeit Liewensqualität Solidaritéit. Fir mech bedeit Liewensqualität Sécherheet.

An à propos Sécherheet, et gouf gemengt, dass een nees géif ëmdréien, wann een hei mam Zuch ukënnt. Jo, et dréit een ëm, wann een esou Rieden héiert wéi déi vun der ADR de Mëtten.

Villmools merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Ech hunn elo nach eng Wuertmeldung vun dem Här Kartheiser. Vu datt d'ADR nach Zäit iwwreguhuet, kritt den Här Kartheiser nach eng Kéier d'Wuert.

M. Fernand Kartheiser (ADR) | Villmools merci, Här President. Den Här Keup ass elo leider net méi hei ...

Une voix | O!

M. Fernand Kartheiser (ADR) | ... an ech wëll elo net den Droit de réponse fir hien ausüben, ...

(Interruption)

... well et ass Fait personnel. Mee ech wëll awer op e puer Saache reagéieren, an zwar op engem Niveau, deen dës Debatt, mengen ech, awer verdéngt an engem Parlament. An dat ass emol éischtens, dass ee bei der Wourecht bleift.

Ech hunn dem Här Keup seng Ried natierlech opmierksam verfolgegt, wéi déi meescht heibannen, an ech hunn déi Saachen, déi d'Madamm Cahen do behaupt huet, eigentlech net an där Ried erkannt.

Et ass richteg, dass den Här Keup eng hollännesch Etüd zitéiert huet, an där Ënnerscheeder gemaach goufen iwwert d'Belaaschtung fir de Staatsbudget, mee dat sinn universitär Etüden, wat d'Immigratioun eigentlech fir Konsequenzen op de Staatsbudget huet. Dat sinn universitär Etüden, déi kann ee gutt fannen oder net gutt fannen, mee d'Diskussioun doriwier soll op engem akadeemeschen Niveau geféiert ginn.

Den Zoustand vun der Lëtzebuurger Sprooch hei am Land ass an eisen Aen, och a mengen Aen, net esou zefriddestellend, wéi d'Madamm Cahen dat

duerstellt. Et ass richteg, et gi Saache gemaach fir d'Lëtzebuurger Sprooch. Mir begrëssen dat alles, mir ënnerstëtzen dat alles, mee et ass laang net genuch.

Et ass einfach esou, datt an enger ganzer Rei vun Aspekter de Gebrauch vun der Lëtzebuurger Sprooch, d'Presenz vun der Lëtzebuurger Sprooch am Alldag zrëckgeet, an der Geschäftswelt, am ëffentleche Raum. A mir bedauern dat a mir wëllen alles maachen, fir de Leit ze hëllefen, déi heihinner kommen, hei liewen, hei schaffen, an och d'Patronen ënnerstëtzen, fir de Gebrauch vun der Lëtzebuurger Sprooch och an der Aarbechtszäit kënnen ze léieren.

Mir ënnerstëtzen dat alles an deem Sënn, datt mer och déi Sprooch kënnen weiderbréngen. Mir wëllen nach an Europa Initiativen huelen, fir der Lëtzebuurger Sprooch en offizielle Statutt ze ginn, wéi dat och fir all aner Sprooch do de Fall ass.

Wësst Der, Dir hutt Saache gesot iwwert d'Integratioun an d'Immigratioun ..., ech komme gläich drop zrëck. Ech wëll just e puer Saache soen. Wësst Der, Madamm Cahen, ech erënnere mech ganz gutt, wéi mer nach déi aner Säit am Cercle waren, koumt Dir eng Kéier eran – ech wëll Iech elo net wuertwärtlech zitieren, soss kréien ech vläicht eng Remontrance vum Här Graas, ech hunn dat och net matbruecht, mee et ass aus der Erënnung –, datt Der gesot hutt, datt Dir dat ganz schlëmm fannt, wann ee sech muss upassen. Mee ech hunn, wéi den Zoufall et wëllt – vläicht hat ech dat am Gespür – e puer Notize vu Saachen, déi Dir gesot hutt.

Aus dem „Lëtzebuurger Wort“ wëll ech en Artikel zitieren, d'„Lëtzebuurger Wort“ vum 7. Februar 2023: „Integratioun war gestern, heute soll das interkulturelle Zusammenleben gefördert werden. Von Familien- und Integrationsministerin Corinne Cahen [...] zum verstaubten Anachronismus vergangener Zeiten degradiert, soll das Wort Integration nicht mehr als Maßstab“ ...

(*Interruption*)

... „für das Zusammenleben der Kulturen hierzulande geltend gemacht werden.“ Net d'ADR, d'„Lëtzebuurger Wort“. Den „Essentiel“ vum 13. Februar 2023 seet: Corinne Cahen: „On ne parle plus d'intégration mais de vivre ensemble.“

Verstitt mech gutt: D'ADR huet näischt géint Vivre ensemble, ni. Mee mir stelle just fest, datt déi Presentatioun, déi Dir elo hei gemaach hutt iwwer Är Politik, wat Integratioun a Vivre ensemble ugeet, vläicht och an der Press ansicht gesi gëtt, wéi Dir dat hei elo presentéiert hutt.

De 7. Februar 2023, an engem Projet de loi, deen Dir eis presentéiert hutt an deen och gestëmmt gouf iwwert de Vivre ensemble interculturel, ass den Objet vum Projet de loi esou beschriwwen: „Le texte vise à remplacer l'actuelle approche d'intégration par une approche plus large et ouverte du ‚vivre ensemble interculturel‘.“

Ech wëll Iech soen, Madamm Cahen, et ass Äert Recht, datt alles esou ze gesinn an d'Integratioun zrëckzestellen, fir de Vivre ensemble no vir ze stellen. Dat ass Äert Recht als Politikerin. Mee mir hunn als ADR dat Recht, fir ze soen, och als gewielte Vertrieeder vum Lëtzebuurger Vollek, datt fir eis d'Integratioun un éischter Plaz steet, datt mer déi och an de Schoule wëllen. Well eng vun deene Kriticken, déi mer jo adresséieren an déi Reforme vum Schoulsystem, ass de facto mat deem Wuert, datt an all Schoul differenziéiert gëtt: „D'Kanner sinn ënnerschiddlech, dofir brauche mer och ënnerschiddlech Schoulen.“ Dat eenzegt wierklecht Resultat dovunner ass

eng Segregatioun vun de Kanner no Nationalitéit a Sprooch amplaz vun enger Integratioun!

Mir wëlle jiddereen hei am Land, an och mir heeschen déi Leit wëllkomm, déi kommen, net wéi Dir dat duerstellt, a mir wëlle souguer, datt se komplett integréiert ginn an eis Gesellschaft, och mat eiser Sprooch, mat eiser Kultur, mat eisen Traditiounen. Datt mer dat, wat mir als Traditioun als Lëtzebuurger matbréngen aus der Geschicht vun eisem Land, virginn a mat hinnen deelen. Dat ass eis Konzeptioun vun Integratioun, an zu där sti mer. An déi ass net géint iergendee gericht, wéi dat hei gesot gëtt, mee et ass, mengen ech, déi generéiert, déi optimaalst an déi éierlechst Approche, déi ee ka géintiwwer Mënschen hunn, déi an dëst Land kommen: Dat ass, fir alles mat hinnen ze deelen, wat mer kënnen offréieren. Alles an engem Geescht vun Zesummeliewen an Integratioun.

Dir hutt och geschwat vun eiser Attitud géintiwwer de Flüchtlingen. Madamm Cahen, ech invitéieren Iech vu ganzem Häerz, fir dat nozelauschteren, wat mer soen. An all eisen Discoursen, an all eisen Discoursen iwwert déi do Problematik soe mir, datt mir Jo soen zum Asyl, a mir gi Schutz fir déi Leit, déi Schutz brauchen, soulaang se e brauchen. Dat ass bei eis Credo.

Wat mir awer och soen, ass, datt Leit, déi kee Schutz méi brauchen, Leit, déi keen Asyl zegutt hunn, müssen d'Land verloossen. Dat ass Respekt virum Rechtsstaat. Mir hu Recoursen. Et si Leit, déi maachen zwee Recoursen, no allen administrativen Decisiounen, déi geholl goufen. A wann d'Gerichter zu där Konklusioun kommen, datt déi Leit keen Usproch dorobber hunn, ma dann ass et rechtsstaatlech, Decisiounen vu Gerichter ze respektéieren an derfir ze suergen, datt déi Leit dann d'Land verloossen. Mee dat ass eng Prozedur, déi mir voll respektéieren.

Mee mir soen awer och, datt Leit, déi vun Ufank u kee Grond fir Asyl hunn, déi aus reng ekonomeschem Grond sollen an Europa kommen, net solle kommen. A mat där Positioun sti mir och net eleng. Well Är Partei am Europäesche Parlament huet en Asyl- a Migratiounspakt elo gestëmmt, wou genau déi do Prinzippien eigentlech d'Grundlag si fir déi Texter, déi Dir mat uegoll hutt als Renew Europe, als Demokratesch Partei am Europäesche Parlament.

Madamm Cahen, ech invitéieren Iech, wann Der scho Kriticken un d'ADR adresséiert – wat Äert Recht ass a wat mir och eescht huelen, dofir stinn ech hei an ech äntwerten Iech drop –, dann haalt Iech wannuegglifft un d'Fakten, well eisem Land ass net gehollef, wa mer an eng politesch Kultur eraufueren, wou mer géintenee polemiséieren amplaz mateneen ze argumentéieren!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Sou, elo musse mer oppassen, wat mer amgaange sinn, hei ze maachen. Ech hunn elo nach zwou Wuertmeldungen. Vu datt déi zwou Parteien nach Zäit hunn, kann ech se net refuséieren. Ech maachen Iech just drop opmierksam, datt heibannen zu engem selwechte Sujet kee méi wéi zweemol d'äerf schwätzen. Domat wär et dann och ofgeschloss. Madamm Cahen, Dir hutt d'Wuert.

Mme Corinne Cahen (DP) | Jo, villmools merci. Ech sinn och elo ganz kuerz, fir dem Här Kartheiser ze soen: Fir awer vollstänneg ze sinn, wéi gesot, soll een net ëmmer nëmmen een Deel zitieren, da muss een och alles zitieren. Well an deem nämmlechten Artikel, wann Der deen e bësse weidergelies hätt an net nëmme just ee Bribe vun engem Saz erausgeholl

hätt, hätt Der gesinn, dass et beim Zesummeliewen effektiv drëms geet, dass mer alleguer zesumme liewen hei am Land. An et ass net, wéi an deem viregte Gesetz steet: „La présente loi s'applique à tous les étrangers séjournant légalement au Grand-Duché de Luxembourg.“ Mee dat Gesetz, dat neit Gesetz betrëfft jiddwereen, well jiddwereen ass fir d'Zesummeliewen hei am Land verantwortlech a jiddwereen ka mathëllefen, dass dat Zesummeliewen hei am Land gutt fonctionéiert.

Ech invitéieren Iech – ech liesen en elo net hei vir, Dir hutt e jo –, nach eng Kéier dee ganzen Artikel aus dem „Lëtzebuurger Wort“ vum Februar 2023 ze liesen. Da gesitt Der, dass, wann Der just dee klenge Saz do zitéiert, deen net dat erëmgëtt, wat dee ganzen Artikel seet.

Villmools merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Madamm Cahen. Da kritt den Här Goergen nach d'Wuert fir eng Minutt, déi de Piraten iwwregbleift.

M. Marc Goergen (Piraten) | Merci. Ech brauch déi och net, ech kann der Madamm Cahen just Recht ginn. Ech war awer elo e bëssen iwwerrascht, wéi den Här Kartheiser an och den Här Keup virdrun hei eng Kéier iwwert d'Lëtzebuurger Sprooch geschwat hunn. Ech kommen net ëmmer richteg no bei der ADR. Zu Keel-Téiteng hate se nämlech elo explizitt gefrot, dass d'Gemengekommissiounen géifen op Franséisch gehale ginn. An hei haalt Dir als ADR dann eng Ried fir d'Sprooch. Duerfir kommen ech net ëmmer esou richteg no an Är Sprooch. Duerfir wollt ech awer elo froen, wat dann elo Är Meenung zu eiser Sprooch ass, well ech mengen, Dir dréit Iech hei bëssen, wéi et Iech gefält. Dir hutt nämlech och net wierklech der Madamm Cahen geäntwert op dat, wat se gesot hutt.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Jo, ech weess elo net, ob mer iwwert de Budget schwätzen. An et war och net geduecht, datt den Här Goergen dem Här Kartheiser soll eng Fro stellen, deen zu dësem Sujet schonn zweemol geschwat huet. An domat wär déi Diskussioun ofgeschloss.

Une voix | Très bien!

M. Claude Wiseler, Président | Ech hunn elo op der Lëscht keen ageschriwwene Riedner méi, an dat ass och gutt esou.

Mir fuere muer de Mëtten um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert de Budget weider, wou dann d'Regierung d'Wuert kritt.

6. Motion de M. Marc Spautz relative au soutien de la participation de Taïwan à l'Organisation mondiale de la santé et à l'Assemblée mondiale de la santé au niveau technique en tant qu'observateur

Den Owend steet awer nach, éier Der elo gitt, ee Punkt um Ordre de jour, an zwar wollte mer nach haut iwwert déi Motioun iwwer Taiwan ofstëmmen, déi, wann ech dat richteg gesinn, vun alle Parteie mat ënnerschriwwen ass. Dofir kann dat relativ kuerz gehale ginn.

Wëllt den Auteur nach dozou schwätzen? Här Spautz?

(*Négation*)

Den Här Auteur huet virdrun alles gesot.

Ass ee Riedner, deen nach wëllt d'Wuert huelen?

Plusieurs voix | Nee!

M. Claude Wiseler, Président | Dat ass net de Fall. Kënne mer dës Motioun ...

(Interruption)

Här Graas, Dir wëllt nach d'Wuert huelen.

Plusieurs voix | O!

M. Claude Wiseler, Président | Loosst den Här Graas wannechglift schwätzen!

Discussion générale

M. Gusty Graas (DP) | Et muss jo dann nach een de Spillverwierwer spillen.

M. Claude Wiseler, Président | A ben jo!

M. Gusty Graas (DP) | Awer och ganz kuerz. Ech wollt fir d'éischt dem Här Spautz Merci soe fir déi Motioun, déi en hei virgeluecht huet. Bon, mir hu jo schonn eng virun zwee Joer an deem Sënn gestëmmt.

Ech mengen, mir als DP ënnerstëtzen déi doten och, well mir der Meenung sinn, datt Taiwan och soll de Beobachterstatus bei der OMS kréien. Ëmsou méi, well een net d'äerf vergiessen, datt Taiwan awer en héich spezialiséierte Gesondheetssystem huet. Iwwer 470 Klinicken hu se. An et ass och weltwäit unerkannt, datt si am Fong geholl um Niveau vun der Santé wäit entwéckelt sinn.

Dowéinst menge mir, datt dat awer gerechtfäerdeg ass, datt Taiwan dee Moment och soll dee Statutt hei bei der OMS kréien. All déi aner Punkte kënne mer och esou matdroen.

Merci.

M. Claude Wiseler, Président | Merci, Här Graas.

Ech ginn also elo dervunner aus, datt mer dës Motioun à main levée kënnen ofstëmmen.

(Assentiment)

Vote sur la motion

Ech géif also d'Chamber froen: Wien ass mat dëser Motioun d'accord? Dee streckt d'Hand an d'Luucht. Merci.

Ass een dergéint?

Enthält ee sech?

Dann ass dës Motioun à l'unanimité ugeholl.

Also, mir fuere muer de Mëtten um 14.00 Auer mat den Debatten iwwert de Budget weider. Mee déi nächst Sëtzung ass awer muer de Moien um 9.30 Auer, wou mer en Débat d'orientation iwwert de Finanzement vun de grouse Projete vun Infrastrukturen an de Gesetzesprojet iwwert d'Ofännerung vum Walgesetz um Ordre du jour stoen hunn.

D'Sëtzung ass elo opgehewen.

(La séance publique est levée à 18.59 heures.)

Questions au Gouvernement

Sommaire

Objet	N°	Auteur	Page	Objet	N°	Auteur	Page
Bornes frontières	0279	Fred Keup	67	Frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'État	0415	Ben Polidori	77
Station-service à hydrogène à Bettembourg	0283	Yves Cruchten, Claire Delcourt	68	Cotisations sociales	0418	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	77
Contournement de Bascharage	0352	David Wagner	69	Centre national de la recherche scientifique français	0419	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	78
Manque de familles d'accueil	0359	Sven Clement, Ben Polidori	69	Délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS)	0420	Sven Clement	78
Dépôt par voie électronique des déclarations TVA	0366	Mars Di Bartolomeo	70	Contrôle du statut vaccinal	0421	Alexandra Schoos	78
Services conventionnés du secteur de la santé	0378	Laurent Mosar	71	Rapport sur les élections communales	0422	Sven Clement, Marc Goergen	79
Présence d'animaux dans les établissements scolaires	0388	Ben Polidori	71	Sécurisation des moyens de communication des membres du Gouvernement	0423	Ben Polidori	79
Adaptation de la législation sur le cannabis	0398	Sven Clement, Marc Goergen	71	Mise en œuvre de la loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité	0424	Marc Goergen, Ben Polidori	79
Regroupement familial des résidents des territoires palestiniens en guerre	0401	Sam Tanson, Meris Sehovic	72	Traitement des boues d'épuration	0426	Gusty Graas	80
Propos de Monsieur le Ministre des Sports sur le journalisme sportif	0402	Mars Di Bartolomeo, Georges Engel	72	Dépassements de délais d'examen des demandes de protection internationale	0427	Meris Sehovic	80
Mendicité simple	0403	Marc Goergen	72	Service de vidéosurveillance des CFL	0428	Marc Goergen	81
Sites Internet des communes	0404	Marc Goergen	73	Évolution du sport au Luxembourg	0429	Jeff Engelen	81
Légalisation du cannabis	0405	Carole Hartmann	73	Circuit pour moto à Bockholtz	0430	Jeff Engelen	81
Déclarations auprès du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS)	0406	Ben Polidori	73	Personnel du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture	0432	Jeff Engelen	82
Problématiques du logement dans l'espace transfrontalier	0407	David Wagner	73	Programme de dépistage du cancer colorectal	0433	André Bauler, Gusty Graas	82
Protection des enfants dans le sport	0408	Mandy Minella	74	Position du Gouvernement concernant les investissements du Fonds de compensation	0434	Joëlle Welfring, François Bausch	82
Initiative pour l'emploi ProActif	0409	Jeff Engelen	75	Financement du matériel informatique des écoles fondamentales	0436	Ben Polidori	83
Stationnement pour personnes en situation de handicap	0410	Marc Goergen	75	Mise en place d'un cadre légal de protection des témoins au Grand-Duché	0439	Dan Biancalana	83
Flotte automobile lors de visites d'État	0412	Marc Goergen	75	Étude du LISER au sujet des aides étatiques	0440	Sven Clement, Ben Polidori	84
Suivi des projets pilotes de serres dans la zone verte en proximité de zones industrielles	0413	Joëlle Welfring	76				
Accord sur les pandémies de l'OMS	0414	Alexandra Schoos	76				



Réaménagement de la N7	0441	Christophe Hansen, Jeff Boonen, Emile Eicher, Charel Weiler	84	Durée de procédures judiciaires	0469	Fernand Kartheiser	93
« Littering »	0442	Marc Goergen	84	Flotte électrique de la Police grand-ducale	0470	Marc Goergen	93
Accessibilité de l'église de Weicherdange	0443	Alexandra Schoos	85	Propos du Ministre du Travail au sujet des élections sociales	0472	Georges Engel	94
Avenir de l'usine Liberty Steel à Dudelange	0444	Mars Di Bartolomeo, Dan Biancalana	85	Arrêt du transport de cigarettes électroniques jetables par Cargolux	0473	Sven Clement	94
Service de police judiciaire	0445	Liz Braz	85	Avion militaire luxembourgeois	0474	Marc Goergen	94
Limitation du nombre de visites médicales prises en charge	0446	Sven Clement	86	Livraison de munitions à l'Ukraine	0476	Fernand Kartheiser	94
Potentiel solaire	0447	Jeff Boonen	86	Pratiques des huissiers de justice	0477	Marc Goergen	94
Endommagement des bâtiments du Centre socio-éducatif de l'État à Dreibern	0451	Fred Keup	87	Infrastructure de protection et droit de défense des citoyens dans le cas d'une intervention militaire sur le territoire luxembourgeois	0478	Claire Delcourt, Georges Engel	95
Label « Fairtrade Gemeng »	0452	Marc Goergen	87	Réserves financières des communes	0479	Dan Biancalana	95
Gestion locative sociale (GLS)	0453	Marc Goergen	87	Nouvelles techniques génomiques	0480	Joëlle Welfring	95
Initiative pour l'emploi ProActif	0455	Georges Engel	87	Type de vols utilisés par les membres du Gouvernement	0481	Marc Goergen	97
Pollution des eaux potables	0456	Joëlle Welfring	88	Pharmacie dans la commune de Clervaux	0484	Alexandra Schoos, Jeff Engelen	97
Protection de l'eau et mesures du Landwirtschaftsdësch	0457	Joëlle Welfring	88	Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports	0485	Georges Engel	97
Pollution des eaux par les nitrates	0458	Joëlle Welfring	89	Délais des avis de la Commission d'aménagement dans le cadre du Plan d'aménagement général	0486	Nathalie Morgenthaler	98
Mise à disposition de données fiscales au Statec	0459	Sam Tanson	89	Ligne de tram rapide via Leudelange	0491	Meris Sehovic	98
Centres pénitentiaires du Luxembourg	0461	Laurent Mosar	90	Centre d'hébergement Wanteraktioun (WAK) urgente	0621	Yves Cruchten	98
Candidats luxembourgeois pour la Cour européenne des droits de l'homme	0462	Fernand Kartheiser	90	Annonce du licenciement de 126 salariés de la société Tarkett GDL urgente	0654	Marc Baum	99
Flotte automobile du Gouvernement	0464	Marc Goergen	91	Licenciement annoncé de 126 salariés de la société Tarkett GDL urgente	0655	Claude Haagen, Georges Engel	99
Feuille de route pour l'effort de défense luxembourgeois	0465	Sam Tanson	91				
Liste d'attente du Fonds du logement	0466	Fred Keup	92				
Miel provenant de pays tiers	0468	Mars Di Bartolomeo, Claire Delcourt	92				

Bornes frontières | Question 0279 (02/02/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Am Kader vum Londoner Vertrag ass déi nei Grenz tëscht Lëtzebuerg an der Belsch festgeluecht ginn. Fir dës nei Grenz ze delimitéieren, goufen am Joer 1843 287 Bornen op 148 km opgeriicht.

Et schéngt esou ze sinn, datt landeswäit eng Rei vun deene Grenzborne bewosst ewechgeholl goufen, anerer sinn einfach verschwonnen an net méi rëmzefannen. Déi meescht Grenzbornen, déi vun hirer ursprüngelecher Plaz ewechgeholl goufen, befannen sech um Territoire vun der Gemeng Käerjeng. Mengen Informatiounen no feelen do ëm déi 16 Bornen.

Iwwerdeems ass et awer sou, datt bei enger Rei vun deene feelende Borne wuel gewosst ass, wou si sech befannen. Eng Partie stinn am Depot vu Ponts et chaussées zu Capellen.

Et ass evident, datt eis Grenzbornen zum historesch-kulturelle Patrimoine vu Lëtzebuerg gehéieren an do fir net verréckelt oder ewechgeholl dierfe ginn.

An deem Kontext géif ech der Regierung gär dës Fro stellen:

1. Kann d'Regierung opschlësselen, wéi vill Bornen, déi d'Grenz tëscht Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner markéieren, insgesamt haut nach do stinn?

2. Ass der Regierung bekannt, wéi vill vun deenen 287 Bornen, déi d'Grenz tëscht Lëtzebuerg an der Belsch markéieren, ewechgeholl goufe respektiv verschwonne sinn?

3. Am Fall, wou dës Borne bewosst ewechgeholl goufen: Wat war d'Motivatioun, fir dës Grenzbornen ewechzehuelen a wéini ass dat geschitt? Firwat goufen dës Grenzbornen net erëm zeréckgesat?

4. Ass der Regierung bekannt, wou dës Bornen, déi bewosst ewechgeholl goufen, sech haut – nieft deem uewe genannten Depot vu Ponts et chaussées zu Capellen – befannen?

5. Sinn déi betreffend Plazen, wou an der Vergaangenheet Grenzborne stoungen, kartographesch markéiert?

6. Ass et an den Ae vun der Regierung net esou, dass an deene Fäll, wou Borne bewosst ewechgeholl goufen, géint de Schutz vum historesch-kulturelle Patrimoine verstouss gouf?

7. Gedenkt d'Regierung am Hibleck op de Schutz vum historesch-kulturelle Patrimoine vu Lëtzebuerg, all déi Grenzbornen, déi bewosst ewechgeholl goufen, nees op hir ursprüngelech Plaz opzestellen? Wa jo, wéi wëll d'Regierung konkreet virgoen, fir dëst ze erreechen? Besteet an deem Kontext schon en Dialog mat den zoustännegen Autoritéite vu Ponts et chaussées?

Réponse (11/04/2024) de M. Eric Thill, Ministre de la Culture | Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Gilles Roth, Ministre des Finances

ad 1. De Kadaster huet keng Kenntnis dervun, wéi vill Bornen, déi d'Grenz tëscht Lëtzebuerg a sengen Nopeschlänner markéieren, insgesamt haut nach do stinn. An dësem Kontext verweist de Kadaster op

d'Obligatioun vun de Gemengen, déi un eng Landesgrenz stoussen, all Joer d'Grenz ofzegoen.

Fir d'Grenz mat der Belsch ass dat z. B. d'„Convention du 25 octobre 1850 entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Belgique, pour l'entretien et la conservation des bornes indicatives des limites entre les deux Pays.“ Den Artikel 1 vum Reglement, deem zur Konventioun gehéiert, seet: „Les autorités locales des communes limitrophes feront vérifier, chaque année, le 1^{er} mai, les bornes placées sur la limite, afin de s'assurer si elles sont en bon état. En cas de détérioration ou de déplacement, il en sera dressé procès-verbal en double expédition.“

Dëst Reglement reegelt och d'Suitten, déi sech aus dem Procès-verbal erginn.

ad 2. De Kadaster weess vun op d'mannst 24 Bornen, déi d'Grenz tëscht Lëtzebuerg an der Belsch markéieren, déi entweder verschwonne sinn oder ewechgeholl goufen, huet awer keng Kenntnis dervun, wéi vill Bornen insgesamt ewechgeholl goufe respektiv verschwonne sinn.

ad 3. D'Grenzborne sinn an de meeschte Fäll wéinst Infrastrukturearbechten, wéi z. B. beim Stroossenausbau ewechgeholl ginn, respektiv stoungen op Industrieterrainen (haaptsächlech am Süden), esou datt et duerno och net ëmmer méiglech war, se op déi genee Plaz zeréckzesetzen, déi d'Grenz markéiert. Vu datt eng Grenzborn net en einfachen Dekoratiounsobjekt ass, ka se och net op eng alternativ Plaz, nieft hirem originalen Emplacement zeréckgesat ginn.

Sou hu verschidde Bornen z. B. am Kader vun der Entsteung vum „Pôle européen de développement“ (PED) am Dräilännereck Reiden op der Kor – Mäertesbiërg – Éibeng, ewéi och beim Bau vun der Areler Autobunn (A6) mam Grenzposten zu Sterpenech/Grass, mussen ewechgeholl ginn, well d'Plaz gebraucht gi war, fir déi genannte Projeten ze realiséieren. Dës Grenzsteng kënnen also och net méi all zréckgesat ginn.

ad 4. Deemools hunn d'Servicer vun der Stroossebauverwaltung sech dorëms gekëmmert, fir d'Bornen ewechzehuelen a se op Capellen an den Depot ze bréngen. Haut befanne sech nach 6 Bornen (all aus dem genannte Raum vum PED) am Depot vum Regional-service Capellen um Wandhaff. Aner Borne sinn diversen Entitéiten zur Verfügung gestallt ginn. Dëst gouf am Kader vun enger Konventioun tëscht der Stroossebauverwaltung an dem jeeweilegen Demandeur gereegelt. Follgend Entitéite kruten esou Bornen zur Verfügung gestallt:

- 1 Born fir de Musée de la Police grand-ducale;
- 1 Born fir de Musée de la Résistance;
- 1 Born fir de Musée du scoutisme international (Arel);
- 1 Born fir d'Gemeng Stengefort;
- 1 Born fir de Musée des douanes et accises.

Dernieft ginn nach dräi Bornen aktuell vum Musée Dräi Eechele verwalt an ausgestellt, wouvunner eng dem Luxembourg City Museum zur Verfügung gestallt gouf.

ad 5. D'Positioun vun de Standpunkte vun de Bornen ass op alen topographesche Kaarten agezeechent. Am einfachste féinnt een des Kaarten op geoportail. lu ënnert „Topographesch Kaarten“ am Thema „Allgemeng“.

ad 6. D'Regierung ass der Meenung, datt et kaum eng besser Valorisation vun eise histoersch-kulturelle Patrimoine gëtt, wéi en op effentlech zougängleche Plazen, wéi den uewe genannte Muséeeën, engem breede Public méi nozebréngen. Besonnesch am Musée Dräi Eechele gouf z. B. eng Grenzborn als ee vun den Haaptobjete vun der permanenter Ausstellung ausgewielt, an dofir och speziell opwenneg restauréiert. Eng aner steet ganz prominent op der Wiss virum Musée. Esou konnte sech déi ronn 40.000 Visiteuren 2023 der histoersch Bedeitung vun de Grenzbornen am Kontext vun eiser Identitéit bewosst ginn. Och am Lëtzebuerg City Museum huet eng vun de Bornen eng fest Plaz an der permanenter Ausstellung.

ad 7. D'Gemeng Stengefort wëll verschidde Bornen am Raum Grass/Sterpenech zerécksetze loossen an d'Verwaltung vum Kadaster huet sech schonn de Bornage laanscht den CR110 vu Grass op Klengbette gemaach. An alle Fäll, muss en Zrécksetze vun de Grenzbornen an Zesummenaarbecht mat den Autoritéite vun Nopeschland koordinéiert ginn.

.....

Station-service à hydrogène à Bettembourg | Question 0283 (05/02/2024) de M. Yves Cruchten | Mme Claire Delcourt (LSAP)

Nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité et Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme, au sujet de la première station-service à hydrogène inaugurée en septembre 2023 au Luxembourg, à Bettembourg, sur le site de CFL Eurohub Sud.

Ce projet pionnier, soutenu par le Programme « Interconnection mechanism for Europe » dans le cadre de l'initiative « H2Benelux » avec un co-financement de 2,7 millions d'euros, s'inscrit dans l'ambition

européenne de développer un réseau de stations-service à hydrogène jusqu'à 2030 au sein de l'Union européenne, comme le prévoit le paquet « Fit for 55 ». À ce titre, nous aimerions obtenir des précisions sur les points suivants :

1) Sur les quatre véhicules à hydrogène actuellement immatriculés au Luxembourg combien de véhicules sont détenus par des particuliers ? (cf. QP n° 0127)

2) Combien de concessionnaires luxembourgeois offrent actuellement des modèles équipés de piles à combustion à hydrogène ?

3) À part le régime d'aide « Clever fueren », comment le Gouvernement entend-il promouvoir l'acquisition de véhicules à hydrogène pour les particuliers ?

4) Depuis l'inauguration en septembre 2023, quelle a été la fréquentation mensuelle de la station-service à hydrogène de Bettembourg pour le ravitaillement en hydrogène ?

5) À quelle hauteur, l'État luxembourgeois et l'Union européenne ont-ils participé au cofinancement de ce projet ?

6) Est-ce que des projets similaires sont prévus prochainement ?

7) Le Gouvernement dispose-t-il de projections concernant la demande actuelle et future d'hydrogène au Luxembourg et pourriez-vous identifier les secteurs principaux susceptibles d'utiliser cette source d'énergie ?

8) Le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il l'importation d'hydrogène via des gazoducs plutôt que par d'autres moyens de transport ? Dans l'affirmative, à quel stade d'avancement se trouve ce projet ?

9) Au regard des coûts de production d'hydrogène favorables au Luxembourg mentionnés dans le rapport « Clean Hydrogen Monitor 2022 », le Gouvernement envisage-t-il de développer des capacités nationales de production d'hydrogène comme carburant alternatif ? Existe-t-il des projets en cours ou planifiés en ce sens ?

Réponse (22/04/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Les quatre véhicules propulsés à l'hydrogène immatriculés pour l'instant au Grand-Duché sont des voitures à pile à combustible à l'hydrogène, dont la moitié est détenue par des personnes physiques.

ad 2) Le Gouvernement ne réalise pas d'enquête de marché sur les différents types de véhicules proposés par les concessionnaires luxembourgeois. Au niveau européen ou même mondial, la grande majorité des modèles de voitures à zéro émission de roulement en CO₂ proposés par les constructeurs d'automobiles sont des voitures 100 % électriques. Très peu de modèles motorisés par des piles à combustible à hydrogène sont à ce jour sur le marché ou ont été officiellement annoncés.

ad 3) Les véhicules à pile à combustible à l'hydrogène étant classés comme des véhicules à zéro émission de roulement en CO₂ sont éligibles pour les mêmes incitatifs financiers et fiscaux que les véhicules 100 % électriques. Ainsi, l'achat de voitures neuves propulsées par des piles à combustible à hydrogène est encouragé par une aide financière de 8.000 €. En outre, pour les voitures de société, l'avantage en nature est comptabilisé au taux le plus avantageux possible, à savoir 0,5 % pour les contrats signés avant la fin de l'année et 1 % à partir de 2025.

ad 4) L'ouverture de la station de ravitaillement en hydrogène au public a été retardée. Selon l'exploitant, des essais de ravitaillement sont pour l'instant effectués et la certification finale des installations est prévue pour avril. Ainsi, des chiffres sur la fréquentation mensuelle ne sont pas encore disponibles.

ad 5) La station-service à hydrogène est partiellement subventionnée par la Commission européenne dans le cadre du projet « H2Benelux », via la CINEA (Climate, Infrastructure and Environment Executive Agency), avec une dotation de 966.250 €.

Vu que la station de ravitaillement en hydrogène dépasse largement les exigences initialement prévues par le projet « H2Benelux » en 2017 – dont entre autres un ravitaillement à 350 bars pour les véhicules utilitaires lourds comme les camions et les autobus, une augmentation de la capacité de stockage en hydrogène, une vente exclusive d'hydrogène renouvelable – le projet est à travers le Fonds climat et énergie, éligible pour une aide d'investissement supplémentaire d'un montant maximal de 800.000 €. L'investissement total pour la construction et la mise en service de la station de ravitaillement en hydrogène avait été estimé par l'exploitant à près de 3 millions d'euros.

ad 6) Le nouveau règlement européen 2023/1804 du 13 septembre 2023 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs prévoit la mise en place d'un réseau européen de stations de ravitaillement en hydrogène au plus tard pour 2030. Ainsi, les États membres doivent obligatoirement veiller à ce qu'au moins tous les 60 km le long du réseau RTE-T des stations de ravitaillement en hydrogène soient installées. La station à Bettembourg s'intègre parfaitement dans ce nouveau réseau européen et il est analysé combien de stations supplémentaires devront être prévues afin d'inciter la filière de l'hydrogène et satisfaire à moyen terme à la demande des véhicules propulsés à l'hydrogène.

En outre, le programme de coalition prévoit l'implémentation de stations-service multi-énergies. La mise à jour du PNEC (Plan national intégré en matière d'énergie et de climat) prévoyant également une demande croissante en hydrogène, davantage de telles stations à destination des poids-lourds seront nécessaires et implémentées d'ici 2030.

ad 7) Les projections sont celles de la mise à jour du PNEC, à savoir une consommation estimée de 100 GWh(H₂)/an dans le secteur du transport en 2030. À long terme, la stratégie nationale d'hydrogène avait identifié une demande potentielle de 2.000 à 4.000 GWh(H₂)/an en hydrogène dans le secteur des transports (poids-lourds, rail, aviation) en considérant également les molécules dérivées de l'hydrogène tels que les carburants synthétiques.

Outre le secteur du transport, l'industrie a été identifiée comme principal secteur susceptible d'utiliser de l'hydrogène. Certains procédés de l'industrie utilisent d'ores et déjà de l'hydrogène au Luxembourg. La mise à jour du PNEC projette que la consommation d'hydrogène passe de 15 GWh(H₂)/an (moyenne 2015-2020) à 130 GWh(H₂)/an d'ici 2030. De plus, il est prévu de transiter d'une consommation d'hydrogène fossile vers une utilisation de sources d'hydrogène compatibles avec les objectifs en termes de protection du climat. La stratégie nationale de l'hydrogène avait estimé une demande potentielle de l'ordre de 1.000 à 4.000 GWh(H₂)/an d'ici 2050.

Finalement, cette stratégie avait également identifié un troisième secteur enclin à l'utilisation de l'hydrogène : l'utilisation de l'hydrogène à des fins de production de chaleur et d'électricité renouvelable, ceci

cependant uniquement à partir du moment où le Luxembourg serait connecté à un réseau hydrogène européen permettant l'importation. Récemment, l'Allemagne a annoncé sa « Kraftwerksstrategie », qui décrit le même concept que celui du troisième secteur de la stratégie hydrogène du Luxembourg. D'ici 2050, un besoin de 1.000 à 2.000 GWh(H2)/an a été projeté pour ce troisième secteur.

ad 8) Le Gouvernement encourage le développement de réseaux d'hydrogène permettant non seulement l'importation, mais également, à terme, le transit de l'hydrogène via le Luxembourg. Pour la décarbonation du secteur de l'industrie et au regard des volumes visés, les réseaux se cristallisent comme le seul moyen de transport économiquement viable. Les réseaux s'imposent encore dans une optique de positionner le pays de manière stratégique sur la carte européenne. Cependant, il s'agit d'un projet d'envergure et à court et moyen termes le Luxembourg considérera également l'importation via d'autres moyens comme p. ex. la voie fluviale ou le rail comme alternatives intéressantes par rapport à la logistique du marché de l'hydrogène fossile actuel qui se déroule essentiellement sur la route.

Les travaux de planification d'une infrastructure européenne de l'hydrogène sont menés en collaboration, par le biais de la participation luxembourgeoise à différents comités régionaux multilatéraux et en concertation étroite bilatérale avec les pays voisins concernés (Belgique, France et Allemagne).

De plus, le Gouvernement élabore actuellement, en concertation avec les acteurs du secteur, des appels d'offres pour inciter la réalisation de projets de production d'hydrogène renouvelable au Luxembourg.

ad 9) Les honorables Députés mentionnent une étude qui a relevé les coûts de l'électricité au Luxembourg en 2021, donc avant la guerre dans le cadre de l'agression russe contre l'Ukraine, qui a provoqué une restructuration considérable des marchés de l'énergie en Europe. Comme décrit dans la stratégie nationale de l'hydrogène, il est important de décarboner, en maximisant les efforts sur l'efficacité énergétique, puis d'électrifier les procédés autant que possible et finalement d'utiliser de l'hydrogène (idéalement renouvelable). Il convient de souligner que la production de cet hydrogène (renouvelable ou bas carbone avec de l'électricité du réseau) à partir de l'électricité et de l'eau s'accompagne de pertes énergétiques considérables. C'est pourquoi il est impératif de ne pas absorber l'électricité à consommer dans l'industrie pour produire de l'hydrogène, mais plutôt d'œuvrer pour déployer des installations d'énergies renouvelables supplémentaires qui décarboneront davantage le système électrique et pourraient servir pour produire de l'hydrogène renouvelable. Une étude plus récente (publiée en novembre 2023 avec des données pour l'année 2022) du European Hydrogen Observatory montre que le coût de production d'hydrogène bas carbone avec de l'électricité du réseau et l'hydrogène renouvelable se situerait aux alentours de 8 €/kg(H2) respectivement 10 €/kg(H2).

Contournement de Bascharage | Question 0352 (19/02/2024) de M. David Wagner (déi Lénk)

L'avant-projet de loi du contournement routier de Bascharage, daté du 14 septembre 2023, retient comme tracé définitif le « Scénario C : Variante 2 de 2016 avec raccord au CR110 et relogement Saint-Gobain Abrasives ». Le choix de cette variante est argumenté dans « Mémoire explicatif général », chapitre « 4.3 Variantes et tracés alternatifs ».

Par rapport au projet de 2016, de nouvelles variantes avaient été étudiées comme solutions alternatives possibles. Les variantes D, E et G présentaient un nouveau tracé entre la gare CFL de Bascharage-Sanem et la N5, passant entre la localité de Bascharage et les deux zones d'activités « Op Zaemer » et « Bommelscheier ».

Cette partie du tracé présentait les avantages d'utiliser des corridors déjà viabilisés et d'éviter la construction d'une nouvelle route longue de plus de 2 km, principalement dans une zone classée Natura 2000, tout en évitant la destruction de plusieurs hectares du massif forestier « Zaembesch ». Il permettait aussi d'éviter un impact significatif sur les prairies maigres de fauche de la zone Natura 2000 « Sanem – Grousbebesch / Schouweiler – Bitschenheck » et de limiter l'impact environnemental sur la forêt publique « Bommel », qui autrement deviendrait un îlot isolé.

Le texte de l'avant-projet de loi ne donne qu'une explication très lacunaire sur les raisons pour lesquelles ces variantes ont été écartées : « Les tracés alternatifs ne sont pas réalisables dans le respect des exigences énoncées par le PNM35 (contournement de proximité avec classification fonctionnelle et apaisements des localités). S'y ajoute le volet "sécurité routière" qui ne pourra pas être assuré par les caractéristiques insuffisantes. Les tracés alternatifs D, E, F et G analysés ont donc été écartés dans la suite. »

La directive 92/43/CEE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages exige d'un projet affectant une zone spéciale de conservation (zone Natura 2000) qu'il soit justifié pour des raisons impératives d'intérêt public majeur et que l'absence de solutions alternatives soit établie.

Dans ce contexte, je voudrais donc poser la question suivante à Madame la Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- 1) Pour quelles raisons le tracé alternatif « D » a-t-il été écarté ?
- 2) Est-ce que ces raisons ont été communiquées à la Commission européenne conformément à l'article 6, paragraphe 4 de la directive « Habitats » ?
- 3) Dans quelle mesure des considérations environnementales ont été prises en compte dans cette décision ?

Réponse (08/04/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

N'ayant pas connaissance d'un avant-projet de loi daté du 14 septembre 2023, je suppose que l'honorable Député fait référence à la loi du 21 août 2018 relative à l'aménagement du contournement routier de Bascharage. Cette loi a été votée en date du 17 juillet 2018 et a été publiée au Mémorial A le 17 septembre 2018.

ad 1) Dans le cadre des études relatives au dossier de la demande d'autorisation suivant la procédure définie par la loi du 29 mai 2009 concernant l'évaluation des incidences sur l'environnement humain et naturel de certains projets routiers, ferroviaires et aéroportuaires, l'Administration des ponts et chaussées a pris en considération plusieurs tracés alternatifs. Ceux-ci ont été analysés et évalués selon de multiples critères, dont notamment la compatibilité du projet avec les prémisses du Plan national de mobilité 2035 (PNM 2035) (contournement de proximité avec classification fonctionnelle et apaisements des localités), le volet de la sécurité routière, la faisabilité technique, mais aussi l'impact sur le trafic et sur la nature.

Au cours de ces études, il s'est avéré que les contraintes géométriques au milieu du tracé « D », à hauteur de l'arrêt ferroviaire de Bascharage/Sanem, nécessiteraient de recourir à des éléments de conception

routière qui ne répondent pas aux standards et codes techniques en la matière.

Les conditions minimales de visibilité en approche de giratoires très proches ne seraient également pas garanties, tout comme celles en section courante avec le passage sous les voies ferrées pour accéder à la zone d'activité.

En résumé, les contraintes géométriques et le passage sous les voies ferrées rendraient impossible de connecter le CR110 au contournement en respectant les normes techniques et les normes de sécurité. De plus, la desserte locale de la zone d'activité « Op Zaemer » serait fortement compromise par une rampe importante pour regagner le terrain naturel.

Sur le plan multimodal, approche préconisée du PNM 2035, le tracé « D » avec sa rampe descendante au sud de l'arrêt ferroviaire rendrait difficile un agrandissement du parking relais P&R avec accès direct au contournement et ne permettrait plus de desservir le pôle d'échanges Bascharage/Sanem avec des lignes de bus transversales comme le font actuellement les lignes TICE 3, 14 et 15. En l'absence de connexion locale au CR110, le tracé ne remplirait plus les conditions de « contournement de proximité », compromettant également un apaisement de trafic conséquent dans les localités adjacentes et un accès cyclable aisé depuis Bascharage et Sanem.

ad 2) Oui, le Ministre ayant l'Environnement dans ses attributions, qui est compétent pour la transmission d'informations à la Commission européenne conformément à l'article 6 (4) de la directive « Habitats » (92/43/CEE), a effectivement transmis ces informations aux services compétents de la Commission européenne – Direction générale Environnement, par l'intermédiaire de Monsieur le Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Union européenne, en date du 19 décembre 2023.

ad 3) La sécurité routière et la protection de l'environnement naturel et humain constituent des éléments d'appréciation importants parmi d'autres dans le cadre de l'évaluation des incidences sur l'environnement des projets de transport, incluant une analyse des différentes alternatives.

Ainsi, l'impact sur l'environnement (faune et flore, eaux, bruits, etc.) a été analysé et évalué de manière très exhaustive pour les différents tracés alternatifs.

Manque de familles d'accueil | Question 0359 (20/02/2024) de M. Sven Clement | M. Ben Polidori (Piraten)

An engem Interview bei RTL Lëtzebuerg weist d'Associatioun „Fleegeeltere Lëtzebuerg“ op e grouse Mangel u Fleegefamilljen op nationalem Niveau hin. Konkreet gëtt gesot: „475 Fleegefamillje gëtt et am Land, mee et bräicht een der duebel sou vill, fir datt d'Kanner net méi an Institutione misste placéiert ginn.“ Ënnert anerem gëtt eng Gläichstellung vu Fleegeeltere mat Adoptiveltere gefuerdert, fir de Fleegeelteren esou och Virdeeler wéi de Congé d'accueil a Congé parental kennen ze offrëieren. Aktuell ass et esou, dass Fleegefamilljen den Accueil och unhand vun hirem normale Congé mussen assurëieren.

Den Office national de l'enfance (ONE) vum Educatiounsministère gesäit esou Mesuren éischter kritesch a weist dorops hin, dass e Placement vun engem Kand an enger Fleegefamill just eng temporär Mesure wier. Vun engem Träger um Terrain gëtt eis bericht, dass et nëmme an enger Minoritéit vu Fäll dozou kënn, dass d'Kanner zrëck bei hir biologesch Eltere ginn. Et

géif sech hei also net ëm temporär Mesurë vu kuerzer Dauer handelen.

D'Situatioun um Terrain an déi doraus resultéierend Besoine ginn also relativ ënnerschiddlech duergestallt.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministère fir Justiz, fir Bildung, Kanner a Jugend a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wat plangt de Ministère u Mesuren, fir d'Fleegefamilljen ze ënnerstëtzen an de constatéierte Mangel um Terrain ze berengegen?

2. Wéini plangt de Ministère de Fleegefamilljen de Congé d'accueil an de Congé parental ze accordéieren? Falls net geplangt, aus wéi enge Grënn envisagéiert de Ministère dës Mesuren net ze huelen?

3. Wéi vill Kanner sinn insgesamt am Kader vum aktuelle Jugendschutzgesetz placéiert ginn (Historique total)?

4. Wéi vill vun dëse Kanner sinn aus engem Placement erëm bei hir biologesch Elteren zrëckgaangen? A wéi laang waren dës betraffe Kanner jeeweils bei hire Fleegefamillje placéiert?

5. Wat war am Kader vum aktuelle Jugendschutzgesetz déi kierzten an déi längsten Dauer vum engem Placement?

6. Wann een all Placementer am Kader vum aktuelle Jugendschutzgesetz consideréiert, wat ass déi duerchschnëttlech Dauer vum engem Placement?

Réponse (16/04/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice | **M. Claude Meisch,** Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | **M. Max Hahn,** Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. De Gesetzesprojet Nr. 7994 (Projet de loi portant aide, soutien et protection aux mineurs, aux jeunes et aux familles) gesäit vir, d'Aktivitéit vum Accueil en famille ze reforméieren a laangfristeg ze promovéieren. Dës Schutzmesuren aus dem Dispositif vun der Aide à l'enfance et à la famille sollen nei strukturéiert ginn. De Gesetzesprojet gesäit vir, datt d'Fleegefamilljen d'Wiel tëschen dräi rechtlech kloer definéierte Statute kréien. Et sinn dës de fräiwëllege Statut, e spezielle Statut, falls d'Aktivitéit vum engem noe Familljemember ausgeübt gëtt, an de Statut vum engem Independant.

De Gesetzesprojet gesäit ausserdeem d'Schafe vun engem Maison de l'accueil vir, déi ënner anerem Formation a Virbereedung op d'Aktivitéit ubidde soll. Déi zukünfteg Maison de l'accueil soll ganz spezifesch um Niveau vun der Promotioun an dem Recrutement vun de Fleegefamilljen agéieren.

D'Unzuel vun neie Fleegefamilljen ass iwwer déi lescht 10 Joer permanent gewuess.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Am Kader vum Placement vum engem Kand an engem Fleegefamill iwwerhëlt e Service d'accompagnement follgend Missiounen an Aufgaben:

- Sélection, initiation et investigation en vue de l'obtention de l'agrément des familles d'accueil ;
- Analyse de la demande et matching ;
- Accompagnement de la phase initiale du placement et de la phase d'adaptation ;
- Suivi de la mesure d'aide au sein de la famille d'accueil selon la formule base, semi-intensive et intensive.

ad 2. De Gesetzesprojet Nr. 7994 gesäit vir, dass Fleegefamilljen, déi fir de Statut volontaire optéiert hunn, Recht op e Congé d'accueil hunn, sou wéi et

am Artikel L.233-16 vum Code du travail virgesinn ass. Wat de Congé parental ugeet, gesäit de Koalitionsaccord keng Ausdeenung vun deem Congé op d'Fleegefamillje vir. Vu dass et sech bei engem Placement ëm eng zäitlech begrenzte Mesure handelt, bei där een am Ufank d'Dauer net ka bestëmmen, ass et net virgesinn, fir e Congé parental fir Fleegefamilljen anzeféieren. Am Géigesaz zu enger Adoptioun soll d'Zil vun engem Placement ëmmer de Retour bei d'biologesch Famill sinn, wann dës dem Intérêt supérieur vum Kand gerecht gëtt.

ad 3. De gesamte Chiffer vun de Placementer zanter der Aféierung vum Jugendschutzgesetz vum 1992 läit de Ministère net vir.

Den ONE publizéiert awer zanter der Aféierung vum AEF-Gesetz zweemol am Joer déi aktuell Statistike vun de Placementer. Op den Oktober 2023 waren 1.461 Kanner placéiert:

- 585 Kanner a jonk Erwuessener sinn an engem Fleegefamill ënnerbruecht, opgedeelt tëschen 478 gerichtliche Placementer an 107 fräiwëllege Placementer.

- 876 Kanner a jonk Erwuessener sinn an engem Instruktioun ënnerbruecht, opgedeelt tëschen 535 gerichtliche Placementer an 341 fräiwëllege Placementer.

ad 4. Den informatesche System vun de Justizautoritéiten erlaabt et net, dës Donnéeën erauszerechnen an dës Dauer auszerechnen.

Et sief awer betount, dass d'Justizautoritéiten de Prinzip applizéieren, dass e Placement eng exceptionell Moossmass ass, an dass d'Reintegratioun vum Kand a seng Famill esou fréi wéi méiglech soll stattfannen. Esou gi Placementer just als lescht Mëttel applizéiert, wa sech déi aner Mesuren als inadequat oder net adaptéiert erausstellen, a gi reegelméisseg reevaluéiert.

Allgemeng kucken d'Justizautoritéite bei provisoeresche Placementer, dass eng aner Mesure no spëtstens engem Joer gesprach gëtt (entweeder en definitive Placement oder e Maintien vum Kand a senger Famill), woubäi e Placement provisoire aus ënnerschiddleche Grënn kann undauern (familiär Situatioun, Verloscht vum Familljenhaus, Hospitalisatioun vun engem vun den Elteren asw.).

ad 5. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7367 erkläert, erlaabt den informatesche System vun de Justizautoritéiten et net, dës Dauer auszerechnen.

ad 6. Wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 7367 erkläert, erlaabt den informatesche System vun de Justizautoritéiten et net, dës Dauer auszerechnen.

Dépôt par voie électronique des déclarations TVA | Question 0366 (20/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Depuis le 1^{er} janvier 2020, le dépôt par voie électronique des déclarations TVA est devenu obligatoire et les déclarations TVA sous format papier ne sont plus acceptées.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quel est le bilan de ce changement en termes de ponctualité de remise des déclarations, de traitement des dossiers et du nombre de dossiers.

- Combien de dossiers n'ont pas été acceptés parce qu'ils n'étaient pas complets ?

- Quelle a été l'assistance aux assujettis n'étant pas familiers avec les facilités électroniques ?

Réponse (22/03/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances

Le tableau ci-après renseigne sur (i) le nombre de toutes les déclarations (mensuelles, trimestrielles, annuelles et annuelles simplifiées) à déposer par tous les assujettis et personnes morales non assujetties pour les années d'imposition 2018 à 2022, (ii) le nombre de déclarations déposées au total ainsi que (iii) le nombre de celles qui ont été déposées dans les délais.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

La légère baisse du pourcentage des déclarations déposées dans les délais pour les années d'imposition 2020 et 2021 s'explique surtout par des mesures exceptionnelles de tolérance administrative liées à la pandémie du Covid-19 (les dépôts tardifs de déclarations de TVA n'étaient pas systématiquement sanctionnés par des amendes fiscales entre le 18 mars 2020 et le 31 mars 2021).

On constate une amélioration de la situation en termes de déclarations déposées dans les délais pour les déclarations de TVA relatives à l'année 2022. À noter que les données portant sur l'année 2023 ne sont pas complètes, étant donné que les délais pour le dépôt d'une partie des déclarations n'ont pas encore expiré.

En ce qui concerne l'aspect du traitement de dossiers, celui-ci ne peut être chiffré étant donné que la TVA est un impôt dit d'autoliquidation, déclaré et acquitté sous la responsabilité des assujettis et sous le contrôle de l'administration. Le moment ainsi que l'étendue des contrôles dépendent de l'évaluation du risque lié à chaque dossier et non pas de la manière dont le dépôt de la déclaration a été effectué. Un effet positif et non négligeable de la suppression des déclarations sur support papier est l'économie et l'utilisation plus judicieuse du personnel qui, à l'époque, était chargé de la saisie des données des déclarations dans la base de données.

Il importe également de souligner que, contrairement au dépôt des déclarations sur support papier, le dépôt électronique comporte l'avantage du renforcement de la sécurité juridique, en ce sens que les assujettis disposent immédiatement d'une preuve du dépôt de leur déclaration.

Depuis la mise en place de l'obligation générale du dépôt des déclarations par voie électronique, 4.343 dépôts non conformes (sur papier) ont été recensés concernant 3.401 assujettis différents. Étant donné que l'administration réagit à chaque dépôt sur support papier en informant l'assujetti concerné que son envoi ne peut, sous cette forme, pas être pris en compte et qu'en outre des instructions détaillées sur les modalités du dépôt sont systématiquement envoyées, on constate qu'une grande partie des concernés a, par la suite, effectué le dépôt par voie électronique. À souligner également que l'administration a fait preuve de tolérance au début de la mise en place du dépôt électronique obligatoire.

À côté des mesures prises dans le but d'informer tous les assujettis des nouvelles modalités obligatoires de dépôt des déclarations et dans le contexte duquel pratiquement toute la correspondance usuelle (avertissements, extraits de compte, fixations d'acomptes et autres) était à l'époque suivie d'une note explicative concernant le changement des modalités de dépôt des déclarations ainsi que des informations sur les différentes voies d'accès à la plateforme de dépôt eCDF, l'administration a émis des informations ciblées par courrier à ceux qui, avant la généralisation du dépôt électronique obligatoire, étaient habitués à déposer sur support papier.

En outre, ces mêmes informations ont été publiées sur chaque site Internet qui paraissait utile à cette fin, notamment celui de l'administration, le portail informatique destiné à simplifier les échanges avec l'État (guichet.lu) ainsi que la plateforme électronique de Collecte des données financières (eCDF) du Centre des technologies de l'information de l'État.

Afin de faciliter la création de l'espace digital nécessaire pour le dépôt de déclarations aux assujettis ne disposant pas des certificats d'identification professionnels nationaux, jusque-là obligatoires pour effectuer cette démarche, le Centre des technologies de l'information de l'État a élargi cet accès aux personnes disposant d'un certificat d'authentification personnel ainsi qu'à ceux qui utilisent un certificat d'authentification européen (eIDAS). Cela a permis aux opérateurs économiques identifiés à la TVA en nom personnel ainsi qu'à ceux qui ne sont pas établis à l'intérieur du pays de déposer leurs propres déclarations sans forcément devoir recourir aux services d'un tiers.

Finalement, l'administration a mis en place un point d'assistance (helpdesk) pour toutes questions opérationnelles et des problèmes pratiques liés au dépôt.

Services conventionnés du secteur de la santé | Question **0378** (21/02/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

Dans le contexte du rapport d'activité 2022 du Ministère de la Santé, particulièrement du chapitre III – Services conventionnés, plusieurs associations du secteur de la santé sont listées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

- 1) Le ministère dispose-t-il d'une liste à jour des services conventionnés ?
– Si oui, pouvez-vous préciser les types de conventions en vigueur (accords sans support financier versus accords avec clé de financement) ?
- 2) Pourriez-vous détailler le processus décisionnel et les critères objectifs régissant l'attribution des conventions ?
- 3) Quel est le montant total alloué à ces acteurs pour la période de 2018 à 2023 ?
- 4) En 2023, combien d'associations conventionnées sont principalement, voire exclusivement, financées par le ministère ?

Réponse (04/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) Le chapitre III du rapport d'activité 2022 donne un aperçu des activités réalisées dans le cadre de conventions avec des organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Il s'agit actuellement de 33 associations pour lesquelles il existe 69 services conventionnés. Une même association peut donc bénéficier de plusieurs conventions couvrant chacune des services différents offerts par la même association.

À travers ces conventions, le ministère octroie une contribution financière couvrant les frais de personnel, selon un nombre d'équivalents temps plein (ETP) accordés, et des frais de fonctionnement, ainsi que des frais d'investissement.

ad 2) Pour l'octroi de ces conventions, le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale prend une décision sur base de différents critères :

- les besoins de la population, les priorités de santé publique et les priorités politiques fixées dans l'accord de coalition,
- les disponibilités budgétaires,
- l'expertise dans le domaine,
- les conditions pour l'obtention d'un agrément dans le champ d'application de la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique,
- l'application des critères de soutien financier de la loi du 8 septembre 1998 précitée (conditions à accepter par le demandeur concernant le format de la convention).

Pour toutes les demandes de conventionnement entrant au Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale, une analyse détaillée de la demande en fonction des critères susmentionnés est effectuée sur base de pièces administratives. Dans la majorité des cas, la Direction de la santé est en outre mandatée pour donner un avis technique au niveau des aspects de la santé publique, qui s'accompagne souvent d'une visite des lieux où ont lieu les activités des services à conventionner.

ad 3) Frais de fonctionnement et de personnel alloués pour la période de 2018 à 2023 : 385.716.071 EUR. Frais d'investissements alloués pour la période de 2018 à 2023 : 16.907.563 EUR.

ad 4) Environ la moitié des associations conventionnées sont principalement financées par le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale. Ces associations peuvent également recevoir des dons de particuliers ou de la part de certaines fondations.

Présence d'animaux dans les établissements scolaires | Question **0388** (23/02/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Bis elo war et esou, dass verschidden Enseignanten hiert Déier, zum Beispill hiren Hond, konnte mat an d'Schoul an an hir Klass huelen. Elo soll et awer esou sinn, dass a verschiddene Schoulen d'Enseignanten hir Déiere guer net méi dierfe mathuelen. An anere Schoulen dierfen nëmmen nach speziell ausgebildeten Hënn mat engem Brevet matgeholl ginn. Hei dierfen dann och keng Hënn, déi an der Ausbildung sinn, méi eran.

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Kann de Minister bestätegen, dass et a verschiddene Schoulgebäier hei am Land dem Enseignant net méi erlaabt ass, fir säin Déier mat an d'Schoul ze huelen?
Wa jo, firwat dierfen a verschiddene Gebäier keng Déiere méi matgeholl ginn?
2. Ginn et Reegelen, ënnert wéi enge Konditiounen Déiere mat an eng Schoul dierfe geholl ginn? Wa jo, wéi eng sinn dat?

Réponse (18/04/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Enseignement fondamental

No Réckfro bei de Regionaldirektioun léisst sech festhalen, datt keng Direktioun e generelle Verbuet ausgeschwat huet, deen et den Enseignanten net méi géif erlaben, een Déier mat an d'Schoul ze huelen. D'Konditiounen, déi mussen agehal ginn, fir een Déier dierfe mat an d'Schoul ze huelen, variéiere jee no Déier an et ass un de Regionaldirektiounen, fir eventuell Demandë vun Enseignanten ze

analyséieren, fir duerno ze préiwen, ënnert wéi enge Konditiounen d'Interventioun vum Déier am schoulesche Kontext kéint stattfannen.

Am Enseignement secondaire ass et grondsätzlech net üblech, datt en Enseignant en Déier mat an d'Schoul bréngt. Sollt dëst de Fall sinn, muss et vun der Direktioun autoriséiert ginn. Dobäi applizéieren sech déi allgemeng Sécherheetsreegelen.

Adaptation de la législation sur le cannabis | Question **0398** (28/02/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ab dem 1. Abrëll gëtt et an Däitschland nei Bestëmmungen, wat de Cannabiskonsum ugeet. Dës nei Instruktiounen sinn ënnert anerem och op Statistiken, wat de Konsum betrëfft, opgebaut ginn. Esou dierfen zum Beispill bis zu maximal 3 Planzen doheem ugebaut an och bis zu 25 Gramm fir den Eegekonsum am öffentliche Raum mat sech gefouert ginn. Et fällt virun allem och op, dass et hei gréisser Ënnerscheeder zu de Bestëmmungen zu Lëtzebuerg gëtt, zum Beispill wat de Besët a Konsum an der Öffentlechkeet ugeet. Zu Lëtzebuerg gëtt et säit Juli 2023 jo och nei Bestëmmungen, och wann dës nëmmen en éischte Schrëtt vun enger méi grousser Strategie sollte sinn.

An deem Zesummenhang wéilte mir de Ministere fir Gesondheet a Justiz dës Froe stellen:

1. Am Kontext vun der oft thematisierter an uviséierter gemeinsamer Approche mat eisen Nopeschlänner, wéi positionéiert sech de Ministère par rapport zum Constat, dass et an eiseim Nopeschland mat dësem Gesetz zu Ënnerscheeder kënnt, wat de Cannabiskonsum ugeet?
2. Gëtt et Iwwerleeungen, sech legislativ un de Bestëmmungen op däitschem Niveau ze alignéieren, besonnesch wat den öffentliche Raum ugeet? Falls net, wat sinn d'Grënn heifir?
3. Wéi gesäit de Planning zu Lëtzebuerg aus a wéi eng konkret legislativ Schrëtt sinn an dësem Kontext an den nächste 5 Joer geplangt? Gëtt et e konkreten Timing, wéini dës weider Schrëtt geplangt sinn?
4. Gëtt et Zuelen, déi de Konsum vu Cannabis zu Lëtzebuerg beschreiwen? Falls jo, kënnen dës Zuele mat der Chamber gedeelt ginn? Falls nee, sinn esou Etüden en cours oder wéini plangt de Ministère, däraarteg Etüden ze lancéieren?

Réponse (04/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1. bis 3. Eng Reform vun der lëtzebuergescher Gesetzgebung ass aktuell net virgesinn. Esou huet d'Regierung an hirem Koalitionsaccord 2023-2028 zum Thema Cannabis festgehalten: „La culture du cannabis pour usage personnel telle qu'elle fut légalement encadrée sera maintenue. Le Gouvernement observera la position des trois pays avoisinants sur la légalisation du cannabis.“¹

An Däitschland wäert eng éischt onofhängeg Evaluatioun vun de gesellschaftlechen Auswierkunge vun hirem neie Gesetz 18 Méint nom Akraafttriede virgeholl ginn, an eng méi ausféierlech Evaluatioun, e. a. vun den Auswierkungen op de Kanner- a Jugendschutz, op de Gesondheetsschutz an op d'Kriminalitéit am Zesummenhang mam Cannabis, spéitstens véier Joer nom Akraafttriede gemaach ginn. Dëse Prozess wäert d'Regierung suivéieren, wéi och méiglech Entwécklung vum der Legislatioun an den zwee aneren Nopeschlänner.

¹ Accord de coalition 2023-2028 p. 100

ad 4. De lëtzebuergesche Point focal vum „Observatoire européen des drogues et des toxicomanies“ erhieft reegelméisseg am Kader vu senger Missioun eng ganz Rei Zuelen iwwert de Konsum vu Cannabis.

Dozou gehéiere follgend Etuden, déi all via de Site „santé.lu“ öffentlech zougänglech sinn an am Nationalen Drogerapport vun 2022 ze fanne sinn:

– den „European Health Interview Survey (EHIS)“ vun 2019;

– d’Etuden iwwert „Health Behaviour in School-aged Children (HBSC)“ vun 2022;

– d’Etudé vum „Réseau luxembourgeois d’information sur les stupéfiants et les toxicomanies (RELIS)“ vun 2022;

– den „European Web Survey on Drugs (EWSD)“ vun 2021.

Regroupement familial des résidents des territoires palestiniens en guerre | Question 0401 (29/02/2024) de Mme Sam Tanson | M. Meris Sehic (déi gréng)

Lors d’une entrevue en date du 26 février 2024 avec des représentant.e.s du Bureau de la Chambre des Députés, des membres de la communauté palestinienne à Luxembourg ont expliqué qu’ils souhaiteraient que des membres de leurs familles actuellement bloqués dans la bande de Gaza ou dans la région puissent les rejoindre – même temporairement – afin de pouvoir quitter les conditions terribles auxquelles ils sont exposés.

Suivant les explications reçues, des personnes originaires de Gaza résidant au Luxembourg (dont des ressortissants luxembourgeois) ont déposé une demande de regroupement familial auprès de la Direction de l’immigration. Selon les informations reçues une de ces demandes a d’ores et déjà été rejetée parce que les conditions établies par la loi n’auraient pas été remplies.

Dans un courrier adressé à Monsieur le Ministre, le Collectif réfugiés Luxembourg (LFR) quant à lui a également fait état « de cas, qui ont vu leur demande de réunification familiale rejetée pour leurs parents, en raison de l’absence de preuve de soutien financier, ce qui n’est pas facile à prouver pour les Palestiniens ». Le LFR demande que le Gouvernement facilite le regroupement familial à travers une débureaucratization des procédures de visa et une prise en considération de la famille du 2^e degré (frères, sœurs, oncles, tantes, neveux, nièces). Il évoque par ailleurs les visas d’urgence temporaires spéciaux voire le traitement prioritaire des demandes de protection internationale de réfugié.e.s palestinien.ne.s de la bande de Gaza comme possibilités pour permettre aux personnes de rejoindre leur famille au Luxembourg dans un délai plus raccourci.

De manière plus générale, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a recommandé au Gouvernement luxembourgeois de faciliter la réunification familiale de bénéficiaires de protection internationale, notamment par le biais d’une simplification des exigences en matière de preuve, par une prise en compte de la composition effective de la cellule familiale et des liens de dépendance (donc aller au-delà de la famille nucléaire) ou encore par une diminution des coûts (y compris administratifs) liés au regroupement familial.

L’accord gouvernemental 2023-2028 reste muet sur la question du regroupement familial.

Dans ce contexte, nous nous permettons de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Monsieur le Ministre compte-t-il agir afin de faciliter le regroupement familial pour les membres de famille résident.e.s de la bande de Gaza ?

2) Comment Monsieur le Ministre évalue-t-il les pistes esquissées par le LFR à cet égard ?

3) Monsieur le Ministre suivra-t-il les recommandations formulées par le HCR au sujet de la facilitation de la réunification familiale de bénéficiaires de protection internationale ? Est-ce que des modifications sont prévues pour faciliter le regroupement familial pour ressortissants de pays tiers plus généralement ?

4) Combien de personnes originaires de Palestine ont déposé une demande de protection internationale au Luxembourg en 2023 (ventilé par mois) et au cours des deux premiers mois de 2024 ?

Réponse (29/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) et 2) Il est renvoyé à la réponse relative à la question parlementaire 265 du 1^{er} février 2024.

ad 3) Le Gouvernement applique la diligence nécessaire en ce qui concerne les demandes de regroupement familial dans le chef de bénéficiaires de protection internationale originaires de la bande de Gaza au niveau des preuves à fournir, en sachant que, dû à la situation sur place, certaines pièces ne peuvent que difficilement être soumises.

Actuellement, il n’est pas prévu d’élaborer un avant-projet de loi afin d’élargir le champ d’application de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l’immigration au niveau du regroupement familial et de dépasser, par conséquent, le cadre mis en place par la directive 2003/86 relative au droit au regroupement familial.

ad 4) Du 1^{er} janvier 2023 au 7 mars 2024, 17 personnes provenant des territoires palestiniens ont introduit une demande de protection internationale au Grand-Duché. À cause de ce nombre limité de demandes, une ventilation par mois ne peut pas être fournie à cause des principes élémentaires de la protection des données et de la nécessité d’accorder une attention particulière à la confidentialité de la procédure de protection internationale en cours.

Propos de Monsieur le Ministre des Sports sur le journalisme sportif | Question 0402 (29/02/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Georges Engel (LSAP)

Dans une interview avec le magazine luxembourgeois « Mental », Monsieur le Ministre des Sports Georges Mischo a affirmé qu’il regrette qu’il n’y ait pas un deuxième magazine comparable « car si vous regardez les pages sportives du “Tageblatt”, du “Wort” ou dans “Le Quotidien” : c’est de plus en plus superficiel et lapidaire » (citation de Monsieur le Ministre Mischo dans le magazine sportif « Mental »).

Ces affirmations sont ressenties par les médias visés comme diffamatoires, comme dénigrement, d’autant plus que ces médias consacrent en moyenne 15 pages par jour à l’actualité sportive.

– Comme Monsieur le Ministre conteste avoir utilisé ces mots et que l’interview a quand même été publiée sur le site du Gouvernement en date du 2 février 2024, nous aimerions savoir s’il a donné son feu vert à l’interview avant la publication.

– De Monsieur le Premier ministre ayant dans ses attributions les médias et la communication nous aimerions savoir quelle est sa position devant un tel jugement négatif de la part du Ministre des Sports sur la

qualité des rubriques sportives d’une grande partie des médias luxembourgeois et indirectement du travail des journalistes concernés ?

– Étant donné que la presse écrite et donc une grande partie de la presse sportive se voient confrontées de plus en plus à des contraintes financières, le Gouvernement envisage-t-il des aides supplémentaires pour que les médias visés puissent « approfondir et compléter » encore davantage leurs rubriques sportives ?

Réponse (19/03/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | Mme Elisabeth Margue, Ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée des Médias et de la Connectivité | M. Georges Mischo, Ministre des Sports

Les ministres estiment que la presse luxembourgeoise, y compris la presse sportive, est de très bonne qualité.

En ce qui concerne l’interview en question, une relecture n’a pas été proposée au Ministre des Sports.

L’évaluation du régime d’aides à la presse mis en place par la loi du 30 juillet 2021 relative à un régime d’aides en faveur du journalisme professionnel est en cours.

Mendicité simple | Question 0403 (29/02/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Den Inneminister huet op meng parlamentaresch Fro N° 0145 geäntwert, dass d’Police an de leschte fënnef Joer 106 Protokoller wéinst organisierter Heescherei ausgestellt huet an 6 Dossiere beim Parquet opge-maach goufen.

Während d’organisierter Heescherei kloer ënner Strof steet, ass et bei der einfacher Heescherei net esou evident fir d’Police an d’Justiz, fir dës ënner Strof ze stellen. De Procureur vum Bezirk Lëtzebuerg hat op RTL de 17. Januar gesot, „dass d’Mendicité simple am Code pénal net méi besteet. [...] 2008 wier d’Immigrationsgesetz op verschiddene Punkte geännert ginn (notamment den Artikel 563 vum Code pénal) an do hätt de Legislatuer wuel ‚par inadvertance‘ een Artikel gestrach, an deem et och ëm d’Mendicité simple goug. Et géingen awer Leit ginn, déi géinge soen, dass déi einfach Heescherei de facto net ofgeschafft gi wier.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Huet den Inneminister Zuelen dozou, wéi vill Persounen an de Joren 2019 bis 2023 wéinst einfacher Heescherei protokolléiert goufen?

2. Op Basis vu wéi enge legalen Dispositionen (Gesetz, Gemengereglementer) huet d’Police d’Infraktioun vun der einfacher Heescherei an der Vergaangenheet festgestallt a protokolléiert?

Wéi eng Beweiser an Indizie goufen heifir genotzt, fir dës Infraktioun kënnen feststellen?

3. Wéi eng Informatiounen kruten d’Polizisten an der Vergaangenheet (Consignen, Ausbildung an der Policeschoul etc.), fir déi einfach Heescherei als Infraktioun ze erkennen an ze protokolléieren?

Réponse (03/04/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D’Police grand-ducale huet an de Joren 2019 bis 2023 keng Persoun op der Basis vum Artikel 563 Punkt 6 vum Code pénal verbaliséiert.

ad 2. An der Vergaangenheet huet fir d’Police de vir zitéierten Artikel vum Code pénal als legal Basis gezielt.

ad 3. D’Poliziste kruten Instruktiounen am Aklang mam Code pénal.

Sites Internet des communes | Question **0404** (29/02/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Lëtzebuerg huet 100 Gemengen an deemno och 100 Gemengewebssäiten. Dës Websäite spillen hautzedaags eng kruzial Roll an der Kommunikatioun mam Bierger an erliichteren d'Zesummenaarbecht tëschent de Bierger:inne mat hirer Gemengeverwaltung. Dat spuert Zäit. Fréier huet een nach missen op d'Gemeng goen, fir administrativ Demarchen ze maachen oder Dokumenter ze kréien. Och fir Informatiounen ze kréien, huet een als Bierger missen entweeder physesch op d'Gemeng goen oder selwer an Zeitungen, Flyeren oder bei de Reider nokucke goen.

Doduerch, dass d'Gemenge Websäiten hunn, kënnen d'Bierger:innen sech also schnell informéieren. Wie selwer nokucke geet, dee gesäit, dass vill Websäite bis ewell awer nëmmen a franséischer Sprooch ugebued ginn, souwuel wat d'Menünavigatioun ugeet wéi och d'Inhalter op der Websäit. Fir vill Leit ass dat eng Hürd, well si d'Informatiounen net verstinn oder Verständnisproblemer mat der frankophoner Sprooch hunn.

An deem Zesammenhang wëllt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill Gemengewebssäiten hei am Land sinn op Lëtzebuergesch?
2. Wéi vill Gemengewebssäiten hei am Land bidde méi wéi zwou Sproochen un?

Réponse (26/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Den Inneminister féiert keng Statistiken iwwert d'Internetsitte vun de Gemengen.

Légalisation du cannabis | Question **0405** (29/02/2024) de **Mme Carole Hartmann** (DP)

Le Parlement de la République fédérale d'Allemagne a adopté la légalisation du cannabis en Allemagne. La possession et la culture de cette drogue deviendront légales le 1^{er} avril 2024, avec de nombreuses conditions pour les personnes majeures à des fins de consommation personnelle.

Dans la mesure où le Gouvernement a annoncé vouloir observer les développements à ce sujet dans les trois pays limitrophes, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

– Comment Madame la Ministre se positionne-t-elle par rapport à cette nouvelle loi ?

– Madame la Ministre souhaite-t-elle entamer des réformes de la législation luxembourgeoise en la matière à la suite des évolutions en Allemagne ?

– Madame la Ministre a-t-elle l'intention de suivre l'approche de l'Allemagne en ce qui concerne la quantité de cannabis qu'une personne peut transporter sur elle ?

– Madame la Ministre souhaite-t-elle suivre l'exemple de l'Allemagne pour autoriser la consommation de cannabis sur la place publique, hors exceptions telles que les écoles et centres sportifs ?

– Madame la Ministre estime-t-elle opportun de suivre l'exemple de l'Allemagne et d'autoriser les « associations de culture » non commerciales (Anbauvereingung) ?

Réponse (04/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Une réforme de la législation luxembourgeoise n'est actuellement pas prévue. Ainsi, l'accord de coalition 2023-2028 stipule que : « La culture du cannabis pour usage personnel telle qu'elle fut légalement encadrée sera maintenue. Le Gouvernement observera la position des trois pays avoisinants sur la légalisation du cannabis. »²

Le Gouvernement a pris connaissance de la légalisation partielle du cannabis en Allemagne qui entrera en vigueur à partir du 1^{er} avril et analysera les répercussions qui en découleront. Il convient de noter qu'en Allemagne une première évaluation indépendante des effets sociaux de cette nouvelle loi sera réalisée 18 mois après l'entrée en vigueur de la loi. Une évaluation plus détaillée sur la protection de l'enfance et de la jeunesse, sur la protection de la santé publique et sur la criminalité liée au cannabis, est prévue au plus tard quatre ans après l'entrée en vigueur. Le Gouvernement suivra ce processus, ainsi que toute autre évolution de la législation dans les deux autres pays avoisinants.

Déclarations auprès du Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) | Question **0406** (29/02/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Vill Leit wiesselen am Laf vun hirem Liewen de Wunnsätz an ëmmer méi Leit ginn och an d'Ausland wunnen, sief et well si do eng Aarbecht fonnt hunn oder fir hire Liewensowend ze genéissen. Wa Persounen hire Wunnsätz definitiv an d'Ausland verleeën, mussen si sech zu Lëtzebuerg ofmellen. Domat sinn si natierlech och net méi bei der Krankekeess affiliéiert. Si kréien dann een entsprechenden Ziedel, mat deem si sech an hirem neie Wunmland bei der Krankekeess kënnen umellen. Bis dës Prozess ofgeschloss ass an d'Leit nees krankeverséichert sinn, kann et awer wuel e puer Wochen daueren, an deenen d'Leit net richtig verséichert sinn.

An deem Zesammenhang wëllt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Geet dës Karenzzeit, déi entsteet, fir sech bei der Krankekeess zu Lëtzebuerg a bei der Krankekeess am neie Land of- anzemellen, op eng lëtzebuergesch oder eng europäesch Gesetzgebung zréck?

2. Sollt et sech ëm eng reng lëtzebuergesch Legislatioun handelen, ass d'Regierung gewëllt, déi definitiv Ofmeldung bei der Lëtzebuenger Sécurité sociale esou laang ze verlängeren, bis déi definitiv Umeldung am neie Wunmland ofgeschloss ass?

Réponse (03/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Als éischt muss erwänt ginn, dass d'Sozialversécherung an der Europäescher Unioun duerch europäesch Reglementer koordinéiert gëtt (Reglement (CE) Nr. 883/2004 iwwer d'Koordinatioun vun de Sozialversécherungssystemer a säin Applicatiounsreglement (CE) Nr. 987/2009), déi zum Zil hunn d'Sozialversécherungsrechter vu Leit, déi sech an der Europäescher Unioun beweegen, ze schützen. Dës Reglementer setze speziell Reegele fest fir ze bestëmmen, wéi ee Sozialversécherungssystem fir eng Persoun gëllt, a setzen de fundamentale Prinzipp vun der Eenheet vun der gëlteger Gesetzgebung fest, no deem eng Persoun nëmmen der Gesetzgebung vun engem eenzege Memberstaat ënnerläit.

Et ass wichteg ze betounen, dass et sech ëm eng Koordination handelt, an d'Memberstaate bleiwen zoustänneg, fir d'Grondprinzipie vun hire Sozialversécherungssystemer ze bestëmmen. Dëst ëmfaasst och

déi erfuerderlech Formalitéiten, déi een erfëlle muss, fir vun der Sozialversécherung vun deem jeeeweilege Memberstaat ze profitéieren.

Generell ass et wichteg ze preziséieren, dass eng Ännerung vun der Residenz oder vun der Aarbechtsplaz innerhalb vun der Europäescher Unioun eng Neibewäertung vun der Kompetenz vun der Krankeversécherung no den europäesche Reglementer erfuerdert.

Eng Persoun an enger Situatioun, wéi se vum honorebelen Deputéierten ugeschwat gëtt, déi Lëtzebuerg verléisst, fir sech an engem anere Memberstaat ze installéieren, ass der Gesetzgebung vun deem anere Memberstaat ënnerleucht a benefisziert vun der Krankeversécherung, sou wéi et am Gesetz vun deem Memberstaat virgesinn ass.

Fir Rentner mussen déi betraffe Memberstaaten no der Ännerung vun der Residenz d'Kompetenz an der Krankeversécherung klären, well méi wéi een Zenario opriede kann, ofhängeg vum Versécherungsverlaf vun Rentner.

D'europäesch Reglementer iwwer d'Koordinatioun vun de Sozialversécherungssystemer gesi keng Waardezäit vir, wat den Ufank vun enger neier Affiliatioun an engem neie Memberstaat ugeet.

D'Aschreiwungsprozeduren am neie Memberstaat hänken awer vun de Formalitéiten of, déi a senger Gesetzgebung virgesi sinn.

Dobäi kënnen, wéi schonn uewe beschriwwen gouf, Echanges tëscht den Institutione vun de betraffene Staaten néideg sinn, fir d'Rechter vun der Persoun festzeleeën. Elektronesch Echanges tëscht den Institutione vun de Memberstaate vun der Europäescher Unioun goufen opgestallt (EESSI-System) an erlaben et ënner anerem, d'Prozeduren ze beschleunegen.

Schlussendlech ass et wichteg ze ënnersträichen, dass Artikel 8 vun de Statute vun der CNS d'Erhale vun de Rechter op d'Gesondheitsleeschtunge fir de lafende Mount souwéi fir déi dräi Méint dono virgesäit, am Fall wou d'Affiliatioun ophält. Dëst Erhale vun de Rechter ass un d'Bedéngung gebonnen, dass den Assuré riichtduerch während engem Zäitraum vu sechs Méint direkt virum Ophale vun der Affiliatioun verséichert war. Ausserdeem ass nach eng weider Verlängerung vun dräi méi Méint virgesinn, wann den Assuré grad krank ass. Dowéinst, esoubal d'Konditioun vum Artikel 8 vun de Statuten erfëllt sinn, halen d'Gesondheitsleeschtingen net direkt op, wann den Assuré seng Affiliatioun verléiert.

ad 2. Wéi uewen ugedeit, hunn d'Leit laut dem Artikel 8 vun de Statute vun der CNS e Recht op Gesondheitsleeschtunge fir de lafende Mount souwéi fir déi dräi Méint dono, wann d'Affiliatioun opgehal huet, ënnert der Bedéngung, dass den Assuré riichtduerch während engem Zäitraum vu sechs Méint direkt virum Ophale vun der Affiliatioun verséichert war.

Problématiques du logement dans l'espace transfrontalier | Question **0407** (01/03/2024) de **M. David Wagner** (déi Lénk)

Un reportage récemment publié dans le journal « Le Monde » a mis en lumière les évolutions en matière de logement dans les communes françaises proche de la frontière franco-luxembourgeoise. L'article cite entre autres des élu.e.s locaux qui pointent du doigt des entreprises luxembourgeoises qui achèteraient ou loueraient des logements en France pour y faire dormir leurs ouvriers dans des conditions souvent indécentes. De nombreux immeubles seraient transformés pour y héberger un maximum de personnes dans des

² Accord de coalition 2023-2028, p. 100

chambres ou des petits studios souvent loués à des prix élevés. Cette prolifération de petits logements et de chambres à louer entraînerait de nombreux problèmes au niveau de la planification urbaine et des services publics pour les communes concernées. L'impact négatif de la pénurie de logements abordables au Luxembourg sur les communes à la frontière franco-luxembourgeoise est donc indéniable.

Dans ce contexte je voudrais rappeler l'étude de faisabilité en vue de la création d'un observatoire transfrontalier du logement présentée lors d'une réunion de la Commission du Logement le 14 mai 2020. Cet observatoire serait censé permettre de faire progresser la connaissance en matière de logement, e. a. en ce qui concerne le fonctionnement des marchés immobiliers des régions voisines du Luxembourg. Parmi les thèmes prioritaires présentés lors de cette réunion pour une telle coopération en Grande Région figureraient la mobilité résidentielle transfrontalière, les conditions des logements et les besoins en logements abordables en Grande Région.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement et à Monsieur le Ministre de la Grande Région :

- 1) Messieurs les Ministres sont-ils en faveur de la création d'un observatoire transfrontalier du logement ? Dans l'affirmative, quel scénario préconisent-ils pour la création d'un tel observatoire ?
- 2) Quelle importance accorderaient-ils aux travaux scientifiques réalisés par un tel observatoire dans la définition des politiques publiques en matière de logement dans l'espace transfrontalier ?
- 3) Les travaux en vue de la création d'un tel observatoire ont-ils progressé depuis la présentation du projet en commission en 2020 ?
- 4) Messieurs les Ministres sont-ils conscients des situations de logement souvent difficiles des travailleurs frontaliers ainsi que de la pression exercée par les marchés du logement et du travail luxembourgeois sur les communes françaises à la frontière franco-luxembourgeoise ? Messieurs les Ministres sont-ils plus particulièrement conscients des activités immobilières d'entreprises luxembourgeoises dans les communes françaises pour y faire dormir leurs salarié.e.s ?
- 5) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres entendent-ils prendre des mesures pour soutenir les communes concernées, voire pour réduire la pression exercée par l'économie luxembourgeoise sur les localités frontalières françaises ? Si oui, lesquelles ?

Réponse (03/04/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire | **M. Xavier Bettel**, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

ad 1) L'objectif d'un observatoire transfrontalier de l'habitat est largement partagé par les acteurs concernés de la Grande Région. Il s'agit de renforcer et de compléter les liens existants entre les différentes entités de recherche afin d'améliorer et d'harmoniser la collecte de données existantes, de compléter les lacunes d'information sur le marché immobilier et sur l'habitat ainsi que d'initier au cours des mois à venir des premières études à l'échelle transfrontalière.

ad 2) Le rôle de l'observation transfrontalière et des travaux scientifiques qui en découlent est multiple. Ils permettent l'identification de la quantité et de la nature de l'offre (transfrontalière) des logements, y compris abordables, au Luxembourg et dans les régions voisines ainsi que des échanges sur de bonnes pratiques susceptibles d'accroître l'offre en logements, que ce soit au niveau urbanistique, foncier ou financier. Ces

travaux permettent aussi d'approfondir les connaissances sur les choix résidentiels des ménages dans l'espace transfrontalier et sur les conséquences de la mobilité transfrontalière pour le Luxembourg et les territoires voisins, ainsi que d'identifier les situations précaires en rapport avec le logement sur le territoire transfrontalier.

ad 3) Le Comité de coordination du développement territorial (CCDT), qui a pour mission de suivre et de coordonner l'ensemble des travaux relatifs à l'aménagement du territoire de la Grande Région, rassemble un grand nombre d'acteurs pouvant intervenir utilement dans le développement de cet observatoire. Lors de la réunion du 19 janvier 2024 du CCDT le projet d'un observatoire transfrontalier a fait l'objet d'un échange-débat. Sur proposition du MLOGAT, les membres ont affirmé leur intérêt de lancer un projet Interreg sur un observatoire transfrontalier de l'habitat.

Le Gouvernement luxembourgeois est dès lors confiant que les travaux conceptionnels pourront être dynamisés au courant des mois à venir et qu'un projet Interreg à ce sujet puisse voir le jour. À cet effet le Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire a inscrit la coordination de ces travaux parmi les activités prévues au programme de travail de l'Observatoire de l'habitat luxembourgeois et pour lequel le LISER est chargé de la mise en œuvre. Actuellement, des agents du Département de l'aménagement du territoire et du Département du logement élaborent avec les équipes de LISER les premières esquisses d'un tel projet.

ad 4) et 5) La situation du logement à l'échelle transfrontalière fait régulièrement l'objet d'échanges bilatéraux et régionaux. Grâce aux travaux des différents instituts de recherche, la situation délicate en matière de logement est dès lors relativement bien connue de part et d'autre des frontières.

Outre une analyse approfondie de la situation du logement, la création d'un observatoire transfrontalier de l'habitat permettrait d'analyser les interconnexions transfrontalières des marchés de l'emploi et de l'habitat.

La problématique du logement s'insère dans une approche plus large d'aménagement du territoire qui doit être menée aux échelles nationales, régionales et communales.

Protection des enfants dans le sport | Question **0408** (01/03/2024) de **Mme Mandy Minella** (DP)

Beim „safeguarding“ am Sport geet et drëms fir Kanner a Jugendlecher ze schützen, an ze garantéieren, dass de Sport kann op eng Manéier ausgeübt ginn, dass déi bedeelegt Persounen sech wueffillen a kengem physischen, mentalen oder sexuelle Mëssbrauch oder „grooming“ ausgesat sinn. D'Zil ass, d'Sécherheet vun de Kanner a Jugendlechen am Sport ze garantéieren, fir dass si sech voll a ganz kënnen op de Sport konzentréieren.

Dem Koalitiounsprogramm 2023–2028 no soll d'ALAD (Agence luxembourgeoise antidopage) sech an Zukunft mat dem Thema befaassen an als National Agence fir d'Intégritéit vum Sport agéieren. D'ALAD wier dann eng Cellule, wou Sportler a Sportlerinnen eng Ulafstell hätten, fir Abusen (z. B. vu verbaler, gewalttäterger oder sexueller Natur) ze denoncéieren. En Aarbechtsgrupp, deen aus Experte besteet, wäert an éischer Phas intervenéieren an de Ministère wäert en nationalen Aktiounsplang developpéieren zu deem Sujet.

Leider ginn et international vill ze vill Abusen an et kommen ëmmer méi erschreckend Fäll eraus, an dat an alle Sportarten, sief dat vum Amateursport bis hin zum Profisport. No enger Etüd am Joer 2021 vun der Edge Hill University, déi vun der EU finanziert gouf, ass festgestallt ginn, dass op engem Echantillon vun 10.000 Leit aus 6 Länner (Éisträich, Belsch, Däitschland, Rumänien, Spuenien a UK) ¾ vun de Kanner, déi Sport praktizéiert hunn, Opfer gi ware vu psychologeschen oder physeschen Abusen.

En vue vun den Olympesche Spiller 2024 zu Paräis wier lo sécherlech de Moment räif, fir sech méi mat deem Thema ofzeginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Sportsminister folgend Froe stellen:

1. Wéini huet de Minister wëlles, de „safeguarding“ am Sport anzeféieren?
2. Gëtt d'ALAD d'Ulafstell fir Beschwerden am Fall vun Abusen am Sport?
3. Ginn et Zuelen zu Lëtzebuerg, déi d'Abusen am Sport uginn?
4. Wéi ginn Trainer an Trainerinnen an hirem Beräich sensibiliséiert a kontrolléiert?
5. Huet de Ministère wëlles, eng Sensibiliséierungscampagne an deem Domaine ze lancéieren?

Réponse (27/03/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre des Sports

ad 1. Meng Servicer um Sportsministère schaffen aktuell intensiv drun, en Aktiounsplang zu dësem sensible Sujet opzestellen an ëmsetzen. Beim Thema Safeguarding geet et drëms, en Ëmfeld fir de Sport ze schafen, dat d'Gesondheet an d'Wuelbefanne vun de Sportler*innen, den Trainer*innen, den Offiziellen an deene sëllege Benevollen, souwéi och d'Kredibilitéit vum Sport selwer, garantéiert respektiv protegéiert. Dëst betrëfft jiddereen deen de Sport selwer bedreift oder encadréiert a virun allem d'Kanner an déi Jugendlecher.

D'Konzept vum Safeguarding am Sport couvréiert all d'Mesuren, déi ergraff gi fir déi, déi am Sport aktiv sinn, viru Blessuren, physescher oder moralescher Belästegung, all Form vun Intimidatioun oder Abus ze schützen.

ad 2. D'Schafe vun enger onofhängeger Ulafstell, déi d'Intégritéit vum Sport soll garantéieren, ass eng vun de Prioritéiten, déi och esou aus dem Koalitiounsaccord ervirgeet. An deem Kontext sinn och schonn eng Partie Gespréicher mat der ALAD gefouert ginn. Do lafen elo d'Analysen, wéi een dës Ulafstell am Beschte kann opstellen, fir datt si hiren Erausforderunge ka gerecht ginn. Dës Ulafstell, mat hiren neie Kompetenzen, wäert sech dann e Kader ginn, fir d'Intégritéit am Sport ze schützen. Domat limitéiere mir eis net just gär op de Kampf géint den Doping oder de Safeguarding, mee schafen eng Struktur, déi sech op allen Theemfelder vun der Intégritéit am Sport positionéiert, sou wéi zum Beispill de Match-fixing, de Fair-play oder d'Préventioun vu Verletzungen, fir just dës ze nennen.

ad 3. Bedauerlecherweis ginn et aktuell zu Lëtzebuerg keng Zuele wat d'Abusen am Sport ueget.

ad 4. D'Theema Safeguarding, mat engem Fokus op d'Kanner an déi Jugendlecher, ass Bestanddeel vun der Partie commune LUXQF3 Trainerformatioun. Deemno gëtt all Trainer*in, deen d'Formatioun duerchleeft, zu dësem Sujet sensibiliséiert.

ad 5. D'Sensibiliséieren ass natierlech e wichtegt Element vun engem Aktiounsplang.

Initiative pour l'emploi ProActif | Question **0409**
(01/03/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

De 5. Februar gouf den Direkter vun der Beschäftigungsinitiative ProActif SIS SARL (fréier ProActif ASBL) während engem Krankeschäin duerch de President vum Verwaltungsrot entlooss. D'Decision gouf mat enger verbaler a quasi physischer Aggressioun vum Direkter vis-à-vis vum President begrënnt. Kuerz dorop huet den LCGB ugekënnegt, op Basis vun de selwechte Virwërf eng Ausschlossprozedur géint den Direkter ze lancéieren.

D'Rechtméissigkeet vun där Decision steet awer verschiddene Presseartikelen no mëttlerweil op dënnem Äis. Eegener Ausso no hat de betroffenen Direkter, esou wéi de Code du travail et virschreift, den Dag selwer ugeruff fir sech krankeschreien an och de Certificat vum Dokter ageschéckt, sou datt hien u sech ënnert de gesetzleche Kënnegungsschutz vum Krankeschäin fält. Weider wier, dem Kollektivvertrag no, virun all Entloossung och e Gespréich mam Betreffene virgesinn, eng Obligatioun, déi aus dem Artikel L.124-2 vum Code du travail ervirgeet. Weider heescht et an der Press, datt dës Decision vum Verwaltungsrot vu ProActif hätt misse gestëmmt ginn, mee datt de Gremium amplaz just nodréiglech informéiert gi wier. Mëttlerweil hunn och verschidde Membere vum Verwaltungsrot dem Direkter, wéi et schéngt, weiderhin hiert Vertrauen ausgeschwat. Obwuel den Direkter selwer nach formell Member vum Verwaltungsrot ass, gouf hien och net an d'Reunioun, déi sech mat sengem Fall befasst huet, invitéiert, fir seng Perspektiv ze presentéieren.

Doriwwer eraus gëtt d'Substanz vun de Virwërf mëttlerweil an Zweifel gezunn. Sou wollt de President op Nofro hin anscheinend net méi op Detailer iwwert de Virfall agoen an och Aussoe vun Zeie goufen aus Datenschutzgrënn op eemol zeréckbehalen. Weider gouf och dem Direkter säin Zougang zu sämtlechen déngschtlechen, elektronischen Apparater gespaart, sou datt hie méiglecherweis net méi op wichteg Dokumenter kann zeréckgräifen, déi säi Fall betreffen. Am Gespréich mam RTL-Journal huet hien dann och virun der Kamera sämtlech Virwërf zeréckgewisen an amplaz selwer Virwërf vu schwéiere verbalen Aggressiounen bis hin zum Mobbing, géint de President erhewen.

Déi verschidde Beschäftigungsinitiative gi vum Här Aarbechtsminister sengem Haus mat insgesamt 25 Milliounen Euro d'Joer ënnerstëtzt. De Ministère huet an deem Kader och e Sëtz am Verwaltungsrot vu ProActif zegutt. Den entspreche Verrieder konnt, der Press no, wéinst sengem Congé awer net u där entsprecher Sëtzung deelhuele. Den Här Minister selwer hat anscheinend eng perséinlech Entrevue mam Betreffenen ugekënnegt, deen elo – jiddefalls bis de komplizéierte Fall eng Kéier gekläert ass – mat engem groussen Imageschued ze kämpfen huet. Hien huet dës Ausso awer mëttlerweil zeréckgezunn.

Et ass net déi éischte Kéier, datt ProActif negativ an d'Schlagzeile geréit. 2011 hat en Audit fir d'Joren 2005–2010, dee vun deemolegen Aarbechtsminister, dem Här Nicolas Schmit, lancéiert gouf, e schlechten Émgang mat Steiersuen a Milliounenhéicht u d'Liicht bruecht. An der Conclusioun huet et geheescht, datt déi Suen zeréckbezuelt sollte ginn. Ewéi den deemolegen Aarbechtsminister, den Här Dan Kersch, an der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nr. 2017 aus der Legislaturperiod 2018–2023 geäntwert hat, war dat bis dato net geschitt an den Här Minister Kersch hat seng Servicer eegener Ausso no ugewise, en neie Plan de remboursement mat ProActif auszuhandelen.

An deem Zesummenhang géif ech dem Här Aarbechtsminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi reagéiert den Här Minister op d'Virgäing ronderëm d'Entloossung vum Direkter vu ProActif? Kann den Här Minister an deem Zesummenhang preziséieren, wéi eng Konsequenzen hien aus der Tatsaach zitt, datt déi entspreche Reunioun vum Verwaltungsrot op en Dag geluecht gouf, op deem de Verrieder vu sengem Haus d'office verhënnert war?
2. Wéi begrënnt den Här Minister seng Decision, déi ugekënnegt Entrevue mam betroffenen Direkter zeréckzezéien?
3. Kann den Här Minister matdeelen, wéi eng Modalitéiten an deem 2020 annoncéierte Plan de remboursement festgehale goufen an ob dës bis ewell vusäite vun der fréierer ASBL respektéiert goufen? Wier den Här Minister bereet, der Chamber déi entspreche Dokumenter zoukommen ze loosse?
4. Kann den Här Minister eng Tabell presentéieren, wéi eng Zomm ProActif am Kader vun der Ënnerstëtzung vun de Beschäftigungsinitiativen an de Joren 2012 bis 2023 jeeeweils zoukomm ass, a preziséieren, ob d'Verwendung vun deenen entspreche Betrag opgrond vun den Erfarungen aus dem Joer 2011 systematesch auditéiert gouf? Falls net, firwat net?

Réponse (02/04/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. D'Entloossung vum Direkter ass eng intern Personaldecision vu ProActif SIS SARL. Et gëtt keng Dispositioun an de „conventions de coopération“, déi de Beschäftigungsinitiative virschreift, ween si astelle respektiv ween si entloossen.

De Verrieder vum Aarbechtsministère ass just als Observateur bei de Reuniounen vum Conseil de gérance vu ProActif SIS SARL dobäi. Vu datt hie kee Stëmrecht huet, hätt seng Präsenz keen Afloss op d'Decision kënnen hunn, deemno sinn op deem Punkt keng Konsequenze vum Minister ze zéien.

ad 2. De betroffenen Direkter hat bis dohinner keng Entrevue vum Minister versprach kritt, deemno konnt déi och net zrëckzege u ginn.

ad 3. Obwuel 2020 ee Plan de remboursement annoncéiert gouf, gouf a béider Averstännis an opgrond vun der deemoleger ekonomescher Situatioun vun der fréierer ASBL, ee sougenannte „plan d'investissement“ opgestallt, dee virgesäit, dass déi fälleg Zomm sollt investéiert ginn a soumat d'Weiderbestoe vun der Initiativ garantéiert sinn, déi als Haaptmissioun huet, de Leit eng zweet Chance ze ginn, si ze stabiliséieren an ze forméieren, fir dës, am Idealfall, erëm op den éischten Aarbechtsmarché ze kréien.

Dësen „tableau d'investissement“ gëtt eis all Joer matgedeelt an den zoustännege Service um Ministère iwwerpréift, dass d'Suen och fir déi uewe genannte Missioun gebraucht gi sinn.

Opgrond vun der Vertraulichkeet vun dësen Donnéeën, déi der SARL gehéieren, ass den Aarbechtsminister der Meenung, dass et him net zousteet, den deementspreichenden Tableau ëffentlech zougänglech ze maachen.

ad 4. D'Zommen, déi ProActif ASBL respektiv ProActif SIS SARL an de Joren 2012 bis 2023 am Kader vun hirem Konventionnement als Beschäftigungsinitiative kritt hunn, sinn déi follgend:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*.)

Esou wéi d'Gesetz et virgesäit, kritt all Beschäftigungsinitiative hir Konventioun, Joer fir Joer, sur Demande erneiert.

Am Kader vun der „Convention de coopération“ hunn d'Beschäftigungsinitiativen eng Obligatioun, hir Konten all Joer vun engem agreéierte Réviseur d'entreprises kontrolléieren ze loosse, dëst onofhängeg vun de legalen Obligatiounen, déi mam jeeeweilige Statut (ASBL, Société coopérative, SARL etc.) vun der Beschäftigungsinitiative verbonne sinn.

Zusätzlech kann de Ministère Kontrollen op der Plaz an op Dokumenter duerchféieren, wat am Hierscht 2023 gemaach gouf, esou wéi et am Artikel 82 vum ofgeännerte Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert de Budget, d'Comptabilitéit an d'Trésorerie vum Staat virgesinn ass.

Ee sougenannte Prérapport gouf vum zoustännege Service am Ministère erstallt an der SARL pour Prise de position zoukomme gelooss. Zanter Ufank Mäerz läit hir Stellungnam zum Prérapport vir, a gëtt elo vum uewe genannte Service analyséiert.

Fir e spezifeschen, externen Audit huet op Basis vun de Resultater vun der Kontrollprozedur bis ewell keen Ulass bestanen.

Stationnement pour personnes en situation de handicap | Question **0410** (01/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ech hunn observéiert, wéi zum Beispill an der Stad Lëtzebuerg während enger Staatsvisitt oder och während engem Chantier ëffentlech Behënnerteparkplaze während Deeg gespaart oder blockéiert gi sinn. Dës Spärung sinn ouni iergendwellech Indicatiounen op alternativ Parkplaze fir behënnert Leit duerchgefouert ginn. Et erschénkt kloer, dass net all ëffentlech Parkplaz de Besoin vu behënnerte Leit gerecht gëtt.

An deem Zesummenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Gëtt et säitens dem Ministère Instruktiounen op Gemengenniveau, dass bei temporair Spärungen dës Parkplaze muss kompenséiert ginn a behënnerte Leit eng ëffentlech Alternativ muss gebuede ginn?

2. Falls net, plangt de Ministère hei esou Iwwerleeungen ze féieren?

Réponse (02/04/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Artikel 5 Paragraph 3 vum ofgeännerte Gesetz vum 14. Februar 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques gesäit Follgendes vir: „Les communes peuvent en particulier réglementer le stationnement et le parage dans l'intérêt de la sécurité et de la commodité des usagers de la route ainsi que dans l'intérêt de la qualité de vie des riverains et du développement ordonné des agglomérations. Elles peuvent, notamment sur les voies publiques des quartiers résidentiels, prévoir des modalités particulières d'utilisation des emplacements de stationnement et de parage en faveur des véhicules des résidents. Elles peuvent aussi réserver le stationnement et le parage de certains emplacements signalés comme tels aux véhicules utilisés par des personnes dont la mission ou la condition physique justifie pareille dérogation ; ...“ D'Reglementatioun vum Parke fält also an d'Kompetenz vun de Gemengen an ass eng typesch lokal Matière, an där d'Regierung de Gemenge keng Instruktiounen gëtt.

Flotte automobile lors de visites d'État | Question **0412** (01/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Bei der rezenter Staatsvisitt vum President vun der tschechescher Republik Petr Pavel a senger Fra ass eis opgefall, dass dee vu Lëtzebuerg an dësem Kontext zur Verfügung gestallte Fierpark bal exklusiv aus fossill ugedriwwene Gefierer bestanen huet. Dozou kënn, dass déi Gefierer, déi ronderëm de Palais stationéiert sinn, aus eis onbekannte Grënn de Motor permanent lafe loossen. Hei stelle sech Froen, wat d'Ëmwelt, d'Reputatioun vu Lëtzebuerg an eis Virbildfunktioen ueget.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Premierminister an der Madam Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi positionéiert sech de Ministère par rapport zu dësen Observatiounen? Gesäit de Ministère hei eng Méiglechkeet, senger Virbildfunktioen besser gerecht ze ginn?
2. Falls dës Gefierer an de Choix vun dësen der Autoritéit vun der Maison du Grand-Duc ënnerleien, plangt d'Regierung, hei eng Recommandatioun auszuschwätzen?
3. Aus wéi enge Grënn besteet de Fierpark, dee fir eng Staatsvisitt genotzt gëtt, net aus méi alternativ ugedriwwene Gefierer?
4. Wéi vill alternativ ugedriwwene Gefierer, déi ee kéint fir eng Staatsvisitt notzen, wieren aktuell disponibel?
5. Gëtt et Iwwerleeungen, de betreffende Fierpark hei an noer Zukunft anescht ze ekipéieren?

Réponse (25/03/2024) de M. Luc Frieden, Premier ministre | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Am Prinzip sinn nei Déngschtautoen 100 % elektresch oder Plug-in Hybriden, ausser a Fäll, wou den Auto spezifesch Ufuerderungen erfëlle muss, fir déi et nach keng adequat elektresch Alternative gëtt. An dem Sënn optimiséiere souwuel d'Regierung wéi och d'Maison du Grand-Duc kontinuierlech d'Nohaltegkeet vun hirem Fierpark.

De Fierpark bei der Staatsvisitt vum President vun der tschechescher Republik huet aus dräi Zorte Gefierer bestanen:

- Policeween a -motoen;
- Autoen aus dem Fierpark vun der Maison du Grand-Duc: hei ware 5 vu 6 Autoen Hybridgefierer (an een traditionell ugedriwwene Minibus);
- geléinte Gefierer: vu 6 kuerzzeiteg geléinte Gefierer waren der 2 Hybrid a 4 traditionell ugedriwwene wéinst engem Mangel vu Luedstatiounen. Am Prinzip sollen all d'Chaffeuren d'Motoren ofschalten, wann hiert Gefier geparkt ass, ausser wann dat aus sécherheetstechnesche Grënn net méiglech ass.

Suivi des projets pilotes de serres dans la zone verte en proximité de zones industrielles | Question **0413** (01/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Suite à la publication de la stratégie nationale « Urban Farming Luxembourg » en 2019 par le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, les Ministres de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Économie du Gouvernement précédent ont lancé les travaux en vue de l'élaboration d'un cadre pour des projets urban farming à vocation économique dans la zone verte.

L'objectif était de situer ces projets à proximité d'une zone industrielle présentant des excédents de chaleur ou de matières afin d'exploiter des synergies entre ces activités économiques et la production d'aliments en

serre dans la zone verte (par exemple l'utilisation dans une serre d'excédents de chaleur provenant d'une zone industrielle).

Des projets pilotes potentiels ont été identifiés et les ministres se sont mis d'accord de lancer une étude approfondie de deux projets pilotes spécifiques, ceci en vue de la clarification du cadre réglementaire et les régimes d'aides d'État y liés.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité, à Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture et à Monsieur de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

- 1) Madame et Messieurs les Ministres souhaitent-ils poursuivre cette initiative lancée par le précédent Gouvernement visant à exploiter des synergies existantes entre activités économiques et production d'aliments en serre dans la zone verte ?
- 2) Dans l'affirmative, quelles initiatives ont été prises depuis novembre 2023 et quelles seront les prochaines étapes au niveau de l'étude des projets pilotes et de l'élaboration d'un cadre général ? Quel est le calendrier visé à cet égard ?

Réponse (03/04/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) Oui, cette initiative lancée par le précédent Gouvernement est poursuivie activement par les ministères et administrations concernés.

ad 2) Le Gouvernement précédent a lancé l'élaboration d'un cadre général visant à faciliter l'implantation de projets de serres à vocation économique dans des zones vertes de préférence – et en vue d'exploiter des synergies potentielles – à proximité d'une zone présentant des excédents en chaleur ou en nutriments. Deux projets pilotes identifiés en 2023 répondent aux synergies recherchées.

Les échanges et le développement du cadre général entamés en 2023 se poursuivront en 2024 sous réserve de la volonté des porteurs de projets de maintenir leurs projets.

Les documents techniques élaborés dans le cadre des projets pilotes pourront servir de base pour le développement du cadre général sous forme de lignes directrices qui pourront servir d'orientation générale aux futurs porteurs de projets. Ce cadre général sera adapté en fonction de l'évolution des projets pilotes.

Les projets pilotes présentant à ce stade encore certaines inconnues, notamment au niveau technique et économique, un calendrier précis ne saurait être avancé.

Accord sur les pandémies de l'OMS | Question **0414** (04/03/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Während der Coronakris hat d'Weltgesundheitsorganisation (WHO) e gewëssenen Afloss op d'Mesuren, déi op internationalem an op nationalem Niveau geholl goufen. D'Roll vun der WHO an enger Pandemie an Diskussiounen ëm e Pandemieoffkommens (WHO Pandemic Agreement) gi mat grousser, awer dacks och kriteschem Intressi observéiert. An deem Kader hat och schonn den honorablen Deputéierte Jeff Engelen eng parlamentaresch Fro (N° 8050) un déi deemoleg Gesondheetsministesch gestallt. Hirer Äntwert no soll et bis dohin nach keen Accord um Text gi

sinn, woufir den Inhalt och nach net am Detail hätt kënnen kommentéiert ginn. Zanter dem 30. Oktober 2023 läit elo awer dee verhandelten Text effentlech vir.

An dësem Kontext géing ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Timeline betreffend dëse verhandelten Text, vun de Verhandlungen an deenen eventuelle weideren Aarbechten um Text bis hin zur Presentatioun vum definitiven Text a senger Ofstëmmung? Bis wéini müssen Amendemente vun de WHO-Memberstaaten eragereecht ginn? A wéi wäit ass den Text nach negociabel? Wëll d'Regierung dëst Ofkommens an där aktuell bekannter Versioun unhuelen?

Folgend Froe géing ech der Regierung gär am Kader vum proposéierten Text (A/INB/7/3 vum 30. Oktober 2023) vum Pandemieoffkommens stellen (Zitater si „kursiv“ geschriwwen):

2. Duerch de ganzen Text duerch liest een ëmmer nees „shall“ („should“). Sinn all dës Dispositiounen als Obligatioun ze liesen oder éischer als Recommandatioun? Wéi liest sech dat an där spéiderer franséischer Versioun?

3. Kapitel 1 Artikel 1 (c): „‘infodemic’ means too much information, false or misleading information, in digital and physical environments during a disease outbreak.“

– Wéi steet d'Regierung zu deem Begrëff „infodemic“? Wien definéiert dat? Riskéiert dat net, datt d'Meenungsfreiheet domat kann a Fro gestallt ginn?

4. Kapitel 1 Artikel 3 Punkt 4: „Responsibility – Governments have a responsibility for the health of their peoples, and effective pandemic prevention, preparedness and response require global collective action.“

– Hei gi keng Detailer ernimmt bezüglech der genauer Reichweite vun där Responsabilitéit. Wéi wäit géing d'Regierung goen, fir dëser Responsabilitéit gerecht ze ginn? Wou gesäit d'Regierung d'Grenz vun hirer Verantwortung an hiren Handlungsoptiounen, fir eng Verletzung vun de Grundrechter vun de Mënschen ze verhënneren a si an hirer fräier Entscheidung net anzeschränken?

5. Kapitel 2 Artikel 4 Punkt 4: „Each Party shall develop, strengthen, implement, periodically update and review comprehensive multisectoral national pandemic prevention and public health surveillance plans that are consistent with and supportive of the effective implementation of the International Health Regulations.“

– Misst d'Chamber net déi revidéiert Form vun den „International Health Regulations“ am Virfeld virgeluecht kréien, fir d'Ausmooss vun dësem Artikel ze verstoen? Ass d'Regierung bereet, fir d'Chamber iwwer d'Aarbechten un den „International Health Regulations“ ëmfaassend ze informéieren?

6. Kapitel 2 Artikel 10 Punkt 1 (a): „take measures to identify and maintain production facilities at national and regional levels, as well as to facilitate the production, as appropriate, and in furtherance of the provisions of Article 13 herein, of pandemic-related products therein“

Kapitel 2 Artikel 13 Punkt 3 (d): „working with national authorities to establish and maintain national and/or regional stockpiles of various pandemic response-related products, as well as maintaining the relevant logistic capacities and assessing them at regular intervals, and specifying the criteria to ensure that stockpiling is used only to address public health needs“

– Wéi steet d'Regierung zu dëser Fierderung? Wéi soll dat hei zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn?

7. Kapitel 2 Artikel 15 Punkt 2: „The Conference of the Parties shall establish, within two years of the entry

into force of the WHO Pandemic Agreement, using existing relevant models as a reference, no-fault vaccine injury compensation mechanism(s), with the aim of promoting access to financial remedy for individuals experiencing serious adverse events resulting from a pandemic vaccine, ..."

– Wéi eng Mechanisme gedenkt d'Regierung, hei anzusetzen, fir d'Kausalitéit tëscht der Impfung an engem Nieweneffekt festzustellen an och eng Meldung vun dësem ze garantéieren? Wéll si iwwert déi aktuell Mechanismen erausgoen an eventuell nei an zousätzlech Prozedure schafen? Wéi goufen déi aktuell Mechanisme bis elo genotzt a mat wéi enge Resultater?

„... as well as more generally promoting pandemic vaccine acceptance.“

– Wéi wäit géing d'Regierung bei esou engem „generally promoting“ goen? Wou gesäit d'Regierung d'Grenz vun hirer Aufgab, fir d'Meenungsfräiheet net anzuschänken an eng vollstänneg, objektiv an transparent Informationsvermittlung ze garantéieren? Ass d'Regierung der Meenung, datt jidderee muss d'Recht behalen, seng Siicht, seng Meenung a seng Bedenken ëffentlech an ongehënnert duerzestellen, fir datt all Bierger sech kann eng eege Meenung bilden an esou Entscheedungen no senger eegener Iwwerzeegung treffe kann?

8. Kapitel 3 Artikel 26: „No reservations may be made to the WHO Pandemic Agreement“

– Dës Dispositioun iwwerrascht, well si an internationalen Ofkommes éischter net üblech ass. Wéi erkläert sech d'Presenz vun esou enger kategorescher Fuerderung? Ass d'Lëtzebuerger Regierung bereet, fir Virbehalter festzehalen, besonnesch bei all Artikel, deen d'Meenungsfräiheet kéint aschränken oder als Zwangsmoosnam kéint ausgeluecht ginn?

Réponse (09/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Déi lescht Versioun vum Text gouf den 13. Mäerz 2024 publizéiert: Revised draft of the negotiating text of the WHO Pandemic Agreement (A/INB/9/3).

Aktuell preparéiert de Bureau nach eng nei Versioun, déi bei der 10. Negociationsronn Enn Abrëll diskutéiert a verhandelt soll ginn.

D'Finalisatioun vum Text ass fir Mee 2024, en vue vun der 77. Assemblée mondiale de la santé vun der WHO virgesinn.

ad 2. Well den Inhalt vum Text nach net final ass, kënnen mir dës Fro zu dësem Zäitpunkt nach net beäntweren.

ad 3. An der aktueller Versioun vum Text ass d'Definitioun vun „infodemic“ net méi dran.

ad 4. An der aktueller Versioun vum Text ass den uewegenannte Punkt 4 net méi dran.

ad 5. Déi revidéiert Versioun vun den International Health Regulations ass nach amgaang, verhandelt ze ginn. Et besteet nach keen Accord iwwert de genauen Inhalt. D'Regierung wäert hei am Respekt vun der Publicitéit vun den Dokumenter, déi am Ausaarbechtungsprozess vun den IHR virgesi sinn, d'Chamber informéieren.

ad 6. cf. Artikel 10: D'Bestëmmung huet sech an der aktueller Versioun signifikativ geännert.

cf. Artikel 13: Am aktuellen Text gouf e Wording „taking into account national and regional circumstances“ agesat. Dës Referenz erlaabt Sutt, fir dass d'Länner hei selwer decidéieren kënnen.

ad 7. Déi zwee Abschnitter sinn net méi am aktuellen Text.

ad 8. Am aktuellen Text huet dës Bestëmmung geännert, fir Reserven ze autoriséieren.

.....
Frais de route et de séjour des fonctionnaires et employés de l'État | Question **0415** (04/03/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Frais de séjour fir Mataarbechter beim Staat ginn am ofgeännerte Reglement vom 14.6.2015 „sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État“ festgehalen. An dem Reglement gi mam Artikel 18 Exceptiounen zu de Frais de séjour festgehalen. Leit, déi Chauffeur sinn, Cantonnier oder Handwierker, kréie just 1 € Frais de séjour amplat vu 14 €.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir ëffentlechen Déngscht dës Fro stellen:

– Firwat ass decidéiert ginn, fir ee speziellen Artikel fir dës 3 Beruffer ze schafen an ee méi niddrege Montant festzehalen?

Réponse (26/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **M. Serge Wilmes**, Ministre de la Fonction publique

De Règlement grand-ducal du 14 juin 2015 sur les frais de route et de séjour ainsi que sur les indemnités de déménagement des fonctionnaires et employés de l'État reegelt notamment d'Forfaite fir d'Reeskäschten, déi en Agent beim Staat fir Déngschtreesen zrëckbezuelt kritt, a seet Folgendes:

Art. 16. „[...] Aucune indemnité de jour n'est accordée lorsque le voyage de service peut s'effectuer pendant les heures de service normales et lorsqu'il ne comporte aucun repas.“

Art. 18: „Par dérogation à l'article 16, un règlement du Gouvernement en conseil fixe les indemnités forfaitaires par repas principal ou en cas de découcher auxquelles ont droit, a) les agents qui font, à titre principal, le service de chauffeurs d'automobiles, de camions ou d'autres véhicules de l'État, b) les artisans dont le service ordinaire à l'intérieur du pays entraîne normalement l'accomplissement de prestations en dehors du lieu de résidence officielle, c) les fonctionnaires de la carrière du cantonnier.“

Et ass esou, datt Agenten aus den 3 ernimmte Kategorie vu Beruffer, genau wéi all aner Agente beim Staat, laut Reglement e Forfait vu 14 Euro fir hir Dageskäschten kréien, wa si sech op enger Déngschtrees am Inland befannen.

Wéi den Artikel 16 festhält, kréien Agente keng Dageskäschten, wann si hir Aarbecht an hirem üblichen Aarbechtsskader ausféieren.

Den Artikel 18 erdeelt den ernimmte Kategorie vun Agenten eng zousätzlech Iesszoulag vun 1 Euro den Dag fir hir alldeeglech Aarbecht am Inland, d. h. wa si sech net op enger Déngschtrees befannen.

Dës Forfait ass zousätzlech zu der staatlecher Iesszoulag, déi all Agent pro Mount laut dem Gehältergesetz zousteet (204 Euro) am Kader vun senger alldeeglecher Aarbecht. Esou kréien Agenten aus den ernimmte Kategorie pro Dag zousätzlech 1 Euro bei déi 10,20 Euro bäi, déi all aner Agente kréien, d. h. si kréien e méi héije Montant wéi déi aner Berufskategorie beim Staat.

.....
Cotisations sociales | Question **0418** (04/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Claude Haagen** (LSAP)

Notre modèle de sécurité sociale est largement basé sur un financement tripartite par les assurés, les entreprises et l'État. Il est dès lors essentiel que chacun des partenaires s'acquitte régulièrement de ses obligations.

Pour les assurés, la part de cotisations sociales est retenue directement par l'employeur sur le salaire brut. Celui-ci est alors tenu de verser régulièrement tant la part employeur que la part salariée des cotisations sociales au Centre commun de la sécurité sociale.

1) Étant donné le contexte difficile dans certains secteurs de notre économie et que celui-ci peut influencer la ponctualité du versement des cotisations, nous aimerions savoir de la part de Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale comment ont évolué les retards de paiement des cotisations au cours des trois dernières années.

2) Quel est actuellement le montant total des cotisations impayées ?

3) Dans quels secteurs économiques constate-t-on le plus de retards et les sommes de cotisations impayées les plus importantes ?

4) Quelle est l'étendue des retards respectivement des parts de cotisations dans le cadre de faillites ?

5) Quelle est la démarche du Centre commun de la sécurité sociale en matière de retards de cotisations ?

6) Comment sont respectés les plans de régularisation proposés le cas échéant aux entreprises et indépendants ?

Réponse (08/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1) La situation financière du Centre commun (CCSS) a été fortement marquée par les différentes crises au cours des 3 dernières années.

En particulier l'année 2021 était marquée par la relance du recouvrement forcé étant donné que le CCSS avait suspendu ce dernier au moment de la survenue de la crise sanitaire et ceci jusqu'à la fin de l'année 2020. En début d'année 2021 le CCSS affichait le retard de paiement le plus élevé de son histoire (en excluant les périodes de 2020 où le paiement de cotisations n'était pas obligatoire) qui remontait à quelque 350 M €. La guerre en Ukraine et la crise inflationniste ont également produit des effets majeurs sur la situation financière en 2022 et 2023. En 2022 le secteur de l'Horeca a pu se stabiliser et le solde global était descendu à 250 M €.

Afin de compenser les charges supplémentaires d'une tranche indiciaire, le CCSS avait opéré en début d'année 2023, sur décision du Gouvernement en conseil, l'abolition des avances réclamées mensuellement sur les extraits de compte. Cette mesure a permis de soulager les retardataires et le solde global était encore revu à la baisse, soit à un montant de 200 M €. Récemment la crise dans le secteur de la construction a engendré une légère hausse du solde global.

ad 2) Au terme de l'année 2023 le solde global restant dû remontait à 210 M €. Ce montant représente 3 % des cotisations perçues sur toute l'année 2023.

ad 3) Ci-après les secteurs d'activité affichant les plus grands soldes restant dus au 01/01/2024 (hors débiteurs en faillite) :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) Les sociétés en instance de faillite affichent un solde en souffrance de quelque 80 M €. Les secteurs affichant les plus grands montants débiteurs en instance de faillite sont :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 5) Chaque retardataire est abordé selon une procédure uniforme qui se résume comme suit :

À l'issue d'un retard de paiement de 4 extraits impayés, une sommation de paiement est transmise au débiteur. La sommation est accompagnée d'un plan d'apurement établi sur base d'un calcul automatisé. Le débiteur aura l'obligation de souscrire à ce plan ou de demander un échelonnement alternatif sur base d'une demande motivée. En cas de non-respect du plan d'apurement ainsi établi, le CCSS transmet une contrainte à un huissier de justice pour exécution. Ce dernier s'occupe du recouvrement forcé des créances du CCSS en acceptant des délais de paiement pouvant s'étaler sur 3 mois. Dès la réception d'un procès-verbal de carence émis par l'huissier de justice, le CCSS peut procéder à une assignation en faillite en faisant valoir ses créances au curateur.

ad 6) En 2023, 29 % des plans d'apurement ont été respectés par les entreprises et ont permis aux débiteurs de rétablir leur solde auprès du CCSS, alors que 36 % des indépendants ont pu tenir leur plan d'apurement.

Centre national de la recherche scientifique français | Question 0419 (04/03/2024) de M. Mars Di Bartolomeo | M. Dan Biancalana (LSAP)

Les chercheurs du Centre national de la recherche scientifique (CNRS français) viennent de découvrir d'importantes quantités d'hydrogène blanc, gaz qui se forme naturellement, dans le sous-sol du bassin minier de Lorraine/Moselle. Ces réserves ont été trouvées lors de sondages allant jusqu'à plus de mille mètres de profondeur.

1) Comme le bassin minier de la Lorraine et le bassin minier du sud de notre pays se caractérisent non seulement par beaucoup de parallèles historiques, industriels mais aussi géologiques, nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme si des contacts existent entre nos chercheurs et les chercheurs du projet lorrain appelé Regalar.

2) Ne serait-il pas opportun que notre pays s'associe à ce projet promoteur tant pour son potentiel énorme que par la proximité des réserves d'hydrogène par rapport à notre pays ?

3) Est-ce que des traces d'hydrogène blanc ont été détectées lors des forages réalisés en matière de géothermie dans notre pays et notamment sur les friches de la ville de Dudelange ?

Réponse (19/04/2024) de M. Lex Delles, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme | M. M. Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1) Les honorables Députés se réfèrent à un projet de recherche de l'Université de Lorraine en collaboration avec des entreprises privées qui semblent avoir découvert des gisements d'hydrogène géologique ou géogénique (populairement appelée « H2 blanc ») près de St Avold.

En effet, les services du Ministère de l'Économie en charge de la stratégie hydrogène du Luxembourg, en concertation avec le service géologique du Luxembourg, ont établi un contact direct avec les chercheurs de ce projet. À la suite d'une visite du site en novembre 2023, des mises en contact avec des institutions de recherche luxembourgeoises ont été facilitées.

ad 2) Ces résultats préliminaires médiatisés n'ont pas encore été vérifiés et confirmés en détail. Il est

cependant utile d'établir des canaux d'échange d'information directe et de motiver des acteurs luxembourgeois à participer à ces travaux exploratoires.

Il est donc important de suivre de près l'évolution en Lorraine et d'assurer un monitoring précis des gaz lors de forages géologiques au Luxembourg.

ad 3) Non, pour le moment il n'y a pas eu de détection indubitable d'hydrogène géologique au Luxembourg.

Délais de remboursement des prestations de soins de santé de la part de la Caisse nationale de santé (CNS) | Question 0420 (04/03/2024) de M. Sven Clement (Piraten)

Am Moment huet een 2 Joer Zäit, fir seng bezuelten Dokteschrechnunge bei der CNS anzeschécken. Elo kann et eemol sinn, dass eng Rechnung verluer geet, oder dass een einfach gesondheetlech net méi esou fit ass (beispillsweis opgrond vu Krankheete wéi Demenz oder Alzheimer) oder seng Saachen heiansdo vertässelt. Virun allem bei Persounen, déi een Tuuteur brauchen, kann et virkommen, dass dësen net ageschéckte Rechnunge fënnt an d'Sue laut aktuellem Gesetz verluer sinn. A senger Äntwert op eng parlamentaresch Fro an dësem Kontext huet den deemolegen Här Minister eis ënnert anerem et erkläert, dass dëse Fall, vun engem ofgelafenen Delai, op 2-3 Rechnunge pro Mount zoutreff. Et ass also esou, dass eng grouss Majoritéit vun de Rechnungen, déi bei der CNS antreffen, e relativ kuerzen Delai tëschent Ausstellungsdatum an Areeche vun der Rechnung opweisen. De genauen Detail bleift awer ze klären.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Wat ass den duerchschnëttlechen Delai tëschent dem Ausstellungsdatum vun der Rechnung (oder der Prestatioun, falls den Datum vun der Rechnung net erfaasst ginn ass) an dem Areeche bei der CNS (also net dem Zäitpunkt vum Remboursement)?

2. Wéi huet sech dësen duerchschnëttlechen Delai an de leschte 5 Joer (opgeschlüsselt no Joren) entwéckelt?

3. Proportional betruuecht, bei wéi ville Rechnungen, déi innerhalb vun 2 Joer bei der CNS antreffen, ass den Delai tëschent Prestatiouns- oder Rechnungsdatum an Angangsdatum innerhalb vun 3 Méint, vu 6 Méint, vun 9 Méint, vun 12 Méint, vu méi wéi 12 Méint?

Réponse (05/04/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Als éischt sief ze bemierken, datt et sech hei net ëm déi definitiv Zuelen handelt, soulaang wéi den Delai vun 2 Joer no der Prestatioun, esou wéi et am Artikel 84 Alinea 3 vum Code vun der sozialer Sécherheet virgesinn ass, net ofgelaf ass.

ad 1. Den duerchschnëttlechen Delai tëschent dem Datum vun der Prestatioun an dem Datum vun der Entrée vun der Remboursementsufro bei der Gesondheetskeess (CNS) fir all Zort vu Remboursementsufroen, déi während der Period vu Mäerz 2020 bis Februar 2024 bei d'CNS ageschéckt goufen, ass 56 Deeg.

ad 2. Als éischt sief ze preziséieren, datt d'CNS keng Zuele ka liwweren, déi 5 Joer zeréckginn, well de System fir d'optesch Lecture vun de Remboursementsufroen eréischt zënter Mäerz 2020 operationell ass.

Wat den duerchschnëttlechen Delai tëschent dem Datum vun der Prestatioun an dem Datum vun der Entrée vun der Remboursementsufro bei der CNS

ugeet, geet aus dem Tableau hei ënnendrënner ervir, dat dësen zënter 2020 kontinuierlech erofgeet, vun 72 Deeg am Joer 2020 op 50 Deeg am Joer 2023. Fir d'Joer 2024 läit de momentanen Duerchschnëtt bei 46 Deeg.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 3. D'Gesamtzuel u Remboursementsufroen, déi d'CNS säit Mäerz 2020 erakritt huet, beleeft sech op 17.206.601. Déi proportionell Repartitioun vum Delai, dee vergeet tëschent dem Datum vun der Prestatioun an dem Datum vun der Entrée vun der Remboursementsufro bei der CNS, am Verglach zu der Gesamtzuel u Remboursementsufroen, déi bei der CNS zënter Mäerz 2020 erakomm sinn an am Delai vun 2 Joer sinn, esou wéi et am Artikel 84 vun de Statute vun der CNS virgesinn ass, presentéiert sech wéi follegt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Aus dem Tableau geet ervir, datt d'Majoritéit vun de Remboursementsufroen innerhalb vun engem Delai vun 3 Méint nom Datum vun der Prestatioun un d'CNS adresséiert ginn ass.

Contrôle du statut vaccinal | Question 0421 (05/03/2024) de Mme Alexandra Schoos (ADR)

Et trieden ëmmer nach geheeft Fäll vu Keuchhusten (Bordetella pertussis) hei zu Lëtzebuerg op.

Op meng parlamentaresch Fro N° 0223 huet d'Madamm Gesondheetsminister geäntwert, datt „am Kader vun der schoulmedezinnescher Ënnersichung, déi all 2 Joer stattfënnt, d'Impfkaart kontrolléiert gëtt. Falls e Rappell néideg ass, ginn déi legal Virgesetzt duerch e Brëif informéiert, [...]“.

Am Avis du Conseil supérieur des maladies infectieuses vum 12. Februar 2024 ass allerdéngs uginn, datt ca. bei engem Drëttel vun de Kanner den Impfstatus net bekannt wier, well keng Impfkaart géng virleien. („Parmi les cas recensés ces dernières semaines, 70 % étaient vaccinés, 1 cas n'était pas vacciné et pour les autres, le statut vaccinal était inconnu (absence de carte pouvant être vérifiée).“)

An dësem Kontext géing ech der Regierung gär folgend Froe stellen:

A Bezech op d'Schüler:

1. Wéi gesäit de Suivi aus, a Bezech op de Statut vaccinal, wann d'Schüler d'Impfkaart net dobäihunn, fir och an dëse Fäll en adequate Suivi bei alle Kanner a Jugendlechen ze garantéieren?

A Bezech op d'Leit generell, déi Erwuessen am Bessonnenchen:

2. Wéi eng Méiglechkeeten hunn d'Dokteren op där enger Säit an d'Santé op där anerer Säit, fir kënnen e bessere Suivi ze maachen an de Leit Rappeller ze schécken, datt hir Opfréschung fälleg ass?

3. Falls et momentan nach keng automatesch Rappeller fir Opfréschung gëtt (weeder vun der Santé nach vun den Dokteren), gesäit d'Regierung am Kader vun der Digitaliséierung an Zukunft eppes an deem Sënn vir?

4. Duerch d'Penurie am Gesondheetssecteur ass et immens schwéier, als neie Patient nach Rendez-vous bei Generalisten ze kréien. Huet d'Regierung Informatiounen doriwier, wéi vill Generalisten hei am Land momentan keng nei Patienté méi unhuelen? Gëtt et eng zentral Ulafstell, wou d'Leit sech informéieren kënnen, wéi eng Generalisten hei am Land nach nei Patienté unhuelen?

Réponse (04/04/2024) de **Mme Martine Deprez**,
Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Am Fall wou Schüler am Kader vun der Schoulmedezinn ënnersicht ginn, an d'Impfkaart net kontrolléiert ginn, well si net matbruecht gouf oder verluer ass, da kréien d'legal Vertrieeder vum Kand e Bréif, dee fret, dass si bei hirem Hausdokter d'Impfsituatioun vum Kand kontrolléiere loosse. Eng Informatiounsfiche mat de resümeierte Recommendationen gëtt matgeschéckt, fir ze erënneren, wéi eng Impfungen a wéi engem Alter néideg sinn.

ad 2. Doktere kënnen momentan den Impfzoustand vun hiren erwuessene Patienten nëmmen kontrolléieren, andeems si Patienten e reegelméisseg Suivi proposéieren an dobäi bei jidder Impfung d'Impfkaart systematesch ausfüllen, d'Impfung am Patientendossier dokumentéieren a bei all Patient d'Impfkaart systematesch nokucken. D'Santé huet keen Accès zu diesen Donnéeën.

ad 3. De Carnet de vaccination électronique (CVE), deen aktuell an enger Pilotphas ass, ass e méigleche Moyen, fir de Leit automatesch Rappeller ze schécken, wann eng Impfung fällig ass. Den Algorithmus, deen am Programm integréiert ass, baséiert sech dobäi op Recommendationen vum Conseil supérieur des maladies infectieuses (CSMI) a gëtt aktualiséiert, wann eng nei Recommendation vum CSMI geholl gëtt. Doktere kënnen och déi selwecht Informatiounen a Rappellmessages am CVE vun hire Patientin gesinn. E generaliséiert Benotze vum CVE vun den Doktere géif et och erméiglechen, den Impfzoustand vun der Bevëlkerung ze kennen, an esou néideg Informatiounscampagnen ze initiéieren, falls festgestallt gëtt, dass den Impftaux fir e Vaccin an der Populatioun erofgeet.

ad 4. De Beruff vum Dokter gëtt gréisstendeels liberal zu Lëtzebuerg ausgeübt an den einzelnen Dokter decidéiert selwer, wéi vill hie schafft. Domat huet de Staat keng Informatiounen driwwer, ob verschidden Dokteren nach Patienten unhuelen oder net.

Rapport sur les élections communales | Question
0422 (05/03/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Marc Goergen** (Piraten)

Déi deemoleg Inneministes hat an der Chambersetzung vum 13. Juni no de Gemengewalen ugekënnegt, dass een Aarbechtsgrupp sollt op d'Bee gestallt ginn, fir den Oflaf vun de Gemengewalen ze analyséieren a Recommendationen ze maachen, wéi een d'Organisatioun vun den nächste Gemengewale kéint verbessern.

An deem Zesammenhang wéilte mir dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi oft koom den Aarbechtsgrupp fir d'Analys vun de Gemengewale bis ewell zesammen?
2. Wéi eng Problemer goufen analyséiert a wéi eng Léisunge goufe fir déi verschidde Problemer fonnt?
3. Wäerten d'Aarbechte vum Aarbechtsgrupp an ee Rapport afléissen a wäert de Minister dësse publizéieren an an der Chamber presentéieren? Falls jo, wat ass d'Zäitschinn, déi een sech bis zum Ofschluss vum Rapport wëll ginn?

Réponse (15/03/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

Meng Virgängerin hat en Aarbechtsgrupp annoncéiert, deen ass awer net constituéiert ginn.

Am Moment maache meng Servicer eng Analys vun de Gemengewale vun 2023, en vue vun eventuelle Verbesserunge fir déi nächst Echeance.

Sécurisation des moyens de communication des membres du Gouvernement | Question **0423**
(05/03/2024) de **M. Ben Polidori** (Piraten)

Dat opgehollent Gespréich tëscht 2 däitsche Genereel zu den Taurus-Rakéiten huet fir vill Opreegung gesuert. Mee net nëmmen d'Arméi leeft Gefor, fir een Zil vun Oplauschter- oder Hackingattacken ze ginn. Duerch déi méi onsécher international Situatioun gëtt d'Cybersecurity generell ëmmer méi wichteg, virun allem fir Entscheidungsträger beim Staat.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Premierminister an de Ministere fir Verdeedegung a fir Digitalisatioun dës Froe stellen:

1. An der Fro N° 2246 hate mir d'Regierung schon iwwert d'Risiko vun der Kommunikatioun tëscht Ministeren op WhatsApp oder aneren net gesécherter Messengerdëngschter opmierksam gemaach. Deemoools huet d'Regierung erkläert, dass:

„D'Benotze vu Messengerdëngschter wéi z. B. Facebook oder WhatsApp vun de Verwaltungen a Servicer, souwuel am Austausch mat de Bierger wéi och an der interner Kommunikatioun, gëtt net vun der Regierung recommandéiert.“

D'Situatioun ass haut, nom Ugrëff vu Russland op d'Ukrain, nach eng aner wéi viru 4 Joer. Bleift d'Regierung dobäi, dass d'Kommunikatioun einfach nëmmen „net recommandéiert“ ass? Oder sinn hei konkret Sécherheetsännerunge geholl ginn, déi d'Notzung vun net gesécherter Messengerdëngschter reegelen?

2. Wéi gesäit d'Regierung de Risiko vu Fuitten am Kader vun der interinstitutioneller Kommunikatioun a wéi plangt d'Regierung dës ze limitéieren?

Réponse (29/03/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Stéphanie Obertin**, Ministre de la Digitalisation

D'Regierung ass determinéiert, d'Vertraulechkeet vun de Messages an den Dateschutz an der elektronischer Kommunikatioun bannent den Departementer a Servicer vum Staat a mam Bierger ze garantéieren.

Beim Iwwerdroe vu confidentiellen Dokumenter, bleift d'Regierung bei der Recommendation, sou wéi an der vun der Agence nationale de la sécurité de l'information (ANSSI) an dem Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) ausgeschaffter „Charte de bonne conduite en matière de sécurité de l'information numérique“ virgesinn, déi geséichert Léisungen, déi vum Zenter fir Informatiounstechnologien (CTIE) ausgewielt goufen, ze favoriséieren („Open Threat Exchange“ Technologie (OTX)).

D'Richtlinie vum Regierungskommissariat fir Dateschutz beim Staat un d'Agenten am öffentlechen Dëngscht präziséieren des Weidere Folgendes: „L'agent ne doit pas partager des informations professionnelles non publiques via les réseaux sociaux, les applications et les services de messageries instantanées qui ne sont pas gérés par l'administration publique (ex. : Facebook, Twitter, Instagram, TikTok, WhatsApp).“

Fir eng sécher Messengerkommunikatioun beim Staat ze garantéieren, gëtt säit Mee 2023 och de Messengerdëngscht LuxChat4Gov proposéiert. Dësen Dëngscht kann esouwuel op engem Aarbechtshandy an anere professionellen Apparater, wéi och op engem Privathandy genotzt ginn.

D'Kommunikatioun op deem Service, deen op Initiative vum Ministère fir Digitaliséierung zu Lëtzebuerg developéiert gouf, ass duerch eng Enn-zu-Enn-Verschlüsselung securiséiert an Donnéeën sinn op lëtzebuergesche Serveuren hebergéiert.

Am Kontext vun der Sécherheet vun der interinstitutioneller Kommunikatioun, ass et zousätzlech wichteg drop hinzewiesen, dass sämtlech Dëngschthandyen, déi vum CTIE zur Verfügung gestallt ginn (y compris déi vun de Regierungsmembere an den héije Beamten) iwwert eng zentral Managementinfrastruktur agericht a verwalt ginn. D'Sécherheet vum Endgerät gëtt duerch dës Infrastruktur geréiert, notament well heiduerch eng adequat Verschlüsselung vun den Endgerätern assuréiert gëtt a spezifesch Sécherheetsreegele renforcéiert ginn.

Grad ewéi d'mobill Endgerätern, sinn och d'Aarbechtsposten, déi de CTIE den Agenten am Kader vun hirer Aarbecht zur Verfügung stellt, an eng zentral Managementplattform agebonnen, déi kontinuierlech den neiste Standarden entsprechend verbessert gëtt. Iwwert dës Wee stellt de CTIE sécher, dass dës Aarbechtsposten den aktuelle Sécherheitsstandarden entsprechen.

Mise en œuvre de la loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité | Question **0424** (05/03/2024) de **M. Marc Goergen** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

Zu Rodange gouf virun e puer Méint d'Residence Tokio fäerdeg gebaut (Parzellen N° 612/8289; 612/8290). Dës Residence ass insofern speziell, well se no engem Tauschgeschäft tëschent der Gemeng Péiteng an engem private Promoteur gebaut gouf: De Promoteur krut den Terrain, wou fréier en öffentleche Parking war, zur Verfügung gestallt, fir gratis dorobber een Deel vun der neier Residence kënnen ze bauen. D'Gemeng huet am Géigenzuch dofir een ënnerirdesche Parking mat zwou Etage kritt, dee fir d'Effentlechkeet bestëmmt ass.

Wéi et fir öffentlech Parkingen d'Reegel ass, sinn och op deemem Parking Parkplaze fir Leit mat kierperleche Beanträchtegung virgesinn. Dës Plaze misste logescherweis mat engem Rollstull erreechbar sinn. Et féiert awer keen öffentleche Lift bei d'Parkplazen um Niveau -2 an och keen öffentleche Wee bei ee Lift an d'Residenz, vu wou aus d'Leit eleng kéinten op de Rez-de-chaussée gelaangen. D'Rollstullfuierer:inne missten deemno eleng eng steil Pente eroprollen an dat um nammlechte Wee, wou och d'Autoe fueren.

Am Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022 gouf festgehalen, dass Gebaier an öffentlech Infrastrukture mussen fir Rollstullfuierer a Leit mat anere Beanträchtegungen zougänglech sinn.

D'Beispill uewendriwwer weist awer, dass dat op ville Plazen awer nach ëmmer net de Fall ass an d'Ufuerderung vum Accessibilitéitsgesetz vum 2022 net respektéiert ginn. Ee weidert Beispill net wäit ewech vun dëser Plaz am selwechten Duerf: den neie Parking „Bloomberg“ an der Avenue Dr. Gaasch (Parzell N° 585/8071), wou et och onméiglech ass, eleng am Rollstull d'Pente eropzerrullen a wou keen Trottoir virgesinn ass, dee breet genuch ass fir ee Rollstull.

An deem Zesammenhang wéilte mir de Ministere fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechten a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Sinn d'Parkingen zu Rodange konform zu den Accessibilitéitskrittären aus dem Gesetz?
2. Sinn d'Gemenge verpflichtet, fir hir Parkingen accessibel fir all Bierger:innen ze maachen?
3. Schafen d'Accessibilitéitsgesetz souwéi dat groussherzoglecht Reglement vum 8. Februar 2023 am Fall vun der Residence Tokio eng Servitude de passage fir déi Leit, déi sech op d'Behënnerteparkplazen dierfe stellen?

Aneschters gefrot: Dierfen d'Rollstullfuierer:innen de Lift vun der Residenz notzen, fir esou op de Rez-dechaussée kënnen ze kommen?

Réponse (05/04/2024) de **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Der Gemeng Péiteng an dem Syndicat de copropriété vun de Residenzen ass d'Méiglechkeet ginn, sech fir eng adequat Berodung un d'Unitéit „Accessibilité“ vun der Divisioun „Personnes handicapées“ vum Ministère fir Famill, Solidaritéit, Zesummeliewen an Accueil ze richten oder un d'ASBL ADAPTH – Centre de compétence national pour l'accessibilité des bâtiments –, déi vum Familljeministère konventionéiert gëtt an de Professionellen aus dem Bausecteur mat Rot zur Säit sti fir sämtlech Bau- oder Renovationsprojeten, fir d'Accessibilité fir jiddereen ze garantéieren.

ad 2. D'Accessibilitétsgesetz (Loi du 7 janvier 2022 portant sur l'accessibilité à tous des lieux ouverts au public, des voies publiques et des bâtiments d'habitation collectifs) gesäit vir, dass all ëffentlech Gebailechkeeten, déi vum 1. Juli 2023 eng Baugeneemegung ugefrot hunn, mussen konform zu den Accessibilitétssu-fuerderunge sinn. Bestoend ëffentlech Gebailechkeeten, fir déi virum 1. Juli 2023 eng Baugeneemegung ugefrot ginn ass, hunn 10 Joer Zäit, bis den 1. Januar 2032, fir konform zu den Accessibilitétssu-fuerderungen amenagéiert ze ginn, falls dat och matériellement méiglech ass.

ad 3. D'Gesetz vum 7. Januar 2022 an d'Reglementer vum 8. Februar 2023 schafe keng Servitude de passage.

Traitement des boues d'épuration | Question 0426 (05/03/2024) de **M. Gusty Graas** (DP)

D'Entsuergung vum Klärschlamm ass hei am Land ee grouse Problem. Zënter datt kee Klärschlamm méi dierf a Frankräich exportéiert ginn, mussen sech seriö Gedanken iwwer den Traitement vu Klärschlamm gemaach ginn. Et gëtt estiméiert, datt bis 2040 ronn 15.000 Tonne mussen entsuergt ginn. Dovun entfallen eleng 28,81 % op d'Stad Lëtzebuerg. An enger Etude goufe 5 Sitten zréckbehale fir den Traitement vum Klärschlamm. Da soll och ee Gemengesyndikat mixte téschen den 9 Acteuren (7 Syndikater, 2 Gemengen) geschafe ginn.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit folgend Froe stellen:

1. Wat ass den aktuelle Stand vun der virgenannter Etude?

2. Wéini ass mat definitive Resultater ze rechnen?

3. Wéi ass d'Situatioun de Moment um Niveau vum Klärschlamm hei am Land? Gëtt et schon Engpäss?

Réponse (29/03/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1. Fir eng laangfristeg an nohalteg national Léisung fir d'Versuergung vum Klärschlamm ze definéieren, huet den Ëmweltministère, zesumme mat de concernéierte Gemengen a Gemengesyndikater 2019 de Projet Klärschlamm lancéiert. Eng Etude fir ee Gesamtkonzept, esouwéi eng juristesche Analys, goufen 2021 alle politesche Verrieder virgestallt. Doropshi gouf decidéiert, fir sech 5 Sitte méi am Detail unzekucken an eng Machbarkeetsstudie duerchzeféieren an ze iwwerpräieren, ob an ënnert wéi enge Bedéngungen, den Traitement vum Klärschlamm op de jeeweilige Sitte méiglech wier. Déi verschidden Etudë goufen an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Acteuren realiséiert a vum Ëmweltministère finanzéiert. Déi

virleefeg Resultater vun de Machbarkeetsstudie goufen de concernéierte Gemengen a Gemengesyndikater geschéckt, mä goufen nach net validéiert a publizéiert. Fir d'Resultater vun de 5 Machbarkeetsstudie virzestellen a fir iwwer déi nächst Schrëtt ze diskutéieren, huet den Ëmweltministère déi politesche Verrieder vun de Gemengen a Gemengesyndikater op eng Versammlung invitéiert, déi Enn Abrëll wäert stattfannen.

ad 2. cf. Fro 1.

ad 3. Zu Lëtzebuerg läit den Traitement vum Klärschlamm an der Responsabilitéit vun de Gemengen a Gemengesyndikater. All Gemeng a Gemengesyndikat organiséiert dofir aktuell den Traitement vu sengem eegene Klärschlamm, an dem Ëmweltministère si keng Engpäss matgedeeelt ginn. Wéi et schéngt, si virun allem an Däitschland nei Entsuergungsméiglechkeeten disponibel, wat d'Situatioun e wéineg entschäerft huet, och wann de Präis fir de Klärschlamm ze entsuergen, an de leschte Jore staark geklommen ass.

Dépassements de délais d'examen des demandes de protection internationale | Question 0427 (06/03/2024) de **M. Meris Sehovic** (déi gréng)

La loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire met en place des délais maximaux pour l'examen des demandes de protection internationale dans le respect des garanties procédurales. En effet, des temps de procédures prolongés risquent d'être source d'incertitudes pour les demandeur.euse.s de protection internationale et d'avoir un impact négatif sur l'intégration.

De manière générale, la durée de la procédure d'examen des demandes de protection internationale est limitée à six mois. La loi prévoit que le délai d'examen de six mois peut être prolongé de maximum neuf mois sous les conditions suivantes :

1) des questions factuelles ou juridiques complexes entrent en jeu (condition A) ;

2) du fait qu'un grand nombre de ressortissant.e.s de pays tiers ou d'apatrides demandent simultanément une protection internationale, il est très difficile, en pratique, de conclure la procédure dans le délai de six mois (condition B) ;

3) le retard peut être clairement imputé au non-respect, par le requérant, des obligations qui lui incombent (condition C).

De suite, la loi stipule que les délais prescrits peuvent, dans des circonstances dûment justifiées, être dépassés de trois mois au maximum si cela est nécessaire pour assurer un examen approprié et exhaustif de la demande (condition D).

La conclusion de la procédure d'examen peut être différée lorsque l'on ne peut raisonnablement s'attendre à ce que le ministre se prononce dans les délais précités, en raison d'une situation incertaine dans le pays d'origine qui devrait être temporaire (condition E).

En tout cas, la procédure d'examen doit être conclue dans un délai maximal de 21 mois après l'introduction de la demande.

En réponse à la question parlementaire n° 7569 des députées Djuna Bernard et Stéphanie Empain, le Ministre de l'Immigration et de l'Asile avait fourni les tableaux suivants au sujet des durées moyennes d'examen de demandes et des dépassements :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur :

1) Afin d'illuminer l'évolution du délai d'examen des demandes de protection internationale, Monsieur le Ministre pourrait-il actualiser les tableaux ci-dessus pour l'année 2023 ? Monsieur le Ministre pourrait-il préciser combien de demandes ont été traitées après 9, 12, 15 et 18 mois dans les cinq dernières années (ventilées par année) ? Dans combien de cas le délai maximal de vingt-et-un mois a-t-il été dépassé ? Pour les dépassements, quelles ont été les raisons invoquées (conditions A-E) ?

2) Monsieur le Ministre entend-il poursuivre les efforts entrepris afin de réduire la durée pour l'examen des demandes de protection internationale dans le respect des garanties procédurales ? Quelles nouvelles initiatives envisage-t-il de prendre à cet égard ?

3) Comment les effectifs des services impliqués dans l'examen des demandes de protection internationale ont-ils évolué dans les cinq dernières années (ventilés par CDD et CDI) ? Monsieur le Ministre compte-t-il recruter davantage de personnes afin d'assurer que l'accélération de l'examen des demandes de protection internationale ne se fait pas au détriment de l'analyse approfondie des dossiers ?

4) Monsieur le Ministre entend-il poursuivre les efforts entrepris afin d'améliorer l'information sur l'état d'avancement des demandes pour les requérant.e.s ? Quelles nouvelles initiatives envisage-t-il à cet égard ?

Réponse (03/04/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Tel qu'il ressort du tableau ci-dessous, de 2018 à fin 2023, 10.426 décisions ont été prises en matière de protection internationale dont près de 50 % en moins de 6 mois. 1.053 demandes ont été traitées dans les 11 mois, 1.109 dans les 14 mois, 860 dans les 17 mois, 654 dans les 21 mois et 777 après 21 mois.

Il convient de noter que les délais mentionnés ci-dessous concernent toutes les demandes introduites au Luxembourg y compris celles tombant sous les dispositions du règlement dit Dublin III et pour le traitement desquelles le Luxembourg est devenu compétent – parfois plus d'un an après l'introduction de la demande ce qui a, par conséquent, un impact sur les délais de traitement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

En ce qui concerne les raisons engendrant le dépassement du délai de six mois initialement prévus pour le traitement de ces demandes, il y a lieu de noter que les raisons ne sont pas recensées en termes de statistiques. Ceci s'explique par le fait que toute demande de protection internationale fait l'objet d'une analyse individuelle, de sorte que les raisons de dépassement du délai de six mois varient en fonction de chaque demande et sont communiquées de manière individuelle à chaque demandeur.

Il convient néanmoins de signaler que différentes crises internationales ont eu un impact important sur la durée de traitement des demandes de protection internationale, dont notamment la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan en 2021 et l'invasion russe en Ukraine en 2022. Pour l'Afghanistan et l'Ukraine, il a en effet été décidé de suspendre temporairement l'analyse des demandes de protection internationale. D'un côté, pour l'Afghanistan, cette décision s'est imposée en raison du manque d'informations fiables par rapport à la situation sécuritaire et, d'un autre côté, pour l'Ukraine, il a été décidé de suspendre temporairement l'analyse des demandes de protection internationale introduites par des ressortissants ukrainiens en raison de l'imprévisibilité de la situation. Cette pratique n'a par ailleurs jamais été remise en question par les

juridictions administratives. À noter qu'au niveau européen, il a été décidé de déclencher le mécanisme de la protection temporaire qui au niveau national est mis en œuvre par le même service.

ad 2) Sur base de l'accord de coalition 2023-2028 la réduction de la durée du traitement des demandes de protection internationale est une priorité du Gouvernement, de sorte que les efforts faits au courant des dernières années dans ce domaine seront poursuivis, entre autres au niveau des ressources humaines (voir question 3), de la formation des agents en charge du traitement des demandes de protection internationale ainsi que de la digitalisation.

Il est toutefois important de souligner, qu'en raison de l'importance des décisions prises dans le domaine de protection internationale, tant pour le demandeur que pour l'État luxembourgeois, on doit s'assurer qu'un examen approprié et exhaustif de la demande soit effectué et que les demandeurs puissent bénéficier de toutes les garanties procédurales prévues par la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire. Les textes internationaux tout comme la législation nationale imposent aux autorités de se pencher individuellement sur chaque demande en analysant les motifs et risques propres à chaque personne de sorte qu'on ne saurait avoir recours à un argumentaire généralisé pour accorder ou refuser l'octroi d'une protection internationale.

ad 3) Le tableau ci-dessous reprend l'évolution des effectifs du Service réfugiés, qui est en charge de la gestion de la procédure de protection internationale du moment où un DPI se présente à la Direction générale de l'immigration jusqu'à la prise de décision sur la demande, depuis 2019 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le tableau reflète le nombre d'agents en « Équivalent temps plein » (ETP) travaillant au 1^{er} janvier de chaque année au Service réfugiés, sans tenir compte des postes éventuellement vacants à ce moment-là. S'agissant d'une vue très ponctuelle, les variations de l'effectif d'une année à l'autre peuvent avoir diverses raisons (p. ex. départ ou absences temporaires d'agents non (encore) remplacés; réorganisation interne allant de pair avec des transferts de personnel d'un service à l'autre; détachement d'agents à des organisations internationales et participation d'agents à des missions menées par le Bureau européen d'appui pour l'asile).

Faisant abstraction de ces fluctuations ponctuelles, on note que le nombre d'agents en service a légèrement diminué entre 2019 et 2022, pour augmenter de nouveau en 2023 et en 2024, suite à l'engagement, au cours de l'année 2022, de renforts temporaires pour la gestion des demandes de protection temporaire de personnes ayant fui la guerre en Ukraine.

Quant aux années à venir, des renforts sont envisagés et ont été sollicités par le Ministère des Affaires intérieures dans le cadre de la procédure de numerus clausus. Toutefois, des chiffres précis pour ce renfort ne peuvent pas être indiqués à ce stade, sachant que la création de nouveaux postes s'inscrit dans le cadre du budget de l'État qui, pour l'année 2024, n'est pas encore approuvé par la Chambre des Députés.

Outre les besoins de renforts déjà identifiés à ce stade, d'autres besoins pourraient s'ajouter en vue de la mise en œuvre, au niveau national, des règlements et nouvelles procédures relatifs au pacte migration et asile. Cet aspect fait partie de l'analyse menée actuellement sur l'impact du pacte migration et asile au Luxembourg.

ad 4) Actuellement le ministre n'estime pas nécessaire de procéder à un changement au niveau de l'information sur l'état d'avancement des demandes alors que toutes les obligations légales découlant de l'article 26 de la loi de 2015 sont respectées. Lorsqu'une décision ne peut pas être prise dans un délai de six mois, le demandeur est informé du retard, et lorsqu'il en fait la demande, il reçoit des informations concernant les raisons du retard de manière individuelle. Il arrive également que le médiateur intervienne dans différents dossiers, auquel cas toute information utile lui est fournie en toute transparence.

.....
Service de vidéosurveillance des CFL | Question 0428 (06/03/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

An engem „Tageblatt“-Artikel vum 4. März gouf iwwert Mësstänn beim Service vum den CFL bericht, dee fir d'Videoiwwerwaachung an den Zich souwéi de Garen zoustänneg ass. Wéi d'Direktioun vum den CFL an enger Pressekonferenz erkläert huet, ass de Service do, fir mat der Police zesammenzeschaffen. De Service soll selwer Infraktiounen mellen oder der Police an dem Parquet op Demande Biller zur Verfügung stellen. „Die Kameras seien hauptsächlich da, um den Passagieren ein Sicherheitsgefühl zu vermitteln und das Material der Polizei zur Verfügung zu stellen.“ („Tageblatt“ 5.3.2024)

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Wéi oft huet d'Police an de vergaangene 5 Joer Kamerabiller beim Service BMS ugefrot a kritt?
2. Wéi oft huet de Service BMS an de leschte 5 Joer op eegen Initiativ der Police oder der Justiz Saache gemellt?
3. Wéi vill Disziplinarverfahren (OG10) gouf et an de leschte 5 Joer beim Service BMS?

Réponse (28/03/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. D'Police huet an de vergaangene 5 Joer 1.183 Kamerabiller ugefrot.

ad 2. De Service BMS huet an de leschte 5 Joer 12-mol op eegen Initiativ der Police Saache gemellt.

ad 3. Vun 2018 bis 2023 gouf et 5 Disziplinarverfahren beim Service BMS.

.....
Évolution du sport au Luxembourg | Question 0429 (06/03/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

De Sport huet sech an de leschte Joren am Grand-Duché op eng ganz besonnesch dynamesch Aart a Weis entwéckelt. D'Resultater vum de Lëtzebuurger Sportler bei de „Spiller vum de kleng Länner“, mee och bei groussen Eventer wéi der Qualifikatioun zur Fussballweltmeesterschaft oder zur Europameesterschaft sinn an de leschte Joren ëmmer besser ginn.

An engem Interview, deen den 29. Februar 2024 am „Paperjam“ publizéiert gouf („On restera toujours un petit, mais ...“) erkläert de President vum der Fussballfederation, de Paul Philipp: „Aujourd'hui, le Luxembourg existe sur la carte du football. On restera toujours un petit. Mais le regard que l'on porte sur nous a changé.“ Lëtzebuerg brauch sech net méi geintiwwer deene groussen Natiounen ze schummen, an et gëtt mëttlerweil vill Disziplinnen, bei deenen et keng „kleng Natioun“ méi gëtt. Donieft gëtt et Disziplinnen, wéi z. B. Dammefussball, déi sech zu Lëtzebuerg op eng

ganz villverspriedend Aart a Weis entwéckelen. Fir déi positiv Dynamik awer ze erhalten, mussen mir d'Zukunft mat Luciditéit plangen an dobäi déi kommend Generatiounen optimal ënnerstëtzen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Sportminister:

1. Kann den Här Minister seng allgemeng Positioun zur Weiderentwécklung vum Sport fir zukünfteg Generatiounen duerleeën?
2. Wéi steet d'Regierung derzou, an d'Televisiounsrechter fir aner Sportarten ze investéieren?

Réponse (25/03/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1. Meng Strategie fir d'Weiderentwécklung vum Sport ass op fënnf Achsen opgebaut, iwwert déi ech wëll gesamtgesellschaftlech wirken. Dës sinn d'Declassificatioun vum Koalitionsaccord a spigelen meng Prioritéiten als Sportminister erëm. Et geet mir drëms, de gesellschaftlechen Impakt vum Sport ze notzen, de Mouvement sportif, also d'Réckgrat vum Lëtzebuurger Sport, ze stärken, a virun allem de Gesondheits-, Bredend- a Fräizäitsport ze ënnerstëtzen. Hei wëlle mir d'Präventiounspotential vum Sport notzen an duerch eng erweidert Sportoffer d'Bewegung an der Populatioun férdere. Donieft ass et mir awer och wichteg, dem Leeschtungs- an Héichleeschtungssport déi Mëttel zur Verfügung ze stellen, déi eis Toppathleete brauchen, fir och an Zukunft konkurrenzfähig, notament vis-à-vis vun den auslänneschen Athleeten, ze bleiwen. D'Sportoffer soll also beschtméiglech ausgebaut ginn. Dofir brauch een natierlech funktional respektiv multifunktional Sportinfrastrukturen. An deem Sënn schaffe meng Leit aktuell un engem nationale Sportinfrastrukturkonzept. Dës Visioun ass natierlech just mat der Hëllef vum de Gemenge méiglech a sou wäert ech mech derfir asetzen, datt den Austausch mat de Gemenge weider verstärkt gëtt a meng Servicer si beschtméiglech begleeden.

ad 2. Stand haut gëtt et keng Iwwerleeungen, fir als Staat an d'Televisiounsrechter fir de privat organiséierte Sport ze investéieren. De Choix vum der Iwwerdroung vu Sportmanifestatiounen fällt net an den Aufgabebereich vum der Regierung.

.....
Circuit pour moto à Bockholtz | Question 0430 (06/03/2024) de M. Jeff Engelen (ADR)

Mir gouf zougedroen, datt de Staat den Terrain vum der Motorradspist zu Boukels verkaaft hätt. Eng – oder méi – Privatpersoun(e) géif(en) deemdo den Terrain ënnerhalen an dem Staat dësen iwwert e Pachtvertrag fir eng gewëssen Zomm zur Verfügung stellen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Kann d'Regierung déi uewe genannten Informatiounen bestätegen?
2. Wa jo, fir wéi eng Zomm huet de Staat dee genannten Terrain verkaaft? Wéi eng Zomm bezilt de Staat elo, fir dee genannten Terrain ze pachten?
3. Wat war d'Motivatioun vum Staat, fir dee genannten Terrain ze verkafen a wat geschitt elo laangfristeg mat der Motorradspist zu Boukels?

Réponse (15/03/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

Am Numm vum der Regierung kann ech déi Aussoen net bestätegen. Mengen Informatiounen no, wor de Staat ni am Besëtz vum de genannten Terrainen.

Personnel du Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | Question **0432** (06/03/2024) de **M. Jeff Engelen** (ADR)

Nieft dem Landwirtschaftsministère selwer, gëtt et och nach eng Rei Servicer, ewéi den SER (Service d'économie rurale), d'ASTA (Administration des services techniques de l'agriculture) an d'Veterinärsinspektioun, déi dem besote Ministère ënnerstinn.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Landwirtschaftsminister:

1. Kann d'Madamm Minister de Personalbestand vum Landwirtschaftsministère opschlësselen? Wéi vill Persoune schaffen hei Vollzäit a wéi vill Deelzäit?

2. Kann d'Madamm Minister de Personalbestand vum SER opschlësselen? Wéi vill Persoune schaffen hei Vollzäit a wéi vill Deelzäit?

3. Kann d'Madamm Minister de Personalbestand vun der ASTA opschlësselen? Wéi vill Persoune schaffen hei Vollzäit a wéi vill Deelzäit?

4. Kann d'Madamm Minister de Personalbestand vun der Veterinärsinspektioun opschlësselen? Wéi vill Persoune schaffen hei Vollzäit a wéi vill Deelzäit?

5. Wéi huet sech de Gesamtpersonalbestand déi lescht 10 Joer beim Landwirtschaftsministère, beim SER, bei der ASTA a bei der Veterinärsinspektioun a Prozenter ausgedréckt entwéckelt?

Réponse (28/03/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Iwwert déi lescht zéng Joer ass d'Entwécklung vum Personalbestand an der Haaptsaach duerch nei an zousätzlech Missiounen ze erklären:

– den deemolege Ministère vum Konsumenteschutz ass Enn 2023 am Ministère vu Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau als nei „Direktioun fir Konsumenteschutz“ integréiert ginn;

– de Service d'économie rurale huet ënner anerem de Service Comptabilitéit a Gestiou vum der deemoleger „Agrigestion“, d'Gestioun vun de landwirtschaftlechen Ëmwelt- a Klimaschutzmoosnamen esouwéi d'Kontrollunitéit (Unité de contrôle) iwwerholl;

– bei der Grënnung am Joer 2022, si Servicer vun anere besteeënde Ministären (dem fréiere Landwirtschaftsministère, dem fréiere Konsumenteschutzministère an dem fréiere Gesondheitsministère) an déi nei Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire (ALVA) iwwerdroe ginn (dorënner déi fréier Administration des services vétérinaires (MA-ASV), de fréiere Service vun der Fuddermëttelkontroll (MA-ASTA), dat fréiert Liewensmëttelkommisariat (MPCCoMAlim) an de fréiere Service vun der Liewensmëttelsécherheet (MS-DirSan).

Programme de dépistage du cancer colorectal | Question **0433** (07/03/2024) de **M. André Bauler** | **M. Gusty Graas** (DP)

Am März steet de Kampf géint den Daarmkriibs am Mëttelpunkt vun enger Preventiounscampagne vum Gesondheitsministère. Sou ginn all zwee Joer Invitatiounen u Persounen tëschent 55 a 74 Joer geschéckt.

De Radio 100,7 huet kierzlech informéiert, datt zu Lëtzebuerg den Daarmkriibs déi zweetheefegst Doudesursaach duerch Kriibs ass. Gëtt dësen awer fréi genuch entdeckt, da kann een en an 90 % vun de Fäll heelen. Den Dépistage spillt deemno eng wichteg Roll. Leider

ass d'Participatioun um organiséierte Screening-Programm nach niddreg, betount de Gesondheitsministère, mee si géing awer lues a lues klammen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Gesondheet a Sozialversécherung folgend Froen stellen:

– Wéi vill Leit hunn zanter 2018 um organiséierte Screening Programm vum Ministère a Saachen Daarmkriibs deelgeholl? Wéi vill Prozent vun de verschéckten Invitatiounen goufe mat enger Demande, fir en Test ze maachen, beäntwert?

– Wéi vill Prozent vun de realiséierten Tester ware positiv a konnten deemno op en Daarmkriibs hi schlëssen?

– Wéi wëllt de Gesondheitsministère de betroffene Public an noer Zukunft nach méi staark sensibiliséieren, fir um organiséierte Screening Programm, dee jo gratis ass, deelzehuelen?

– Wéi sinn d'Käschte vum organiséierte Screening Programm zanter 2018 evoluéiert?

Réponse (04/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

De Programm fir Kolorektalkriibs-Screening huet am Januar 2021 ugefaangen, als Suite vun engem Pilotprogramm, dee vun 2016 bis 2019 gelaf ass. De Pilotprojet hat d'Zil, déi bescht Approche vu sou engem Programm fir Lëtzebuerg ze bestëmmen. D'Detailer vum Pilotprojet a seng Resultater goufen 2019 an engem Bulletin de liaison publizéiert a sinn disponibel op www.sante.public.lu.³ An der Pilotphas hat de Participant de Choix zwëschent enger Coloscopie d'emblée oder engem Test, fir Blut am Stullgang feststellen (Test FIT). Am Resumé kann ee fir d'Pilotphas folgend Resultater festhalen: Den Taux de participation louch bei 25 %, ronn 40.000 FIT-Tester si gemaach ginn, an 2.775 Coloscopien, woubäi 1.387 Leit op d'mannst ee Polyp am Daarm haten. Dovu ware 523 Polyppen „haut risque“ (d. h. Risiko, fir Kriibs zäitno ze entwéckelen), an 91 Persoune mat Daarmkriibs si fonnt ginn.

Aktuell gesäit den neie Programm ëmmer fir d'éischt een FIT-Test vir an duerno, bei engem positive Resultat, eréischt d'Méiglechkeet vun enger Coloscopie.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Et ass wichteg ze erwänen, dass d'Invitatiounen 23 Méint gültig sinn, wat d'Resultater vun 2022 an 2023 nach provisoresch mécht.

Et ass och néideg drop hinzewiesen, dass ee positive Screening Test nach keen definitiven Noweis fir Daarmkriibs ass, mee dass d'Diagnos nach mat anere Mëttel (z. B. Coloscopie) muss konfirméiert ginn.

Verschidde Mesurë goufen ergraff, fir d'Deelhuelen um Programm ze verbesseren, besonnesch während dem „Mars Bleu“:

– Participatioun um Relais pour la vie mat engem Informationsstand

– Präsenz op lokale Mäert

– geziilt E-Mail-Campagnen un Dokteren a Gesondheetsfachleit

– Campagnen op de sozialen Netzwierker.

Weider Campagnë si geplangt, wéi zum Beispill d'Verdeeel vum Informationsflyere beim Erneiere vum Führerschäin souwéi och aner visuell Campagnë fir de Grand public.

³ Évaluation du Programme de dépistage organisé du cancer colorectal – Portail Santé – Luxembourg (public.lu) (Programme de dépistage organisé du cancer colorectal : évaluation de la phase pilote).

Vu September 2024 u wäerten och Tester direkt an den Apdikten disponibel sinn, fir esou den Zougang zum Screening ze vereinfachen.

Des Weidere ginn an Zukunft d'Testkits automatesch un d'Participantë geschéckt, déi scho virun um Screening deelgeholl hunn.

De Screening ass gratis fir d'Leit, a gëtt kofinanzéiert vun der Gesondheidsdirektioun an der Nationaler Gesondheetskeess. Dësen Dépistage-Programm kascht de Staat ronn 500.000 Euro am Joer. Dozou kënn 1,5 Equivalent plein temps Agents de l'État, déi sech ëm d'Koordinatioun vum Programm këmmen.

Falls no engem positive Screening Test eng Coloscopie gemaach gëtt fir déi definitiv Diagnos, da gëtt dës iwwert den normale Wee verrechent a vun der Nationaler Gesondheetskeess rembourséiert.

Position du Gouvernement concernant les investissements du Fonds de compensation | Question **0434** (07/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** | **M. François Bausch** (déi gréng)

Le Fonds de compensation commun au régime général de pension (FDC) gère la réserve du régime général de pension afin d'en garantir la pérennité.

Le 9 février 2023, dans le cadre d'un débat de consultation, la Chambre des Députés a adopté une motion sur la stratégie d'investissement du FDC, invitant le Gouvernement entre autres :

– à « s'assurer que le FDC continue à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG ; »,

– à « inciter le FDC à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique et lesquels sont en phase avec la position du Gouvernement par rapport à la nouvelle taxonomie européenne ; »

– et à « adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ; ».

La nouvelle stratégie d'investissement quinquennale du FDC (2023-2027), portant officiellement le titre de « directive du conseil d'administration » fut adoptée début janvier 2023 par le conseil d'administration et entra en vigueur dès son approbation par le Ministre de la Sécurité sociale, soit le 27 février 2023.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 8182 du 26 juillet 2023, l'ancien Ministre de la Sécurité sociale expliquait que « le Conseil de Gouvernement a décidé de suivre la proposition du Ministre de la Sécurité sociale et de reprendre la position de la Chambre des Députés en tant que sa propre », se référant à la motion précitée, indiquant que « les représentants de l'État dans les organes décisionnels du FDC suivront cette position et appliqueront donc la motion adoptée le 9 février 2023 ».

Bien que le ministre eût par ailleurs précisé que « le conseil d'administration a conclu que la stratégie d'investissement en vigueur est en ligne » avec la motion parlementaire du 9 février précitée, force est de constater que la nouvelle directive ne contient pas de stratégie de désinvestissement explicite visant l'énergie nucléaire et les objectifs de l'Accord de Paris.

Notons encore que l'accord de coalition 2023-2028 reste muet au sujet des investissements du FDC.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale :

1) Le Gouvernement reprend-il de manière générale la position exposée par la motion précitée votée par la Chambre des Députés le 9 février 2023 ? Dans la négative, quelle est la position du Gouvernement concernant l'orientation de la stratégie d'investissement du FDC ?

2) Le Gouvernement approuve-t-il que le FDC devrait adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ?

3) Concernant la stratégie de désinvestissement précitée, Madame la Ministre peut-elle préciser par quels moyens et endéans quel délai cette dernière sera mise en œuvre par le FDC ?

4) Par conséquent, quelles sont les directives données ou qui seront données par Madame la Ministre aux représentant.e.s de l'État dans les organes décisionnels du FDC ?

Réponse (04/04/2024) de Mme Martine Deprez, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Les auteurs de la question parlementaire se réfèrent à la motion du 9 février 2023 adoptée par la Chambre des Députés dans le cadre d'un débat de consultation, et qui invite le Gouvernement entre autres

- à « s'assurer que le FDC continue à intensifier sa stratégie d'investissement en cohérence avec les objectifs climatiques de l'Accord de Paris et les critères ESG » ;
- à « inciter le FDC à favoriser les investissements soutenant la transition énergétique et écologique et lesquels sont en phase avec la position du Gouvernement par rapport à la nouvelle taxonomie européenne »
- et à « adopter une stratégie de désinvestissement dans des entreprises productrices d'énergie nucléaire et des entreprises ne pouvant pas se prévaloir d'une trajectoire de décarbonisation en ligne avec les objectifs de l'Accord de Paris ».

En réponse à cette motion, le Fonds de compensation (FDC) commun au régime général d'assurance pension a implémenté, au cours des 12 derniers mois, une nouvelle stratégie d'investissement qui fut approuvée par le Ministre de la Sécurité sociale le 27 février 2023.

Faisant suite à une remise en concurrence de certains mandats actifs venus à échéance en 2023, il est à noter que 100 % des mandats actifs du FDC sont désormais gérés avec une approche durable. En même temps, le FDC a lancé un nouveau compartiment obligatoire à gestion indexée (passive) aligné avec l'Accord de Paris pour 500 millions d'euros. Le nombre restreint de candidats pour ce mandat et les efforts nécessaires pour mener à bien une telle implémentation et gestion des investissements, témoignent du caractère innovateur du concept d'investissement indexé aligné avec l'Accord de Paris.

En décembre 2023, le FDC a lancé une soumission publique pour un mandat de 500 millions d'euros d'investissements en infrastructure dédiée principalement aux énergies renouvelables. Les offres sont actuellement évaluées. Le même mois, le FDC a publié une mise à jour de son « Sustainable Investor Factsheet 2022 » qui montre une réduction supplémentaire allant jusqu'à 14 % par rapport à l'exercice antérieur en matière d'empreinte carbone et d'autres gaz contribuant au réchauffement de la Terre.

Afin de ne pas se limiter à seulement mesurer l'impact de ses investissements, mais de contribuer activement à encourager les entreprises à s'aligner aux objectifs de l'Accord de Paris, le FDC a rejoint, en janvier 2024, le réseau « Institutional Investors Group on Climate Change » (IIGCC) et l'initiative « Climate Action 100+ ».

En février 2024, le FDC a mis à jour la liste d'exclusion, en excluant les entreprises qui ne respectent pas les normes internationales telles qu'entérinées dans les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies couvrant les droits de l'homme, l'environnement, les normes internationales de travail et la lutte contre la corruption, ainsi que les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. De même, les entreprises ayant un statut d'observation prolongé de plus de 2 ans avec une perspective d'évaluation négative sont également exclues de l'univers d'investissement du FDC.

Finalement, au cours de l'année 2024, le FDC analysera de nouveau l'ensemble de ses investissements sur base de critères ESG et effectuera une étude sur son alignement à l'Accord de Paris à l'instar de l'étude du rapport d'investisseur responsable de 2020. Cette étude permettra ainsi de juger de l'efficacité des mesures entreprises par le FDC en matière d'investissements durables et de pointer, le cas échéant, vers des mesures concrètes à renforcer.

Il y a lieu de conclure que les efforts de mise en œuvre de la stratégie d'investissement entrepris par le FDC poursuivent les objectifs d'un investissement responsable et peuvent mener à une trajectoire de décarbonisation en ligne, entre autres, avec les objectifs de l'Accord de Paris.

À toutes fins utiles il est renvoyé aux détails des politiques d'investissements publiés sur le site du FDC. Fonds de compensation commun au régime général de pension (public.lu)

.....
Financement du matériel informatique des écoles fondamentales | Question 0436 (07/03/2024) de M. Ben Polidori (Piraten)

D'lescht Joer gouf de Gesetzesvorschlag mat der Nummer 7883 an der Chamber ofgestëmmt, mat deem d'CSV sech dofir agesat huet, dass all Kand de selwechten Accès op informatesch Material soll hunn, egal ob et an enger finanziell wuelsenituéierter Gemeng leeft oder an enger finanziell manner gutt situéierter Gemeng. Dëse Gesetzesvorschlag gouf awer mat de Stëmme vun der deemolger Majoritéit ofgeleent.

Duerch déi grouss Ënnerscheeder bei de finanzielle Méiglechkeeten tëschent de Gemenge gëtt et effektiv grouss Ongläichheeten. Grad Kanner, déi a Stéit mat engem méi niddregen Akommes wunnen, sinn hei laangfristeg am Nodeel. Si kréien dacks just spéit Accès op informatesch Material a sinn domat vis-à-vis vun hire Klassekumerothen aus besser situéierte Stéit benodelegt, déi dacks scho fréi Kontakt domat hunn a besser equipéiert sinn an dowéinst och besser domat eens ginn. Dëst gouf virun allem an der Covid-19-Pandemie däitlech siichtbar, wou vill Kanner aus manner gutt situéierte Stéit beim Cours à distance däitlech manner gutt geléiert an herno méi grouss schoulesch Problemer haten.

Am Koalitionsaccord gëtt dës Iddi och ugeschwat. D'Regierung wëll Diskussiounen mat de Gemengeresponsablen ophuelen, fir iwwert d'Ausstattung mat informatesch Material an de Grondschoulen ze schwätzen. Grad kleng Gemenge mat méi kleng finanzieller Moyenen hu mat enger steigender demografescher Entwécklung an de Käscht vum enger moderner informatescher Infrastruktur ze kämpfen. Ongläichheete si beim informatesche Material an de Grondschoulen also virprogramméiert.

Ech hat dem Inneminister an der Froestonn vum 27. Februar hei scho verschidde Froe gestallt, krut allerdings just weéng Informatiounen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir den Interieur a fir Bildung, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Den Inneminister huet a senger Äntwert op meng mëndlech Fro geäntwert, dass et am Januar éischt Gesprécher mam Secteur gouf, ee méi genaue Planung gouf awer net genant. Kann de Minister eis soen, ob et weider Gesprécher wäert ginn a ee sech a priori prinzipiell d'accord ass, fir op deem Niveau eppes ze maachen? Oder dréinen sech Gesprécher nach ëmmer ëm eng Prinzipienentscheidung, ob een dëst wëll maachen oder net?

2. Wat fir weider Pläng hunn den Inneministère an den Educatiounsministère nach, fir d'Ongläichheete betreffend den Zougang zu informateschem Léiermaterial ze reduzéieren?

3. Kann den Educatiounsminister schonn en ongeféieren Zäitpunkt nennen, bis wéini alleguer d'Schoulen am Fundamental kéinten equipéiert sinn? (Wifi-Infrastruktur, Laptop/iPads etc.)

4. Wat sinn d'Käschtchen (opgeschlësst pro Gemeng) fir de Kaf, d'Zur-Verfügung-Stellen an den Entretien vun informateschem Material an de Schoule vum Fundamental?

5. Wat fir ee Budget kéinten d'Gemengen iwwert déi nächst Joren dofir vum Educatiounsministère zur Verfügung gestallt kréien?

Réponse (09/04/2024) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse | M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Wéi den honorabelen Deputéierten a senger parlamentarescher Fro erwänt, ass am Koalitionsaccord 2023-2028 festgehal ginn, datt Gesprécher tëscht de Representantë vun de Gemengen an der Regierung solle gefouert ginn, fir d'Verdeelung vun den Attributiounen a Kompetenzen am Beräich vun de Grondschoulen ze diskutéieren. Ee vun de Sujeten, deen an deem Kontext wäert abordéiert ginn, ass d'Bereetstellung vun informateschem Material fir d'Grondschoulen. Am Kader vun dëse Gesprécher wäert analyséiert ginn, wéi eng vun den am Koalitionsaccord genannte Kompetenzen vum Staat kéinten iwwerholl ginn a wat dëst gegebenefalls fir all déi bedeelegt Acteure géing bedeiten.

D'Gesprécher tëschent de concernéierten Acteure sinn aktuell nach ganz am Ufank an esou schéngt et ze fréi, fir op eventuell Conclusiounen, déi aus dëse Gesprécher kéinte resultéieren, anzegoen. Soubal tangibel Resultater virleien, wäerten déi concernéiert Chamberskommissiounen informéiert ginn.

.....
Mise en place d'un cadre légal de protection des témoins au Grand-Duché | Question 0439 (07/03/2024) de M. Dan Biancalana (LSAP)

Dans le quatrième rapport sur la traite des êtres humains au Luxembourg de la Commission consultative des droits de l'homme au Grand-Duché de Luxembourg, le rapporteur revient sur sa recommandation formulée dans un même rapport en 2021 qui était de réfléchir à la mise en place d'un cadre légal de protection des témoins au Grand-Duché. Cependant, le rapporteur doit constater l'absence d'efforts et de développements à cet égard. Ainsi il exhorte les autorités à donner suite à sa recommandation.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :



– Est-ce que Madame la Ministre est au courant de la recommandation du rapporteur de mettre en place un tel cadre légal ? Si oui, quelle en est sa position sur ce sujet ?

– Quels sont les pays desquels le Luxembourg pourrait s'inspirer pour un programme de protection des témoins ?

Réponse (28/03/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Madame la Ministre de la Justice a pris connaissance du rapport de la Commission consultative des droits de l'homme au Grand-Duché de Luxembourg sur la traite des êtres humains au Luxembourg et de la recommandation concernant la nécessité d'une mise en place d'un cadre légal de protection des témoins au Grand-Duché.

L'importance de la mise en place d'un programme de protection des témoins au Grand-Duché est reconnue. Une analyse de la mise en œuvre du programme de protection dans les pays limitrophes du Grand-Duché est en cours. Comme le modèle belge a fait ses preuves, un échange a déjà eu lieu avec les autorités belges sur ce sujet. Au niveau national, les consultations avec les acteurs concernés en vue de l'introduction d'un tel programme dans la législation nationale débiteront très prochainement.

Étude du LISER au sujet des aides étatiques | Question **0440** (07/03/2024) de **M. Sven Clement** | **M. Ben Polidori** (Piraten)

De LISER huet am Optrag vun der Chambre des Salariés analyséiert, wat fir Grënn et dofir gëtt, dass d'Leit Hëllef vum Staat, déi se zegutt hätten, net ufroen. Hei geet et zum Beispill ëm d'Allocation de vie chère oder nach d'Subvention loyer. An der Etüd vum LISER gëtt erkläert, dass et fir d'Leit oniwiersichtlech ass, wat fir Hëlfe se zegutt hätten, et fir d'Leit net einfach ass se unzufroen respektiv, dass d'Leit de Stigma fäerten. Um Enn vun der Etüd gëtt da gesot, dass de Statec géif un engem Rapport schaffen, deen d'Etüd vum LISER soll weider verdéiwen (Säit 108).

An deem Zesammenhang wéilte mir de Ministere fir Wirtschaft a Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Froe stellen:

1. Wat fir Ressourcë gëtt de Statec sech fir dës Étude quantitative?
2. Wat fir een zäitleche Kader ass sech gesat ginn, fir dës Etude ze maachen an ze publizéieren?
3. Wäerten d'Ministère dës Etüd an der Chamber virstellen, wann se bis fäerdeggestallt ass?

Réponse (09/04/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

No der Etüd, déi de LISER am Optrag vun der Chambre des Salariés gemaach huet, plangt de Statec, d'Donnéen aus der Émfro iwwer d'Akomes an d'Liewensbedéngunge vun de Stéit (European Survey on Income and Living Conditions – EU-SILC) ze notzen, fir quantitativ den Undeel vu Leit ze schätzen, déi Hëllef vum Staat zegutt hätten, dës awer net ufroen.

D'EU-SILC-Émfro ass op europäeschem Niveau en zentrale Piliere, fir déi verschidden national Situatiounen par rapport zu europäeschen Ziler ze situéieren. Zu Lëtzebuerg gëtt dës Émfro ënnert der Verantwortung vum Statec duerchgefouert, deen all Joer eng representativ Proov vun den Awunner am Land interviewt. Am Joer 2023 hu ronn 10.000 Leit, déi a 4.500 Stéit wunnen, op d'Émfro geäntwert. Baséierend op de Resultater vun der Émfro vun 2023, wäert de Statec weider Analyse

maachen, fir d'Ausmooss vum Phänomeen, dass Aiden, déi zoustinn, net ugefrot ginn, ze schätzen. E Verglach tëschent de Resultater vun der Statec-Etüd an dem LISER senger Etüd wäert och duerchgefouert ginn.

D'EU-SILC-Émfro ass fir dës Analyse gëeegent, well se all Joer präzis Informatiounen iwwer d'Akomes an d'Liewensbedéngungen am Grand-Duché sammelt. De Statec huet domat Informatiounen iwwer déi verschidden Akomesquelle vun de Leit (Salären, Pensiounen, Chômage, Invalidérent oder aner sozial Leeschtunge wéi Kannergeld, Studebourse, Liewensdeierechtzoulag, Loyerssubventioun). Déi gesammelt Donnéeën decken och aner Theemen of, déi mat Aarmut a sozialer Ausgrenzung verbonne sinn, wéi zum Beispill déi materiell Privatioun, d'Gesondheet, d'Aarbechts- a Berufssituatioun, de Logement etc.

Am Budget vum Statec si keng zousätzlech Ressourcë fir dës Etüd geplangt a si wäert an déi gewinnene Aarbechte fir de Rapport „Travail et cohésion sociale“, deen all Joer vum Statec publizéiert gëtt, integréiert ginn.

All Joer am Oktober, am Kader vum Internationalen Dag fir d'Aarmutbekämpfung, publizéiert de Statec de Rapport „Travail et cohésion sociale“, deen d'Resultater vun den Haaptetüden iwwer Aarbecht, Akomes, Ongläichheeten, Aarmut a sozial Ausgrenzung vun der Bevëlkerung zu Lëtzebuerg presentéiert. D'Resultater vun der Etüd iwwer déi quantitativ Schätzung vum Undeel vun de d'Leit, déi d'Hëllef vum Staat zegutt hätten, awer net ufroen, wäerten an dësem Rapport presentéiert ginn.

De Statec wäert d'Resultater net virum Hierscht 2025 fäerdeg hunn a steet der Chamber dee Moment selbstverständlech zur Verfügung, fir d'Conclusiounen virzestellen.

Réaménagement de la N7 | Question **0441** (07/03/2024) de **M. Christophe Hansen** | **M. Jeff Boonen** | **M. Emile Eicher** | **M. Charel Weiler** (CSV)

Am Juli 2021 gouf an der Chamber dat neit Finanzéierungsgesetz fir d'N7 ugeholl. De Bau vum Contournement Housen (E421/N7) leeft zënter e puer Méint a geet gutt virun.

Den Tronçon tëscht Housen an der Houschter Déckt wier eisen Informatiounen no duerchaus an enger nächster Phas ëmsetzbar. Den Terrain ass flaach a bitt sech un, fir dat Stéck op zweemol zwou Spueren ze bauen. Esou wieren déi 2 Faartrichtunge getrennt, d'Sécherheet méi grouss an d'Liewensqualitéit an der Uertschaft Houschter Déckt däitlech verbessert. Nach wieren awer net déi néideg éischt Schrëtt an d'Weeër geleet ginn, fir dësen Ausbau zäitno an d'Aen ze faassen.

Donieft ass de Rond-point Schinker, wou déi nei PC7 driwwer féiert, déi do d'N7 kräizt, elo schonn den drëttréissste Pôle d'échange am Norden. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 5629 aus dem Joer 2022 sot den deemolege Mobilitéitsminister, dass d'Ariichte vun engem P&R um Schinker kuerzfristeg net virgesi wier, an dass d'Parke vun den Autoen do aktuell just toleréiert wier.

An dësem Kontext wéilte mir folgend Froen un d'Madamm Ministesch fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechte stellen:

1. Wéi gesäit déi generell Zäitschinn fir de gesamten Émbau vun der N7 aus?
2. Kann d'Madamm Ministesch eis soen, ob eng Étude de faisabilité fir den Tronçon tëscht Housen an der Houschter Déckt bei Ponts et chaussées ugefrot ginn ass?

– Falls dat net de Fall ass, wéini plangt d'Ministesch dësen Optrag ze lancéieren?

3. Wat ass d'Positioun vun der Ministesch zum méigleche Bau vun engem P&R um Schinker, mat engem gesécherten Iwwergang fir Foussgänger a Vëlosfuierer?

Réponse (10/04/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den éischte Juli 2021 goufen zwee Gesetzer fir d'Finanzéierung vun zwee groussen Infrastrukturprojeten am Norde vum Land vun der Chamber gestëmmt. Dat éischt war d'Gesetz fir d'Émgeungsstrooss vun Housen an dat zweet fir d'Securisatioun vun der Nationalstrooss N7 tëscht dem Fridhaff a Wäiswampech.

De Projet vun der Securisatioun, wéi e vun der Chamber gestëmmt ginn ass, ass an 3 Sektioenen ënnerdeelt a gesäit een Ausbau op 2 + 1 Spuere vun der Nationalstrooss N7 vir.

Dat entsprecheend Finanzéierungsgesetz vum 6. August 2021 dréit deemno engem Ausbau vun der Nationalstrooss op 2 x 2 Spueren net Rechnung.

Wéi et och am Koalitiounsaccord virgesinn ass, hunn ech der Stroossebauverwaltung den Optrag ginn, eng méiglech Verbreederung vun der N7 op 2 x 2 Spueren, do wou dëst méiglech ass, ze analyséieren.

ad 1. De gesamte Projet vun der Securisatioun vun der N7 soll an engem Zäitraum vu viraussichtlech 7 Joer realiséiert ginn.

Fir dat éischt Lous tëscht der Lëpschter Dällt an der Houschter Déckt konnten all déi néideg Grondstécker kaaft ginn. Deemno sinn déi éischt Ausschreiwungsdossieren op Basis vum besteende Konzept vum Finanzéierungsgesetz vum 6. August 2021 fäerdeg an déi éischt Aarbechte kéinten deemno dat nächst Joer ufänken. Dësen Datum ass natierlech elo an Ofhängegkeet zu den eventuelle Resultater vun der lancéierter Analys zu enger Véierspuerengkeet ze betruuchten. Op deenen anere Sektioone mussen nach eng ganz Rëtsch Grondstécker vum Staat opkaaft ginn.

ad 2. Den aktuelle Projet vun der Securisatioun vun der Nationalstrooss N7 ass an 3 Sektioenen opgedeelt. Dat éischt Deelstéck verleeft vum Fridhaff bis op d'Houschter Déckt, dat zweet Deelstéck geet da vun Housen weider bis op Maarnech an dat drëtt vu Fëschbech bis op Wäiswampech.

Tëscht deenen dräi Sektioone gëtt et deemno zwee Deelstécker, déi och am Projet vun der Securisatioun vun der N7 net berücksichtegt gi sinn, well hei d'Securisatioun duerch d'Bebauung laanscht d'Strooss net méiglech ass. Op dës Sektioenen, also och op der Sektioen tëscht der Houschter Déckt an Housen, misst eng komplett nei Strooss geplangt ginn, souguer wann een de Prinzipp vun 2 + 1 Spuere wéilt applizéieren. Momentan läit och nach keng Analys vir, déi een Ausbau op zweemol zwou Spuere betrëfft.

ad 3. Den Aménagement vun engem offizielle P&R um Flouernumm „Schinker“ op der N7 ass net am nationale P&R Konzept virgesinn. Zousätzlech sief ze betounen, datt dës Projet och keng Moosnam am nationale Mobilitéitsplang 2035 ass. Och ass dës Projet net am sektorielle Plang „Transport“ virgesinn (Plan directeur sectoriel „Transports“ oder kuerz PST genannt).

« Littering » | Question **0442** (08/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Nieft dem Offall, deen een oft op Staatsstroosse fënnt (siehe meng parlamentaresch Fro N° 0435) ginn

och Spadséierweeër oft zougemüllt mat Offall, deen näischt do verluer huet. Mir ass zum Beispill ee Fall bekannt op engem Spadséierwee zu Draufelt, wou den Dreck op de Weeër de Wëll- an Notzdéieren zum Verhängnis gétt, well d'Déieren den Offall friessen oder sech dorunner verletzen.

Dat ofgeännert Offallegesetz vum 21. Mäerz 2012 ass u sech ganz kloer a stellt de Littering ganz kloer ënner Strof. Trotzdeem weisen d'Zuelen aus der parlamentarescher Fro N° 7827 vum 28. Mäerz 2023, dass 886-mol géint d'Gesetz verstouss gouf. An dobäi sinn dat nëmmen déi Fäll, wou och tatsächlech Täter erwëscht goufen.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft, Ernährung a Wäibau a fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung d'Zuelen aus der Fro N° 7827 fir d'Joer 2023 virleeën?

2. Wéi vill Fäll sinn der Ministesch fir Landwirtschaft bekannt, u Wëlldéieren an Notzdéiere vu Baueren, déi sech opgrond vum Dreck an der Natur verletzt hunn an zum Beispill an eng Wëlldéierestatioun oder bei ee Veterinär hu misse gefouert ginn?

Réponse (19/04/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministere de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture | **M. Serge Wilmes**, Ministere de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité | **M. Léon Gloden**, Ministere des Affaires intérieures | **M. Gilles Roth**, Ministere des Finances

ad 1. Bei der Ëmweltverwaltung ass 2023 eng eenzeg Plainte gemaach gi wéinst Littering.

Am Joer 2023 sinn 158 Ëmweltdelikter an der Police-datebank rezenséiert ginn.

Bei Kontrolle vun der Douanesverwaltung am Beräich „Déchets“ goufe fir d'Joer 2023 39 Infractionne festgestallt.

ad 2. De Ministère vun der Landwirtschaft huet keng Statistike vu Verletzungen opgrond vum Dreck bei Notzdéieren, déi vu Veterinären diagnostizéiert resp. behandelt goufen.

Op Nofro an der Wëlldéierestatioun zu Diddeleng hunn déi Responsabel matgedeelt, dass Verletzungen bei ofgeliewerten Déieren éischter selte sinn a sech haaptsächlech op Schwane beschränken, deenen hir Plommen duerch verschmottzent Waasser verknascht sinn, resp. déi Verletzungen opweise verursaacht duerch Fëscherkreep. Déi ganz niddreg Zuel ass warscheinlech och doduerch bedéngt, dass eng Partie Wëlldéieren hir Verletzungen an der Natur net iwwerliewen.

Accessibilité de l'église de Weicherdange | Question **0443** (08/03/2024) de **Mme Alexandra Schoos** (ADR)

Déi historesch wäertvoll Kierch vu Wäicherdang gouf de 27. Mee 1963 als nationaalt Monument op d'Lëscht vun de klasséierte Monumenter gesat. Si huet a leschter Zäit awer fir Kontroverse gesuergt. Sou gétt een an engem Lieserbréif, deen den 2. Mäerz 2024 am „Luxemburger Wort“ publizéiert gouf („D'Kierch zu Wäicherdang“), gewuer, dass déi Kierch fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit net (bzw. net liicht) zougänglech ass. Nieft der Trap ginn als Elementer, déi e Besuch vun dëser Kierch komplizéiert oder onméiglech maachen, nach eng „dreckig bis méi schwartz ewéi wäiss Mauer, wou de Botz nëmmen nach roffällt“ a Splitter mentionéiert, deen um (och denkmalgeschützten) Kierfecht „all Besuch op engem Graf onméiglech

nicht“. Am Lieserbréif gétt op d'Efforte vum Gemeengerot higewisen, fir déi ganz Situatioun ze änneren. Et wier awer sou, dass den Institut national pour le patrimoine architectural (INPA), de fréiere Service des sites et monuments nationaux) sech géint eng Léisung vum Problem géif entgéintstemmen.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Kulturminister:

1. Kann den Här Minister confirméieren, dass den INPA enger inklusivengerechter Ëmgestaltung vum Accès zur Wäicherdang Kierch an zum dozougehéierende Kierfecht entgéintsteet? Wa jo, aus wéi enge Grënn? Wann nee, firwat ass d'Situatioun nach ëmmer sou, dass Persounen mat ageschränkter Mobilitéit net oder kaum an d'Kierch erakommen?

2. Am neien Denkmalschutz-Gesetz gétt vun „utilité publique“ geschwat, engem Krittär, deen noutwenneg ass, fir dass e Gebai geschützt ka ginn. Geet den Här Minister dervun aus, dass en historescht Gebai wéi d'Kierch vu Wäicherdang dës Krittär erfëlle kann, soulaang si fir Persounen mat ageschränkter Mobilitéit net zougänglech ass?

Réponse (04/04/2024) de **M. Eric Thill**, Ministere de la Culture

D'Kierch vu Wäicherdang gouf de 27. Mee 1963 als nationaalt Monument geschützt, zesumme mam Kierfecht an der Mauer, déi de Kierfecht ëmkreest. D'Kierch, déi op 1729 datéiert ass, steet esou an engem ganz authentesch, aussergewöhnlechen an dofir wäertvollen Ensembl.

Den Haaptaccès geet iwwer eng Sandsteeentrap duerch en historescht an architektonescht wäertvoll stenge Portal, dat eng schéin Ornamentik opweist. Een aneren Accès, méi wäit nord-östlech an der Mauer, huet och en authentesch Encadrement aus Steen. Dës zwou Ëffnungen sinn natierlech erhaltenswäert. Si leeschten e grouse Bäitrag zu der Gestaltung vu Kierch a Kierfecht. All Ännerung an dës sensibele Beräicher muss absolut noutwenneg a gutt iwwerluecht sinn.

Am Joer 2014 huet d'Gemeng Clief dem deemolege Service des sites et monuments nationaux (haut Institut national pour le patrimoine architectural – INPA) Proposen ënnerbreet, fir den Accès op de Kierfecht a bei d'Kierch barrièrefräi ze maachen.

Zwou Optiounen goufen diskutéiert. Leider ware se ze invasiv fir déi sensibel Plaz an hätten déi historesch Substanz massiv gestéiert a verännert.

Zanterhier ass den INPA weider mat der Saach beschäftegt an ass a Kontakt mat der Gemeng, fir eng Léisung ze fannen, eventuell eng reversibel Ramp. Eng deemontpriechend Demande fir eng Autorisatioun vum Kulturminister ass nach net erakomm.

En „intérêt public“ muss erfëllt sinn, wann en Objet ënner Denkmalschutz gestallt gétt. E Gebai schützen an erhale muss also eng Noutwennegkeet fir d'Gesellschaft sinn. Dofir erlaabt d'Accessibilitéitsgesetz vum 7. Januar 2022 och Derogatiounen, fir dat gebauten Ierwen ze erhalen (Art. 7) an et also net mussen iwwerall fir all Mënsch accessibel ze maachen. Vun enger „utilité publique“ vun engem Denkmal, am Sënn vun engem gréissten Notzen, geet a kengem Gesetz rieds.

Trotzdeem ass et dem INPA a mir immens wichteg, eise Patrimoine, wann et nëmme geet, fir jiddereen zougänglech ze maachen. Dat ass och op ville Plaze scho geschitt. Et muss awer ëmmer am Respekt vun deem geschéien, wat mir esou authentesch wéi méiglech fir eis Nokommen erhale wëllen.

Avenir de l'usine Liberty Steel à Dudelange | Question **0444** (08/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 0076 des soussignés concernant l'avenir de l'usine Liberty Steel à Dudelange et les mesures pour assurer les emplois, Monsieur le Ministre avait annoncé la démarche suivante : « Les efforts du Gouvernement continuent à se concentrer sur le maintien d'emplois et d'activités industrielles sur le site de Dudelange. Suite à des entrevues avec les syndicats ainsi qu'avec la direction de Liberty Liège-Dudelange (LU) SA afin de faire le point concernant les développements récents, le Gouvernement entend tirer profit des possibilités désormais offertes par la loi du 7 août 2023 relative à la préservation des entreprises et portant modernisation des droits de la faillite, entrée en vigueur en date du 1^{er} novembre 2023, afin de structurer les prochaines étapes. Un courrier y relatif a été adressé à la direction de l'entreprise début du mois de décembre. »

1) Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme quelles sont les suites que la direction de l'usine a données à ce courrier.

2) Quelles mesures ont été entamées pour assurer l'emploi et pour consolider le site industriel de Dudelange ?

Réponse (02/04/2024) de **M. Lex Delles**, Ministere de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1) La lettre que les honorables Députés mentionnent a donné lieu à un échange de courriers avec l'actionnaire, voire son représentant désigné.

ad 2) La trajectoire entamée sous l'ancien Gouvernement est poursuivie, les efforts du Gouvernement continuent à se concentrer sur le maintien d'emplois et d'activités industrielles sur le site de Dudelange.

Service de police judiciaire | Question **0445** (08/03/2024) de **Mme Liz Braz** (LSAP)

Depuis le 15 janvier 2024, la présence policière à Luxembourg-ville est renforcée. Le dispositif mis en place dans ce contexte affecte de nombreux services. Parmi eux le Service de police judiciaire (SPJ).

Lors de la séance publique du 27 février 2024 à la Chambre des Députés, Monsieur le Ministre des Affaires intérieures a précisé que le dispositif restera mis en place au-delà de la fin du mois de février.

Me référant à la réponse de Monsieur le Ministre des Affaires intérieures à la question parlementaire urgente n° 0293 et aux explications données par Monsieur le Ministre des Affaires intérieures lors de la séance publique du 27 février 2024 à la Chambre des Députés, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures et à Madame la Ministre de la Justice :

– Monsieur le Ministre peut-il me dire par quel biais et quand il a prolongé le dispositif en question ? Pourquoi la mesure n'est-elle plus limitée dans le temps ?

– Compte tenu du fait que l'intervention de la police judiciaire dans le dispositif de sécurité a pour conséquence que d'autres tâches du SPJ peuvent être effectuées de manière moins approfondie, j'aimerais savoir dans quelle mesure cette utilisation des ressources affecte le travail des autorités judiciaires. Avec quels moyens humains le personnel manquant auprès du SPJ est-il compensé ?

– Quelle est la justification de la mobilisation massive de ressources pour ce dispositif spécial ? Sur la base de

quels critères Monsieur le Ministre peut-il évaluer l'efficacité du dispositif en question ? Est-ce que ces critères sont consultables par le public ?

Réponse (17/04/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

Les décisions concernant l'adaptation du dispositif spécial relèvent de l'organisation interne de la Police grand-ducale. Il était prévu dès le départ que la police fasse des évaluations régulières du dispositif et l'adapterait en fonction des constats dressés et des besoins recensés. Une première évaluation par la Police grand-ducale a eu lieu fin février et une seconde fin mars. L'évaluation la plus récente a été effectuée le 16 avril 2024.

Tel qu'il résulte du communiqué de presse de la police du 16 avril 2024, la participation du Service de police judiciaire (SPJ) au dispositif spécial a été arrêtée début avril. Le SPJ était impliqué dans le dispositif en question pour son expertise et ses compétences spécifiques en matière de lutte contre le trafic de drogues, l'immigration illégale, le proxénétisme et la mendicité organisée et la traite des êtres humains, qui font partie des objectifs pour lesquels le dispositif a été mis en place en premier lieu. Le SPJ était chargé d'orienter de manière ciblée les unités en uniforme et de dresser un tableau de la situation.

Pour le surplus, les détails de nature opérationnelle sur l'organisation interne de la police et du déploiement de membres du Service de police judiciaire (SPJ) à Luxembourg-ville ne seront pas révélés pour des raisons de tactique policière. Le déploiement de policiers issus du SPJ a été discuté pendant une séance à huis clos lors de la réunion jointe des Affaires intérieures et de la Justice du 23 janvier 2024.

En ce qui concerne les agents des régions de police Nord, Centre-Est et Sud-Ouest joints aux policiers de la région Capitale pour assurer les patrouilles pédestres du dispositif spécial, il y a lieu de noter que cet appui ne sera plus requis à partir de mai, suite à l'assermement de nouveaux policiers fin avril. Une augmentation nette d'environ 90 agents renforcera les commissariats de Luxembourg-ville et d'autres commissariats à travers le pays ainsi que les services et unités nationales. Ce renfort engendrera l'arrêt du dispositif spécial tel qu'il a été mis en place à partir du 15 janvier 2024.

Finalement, veuillez noter qu'une des priorités du Gouvernement est d'augmenter aussi bien les effectifs de la police que ceux des autorités judiciaires.

Limitation du nombre de visites médicales prises en charge | Question **0446** (08/03/2024) de **M. Sven Clement** (Pirates)

D'CNS erlaabt de Remboursement vun 12 Consultatiounen iwwer 6 Méint bei engem Generalist oder Spezialist. Fir all weider Consultatioun freet d'CNS eng Justifikatioun, respektiv et muss een am Virus ëm Erlabnis bei der Keess froen. Bei Patienté mat medezinneschem Cannabis, déi widderhuel bei hiren Dokter oder hir Doktesch mussen, kënnen scho mol séier vill Consultatiounen zesummekommen.

An deem Zusammenhang wéilt ech der Ministesch fir Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Firwat gëtt et dës Reegelung vun den 12 Consultatiounen?
2. Wéi vill Persounen hunn déi 12 Consultatiounen an de leschte 5 Joer iwwerschratt an hunn dofir mussen eng speziell Erlabnis vun der CNS kréie fir de Remboursement?

3. Wat brauch d'CNS un Informatiounen, fir esou ee Remboursement ze geneemegen?

4. Wier eng speziell Reegelung fir Patientén, déi medezinnesche Cannabis kréien oder z. B. eng Kriibsbehandlung maachen, an den Ae vun der Ministesch sënnevoll? Wa jo, wäert d'Ministesch dës ëmsetzen? Wann nee, firwat net?

Réponse (16/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. D'Limitatioun vun der Prise en charge vun zwielef Consultatiounen oder Visite vum Hausdokter oder dem Spezialist an der selwechter medezinnescher Disziplin pro Semester, ass am Artikel 36 Alinea 1 Punkt 3 vun de Statute vun der Gesondheetskeess (CNS) virgesinn, an entsprécht dem Wëlle vum Gesetzgeber, fir eng gutt Gestioung ze garantéieren vun effentleche Gelder a punkto Gesondheets- a Maternitéitsversécherung duerch eng entsprechend Ofdeckung vun de Gesondheetsprestatioune, ouni datt et iwwer dat erausgeet, wat nëtzlech an néideg ass (Artikel 23 vum Code vun der sozialer Sécherheet).

ad 2. De folgenden Tableau weist d'Zuel vu Fäll a Patientén, déi zwielef Consultatiounen pro Semester no Dokterspezialitéit iwwerschratt hunn (normal Consultatiounen, majoréiert Consultatiounen, Consultatiounen bei engem Spezialist a Visitten am Extrahospitalier) fir d'Joren 2019 bis 2023*:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Wat déi noutwenneg Begrënnung ugeet, op Basis vun där d'CNS decidéiert, wéi eng Fäll en charge geholl ginn, ass ze präziséieren, datt et duergeet, wann den Dokter eng Justifikatioun ugëtt mat engem prezise medezinnesche Grond.

Déi meescht Fäll, déi d'CNS akzeptéiert, hanken haaptsächlech mat Situatiounen wéi Neigebuerener mat héijem Féiwier, Patienté mat palliativer Betreuung, ofhängeg Persounen (Methadon Programm) a Consultatiounen no enger Hospitalisatioun zesummen.

ad 4. Wéi aus der Äntwert ënnert der Fro N° 3 ervirgeet, accordéiert d'CNS all Kéier, wann eng medezinnesch Argumentatioun virläit, den Dapassement vun der Limitéit, sou datt de Moment kee Bedarf besteet, fir déi aktuell Dispositioun ofzeänneren.

.....

Potentiel solaire | Question **0447** (08/03/2024) de **M. Jeff Boonen** (CSV)

De Solarkadaster erlaabt et, fir bei all Gebai eenzel nozekucken, wat d'Potenzial vun dësem fir d'Stroumproduktioun méttels PV ass. Niewent de Gebaier hunn och aner versigelt Flächen, wéi Industriestrukturen a Parkingen e grousst Potenzial fir PV. Dat gouf och esou am Koalitiounsaccord vun der neier Regierung festgehalen.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Energieminister stellen:

- 4 - Unzuel u Patientén: Gesamtzuel vun ënnerschiddleche Patientén, déi an op d'mannst engem vun deenen 2 Semesteren méi wéi 12 Consultatiounen haten.
- Unzuel u Fäll: Gesamtzuel vun de Kéieren wou dës Patienté méi wéi 12 Consultatiounen an engem Semester vum betreffende Joer haten.
- Dat éischt Semester vum Joer geet vu Januar bis Juni an dat zweet Semester vum Joer geet vu Juli bis Dezember. Een nammlechte Patient kann innerhalb vun engem Joer 2 Fäll hu wann en a béid Semesteren méi wéi 12 Consultatiounen hat. Dat heescht, een nammlechte Patient huet entweder 1 Fall (en hat also an engem vun deenen zwee Semesteren méi wéi 12 Consultatiounen) oder 2 Fäll (wann en an deenen zwee Semesteren méi wéi 12 Consultatiounen hat).

1. Huet de Minister Zuelen, wat de Potenzial vu PV op de versigelt Flächen zu Lëtzebuerg insgesamt ass, sief et a Form vu Flächen oder a Form vun der elektrescher Produktioun (kWh)? Kann de Minister dës Zuele wgl. opdeelen; jee no Typ vu versigelter Fläche, also Gebaier, Industriestrukturen a Parkingen?

2. Wann nee, envisagéiert de Minister eng Etüd duerchzuführen, fir d'Potenzial vu PV zu Lëtzebuerg ze erfassen?

3. Wa jo, wéi vill dovou gëtt gebraucht, fir d'Ziler vum PNEC ze errechen?

Réponse (11/04/2024) de **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

ad 1. D'Instrument vum Solarkadaster erfasst just Gebaier, also keng aner (versigelt) Flächen.

D'Donnéeën aus dem Solarkadaster kann ee follgendermoosse resumieren:

- Nom leschten Update 2022 sinn insgesamt 224.124 Objeten am Datasaz erfasst.
- Guer net gëeegent fir Fotovoltaik (PV) sinn ongeféier 37.500 Objeten (+/-17 %).
- Géinge sämtlech aner Diecher bis op de leschte Quadratmeter voll mat Fotovoltaik beluecht ginn, wieren dëst ongeféier 32 km² mat engem theorettesche Potenzial vu 5.134 MW installéierter Capacitéit. Hei falen allerdéngs och Diecher drënner, déi just bedéngt gëeegent sinn, an zum Beispill klasséiert Gebaier.
- Gutt gëeegent sinn eng 133.800 Objeten (+/-60 %), wat ongeféier 19,4 km² entsprécht an enger theorettescher Capacitéit vun 2.653 MW.
- De Solarkadaster erkennt déi existéierend Fotovoltaikanlagen net, dës sinn also am Gesamtpotenzial enthalen.
- Och Industriestrukture sinn am Solarkadaster abegraff.

Wat Parkingen ugeet, sou kann een d'Gesamtfläche zu Lëtzebuerg op ongeféier 360 Hektar schätzen.

ad 2. De Wirtschaftsministère féiert de Moment eng detailléiert Analys duerch, fir d'Gesamtpotenzial vu PV zu Lëtzebuerg ze erfassen.

ad 3. Dat ganz ambitiéis PNEC-Zil fir 2030 gesäit eng Fotovoltaik-Stroumproduktioun vun 1.112 GWh vir, dëst entsprécht ongeféier 1.236 MW installéierter Capacitéit.

Opgrond vum Solarkadaster, aneren Donnéeën, an den Erfahrungswäerter vun de leschte Joren, gouf Enn 2023 analyséiert, ob a wéi dëst Zil errecht ka ginn. Reng linear bedeit d'PNEC-Zil, datt zanter 2021, a bis 2030, all Joer 100 MW PV-Capacitéit dobäi komme muss. Am Joer 2021 waren et 90 MW, d'lescht Joer - den nach net definitiven Zuelen no - ongeféier 77 MW. D'Regierung wäert all Hiewel a Bewegung setzen, fir dës Zuelen an den nächste Joren däitlech ze steigere, fir d'Zil bis 2030 ze errechen.

Op Basis vum Solarkadaster a vun der Applikatioun vun e puer theorettesche Krittären, ewéi dem wirtschaftlech sënnevolle Stroumertrag (mindestens 850 kWh pro kW an eng Minimalgréisst pro Anlag vu 4 kW), an dem Ausschleisse vu klasséierte Gebaier, kënn een op een technescht Potenzial vu PV op Gebaier vun ongeféier 1.600 MW Capacitéit.

Duerch d'Applikatioun vu prakttesche Krittären (Statik, Sécherheet, Plazbedarf op den Diecher fir aner technesch Installatiounen), déi aus der Praxis bekannt sinn, an opgrond vun Echantillonen hiergeleet goufen, muss een dës Zuel nach eng Kéier graff duerch 2 dividéieren, soudatt sech fir 2030 e realisierbar Potenzial vu knapp 800 MW ergëtt.

Zum Zeitpunkt von der Analyse am Bestand schon installiert 356 MW. Der Fotovoltaik-Ausbau für den Neibau (Fotovoltaik) wird bis 2030 auf 130 MW geschätzt. D'Erfahrung bis elo weist, dass Parkflächen net einfach ze mobilisierere sinn – Parkingen, wou Kiermessen a Mäert stattfinden, ginn an der Reegel ausgeschloss, et gött deelweis ganz héich Käschten duerch opwänneg Grief – sou datt op den ongeféier 200 Hektar gëeegente Fläche bis 2030 mat engem Zouwuess von ongeféier 50 MW a Form von Fotovoltaik op Carporte ka gerechent ginn.

Alles an allem kann een enger optimistischer Schätzung op knapp 1.000 MW installiert Capacitéit op bebaute Flächen am Joer 2030 kommen. Dofir wäert d'Regierung déi finanziell Ureizer weider attraktiv gestalten an d'Efforte bei den administrativen Erlichterunge konsequent weiterféieren.

Dës Zuele beleeeën allerdéngs och, dass versigelt Flächen eleng net wäerten duergoen, fir d'PNEC-Ziler ze errechen. Dofir gött sech och intensiv mat Agri-Fotovoltaik op fräier Fläch beschäftigt. An enger Zesummenaarbecht von dräi Ministère gouf eng Pilot-ausschreiwung lancéiert, fir eng Win-win-win-Situation souwuel fir d'landwirtschaftlech Produktioun, d'erneierbar Stroumproduktioun an d'Biodiversitéit ze assurieren. D'Ausschreiwung huet Enn 2023 zu engem Resultat von 52 MW gefouert, déi bis 2025 installiert ginn. Am Fall von enger positiver Evaluatioun von dëser Pilot-ausschreiwung huet d'Agri-PV d'Potential, e wichteg Element beim Erreeche vom PNEC-Zil 2030 ze sinn.

Endommagement des bâtiments du Centre socio-éducatif de l'État à Dreiborn | Question 0451 (11/03/2024) de M. Fred Keup (ADR)

Mengen Informatiounen no kuum et an de leschte Joren am Centre socio-éducatif de l'État (CSEE) zu Dräibuer heefeg zu Virfäll, wou d'Gebäilechkeete beschiedegt goufen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madam Minister fir öffentlech Aarbechten:

1. A wéi ville Fäll hunn déi zoustänneg Autoritéite vu Bâtiments publics an deene leschten dräi Joer beim CSEE missen aktiv ginn, fir Schied un de Gebäilechkeeten ze reparieren?

2. Wéi héich ass an deem Zesummenhank d'Gesamtzomm fir d'Repariere vum Schied, déi an de leschten dräi Joer am CSEE un de Gebäilechkeeten entstane sinn?

Réponse (19/04/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. An deene leschten dräi Joer ass d'Verwaltung fir öffentlech Bauten ongeféier 15-mol um Site vom CSEE Dräibuer interveniert, fir Schied un de Gebäilechkeeten ze behiemen.

ad 2. D'Verwaltung fir öffentlech Bauten huet an de Joren 2021–2023 an de Gebäilechkeete vom CSEE Dräibuer Reparaturaarbechten an enger Héicht von ongeféier EUR 500.000 TTC ausgefouert.

Label « Fairtrade Gemeng » | Question 0452 (11/03/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Vum 1. bis de 15. Mee feiert d'ONG Fairtrade Lëtzebuerg d'Fair-Trade-Wochen. Produiten, déi de Fair-Trade-Sigel op der Verpackung hunn, suerge fir akzeptabel Aarbechtskonditiounen a fair Salären op

der Welt. Esou entscheet sech de Konsument duerch säi Kaf von engem Fair-Trade-Produit, fir d'Welt ee klengt Stéck besser ze maachen, amplaz Suen um Réck vu Mänschen aus anere Länner ze spueren.

Grad de Staat an d'Gemenge sollte mam gudden Beispiel virgoen a verantwortlech Produkter akafen. Fir d'Gemengen existiert de Label „Fairtrade Gemeng“, wou et virun allem drëms geet, dass d'Gemeng Werbung fir de fairen Handel mécht an offensiv un d'Bierger:inne kommunizéiert.

An deem Zesummenhank wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Fro stellen:

– Wéi eng Gemengen hei am Land si Fair-Trade-Gemengen?

Réponse (15/03/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

D'Gemengen decidéiere selwer, ob si wëlle bei der privater Initiative „Fairtrade Gemeng“ matmaachen.

Den Inneministère féiert keng Statistiken dodriwwer.

Gestion locative sociale (GLS) | Question 0453 (11/03/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

Wéinst deenen héije Wunnengspräisser um Wunnamarché mussen vill Stéit op öffentlech Initiativen zeréckgräifen, déi Wunnumraum zu engem erschwéngleche Präis ubidden.

Verschiede Wunnenge gi von enger Agence immobilière sociale (AIS) ugebueden am Kader von der Gestion locative sociale (GLS), wou de Staat a Kooperatioun mat Organisatiounen (ASBLen, Fondatiounen, Gemengen etc.) zesummeschaft. Dës Agence probéieren, fir Wunnengen zu engem gerechte Präis un déi Leit ze verlounen, déi se brauchen.

Elo ass et esou, dass dës Agencen awer och Leit aus hire Wunnengen erausgeheie kënnen. Mir sinn eleng am Raum Péiteng 7 Fäll bekannt vu Familljen, déi deemnächst aus hirer GLS-Wunneng wäerten erausgesat ginn an déi an den nächsten Deeg wäerten hir Wunnenge verloosse mussen.

An deem Zesummenhank wéilt ech dem Minister fir Wunnengsbau dës Fro stellen:

1. Firwat ginn aktuell esou vill Locatairenen aus de Wunnengen am Kader von der GLS erausgeheet?

2. Firwat kënn et aktuell zu méi Fäll?

3. Wat mécht de Staat zesumme mat senger GLS-Partner, fir dass déi Leit net op der Strooss landen?

Réponse (29/03/2024) de M. Claude Meisch, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

ad 1. Dëst läit an der Responsabilitéit vum Gestionsnaire a mir kréien och keng allgemeng Informatiounen doriwuer. Op Nofro hin, sinn ons zwee Fäll genannt ginn. Dës Resiliatioun von hirem „contrat de mise à disposition“ ass an deenen 2 Fäll d'duerch geschitt, well de Bewunner entweder iwwert e laangen Zäitraum säi Loyer net bezuelt huet oder awer refuséiert, mat sengem konventionéierte GLS-Partner ze kooperieren.

ad 2. De Ministère huet keng Informatiounen drüwer, dass et aktuell méi Fäll géif ginn.

ad 3. Eis konventionéiert GLS-Partner pflegen an der Reegel en enke Kontakt mat hire Bewunner. Esou versichen eis konventionéiert GLS-Partner, hire Bewunner a schwierigen Zäiten ze hëlfelefen a probéieren all Wee, fir laanschng eng Resiliatioun ze kommen. Dës enk Zesummenaarbecht téschent dem Bewunner an de konventionéierte Partner ass e wichteg Element

an der GLS mam Zil, fir kënnen eng Stabilitéit an hir Wunnsituatioun ze kréien.

Initiative pour l'emploi ProActif | Question 0455 (12/03/2024) de M. Georges Engel (LSAP)

Le 5 février 2024, le directeur de l'initiative pour l'emploi ProActif SIS SARL a été licencié. La manière dont cette décision a été prise suscite depuis lors beaucoup d'attention. D'après les informations issues de la presse écrite, le directeur a été licencié par le président, sans ratification en bonne et due forme par le conseil d'administration. Le directeur n'a pas été consulté. Il n'a pas été invité à un entretien de licenciement et le licenciement a eu lieu au moment où le directeur était en congé de maladie. Tout cela, ainsi que d'autres démarches particulières, nous préoccupent particulièrement. Plusieurs articles de presse ont mis en lumière ces agissements douteux.

Compte tenu de la question parlementaire n° 0409 et du fait que le directeur s'est entre-temps adressé au tribunal du travail, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) Le Ministère du Travail soutient l'initiative pour l'emploi avec 25 millions d'euros par an. Que compte faire concrètement Monsieur le Ministre, compte tenu de son influence (financière et en termes de droit de vote) et de sa responsabilité vis-à-vis des collaborateurs de ProActif, du secteur, des initiatives de l'emploi et des contribuables ? Monsieur le Ministre est-il d'accord avec la procédure entamée par le conseil d'administration de ProActif ?

2) Monsieur le Ministre a-t-il été informé par ProActif des raisons du licenciement du directeur ? Si oui, ces raisons sont-elles plausibles et conformes au Code du travail ? L'Inspection du travail et des mines a-t-elle été saisie à ce sujet ?

3) La presse écrite fait état d'une tentative du président de faire taire les collaborateurs de ProActif. Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant de telles tentatives ? Comment Monsieur le Ministre réagit-il par rapport à de telles accusations ?

4) Quelles mesures le ministre a-t-il l'intention de prendre pour éviter que la réputation du secteur des initiatives pour l'emploi ne soit ternie ?

Réponse (02/04/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) La convention de coopération entre l'initiative sociale en question et le Ministère du Travail fixe les conditions d'encadrement des demandeurs d'emploi et les modalités du soutien financier par l'État en application du Titre IX du Livre V du Code du travail, relatif au rétablissement du plein emploi.

En application de ce dispositif, les initiatives sociales peuvent prétendre à une subvention qui correspond à la participation de l'État aux frais de salaires des bénéficiaires auxquels s'ajoutent la participation aux frais du personnel de structure et la participation aux frais de fonctionnement.

En ce sens, le Ministère du Travail, n'étant pas associé de la société, n'exerce aucune influence financière sur une initiative sociale et ne dispose d'aucun droit de vote. En effet, l'agent du ministère participe au conseil d'administration en tant que simple observateur.

Quant à la responsabilité vis-à-vis des collaborateurs de ProActif, celle-ci incombe au conseil d'administration de ladite SARL en sa qualité d'employeur et c'est justement cette même qualité qui lui donne le droit d'engager voire de licencier les membres de son personnel.

Vu ce qui précède, il n'appartient pas au ministre d'exprimer son accord ou son désaccord avec la procédure entamée par le conseil d'administration de ProActif.

ad 2) Le ministre et les agents des services responsables ont été informés, en date du 5 février 2024, du licenciement avec préavis du directeur de l'initiative sociale.

Étant donné que la vérification de la légalité du licenciement, quant à la forme et quant aux motifs invoqués, incombe à titre exclusif aux tribunaux compétents, il n'appartient pas au ministre d'apprécier ces raisons.

L'ITM n'a pas été saisie et vu que l'affaire est actuellement pendante devant les tribunaux compétents, une telle saisine n'est pas opportune.

ad 3) Le ministre a effectivement pris connaissance des informations telles que relatées dans la presse.

Aucun des collaborateurs potentiellement victime d'une éventuelle tentative de la sorte, de la part du président, ne lui a cependant personnellement révélé de tels faits.

Par conséquent, il ne peut réagir par rapport aux informations en question.

ad 4) En janvier 2024, plus de 2.000 bénéficiaires, éloignés de l'emploi, ont pu être encadrés et accompagnés voire formés dans des domaines variés.

Tant la réalité des prestations en faveur des bénéficiaires que l'encadrement sont soumis à des mesures de contrôle mises en œuvre par les services compétents du Ministère du Travail.

Les initiatives sociales en faveur de l'emploi sont des acteurs indispensables sur le marché de l'emploi luxembourgeois et le cas isolé de ProActif ne met dès lors en péril ni la réputation du secteur, ni le travail effectué par l'ensemble des initiatives sociales, ni leur impact social voire sociétal.

À ce stade, aucune mesure additionnelle ne s'impose.

Pollution des eaux potables | Question 0456 (12/03/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Malgré les efforts considérables entrepris dans le domaine de la protection des eaux ces dernières années, la qualité de l'eau potable demeure un défi au Luxembourg. En avril 2022, une centaine de captages d'eau souterraine destinée à être utilisée pour l'approvisionnement en eau potable était hors service respectivement les eaux captées nécessitaient un traitement au préalable avant leur distribution (correspondant aux besoins d'eau potable d'environ 65.000 personnes). Dans sa réponse à la question parlementaire n° 5937 du député François Benoy, le Ministre de l'Environnement a expliqué que la moitié des six masses d'eau souterraine étaient dans un mauvais état suite à la présence de nitrates et de métabolites d'herbicides utilisés notamment dans l'agriculture intensive.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité concernant la pollution des eaux potables :

1) Combien de captages d'eau sont actuellement hors service à cause d'une mauvaise qualité de l'eau ? Quels seraient les coûts de traitement nécessaires pour les rendre aptes à la consommation humaine ? Les besoins annuels de combien de personnes pourraient être couverts par cette quantité ?

2) Pour combien de captages d'eau les eaux doivent actuellement être diluées afin de satisfaire aux normes d'eau potable ? Quelle est la situation au niveau de

captages d'eau dont l'eau nécessite un traitement ? Quels sont les coûts annuels encourus par ces traitements ? Pour combien de captages existe-t-il une dérogation temporaire aux valeurs limites applicables pour l'eau potable ? Quel est le débit annuel des captages précités (en m³ et par rapport à la consommation nationale annuelle) ? Les besoins annuels de combien de personnes pourraient être couverts par une quantité équivalente en eau potable ?

Réponse (19/04/2024) de M. Serge Wilmes, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) Il existe actuellement dix installations de traitement d'eaux souterraines destinées à la consommation humaine. Pour satisfaire aux normes de potabilité, des traitements par charbon actif ou par ultrafiltration sont appliqués.

Les coûts de traitement (hors frais de premier investissement qui peuvent être très variables), dépendent de plusieurs paramètres et notamment de la substance à éliminer. Les coûts de traitement pour rendre les eaux aptes à la consommation humaine peuvent être évalués entre 0,25 à 0,30 €/m³. Au-delà de ces coûts, il faut considérer les ressources humaines nécessaires pour gérer de telles infrastructures. Ces ressources ont également un coût et exigent des compétences hautement spécialisées. Il est également à souligner que la faisabilité technique de ces traitements n'est pas donnée dans tous les cas (création de déchets, impacts sur l'environnement, ...), c'est-à-dire que dans certains cas le traitement ne peut être réalisé. Si tel est le cas, il est à évaluer si l'eau de la source pourrait être mélangée à une autre source (dilution) ou si une dérogation limitée dans le temps est possible conformément à la loi du 23 décembre 2022 relative à l'eau destinée à la consommation humaine. Souvent, le captage est abandonné pour l'alimentation en eau potable.

Tel est le cas de quinze captages qui sont actuellement hors service en raison d'une mauvaise qualité d'eau et qui représentent un débit de 5.500 m³/jour, soit les besoins journaliers moyens sur une année d'environ 42.000 personnes.

Pour éviter une dégradation de la qualité des eaux, des mesures préventives sont réalisables dans les zones de protection d'eau potable. Les coûts liés aux mesures préventives des eaux souterraines sont estimés entre 0,02 et 0,20 €/m³. Cette estimation dépend notamment du captage et des activités qu'y s'y déroulent (urbanisation, agriculture, industrie, ...).

ad 2) L'eau de dix-huit captages d'eau potable doit être mélangée à une eau moins concentrée en substances polluantes pour satisfaire aux normes d'eau potable (pour un débit correspondant à environ 3.800 m³/jour, soit les besoins journaliers moyens sur une année d'environ 29.000 personnes).

Les coûts de traitement dépendent de plusieurs facteurs et notamment des techniques de potabilisation et des paramètres à traiter. Les coûts de traitement pour rendre les eaux aptes à la consommation humaine peuvent être évalués entre 0,25 et 0,30 €/m³.

Dans quatre cas dans lesquels il n'existe pas d'autre moyen raisonnable pour maintenir la distribution de l'eau potable, des dérogations limitées dans le temps par rapport aux valeurs limites fixées dans la loi du 23 décembre 2022 relative à l'eau destinée à la consommation humaine sont accordées. Ces dérogations qui suivent une procédure stricte suivant la législation en vigueur, garantissent qu'il n'existe aucun danger potentiel pour la santé humaine. Le cumul de ces dérogations équivaut à un débit de 1.400 m³/jour soit les besoins journaliers moyens sur une année d'environ 11.000 personnes.

Protection de l'eau et mesures du Landwirtschaftsdësch | Question 0457 (12/03/2024) de Mme Joëlle Welfring (déi gréng)

Au cours des dernières années, le Luxembourg a fait de grands progrès au niveau de la protection des eaux. Afin de protéger les captages d'eau potable, le Luxembourg a poursuivi une politique de prévention, mettant en place de nombreuses zones de protection pour réduire voire éviter les pollutions des sources d'eau potable.

Dans le cadre de la désignation des zones de protection au cours des dernières années, le Ministère de l'Environnement a organisé un large processus de consultation et d'information allant bien au-delà des obligations légales, englobant la population, les agriculteurs, la politique locale, ainsi que des acteurs concernés de la sylviculture, du tourisme, de la gestion des eaux.

En plus des mesures devant obligatoirement être mises en œuvre dans les zones de protection, le Ministère de l'Environnement participe au financement d'un grand nombre de programmes de mesures volontaires. Ces programmes visent notamment à fournir des conseils aux agriculteurs, à développer avec le secteur agricole de nouvelles filières de produits agricoles respectueuses des réserves en eau (miscanthus, chanvre, Käre vum Séi, ...), ainsi qu'à fédérer la coopération entre les exploitations agricoles et les distributeurs d'eau.

Suite au « Landwirtschaftsdësch » du 4 mars 2024, Monsieur le Ministre a annoncé vouloir lancer une évaluation de l'efficacité des procédures relatives aux autorisations temporaires, estimant que celles-ci sont souvent trop longues et complexes, et a dit vouloir réviser la législation sur les mesures administratives dans les zones de protection.

Le Gouvernement a également annoncé vouloir renforcer les coopérations agricoles et de développer des mesures volontaires dans le domaine de la protection des eaux.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

1) Combien de demandes d'autorisation temporaire ont été déposées en 2022 et 2023 (chiffres ventilés par année) ? Quel était le délai de traitement de ces demandes et comment ce délai a-t-il évolué au cours de cette période ? Quelles sont les principales raisons pour les éventuels retards au niveau des délais ?

2) Outre le secteur agricole, quelles parties prenantes Monsieur le Ministre compte-t-il associer aux travaux concernant l'évaluation de l'efficacité des procédures relatives aux autorisations temporaires et la révision de la législation sur les mesures administratives dans les zones de protection ?

3) Au niveau de la coopération du Ministère de l'Environnement avec le secteur agricole dans les zones de protection de l'eau, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état actuel des programmes de mesures d'ores et déjà mis en œuvre voire en élaboration ?

4) Quels montants provenant du Fonds pour la gestion de l'eau ont été attribués à la mise en œuvre des programmes de mesures ? Quelle sera l'évolution future des montants annuels réservés aux programmes de mesures ?

5) Quel sera le processus précis pour l'évaluation des procédures voire la révision de la législation et le développement de mesures volontaires additionnelles annoncées au Landwirtschaftsdësch ? Quelles sont les

étapes et échéances prévues par Monsieur le Ministre à cet égard ?

Réponse (19/04/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) 164 demandes d'autorisations temporaires (dérogations) se rapportant aux dispositions des différents règlements grand-ducaux délimitant des zones autour des captages d'eau potable conformément à l'article 44 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ont été introduites en 2022. Le délai de traitement des dossiers était en moyenne de 230 jours. En 2023, 60 demandes ont été introduites et les délais de traitement ont été réduits à 200 jours.

Ces délais s'expliquent essentiellement par le fait qu'il s'agit de demandes qui requièrent une évaluation individuelle.

ad 2) Un retour d'expérience des acteurs actifs sur le terrain et notamment les fournisseurs d'eau potable est important pour évaluer l'efficacité des mesures mises en place et adapter si nécessaire, la législation en vigueur. Entre autres, des concertations avec l'Association luxembourgeoise des services d'eaux (ALUSEAU) et avec les animateurs « ressources en eau potable » sont prévues. Le Comité de la gestion de l'eau regroupant conformément à l'article 53 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'ensemble des ministères, administrations et autres acteurs (Syvicol, chambres professionnelles, Ordre des architectes et ingénieurs-conseils, associations œuvrant dans le domaine de l'eau) concernés en matière de gestion des ressources en eau, sera également consulté. Finalement, la loi précitée prévoit en son article 44 une procédure d'enquête publique.

ad 3) À ce jour, 47 règlements grand-ducaux délimitant des zones de protection sont en vigueur. Ce chiffre représente 82 % des captages d'eau potable. Chaque fournisseur d'eau est obligé à établir et à mettre en œuvre un programme de mesures. Ces programmes peuvent également regrouper plusieurs zones de protection.

Jusqu'à présent, 26 programmes de mesures établis par les fournisseurs d'eau potable ont été avisés favorablement par l'Administration de la gestion de l'eau (AGE) et sont actuellement mis en œuvre. 14 autres programmes sont en cours d'élaboration.

ad 4) L'élaboration et la mise en œuvre des programmes de mesures sont éligibles à une prise en charge par le Fonds pour la gestion de l'eau (FGE) jusqu'à 75 % des coûts se rapportant à l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de mesures. Le 9 mai 2018, le Gouvernement en conseil a reconnu d'intérêt national la coordination et le suivi régional des programmes de mesures et a marqué son accord avec la contribution par le FGE aux frais de personnel des « animateurs ressources eau potable ».

Les montants suivants ont été engagés au cours des dernières années par le FGE :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Le budget prévisionnel qui a été établi en concertation avec les fournisseurs d'eau potable, prévoit une augmentation des montants engagés jusqu'à concurrence de 3.700.000 euros par an.

ad 5) Il est prévu de proposer en automne 2024 au Gouvernement en conseil des éventuels amendements au règlement grand-ducal du 9 juillet 2013 relatif aux mesures administratives dans l'ensemble des zones de protection pour les masses d'eau souterraine ou parties de masses d'eau souterraine servant de ressource à la production d'eau destinée à la consommation

humaine. Ces propositions se baseront notamment sur l'évaluation des procédures administratives et le rapport « Nitrates » pour les années 2020-2023.

En ce qui concerne les mesures volontaires dont il a été question au « Landwirtschaftsdësch », une mise à jour des mesures éligibles à un soutien financier se fera entre autres sur base des rapports annuels réalisés dans les différentes régions dans lesquelles des collaborations entre fournisseurs d'eau potable ont lieu. La diversification des pratiques agricoles et le développement de cultures favorables à l'environnement (chanvre, silphie, miscanthus, lin, ...) y compris le développement de filières commerciales comptent parmi les mesures qui sont actuellement en cours d'évaluation interministérielle. Des premiers résultats sont attendus en 2025.

.....
Pollution des eaux par les nitrates | Question **0458** (12/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déi gréng)

Lors du « Landwirtschaftsdësch », Monsieur le Ministre a annoncé vouloir adapter la réglementation sur les nitrates. Selon la communication du Gouvernement, un catalogue de propositions de modification sera élaboré en concertation avec le secteur agricole.

En 2022, la Commission européenne a souligné que le Luxembourg doit renforcer son programme d'action au titre de la directive sur les nitrates : « Selon le dernier rapport sur la mise en œuvre de la directive sur les nitrates, le Luxembourg compte un nombre élevé de stations de surveillance des eaux souterraines dont la concentration est supérieure à 50 mg/l, et un grand nombre d'entre elles affichent une tendance à la hausse. Il apparaît qu'un très grand nombre d'eaux de surface sont classées comme eutrophes.

La pression de l'élevage au Luxembourg est supérieure à la moyenne de l'UE. Pour la période 2016-2019, le Luxembourg a estimé que le rejet annuel d'azote était de 3.893 tonnes, dont 76 % d'origine agricole. Le Luxembourg fait partie des États membres confrontés aux plus grands défis en matière de lutte contre la pollution par les nutriments provenant de l'agriculture. »⁵

Notons que l'adaptation du règlement « Nitrates » en 2023 et son implémentation en faveur des écosystèmes aquatiques et terrestres, ainsi que des ressources naturelles figure dans le 3^e « Plan national concernant la protection de la nature » (PNPN3) comme un des principaux engagements du Luxembourg en faveur de la restauration de la nature. Selon le PNPN3, l'adaptation de la réglementation aura comme objectif le renforcement des dispositions par rapport aux lieux et méthodes d'entreposage des fertilisants, ainsi qu'aux charges maximales, méthodes, périodes et lieux d'épandage des fertilisants.

Dans son programme gouvernemental, le Gouvernement s'est engagé à veiller à une mise en œuvre conséquente des mesures repris dans le PNPN3.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité :

- 1) Comment la pollution des eaux par les nitrates a-t-elle évolué depuis 2019 ?
- 2) Outre du secteur agricole, quelles parties prenantes Monsieur le Ministre compte-t-il associer aux travaux concernant l'adaptation de la réglementation des nitrates ?

⁵ Examen de la mise en œuvre de la politique environnementale de 2022 : <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/2c41c1b3-2f66-11ed-975d-01aa75ed71a1/language-en>

3) Quel sera le processus précis pour l'adaptation de la réglementation relative aux nitrates ? Quelles sont les échéances prévues à cet égard ?

4) Quelles sont les principales pistes envisagées par Monsieur le Ministre pour renforcer les dispositions par rapport aux lieux et méthodes d'entreposage des fertilisants, ainsi qu'aux charges maximales, méthodes, périodes et lieux d'épandage des fertilisants en vue d'une diminution de la pollution des eaux par les nitrates ?

Réponse (19/04/2024) de **M. Serge Wilmes**, Ministre de l'Environnement, du Climat et de la Biodiversité

ad 1) En ce qui concerne les eaux souterraines, l'analyse de l'état qualitatif réalisé par l'Administration de la gestion de l'eau en 2021, a mis en évidence une stabilisation des concentrations en nitrates. Les masses d'eau souterraine du Trias nord (aquifère du Muschelkalk) et du Lias inférieur (Grès de Luxembourg) sont les plus affectées par la présence de nitrates. Le rapport obligatoire conformément à l'article 10 de la directive européenne 91/676/CEE concernant la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole (« directive Nitrates ») est en train d'être établi pour la période 2020-2023. La date délai pour la remise de ce rapport à la Commission européenne est le 20 juin 2024. Ce rapport permettra une analyse détaillée de la situation actuelle y compris une évolution des concentrations. Le rapport mentionnera également les possibles pistes pour parvenir, si nécessaire, à une amélioration de la situation.

ad 2) Le nouveau programme d'action en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole sera soumis à une évaluation environnementale stratégique. Par conséquent, le nouveau programme sera soumis à une participation du public.

ad 3) Les conclusions du rapport mentionné ci-dessus serviront de base à l'adaptation du programme d'action obligatoire suivant la « directive Nitrates ». Ce programme sera intégré dans la mise à jour de la législation nationale transposant cette directive. Les propositions seront présentées au préalable aux acteurs concernés en vue d'évaluer notamment leur faisabilité sur le terrain. Il est prévu de présenter en automne au Conseil de Gouvernement un avant-projet de loi nitrates. Le début de la procédure de la participation du public est prévu pour fin 2024.

ad 4) Une refonte de la législation en vigueur en cette matière est prévue. Il est prématuré de se prononcer sur l'étendue de cette refonte. Elle dépendra notamment des conclusions du rapport de la directive « Nitrates ». Cependant comme évoqué dans la réponse à la question parlementaire n° 0360 de l'honorable Députée Madame Joëlle Welfring, notamment une évaluation concernant les capacités de stockage sera réalisée par les administrations compétentes et permettra de voir si la législation en vigueur concernant cet aspect devra être adaptée.

.....
Mise à disposition de données fiscales au Statec | Question **0459** (12/03/2024) de **Mme Sam Tanson** (déi gréng)

Lors d'une réunion de la Commission des Finances avec le Statec le 12 mars 2024, la question de la mise à disposition de données fiscales au Statec a été soulevée.

Selon l'article 13 de la loi modifiée du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques, « Les administrations publiques, les communes et les établissements publics ainsi que toutes les personnes physiques ou

morales sont tenues de fournir les renseignements statistiques demandés par le Statec dans les délais fixés dans sa requête ».

Or, les administrations fiscales ne semblent pas fournir certaines données fiscales au Statec, se référant au secret fiscal. Par conséquent, sans ces données, comme soulevé lors de la réunion de la Commission des Finances, le Statec se trouve dans l'impossibilité d'anticiper plus précisément dans ses prévisions l'évolution des recettes fiscales de l'État. Avec ces données, des fluctuations au niveau de l'évolution des recettes fiscales pourraient le cas échéant être mieux anticipées.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme :

1) Les ministres ne sont-ils pas d'avis que le Statec devrait, conformément à la loi du 10 juillet 2011 prémentionnée, recevoir de la part des administrations publiques les renseignements statistiques nécessaires à l'établissement de ses prévisions ?

2) Les ministres ne sont-ils pas d'avis que les administrations fiscales devraient fournir au Statec les données fiscales anonymisées nécessaires afin d'établir des prévisions fiables quant à l'évolution des finances publiques, l'anonymisation des données garantissant le respect du secret fiscal ?

– Dans l'affirmative, endéans quel délai le Ministre des Finances donnera-t-il les indications respectives aux administrations fiscales concernées ?

– Dans la négative, les ministres pourraient-ils motiver leur position ainsi qu'expliquer la conformité de cette dernière avec la loi prémentionnée ?

Réponse (11/04/2024) de M. Gilles Roth, Ministre des Finances | **M. Lex Delles**, Ministre de l'Économie, des PME, de l'Énergie et du Tourisme

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée se réfère à une réunion de la Commission des Finances avec le Statec le 12 mars 2024 durant laquelle la question de la mise à disposition de données fiscales au Statec a été soulevée. Selon l'article 13 de la loi modifiée du 10 juillet 2011 portant organisation de l'Institut national de la statistique et des études économiques, « Les administrations publiques, les communes et les établissements publics ainsi que toutes les personnes physiques ou morales sont tenues de fournir les renseignements statistiques demandés par le Statec dans les délais fixés dans sa requête ». Selon l'honorable Députée, les administrations fiscales ne semblent pas fournir certaines données fiscales au Statec, se référant au secret fiscal.

À cet égard, il y a lieu de préciser que le Ministre des Finances a demandé aux administrations concernées d'étudier la praticabilité d'une méthode de partage de données fiscales permettant au Statec d'établir des prévisions fiables quant à l'évolution de la conjoncture, sans pour autant mettre en jeu le respect du secret fiscal.

.....
Centres pénitentiaires du Luxembourg | Question **0461** (13/03/2024) de **M. Laurent Mosar** (CSV)

De manière régulière, on lit que les prisons luxembourgeoises atteignent leurs limites, que ce soit par manque de place ou de personnel. Compte tenu du fait que la criminalité n'est pas en baisse et que les délinquants sont de plus en plus jeunes, il est d'autant plus important de faire régulièrement un état des lieux des prisons au Luxembourg.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Quel est le nombre actuel de détenus dans les différents centres pénitentiaires du pays, à savoir à Schressig (CPL), Uerschterhaff (CPU) et Givenich ?

2) Combien de détenus sont actuellement placés dans le système fermé par rapport au système ouvert ?

3) Quelle est la répartition des détenus par sexe, âge, nationalité et pays de résidence ?

4) Pourriez-vous détailler la répartition des détenus par catégorie de crimes commis ?

5) Quelle est la durée des peines que les détenus purgent actuellement ?

Réponse (19/04/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1) En date du 16 avril 2024, au total 611 détenus étaient répartis comme suit dans les différents centres pénitentiaires (dont 3 reclus volontaires) :

Centre pénitentiaire de Luxembourg : 284
Centre pénitentiaire d'Uerschterhaff : 260
Centre pénitentiaire de Givenich : 67.

ad 2) Le terme « système fermé » peut couvrir deux catégories différentes : il s'agit soit du centre en lui-même qui est fermé (par opposition aux centres pénitentiaires semi-ouverts), soit du régime cellulaire fermé (par opposition au régime cellulaire ouvert).

Concernant les centres en eux-mêmes, au 16 avril 2024, 544 détenus sont incarcérés en centre pénitentiaire fermé (CPL/CPU) et 67 détenus se trouvent en centre pénitentiaire semi-ouvert, dont 40 en régime ordinaire et 27 en régime de semi-liberté (CPG).

Concernant le régime cellulaire, 1 seul détenu est actuellement placé en régime cellulaire fermé au CPL et 6 détenus sont actuellement placés en régime cellulaire fermé au CPU.

ad 3) Au 16 avril 2024, 580 hommes et 31 femmes sont détenus, tous centres pénitentiaires confondus.

Concernant la répartition par âge, la majorité des détenus sont âgés entre 30 et 50 ans. La répartition exacte se présente comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

Les nationalités les plus représentées sont les nationalités luxembourgeoise, portugaise et française. Concernant les pays de résidence, le Luxembourg, la France et le Maroc sont les pays les plus représentés. Les répartitions exactes se présentent comme suit :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4) La répartition des détenus par catégorie de crimes commis se présente comme suit, étant précisé que tant les prévenus détenus que les condamnés détenus ont été pris en compte :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 5) La durée des peines exécutées actuellement par les détenus condamnés est répartie comme suit :

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

.....
Candidats luxembourgeois pour la Cour européenne des droits de l'homme | Question **0462** (13/03/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

D'Riichteren um Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter gi fir all Land vun der parlamentarescher

Versammlung vum Europarot aus enger Lëscht vun dräi Kandidate gewielt, déi vum betreffende Staat proposéiert ginn. Déi gewielt Riichtere sinn awer onofhängeg, oder sollen et op d'mannst sinn.

Wéi een an engem Bréif, datéiert op de 27. Oktober 2023, vum Lëtzebuurger Ambassadeur beim Europarot un d'Generalsekretärin vun der parlamentarescher Versammlung vum Europarot liese kann, hat Lëtzebuerg dësem Organ dräi Kandidate fir de Poste vum Riichter um EGMR proposéiert, vun deenen een déi däitsch Nationalitéit hat. Am selwechte Bréif liest een: „La procédure de sélection nationale au Luxembourg s'est largement basée sur les lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe du 28 mars 2012 concernant la sélection des candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme.“ Zum Schluss vum Bréif heescht et: „Cette liste [mat den dräi Kandidaten] ainsi que les noms des autres candidats a été remise à Madame la Ministre de la Justice, qui a fait sienne la liste adoptée par le Comité de sélection national.“

An deem Kontext hunn ech follgend Froen un d'Madamm Justizminister:

1. Kann d'Madamm Minister preziséieren, awéiwäit sech Lëtzebuerg un d'Lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe du 28 mars 2012 concernant la sélection des candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme" gehalen huet, an awéiwäit net?

2. Ass d'Madamm Minister grondsätzlech der Meinung, datt Lëtzebuerg beim Choix vun den dräi Kandidaten, déi eist Land der parlamentarescher Versammlung vum Europarot proposéiert, dovun ausgoe sollt, datt déi Kandidaten, déi d'Lëtzebuurger Nationalitéit sollten hunn, wuel wëssend, datt et op europäeschem Niveau bis elo, wann iwwerhaapt, extrem rar war, datt e Land e Kandidat aus engem anere Land proposéiert hat? Wëll d'Madamm Minister an Zukunft dofir suergen, datt nëmme Kandidate mat der Lëtzebuurger Nationalitéit fir de Poste vum Lëtzebuurger Riichter um EGMR zrëckbehale ginn?

3. Wann net, wier et fir d'Madamm Minister deemno politesch akzeptabel, wa kee Riichter mat Lëtzebuurger Nationalitéit um EGMR wär?

Réponse (23/04/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

D'Mandat vum Riichter um Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter huet eng Dauer vun 9 Joer. Esou wäert d'Mandat vum neie Riichter fir Lëtzebuerg, dat am Mee 2024 ufänkt, bis 2033 goen. Déi nächst Selektiounsprozedur fir Lëtzebuerg wäert deemno viraussiichtlech am Joer 2032 ustoen. Dës Prozedur wäert dee Moment vun enger nächster Regierung ad hoc évaluéiert an, falls et enger nächster Regierung sollt opportun erschéngen, ugepasst ginn.

D'Dispositiounen vun der nationaler Selektiounsprozedur 2023 hunn zum ganz groussen Deel deene vun de Lignes directrices du Comité des ministres du Conseil de l'Europe du 28 mars 2012 concernant la sélection des candidats pour le poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme entsprach an déi relevant Dokumenter zur Prozedur, wéi den Appel à candidatures, sinn och effentlech accessibel. Wéi an de Lignes directrices ë. a. virgesinn, hunn d'Kandidate misse gutt Kenntnisser vum nationale Rechtssystem vum Land hunn, dat si proposéiert, an dësem Fall vum lëtzebuergesche Rechtssystem. An der nationaler Prozedur gouf nach präziséiert, datt d'Kandidaten an der Matière vum Droit international public solle spezifesch Kenntnisser am Beräich vun de Mënscherechter hunn.

Net virgesinn ass an de Lignes directrices, datt d'Kandidaten d'Nationalitéit vum Land mussen hunn, dat si proposéiert. Dëst gouf och an der Lëtzebuergescher Prozedur 2023 esou gehandhaabt. Déi national Prozedur huet allerdéngs explizit verlaangt, datt all Kandidat d'Lëtzebuergesche Sprooch muss maîtresieren.

Soss gesinn d'Lignes directrices plazeweis dann nach Hypothese vir, déi fir déi Lëtzebuergesche Prozedur 2023 net applikabel waren. Zum Beispill gesäit de Punkt III.3. vun de Lignes directrices d'Hypothesen vir, datt net genuch gutt Kandidaten sech mellen. Dat war zu Lëtzebuerg net de Fall. De Punkt III.4. gesäit de Fall vir, wou Kandidaten vun Tierces parties proposéiert ginn. Och dat war net de Fall.

Et sief nach betount, datt déi dräi Kandidaten, déi Lëtzebuerg fir d'Mandat vum Riichter um Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter der parlamentarischer Versammlung vum Europarat proposéiert huet, der viregter Justizminister, wéi an de Lignes directrices virgesinn, vun engem nationale Selektiounscomité recommandéiert gi sinn. Och bei der Komposition vun dem Selektiounscomité ass sech un d'Lignes directrices gehale ginn.

D'Madamm Ministesch ass der Meenung, datt dësen nationale Selektiounscomité seng Missioun mat grousser Suergfalt erfüllt huet, an datt déi national Selektiounsprozedur 2023 garantéiert huet, datt Lëtzebuerg dräi gutt Kandidaten fir d'Mandat vum Riichter vum Europäesche Gerichtshaff vun de Mënscherechter proposéiere konnt.

Flotte automobile du Gouvernement | Question 0464 (13/03/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

D'Theema vun der Elektromobilitéit ass grad méi wéi jee e wichtegt Thema an der Aktualitéit. Dozou gouf et och scho verschidde parlamentaresch Froen an der Vergaangenheet, wéi zum Beispill meng parlamentaresch Froen N° 0347, 1915, 3746 oder 7161. Hei huet d'Regierung Informatiounen iwwert de Fierpark beim Staat vun den Autoen vun der Regierung geliiwert.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froen stellen:

– Beim Staat:

1. Wéi héich waren d'Ausgabe fir de Fierpark vun den eenzele Ministären am Joer 2023?
2. Wéi vill Elektroautoen a wéi vill Autoen mat Verbrennungsmotor goufen 2023 fir de Fierpark vum effentlechen Déngscht kaf?
3. Wéi vill Autoen mat engem Verbrennungsmotor, wéi vill Elektroautoen a wéi vill Autoen mat Hybriduntrib befannen sech, opgeschlüsselt no Ministère, aktuell am Fierpark vum Staat? Wéi gesäit de relativen Undeel vun all Zort Untrib am Verglach zum Total aus?

4. Opgelëscht no Ministère, wéi vill Autoen sinn 2023 verschrott ginn?

– Zum Fierpark vun der Regierung:

1. Wéi vill Autoen befannen sech aktuell am Fierpark vun der Regierung?
2. Wéi vill Liter/100 km verbraucht de Fierpark (Duerchschnitt + Median)?
3. Wéi vill PS huet de Fierpark vun der Regierung (Duerchschnitt + Median)?
4. Wéi vill Emissiounen CO₂ stéisst de Fierpark vun der Regierungsmemberen aus a wéi huet sech dës entweckelt zënter 2022?
5. Wéi vill reng Elektroautoen befannen sech aktuell am Fierpark vun der Regierung?

6. Wéi vill Budget huet all Minister fir de Kaf vun engem neien Auto?

Réponse (17/04/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics

Den honoréierten Deputéierten Marc Goergen freet Informatiounen iwwert de Fierpark beim Staat an d'Autoen vun der Regierung.

Beim Staat:

ad 1. Am Tableau ënnendréiner stinn d'Käschten, opgeschlüsselt no Ministère, déi de Staat 2023 fir de Fierpark ausginn huet. D'Käschten vun den Administratiounen, der Police grand-ducale an de Services de l'État à gestion séparée sinn dem jeeweilegen Ministère zougeuerdent.

Et ass allerdéngs ze soen, datt d'Exploitationskäschten, déi sech aus den Entretienkäschten, dem Carburant, den Assurancen etc. zesummesetzen, d'Depensé vun allen Zorte vu Gefierer enthalen, also nieft den Déngschtautoen och déi vun de Camionnetten, de Camionen an den Trakteren. Dat ass zréckzeféieren dorop, datt fir de Moment d'Budgetsartikelen mat de Coden 12.020 keen Detail fir déi eenzel Typen vu Gefierer hunn an een duerfir keng Informatiounen aus der Comptabilitéitssoftware iwwert verschidde Kategorie vu Gefierer kann erauszéien.

Um Niveau vun den Acquisitionskäschten ass et allerdéngs méiglech, just d'Ausgabe vun den Autoen ze eraassen, well hei d'Budgetsartikelen mat de Coden 74.000 den Detail fir d'Autoen virgesinn. Hei ass unzemerken, datt fir 2023 de Gros vun de Kreditter fir d'Gefierer aus der obligatorescher zentraler Ausschreiwung vun 100 %-Elektroautoen a Plug-in-Hybride beim Departement fir Mobilitéit an Transport vum Ministère fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten ageschriwwen waren.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 2. Fir d'Joer 2023 goufen 180 Déngschtautoen, Fourgonnetten oder Fourgonen immatrikuléiert. Den Tableau ënnendréiner schlësselt pro Motorisatioun a Benetzung vum Gefierer dës Zuel op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Zënter 2017 gëtt eng zentral Ausschreiwung vun 100 %-Elektroautoen a Plug-in-Hybride fir de Fierpark vum Staat gemaach an en vue vun der technologescher Evolutioun ass festgehalen, datt allegueren déi nei Déngschtautoen prioritär sollen 100 %-Elektroautoen sinn.

Vum Ministère fir Ëmwelt, Klima a Biodiversitéit kann eng Derogatioun ausgestellt gi fir Autoen, déi entweder enger spezieller Notzung ënnerleien oder spezifesche Equipementer brauchen a fir déi et am Moment nach keng adequat Alternativen am Beräich vun den elektresche Gefierer gëtt.

Dës Approche ass och am Aklang mam groussherzogleche Reglement vum 2. November 2021 fir d'Promotioun vun propperen an energieeffiziente Stroossegefiere, déi fir Lëtzebuerg beim Akaf vu Gefierer vun der effentlecher Hand virschreift, datt mindestens 38,5 % vun de lichte Gefierer (Kategorie M1 & N1) „propper“ sinn. Dësen Undeel soll am Duerchschnitt fir allegueren d'Gefierer erreicht ginn, déi tëschent August 2021 an Enn 2025 effentlech ausgeschriwwen ginn an dono fir all weider 5 Joer.

ad 3. Ufank 2024 waren 2.290 Gefierer am Fierpark vun de Ministären, Verwaltungen an anere staatlechen Instanzen. Den Tableau ënnendréiner schlësselt no Ministère op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

ad 4. 2023 gouf vun der Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA 146 Autoen verkaf. D'Autoen sinn all versteet ginn entweder duerch Vente publique oder Soumissioun. D'ÆED huet d'lescht Joer och keen Auto vum Staat verschrotte gelooss.

Den Tableau ënnendréiner schlësselt d'Gefierer no Ministère op:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Zum Fierpark vun der Regierung:

ad 1. Et befannen sech aktuell 15 Autoen vun de Regierungsmemberen am Fierpark, dovunner sinn der 13 Plug-in-Hybrid, 1 Bensinner an 1 reng elektresch.

ad 2. Den Duerchschnittsverbrauch läit bei 2,35 Liter/100 km, de Median bei 2,2 Liter/100 km.

ad 3. Wat d'Leeschtung ugeet, sou läit dës bei 224 kW, also ronn 305 PS am Duerchschnitt a bei 210 kW, also ronn 285 PS am Median.

ad 4. Den Duerchschnitt vun den Emissiounen läit aktuell bei 52,13 g CO₂/km.

2022 louch d'Moyenne vum CO₂-Ausstouss vum Fierpark vun de Regierungsmemberen bei 97 g CO₂/km nom alen Testzyklus NEDC berechent a fir 9 Gefierer, fir déi eng WLTP-Valeur disponibel war, war d'Moyenne 64 g CO₂/km.

ad 5. Et befënnst sech aktuell een 100 %-Elektroauto am Fierpark vun der Regierung. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N° 3746 vum 2. Mäerz 2021 geschriwwen, ass et weiderhin d'Zil, fir de gesamte Fierpark vun de Regierungsmemberen CO₂-emissionsfräi ze kréien. Allerdéngs ass et aus operationellen a sécherheetstechnesche Grënn momentan net méiglech, op eng reng elektresch Flott ze setzen.

ad 6. Fir d'Autoen vun de Regierungsmemberen ass eng Enveloppe vun 100.000 € TTC fir en 100 %-Elektroauto a vu 95.000 € TTC fir e Plug-in-Hybrid zréckbehalde ginn. Fir de Premierminister, Vizepremierminister an de Minister fir auswärtig Ugeleeeheiten am Aussehandel gëlle Seule vum 122.000 € TTC fir en 100 %-Elektroauto, 117.000 € TTC fir e Plug-in-Hybrid an 112.000 € TTC fir en thermeschen Auto.

Feuille de route pour l'effort de défense luxembourgeois | Question 0465 (13/03/2024) de Mme Sam Tanson (déi gréng)

En visite auprès du Secrétaire général de l'OTAN à Bruxelles début décembre, le Premier ministre a annoncé que le Luxembourg porterait ses dépenses dans le domaine de la défense à 2 % du RNB dans les cinq à dix années à venir. Il a renouvelé cet engagement lors de la visite récente à Luxembourg du Président de la République tchèque.

Lors de la réunion de la Commission de la Défense en date du 23 décembre 2023, Madame la Ministre de la Défense a annoncé que le plan actuel du Luxembourg pour garantir les engagements financiers du Luxembourg en matière de défense sera revu. Elle a également renseigné les membres de ladite commission qu'au mois de janvier, une réunion était prévue avec Monsieur le Premier ministre et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes pour discuter des objectifs financiers ainsi que de la feuille de route qui encadrera leur mise en oeuvre. Enfin, elle a indiqué que les premières pistes en matière d'effort de défense seront présentées fin janvier au sein d'un premier échange au niveau gouvernemental.

Alors que le Gouvernement s'est d'ores et déjà engagé à présenter ladite feuille de route en commission parlementaire, il est à noter que le sommet de l'OTAN de juillet 2024 à Washington s'approche à grands pas. Considérant que l'effort de défense représente un enjeu primordial dans le contexte sécuritaire et budgétaire actuel, il est important de mener un débat public approfondi sur ce sujet. Afin de pouvoir mener ce débat, il est important que tant la Chambre des Députés que le grand public dispose des informations essentielles y relatives.

Au vu de ce qui précède, je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense et à Monsieur le Premier ministre :

1) Quelles sont les premières pistes du Ministère de la Défense pour la révision du plan du Luxembourg en matière de défense ?

2) Madame la Ministre peut-elle me renseigner sur les principales conclusions de la réunion susvisée avec Monsieur le Premier ministre et avec Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes ?

3) La Chambre des Députés sera-t-elle impliquée dans l'élaboration de la feuille de route sur l'effort de défense ou, au contraire, le Gouvernement entend-il présenter une version finale du document à brève échéance avant le sommet de l'OTAN de juillet ?

Réponse (11/04/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **M. Luc Frieden**, Premier ministre

ad 1) Le plan du Luxembourg pour atteindre à moyen terme les 2 % du RNB s'appuie sur les axes de développement capacitaires prioritaires identifiés par le Gouvernement, en fonction de leur pertinence par rapport notamment aux objectifs capacitaires assignés par l'OTAN. Ils correspondent à des domaines opérationnels dans lesquels la défense a déjà acquis une certaine expertise à savoir : terrestre, aérien, spatial et cyber. Des investissements additionnels seront entre autres réalisés dans le secteur médical en coordination étroite avec le Ministère de la Santé et d'autres acteurs nationaux.

Une attention particulière sera accordée au bataillon binationnel belgo-luxembourgeois ainsi qu'aux leçons tirées jusqu'à présent de la guerre en Ukraine, qui auront un impact sur le futur cycle d'objectifs capacitaires de l'OTAN.

ad 2) La réunion susvisée a permis aux ministres d'avoir un premier échange sur les grands enjeux de ce plan et sur les étapes à venir tels que présentés par la Ministre de la Défense. L'importance de disposer en amont du Sommet de Washington d'un plan concret avec un échéancier fixe, que la défense continue d'élaborer en concertation avec les acteurs concernés, a été retenue. Il a également été conclu qu'une attention particulière sera mise sur des retombées tant au niveau sociétal qu'économique, comme prévu par l'accord de coalition, et sur la nécessité que le Luxembourg continue à être considéré comme un partenaire fiable soutenant une charge équitable du fardeau.

ad 3) La Ministre de la Défense a annoncé lors de la réunion de la Commission parlementaire de la Défense du 27 mars 2024 qu'elle présentera en amont du Sommet de Washington aux députés les grandes lignes du futur plan, une fois qu'elles auront été définies.

Liste d'attente du Fonds du logement | Question **0466** (13/03/2024) de **M. Fred Keup** (ADR)

Den 22. Januar 2024 hat ech eng parlamentaresch Fro un den Här Logementsminister gestallt, déi vun der Chamberverwaltung d'Nummer 0213 krut. An där Fro goung et ëm statistesch Donnéeën an Auswielkrittären a Bezuch op d'Waardelëschte vum Fonds du logement.

A senger Reaktioun vum 21. Februar 2024 huet den Här Minister verschidden Aspekter vu menger Fro net beäntwert mat follgender Begrënnung: „D'Geschlecht esou wéi och d'Nationalitéit si keng Krittäre bei der Attributioun vun de Wunnengen, dat aus Schutz vun de perséinlechen Donnéeë vun de Leit a fir Diskriminatioun ze verhënneren. Aus deem Grond dierf de Fonds du logement och keng Statistikk iwwert dës Krittäre féieren.“

Ech hunn dobäi ganz einfach an üblecherweis gesammelt Donnéeë gefrot, réi Zuelen a keng ausgefeilte statistesch Analys. Menges Wëssens gëtt um Formular vum Fonds du logement d'Geschlecht vun der Persoun, déi d'Demande stellt, gefrot an et gëtt och eng Kopie vun der Identitéitskaart verlaangt. Deementspriedend missten dem Här Minister déi gefrot Donnéeën a Bezuch op d'Geschlecht an d'Nationalitéit zougängelech sinn. Aus deem Grond misst den Här Minister an der Lag sinn, mir dës Fro mat deene betroffenen Zuelen ze beäntweren.

Vu datt et mir als Deputéierten an esou engem Fall zousteet, eng Fro, déi net beäntwert gouf, nach eemol ze stellen an deen zoustännege Minister ze bidden, si ze beäntweren, wëll ech dat heimat maachen.

An deem Kontext wëllt ech nach emol op déi éischt Fro aus menger parlamentarescher Fro N° 0213 zeréckkommen an den Här Logementsminister froen:

1. Kann den Här Minister soen, wéi vill Persounen, opgedeelt no Geschlecht an Nationalitéit, insgesamt op der Waardelëscht vum Fonds du logement stinn?

An da wëllt ech dem Här Minister nach eng weider Fro an dësem Kontext stellen:

2. Kann den Här Minister soen, wéi vill Persounen, opgedeelt no Geschlecht an Nationalitéit, aktuell a Logementer vum Fonds du logement wunnen?

Réponse (02/04/2024) de **M. Claude Meisch**, Ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire

Beim Fonds du logement gëtt et keng statistesch Donnéeën iwwer Geschlecht an Nationalitéit an dëst sinn och keng Auswielkrittären a Bezuch op d'Waardelëscht.

De Fonds du logement betount, dass weeder Geschlecht nach Nationalitéit Krittäre bei der Attributioun vun de Wunnenge sinn.

Am Avis (N° CE: 60.884; n° dossier parl.: 7937) vum Conseil d'État vum 26. Mee 2023 iwwert de Projet de loi vum Gesetz⁶ steet Follgendes:

„Le Conseil d'État se demande dans quelle mesure la nationalité est nécessaire à la finalité du traitement mis en place et conclut que le point 2° est contraire au principe de minimisation des données prévu à l'article 5, paragraphe 1^{er}, lettre c), du RGDP, ainsi qu'à l'article 11, paragraphe 3, de la Constitution.“

De Conseil d'État ënnersträicht den „non-respect“ vum „principe de minimisation des données“ am Kontext vun der Nationalitéit als Donnée, an dat gëllt och just fir Statistiken.

Am Kapitel 7 – Registre national des logements abordables (RENLA) vum Gesetz⁶ gi follgend Artikelen e Fokus op d'„données à caractère personnel“:

Am Art. 75 vum Gesetz⁶ sinn „données à caractère personnel traitées“, an do ass d'Nationalitéit a kenger Kategorie ernimmt.

Am Art. 76 Punkt (2) an den „données à caractère personnel“ gëtt d'Geschlecht als Punkt 3° opgezéit. Momentan ass de RENLA nach net en place an deementspriedend ass d'Lëscht vum Fonds du logement och nach net am RENLA.

Am Art. 77 vum Gesetz⁶ steet Follgendes:

„L'accès des agents et des salariés d'un bailleur social est limité aux données des demandeurs-locataires, des candidats-locataires et des locataires répondant aux besoins spécifiques couverts par son domaine d'intervention et pertinentes pour l'attribution de logements aux personnes parmi lesquelles le choix se fait. Le bailleur social a accès aux données des logements qu'il gère et aux données de ses demandeurs-locataires, candidats-locataires et locataires dans le cadre de l'exercice de son activité de bailleur social.“

Dat bedeit, dass de Fonds du logement just dierf déi Donnéeë sammelen, déi fir d'Revisioun vun de Kandidature fir d'Attributioun vun de Wunnengen an och fir d'Gestioun vun de Locatairé vun de Wunnengen absolutt néideg sinn.

Well Geschlecht an Nationalitéit keng Auswielkrittäre sinn, an opgrond vum Respekt vum „principe de minimisation des données“, dierf de Fonds du logement keng esou Donnéeën erfaassen.

Miel provenant de pays tiers | Question **0468** (13/03/2024) de **M. Mars Di Bartolomeo** | **Mme Claire Delcourt** (LSAP)

Selon une étude du service scientifique de la Commission de l'Union européenne publiée en 2023 quelque 45 % des importations de miel en provenance de pays tiers est frelaté via l'ajout de sucre. Devant cette tromperie du consommateur et cette concurrence déloyale vis-à-vis des apiculteurs européens et partant aussi luxembourgeois, les États membres et le Parlement européen viennent de trouver un accord qui fixe de nouvelles règles pour la dénomination et l'étiquetage du miel, des jus de fruits et de la confiture en vue de mieux informer les consommateurs.

1) Nous aimerions dès lors savoir de Madame la Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture si des contrôles au Luxembourg sur les miels provenant de pays tiers ont été effectués et quels ont été les résultats.

2) Quand est-ce que la nouvelle législation européenne entrera en vigueur et quelles seront les conséquences pratiques pour nos producteurs ?

3) Comment notre pays entend-il promouvoir les miels et autres produits visés de qualité luxembourgeois ?

Réponse (05/04/2024) de **Mme Martine Hansen**, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture

ad 1) Conformément au règlement (UE) 2017/625 du Parlement européen et du Conseil du 15 mars 2017 concernant les contrôles officiels, le contrôle des produits d'origine animale et donc du miel provenant des pays tiers s'effectue au poste de contrôle frontalier de première arrivée dans l'Union européenne. Le Luxembourg n'a pas d'importation directe de miel provenant de pays tiers. En 2023, 22 échantillons de miel luxembourgeois ont été contrôlés sur une large palette de contaminants comprenant des résidus de pesticides et des contaminants environnementaux tels que les métaux lourds, dioxine et PCB. Des substances médica-

⁶ Loi du 7 août 2023 relative au logement abordable

menteuses telles que les antibiotiques, les anti-inflammatoires, les hormones et les antiparasitaires ont également été recherchés. Ceci représente la recherche de plus de 575 substances distinctes. Concernant cette campagne de contrôle, tous les échantillons étaient conformes à la réglementation en vigueur.

Suite à l'évolution de la réglementation et à la création de la nouvelle Administration luxembourgeoise vétérinaire et alimentaire, pour 2024, la campagne de contrôle a été étendue à la recherche de pratiques frauduleuses sur les miels en provenance des pays tiers et du marché européen. 47 échantillons de miel de provenance luxembourgeoise et étrangère vont être contrôlés.

ad 2) Les colégislateurs ont trouvé un accord provisoire sur la révision de la directive du Conseil 2001/110/CE fixant l'étiquetage et les aspects qualité du miel le 30 janvier 2023.

Les principaux éléments de cet accord sont les suivants :

- Les pays d'origine seront indiqués sur l'étiquette par ordre décroissant en fonction du poids. L'étiquette comprendra également le pourcentage que chaque pays représente dans le mélange, renforçant la transparence pour les consommateurs.
- Les États membres peuvent décider que l'obligation d'indiquer le pourcentage sur l'étiquette ne s'applique qu'aux quatre parts les plus importantes, à condition que celles-ci représentent plus de 50 % du poids de l'assemblage.
- Vu la taille de l'emballage, dans le cas des contenants de moins de 30 grammes, les noms des pays d'origine peuvent être remplacés par un code ISO à deux lettres.
- Une plateforme d'experts aidera la Commission à mettre au point des méthodes de détection harmonisées de l'adultération du miel et à renforcer les contrôles afin de lutter encore plus efficacement contre la fraude.

La directive modificative n'a pas encore été publiée au Journal officiel. Les dispositions législatives, réglementaires et administratives s'appliqueront 24 mois à compter de la date d'entrée en vigueur de la directive modificative.

Nos apiculteurs, qui en grande majorité n'exploitent pas de ruches à l'étranger, n'ont en général pas recours aux mélanges de miel de différentes origines et ne seront que marginalement impactés pas cette directive modificative.

ad 3) Il existe au Luxembourg une Appellation d'origine protégée (AOP) qui porte sur le miel et qui couvre l'intégralité du territoire national. Cette AOP se trouve actuellement dans la phase finale d'un processus de restructuration initié par un groupement d'apiculteurs luxembourgeois. L'Administration des services techniques de l'agriculture, administration compétente en matière d'indications géographiques, accompagne le groupement dans cette démarche.

Pour pouvoir bénéficier du statut d'une AOP, un produit doit obligatoirement présenter un lien étroit entre ses caractéristiques spécifiques et sa région de production. Les matières premières doivent provenir de la région de production et toutes les étapes de la production doivent avoir lieu dans cette région.

Les exigences de production définies au niveau du cahier des charges de l'AOP imposent obligatoirement une traçabilité stricte pour garantir le respect de l'origine indiquée. Le respect du cahier des charges est contrôlé dans le cadre du contrôle officiel.

Les AOP reconnues peuvent d'office bénéficier d'un agrément comme système de qualité au sens de la loi

du 3 juin 2022 relative à l'agrément d'un système de qualité ou de certification des produits. Ainsi, ces AOP sont donc éligibles aux aides relatives à la promotion et aux frais de contrôle prévues dans le cadre de la loi du 2 août 2023 concernant le soutien au développement durable des zones rurales.

Durée de procédures judiciaires | Question 0469 (13/03/2024) de M. Fernand Kartheiser (ADR)

D'Affär Bommeleeër huet an den 80er-Joren zu Lëtzebuerg d'Schlagzeilen dominéiert. D'Angscht virun Attacken hat d'Bevëlkerung fest am Grëff. Et huet laang gedauert, bis den éischte Bommeleeër-Prozess stattfont huet. Et kënn an dem Kontext awer och ëmmer nees, och no ganz ville Joren, zu neien Initiative vun der Justiz. Et ass ganz sécher luewenswäert, wann d'Justiz probéiert, déi Schëlleg ze identifizéieren an ze verurteilen. Allerdéngs muss een sech awer och prozedural a rechtsstaatlech Froen iwwer esou Prozesser stellen, z. B. déi vun der Zouverlässsegkeet vun Zeienaussoen no Joerzénngen. Och d'Mënscherechtskonventioun ass ze beuechten. An hirem Artikel 6 seet si: „Toute personne a le droit d'être jugée équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un juge indépendant et impartial.“ Et stellt sech d'Fro, ob hei, esouguer am Fall vun enger Verurteilung, de Krittär vum „délai raisonnable“ nach kann als respektéiert ugesi ginn.

An deem Kontext wéilt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi interpretéiert d'Regierung am Allgemengen, onofhängeg vum Bommeleeër-Prozess, de Krittär vum „délai raisonnable“ aus dem Artikel 6 vun der Mënscherechtskonventioun?
2. Wéi schätzt d'Regierung, onofhängeg vum Bommeleeërprozess, d'Glawierdegkeet vun Zeienaussoen an, déi sech op Evenementer bezéien, déi Joerzénngen zeréckleien?

Réponse (09/04/2024) de Mme Elisabeth Margue, Ministre de la Justice

ad 1. Zënter der Adoptioun vun der Europäescher Konventioun fir de Schutz vun de Mënscherechter a fundamental Fräiheeten (d'Konventioun) zu Roum de 4. November 1950, huet den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter (ECtHR) d'Aufgab, d'Konformitéit vun deene Verpflichtungen ze garantéieren, déi sech fir d'Ënnerschrëftstaaten aus der Konventioun an hire Protokoller erginn.

An dëser Funktioun passt den ECtHR op, dass d'Ënnerschrëftstaaten den Artikel 6 § 1 vun der Konventioun respektéieren, dee virgesäit, dass jiddereen d'Recht huet, säi Fall bannent enger raisonnabeler Zäit vun engem onofhängegen an onparteiesche Geriicht ze héieren, deen dann iwwer d'Verdëngschter vun der krimineller Uklo géint déi Persoun entscheet.

No hirer Jurisprudenz mussen d'Ënnerschrëftstaaten hir Justizsystemer sou organiséieren, dass hir Gerichter hir Roll effizient a séier kënnen erfëllen. Déi raisonnabel Dauer vun enger Prozedur gëtt allgemeng no den Ëmstänn vum Fall bewäert, am Kader vun de Critèren, déi vun der Jurisprudenz festgeluecht goufen, nämlech: d'Komplexitéit vum Fall, d'Behuele vum Ukloer an deenen zoustännegen Autoritéiten, wéi och wat fir déi betraffe Persoun an der Ausernanersetzung um Spill steet. A kriminellen Dossier fänkt d'Berechnung vun dëser Period dee Moment un, wou d'Persoun ugeklot gëtt, an hält mat der definitiver Decisioun, déi vun den nationalen Autoritéite gesprach gëtt, op.

Am Hibleck op d'Muecht, déi dofir dem ECtHR an den nationale Gerichter zougedroen ass, d'Konventioun ze interpretéieren, ass et net un der Regierung, de Critère fir raisonnabel Zäit, wéi et am Artikel 6 § 1 vun der Konventioun virgesinn ass, ze interpretéieren respektiv d'Interpretatioun ze kommentéieren.

ad 2. Am Respekt vum Prinzip vum der Gewalten-trennung an der Onofhängegkeet vun der Justiz steet et der Regierung net zou, d'Glawierdegkeet vun Zeienaussoen ze beurteilen.

Flotte électrique de la Police grand-ducale | Question 0470 (13/03/2024) de M. Marc Goergen (Piraten)

An Däitschland ass rezent annoncéiert ginn, dass et e landeswäite Pilotprojet betreffend den Asaz vun Elektroautoe bei der däitscher Police gëtt. Heibäi solle während engem Joer Vir- an Nodeeler vun den Elektroautoen am Kader vu Policeasätz erschafft ginn. Konkreet solle Reechwäit, Luetzäiten, Ufuerderunge bei Asätz an och den noutwennegen Entretien zu alle Joreszäiten Deel vun der Analys sinn. Dono gëtt dann an engem Bilan iwwert de weideren Asaz vun Elektroautoe bei der däitscher Police decidéiert.

Och zu Lëtzebuerg si säit 5 Joer (Abrëll 2018) Elektroautoen, ënnert anerem vun der Mark Tesla, fir eis Police am Asaz. An enger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum honorabelen Deputéierte Sven Clement huet den Här François Bausch, deemolege Minister fir bannenzeg Sécherheet, gesot: „D'Police befënn sech nach an enger Testphas fir ze analyséieren, wéi déi elektresch Mobilitéit sech kann an hiert generell Konzept vun hirem Fuerpark an an hir Missiounen integréieren. Et sief ze rappeléieren, dass och aner elektresch Gefierer Deel vun dësem Pilotprojet sinn.“

An deem Zesummenhang wéilt ech dem Minister fir den Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi vill elektresch Gefierer huet déi national Police aktuell an hirem Fuerpark?
2. Wéi huet sech dës Zuel, opgeschlüsselt pro Joer, iwwert déi lescht 5 Joer entwéckelt?
3. Gëtt et Diskussiounen, dës Fuerpark och an den nächste Joren ze erweideren? Wéi gesinn d'Pläng hei konkret aus?
4. Ass dee vum deemolege Minister fir bannenzeg Sécherheet annoncéierte Pilotprojet ofgeschloss?

- Falls jo, wat sinn d'Conclusiounen, déi aus dem Projet ervirgaange sinn?
- Falls nee, wéini gëtt den Asaz vun Elektroautoen an dësem Kader final evaluéiert?

Réponse (15/04/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

ad 1. Aktuell huet d'Police 34 elektresch Gefierer an hirem Fuerpark. Et wäerten nach 3 Autoe vun der Ausschreiwung vun 2023 dobäi kommen.

ad 2. D'Evolution vum Elektrofuerpark iwwert déi lescht Joren ass follgend:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 3. Am Joer 2024 gi weider 6 elektresch Autoen ausgeschriwwen. Fir d'Joer 2025 sinn nach emol 6 elektresch Autoen an den Ausschreiwunge virgesinn. Weider Previsiounen gëtt et keng.

ad 4. De Pilotprojet ass ofgeschloss. Aus dësem Projet geet ervir, dass de Fuerpark vun der Police an den nächste Jore mat elektreschen Autoen erweidert gëtt fir déi Servicer, déi normal Deplacementer maachen.

Aktuell ass et awer nach net méiglech, adäquat elektresch Autoe fir de gezeechente Policefuerpark ze fannen, déi et méiglech maachen, dat komplett Police-Equipement an der Mall ze verstauen. Dozou kënn, dass déi autoriséiert maximal Charge vum Auto duerch d'Police-Equipementer riskéiert, iwwerschratt ze ginn.

D'Reechwäit esouwéi d'Opluetzäit an ee Verloscht u Puissance (Bridage), wann d'Batterie schonn zum Deel entluet ass, entsprechen aktuell net de Besoine vum alldeegleche Policedéngscht.

Propos du Ministre du Travail au sujet des élections sociales | Question **0472** (14/03/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Den 12. März 2024 huet den Aarbechtsminister op der Antenn vum Radio 100,7 eng Rei Aussoen zu de Sozialwale gemaach. Sou wier laut dem Aarbechtsminister déi niddreg Walbedeelegung domat ze erklären, dass et de Leit „ze gutt géif goen“. Zousätzlech sot hien och, dass wann d'Gewerkschaft OGBL eng grouss Victoire géing kréien, da wier d'Suite dovunner méi Opposition.

1. Ech géif dofir gär vum Här Aarbechtsminister wëssen, op wat hien sech referéiert, fir déi Ausso ze maachen, dass et de Leit wuel ze gutt géing goen? Gëtt et heizou eng Etude, déi kloer beleet, dass dëst esou ass? Wéi gedenkt den Här Minister op Basis vu senger Hypothees, dass et de Leit ze gutt geet, seng Politik an Zukunft ze orientéieren?

2. Den Aarbechtsminister seet an all Interventioun, dass him de Sozialdialog immens wichteg ass. Wann deem esou ass, wéi ass seng Ausso, dass am Fall vun enger grousser Victoire vum OGBL an der Suite vun dese Walen et zu méi Opposition géing kommen, da gemengt? Gëllt déi Ausso net fir déi aner Gewerkschaften? Gesäit den Aarbechtsminister staark Gewerkschaften als positiv oder als negativ fir de Sozialdialog un?

Réponse (02/04/2024) de **M. Georges Mischo**, Ministre du Travail

ad 1. Den honorabelen Deputéierten Engel geet op zwou Aussoen aus engem Interview an, deem am Kontext vun de Sozialwale gemaach ginn ass. Als Aarbechtsminister hunn ech op d'Bedeitung vun dese Walen higewisen a bedauert, dass et bei all Sozialwal bis elo eng héich Abstentiuon gouf. Ech hunn d'Fro opgeworf, ob et de „Leit ze gutt geet“ oder ob se „alles verstan hunn“, fir d'Abstentiuon kënnen ze erklären. Ech hunn dëst net als Affirmatioun formuléiert, déi sech op eng Statistik berufft.

ad 2. Ech hu widderholl, dass de Sozialdialog e wichtegt Instrument am Kader vun Zesummeliewen an der Aarbechtswelt ass. E Sozialdialog, dee funktionéiert, dréit zur sozialer Stabilitéit bäi. Ech hunn am selwechten Interview all Gewerkschaft als Partner definéiert. Dass et am Fall vun enger grousser Victoire vun enger Gewerkschaft zu méi Opposition géing kommen, ass am Kontext vun den zukünftigen Debaten ze gesinn.

Staark Gewerkschaften gesinn ech als Aarbechtsminister natierlech als positiv fir en efficacé Sozialdialog.

Arrêt du transport de cigarettes électroniques jetables par Cargolux | Question **0473** (14/03/2024) de **M. Sven Clement** (Piraten)

Ufank März gëtt den Här Gilles Roth um Radio 100,7 follgendermoossen zitéiert: „Mir kënnen net op Recetten aus dem Tubakverkauf verzichten.“ Dës Ausso

ass kohärent mat dem presentéierte Budget an ënner anerem der Ukënnegung, Accisen op neien Tubaksproduiten anzeféieren, wéi zum Beispill och sougenannte Vapes (jetabel elektronesch Zigaretten).

Kuerz drop annoncéiert d'Cargolux, mat de wichtegste Facilitateur vun Importatiounen zu Lëtzebuerg, dass sougenannte Vapes op alle Flich vun der Cargolux wäerte verbuede ginn, dëst aus Bedenken, wat déi ëffentlech Gesondheet an d'Ëmwelt ugeet.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Finanzminister dës Fro stellen:

1. Ass de Finanzminister iwwert dës Decisioun am Virus informéiert ginn? Wéi positionéiert sech de Finanzminister par rapport zu dëser Decisioun?

2. Wäert zu dësem Theema nach en Austausch mat der Cargolux stattfannen?

3. Wéi eng Auswirkung huet dës Decisioun vun der Cargolux op déi previsionnell Recettë vun dësem an den nächste Joren? Falls en Impakt virläit, wéi eng Upassung mussen um Budget virgeholl ginn?

Réponse (25/03/2024) de **M. Gilles Roth**, Ministre des Finances

D'Cargolux huet hir Decisioun, fir den Transport vun elektronesch Eewe-Zigaretten anzustellen, de 6. März 2024 ëffentlech gemaach.

De Finanzminister mëscht sech dobäi net an déi kommerziell Ausrichtung vun der Cargolux an. Duerfir ass och keen Austausch diesbezüglich geplangt.

D'Decisioun vun der Cargolux wäert, der Aschätzung vum Finanzministère a senger Servicer no, keen Afloss op d'Steierrecetten aus dem Verkauf vun E-Liquids hunn.

Avion militaire luxembourgeois | Question **0474** (14/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Lëtzebuerg huet an de leschte Jore fir Honnerte Milliounen Euro Militärfligere finanzéiert, déi am Kader vun der EATC zesumme mat anere Länner benotzt ginn. Lëtzebuerg huet d'Fligere net selwer kaf, mee huet Fluchstonne kaf, mat deenen eist Land ee Fliger „loune“ kann. Fir den Airbus A330 MRTT huet Lëtzebuerg 1.200 Fluchstonnen am Joer zegutt, déi iwwert 30 Joer ronn 600 Milliounen Euro aus dem Staatsbudget kaschten.

Dës Fluchstonne sollte fir wichteg staatlech Aufgabe genotzt ginn. An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 3961 vun 2021 hat déi deemoleg Regierung geäntwert, dass bis dohinner nach kee Regierungsmember op d'Transportméiglechkeete vun engem vun de lëtzebuergesche Militärfligere zeréckgegraff hat. An engem „Land“-Artikel vum 8. März 2024 „Fly in no company“ heescht et awer elo, dass de Premierminister am Kader vu verschiddenen Auslandsreise Fluchstonne vun engem Militärfliger genotzt huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Verdeedegung a fir Mobilitéit an ëffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Wéi vill Fluchstonne goufen an de leschte 4 Joer aus dem EATC fir den Transport vu Regierungsmemberen oder héije Beamte benotzt (opgeschlüsselt no Ministère an no Fligertyp, dee Lëtzebuerg am Kader vum EATC zur Verfügung steet)?

2. Wéi vill Fluchstonnen a fir wéi eng aner Zwecker sinn d'Fligere am Kader vum EATC genotzt ginn?

Réponse (12/04/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

ad 1. D'Fluchstonnen, déi an de leschte 4 Joer am Kader vum EATC/ATARES Programm fir den Transport vu Regierungsmemberen, oder dem Grand-Duc, benotzt goufen, deele sech follgendermoossen op:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu*).

ad 2. Am Kader vum EATC sinn insgesamt 132 EFH genotzt gi fir aner Zwecker. Dës Flich hunn haaptsächlech an engem internationale Kontext (EU, NATO oder UNO) stattfont a ware logistescher (Transport vu Militär an Equipementer) an humanitärer Natur (Evakuatiounen, Transport vun humanitäre Gidder).

D'Stonnen, déi am Kader vun der binationaler A400M Unitéit fir belsch oder Lëtzebuurger Missiounen geflu ginn, falen net an dës Comptabilitéit. Wéi an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0222 prezisiéiert, sinn an deem Kader säit 2020 méi wéi 6.400 Stonne geflu ginn.

Livraison de munitions à l'Ukraine | Question **0476** (14/03/2024) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR)

An der Press wor ze liesen, dass Lëtzebuerg 6.000 Artilleriegranate vum Kaliber 155 un d'Ukrain geliwwert huet. De Käschtepunkt vun dëser Munitioun gouf dobäi net genannt.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Verdeedegungsminister:

1. Wéi vill huet de Kaf an d'Liwwerung vu 6.000 Artilleriegranaten de Lëtzebuurger Staat kascht?

2. Wéi eng Keef vu Waffen a Munitioun fir d'Ukrain si fir dës Joer nach geplangt a fir wéi e Käschtepunkt?

Réponse (29/03/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense

ad 1. De Kaf an d'Liwwerung vu 6.000 Artilleriegranaten hunn ongeféier 11.670.000 Euro kascht.

ad 2. Wéi an der Vergaangenheet kommunizéiert d'Regierung eréischt no der Liwwerung iwwer Keef vu Waffen a Munitioun fir d'Ukrain.

An deem Sënn verëffentlecht d'Direction de la défense reegelméisseg Updaten iwwert hir militäresch Hëllef un d'Ukrain.

À ce stade kann ech awer schonn annoncéieren, dass mer der Artilleriekoalitioun bäitriede wäerten.

Pratiques des huissiers de justice | Question **0477** (14/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

Ech hu schonn a fréiere Froen no Erklärungen zur Aarbecht vun den Dierwiechter gefrot (N° 3177 an 6753).

Mam Gesetz vum 4. Dezember 1990 iwwert d'Organisatioun vun den Dierwiechter an dem ofgeännerte Reglement vum 24. Januar 1991 ginn d'Präisser, déi Dierwiechter dierfe froen, festgehalten. D'Dierwiechter mussen awer keng Bilane virleeën, an de Justizministère, deem se ënnerstall sinn, weess net wéi vill si mat hiren Etüde verdingen.

D'Dierwiechter brauche fir hir Aarbecht awer och d'Ënnerstëtzung vu Polizist:innen, zum Beispill wann et zu Zwangsäumunge kënn. D'Stonnen, déi d'Polizist:innen hei leeschten, sinn also ee Käschtefacteur fir de Staat.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Justiz a fir Famill, Solidaritéit an Integratioun dës Fro stellen:

1. Wéi oft hunn an deene leschte 5 Joer misse Polizist:innen de Huissieren zur Sait gestallt ginn? Wéi vill Stonnen Aarbecht ass hei fir d'Andriewung vun de Scholde gelescht ginn?

2. Gëtt de Staat fir dës Aarbecht vun de Polizist:inne vun de Huissieren entschidedegt?

3. Am Fall wou eng Famill muss hiert Doheem verloossen, well et versteet ginn ass, gëtt hei direkt den Office social vun der Famill informéiert? Wa jo, wéini gëtt den Office social iwwert d'Situatioun informéiert?

4. Ass d'Regierung der Meenung, dass d'Aufgabe vun den Dierwiechter:inne sollt an den Aufgabeberäich vun de staatleche Justizautoritéiten zréckkommen? Wéll d'Regierung den Dierwiechterstatut verstaatlechen?

Réponse (17/04/2024) de **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice | **M. Max Hahn**, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

ad 1. Zu dësem Punkt gi keng Statistike gefouert.

ad 2. Nee.

D'Dierwiechter kënnen op Polizist:innen zeréckgräifen, fir Gerichtsurteeler ze exekutieren.

Wann den Dierwiechter sech muss Zougang zu engem Gebai verschafen („si les portes sont fermées, ou si l'ouverture en est refusée“), wat och op Basis vun engem Urteel geschitt, ass d'Präsenz vun engem Polizist oder enger Polizistin laut Artikel 723 vum „Nouveau Code de procédure civile“ obligatoresch.

ad 3. Am Fall wou eng Famill hir Wunneng verloosse muss, ass et esou, dass op lokalem Plang an éischter Linn d'Gemenge betraff sinn. D'Gemenge gi vum Dierwiechter iwwert den Datum informéiert, wou den Deguerpissement soll stattfannen.

D'Missionne vun den Offices sociaux sinn am Artikel 7 vum Gesetz vum 18. Dezember 2009 iwwert d'Aide sociale définiert. Am Fall, wou eng Famill hir Wunneng verloosse muss, kann den Office social op verschidden Aart a Weisen hëllefen, wéi zum Beispill:

- duerch eng materiell oder finanziell Ënnerstëtzung,
- duerch Berodung, esouwéi duerch eng Begleedung bei administrativen Demarchen a bei der Ufro vu sozialen Hëlfe,
- andeems en, falls néideg an an der Limitt vun de legale Konditiounen, eng Referenzadress ufreet a sécherstellt, dass d'Personen hir sozial Rechter behalen,
- andeems e sech ëm eng kuerzfristeg a kuerzzeiteg Noutënnerbréngung këmmert, falls d'Famill selwer keng Méiglechkeet fënnt ënnerdaach ze kommen.

Et ass heibäi wichteg ervirzehiewen, dass d'Hëllef awer op Demande vun der concernéierter Persoun selwer muss geschéien.

Am Kader vun der Deguerpissementsprozedur gëtt den Office social net explizitt ernimmt an och net automatesch a Kenntnis gesat.

Wann een Office social iwwert een Deguerpissement informéiert gëtt, geschitt dat an der Praxis an deene meeschte Fäll entweder duerch d'Gemengen, duerch déi betraffe Leit selwer oder och mol duerch den Dierwiechter. Den Zäitpunkt ass heibäi vu Situatioun zu Situatioun verschidden. Op Demande vun der Gemeng, de Leit oder dem Dierwiechter kann den Office social zum Beispill während dem Deguerpissement präsent sinn, fir sech ëm d'Leit ze bekëmmern. Virun allem wa Kanner am Spill sinn ass dat gären de Fall.

ad 4. D'Destinatäre vun der Fro sinn net där Meenung. Si wëllen den Dierwiechterstatut net verstaatlechen.

.....

Infrastructure de protection et droit de défense des citoyens dans le cas d'une intervention militaire sur le territoire luxembourgeois | Question **0478** (15/03/2024) de **Mme Claire Delcourt** | **M. Georges Engel** (LSAP)

La politique européenne d'armement connaît actuellement une relance. Néanmoins la population civile est peu informée sur les infrastructures de protection au Luxembourg ainsi que leurs droits en cas d'une intervention militaire.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Défense :

1) Le Luxembourg dispose-t-il d'abris antibombes ? Si oui, combien de ces abris existent sur le territoire luxembourgeois ? Si oui, en cas de besoin, comment la population civile serait-elle informée sur leurs localisations ? Si oui, les frais liés à l'entretien de ces abris sont-ils considérés dans les contributions luxembourgeoises à l'OTAN ?

2) Dans le cas improbable d'une offensive terrestre sur le territoire luxembourgeois, les résidents en possession d'une arme disposent-ils du droit de se servir de l'arme pour se défendre ? Quelles sont les modalités concernant l'utilisation d'une arme à feu en cas d'une intervention militaire ?

Réponse (18/04/2024) de **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Défense | **Mme Elisabeth Margue**, Ministre de la Justice

ad 1) Non.

ad 2) La loi du 2 février 2022 sur les armes et munitions règle la possession et l'utilisation des armes à feu par des particuliers et ne prévoit pas de dispositions spécifiques concernant le cas improbable d'une offensive militaire terrestre sur le territoire luxembourgeois. L'article 58 (3) de la loi du 2 février 2022 prévoit que « sans préjudice des dispositions relatives à la légitime défense, il est interdit de tirer avec des armes à feu et avec des armes non à feu visées par la présente loi sur tout le territoire du Luxembourg, sauf lorsque le tir est autorisé en application de la présente loi [par exemple dans le cadre de la chasse ou encore sur le champ de tir] ou d'une autre disposition légale ou réglementaire ».

.....

Réserves financières des communes | Question **0479** (15/03/2024) de **M. Dan Biancalana** (LSAP)

Dans le cadre de sa réponse à une récente question parlementaire, Monsieur le Ministre a dressé une liste reprenant l'endettement des villes et communes luxembourgeoises en date du 31/12/2023.

Dans la plupart des cas, les communes procèdent à des emprunts pour financer leurs différents projets d'infrastructures (bâtiments scolaires, maison relais, logements, centres sportifs, halls polyvalents, aménagement d'espaces publics, ...) nécessaires à la vie communale.

Le montant et la situation des emprunts dépendent d'un côté du choix des projets mais surtout aussi des réserves financières dont disposent les villes et communes. Celles-ci varient d'une commune à l'autre. Et le recours, respectivement le non-recours, à ces réserves dépend à son tour des réserves disponibles.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires intérieures :

1) Quelle est la situation des réserves financières des villes et communes en date du 31/12/2023 ?

2) Existe-t-il une corrélation entre le montant des emprunts des communes et la situation de leurs réserves financières ?

3) Quels sont les moyens et outils dont dispose le ministère afin de guider les communes dans le cadre de l'élaboration de leur budget ?

Réponse (03/04/2024) de **M. Léon Gloden**, Ministre des Affaires intérieures

ad 1) Je me permets de vous joindre en annexe la situation des avoirs bancaires des communes, incluant les avoirs des fonds de réserves, en date du 31/12/2023, tels que communiqués par elles. Les avoirs bancaires négatifs s'expliquent par le recours des communes à des lignes de trésorerie qui permettent de pallier un manque de liquidités momentanément dû au déphasage possible entre recettes et dépenses. Nous rappelons aussi que les communes peuvent effectuer des dépenses prévues dans le budget 2023 jusqu'au 30 avril 2024.

ad 2) Bien qu'il puisse exister une corrélation entre le montant des emprunts des communes et la situation de leurs réserves financières, cette relation est complexe et dépend de nombreux facteurs. Une analyse approfondie de la situation financière spécifique de chaque commune est nécessaire pour évaluer cette corrélation de manière précise. Il y a lieu de souligner que le recours à l'emprunt relève de l'autonomie communale, exercée dans le cadre de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988⁷.

ad 3) Afin de guider les communes dans le cadre de l'élaboration de leur budget, le Ministre des Affaires intérieures transmet chaque année une circulaire budgétaire avec les recommandations et projections de données essentielles pour les budgets. Par ailleurs, des consultations financières individuelles sont proposées aux communes ainsi que de nombreuses formations en la matière.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

.....

Nouvelles techniques génomiques | Question **0480** (15/03/2024) de **Mme Joëlle Welfring** (déli gréng)

En juillet 2023, la Commission européenne a proposé un nouveau cadre pour la réglementation les « nouveaux OGM », donc les plantes produites par les nouvelles techniques génomiques. La proposition considère une catégorie de nouveaux OGM (dite de catégorie « NGT1 ») équivalente aux plantes dites conventionnelles sur base du type et du nombre de mutations introduites. Selon ce texte, cette catégorie des OGM ne devra plus passer par une analyse des risques pour l'environnement et pour la santé.

Le Gouvernement luxembourgeois s'est prononcé en faveur d'une déréglementation des nouveaux OGM, estimant que les plantes issues des nouvelles techniques génomiques NGT1 pourraient être produites naturellement, devraient donc être considérées « équivalentes » à des plantes conventionnelles et ne devraient donc plus faire l'objet d'une analyse des risques pour l'environnement et la santé et ne devraient plus être traçables ni étiquetées.

Pourtant, la proposition de règlement est controversée, plusieurs agences étatiques européennes, organisations environnementales, scientifiques voire de

⁷ Article 118 de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 : « L'administration communale ne peut recourir au crédit pour financer des dépenses extraordinaires si un autre financement n'est ni possible ni économique et si le remboursement régulier des annuités est assuré. »

protection des consommateurs ayant sonné l'alerte par rapport aux effets que le projet de règlement risque d'avoir, notamment sur l'environnement naturel et la santé des consommateurs.

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail de la France (Anses) a publié le 6 mars 2024 son expertise⁸ sur les plantes issues des nouveaux OGM. En effet, selon un article publié par « Le Monde » le 5 mars 2024, l'Anses « avait prévu de publier le rapport et l'avis au début de février – de source proche du dossier, la publication a été bloquée sur “pression politique” ».

En effet, l'avis de l'Anses s'oppose à l'exclusion des nouveaux OGM de l'évaluation des risques pour la santé et l'environnement. Plus précisément, l'Anses se prononce « en faveur d'une évaluation au cas par cas des risques sanitaires et environnementaux associés aux plantes issues de mutagenèse dirigée réalisée au moyen du système CRISPR-Cas », estimant que certains risques sont similaires à ceux des OGM « classiques » mais que l'exposition aux dangers risque d'augmenter suite au développement du recours à la technique et de l'ampleur du marché des plantes.

Les experts de l'Anses recommandent dans ce contexte une évaluation des risques ex ante qui prend en compte la technique utilisée ainsi que les caractéristiques de la plante ainsi obtenue, et soulignent la nécessité pour une surveillance suivant la mise sur le marché.

Cet avis suit un premier avis⁹ de l'Anses datant de décembre 2023 dans lequel elle tire la conclusion qu'il n'y aurait pas de justification scientifique pour la définition de l'équivalence entre plantes NGT1 et plantes conventionnelles, cette définition constituant le fondement du texte débattu actuellement au niveau européen.

Similairement, une étude scientifique¹⁰ du Bundesamt für Naturschutz (BfN) met en évidence que certaines plantes NGT1 peuvent présenter des risques environnementaux similaires aux OGM classiques et que les critères d'équivalence proposés par la Commission européenne sont en effet inadéquats.

Plusieurs acteurs mettent également en garde contre les conséquences d'une dérégulation pour les consommateurs. La Verbraucherzentrale Bundesverband allemande estime que le texte négocié ne respecte pas le principe de précaution, et que les décideurs politiques doivent assurer un étiquetage clair des nouveaux OGM.¹¹ Dans une lettre ouverte datant de novembre 2023, des représentants de supermarchés autrichiens et allemands demandent que la liberté de choix des consommateurs et consommatrices soit préservée.¹²

⁸ Avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail relatif à l'analyse scientifique de la proposition de règlement de la Commission européenne du 5 juillet 2023 relative aux nouvelles techniques génomiques (NTG) – Examen des critères d'équivalence proposés pour définir les plantes NTG de catégorie 1, URL : <https://www.anses.fr/system/files/BIOT2023AUTO0189.pdf>

⁹ Avis et rapport de l'Anses relatif aux méthodes d'évaluation des risques sanitaires et environnementaux et des enjeux socio-économiques associés aux plantes obtenues au moyen de certaines nouvelles techniques génomiques (NTG), URL : <https://www.anses.fr/system/files/BIORISK2021SA0019Ra.pdf>

¹⁰ <https://www.bfn.de/aktuelles/studie-zur-auswirkung-des-verordnungsentwurf-der-eu-kommission-zu-neuengenenomischen>

¹¹ Verbraucherzentrale Bundesverband, URL : <https://www.vzbv.de/pressemitteilungen/neue-gentechnikverbraucherinnen-duerfen-nicht-im-ungewissen-gelassen-werden#:~:text=Der%20Gesetzesentwurf%20ignoriert%20den%20Wunsch,Produkt%20gentechnisch%20ver%3C%A4nderte%20Pflanzen%20enth%3C%A4lt.>

¹² Leading representatives of the food retail industry : Proposed EU legislation on new genomic techniques must not jeopardize consumer choice, organic farming, and food price, URL : https://www.enga.org/fileadmin/user_upload/LEH-Letter_KOM_MEPs_NGT_ENG_final_28112023.pdf

Étant donné que Madame la Ministre de l'Agriculture ne s'est pas prononcée sur ces critiques fondamentales du premier avis de l'Anses et de l'étude du BfN lors du débat sur les nouveaux OGM à la Chambre de Députés et suite à la publication du deuxième avis de l'Anses sur les nouveaux OGM, je me permets de poser les questions suivantes :

1) Madame la Ministre de l'Agriculture et la Ministre de la Protection des consommateurs a-t-elle pris contact avec l'Anses afin d'échanger sur les critiques formulées dans les avis de cette dernière ? Dans la positive, quelles sont les conclusions de l'échange ? Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

2) Quelle est plus précisément l'analyse de Madame la Ministre de l'Agriculture des critiques formulées par le BfN ainsi que l'Anses au sujet du manque de la base scientifique pour l'équivalence entre plantes NGT1 et plantes conventionnelles, ainsi que des risques environnementaux et sanitaires émanant des NGT1 ?

3) Quelle est l'analyse de Madame la Ministre de la Protection des consommateurs spécifiquement des critiques de l'Anses par rapport aux risques sanitaires liés aux plantes et produits issus de NGT1, ainsi que des demandes formulées par les autres représentant.e.s de consommateur.trice.s et du commerce en faveur du maintien de la liberté du choix ? Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que la liberté du choix doit être maintenue pour les consommateurs et consommatrices luxembourgeois ?

4) Dans le contexte des critiques scientifiques des fondements du texte débattu au sein du Conseil, Madame la Ministre maintient-elle sa position relative aux nouvelles techniques génétiques telles qu'exposées dans sa réponse à ma question parlementaire n° 0091 ? Madame la Ministre ne jugerait-elle pas opportun de s'engager pour une révision du texte afin de prendre en compte les critiques scientifiques récentes ?

Réponse (28/03/2024) de Mme Martine Hansen, Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Viticulture, Ministre de la Protection des consommateurs

ad 1) Le rapport de l'Anses a été publié le 5 mars 2024. L'Anses est une agence nationale française de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail. Il appartient aux autorités françaises de la consulter et de présenter les avis émis par leur agence à la Commission européenne et aux États membres. Sur base des discussions au niveau du Conseil de l'Union européenne, la position du Luxembourg pourrait alors être revue.

En absence d'une agence d'évaluation des risques au Luxembourg, l'EFSA constitue l'organisme de référence pour le Luxembourg. Elle joue un rôle central dans l'évaluation des risques pour la santé humaine, animale et environnementale liés aux denrées alimentaires et aux organismes génétiquement modifiés.

ad 2) La Commission européenne vise à réformer les lois européennes sur le génie génétique et à les adapter au progrès scientifique et technique. L'objectif est de permettre l'innovation dans l'agriculture sans pour autant sacrifier le niveau élevé de protection de la santé humaine et animale et de l'environnement.

La Commission européenne s'est basée sur l'avis de l'EFSA lors de la publication de la proposition législative en juillet 2023 et a déterminé un seuil critique afin de définir les deux catégories de NGT. En général, les critères d'équivalence devraient permettre d'assurer que les plantes NGT qui les respecteraient (plantes NGT de catégorie 1) auraient pu être produites au moyen de techniques d'obtention conventionnelles.

Les rapports évoqués par l'honorable Députée constituent un complément d'information par rapport aux

certains d'études qui ont étayé l'avis initial de l'EFSA. Notamment dans le rapport de l'Anses, le GT « Biotechnologie » propose de clarifier certaines formulations de l'annexe 1 détaillant les critères d'équivalence entre les végétaux NGT et les végétaux conventionnels. L'analyse de l'Anses soulève certains points qui pourraient être précisés dans le texte proposé par la Commission.

Dans ce cadre, je me permets d'attirer l'attention de l'honorable Députée sur l'avis du Conseil supérieur de la santé belge publié en mars 2024. Ce Conseil considère que « la procédure de vérification appropriée, telle qu'elle est actuellement décrite dans la proposition NTG. En outre, toute la législation européenne existante concernant les végétaux, les nouveaux aliments (règlement (UE) 2015/2283) et les allégations de santé (règlement (CE) n° 1924/2006) s'applique également aux végétaux NTG. De cette manière, un niveau également élevé de protection de la santé humaine et de l'environnement est assuré. »

La proposition de la Commission tient compte du fait que les connaissances scientifiques dans ce domaine évolueront dans les prochaines années. Elle souligne l'importance d'une approche réglementaire équilibrée qui tient compte à la fois des avancées scientifiques et des préoccupations en matière de sécurité et d'environnement. De ce fait, elle a prévu dans la proposition législative un acte délégué qui permettra d'adapter le texte rapidement aux nouvelles découvertes scientifiques.

ad 3) Le matériel de reproduction des variétés végétales, conventionnelles ou NGT, ne pourra être produit et commercialisé qu'après l'enregistrement au catalogue. Pour cela, le statut NGT1 ou NGT2 ferait partie de la description variétale, en outre les variétés seraient examinées quant à la valeur culturelle et d'utilisation durable.

Les informations sur les plantes NGT de la catégorie 1 seraient fournies par le biais de l'étiquetage du matériel de reproduction végétal, d'une base de données publique et des catalogues pertinents sur les variétés végétales. Pour toutes les autres plantes NGT c.-à-d. de catégorie 2, les exigences de la législation actuelle sur les OGM s'appliqueraient. Elles seraient tracées et étiquetées avec la possibilité d'une étiquette facultative indiquant l'objectif de la modification génétique. Les deux catégories seraient interdites dans l'agriculture biologique.

L'étude d'impact a montré que les parties prenantes ont des avis opposés, tant sur la nécessité de continuer à étiqueter les produits issus des NGT que sur l'efficacité de cet étiquetage pour informer les consommateurs.

L'enjeu réside dans la recherche d'un équilibre entre le droit des consommateurs à être informés et la nécessité de ne pas créer de confusion inutile ou de stigmatisation injustifiée des produits issus des NGT. En effet, les NGT de catégorie 1 ne se distinguent pas de leurs équivalents issus de l'agriculture conventionnelle et ne peuvent pas être détectés par des analyses.

Dans ce contexte, il est important que les décisions concernant l'étiquetage des produits issus des NGT soient prises de manière éclairée, en tenant compte des perspectives variées des parties prenantes et en garantissant la transparence et la clarté pour les consommateurs.

ad 4) Le Luxembourg s'est abstenu lors du vote au Conseil des ministres de l'agriculture en décembre 2023 mais a été ouvert à poursuivre les discussions pour améliorer la proposition. NL, FR, DK, CZ, IT, BG, EE, LT, LV, CY, SE, PT, IE, GR, MT (16 EM, 57,80 % de la population de l'UE) se sont exprimés en faveur de la

proposition telle que révisée par le Conseil de l'Union européenne.

Mais HR, PL, HU, RO, SK, AT, SL (7 EM, 19,3 % de la population européenne) ayant voté contre la proposition, aucune majorité n'a pu être trouvée. De ce fait, les négociations sont au point mort et aucune révision du texte n'a été proposée par la présidence belge du Conseil.

Lorsque la présidence du Conseil de l'Union européenne proposera un texte amendé, le Luxembourg entamera les étapes nécessaires pour revoir sa position si nécessaire. L'utilisation des NGT suscite des préoccupations éthiques, mais il en va de même pour l'exploitation des possibilités que leur inutilisation entraînerait. En l'absence d'un cadre législatif et sachant qu'aucune méthode analytique permet la détection des NGT de catégorie 1, il est à craindre que des NGT seront importés en provenance de pays tiers sans aucun moyen de contrôle.

Mon approche se veut pragmatique, tenant compte à la fois des opportunités offertes par les NGT et des préoccupations éthiques qui les entourent, tout en restant ouverte à une réévaluation de la position en fonction des développements futurs et des avis d'experts.

Type de vols utilisés par les membres du Gouvernement | Question **0481** (15/03/2024) de **M. Marc Goergen** (Piraten)

D'Lëtzebuurger Land schreift am Artikel „Fly in no company“ vum 8. Mäerz 2024, dass de Premierminister fir Auslandsreesen op Privatjets zeréckgegraff huet.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Ministesch fir Mobilitéit a fir éffentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung eng Lëscht virleë mat alle Flich aus de leschte 5 Joer, fir déi ee Privatjet genotzt gouf, a wou follgend Informatiounen enthält:
 - Fluchstreck (Depart & Arrivée);
 - Käschte vum Fluch;
 - Notznëisser (Ministère)?

2. Wat waren d'Grënn, firwat an deene Fäll Privatjets genotzt goufen an net op regulär Linneflich (Economy, Business) oder alternativ Transportmethoden (Schnellzuch, Fuerpark Regierung etc.) zeréckgegraff ginn ass?

Réponse (17/04/2024) de **M. Luc Frieden**, Premier ministre | **Mme Yuriko Backes**, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Défense

ad 1. Annexéiert fénn den honorabelen Deputéierten déi gefrote Lëscht mat alle Flich aus de leschte 5 Joer, fir déi ee Privatflieger genotzt ginn ass.

Et sief bemierkt, datt d'Flich aus dem EATC/ATARES Programm op engem Austauschsystem berouen, wou Lëtzebuerg, zesumme mat aneren europäeschen an NATO-Natiounen, participéiert. Hei hëllef sech d'Länner ënner anerem géigesäiteg mat Austausch vu Militärflichstonnen. Fir weider Detailer verweise mir op d'Antwort op d'parlamentaresch Fro 0474.

Déi Ministären, déi net an der Lëscht ausgewise sinn, hu während der genannter Period net op Flich mat Privatfliegere zeréckgegraff.

ad 2. An der Reegel reesen d'Membere vun der Regierung mam effizientsten Transportmëttel, ënner anerem mat reguläre Linneflich.

An Ausnahmefäll, wann d'Situatioun et erfuerdert, kënnen d'Membere vun der Regierung op Flich mat Privatfliegere zeréckgräifen. Dëst ass besonnesch de Fall, wann national an international Verpflichtungen e ganz enken Zäitplang virschreiwene, wa keng Linneflich op

déi gewënschten Destinatioun disponibel sinn oder wann d'Sécherheet net kann anescht garantéiert ginn.

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu.)

Pharmacie dans la commune de Clervaux | Question **0484** (15/03/2024) de **Mme Alexandra Schoos** | **M. Jeff Engelen** (ADR)

An der Vergaangenheet gouf am Gesondheetsministère driwwer diskutéiert, fir nei Krittären auszeschaffen fir d'Ausstelle vu Konzessiounen, fir eng Apdik opzemaachen. Bedéngt duerch de stramme Bevëlkerungswuesstem läit Lëtzebuerg mat 15,6 Apdikte pro 100.000 Awunner däitlech ënnert dem OECD-Wäert vun 28 Apdikte pro 100.000 Awunner; d'Belsch huet iwwerdeems 42 Apdikte pro 100.000 Awunner.

An deem Kontext géife mir eis erlaben, d'Madamm Gesondheetsminister op ee speziell problematesche Fall hinzewisen: D'Gemeng Clief ass flächeméisseg déi zweetgréisste Gemeng aus dem Land. Eenzeg Maarnech huet eng Apdik. An deem Zesummenhang sief drop higewisen, datt déi 17 Uertschafte vun der Gemeng Clief am Hibleck op d'Distanz zum Deel wäit auserneeelen. Am Hibleck op den éffentlechen Transport hu grad och Dierfer ewéi Léiler oder Kaalber, déi no un d'Belsch respektiv Däitschland ugrenzen, eng méi problematesch Ubannung u Maarnech.

An deem Sënn gi grad och an der Gemeng Clief d'Stëmmen ëmmer méi haart, déi eng zweet Apdik fir déi genannte Gemeng fuerderen.

An der Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 0246 vum Här Mars Di Bartolomeo huet d'Madamm Gesondheetsminister preziséiert, datt den demografesche Wuesstem an d'„densité médicale“ berécksiichtegt gi fir d'Ausstelle vu Konzessiounen bei den Apdikten.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Madamm Gesondheetsminister:

1. Am Hibleck op d'Ausso vun der Madamm Gesondheetsminister, datt d'„densité médicale“ an déi demografesch Entwécklung berécksiichtegt gi fir d'Ausstelle vu Konzessiounen, fir eng Apdik opzemaachen: Wou feelen an den Ae vun der Madamm Gesondheetsminister hei am Land nach Apdikten?

2. Misst – nieft de Krittäre vun der demografesch Entwécklung an der „densité médicale“ – net och den Aspekt vun der geografesch Lag mat berécksiichtegt ginn?

3. Kann d'Regierung eis eng Iwwersiicht respektiv déi geografesch Opdeelung vun allen Apdikten, déi et de Moment zu Lëtzebuerg gëtt, zoukomme loosene?

4. Wéi huet sech d'Ausstelle vu Konzessiounen, fir zu Lëtzebuerg eng Apdik opzemaachen, an de leschten zéng Joer entwéckelt? Sinn an deem Kontext an de leschten zéng Joer Apdikten dobäikomm respektiv ofgezu ginn?

5. Wéi wäit sinn aktuell d'Aarbechte respektiv d'Entwécklungen am Gesondheetsministère fortgeschratt, fir d'Prozedur fir d'Ausstelle vu weidere Konzessiounen, fir eng Apdik opzemaachen, ze iwwerschaffen?

6. Am spezifesche Fall vu Clief: Gedenkt de Gesondheetsministère dem berechtigten Uleies vun de Cliefer Bierger, fir eng zweet Apdik an der Gemeng opzemaachen, nozokommen?

7. Gedenkt de Gesondheetsministère, an deem Kontext eng eventuell beschleunegt Prozedur anzeféieren, fir deem berechtigten Besoin no enger zweeter Apdik an der Gemeng Clief gerecht ze ginn? Wa jo,

a wéi engem zäitleche Kader ka mat der Ëmsetzung vun dësem Projet gerechent ginn? No wéi enge Krittäre géif de Gesondheetsministère de géeeegente Standuert fir eng zweet Apdik an der Gemeng Clief auswielen?

Réponse (09/04/2024) de **Mme Martine Deprez**, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

ad 1. Reng no der demografescher Entwécklung gekuckt an op Basis vun der Rechnung vun der Direktioun vun der Santé missten am Land 121 Apdikte sinn (Stand: d'Populatioun vun 2023). Dës Rechnung gesäit vir, datt eng Gemeng eng Apdik ka kréien, soubal d'Awunnerzuel während op d'mannst zwee Joer iwwert 2.500 Awunner läit. All weider Apdik kéint envisagéiert ginn, wann d'Awunnerzuel ëm 5.000 Awunner klëmmt (d. h. eng zweet Apdik wär méiglech ab enger Awunnerzuel vu 7.500, eng drëtt ab 12.500 asw.). Dës Krittär muss komplettéiert gi mam Krittär vun der „densité médicale“, dëst gëtt dann „au cas par cas“ gekuckt.

Aktuell sinn 102 Apdikten op fir de Public, 2 Apdikte si schonns per Arrêté ministériel kréiert ginn, mee mussen nach vun engem Apdikter iwwerholl ginn a 7 Gemenge sinn an der Diskussioun, fir eng Apdik ze kréien.

ad 2. Bei der Kreatioun vun enger neier Apdik muss secherlech méi Aspekter berücksichtegt ginn, dofir muss all Demande eenzel analyséiert ginn.

ad 3. Eng Iwwersiicht respektiv déi geografesch Opdeelung vun allen Apdikten, déi et de Moment zu Lëtzebuerg gëtt, gesäit een am nofolgenden Tableau: (tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu).

ad 4. Et ass keng Apdik ofgezu ginn. Op Demande vun Titulaire sinn eenzel Apdikte geplënnert ginn.

An de leschten zéng Joer sinn ënnert anerem follgend Apdikte bäikomm:

- Belval (Gemeng Suessem) 2018
- Contern 2020
- Differdange 2015
- Ehlange 2022
- Heiderscheid 2019
- Lorentzweiler 2021
- Luxembourg-Cloche d'Or 2017
- Lac de la Haute Sûre 2023 (nach net verginn)
- Niederanven 2023 (nach net verginn)

ad 5. D'Prozedur ass vum Gesetz virgeschriwwen, fir de Moment ass net virgesinn, fir den Text ze änneren.

ad 6. Fir kënnen eng weider Apdik an der Gemeng Clief opzemaachen, mussen d'Besoinen ofgekläert ginn. Vun der Awunnerzuel hier wär de Critère vun der Demografie net erfëllt.

ad 7. Mir verweisen op d'Antwort zur Fro 6.

Commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports | Question **0485** (15/03/2024) de **M. Georges Engel** (LSAP)

Lors d'une réunion de l'Association des professeurs d'éducation physique (APEP) fin novembre 2023, le Ministre des Sports a annoncé qu'il allait nommer un commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports tel que prévu par la loi du 29 novembre 1988 et ce en début 2024.

Une nomination n'ayant pas encore eu lieu, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports :

1) Tout en sachant que les dernières années le Ministère des Sports a fonctionné sans commissaire du



Gouvernement à l'éducation physique et aux sports, Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'il a bien l'intention de nommer un commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports ?

2) Si oui, Monsieur le Ministre peut-il donner des précisions quant à la date de cette nomination ?

3) Si tel n'est pas le cas, Monsieur le Ministre entend-il légiférer à ce sujet et procéder à une suppression du poste de commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports ?

4) Sachant que les missions du coordinateur général, qui est actuellement engagé au Ministère des Sports, sont entre autres celles d'exercer une fonction de contrôle et de coordination des sports dans tous les domaines ou encore d'instruire toutes les questions concernant les sports soumises à la décision du Gouvernement et sont donc des missions très similaires sinon égales à celles du commissaire à l'éducation physique et aux sports, Monsieur le Ministre peut-il nous énoncer en détail comment les missions du commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports se distinguent voire se distingueront des missions du coordinateur général ?

Réponse (15/04/2024) de M. Georges Mischo, Ministre des Sports

ad 1) Le Ministre des Sports avisera en temps utile l'instauration éventuelle d'un commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports.

ad 2) Je ne compte pas procéder à une suppression du poste de commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et des sports.

ad 3) La loi du 29 novembre 1988 portant organisation de la structure administrative de l'éducation physique et des sports dispose dans son premier article que le Ministre des Sports est assisté d'un commissaire du Gouvernement à l'éducation physique et aux sports. L'article 2 dispose qu'il est chargé :

a) d'exercer les fonctions de contrôle, d'orientation, de coordination et d'animation de l'éducation physique et des sports dans tous les domaines ;

b) d'instruire toutes les questions concernant l'éducation physique et les sports soumises à la décision du Gouvernement ;

c) de fournir au Gouvernement des avis administratifs et techniques sur tous les problèmes se rapportant à la politique et à l'organisation de l'éducation physique et des sports tant sur le plan national que sur le plan international ;

d) d'assurer la surveillance et la coordination de tous les services et installations sportives qui relèvent du département de l'éducation physique et des sports.

De plus, le ministre compétent pourra le charger au sein de son département de toute autre mission.

ad 4) La fonction du coordinateur général repose sur l'article 4 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État qui dispose que la description de fonction, arrêté par le chef d'administration (le ministre en l'occurrence) définit les missions et les rôles liés aux fonctions identifiées dans l'organigramme ainsi que les compétences techniques et les compétences comportementales exigées pour l'accomplissement de ces missions et rôles.

Tout en respectant les dispositions des textes légaux précités et face aux défis et à l'urgence sociétale de procéder à une politique proactive en matière de l'activité physique et des sports, l'organigramme du Ministère des Sports est établi de manière à ce que les affaires courantes ainsi que les projets politiques,

stratégiques et opérationnels qui relèvent de l'accord de coalition seront réalisés.

Délais des avis de la Commission d'aménagement dans le cadre du Plan d'aménagement général | Question 0486 (18/03/2024) de Mme Nathalie Morgenthaler (CSV)

An der „Version consolidée applicable au 01/10/2023“ vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den „Aménagement communal et le développement urbain“ ass am Artikel 11 keen Delai méi fir en Avis vun der „Commission d'aménagement“ virgesinn. Gläichzäiteg steet am selwechten Artikel awer och: „À défaut par la Commission d'aménagement de faire parvenir son avis au Collège des bourgmestre et échevins dans le délai prévu à l'alinéa 2, le conseil communal peut passer au vote du projet d'aménagement prévu à l'article 14.“

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un den Här Inneminister stellen:

– Gedenkt de Minister, dëse Widersproch ze behiemen?

– Sinn dem Minister Fäll bekannt, an deene Gemenge rechtskräfteg Decisiounen geholl hunn, ouni den Avis vun der uewe genannter Kommissioun ofzawaarden?

– Wéi steet et allgemeng mat der Rechtssécherheet, zumools och, wann eng Gemeng eng Ännerung am Zesummenhang mat engem „Plan directeur sectoriel“ virhält, ouni dësen Avis ofzawaarden?

Réponse (17/04/2024) de M. Léon Gloden, Ministre des Affaires intérieures

Den Delai vu 4 Méint, deen d'Commission d'aménagement hat, fir hir Avisen ze ginn, gouf irtermecherweis ënnert der éischter Dräierkoalitioun vun DP, LSAP an déi gréng mam Gesetz vum 17. Abrëll 2018 iwwert den Aménagement du territoire ofgeschaaft.

Am Kader vum Gesetzesprojet N° 7139 gouf dësen Delai nees iwwert e parlamentareschen Amendement agefouert. Rechtskräfteg ass dës Ännerung awer nach net, well de Gesetzesprojet N° 7139 nach net gestëmmt gouf.

Aktuell ginn Iwwerleeunge gefouert am Kader vum Aarbechtsgrupp iwwert d'Simplification administrative, fir den Delai vun der Commission d'aménagement weider ze reduzéieren.

Et si keng Fäll bekannt, an deenen eng Gemeng eng rechtskräfteg Decisioun geholl huet, ouni den Avis vun der Commission d'aménagement ofzawaarden.

Eng Gemeng begeet kee Prozedurfeeler, wann se den Avis bei der Commission d'aménagement ufreet an net ofwaart. E Prozedurfeeler entsteet nëmmen dann, wann eng Gemeng d'Commission d'aménagement net saiséiert an de Gemengerot den allgemenge Bbauungsplang unhëlt.

Ligne de tram rapide via Leudelange | Question 0491 (19/03/2024) de M. Meris Sehovic (déi gréng)

An enger Pressekonferenz vum 13. September 2023, huet de viregte Mobilitéitsminister de 6 Buergermeeschteren aus de Gemenge Suessem, Esch, Monnerch, Schëffleng, Leideleng an der Stad Lëtzebuerg d'Chronologie fir de séieren Tram Direktioun Esch presentéiert. Dëse soll ab 2028 tëscht der Cloche d'Or a Leideleng, ab 2030 bis op Féiz, 2032 op Metzschmelz an 2035 bis op Belval fueren.

An engem rezenten Interview an enger Dageszeitung zum séieren Tram huet d'Madamm Ministesch gezielt,

datt si et begréisst géif, wann d'Aarbechten un der Schnellstreck vun der Cloche d'Or iwwert Leideleng Richtung Esch nach an dëser Legislaturperiod ufänke kéinten. Als Reaktioun op dës Ausso, huet de Buergermeeschter vu Leideleng sech iwwerrascht gewisen an deemmo contestéiert, datt den initialen Zäitplang vum Projet agehale wäert ginn. Als eventuell Grënn goufen d'finanziell Lag vum Staat an d'Kierzung vu finanziellen Investitiounen genannt.

An deem Zesummenhang wéilt ech der Madamm Mobilitéitsministesch follgend Fro stellen:

– Wäert den initialen Zäitplang vum Bau vum séieren Tram Richtung Leideleng fir 2028 agehale ginn?

• Falls nee, wat sinn d'Grënn, firwat de Projet net zäitgeméis emgesat wäert ginn?

Réponse (19/04/2024) de Mme Yuriko Backes, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics

Den Zäitplang fir d'Extenssioun vum Tram a Richtung Esch, deen am September d'lescht Joer virgestallt gouf, ass onverännert. Déi éischt Phas vun den Ëmweltprozeduren ass schonn amgang.

Niewent den internen Etuden, déi Luxtram mécht, sinn d'Etudé fir een APS (Avant-projet sommaire) an APD (Avant-projet détaillé) bis op Leideleng respektiv Féiz aktuell an der Ausschreibung. Op Basis vun deene Resultater kann dann e Projet de loi de financement ausgeschafft ginn.

Dëse Projet de loi géif ech gären d'nächst Joer an d'Prozedur gi fir d'Streck Cloche d'Or bis op Leideleng. Nom Vote vum Gesetz, kéint dann och mam Akaf vun den néidegen Terrainen ugefaange ginn.

Den 19. Abrëll ginn déi 6 concernéiert Gemengen am Kader vun engem Comité politique doriwier informéiert, wou d'Etuden op der ganzer geplangter Streck am Detail dru sinn.

Centre d'hébergement Wanteraktioun (WAK) | Question urgente 0621 (16/04/2024) de M. Yves Cruchten (LSAP)

Le centre d'hébergement d'urgence pour sans-abris au Findel vient de fermer ses portes, comme prévu, au 15 avril.

En effet, la « Wanteraktioun » (WAK), qui, il y a quelques années, se déroulait du 1^{er} décembre au 31 mars, a été prolongée par la suite pour offrir un toit aux personnes sans domicile entre le 15 novembre et le 15 avril.

La question parlementaire n° 0595 du 11 avril 2024, introduite par la députée Claire Delcourt, ayant trait aux difficultés des demandeurs de protection internationale de trouver refuge, fait allusion à la possibilité de réactiver la WAK en cas de conditions météorologiques extrêmes.

Or, la météo pour les jours à venir prévoit des températures nocturnes proches de zéro.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil :

– Eu égard aux conditions météorologiques et aux températures hivernales pendant la nuit, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'une prolongation du fonctionnement de la WAK, permettant de garantir un abri aux personnes dans le besoin, serait opportune et importante ?

Réponse (18/04/2024) de M. Max Hahn, Ministre de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil

**PRIORITAIRE
BY AIR MAIL**

IBRS/CCRI n°1001256



RÉPONSE PAYÉE/REPLY PAID

LUXEMBOURG

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

ENVOI-RÉPONSE 1001256

L - 3208 BETTEMBOURG

L'Action Hiver a été mise en place par le Gouvernement depuis l'hiver 2001 en tant qu'action humanitaire visant à protéger les personnes majeures en situation de sans-abrisme en période de grand froid. Initialement conçue pour une période allant du 1^{er} décembre au 31 mars, depuis 2023, l'ouverture de l'Action Hiver a lieu du 15 novembre au 15 avril, afin de couvrir au maximum les périodes de froid au Luxembourg. En effet, dans le passé, l'Action Hiver a été réouverte à plusieurs reprises après sa fermeture programmée, en cas de périodes de grand froid avec des températures en dessous de zéro continues, dans le but que personne au Luxembourg ne risque de mourir d'hypothermie.

Dans la même optique, le Ministère de la Famille, des Solidarités, du Vivre ensemble et de l'Accueil suit à tout moment de près la situation météorologique et décide en cas de période de grand froid, représentant un risque vital aux personnes en situation de sans-abrisme, et en concertation avec Dräeck ASBL, sur une éventuelle réouverture de l'Action Hiver.

Annnonce du licenciement de 126 salariés de la société Tarkett GDL | Question urgente 0654 (24/04/2024) de M. Marc Baum (déi Lénk)

Selon des informations relayées par la presse la société Tarkett GDL aurait annoncé le licenciement économique de 126 de ses salarié.e.s, malgré la conclusion d'un Plan de maintien dans l'emploi (PME) entre les syndicats et la direction de l'entreprise. Ce PME, initialement conclu pour une durée de 8 mois (du 1^{er} septembre 2023 au 30 avril 2024), a tout récemment été prolongé jusqu'en septembre 2024 et prévoit entre autres un recours à la préretraite ajustement et à la préretraite progressive pour prévenir le chômage des salarié.e.s concernés.

L'annonce de la mise en place d'un plan de licenciement de 126 salarié.e.s de l'entreprise est donc tombé quelques jours après l'accord sur la reconduite du PME qui vise justement la prévention de tels licenciements.

Étant donné que les plans de maintien de l'emploi sont homologués par le Ministre ayant le travail dans ses attributions et que la présentation du plan de licenciement par la direction de l'entreprise est en principe déjà prévue pour le 29 avril, je voudrais lui poser les questions urgentes suivantes :

- 1) Monsieur le Ministre compte-t-il accueillir les syndicats dans les plus brefs délais et en amont du 29 avril pour faire le point sur la situation ?
- 2) Monsieur le Ministre estime-t-il que l'annonce de ce plan de licenciement va à l'encontre du Plan de maintien dans l'emploi conclu entre les syndicats et la direction de l'entreprise et homologué par ses soins ?
- 3) Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de la direction de l'entreprise pour obtenir un changement de cap et empêcher ces licenciements ?

Réponse (24/04/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) Oui, le Ministre du Travail a répondu favorablement et de manière urgente à la demande de rencontre formulée par les syndicats OGBL et LCGB. La réunion se tiendra en date du 25 avril 2024.

ad 2) Oui, le Ministre du Travail estime que l'annonce de ce plan de licenciement va à l'encontre du Plan de maintien dans l'emploi conclu entre les syndicats et la direction de l'entreprise.

ad 3) Oui, le Ministre du Travail compte intervenir auprès de la direction de Tarkett GDL pour assurer, dans la mesure du possible, le maintien des emplois concernés.

Licenciement annoncé de 126 salariés de la société Tarkett GDL | Question urgente 0655 (24/04/2024) de M. Claude Haagen | M. Georges Engel (LSAP)

Dans un article de presse paru le 24 avril dans un quotidien luxembourgeois, nous avons été informés de l'intention de la société « Tarkett GDL » de licencier 126 des 562 salariés travaillant sur le site de Clervaux. Cette

suppression annoncée de postes est un coup dur pour le personnel visé ainsi que pour la ville de Clervaux et sa diversité économique. Cette annonce est particulièrement préoccupante étant donné qu'un récent accord de maintien de l'emploi avait été signé avec la direction pour une durée de huit mois, s'étendant du 1^{er} septembre 2023 au 30 avril 2024.

Face à cette situation critique, une première réunion est prévue le 29 avril 2024 entre la direction et les syndicats OGBL et LCGB. Cependant, les syndicats sollicitent une rencontre d'urgence avec Monsieur le Ministre du Travail pour discuter des mesures de soutien possibles.

Dans ce contexte, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

- 1) Monsieur le Ministre envisage-t-il de répondre favorablement et de manière urgente à la demande de rencontre formulée par les syndicats OGBL et LCGB ?
- 2) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner ce qu'il compte faire et quels moyens il compte mettre en œuvre pour assurer le maintien des emplois concernés ?
- 3) Pour quelles raisons le suivi dudit plan de maintien dans l'emploi n'a-t-il pas été respecté ?

Réponse (24/04/2024) de M. Georges Mischo, Ministre du Travail

ad 1) Oui, le Ministre du Travail a répondu favorablement et de manière urgente à la demande de rencontre formulée par les syndicats OGBL et LCGB. La réunion se tiendra en date du 25 avril 2024.

ad 2) Oui, le Ministre du Travail estime que l'annonce de ce plan de licenciement va à l'encontre du Plan de maintien dans l'emploi conclu entre les syndicats et la direction de l'entreprise.

ad 3) Oui, le Ministre du Travail compte intervenir auprès de la direction de Tarkett GDL pour assurer, dans la mesure du possible, le maintien des emplois concernés.

Abonnement/Desabonnement vum Chamberblietchen

Abonéiert oder desabonéiert Iech gratis

– per E-Mail un abocro@chd.lu, andeems Dir Numm, Virnumm, Adress,
Code postal an Uertschaft ugitt

– iwwert eisen Internetsite www.chd.lu
– iwwert de Coupon hei ënnendrënner.

Coupon, fir sech gratis ze abonéieren/desabonéieren:

Ech abonéiere mech:

fir déi gedréckte Versioun* fir déi elektronesch Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

Ech desabonéiere mech:

vun der gedréckter Versioun* vun der elektronescher Versioun op folgend E-Mails-Adress: _____

*Déi folgend Casen ausfille beim Abonnement/Desabonnement vun der gedréckter Versioun:

Numm: _____ Virnumm: _____

Sociétéit/Administratioun: _____

Adress: _____ Boîte postale: _____

Code postal: _____ Uertschaft: _____ Land: _____

D'Chamberblietche gëtt Iech als eegestänneg Zeitung zougestallt. D'Chamber notzt dofir d'Servicer vun enger externer Firma. Är Donnéeë ginn traitéiert, bis Dir Iech desabonéiert.
Fir méi Informatiounen kënnt Dir eis per Courrier oder via déi uewe genannte Mailadress kontaktéieren.



Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg | 23, rue du Marché-aux-Herbes | L-1728 Luxembourg

Tél. 466 966 - 1 | info@chd.lu | chd.lu |   

PERIODIQUE



Envois non distribuables à retourner à:
L-3290 BETTEMBOURG

PORT PAYÉ
PS/799